



HAL
open science

Institutions du repas : pratiques, réforme , connaissance (fin XIXème - fin XXème siècle)

Anne Lhuissier

► To cite this version:

Anne Lhuissier. Institutions du repas : pratiques, réforme , connaissance (fin XIXème - fin XXème siècle) : Volume 1. Mémoire inédit. Le budget et la ration. Maurice Halbwachs et la quantification alimentaire (1907-1937). Sciences de l'Homme et Société. Université d'Evry Val d'Essonne, 2020. tel-03029754v2

HAL Id: tel-03029754

<https://hal.science/tel-03029754v2>

Submitted on 6 Oct 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

INSTITUTIONS DU REPAS : PRATIQUES, REFORME, CONNAISSANCE (FIN XIX^e- FIN XX^e SIECLE)

Dossier en vue de l'habilitation à diriger des recherches
présenté par Anne Lhuissier (INRAE, Centre Maurice Halbwachs)

Soutenue le 4 septembre 2020

VOLUME I. MEMOIRE INEDIT

LE BUDGET ET LA RATION

MAURICE HALBWACHS ET LA QUANTIFICATION ALIMENTAIRE (1907-1937)

Jury :

Nicolas Hatzfeld, Professeur, Université d'Evry Val d'Essonne, garant

Marie-Emmanuelle Chessel, Directrice de recherches, CNRS

Muriel Darmon, Directrice de recherche, CNRS

Marie Jaisson, Professeure, Université Sorbonne Paris Nord

Laurence Ossipow, Professeure, Haute École de travail social et de la santé, Lausanne

Peter Scholliers, Professeur, Université libre de Bruxelles

Christian Topalov, Directeur de recherche, CNRS, Directeur d'études, EHESS

Université d'Evry Val d'Essonne

LE BUDGET ET LA RATION
MAURICE HALBWACHS ET LA QUANTIFICATION
ALIMENTAIRE (1907-1937)

REMERCIEMENTS

Ma gratitude va en premier lieu à Nicolas Hatzfeld pour la patience et la mansuétude dont il a fait montre tout au long de ce travail. La délicatesse avec laquelle il a toujours formulé ses remarques a été à la mesure de leur pertinence. Sans ses précieuses interventions, cette recherche n'aurait pas pris cette forme finale. J'aimerais associer à ces remerciements Christian Topalov et Alain Cottureau dont les travaux et les discussions plus anciennes ont amplement nourri ce travail.

Parce qu'une recherche est toujours le fruit d'un travail collectif, nombreux sont ceux qui y ont contribué par leurs relectures et leurs discussions de versions plus ou moins préliminaires des différents chapitres, en particulier Stéphane Baciocchi, Pierre Blavier, France Caillavet, Marie Chessel, Thomas Depecker, Emmanuel Didier, Christophe Giraud, Marie-Paule Hille, Nicolas Larchet, Erwan Le Mener, Ariane Mak, Efi Markou, Jean-Vincent Pfirsch. Sans oublier les membres des séminaires qui m'ont accompagnée tout le long du chemin: Enquêtes sur les enquêtes ouvrières, Pratiques d'enquêtes et sens de la réalité sociale, Atelier d'ethnocomptabilités, Sciences sociales et alimentation. Ma reconnaissance va aussi aux membres du Centre Maurice Halbwachs et du groupe de recherche Solal (notamment Martin Bruegel, Philippe Cardon, Thomas Depecker, Séverine Gojard, Marie Plessz, Christine Tichit et Bérangère Véron), qui ont accepté que je me soustraie progressivement aux activités collectives et en ont assumé la charge.

Compagne de thèse puis d'HDR, l'amitié forte qui me lie à Efi Markou est à l'image de son soutien et de son aide : minutieuse, rigoureuse, bienveillante, incontournable et pleine d'autodérision : bref, immensément précieuse.

Enfin, j'aimerais adresser une mention spéciale à mes trois bonshommes. À Stéphane, dont la curiosité et l'érudition ont largement alimenté ce travail. À Léo et Louis, pour leur patience et leur bienveillance, mais aussi pour leurs rappels espiègles de l'importance relative de l'engagement dans la recherche.

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	4
SOMMAIRE	1
CHAPITRE INTRODUCTIF	3
LES BUDGETS DE FAMILLE : DE SOURCE À OBJET D'ÉTUDE	3
L'ENTRE-DEUX-GUERRES : UNE PÉRIODE CRUCIALE DANS LA STANDARDISATION DES ENQUÊTES SUR LES DÉPENSES	11
UN ENSEMBLE COHÉRENT D'ENQUÊTES SUR LES DÉPENSES OUVRIÈRES	23
UNE ETHNOGRAPHIE HISTORIQUE DES PRATIQUES D'ENQUÊTES	38
PLAN DU MÉMOIRE.....	54
CHAPITRE I L'ENQUÊTE DE MAURICE HALBWACHS « POUR LE COMPTE D'UN ÉCONOMISTE ANGLAIS », PRINTEMPS 1907.....	57
UN ENQUÊTE PAR BUDGETS DE FAMILLE D'INITIATIVE PRIVÉE ET BRITANNIQUE	60
DRESSER DES BUDGETS DE FAMILLE : UNE DÉMARCHE SOCIOLOGIQUE	71
ÉTABLIR DES BUDGETS « PAR OBSERVATION DIRECTE »	79
INTERPRÉTER DES BUDGETS : DES DÉPENSES INDISSOCIABLES DE LEUR USAGE.....	104
CHAPITRE II LA MESURE DU COÛT DE LA VIE OUVRIÈRE (1911-1921).....	117
DE L'OBSERVATION DES SALAIRES À CELLE DES PRIX : UN CHANGEMENT DE REGARD DE LA STATISTIQUE PUBLIQUE SUR LES CONSOMMATIONS OUVRIÈRES	121
L'ENQUÊTE ADMINISTRATIVE SUR LES CONDITIONS DE VIE OUVRIÈRE DANS LE CADRE DE LA « COMMISSION CHÉRON » (1913- 1914)	130
1920 : LE SUIVI OFFICIEL DU COÛT DE LA VIE OUVRIÈRE	146
LES REPRÉSENTATIONS DOMINANTES DE L'ALIMENTATION OUVRIÈRE DANS LES ENQUÊTES OFFICIELLES DES ANNÉES 1920... 161	
UN QUESTIONNEMENT SUR LA MESURE DU COÛT DE LA VIE QUI SE POURSUIT AU SEIN DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL	169
CHAPITRE III BUDGETS ET ALIMENTATION OUVRIÈRE DANS LES ANNÉES 1930	179
CHICAGO AUTOMNE 1930 : HALBWACHS RENOUVE AVEC LE THÈME DES DÉPENSES OUVRIÈRES.....	182
HALBWACHS SUPERVISE UNE ENQUÊTE SUR LES DÉPENSES DES CHÔMEURS (1935-1937)	193

CHAPITRE IV DEUX CONCEPTIONS INCOMMENSURABLES DE L'ALIMENTATION ? DÉPENSES MONÉTAIRES DES FAMILLES OUVRIÈRES VS DÉPENSES CALORIQUES DE LA POPULATION	219
LE COMITÉ D'EXPERTS DU BIT POUR L'ALIMENTATION DES TRAVAILLEURS (DÉCEMBRE 1935 ET AVRIL 1937)	222
LE COMITÉ MIXTE DE L'OHSN POUR LE PROBLÈME DE L'ALIMENTATION (FÉVRIER ET JUIN 1936)	248
LES COMITÉS NATIONAUX DE L'ALIMENTATION : UNE INITIATIVE FRANÇAISE À GENÈVE.....	262
LE CNA : MIROIR DES RECOMMANDATIONS GENEVOISES	267
CHAPITRE V À REBOURS DE LA QUESTION OUVRIÈRE : LES ENQUÊTES NATIONALES SUR L'ALIMENTATION (1937-1941).....	279
UN « SERVICE » D'ENQUÊTE FÉMININ, SALARIÉ, ET AUX COMPÉTENCES TECHNIQUES	284
DEUX TRAJECTOIRES PROFESSIONNELLES FÉMININES DIVERGENTES	298
DES INSTITUTIONS FERMÉES AUX FAMILLES « EN LIBERTÉ » : LA FABRIQUE DE L'ENQUÊTE	303
DES RÉSULTATS OBSOLÈTES DÈS LEUR PUBLICATION	316
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	325
1907-1937 : TRENTE ANNÉES D'ENQUÊTES EMPIRIQUES SUR LES DÉPENSES ALIMENTAIRES	325
MONDE ACADÉMIQUE ET EXPERTISE : DEUX SOURCES DE LÉGITIMITÉ DES TRAVAUX DE MAURICE HALBWACHS SUR LES BUDGETS OUVRIERS.....	329
LA NATIONALISATION DES ENQUÊTES EMPIRIQUES SUR L'ALIMENTATION À LA LIBÉRATION	331
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE.....	334
FONDS D'ARCHIVES	334
SOURCES IMPRIMÉES	339
BIBLIOGRAPHIE.....	348
LISTE DES SIGLES ET DES ACRONYMES.....	361
TABLE DES TABLEAUX.....	362
TABLE DES FIGURES ET DES PHOTOGRAPHIES	363
ANNEXES.....	364
ANNEXE 1 CORPUS DOCUMENTAIRE RELATIF AUX CONTRIBUTIONS DE MAURICE HALBWACHS SUR LES ENQUÊTES PAR BUDGETS DE FAMILLE	365
ANNEXE 2 LETTRE D'INVITATION ADRESSÉE PAR EDWARD PHELAN À MAURICE HALBWACHS POUR PARTICIPER AU COMITÉ D'EXPERTS SUR L'ALIMENTATION DES TRAVAILLEURS DU BIT (ET RÉPONSE DE HALBWACHS) – NOVEMBRE 1935	369
TABLE DES MATIÈRES	375

CHAPITRE INTRODUCTIF

LES BUDGETS DE FAMILLE : DE SOURCE À OBJET D'ÉTUDE

L'histoire des enquêtes de consommation alimentaire s'incarne on ne peut mieux dans la polysémie du terme « mesure » entendu à la fois comme quantification, étalon, action ou modération. Ces acceptions renvoient, par exemple, à la construction d'un indice administratif du niveau de vie par la quantification des dépenses, à l'élaboration d'une ration alimentaire type par la science nutritionnelle, au développement de l'enseignement ménager par l'Instruction publique ou encore aux campagnes publiques d'institutions prônant la tempérance. Elles s'entrecroisent dans la conception des enquêtes et dans les enjeux qui les traversent et se cristallisent tout particulièrement dans le budget domestique. Celui-ci fait de longue date l'objet d'évaluations quantitatives autant que de considérations morales et normatives, en rapport notamment avec le coût de la vie. Ces tentatives contribuent à mettre sur la place publique une dimension éminemment privée et, en principe, soustraite au regard des autres : la gestion familiale des ressources et des dépenses, les difficultés inhérentes à de faibles rémunérations ou les priorités que chacun accorde selon sa conception du « bien vivre ».

Le budget domestique : objet d'intervention sociale et de connaissance

Le budget familial est, de longue date, un enjeu relatif à la gestion sociale de la pauvreté. Il se situait déjà au cœur des travaux menés par les médecins anglais à la fin du XVIII^e siècle ou des hygiénistes français sous la Monarchie de Juillet¹. Plus récemment, dans la France d'après-guerre où l'indice des prix est utilisé à des fins de régulation salariale, l'Union nationale des familles

¹. John Burnett, « Les enquêtes sur l'alimentation et la mesure de la pauvreté (1790-1945) » dans Jacques Carré et Jean-Paul Révauger (éds), *Ecrire la pauvreté. Les enquêtes sociales britanniques aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 145-170 ; François Jarrige et Thomas Le Roux, « Naissance de l'enquête : les hygiénistes, Villermé et les ouvriers autour de 1840 » dans Éric Geerkens et al. (éds), *Enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine, entre pratiques scientifiques et passions politiques*, Paris, La Découverte, 2019, p. 41-52.

(UNAF)¹ élabore un « budget type » trimestriel pour « chiffrer les besoins nécessaires pour que les familles puissent vivre dans des conditions décentes² ». Enfin, feu l’Observatoire national de la pauvreté et de l’exclusion sociale calculait depuis 2015 un budget dit « de référence » qui identifiait et valorisait les « besoins minimaux pour participer effectivement à la vie sociale³ ». Mais là où certains cherchent à objectiver le budget domestique, notamment celui des plus pauvres, pour le faire valoir auprès des pouvoirs publics, d’autres acteurs, publics et privés, tentent de le normaliser par des dispositifs d’accompagnement budgétaire, en enseignant aux personnes endettées par exemple, et plus particulièrement aux femmes, comment « mieux “compter”, mieux “gérer”, mieux “consommer”⁴ ». Ce qui est vrai pour la période contemporaine l’est encore davantage pour le XIX^e siècle, où le budget domestique n’a cessé d’être un objet socialement et politiquement scruté comme clé de voûte de la condition ouvrière, et instrumentalisé comme outil de régulation socio-économique voire d’argumentation politique. Comme le souligne Michelle Perrot, « la condition ouvrière a été, au XIX^e siècle, un des terrains favoris de l’enquête, une zone de constitution des sciences sociales⁵ ». Ces enquêtes sont menées tantôt par l’administration tantôt par des enquêteurs privés, médecins, philanthropes ou économistes sociaux ; toutes sont sous-tendues par un objectif commun de contrôle social⁶. Selon leurs commanditaires et leurs usages, elles fournissent des outils pour l’action publique et répondent à une fonction normative voire réglementaire ou pour l’action politique et répondent à une fonction cognitive⁷. D’autres encore sont portées par un objectif de prescription dans une finalité économique (consommation et salaire) ou morale (la bonne tenue du foyer), au point

¹. L’UNAF assure depuis sa création en 1945 une représentation monopolistique des intérêts familiaux auprès des pouvoirs publics. Bien que sa légitimité soit contestée dès les années 1950 par des associations progressistes comme le Mouvement populaire des familles qui lui reprochent son conservatisme idéologique et son refus de prendre en compte certaines réalités familiales, elle demeure le représentant des associations familiales d’obédiences idéologiques variées : Jérôme Minonzi et Jean-Philippe Vallat, « L’union nationale des associations familiales (UNAF) et les politiques familiales », *Revue française de science politique*, 2006, vol. 56, n° 2, p. 205- 226.

². <https://www.unaf.fr/spip.php?rubrique1> [dernière consultation : le 05/03/2020].

³. Observatoire national de la pauvreté et de l’exclusion sociale, *Les budgets de référence : une méthode d’évaluation des besoins pour une participation effective à la vie sociale*, Paris, ONPES, 2015 ; Léopold Gilles et al., *Budgets de référence ONPES. Étude réalisée à la demande de l’Observatoire National de la Pauvreté et de l’Exclusion Sociale (ONPES)*, Paris, CREDOC/IREs, 2014 ; Pierre Concialdi, « Les budgets de référence : un nouveau repère dans le débat public sur la pauvreté », *La Revue de l’Ires*, 2014, vol. 82, n° 3, p. 3-36.

⁴. Ana Perrin-Heredia, « L’accompagnement budgétaire. Un instrument ambivalent du gouvernement des conduites économiques domestiques » dans Sophie Dubuisson-Quellier (ed.), *Gouverner les conduites*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016, p. 365-398.

⁵. Michelle Perrot, *Enquêtes sur la condition ouvrière en France au XIX^e siècle*, Paris, Hachette, 1972, p. 41.

⁶. Gérard Leclerc, *L’observation de l’homme : une histoire des enquêtes sociales*, Paris, Éditions du Seuil, 1979, 362 p.

⁷. Antoine Savoye, *Les débuts de la sociologie empirique : études socio-historiques, 1830-1930*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1994, 244 p. ; Éric Geerkens et al. (éds), *Les enquêtes ouvrières dans l’Europe contemporaine. Entre pratiques scientifiques et passions politiques*, Paris, La Découverte, 2019, 455 p.

d'entreprendre d'enseigner aux ouvrières comment gérer leurs dépenses : ainsi dans les années 1880 l'économie domestique devient une matière scolaire. Thomas Depecker a bien montré comment les cours dispensés par l'Instruction publique ne se résument plus à des préceptes moraux comme entreprise de domestication des jeunes filles, mais se rapprochent d'une « entreprise d'inculcation aux jeunes filles des dispositions économiques¹ ». L'alimentation réalise particulièrement bien ce nouveau programme : « Alors que l'enseignement de la cuisine était traditionnellement l'apprentissage d'un ensemble de recettes et de procédés techniques, désormais l'enseignement de la cuisine doit s'étendre selon ses promoteurs à l'ensemble du processus, de l'achat des aliments à leur consommation. Il s'agit à chacune de ces dépenses de compter, peser et mesurer les quantités, les poids, les prix, afin d'en garder une trace et de les adapter aux ressources et besoins du ménage². » Ces opérations de mesure et d'évaluation sont très précisément celles que l'on demande aux familles lorsqu'il s'agit de consigner leurs dépenses dans les enquêtes sur l'alimentation.

Si les budgets sont l'objet d'intervention sociale, leur matérialité se prête à l'analyse scientifique qui les prend pour objet de recherche. Des travaux contemporains s'intéressent par exemple au surendettement des ménages pour comprendre le passage critique qui mène à un déséquilibre comptable³. En cherchant à révéler « comment les gens comptent et évaluent dans leur vie quotidienne », ou encore « qu'est-ce qui compte dans la vie », l'ouvrage *Une Famille Andalouse* dévoile toute l'efficacité heuristique des approches d'ethnocomptabilités⁴. Ces approches trouvent leur inspiration dans des travaux historiques menés sur des budgets, et plus particulièrement ceux dressés par Frédéric Le Play et le collectif d'enquêteurs des *Ouvriers européens*⁵. Je me suis appuyée sur ces budgets pour étudier, dans une recherche antérieure, les

¹. Thomas Depecker, *La loi des Tables. Quantification du besoin alimentaire et réforme des conduites de vie XIX^e-XX^e siècles*, Thèse de sociologie, EHESS, Paris, 2014, p. 354.

². *Ibid.*, p. 355.

³. Ana Perrin-Heredia, « Les logiques sociales de l'endettement : gestion des comptes domestiques en milieux populaires », *Sociétés contemporaines*, 2009, vol. 76, n° 4, p. 95-119.

⁴. Alain Cottureau et Mokhtar Mohatar Marzok, *Une famille andalouse: ethnocomptabilité d'une économie invisible*, Saint-Denis, Bouchène, 2012, 354 p. Voir aussi le numéro 123 de la *Revue des politiques sociales et familiales* qui en offre un bon aperçu : Erwan Lemener (éd), « Joindre les deux bouts. Enquêtes d'ethnocomptabilité », *Revue des politiques sociales et familiales*, Paris, CNAF, 2016, vol. 123.

⁵. Frédéric Le Play, *Les Ouvriers européens. Études sur les travaux, la vie domestique et la condition morale des populations ouvrières de l'Europe, précédées d'un exposé de la méthode d'observation*, Paris, Imp. Impériale, 1855, 301 p. Pour mieux comprendre le travail d'enquête de Le Play, voir : Stéphane Baciocchi et Alain Cottureau, « Le Play & Co. Le collectif d'enquête des Ouvriers européens, 1855-1867 », Intervention au séminaire EHESS Enquête sur les enquêtes ouvrières, 3 avril 2015 ; Stéphane Baciocchi et Jérôme David, « Esquisse pour une autre anthropologie », *Les Études sociales*, 2006 2005, vol. 142-143-144, p. 7-17 ; Alain Cottureau et Stéphane Baciocchi, « Observer l'inobservable dans un budget de famille ouvrière. L'expérimentation de F. Le Play auprès de Francesca à Vienne (Autriche), mai-juin 1853 » dans Éric Geerkens et al. (éds), *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine. Entre pratiques scientifiques et passions politiques*, Paris, La Découverte, 2019, p. 368-386.

pratiques ouvrières d'alimentation dans le second XIX^e siècle¹. J'ai montré qu'en mettant au jour les catégories avec lesquelles les familles envisagent leur alimentation, en comprenant comment et de quoi relèvent le budget et les activités liés à la nourriture, la place importante accordée à l'alimentation prend sens au regard de la conception qu'ont les familles de leur propre devenir. Si les pratiques d'alimentation sont soumises à une forte contrainte économique, leur analyse ne peut s'y limiter : les repas peuvent être investis d'un prestige social ; ils sont non seulement un vecteur de sociabilité, mais forment aussi, dans certains cas, le support d'échanges économiques ou de transactions professionnelles. Plus généralement, l'alimentation structure le temps social, l'espace domestique et les rapports familiaux. Sur ces différents points, la résonance avec les travaux contemporains est très forte². Ils partagent la conclusion selon laquelle on ne peut pas évaluer la nourriture à la seule place qu'elle occupe dans le budget.

Ce constat appelle une suite à cette recherche initiale, qui constitue ce mémoire. La question n'est plus d'identifier et de savoir utiliser des sources pour écrire une histoire de l'alimentation ouvrière, mais de faire des sources, plus précisément les enquêtes qui ont produit de la connaissance chiffrée sur les consommations ouvrières, un objet de recherche à part entière. L'objectif est moins de chercher à décrire des pratiques d'alimentation que des pratiques d'enquête sur l'alimentation ouvrière. Je m'intéresse pour cela à un ensemble d'enquêtes empiriques, à finalité normative ou cognitive, menées sur le premier vingtième siècle qui visent à mesurer les dépenses des ménages, dont plus de la moitié sont encore consacrées, sur la période étudiée, aux achats de denrées alimentaires. Ces enquêtes empiriques, en majorité dites par budgets de famille, recouvrent des réalités très différentes dans leur mise en œuvre et leurs objectifs, en dépit d'une méthode et d'une population enquêtée - les familles ouvrières - d'apparence commune. Elles s'inscrivent dans la période immédiatement ultérieure au programme des monographies de familles des *Ouvriers des deux mondes* produites par la Société d'économie sociale qui s'achève progressivement dans les premières années 1900. Je vais m'attacher à montrer dans ce mémoire que le premier vingtième siècle est une période cruciale qui voit se fixer des standards d'enquête et de mesure des dépenses et des consommations alimentaires.

¹. Anne Lhuissier, *Alimentation populaire et réforme sociale: les consommations ouvrières dans le second XIX^e siècle*. Préface de Claude Grignon, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme : Éd. Quae, 2007, ix+272 p.

². Voir notamment Pierre Blavier, « Les réaménagements de la consommation en contexte de récession », *Revue française de sociologie*, 2018, Vol. 59, n^o 1, p. 7-36 ; A. Cottureau et M.M. Marzok, *Une famille andalouse*, op. cit. ; Erwan Le Méner, « Au nom du fils. Ethnocomptabilité d'une famille de sans-papiers hébergée en hôtel social », *Revue des politiques sociales et familiales*, 2017, vol. 123, n^o 1, p. 41-55 ; Margalida Mulet Pascal, *Resolver, un art cubain de la débrouille. La gestion du quotidien des Vasquez, une famille transnationale dans le Cuba des années 2000*, EHESS, Paris, 2016, 637 p.

Envisager les enquêtes empiriques non plus comme source mais comme objet, c'est se doter d'outils critiques pour mieux maîtriser les effets de connaissance sur les familles ouvrières, à l'instar du travail mené par Alain Cottereau sur la tuberculose : les chiffres et interprétations officiels produits par l'épidémiologie ont longtemps construit la tuberculose comme une maladie du cadre de vie en lieu et place d'un diagnostic d'usure au travail¹. Lorsque ces enquêtes sont utilisées pour dépeindre la vie ouvrière de l'époque, il convient de mettre au jour ce dont elles parlent et ce qu'elles taisent ; ce qu'elles restituent, et ce qu'elles déforment. De ce point de vue, elles parlent autant des représentations dominantes de la classe ouvrière propres à chaque époque, que des pratiques des ouvriers et des ouvrières.

Qu'enregistrent-elles ? Comment se construisent-elles ? Que veulent-elles mesurer ? Il serait réducteur de les considérer uniquement comme offrant une simple représentation de la réalité sociale : celle de leurs concepteurs ou des familles enquêtées ? Car ces dispositifs sont indissociables de la réalité qu'ils visent à mesurer dans sa matérialité. C'est d'ailleurs toute la difficulté à laquelle leurs concepteurs se confrontent dans la fabrication des outils de collecte : la nature des objectifs assignés à l'enquête détermine la nature des informations enregistrées et du mode d'enregistrement. Cette recherche s'interroge sur « l'homologie entre la forme et les usages de l'enquête² ». Il s'agira ici de mettre autant l'accent sur les usages des enquêtes ou leur réception que sur leur inscription sociale qui détermine les outils mis en œuvre, les cadres normatifs, parfois concurrents, dans lesquels elles s'insèrent, tels que les représentations dominantes de l'alimentation ouvrière. La restitution de ces cadres normatifs permet d'inscrire l'alimentation ouvrière dans l'histoire des transformations des mondes ouvriers et de leurs styles de vie et d'apporter ainsi une contribution à l'histoire sociale.

Maurice Halbwachs : un acteur incontournable de la mesure des consommations

L'étude de la production de connaissance sur les consommations ouvrières au tournant du xx^e siècle et jusqu'à la Seconde Guerre mondiale en France, conduit inévitablement aux travaux du sociologue Maurice Halbwachs (1877-1945). Comme cela a été souligné à maintes reprises, ses recherches portent sur des objets très divers tels que les prix des terrains à Paris, le suicide, la mémoire collective, les budgets ouvriers ou la localisation des lieux saints. Elles ont été présentées comme pouvant être scindées en deux périodes. La première, « inspirée par

¹. Alain Cottereau, « La tuberculose : maladie urbaine ou maladie de l'usure au travail ? Critique d'une épidémiologie officielle : le cas de Paris », *Sociologie du travail*, 1978, vol. 20, n° 2, p. 192-224.

². Nicolas Larchet, « Planifier les besoins ou identifier les risques ? Formes et usages des enquêtes de consommation du ministère de l'Agriculture des États-Unis (1935-1985) » dans Thomas Depecker, Anne Lhuissier et Aurélie Maurice (éds), *La juste mesure. Une sociologie historique des normes alimentaires*, Rennes, PUR-PUFR, 2013, p. 152.

Durkheim, est franchement sociologique¹ » alors que la seconde relève davantage de la psychologie collective. Le thème des consommations ouvrières est situé dans la première et relève davantage, en ces premières années du xx^e siècle, de la réforme sociale que du champ académique. L'alimentation ouvrière fait au tournant du xx^e siècle l'objet de préoccupations réformatrices particulièrement importantes, au même titre que le logement, thème sur lequel le normalien réformateur se positionne plus clairement. Christian Topalov défend l'idée selon laquelle, les deux thèses de Halbwachs - sur les loyers parisiens (1909) et sur les budgets ouvriers (1913) - dans leurs méthode et construction d'objet, répondent aux deux mêmes impératifs des contraintes académiques (controverses théoriques et stratégies universitaires) tout en portant sur des domaines empiriques désignés « par une question préconstituée en dehors du monde savant : la ville et les mœurs ouvriers comme objets de description, de diagnostic et de réforme² ». L'articulation entre science et action a été bien étudiée pour comprendre l'activité de certains durkheimiens³. Si ce n'est pas le fil principal que je tire ici, je m'intéresse en revanche à la dynamique dialectique entre sa pratique scientifique et son activité d'expertise qui balise son parcours de savant. C'est en se positionnant comme expert qu'il rend visible ses travaux scientifiques, lesquels, en retour, le conduisent peu à peu sur la scène de l'expertise internationale ; mais le renouvellement dans l'entre-deux-guerres des connaissances scientifiques (nutritionnelles) sur l'alimentation va rendre inaudible la position qu'il tient au titre d'expert au moment où il atteint le faîte de sa légitimité scientifique.

Il n'en demeure pas moins que son œuvre et sa relecture contemporaine recèlent une série d'ambiguïtés quant à son rapport au monde ouvrier. Nous souhaiterions reconsidérer un peu la figure du savant tenant le peuple à distance, y compris quand il s'agit de le photographier⁴. Car il est, au moins dans ses années de formation, curieux d'expérimentations sociales et syndicales. Lors de son séjour en Angleterre en 1904, il demande ainsi à ses amis Hertz et Chevalier de lui faire rencontrer des leaders syndicaux ou de visiter des lieux d'expérimentations sociales telles que des *settlement houses*. Il est membre de la Société des visiteurs, de l'université

¹. Marie Jaisson et Christian Baudelot, « Un sociologue de la complexité » dans Marie Jaisson et Christian Baudelot (éds), *Maurice Halbwachs: sociologue retrouvé*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2007, p. 13.

². Christian Topalov, *Histoires d'enquêtes : Londres, Paris, Chicago (1880-1930)*, Paris, Classiques Garnier, 2015, p. 122.

³. Par exemple : Marine Dhermy-Mairal, « Durkheimisme scientifique et durkheimisme d'action », *Revue française de sociologie*, 29 décembre 2015, Vol. 56, n° 4, p. 673-696 ; Marine Dhermy-Mairal, « "Faire vibrer les cœurs à l'unisson" Célestin Bouglé et Albert Thomas, entre science et action (1920-1932) », *Les Études Sociales*, juin 2017, vol. 165, n° 1, p. 31-49 ; Jean-Christophe Marcel, « Introduction », *Les Études Sociales*, 2017, n° 165 « Sociologues en politique. Autour de Célestin Bouglé », n° 1, p. 3-5 ; Célestin Bouglé, *Sociologie et action politique. Édition établie et présentée par Thomas Hirsch*, Paris, EHESS, 2019, 186 p.

⁴. Christian Topalov, « Maurice Halbwachs, photographe des taudis parisiens (1908) », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, 1997, vol. 28, n° 1, p. 128-145.

populaire Mouffetard, de l'Union socialiste et probablement de la Société coopérative établie dans le quartier latin par des normaliens. Loin de dresser le portrait d'un homme familier du monde ouvrier, ce qu'il n'est pas, ses travaux sur les consommations ouvrières laissent néanmoins les traces d'un chercheur soucieux de restituer des pratiques et des goûts. À rebours des discours hygiénistes de son temps, il se refuse à réduire l'alimentation à un besoin physiologique, pas plus qu'il ne se laisse embarquer dans les représentations dominantes de l'alimentation ouvrière et des pratiques de boisson, comme il semble l'avoir fait au contraire pour le logement. Sa conviction que les ouvriers n'exprimaient pas le besoin de logements meilleurs et salubres « était ancrée dans l'opinion commune des philanthropes¹ ». Comment comprendre cette césure forte dans ses écrits entre d'un côté des ouvriers dépeints comme dénués de tout sentiment social lorsqu'ils sont considérés dans leur espace de travail et, de l'autre, des ouvriers hors de l'espace et du temps du travail décrits comme éminemment intégrés dans l'espace social, notamment celui du commerce et du voisinage, et soucieux d'affirmer leur statut dans le regard des autres, notamment en faisant leurs courses?

D'où vient son obstination à vouloir restituer les consommations ouvrières non pas dans leur dimension physiologique, de reproduction de la force de travail, comme elles étaient pourtant encore envisagées dans les années 1910 au moment de sa thèse, mais plutôt à partir du genre de vie, soucieux de restituer des goûts, des valeurs, des habitudes, spécifiques à la classe ouvrière ? Oserons-nous formuler l'hypothèse qu'il est allé voir parce qu'il les considérait comme des sujets ? Quoi qu'il en soit, il a compté et discuté ; procédé à des inventaires et évalué ; collecté et analysé des menus ; échangé avec les épouses sur la consommation de boisson de leur mari. Sans accorder une importance démesurée à ses expériences d'enquêtes empiriques, au risque d'apporter une nouvelle contribution à sa vie posthume², quel sociologue pourrait néanmoins nier la dimension humaine que produisent de telles rencontres, dans des milieux tantôt misérables, tantôt mieux lotis que ce à quoi on s'attendait³? Et d'autant plus quand on sort de l'espace feutré du quartier latin et d'un mariage, en première noce, de bonne famille.

Avec un peu plus de certitude, on peut désormais, à la faveur de nouveaux documents d'archives, préciser sa façon de faire de la sociologie, empirique, à distance du sociologue de cabinet auxquels les durkheimiens ont plutôt été associés. Sur le sujet des consommations ouvrières, Halbwachs prône et s'embarque à plusieurs reprises (1907, 1921) dans un travail

¹. C. Topalov, *Histoires d'enquêtes, op. cit.*, p. 121.

². Thomas Hirsch, « Une vie posthume. Maurice Halbwachs et la sociologie française (1945-2015) », *Revue française de sociologie*, 2016, vol. 57, n° 1, p. 71-96.

³. Parmi de multiples exemples, voir le récit sensible du retour sur leur terrain par Jean-François Laé et Numa Murard : Jean-François Laé et Numa Murard, *Deux générations dans la débîne : enquête dans la pauvreté ouvrière*, Montrouge, Bayard, 2012, 419 p.

d'enquête de première main, dont il assure la coordination et la collecte des budgets, qui le conduisent jusque dans des impasses insalubres aux confins du 12^e arrondissement.... Il n'est ni familier des ouvriers, ni ethnographe. Néanmoins, Halbwachs enquête avec en tête l'exemple du travail considérable réalisé par Frédéric Le Play et le collectif d'enquêteurs des *Ouvriers européens*, dont il se réclame en partie. D'aucuns l'ont décrit comme un statisticien opposé à la méthode monographique¹, d'autres ont montré qu'il s'en réclamait². S'il tient à se démarquer des visées conservatrices des monographies, il en loue en revanche la méthode empirique. Selon les interlocuteurs et les circonstances, il met toutefois cet héritage à distance, surtout quand il s'agit d'afficher stratégiquement sa collaboration nouvelle avec la statistique administrative à l'occasion de *l'Encyclopédie* au milieu des années 1930. De sa critique ouverte en 1912 de la démarche de Cheysson et Toqué lorsqu'ils agrègent les budgets des monographies leplaysiennes³, à celle, en 1931, plus feutrée, de la méthode monographique qui ne traite que de « cas typiques⁴ », on voit là les marques du temps sur l'évolution des positionnements et des sources de légitimité académique. Nous proposons donc de reconsidérer, à la manière de Christian Topalov, « les conditions respectives de production et des inscriptions de leur auteur dans les deux mondes auxquels il appartenait », savant et réformateur, pour mettre à jour les « rapports entre une œuvre de sociologie et ses contextes d'action⁵ ». C'est de cette circulation dont il va être question dans ce mémoire. Structuré autour des activités de recherche et d'expertise de Maurice Halbwachs, il porte sur une série d'enquêtes sur les dépenses ouvrières qui couvrent la première moitié du xx^e siècle.

¹. Alain Desrosières, « The part in relation to the whole: how to generalise? The prehistory of representative sampling » dans Martin Bulmer, Kevin Bales et Kathryn Kish Sklar (eds.), *The Social Survey in Historical Perspective 1880-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011, p. 225. "he rejected the intensive method of Le Play which gave no indication of diversity and did not allow the *cross-tabulation of variables suggesting explanations*".

². Antoine Savoye se réfère à un article important publié par Halbwachs en 1908 dans lequel le futur sociologue y expose sa conception des budgets de famille, fondée sur l'approche monographique développée par Le Play :A. Savoye, *Les débuts de la sociologie empirique*, op. cit. et plus particulièrement le chapitre « La famille au microscope. Les enquêtes sur les budgets des familles ouvrières », p. 58.

³. M. Halbwachs, *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, op. cit., p. 485, note 1.

⁴. Maurice Halbwachs, « La statistique et les sciences sociales en France » dans Josef Cada (éd), *La France d'aujourd'hui. Livre de lectures à l'usage de l'École des Hautes Études Commerciales de Prague*, Praha, Spolek posluchacu komerčního inženýrství, 1931, p. 272- 286. Reproduit dans Maurice Halbwachs et al., *Le point de vue du nombre (1936)*, Paris, France, Institut national d'études démographiques, 2005, p. 372.

⁵. C. Topalov, *Histoires d'enquêtes*, op. cit., p. 123.

L'ENTRE-DEUX-GUERRES : UNE PÉRIODE CRUCIALE DANS LA STANDARDISATION DES ENQUÊTES SUR LES DÉPENSES

Le premier vingtième siècle s'avère crucial en matière de mesure de l'alimentation ; y sont posées les bases sur lesquelles vont prendre appui les dispositifs d'après-guerre, en particulier en termes d'unités de mesure et d'outils de collecte, et à l'aune desquels les dépenses et les régimes alimentaires vont désormais être évalués. L'élaboration de cet outillage conceptuel et matériel est ponctuée de moments charnières relatifs à la conception des enquêtes et aux questions auxquelles elles répondent. Ces moments charnières préfigurent une série d'inflexions dans les débats et les formes que va prendre la question des dépenses alimentaires et de leur mesure. Ils interviennent sur fond d'avancées économiques et sociales, mais aussi scientifiques qui modifient le rapport de la société à la consommation et plus particulièrement à la consommation alimentaire, tout autant que se transforme la classe ouvrière elle-même, son pouvoir d'achat, ses goûts. Ces conceptions nouvelles prennent directement corps dans des institutions et des outils d'observation et de mesure de l'alimentation ouvrière. Les travaux que mène Halbwachs s'inscrivent dans ce contexte.

Les années 1910 : de l'observation des salaires à celle des dépenses

Les années 1910 marquent un tournant dans les conceptions et la mesure de la consommation et de l'alimentation ouvrière. L'évaluation de ce qu'il en coûte pour vivre se fondait jusque-là sur l'observation des revenus, pré-supposant une relation linéaire entre revenus et dépenses, schéma popularisé par les travaux de l'économiste Ernst Engel¹. Mais les transformations de la classe ouvrière à la Belle Époque conjuguées à l'amélioration progressive de l'approvisionnement alimentaire ouvrent la voie, au tournant du xx^e siècle, à une nouvelle approche de la consommation - notion émergente mais objet de nombreux débats² - qui met les dépenses et leur répartition au cœur des enjeux de mesure.

L'augmentation dès 1910 des loyers et du prix de certains aliments³ vient enrayer le mouvement continu d'amélioration des conditions d'existence qu'a connu la classe ouvrière à la

¹. Carle C. Zimmerman, « Ernst Engel's Law of Expenditures for Food », *The Quarterly Journal of Economics*, novembre 1932, vol. 47, n° 1, p. 78-101.

². Voir par exemple Marie-Emmanuelle Chessel, *Consommateurs engagés à la Belle Époque : la Ligue sociale d'acheteurs*, Paris, les presses de Sciences po., 2012 ; Alain Chatriot, Matthew Hilton, Marie-Emmanuelle Chessel (éds), *Au nom du consommateur : consommation et politique en Europe et aux États-Unis au xx^e siècle*, Paris, la Découverte, 2004.

³. Jean-Marie Flonneau, « Crise de vie chère et mouvement syndical 1910-1914 », *Le Mouvement Social*, 1970, vol. 72, p. 49-81 ; Paul R. Hanson, « The 'vie chère' riots in 1911: traditional protests in modern garb », *Journal of Social History*, 1988, vol. 21, n° 3, p. 463-482 ; Alain Chatriot et Marion Fontaine, « Contre la vie chère », *Cahiers Jaurès*, décembre 2008, n° 187-188, p. 97-116.

Belle Époque. Sans minimiser l'amplitude des écarts au sein même de la société ouvrière, la variété des situations et des statuts, le dernier quart du XIX^e siècle a néanmoins connu une réduction de la misère : ouvriers ruraux, gens de métier, première couche de prolétaires d'usine tendent à constituer une nouvelle génération ouvrière, qui à la veille de la grande guerre, expérimente une forte expansion du salariat industriel¹. Ces transformations se sont accompagnées d'une amélioration de la situation ouvrière par le recul du chômage périodique, la mise en place d'œuvres patronales (œuvre sociales, secours mutuel, aide médicale, cantines et économats) et les politiques sociales de la Troisième République (par exemple la loi sur les retraites ouvrières). Leur fait écho l'amélioration relative de la consommation ouvrière², facilitée par la baisse des prix des denrées, par la diffusion de nouveaux produits agricoles et industriels - grâce à des progrès dans la production, les transports, la distribution et la vente -, par la création de produits et de marques et aussi par l'ouverture de coopératives ou de grands magasins à destination des classes populaires³, et par l'instauration du crédit à la consommation⁴. Conjuguée à une baisse des prix des denrées alimentaires, l'élévation du niveau de vie des ouvriers se traduit d'abord par une amélioration de l'alimentation, qui continue néanmoins d'absorber près de 60% des budgets des ouvriers urbains. L'alimentation ouvrière devient plus riche et diversifiée : « Pour la première fois, c'est moins la peur de manquer qui est à l'origine de la protestation populaire que la crainte de voir remis en cause le niveau de vie difficilement atteint et encore bien insuffisant⁵ ». Ce développement de la consommation populaire ne va pas sans créer des tensions auprès des élites conservatrices qui mettent en garde contre les « faux besoins » qui tendraient à créer des aspirations qu'elles ne trouvent pas appropriées aux conditions de vie ouvrières⁶. Ces discours s'accompagnent d'actions de réforme et d'éducation qui se concentrent sur les budgets domestiques. Qu'il s'agisse des écoles publiques, des dispositifs patronaux ou des organisations ouvrières, l'attention accordée à la gestion des dépenses familiales prend une ampleur nouvelle⁷. Les protestations qui surviennent en 1910 et 1911 à la suite de l'augmentation des prix des

¹. Alain Dewerpe, *Le monde du travail en France, 1800-1950*, 2e éd., Paris, A. Colin, 1998, 170 p.

². Jean-Claude Daumas, *La Révolution matérielle. Une histoire de la consommation, France XIX^e-XXI^e siècle*, Paris, Flammarion, 2018, 593 p.

³. Marie-Emmanuelle Chessel, *Histoire de la consommation*, Paris, Éd. la Découverte, 2012, 126 p.

⁴. Anaïs Albert, « Le crédit à la consommation des classes populaires à la Belle Époque. Invention, innovation ou reconfiguration ? », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2012, vol. 67, n° 4, p. 1049-1082.

⁵. J.-C. Daumas, *La Révolution matérielle. Une histoire de la consommation, France XIX^e-XXI^e siècle*, op. cit., p. 213.

⁶. A. Albert, « La "démocratisation du luxe" : La consommation d'imitations par les classes populaires parisiennes à la Belle Époque », art. cit.

⁷. Voir par exemple J.-C. Daumas, *La Révolution matérielle. Une histoire de la consommation, France XIX^e-XXI^e siècle*, op. cit. ; T. Depecker, *La loi des Tables. Quantification du besoin alimentaire et réforme des conduites de vie XX^e-XXI^e siècles*, op. cit. ; Audrey Leleu, « Domestiquer le budget ouvrier », *Les Études Sociales*, décembre 2016, n° 164, n° 2, p. 39-62.

denrées vont conduire à « une prise de conscience générale de ce qu'est le prix de la vie [...] car avant la crise et même à son début, personne ne comprenait vraiment les mécanismes de la consommation¹ » et participer à la transformation des formes d'observation des conditions d'existence par les pouvoirs publics.

La publication en 1911 du volume « Salaires et coût de l'existence à diverses époques et jusqu'en 1910 » par la Statistique générale de la France répond aux transformations qui affectent la société en matière de consommation et amorce un renversement majeur de perspective dans les formes et les outils d'observation des niveaux de vie par la statistique publique. Avec ce volume, le ministère du Travail accorde désormais le primat à l'observation des dépenses sur celle des salaires. Ce faisant, il se démarque des tentatives antérieures, privées ou administratives, de mesure des conditions d'existence² ou issues de mobilisations ouvrières visant à fixer un seuil plancher de salaire³. D'une part l'État, via son administration statistique, s'empare officiellement de la question des dépenses, au détriment de la seule observation des salaires⁴ et l'inscrit dans un dispositif permanent d'observation. Ce glissement dans les formes d'observation prend corps dans l'élaboration d'un indice du coût de la vie qui est publié sur une base régulière dès 1912 dans le *Bulletin de la Statistique générale de la France*. Cet indice engage les statisticiens administrateurs dans un travail de définition des besoins ouvriers qu'ils conceptualisent sous la forme d'une abstraction : le budget ouvrier type. Il s'agit d'élaborer un budget théorique de dépenses pour une famille ouvrière de quatre personnes, en déterminant les poids de onze denrées alimentaires (pain, viande de boucherie, porc domestique, beurre, œufs, lait, fromage, pommes de terre, légumes secs, sucre, huile comestible) auxquelles s'ajoutent le pétrole et l'alcool à brûler, complétant la liste dite des « 13 articles ». L'indice exprime la variation des prix pour une répartition des dépenses et pour des quantités qui demeurent fixes.

Cette façon figée d'envisager les dépenses ouvrières (où seuls les prix varient) se situe aux antipodes de ce que Maurice Halbwachs étudie au même moment dans ses travaux sur les besoins ouvriers. Elle le conduit à déplacer les enjeux de ses travaux et ses interlocuteurs du champ académique à la statistique administrative. Jusqu'en 1914, ses publications sur les budgets ouvriers se situent clairement dans l'espace académique. Il s'agit d'abord de légitimer une méthode, celle des budgets de famille dans une filiation assumée à Le Play, tout en veillant à se démarquer de la dimension moralisatrice et conservatrice du corpus d'enquêtes des *Ouvriers*

¹. Jean-Marie Flonneau, « Crise de la vie chère et mouvement syndical (1910-1914) », art. cit., p. 49-50 et 80.

². Jeanne Singer-Kérel, *Le coût de la vie à Paris de 1840 à 1954*, A. Colin, Paris, 1961, 560 p.

³. Dana Simmons, *Vital Minimum : Need, Science, and Politics in Modern France*, The University of Chicago Press, Chicago & London, 2015, 243 p.

⁴. Notamment par les enquêtes auprès des prud'hommes.

européens et des *Ouvriers deux mondes*. La méthode monographique, que Halbwachs appelle aussi « intensive » présente l'avantage de compléter le budget par un ensemble d'autres informations contenues dans les notices qui donnent aux budgets toute leur intelligibilité en resituant les dépenses dans les rapports que les familles entretiennent à leur trajectoire et leur devenir¹. Alors que ses publications de 1908 et 1912² visent clairement à asseoir sa légitimité dans le champ de la science sociale, en particulier face aux économistes allemands dont les travaux sont largement analysés dans *l'Année sociologique*³, pour y affirmer sa définition des classes sociales, l'article qu'il publie en 1914 marque une réorientation dans ses interlocuteurs⁴. Intitulé « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », il marque le point de départ du dialogue qu'il entame avec les statisticiens de la Statistique générale de la France, qui, à ce moment-là, sont en plein recueil des budgets dans le cadre de l'enquête sur les conditions de vie et de travail des familles ouvrières et paysannes entreprise par la commission Chéron à la demande du ministère du Travail. Dans cet article, il rend compte de façon détaillée des résultats de l'enquête par budgets qu'il a menée en 1907, légitimant ainsi son savoir-faire en matière d'enquête de première main (recueil et coordination), ainsi que d'analyse secondaire de données statistiques. Publier dans le *Bulletin de la Statistique générale de la France*, qui consacre depuis sa création en 1911 une rubrique au « coût » de la vie et tient la chronique de l'actualité des enquêtes par budgets de famille menées dans différents pays, est de ce point de vue tout à fait stratégique. Halbwachs ne fait pas porter la conversation sur les chevaux de bataille du service de statistique (comme l'échantillonnage), mais bien sur la conception des outils de collecte et sur l'analyse fine des données, mettant en avant sa propre conception de l'analyse statistique sans cesser de renvoyer aux volets monographiques qui accompagnaient le recueil des données budgétaires, à la différence de l'approche privilégiée par la statistique administrative, qu'il n'aura de cesse de critiquer.

Le glissement majeur des représentations et des conceptions, y compris étatiques, du suivi et de la mesure des consommations ouvrières qui s'effectue au tournant des années 1910, rencontre un changement de même ampleur dans la recherche française en physiologie. En 1910 l'ingénieur agronome Jules Alquier (1869-1941), après seize années passées au laboratoire

¹. Alain Cottureau et Maurizio Gribaudo, *Précarités, cheminements et formes de cohérence sociale au XIX^e siècle*, Paris, MIRE, 1999 ; A. Lhuissier, *Alimentation populaire et réforme sociale*, *op. cit.*

². Maurice Halbwachs, « Budgets de familles », *La Revue de Paris*, 1908, vol. 4, p. 534-562 ; M. Halbwachs, *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, *op. cit.*

³. Sur la discussion plus générale avec les économistes allemands, voir Philippe Steiner, *L'école durkheimienne et l'économie: sociologie, religion et connaissance*, Genève, Droz, 2005, 369 p. ; Philippe Steiner, « La tradition française de critique sociologique de l'économie politique », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 2008, vol. 18, n^o 1, p. 63-84.

⁴. Maurice Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », *Bulletin de la statistique générale de la France*, octobre 1914, vol. 4, n^o 1, p. 47-83.

d'alimentation rationnelle de la Compagnie générale des voitures, prend le poste de Secrétaire général de la Société scientifique d'hygiène alimentaire (SSHA). Créée en 1904, la Société rassemble médecins, biologistes et hygiénistes travaillant sur l'alimentation humaine¹. Ses promoteurs poursuivent l'objectif d'analyser les denrées alimentaires et d'en améliorer la qualité, mais aussi de développer et d'enseigner les sciences appliquées à l'alimentation. À son arrivée, Alquier donne une nouvelle impulsion à la Section d'alimentation rationnelle pour étudier désormais la quantification du besoin alimentaire de l'homme et adapter le calcul des besoins initialement calqué sur la nutrition animale². Alors même que le directeur de la Statistique générale de la France fait partie du comité directeur de la Société scientifique d'hygiène alimentaire, les deux institutions ne collaborent pas bien au contraire : la SSHA plaide pour la mise en œuvre d'une enquête strictement nutritionnelle, qui restera toutefois à l'état d'ébauche jusqu'aux années 1930. Ainsi la période qui précède immédiatement la Grande guerre contribue à la mise en place d'outils d'observation durables de l'alimentation ouvrière qui vont être repris et amplifiés à la sortie du conflit.

La sortie du premier conflit mondial : mesurer l'indice du coût de la vie

La sortie de la première guerre mondiale marque une période de transition dans les critères de surveillance et de mesure des dépenses d'alimentation et du coût de la vie. S'y renforce un processus de définition et de standardisation des outils d'observation en même temps qu'apparaissent de nouveaux critères d'évaluation nutritionnelle. Ces deux mouvements conjoints forment le terreau de modifications majeures qui interviendront au milieu des années 1930.

Les tensions très fortes qui pèsent sur le ravitaillement pendant la guerre³, ainsi que l'inflation qui sévit pendant le conflit et à la sortie de celui-ci⁴ ravivent les tensions qu'a connues la France avant-guerre. À Paris par exemple, à l'été 1916, les denrées, à l'exception du pain qui fait

¹. Sur la SSHA, voir : T. Depecker, *La loi des Tables. Quantification du besoin alimentaire et réforme des conduites de vie XIX^e-XX^e siècles*, op. cit.

². Thomas Depecker, « L'alimentation rationnelle des corps au travail. Cheval de trait et budget ouvrier à Paris dans le second XIX^e siècle » dans Thomas Bouchet et al. (éds), *La gamelle et l'outil. Manger au travail en France et en Europe de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Nancy, Arbre bleu éditions, 2016, p. 143- 160 ; Thomas Depecker, *La Loi des tables. Quantification du besoin alimentaire et réforme des conduites de vie XIX^e-XX^e siècles*, op. cit.

³. Par exemple pour Paris voir : Thierry Bonzon, « La société, l'État et le pouvoir local: l'approvisionnement à Paris, 1914-1918 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 1996, n° 183, p. 11- 28 ; Erik Langlinay, « Consommation et ravitaillement en France durant la Première Guerre mondiale (1914-1920) » dans Alain Chatriot, Matthew Hilton et Marie-Emmanuelle Chessel (éds), *Au nom du consommateur : consommation et politique en Europe et aux États-Unis au XX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2004, p. 27-44.

⁴. Tyler Stovall, « Du vieux et du neuf : économie morale et militantisme ouvrier dans les luttes contre la vie chère à Paris en 1919 », *Le Mouvement social*, traduit par Colette Friedlander, 1995, n° 170, p. 85- 113 ; Peter Scholliers, « Index-Linked Wages, Purchasing Power and Social Conflict between the Wars: the Belgian Approach (Internationally compared) », *Journal of european economic history*, 1991, vol. 20, n° 2, p. 407-440.

l'objet d'une taxation dès le début du conflit, ont vu leur prix augmenter de 30% par rapport à juillet 1914¹. La carte de rationnement apparaît début 1917 pour la plupart des denrées. Dans la zone occupée, la ration passe à 1250 calories en 1917, et celle de pain tombe à 75 grammes par jour en 1918², année où les prix atteignent un niveau record³. Ces tensions deviennent politiquement critiques en 1919, quand se multiplient les conflits sociaux et que le pouvoir redoute une explosion révolutionnaire. Les mesures prises par le gouvernement contre la vie chère en juillet 1919 telles que les baraques alimentaires ou les restaurants à prix fixe, et la démission du ministre du Ravitaillement le 19 juillet ne suffisent pas à éviter une série de manifestations⁴. Aussi, en parallèle à la mise en place de comités locaux des prix normaux, une Commission centrale d'études relatives au coût de la vie est-elle instituée auprès du ministère du Travail par le décret du 19 février 1920.

La commission a pour principale raison d'être l'observation de la variation des prix au détail depuis 1914 et de sa répercussion sur le coût de la vie, via la production d'un indice national. Les travaux de la Commission centrale, dont l'organisation est confiée à la Statistique générale de la France, sont relayés par vingt commissions régionales tripartites (représentants du patronat, des ouvriers, de l'administration). Elles sont chargées de produire un indice provisoire, destiné à être révisé sur la base de budgets réels obtenus par le biais d'enquêtes par budgets de famille. Les enjeux attachés à la production de l'indice font émerger des conflits au sein des commissions régionales, dont la répartition des dépenses (à la fois le poids accordé à chaque catégorie de produits, et la liste des produits et denrées considérés) demeure l'un des principaux enjeux⁵. En portant sur une répartition fixe des dépenses, l'indice se voit reprocher de ne pouvoir tenir compte des modifications dans la hiérarchie des dépenses qu'entraîneraient des variations de prix ou l'évolution du marché et des modes de consommation. C'est sur ce point précis que Maurice Halbwachs, en désaccord total avec le caractère fixe de la répartition des dépenses, porte toute son attention dans l'enquête qu'il conduit pour la Commission d'Alsace-Lorraine en 1921. Bien que limitée dans la portée de ses résultats, l'enquête lui permet d'opposer au budget fictif de l'administration statistique une répartition des dépenses « réelles », en redéfinissant et

¹. T. Bonzon, « La société, l'État et le pouvoir local : l'approvisionnement à Paris, 1914-1918 », art cit., p. 12.

². E. Langlinay, « Consommation et ravitaillement en France durant la Première Guerre mondiale (1914-1920) », art cit., p. 39.

³. Thierry Bonzon, « Feeding the cities » dans Jean-Louis Robert et Jay Winter (eds.), *Capital Cities at War, London, Paris, Berlin 1914-1919*, traduit par Belinda Davis, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, vol. 1, p. 305-341.

⁴. John Barzman, « Entre l'émeute, la manifestation et la concertation: la "crise de la vie chère" de l'été 1919 au Havre », *Le Mouvement social*, 1995, n° 170, p. 61-84.

⁵. Jean-Paul Barrière, « Les Commissions sur le coût de la vie dans le Nord au cours des années 1920 : embryon d'arbitrage ou alibi patronal ? » dans Serge Dauchy et al. (éds), *Histoire, Justice et Travail. Actes du colloque international 4, 5 et 6 décembre 2003*, Lille, Centre d'histoire judiciaire, 2005, p. 361-379.

en élargissant le nombre et la nature des denrées prises en compte dans la liste dite « des 13 articles » établie avant-guerre par la même administration. Cette dernière ne va pourtant pas œuvrer davantage en faveur d'une enquête par budgets qui permettrait de réviser les bases du budget théorique, en dépit des critiques répétées de Halbwachs et des travaux dans lesquels elle se trouve engagée au niveau international.

Alors qu'à la sortie de la Grande Guerre l'inflation touche la plupart des pays d'Europe¹, le Bureau international du Travail, soucieux d'une harmonisation des statistiques et des indicateurs liés au travail, prend rapidement le relais des discussions nationales menées sur les indices du coût de la vie. Dès 1925, la question est inscrite à l'ordre du jour de la deuxième Conférence internationale des statisticiens du travail². Le rapport préliminaire préparé pour l'occasion par la Section de statistique du BIT observe que la diversité des méthodes mises en œuvre dans les différents pays empêche toute comparaison³. La méthode du budget-type coexiste ainsi avec la méthode du budget théorique, reposant sur des valeurs caloriques, et avec celle dite de la consommation globale (qui consiste à déduire des statistiques de production nationale et des importations celles des exportations, et de les rapporter à l'ensemble de la population). À la diversité des méthodes s'ajoute, pour les statisticiens, l'hétérogénéité des bases sur lesquelles les indices nationaux du coût de la vie sont élaborés, les produits pris en considération et les poids qui leur sont attribués : le logement par exemple n'est pas systématiquement pris en compte, ou les produits considérés à l'intérieur d'une même famille autorisent d'importantes différences, à l'exemple, certes un peu extrême, de l'Australie qui compte 41 articles d'alimentation, dont dix qualités différentes de bœuf et sept de mouton alors qu'aux Pays Bas, « toutes ces variétés ne sont comprises que dans l'article "viande" etc.⁴ ». Pour résoudre l'hétérogénéité des méthodes et des bases de calcul des indices, les statisticiens de la conférence, au premier rang desquels le directeur de la Statistique générale de la France, Michel Huber, votent une résolution visant à encourager les administrations statistiques à mener une série d'enquêtes avant l'année 1928, de façon à pouvoir établir les bases d'un nouvel indice pour l'année de référence 1930⁵. Ils

¹. P. Scholliers, « Index-Linked Wages, Purchasing Power and Social Conflict between the Wars: the Belgian Approach (Internationally compared) », art cit.

². Bureau international du Travail, *La deuxième Conférence internationale des statisticiens du travail*, Genève, 1925, 86 p.

³. Bureau international du Travail, *Méthodes d'établissement des nombres-indices du coût de la vie. Rapport préparé pour la deuxième Conférence internationale des statisticiens du travail (avril 1925)*, Genève, 1925.

⁴. *Ibid.*, p. 11.

⁵. Bureau international du Travail, *La deuxième Conférence internationale des statisticiens du travail*, *op. cit.*, p. 15.

accompagnent cette résolution de la publication l'année suivante d'un rapport sur *Les méthodes d'enquête sur les budgets familiaux*, vaste recension critique d'enquêtes récentes¹.

L'administration statistique ne s'engage pas dans une telle enquête, mais refonde pour l'année 1930 les nomenclatures retenues pour l'élaboration de l'indice du coût de la vie. La liste initiale de 1911 s'enrichit de nouveaux produits qui dépeignent un régime alimentaire considérablement élargi (ou par contraste montre que la liste de 1911 était particulièrement indigente). Aux denrées précédemment prises en compte s'ajoutent les céréales (farine, pâtes, riz), les légumes secs (haricots, lentilles, pois secs), une seconde catégorie de viande et poisson (volaille, lapin, poisson), des produits d'épicerie sucrée et des condiments (café, chicorée, chocolat, sel et vinaigre), et une ligne boissons (vin, bière ou cidre), dont il est possible de penser qu'elle n'avait pas été retenue dans l'indice précédent sous peine de le faire augmenter trop rapidement. La modification de la nomenclature, qui compte désormais, outre l'alimentation (évaluée à 60% des dépenses), les catégories « chauffage et éclairage », « loyer », « habillement » et « dépenses diverses », ne s'ensuit pas de modifications dans la méthode d'élaboration de l'indice, dont les poids de chaque catégorie dans le budget théorique ne se fondent toujours pas sur des budgets réels, faute d'enquête empirique par budgets de famille. D'autres pays ont en revanche suivi les recommandations du BIT, tels que la Belgique et l'Allemagne dont Halbwachs analysera les résultats faute de données françaises récentes.

La période d'après-guerre connaît aussi de nouveaux développements dans la recherche en nutrition qui vont durablement transformer la mesure de l'alimentation ouvrière. La publication de l'ouvrage de l'américain Mc Collum en 1918 va radicalement modifier la conception de l'équilibre des rations et passer d'une ration minimum à une alimentation optimum². La nouvelle science de la nutrition (*Newer knowledge of nutrition*) conduit les physiologistes à s'intéresser désormais aux composantes d'un régime optimum, en vue de prévenir les carences, plutôt qu'à un régime minimum visant à assurer la survie³. Introduite au début du xx^e siècle à la faveur de l'avancée des recherches sur les minéraux et les vitamines, la notion de régime optimum conduit à classer les produits alimentaires en deux groupes principaux : les aliments protecteurs, riches en vitamines et minéraux, tels que le lait, les œufs, la viande, le fromage, les légumes ; et les aliments complémentaires donnant de l'énergie, tels que les

¹. Bureau international du Travail, *Les méthodes d'enquête sur les budgets familiaux*, Genève, 1926, vol. 9, 107 p.

². Elmer Verner McCollum, *The Newer Knowledge of Nutrition : the Use of Food for the Preservation of Vitality and Health*, s.l., New York : Macmillan, 1918, viii-199 p.

³. *Ibid.*

céréales, les graisses et le sucre¹. Les normes nutritionnelles, en particulier les facteurs alimentaires individuels qui constituent un régime alimentaire sain, sont examinées et la quantité de nourriture requise calculée². La nouvelle science de la nutrition s'inscrit dans le mouvement de médecine préventive qui est de plus en plus soutenu dans les organisations internationales, et notamment à l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations (OHSN). À sa fondation en 1922, l'Organisation d'hygiène s'occupait principalement de normaliser les statistiques de mortalité ou de fournir une base quantifiée pour les médicaments et les vaccins, sans se préoccuper de nutrition. Les indicateurs numériques esquissés pour mesurer la malnutrition se raffinent avec la nouvelle science de la nutrition, qui élargit aux vitamines et aux minéraux l'attention initialement prêtée à la calorie. Ils conduisent à une redéfinition progressive des bases des calculs des « besoins » ouvriers, calculs qui vont désormais se poser en concurrence avec d'autres formes d'évaluations, en particulier en rapport avec les salaires. Ces deux conceptions vont trouver à s'affronter au milieu des années 1930 dans les deux institutions genevoises, en particulier dans les deux comités dans lesquels va siéger Halbwachs.

Le milieu des années 1930 : l'emprise croissante des nutritionnistes sur la mesure des consommations alimentaires

La question du coût de la vie et des normes de la mesure trouve une nouvelle acuité au début des années 1930 dans une réflexion favorisée par une double conjoncture : le chômage et la crise économique qui posent la question des effets de la compression des salaires sur la répartition des dépenses et sur les conditions de vie. Dans cette réflexion, les consommations alimentaires sont scrutées avec d'autant plus de soin qu'elles commencent à être évaluées, non pas seulement à l'aune des dépenses qu'elles occasionnent mais aussi à celle de leur qualité nutritionnelle, comme le prône désormais l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations à l'appui des acquis de la nouvelle science de la nutrition. Dès le début des années 1930, le manque d'indicateurs numériques sur la nutrition se fait sentir, alors même qu'ils forment la raison d'être de l'Organisation d'hygiène³. Avec l'arrivée à sa tête en 1931 du médecin Ludwik Rajchman, dont

¹. Josep Lluís Barona, *The problem of nutrition: experimental science, public health and economy in Europe, 1914-1945*, Brussels, P.I.E. Peter Lang, 2010, 163 p.

². *Ibid.*

³. Lion Murard, « La santé publique et ses instruments de mesure. Des barèmes évaluatifs américains aux indices numériques de la Société des Nations, 1915-1955 » dans Gérard Jorland, Annick Opinel et George Weisz (eds.), *Body Counts: Medical Quantification in Historical and Sociological Perspectives / La Quantification Médicale, Perspectives Historiques et Sociologiques*, Montréal & Kingston, McGill-Queen's university press, 2005, p. 268.

l'une des missions était de mettre sur pied un programme international de nutrition¹, l'OHSN se saisit de ces questions qu'elle confie au physiologiste Wallace R. Aykroyd². Dès lors, les travaux menés au sein de l'Organisation d'hygiène sur la nutrition ne cessent de prendre de l'ampleur, comme en témoigne l'envolée des publications : le nombre de rapport publiés sur la nutrition passe de huit en 1932 à un pic de trente-neuf et trente-et-une en 1936 and 1937³. Ces travaux s'articulent autour de deux types d'activité. D'un côté, il s'agit de définir des standards scientifiques reconnus internationalement, comme il a été fait en matière de sérologie⁴. D'autre part, il s'agit d'identifier les facteurs individuels qui contribuent à un régime alimentaire sain et de déterminer les quantités afférentes dans le cadre du programme de standardisation⁵. Fondée sur des concepts physiologiques précis permettant de tracer la frontière entre santé et pathologie, « the League [of Nations] was to reinforce the shift away from minimum diets of fats and proteins, and towards optimum diets rich in vitamins and minerals, in order to remedy nutritional deficiencies⁶ ». Les données nationales scrupuleusement recensées par les employés de la Section d'hygiène à Genève forment la matière de plusieurs communications préliminaires et, en 1935, d'un important rapport. *L'Alimentation et l'hygiène publique*, écrit par Etienne Burnet et Wallace Aykroyd, présente l'état du savoir scientifique sur une diversité de thèmes alimentaires, y compris les nécessités alimentaires humaines pour les adultes et les enfants, les maladies alimentaires et l'éducation à une alimentation saine⁷. La question clé qui mobilise ces experts demeure celle de la composition d'un régime alimentaire adéquat. C'est dans la continuité de ces travaux qu'en septembre 1935, l'Assemblée de la Société des Nations exhorte les gouvernements à examiner les

¹. Paul Weindling, « The Role of International Organisations in Setting Nutritional Standards in the 1920s and 1930s' » dans Harmke Kamminga et Andrew Cunningham (eds.), *The science and culture of nutrition, 1840-1940*, Rodopi, Amsterdam, Atlanta, 1995, p. 319-332.

². *Ibid.* ; Paul Weindling, « Social Medecine at the League of Nations Health Organisation and the International Labour Office compared » dans Paul Weindling (ed.), *International Helath Organisations and Movements, 1918-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 134-153 ; Iris Borowy, *Coming to terms with world health : the League of Nations Health Organisation 1921-1946*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 2009, en particulier le chapitre « The Effect of Word Depression - Nutrition », p. 361-394 ; Iris Borowy, « Crisis as opportunity: international health work during the economic depression », *Dynamis*, 2008, vol. 28, p. 29-51 ; Iris Borowy, « La Société des nations, la crise des années 1930 et la santé », *Les Tribunes de la santé*, octobre 2012, n° 36, p. 21-27 ; Josep Lluís Barona, « International Organisations and the development of a physiology of nutrition during the 1930s », *Food and History*, 2008, vol. 6, n° 1, p. 133-166 ; Josep Lluís Barona Vilar, « Nutrition and Health. The International Context During the Inter-war crisis », *Social History of Medicine*, 2007, vol. 20, n° 1, p. 87-105.

³. D'après le comptage de Paul Weindling sur la base de la « Bibliography of the Technical Work of the Health Organisation of the League of Nations, 1920-1945 ». P. Weindling, « The Role of International Organisations in Setting Nutritional Standards in the 1920s and 1930s' », art cit.

⁴. I. Borowy, *Coming to terms with world health...*, *op. cit.*, p. 114 sq.

⁵. P. Weindling, « The Role of International Organisations in Setting Nutritional Standards in the 1920s and 1930s' », art cit., p. 321-322.

⁶. *Ibid.*

⁷. Étienne Burnet et W. R. Aykroyd, *L'Alimentation et l'hygiène publique*, Genève, Société des Nations, 1935, 155p.

moyens concrets d'améliorer la nutrition et invite l'Organisation d'hygiène à poursuivre et élargir ses travaux sur la nutrition. En conséquence, au sein de l'OHSN est créée une Commission technique sur la nutrition sous la présidence d'Edward Mellanby (1884-1955), secrétaire du Conseil de la recherche médicale britannique depuis 1933, pour s'occuper des « bases physiologiques » de la nutrition. Ce comité tient sa première conférence à Londres fin novembre 1935, dont sortiront des seuils de nutrition érigés désormais comme la norme par les nutritionnistes¹. En parallèle, l'Assemblée demande à ce que soit créé un Comité mixte comprenant, outre les représentants de la Société des Nations, des représentants du Bureau international du Travail et de l'Institut international d'Agriculture. Cette demande incite le Bureau international du Travail à mettre en route un Comité d'experts sur « l'Alimentation des travailleurs et la politique sociale ». Il est d'autant plus important pour le BIT de s'emparer d'un questionnement sur lequel il est largement distancé par l'Organisation d'hygiène, que les positions prônées par la Société des Nations ne vont pas dans le sens que le BIT souhaite voir donner à la question de l'accès à la nourriture des travailleurs. Face à la Société des Nations très active sur la question de la nutrition - en particulier depuis le succès du rapport de Burnet et Aykroyd - il s'agit d'affirmer une prérogative sur la question de l'alimentation des travailleurs dans une discussion sur la nutrition des populations dominée par l'OHSN. La nouvelle science de la nutrition introduit un terme supplémentaire dans l'évaluation du coût de la vie et vient prendre l'ascendant, dans les organisations internationales, sur les normes de mesure de l'alimentation, en faisant passer au second plan les populations ouvrières, pourtant, tout au moins en France, au sommet de leur centralité en plein Front populaire, au profit de populations définies par leur âge en rapport avec les principales étapes du développement physiologique qui entraînent des besoins nutritionnels spécifiques.

À la sortie du conflit, la création des nouveaux instituts de recherche publics tels que l'Institut national d'hygiène (1941), l'Institut national des études démographiques (1945), l'Institut national de la statistique et des études économiques (1946), ou privés comme le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (1953), rebat totalement les cartes².

¹. League of Nations, International Institute of Agriculture, Mixed Committee on the problem of League of Nations. Nutrition, et Technical Commission on League of Nations. Nutrition. *The Problem of Nutrition. II. Report on the Physiological Bases of Nutrition, Drawn up by the Technical Commission of the Health Committee at the Meeting Held in London (November 25th-29th, 1935), Revised and Amplified at the Meeting Held at Geneva (June 4th-8th, 1936)*, Geneva, BIT, 1936.

². Jean-François Picard, « Aux origines de l'Inserm : André Chevallier et l'Institut national d'hygiène », *Sciences Sociales et Santé*, 2003, vol. 21, n° 1, p. 5-26 ; William H. Schneider, « War, Philanthropy, and the National Institute of Hygiene in France », *Minerva*, mars 2003, vol. 41, n° 1, p. 1-23 ; Paul-André Rosental, *L'intelligence démographique: sciences et politiques des populations en France (1930-1960)*, Paris, O. Jacob, 2003, 367 p ; Régis Boulat, « « Nous sommes aux bords d'un univers statistique quasiment

Leurs enquêtes acquièrent une dimension nationale¹ : menées à l'échelle du territoire tout entier, elles ont désormais vocation à représenter l'ensemble de la population par l'usage, dès le début des années 1950, de l'échantillon aléatoire et leurs résultats sont publiés de façon régulière². Leur intense activité et l'ampleur des dispositifs mis en œuvre, en particulier en matière d'enquêtes par budgets de familles, ont retenu toute l'attention des chercheurs. Le regain d'intérêt des instituts de recherche pour les enquêtes dites par budgets de famille, ou parfois « alimentation-budget » pour désigner un genre mixte³, se comprend dans un double contexte : d'abord la mesure des effets du rationnement, mais aussi celle de mesures sociales comme les allocations familiales, puis la mesure du développement économique et de la comptabilité nationale. Les premières enquêtes ont d'abord porté sur l'ensemble des dépenses, mais avec une attention accrue accordée à l'alimentation dans une période où les effets du rationnement se font encore sentir. La collaboration des trois principaux instituts publics permet ainsi de partager leur expertise propre : démographie, statistique, physiologie, mais aussi leurs ressources, en particulier le service d'enquête sur lequel l'Institut national d'hygiène s'appuie depuis la guerre⁴. Progressivement, la spécialisation de chaque institut conduit l'Institut national d'hygiène à se centrer sur les enquêtes sur la nutrition (mais aussi l'art ménager ou les représentations des aliments...) quand l'INSEE met en place des enquêtes permanentes, en particulier sur les budgets de famille ou la « consommation alimentaire ». Les recueils bibliographiques publiés par les acteurs de ces institutions permettent de prendre toute la mesure de l'expansion de ces sources⁵. De même, la journée organisée le 23 juin 1951 par le Centre National de Coordination des Études et recherches sur la nutrition et l'alimentation (CNERNA), - agence créée dans la France d'après-

inconnu » : le Crédoc et la quantification de la consommation (France, années 1950) », *Les Études Sociales*, août 2019, n° 169, n° 1, p. 153-175.

¹. Alain Desrosières, « Du travail à la consommation: l'évolution des usages des enquêtes sur le budget des familles », *Journal de la Société de statistique de Paris*, 2003, vol. 144, n° 1-2, p. 75-111.

². Jacques Desabie, « Les enquêtes sur les conditions de vie des ménages » dans Joëlle Affichard (éd), *Pour une histoire de la statistique*, Paris, Economica / INSEE, 1987, vol. 2. Matériaux, p. 253-286.

³. C'est ainsi que les désignent Albert Bouche et Henri Desroche dans l'exhaustive recension qu'ils publient en 1953 : Albert Bouche et Henri Desroche, « Les enquêtes alimentaires en France. Aperçus bibliographiques et méthodologiques. », *Bulletin de l'Institut national d'hygiène*, 1953, vol. 8, n° 4, p. 705-757.

⁴. Thomas Depecker et Anne Lhuissier, « La reconfiguration des enquêtes et des normes alimentaires en France : le service nutrition de l'Institut national d'hygiène », *Sciences sociales et santé*, juin 2016, vol. 34, n° 2, p. 5-36.

⁵. Voir les recueils bibliographiques suivants : A. Bouche et H. Desroche, « Les enquêtes alimentaires en France. Aperçus bibliographiques et méthodologiques. », art cit. ; Yvonne Serville, « Les enquêtes alimentaires de 1953 à 1964 (Aperçu bibliographique) », *Bulletin de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale*, 1965, vol. 20, n° 3, p. 257-288 ; J. Desabie, « Les enquêtes sur les conditions de vie des ménages », art cit. Voir plus particulièrement l'annexe I « Enquêtes sur les budgets familiaux. Liste chronologique » et l'annexe II « Enquêtes spécialisées. Liste chronologique », p. 262-286.

guerre pour fédérer l'ensemble de la recherche nutritionnelle¹ - sur les enjeux liés aux consommations alimentaires et aux enquêtes, atteste la vitalité de cette question².

Ces institutions et l'ampleur des études qu'elles ont mises en œuvre ont fait passer au second plan les enquêtes menées dans le premier vingtième siècle, qui ne pouvaient se prévaloir de pareils moyens financiers et humains. Ces enquêtes et leurs concepteurs ont pourtant joué un rôle capital dans l'élaboration des outils matériels et conceptuels, sur lesquels se sont appuyés les instituts créés après-guerre. L'étude de la période de l'entre-deux-guerres se révèle cruciale de ce point de vue.

UN ENSEMBLE COHÉRENT D'ENQUÊTES SUR LES DÉPENSES OUVRIÈRES

Que peuvent bien avoir en commun des outils de collecte aussi différents - par leurs concepteurs, leurs formes et leurs visées - que le carnet utilisé par Maurice Halbwachs en 1907, le formulaire diffusé aux préfets par la Statistique générale de la France en 1913 puis 1920 ou le questionnaire des Enquêtes nationales de l'Alimentation menées en 1937 ? Tous trois, et d'autres encore, conçus et utilisés dans l'entre-deux-guerres, sont les instruments d'une mesure des dépenses d'alimentation, monétaires ou caloriques. Élaborés dans le cadre d'enquêtes de première main, ils se rejoignent par une seconde caractéristique commune : tous ont croisé, dans leur conception, leur mise en œuvre ou leur discussion, l'intervention du sociologue Maurice Halbwachs.

Les contributions de Maurice Halbwachs aux enquêtes par budgets de famille

Au point de départ de cette recherche, une note de bas de page : celle, légèrement erronée, dans laquelle Victor Karady mentionne la participation de Maurice Halbwachs au « Comité mixte sur l'alimentation des travailleurs de la Société des Nations » en 1937³. Cette année-là, Halbwachs siège en réalité à Genève dans deux comités : au « Comité d'experts pour l'alimentation des travailleurs » mis en place par le Bureau international du Travail (BIT) et au « Comité mixte pour le problème de l'alimentation » de la Société des Nations (SDN) où il représente le comité précédent. Le statut « d'expert » des enquêtes par budgets de famille au titre duquel il est sollicité par les institutions genevoises vient couronner trois décennies de travaux consacrés, entre autres, à la question des besoins et des dépenses des familles ouvrières. L'étude des

¹. T. Depecker, *La loi des Tables. Quantification du besoin alimentaire et réforme des conduites de vie XIX^e-XX^e siècles*, op. cit., chapitre VII.

². CNRS/CNERNA (éd), *Les enquêtes de consommation en France*, Paris, Éditions du CNRS, 1952, 157 p. Sur la création du CNERNA, voir T. Depecker, *La Loi des tables. Quantification du besoin alimentaire et réforme des conduites de vie XIX^e-XX^e siècles*, op. cit.

³. Maurice Halbwachs, *Classes sociales et morphologie. Présentation de Victor Karady*, Paris, Éditions de Minuit, 1972, p. 17, note 7.

enquêtes par budgets de famille jalonne en effet toute la carrière du sociologue, depuis son arrivée à *L'Année Sociologique* dans les années 1905 jusqu'à sa disparition tragique en 1945. Sa bibliographie sur le sujet est conséquente (Annexe 1). Elle est composée de comptes rendus d'ouvrages, d'articles scientifiques, d'une thèse de lettres et de deux ouvrages, ces derniers ayant contribué à asseoir durablement sa légitimité, tant aux yeux de ses contemporains que de la sociologie récente, en matière d'analyse des classes sociales et de la statistique des consommations. Christian Baudelot et Roger Establet ont bien montré ce que la sociologie actuelle doit aux travaux du sociologue qui, en comparant « finement des groupes sociaux proches par leurs revenus mais distincts par leurs consommations [...] a pu inspirer la découverte d'une des dimensions essentielles de l'analyse des consommations : ce qu'on appelle aujourd'hui le capital culturel¹ ».

Toutefois, ces écrits savants ne suffisent à rendre compte ni de l'étendue ni de la nature des contributions de Halbwachs à l'analyse des budgets ouvriers. Ils se comprennent dans un ensemble de pratiques d'enquête et d'activité d'expertise (Tableau 1) qui tantôt leur font écho, tantôt les devancent ou les complètent : coordination et supervision d'enquêtes empiriques, recueil de données de première main, séjours d'étude et d'enseignement à l'étranger, conférences et participation à des commissions d'experts. Ces contributions confèrent aux écrits toute leur intelligibilité, en donnant à voir des pratiques savantes parfois étouffées dans une histoire intellectuelle, et en éclairant les « conversations »² dans lesquelles elles s'inscrivent³. Comme on l'a vu, les contributions du sociologue sur les budgets ouvriers - tout comme celles sur le logement - ne répondent pas uniquement à des impératifs académiques : « il s'agit d'objets reçus dont l'évidence s'est construite dans l'histoire longue du monde de la réforme sociale auquel Halbwachs participe par son insertion dans le socialisme normalien⁴. » En matière de réforme de l'alimentation ouvrière, le tournant du xx^e siècle est héritier d'un ensemble de

¹. Maurice Halbwachs, *Le destin de la classe ouvrière. Textes réunis et présentés par Christian Baudelot et Roger Establet*, Paris, Presses universitaires de France, 2011, p. xxxvi.

². J'emprunte cette expression à Christian Topalov, qui entend par là, entre autres choses « des interactions concrètes regardées sous l'angle des arguments échangés ». Et plus précisément lorsque ces conversations sont entretenues avec des interlocuteurs extérieurs au champ scientifique, ou à la lisière, « la conversation permet alors d'observer comment s'établit la relation entre les questions scientifiques et les questions débattues dans la société - ou une partie de celle-ci ». C. Topalov, *Histoires d'enquêtes*, *op. cit.*, p. 31 sq.

³. Les travaux menés sur le jeune durkheimien Robert Hertz sont à ce titre exemplaires, qu'il s'agisse de la reconstitution de ses pratiques de lecture ou de l'enquête empirique qu'il a menée à propos du culte de Saint Besse : Stéphane Baciocchi, « Livres et lectures de Robert Hertz » dans Centre d'études franco-provençales (éd), *Hertz. Un homme, un culte et la naissance de l'ethnologie alpine. Actes de la Conférence annuelle du CEF, Cogné, 10 novembre 2012*, Aoste, Région Autonome Vallée d'Aoste, 2013, p. 19-44 ; Robert Hertz, *Sociologie religieuse et anthropologie : deux enquêtes de terrain, 1912-1915. Édition critique, présentation et exercices par Stéphane Baciocchi et Nicolas Mariot*, Paris, PUF, 2015, 398 p.

⁴. Christian Topalov, « « Expériences sociologiques » : les faits et les preuves dans les thèses de Maurice Halbwachs (1909-1913) », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 1999, n° 1, n° 1, p. 20.

réflexions et de dispositifs pratiques et réglementaires visant à faciliter l’approvisionnement domestique et les repas à l’usine¹.

¹. Voir notamment : Anne Lhuissier, *Alimentation populaire et réforme sociale: les consommations ouvrières dans le second XIX^e siècle*, *op. cit.* ; Anne Lhuissier, « Un dispositif pratique de gestion de la main d’œuvre, les cantines industrielles dans le second XIX^e siècle », *Consommations et Sociétés*, 2001, n° 2, p. 53-65 ; Stéphane Gacon (éd.), « L’alimentation au travail depuis le milieu du XIX^e siècle », *Le Mouvement Social*, juin 2014, vol. 247, p. 189 ; Thomas Bouchet, Stéphane Gacon et François Jarrige (éds), *La gamelle et l’outil : manger au travail en France et en Europe de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Nancy, Arbre bleu éditions, 2016, 367 p.

Tableau 1. Contributions de Maurice Halbwachs relatives aux budgets et aux dépenses des familles ouvrières

Intitulé	Date	Nature de la contribution	Institution/ Éditeur	Lieu
1900-1914				
<i>Leibniz</i>	1906	Publication d'un ouvrage	Delaplane	Paris
	1907-19013	Comptes rendus d'enquêtes et d'ouvrages	principalement <i>L'Année sociologique</i>	Paris
	Printemps 1907	Coordination d'une enquête de budget et collecte	pour le compte de Seebhom Rowntree	France
"Budgets de familles"	1908	Publication d'un article	Revue de Paris	Paris
<i>Les Expropriations et le prix des terrains à Paris</i>	1909	Publication de sa thèse de droit	Rieder-Cornély	Paris
<i>La Classe ouvrière et les niveaux de vie...</i>	1912	Publication d'un ouvrage	Alcan	Paris
<i>La Théorie de l'homme moyen</i>	1912	Publication de sa thèse complémentaire	Alcan	Paris
<i>La Classe ouvrière et les niveaux de vie...</i>	1913, 11 janvier	Soutenance de sa thèse de lettres	La Sorbonne	Paris
"Budgets de familles ouvrières et paysannes en France"	1914	Publication d'un article	<i>Bulletin de la SGF</i>	Paris
Décennie 1920				
Enquête sur les conditions de vie des ménages ouvriers en France	1921, janvier et mai	Coordination d'une enquête et publication	commission régionale du coût de la vie d'Alsace-Lorraine	Strasbourg
"Revenus et dépenses de ménages de travailleurs"	1921	Publication d'un article	<i>revue d'Économie politique</i>	Paris
<i>Le Calcul des probabilités à la portée de tous</i> (avec M. Fréchet)	1924	Publication d'un ouvrage	Dunod	Paris
<i>Les cadres sociaux de la mémoire</i>	1925	Publication d'un ouvrage	Alcan	Paris
<i>La Population et les tracés de voies à Paris depuis cent ans</i>	1928	Publication d'un ouvrage	PUF	Paris

Tableau 1. Contributions de Maurice Halbwachs relatives aux budgets et aux dépenses des familles ouvrières (suite)

Titre/Intitulé	Date	Nature de la contribution	Institution/ Éditeur	Lieu
Décennie 1930				
<i>Les Causes du suicide</i> (Paris, Alcan)	1930	Publication d'un ouvrage		
	1930, automne	Séjour d'enseignement et de recherche	Université de Chicago	Chicago
Les budgets de familles ouvrières aux États-Unis	1931, avril-juin	Publication d'un article	<i>Bulletin de la SGF</i>	Paris
Budgets de familles ouvrières, en Allemagne et aux États-Unis	1932, mars	Présentation orale	Institut français de sociologie	Paris
Budgets de familles ouvrières, en Allemagne et aux États-Unis	1933	Publication d'un article	<i>Bull. de l'Institut français de sociologie</i>	Paris
<i>L'Évolution des besoins dans les classes ouvrières</i>	1933	Publication d'un ouvrage	Alcan	Paris
Projet d'enquête sur le chômage et les budgets ouvriers	1935, 6 février	Présentation orale	IRSES	Paris
L'alimentation des travailleurs	1935, 2-5 décembre	Participation au Comité d'experts BIT, 1ère session	BIT	Genève
Enquête sur les dépenses des chômeurs	1935-1937	Supervision d'une enquête	IRSES	Paris
<i>Le Point de vue du nombre</i> (en collaboration)	1936	Publication dans <i>l'Encyclopédie</i>		Paris
Le problème de l'alimentation	1936, 10-16 février	Participation au Comité mixte SDN, 1ère session	OHSN	Genève
	1936, avril	Participation au Comité national de l'alimentation, 1ère réunion	CNA	Paris
<i>L'alimentation des travailleurs et la politique sociale</i>	1936, mai	Participation à la rédaction du rapport	BIT	Genève
Le problème de l'alimentation	1936, 4-7 juin	Participation au Comité mixte SDN	OHSN	Genève
	1936, septembre	Intervention sur les budgets	XXIII ^e Congrès Soc. Int. Stat	Athènes
L'alimentation des travailleurs	1937, 9-10 avril	Participation au Comité d'experts BIT, 2e session	BIT	Genève
<i>La Morphologie sociale</i>	1938	Publication d'un ouvrage	Armand Colin	Paris
	1938, 12-17 sept.	Participation au XXIV ^e Congrès Soc. Int. Stat.	Inst. int. de Stat.	Prague
	1938, 24-28 octobre	Participation au Comité national de l'alimentation, 2e réunion	CNA	Paris

Ces réflexions se déplacent au fur et à mesure de l'avancée dans le siècle en même temps qu'évoluent la morphologie de la classe ouvrière, ses conditions de vie et de travail, ainsi que les lieux et les outils d'observation du monde ouvrier. Les différentes contributions de Halbwachs sur les budgets ouvriers s'inscrivent dans un ensemble renouvelé de conversations sur les dépenses et les conditions de vie ouvrières qui prennent corps dans une série d'enquêtes empiriques. Celles-ci dessinent un espace cohérent et forment l'objet principal de ce mémoire

Enquêtes sur les dépenses d'alimentation

En remontant le fil des contributions de Halbwachs j'ai vu se dessiner progressivement un espace d'échanges, qui dépasse les frontières nationales, sur la connaissance des dépenses des familles ouvrières. Qu'il s'agisse d'élaborer un indice du coût de la vie, de déterminer une ration calorique ou d'identifier des groupes sociaux via leurs consommations, l'enjeu commun de connaissance qui anime les promoteurs des enquêtes empiriques sur les dépenses ouvrières porte sur la production de données de première main, les seules à même de rendre compte de la répartition réelle des dépenses, qu'elles soient monétaires ou caloriques.

Au premier rang se situent les deux enquêtes par budgets de famille que Halbwachs a lui-même coordonnées, l'une au printemps 1907, la seconde en janvier et mai 1921. La première (analysée au chapitre I) est commanditée par l'industriel et réformateur anglais Seebohm Rowntree (1871-1954), théoricien de la *poverty line*, dans l'objectif de déterminer les conditions de vie des ouvriers français, à l'instar de ce qu'il a réalisé pour la ville d'York, puis en Belgique¹. Pour ce faire, Halbwachs alors jeune normalien s'entoure d'une vingtaine d'enquêteurs issus des mondes académiques et socialistes. Lui-même dresse les budgets de huit familles parisiennes. Cette enquête initiale (voire initiatique), qui porte sur 54 « ménages ouvriers » et 33 « ménages ruraux », intervient à une étape cruciale de la formation intellectuelle et savante de l'apprenti sociologue. Il insiste sur l'intérêt de mener une enquête de première main, qui permet de façonner le raisonnement et les modes d'investigation. Elle l'autorise surtout à affirmer le caractère scientifique des budgets comme méthode statistique et d'en mettre à distance les usages philanthropiques. Fort de cette expérience d'enquête, il revendique et se forge une légitimité dans l'espace académique : la méthode scientifique qu'il promeut, affirme-t-il, se démarque des visées morales et conservatrices dont les budgets de famille ont fait jusque-là l'objet.

¹. Benjamin Seebohm Rowntree, *Poverty, a study of town life*, by B. Seebohm Rowntree, London, Macmillan, 1901 ; Benjamin Seebohm Rowntree, *Comment diminuer la misère. Études sur la Belgique*. Traduit par A. J. A. Hotermans, Paris, V. Giard et E. Brière, 1910.

En 1921, Halbwachs coordonne une seconde enquête (analysée dans le chapitre II) dans le cadre de la Commission régionale du coût de la vie d'Alsace-Lorraine, à la demande de son ami et mentor François Simiand, alors directeur du Travail à Strasbourg. Récemment nommé professeur à l'université de Strasbourg, Halbwachs s'empare de cette occasion renouvelée de recueil de données de première main pour alimenter son désaccord avec la Statistique générale de la France, à laquelle il reproche le mode d'élaboration de l'indice du coût de la vie mis en place avant-guerre. Las, le faible nombre de budgets recueillis en janvier puis en mai 1921 par les « enquêteurs adjoints » rend inaudible sa plaidoirie en faveur de la production de budgets « réels » à partir d'enquêtes par budgets de famille face à une administration statistique férue de grands nombres.

La Statistique générale de la France, dirigée jusqu'à la guerre par Lucien March, s'était pourtant lancée en 1913 dans le cadre de la Commission d'études relatives à la physiologie du travail professionnel, aux conditions de l'existence, aux aptitudes professionnelles et à leur formation dans les familles ouvrières et paysannes - dite « Commission Chéron » -, dans une étude sur les conditions de vie qui comportait un volet sur les dépenses des familles¹ (analysée dans le chapitre II). Il s'agissait, entre autres, « d'étudier l'influence du régime alimentaire sur la dépense journalière et sur le rendement de l'ouvrier au travail² ». Coordonné à Paris par le polytechnicien et statisticien Dugé de Bernonville (1881-1962), ce volet est assuré sur place par des autorités locales, notamment des instituteurs. Au total, 3700 questionnaires portant sur des familles d'ouvriers, d'employés et d'ouvriers agricoles leur sont retournés, mais moins de la moitié sont exploités. Publiés pendant et dans l'immédiat après-guerre, les résultats ne laissent de traces marquantes ni au sein de l'administration statistique, ni dans la postérité de l'histoire des enquêtes par budgets de famille. Elle aura néanmoins eu le mérite de confronter les administrateurs statisticiens, soucieux de représentativité et d'échantillonnage³, aux difficultés d'un tirage aléatoire qu'ils ont échoué à mettre en œuvre. Halbwachs en revanche, certainement contrarié de n'avoir été convié à participer ni à la commission ni à l'enquête qui s'organise l'année même où il soutient sa thèse sur l'analyse secondaire des budgets ouvriers, ne se prive pas d'en faire la critique. La discussion n'achoppe pas sur les questions d'échantillonnage, qui ne le mobilisent guère, du moins pas dans les termes de la Statistique générale de la France, mais sur le

¹. La « Commission Chéron » est mise en place par le ministre du Travail Henry Chéron (1867-1936) par le décret du 17 mai 1913.

². Archives nationales, F/22/526, Commission d'études relatives à la physiologie du travail professionnel, aux conditions de l'existence, aux aptitudes professionnelles et à leur formation, dans les familles ouvrières et paysannes / Sous-commission des statistiques et enquêtes/ Séance du 28 juin 1913, f. 7.

³. A. Desrosières, « The part in relation to the whole: how to generalise? The prehistory of representative sampling », art cit ; Alain Desrosières, « Du travail à la consommation: l'évolution des usages des enquêtes sur le budget des familles », *Journal de la Société de statistique de Paris*, 2003, vol. 144, n° 1-2, p. 75-111.

contenu même du questionnaire utilisé. N'y sont prises en compte ni les dépenses d'habillement ni celles de mobilier, ce qui fausse la répartition des dépenses et la signification des résultats d'ensemble¹.

Le débat qui oppose Halbwachs, soucieux de l'outil de collecte, à l'administration statistique, attentive à la taille et à la composition de l'échantillon, se rejoue une quinzaine d'années plus tard à l'hiver 1935. Crédité d'un nouvel ensemble de publications sur les budgets ouvriers depuis son retour de Chicago fin 1930 où il a pris connaissance de nouvelles enquêtes en la matière, Halbwachs est invité par le conseil d'administration de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales (ISRES)² à donner une conférence pour y présenter sa conception des enquêtes par budgets de famille. Il se heurte une nouvelle fois au scepticisme de la Statistique générale de la France, dont le directeur Michel Huber, lui oppose, entre autres, la question de la taille critique de l'échantillon et de la difficulté à recruter des familles. En dépit de ces réticences, le projet de mener un volet sur les budgets de familles dans le cadre d'une enquête plus générale sur le chômage emporte la conviction du conseil d'administration de l'ISRES (analysée dans le chapitre III). Son organisation en est confiée à l'inspectrice du Travail Gabrielle Letellier, déléguée française aux Conférences du Travail entre 1919 et 1934, où elle a eu maintes occasions d'assister aux débats sur les enquêtes par budgets³. Letellier s'appuie sur un vaste réseau d'assistantes sociales et d'infirmières visiteuses à Paris, Lyon et Mulhouse qui enquêtent auprès de 265 familles entre 1935 et 1937. La guerre interrompt le processus de publication des résultats. À leur parution en 1948⁴, ils revêtent d'autant moins d'enjeux que de nouvelles enquêtes par budgets de famille sont menées conjointement par l'Institut national des études démographiques, l'Institut national des études économiques et statistiques et l'Institut national d'hygiène, sur des questions qui portent davantage sur l'actualité socio-économique de l'après-guerre.

¹. Maurice Halbwachs, « Revenus et dépenses de ménages de travailleurs. Une enquête officielle d'avant-guerre », *Revue d'économie politique*, février 1921, vol. 35, n° 1, p. 50-59.

². L'Institut scientifique de recherches économiques et sociales est officiellement créé en 1933 par une subvention de la Fondation Rockefeller dans le but de favoriser et coordonner les recherches en sciences sociales. L'institut, indépendant de l'université, a pour vocation de mener des recherches quantitatives et empiriques sur la vie économique et sociale contemporaine et à constituer un fonds d'archives économiques. Brigitte Mazon, « La Fondation Rockefeller et les sciences sociales en France, 1925-1940 », *Revue française de sociologie*, avril 1985, vol. 26, n° 2, p. 311-342. ; Ludovic Tournès, *Sciences de l'homme et politique : les fondations philanthropiques américaines en France au xx^e siècle*, Paris, Classiques Garnier, 2013, p. 223 sq.

³. Elle est déléguée du gouvernement français – conseiller technique – aux Conférences de 1919, 1921, 1923, 1925 puis tous les ans entre 1927 et 1934. La Conférence internationale du travail se réunit annuellement pour définir les grandes orientations de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Elle rassemble les délégués des gouvernements, des travailleurs et des employeurs des États membres de l'OIT.

⁴. Gabrielle Letellier, *Dépenses des chômeurs et valeur énergétique de leur alimentation d'après les budgets de 265 familles. Avant-propos de Charles Rist*, Paris, Sirey, 1949, vol. III, xx-239 p.

La Statistique générale de la France ne mettra pas d'enquête en chantier dans les années 1930, en dépit de ces différentes tentatives et des discussions auxquelles ses membres participent au sein des institutions internationales qui, tel le Bureau international du Travail et la Société des Nations, encouragent les administrations statistiques nationales à entreprendre des enquêtes par budget.

Se joue au sein des deux comités une lutte de définition et de prérogative relative à la place accordée aux « travailleurs » et à la mesure des niveaux de vie en lien avec l'alimentation. Halbwachs est un témoin direct de la concurrence que se livrent ces institutions genevoises sur la question de l'alimentation, puisqu'il participe aux deux commissions dans lesquelles se joue ce rapport de force. À ce titre, en soutenant, de concert avec ses collègues de la commission du BIT face à la SDN, que seule une augmentation des salaires permettrait d'améliorer le régime alimentaire des ouvriers, il semble presque en contradiction avec une autre conclusion qu'il formule dans son ouvrage de 1933 selon laquelle l'augmentation des salaires permet aux ouvriers d'étendre leurs dépenses diverses et non plus d'alimentation. En fait, loin d'être contradictoires ou opportunistes, ces conclusions s'adressent à des publics différents et s'appuient, chacune, sur des résultats d'enquête. Au faîte de sa légitimité sur la question des budgets, dont l'ouvrage de 1933 ne laisse pas de doute sur sa connaissance étendue du domaine international, cette position ambivalente exprime un rapprochement plus récent de Halbwachs avec la Statistique générale de la France, autour de sa collaboration au projet de *l'Encyclopédie française*. Tout laisse penser que la source de légitimité qu'il tire des débats et finalement de sa collaboration avec les statisticiens de la SGF (dont il se verra proposer la vice-présidence du conseil d'administration en 1936¹), le conduit à infléchir ses positions initiales quant aux méthodes d'enquêtes. S'il se laisse convaincre de l'intérêt des enquêtes extensives qu'il fustigeait tant au moment où lui-même se prévalait d'enquêtes par budgets, il va jusqu'à prendre ses distances avec le travail de Frédéric Le Play et son collectif d'enquêteurs, dont il n'a cessé jusque-là de se revendiquer. Loin de les critiquer, il établit néanmoins une distinction nette entre sa définition de la statistique en sociologie comme « ensemble de chiffres qui se rapportent à un groupe d'hommes ou de faits humains », qui se distingue de ce point de vue « de la monographie, qui est l'étude détaillée d'un cas isolé (telles les monographies de familles recueillies par Le collectif des *Ouvriers de deux mondes*) ; on n'est assuré qu'un cas individuel est typique qu'après une revue statistique au moins rudimentaire de tous les cas² ». En comparant statistique et monographie, il reproduit les écueils d'un débat à

¹. IMEC, HBW2. B2-03.2. Maurice Halbwachs. Papiers académiques. Courrier de Michel Huber du 30 novembre 1936.

². Maurice Halbwachs, « La statistique et les sciences sociales en France » dans Josef Cada (éd.), *La France d'aujourd'hui. Livre de lectures à l'usage de l'École des Hautes Études Commerciales de Prague, Praha*,

l'œuvre au tournant du xx^e siècle qu'il avait lui-même évités en se plaçant sur le terrain de la comparaison des méthodes d'enquêtes entre enquêtes de type monographique et enquêtes intensives.

En France, la politique active du Front populaire en matière de financement de la recherche va bénéficier à une vaste enquête physiologique sur les consommations alimentaires, dont l'histoire complexe est racontée dans les chapitres IV et V de ce mémoire. Retenons qu'elle est le fruit de l'action combinée des travaux conduits à Genève par l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations sur la nutrition depuis le début des années 1930, et à Paris par la Société scientifique d'hygiène alimentaire¹. Deux membres éminents de cette dernière (respectivement son président et son futur président - à partir de 1937) mettent à profit leur participation aux commissions genevoises pour œuvrer en faveur de la création d'instituts nationaux de l'alimentation, qui auraient entre autres missions de mettre en œuvre des enquêtes nutritionnelles afin de confronter les régimes alimentaires nationaux aux standards nutritionnels que l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations se met à diffuser. Bien qu'il ne partage pas les approches nutritionnelles et médicales, qu'il juge par trop « normatives », Halbwachs participe aux réunions de coordination du Comité national de l'alimentation français - officiellement créé par décret en février 1936 - et assiste, impuissant, à l'élaboration d'un vaste projet d'enquête physiologique sur les dépenses caloriques. La physiologiste Lucie Randoïn met sur pied un important service de collecte et d'analyse de données de consommation alimentaire avec l'objectif de calculer des rations caloriques et leur composition. Elle rassemble pour cela une équipe d'une cinquantaine de personnes, pour l'essentiel des femmes salariées et exclusivement dédiées aux opérations d'enquête telles que la collecte, la saisie et les calculs. Ce dispositif de recueil de renseignements et de données directement auprès des familles est novateur en France pour une discipline davantage rompue au travail en laboratoire. Il sera pérennisé après-guerre par l'Institut national d'hygiène (INH) qui va l'utiliser comme plateforme de collecte pour ses propres enquêtes alimentaires. Mais comme l'enquête de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales, les résultats sont publiés après-guerre et perdent d'autant leur enjeu qu'ils montrent, en gros, que la population d'avant-guerre était correctement nourrie d'un point de vue calorique.

Cet espace des enquêtes (Tableau 2) sur les dépenses ouvrières s'est progressivement dessiné en suivant le fil des conversations et des activités de Halbwachs. Non sans angle mort : d'autres enquêtes contemporaines menées dans des espaces peu sécants s'en trouvent exclues.

Spolek posluchacu komerčního inženýrství, 1931, p. 272- 286. Reproduit dans M. Halbwachs et al., *Le point de vue du nombre (1936), op. cit.*, p. 372.

¹. Fondée en 1904, la Société rassemble médecins, biologistes et hygiénistes travaillant sur l'alimentation humaine.

Tel est le cas par exemple du volet français de l'enquête réalisée par le Board of Trade en 1905 et 1907-1908 ou de celle des médecins Labbé et Landouzy menée en 1905¹. Toutes deux sont utilisées dès 1910 par la Statistique générale de la France comme base des budgets « types » dans l'élaboration de l'indice du coût de la vie. Halbwachs connaît ces enquêtes comme sources de données, mais il n'entre pas en conversation avec leurs promoteurs dont les positions, extérieures au champ académique (des sciences sociales) ou de la statistique administrative française, ne sont pas source d'enjeux. L'exemple des années 1930, marquées par le renforcement de l'organisation et du financement public de la recherche scientifique, est encore plus frappant. L'enquête de physiologie est concomitante de deux autres enquêtes collectives portant sur les consommations alimentaires : l'enquête des folkloristes sur « l'alimentation populaire quotidienne » (1935-1939) et celle de la Commission d'Enquête dans les Territoires d'outre-mer (1937-38). Les trois enquêtes sont financées sur le même budget de la Caisse nationale de la recherche scientifique². Mais elles demeurent étanches les unes aux autres en dépit des injonctions du contrôleur financier de la Caisse, qui, soucieux des deniers publics, voit un « double emploi » dans la conduite en parallèle de l'enquête des folkloristes et de celle des physiologistes³. Si chacune dans son domaine expérimente des pratiques d'enquête innovantes, elles se distinguent par les populations enquêtées et les préoccupations de leurs commanditaires : dépenses des chômeurs, alimentation quotidienne des populations rurales et ration alimentaire des populations d'Afrique occidentale française⁴. Leurs promoteurs ne se connaissent pas et poursuivent des buts différents. Ils ne sont

¹. Board of Trade et Arthur Wilson Fox, *Cost of living in French towns: report of an enquiry by the Board of trade into working class rents, housing and retail prices, together with the rates of wages in certain occupations in the principal industrial towns of France.*, London, H.M.S.O., 1909 ; Louis Landouzy, Marcel Labbé et Henri Labbé, *Hygiène sociale. Enquête sur l'alimentation d'une centaine d'ouvriers et d'employés parisiens, ce qu'elle est : irraisonnée, insuffisante, insalubre, dispendieuse ; ce qu'elle pourrait être : rationnelle, suffisante, salubre, économique ; enquête présentée à la IVe section du Congrès international de la tuberculose (2-7 octobre 1905)*, Paris, Masson, 1905, 71 p.

². Créée par décret -loi du 30 octobre 1935, de la fusion entre l'ancienne Caisse des recherches et la jeune Caisse des sciences.

³. Il conclut ainsi son courrier du 22 novembre 1937 à l'administrateur de la CNRS : « Ce double emploi est d'autant plus surprenant à première vue que les deux enquêtes paraissent suivre les directives des mêmes personnalités scientifiques. En portant ces faits à votre connaissance, je me permets de vous demander de m'indiquer si une coordination des deux séries de recherches pourrait être pratiquement réalisée dans le but d'en améliorer les résultats et d'en réduire les dépenses ». AN, F/17/17474.

⁴. Comme le montrent Bertrand Müller et Florence Weber, l'enquête des folkloristes sur l'alimentation populaire rompt avec les préoccupations habituelles des folkloristes : « Rupture quant à l'objet, d'abord : c'est le quotidien et le contemporain qui intéressent les concepteurs de l'enquête (probablement Maget et Febvre), et non plus les menus de fête prisés par les folkloristes, ni les survivances. [...] Rupture aussi quant à la méthode : le « questionnaire » se présente sous la forme de quatre pages serrées de commentaires, intitulées « aide-mémoire », véritable guide de recherche voire guide d'entretien, précédant une page de questionnaire au sens moderne du terme, questions précises séparées par des espaces libres pour noter les réponses, intitulé « questionnaire complémentaire concernant l'emploi des graisses dans la cuisine ». Bertrand Müller et Florence Weber, « Réseaux de correspondants et missions folkloriques. Le travail d'enquête en France, vers 1930. », *Gradhiva*, 2003, vol. 33, p. 51.

pas conduits à discuter ensemble en dehors de l'injonction, restée lettre morte, de la direction de la Caisse nationale de la recherche scientifique.

Structuré autour des activités de recherche et d'expertise de Maurice Halbwachs relatives aux enquêtes par budgets de famille, ce mémoire laisse nécessairement en arrière-plan les travaux que le sociologue a lui-même négligés sinon ignorés. De ce point de vue, notre perspective est résolument située : elle épouse, au plus proche, celle d'un acteur et témoin privilégié de l'entrelacement des enjeux et des institutions à l'œuvre dans la question des niveaux de vie ouvriers dans la première moitié du xx^e siècle.

En ce qui concerne l'alimentation en AOF, Vincent Bonnacase montre que, jusque dans les années 1930, l'alimentation indigène en Afrique Occidentale française est essentiellement appréhendée à partir d'indicateurs productifs. En février 1938, un questionnaire sur l'alimentation est envoyé dans l'ensemble des colonies françaises par la commission parlementaire instituée en janvier 1937 par le gouvernement du Front populaire pour enquêter sur « les besoins et les aspirations légitimes des populations habitant les colonies ». Ce questionnaire invite les administrateurs à créer un savoir nutritionnel nouveau sur les colonies. Outre l'information habituelle sur la production vivrière dans chaque cercle, les chefs de circonscription doivent fournir une étude détaillée de la ration alimentaire de quatre ou cinq familles parmi lesquelles au moins une « famille riche », une « famille aisée » et une « famille pauvre ». Vincent Bonnacase, « Avoir faim en Afrique occidentale française : investigations et représentations coloniales (1920-1960) », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, avril 2010, n° 21, p. 151-174.

Tableau 2. Récapitulatif des enquêtes étudiées

Enquête	Enquête sur les conditions de vie des ouvriers	Enquête sur les conditions d'existence des familles ouvrières et paysannes	Enquête sur les dépenses ménagères	Enquête sur les dépenses des chômeurs	Enquêtes nationales sur l'alimentation
Commanditaire	Seebhom Rowntree	Ministère de Travail / Commission Chéron	Office de statistique d'Alsace Lorraine	Institut scientifique de recherches économiques (ISRES) et sociales	Comité national de l'alimentation (CNA)
Nature du financement	Fonds privés	Fonds publics	Fonds publics	Fonds privés	Fonds publics
Coordinateur/trice	Maurice Halbwachs	Dugé de Bernonville pour la Statistique générale de la France (SGF)	Maurice Halbwachs	Gabrielle Ietellier	Lucie Randoïn
Lieux	23 départements	57 départements	3 départements	Paris, Lyon, Mulhouse	24 départements
Dates de collecte	printemps 1907	principalement 1914	hiver 1920-21	oct. 1935-1937	1937-38
Outils de collecte des dépenses	"carnet"	Tableau de dépenses	"livret"	"questionnaire relatif aux budgets familiaux"	"questionnaire des enquêtes familiales" composé de "feuilles de consommation"
Outils complémentaires	"notice"	"questionnaire pour une famille"		Questionnaire sur la famille	Questionnaire sur la famille
Durée du recueil des dépenses	4 fois 1 semaine	1 semaine	4 fois 1 semaine	1 semaine /trimestre sur 4 trimestres	4 fois 1 semaine
Nombre d'enquêteurs-euses	une vingtaine issus des mondes académique et socialiste	près de 3000 "observateurs locaux"	non renseigné	94 infirmières visiteuses/ + assistantes sociales et membres sociétés charitables	une quinzaine infirmières / surintendantes / assistantes sociales salariées
Périmètre	ouvriers urbains et ruraux	ouvriers urbains et ruraux, employés	ouvriers urbains	chômeurs et travailleurs intermittents ou complets	ouvriers et employés de milieux urbains, ruraux et industriels
Nombre de familles	environ 80	3700	44	265	230
Dates des principales publications	(1908) (1912); 1914; 1921; 1939	1917; 1919	avril-mai 1921	1948	1952

Des temporalités imbriquées

L'espace des enquêtes empiriques que l'on a esquissé ici, s'il est cohérent, n'en est pas moins difficile à aborder. Leur restitution à travers un récit chronologique et linéaire ne doit pas faire écran à leurs temporalités propres, qui parfois s'entrecroisent mais sont occultées, en particulier par le rythme disjoint de la diffusion des résultats. Ce sont ces temporalités imbriquées qu'il convient de dégager pour comprendre ce que les enquêtes questionnent et ce à quoi elles répondent. On observe par exemple une série de décalages entre les terrains d'enquête et la publication des résultats, ou entre les outils utilisés et les questionnements auxquels ils sont censés répondre : sont-ils susceptibles d'enregistrer en temps réel les modifications en cours dans les pratiques de consommation, ou bien appuyés sur des outils obsolètes, ne sont-ils pas inadaptés à répondre aux questions que se posent leurs concepteurs ? Le cas le plus frappant de cette imbrication des temporalités concerne les écarts entre les dates de réalisation des enquêtes et celles de la publication des résultats qui en sont issus (Tableau 2).

L'enquête menée par Halbwachs en 1907 est de ce point de vue exemplaire. Les tout premiers résultats publiés en 1908 donnent davantage à voir le volet monographique de l'enquête que son volet statistique¹. Ils seront repris et complétés dans l'ouvrage de 1912². En revanche l'article qu'il publie en 1914 est entièrement dédié à l'exposé des résultats chiffrés, alors même qu'ils n'apportent rien aux conclusions de son ouvrage de 1912 - dont ils sont en grande partie repris - en matière de connaissance des classes sociales et de répartition des dépenses. Les enjeux de l'article de 1914 ne se situent plus dans cette discussion académique à laquelle se livrait Halbwachs en 1912³. Ils sont à présent tournés vers la conversation entamée avec les administrateurs de la Statistique générale de la France. Cet article se comprend comme une double réponse du sociologue à leurs travaux, et plus particulièrement à ceux de Dugé de Bernonville sur la question des budgets : sa publication en octobre 1914 dans le *Bulletin de la Statistique générale de la France* fait suite à celle, en avril de la même année, d'une étude publiée par Dugé et intitulée « Budgets de familles en divers pays ». La démarche est similaire à celle entreprise par Halbwachs dans l'annexe 1 de *La Classe ouvrière*. Il s'agit d'une présentation d'un ensemble d'enquêtes dites par budgets de famille, françaises et étrangères, classées selon le mode de collecte des budgets, suivie d'une analyse secondaire de leurs principaux résultats. Pourtant, Dugé n'y mentionne pas l'annexe 1 du livre de Halbwachs paru deux ans plus tôt, pas

¹. Maurice Halbwachs, « Budgets de familles », *La Revue de Paris*, 1908, vol. 4, p. 534-562.

². M. Halbwachs, *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, *op. cit.*

³. Christian Topalov, « Maurice Halbwachs et les villes (1908-1912). Une enquête d'histoire sociale des sciences sociales », *Annales*, 1997, vol. 52, n° 5, p. 1057-1083.

plus que l'enquête de 1907. La publication de l'article de Halbwachs sous le titre « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 ¹ » qui ne va pas sans faire écho à celui de Dugé, constitue ainsi une double réponse de la part du sociologue aux travaux menés par Dugé dans le cadre de la commission Chéron d'une part et de la statistique administrative de l'autre.

À l'inverse, les résultats des enquêtes menées au milieu des années 1930 par l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales et le Comité national de l'alimentation, interrompues par la guerre, ne sont plus d'aucune actualité lors de leur publication très tardive, respectivement en 1948 et 1952, soit treize et quinze ans après que les données furent collectées. Les interrogations en matière de pouvoir d'achat et de nutrition se sont modifiées et la publication de résultats d'enquêtes empiriques menées avant-guerre offre peu de prise à la compréhension de la situation nouvelle d'après-guerre, sauf à confirmer, par exemple, les effets du rationnement en comparaison avec l'état nutritionnel du milieu des années 1930. C'est ce que fait l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales dans un « chapitre additionnel » du rapport rédigé par Madame Fauvel, de l'Institut national d'études démographiques, et dans lequel elle confirme l'infériorité de la composition nutritionnelle des rations des travailleurs enquêtés en 1946 - encore sous le coup du rationnement - par rapport aux travailleurs mais aussi aux chômeurs enquêtés dix ans auparavant.

Outre ces enjeux décalés qu'il faut garder en tête pour comprendre les contextes des publications, les enquêtes enregistrent d'autres décalages, par exemple entre les outils utilisés par leurs promoteurs et la réalité des pratiques d'achat et de consommation qu'ils entendent recueillir. Comme le montre Desrosières pour les nomenclatures socio-professionnelles, on observe des « écarts entre la réalité d'une époque et les représentations sociales de cette même époque, décalées ou lacunaires. Représentations décalées car elles mettent très longtemps à intégrer des réalités sociales nouvelles ² ». Tel est le cas des nomenclatures d'aliments utilisées dans les questionnaires de la Statistique générale de la France, dont les modifications sont limitées par la nécessité de conserver une continuité pour la comparaison dans le temps. Ainsi, à la suite d'enquêtes par budgets menées dans le cadre de commissions régionales du coût de la vie, Halbwachs pour l'Alsace-Lorraine et Antonelli pour le Rhône suggèrent à l'administration statistique d'intégrer des aliments qui sont définitivement entrés dans les consommations ouvrières, et d'élargir ainsi la liste qu'elle utilise fondée en partie sur des données budgétaires du siècle précédent. Il faut pourtant attendre 1930 pour que la Statistique générale de la France

¹. M. Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », *Bulletin de la statistique générale de la France* 4, n° 1, octobre 1914, p. 47-83.

². Alain Desrosières, « Eléments pour l'histoire des nomenclatures socio-professionnelles » dans Joëlle Affichard (éd), *Pour une histoire de la statistique*, Paris, Economica / INSEE, 1987, vol. 1. Contributions, p. 164.

modifie la liste, sous l'impulsion d'un mouvement international d'harmonisation des nomenclatures.

Enfin, le récit linéaire et la continuité entre enquêtes ne doit pas faire oublier le temps long dans lequel les acteurs inscrivent leur action. L'enquête du Comité national de l'alimentation de 1937 ne procède pas uniquement d'une opportunité de financement par la Caisse nationale de la recherche scientifique. Elle correspond à un projet formulé dès la création de la Société scientifique d'hygiène alimentaire en 1904 qui n'avait jamais été mis en œuvre. Les archives montrent la détermination de Jules Alquier, présent sur toute la période considérée, et à qui revient un rôle déterminant dans l'aboutissement du projet. Cette détermination fait écho à la « ténacité » de Halbwachs en faveur de la mise en œuvre d'enquêtes par budgets, soulignée encore après-guerre par des collaborateurs de Chombart de Lauwe: « Au début du xx^e siècle, tandis que l'école de Le Play poursuit son chemin régulier et un peu routinier jusqu'à la guerre de 1914, les enquêtes françaises sur les budgets familiaux accusent sur l'étranger un retard que les efforts tenaces de M. Halbwachs parviennent difficilement à combler¹. » Pour comprendre l'inscription sociale de ces enquêtes il est donc nécessaire de les considérer dans une double dimension temporelle : celle de leur organisation concrète, et celle de leur gestation. Elles n'acquiescent en revanche leur intelligibilité que par un travail méthodique de reconstitution des pratiques d'enquête dans une optique synchronique pour leur redonner leur cohérence propre. Ce travail est d'autant plus salutaire que, sous l'apparence d'un langage commun de l'enquête, elles diffèrent par leurs visées et leurs méthodes.

UNE ETHNOGRAPHIE HISTORIQUE DES PRATIQUES D'ENQUÊTES

Les promoteurs de ces enquêtes empiriques partagent l'ambition de collecter des informations de première main. Le recueil « direct » des dépenses, monétaires ou caloriques, s'impose face à la spécificité de l'objet : la nature quotidienne des dépenses d'alimentation ou de l'ingestion de nourriture rend d'autres modes de relevé nécessairement inexacts. Cette intention commune prend toutefois des formes distinctes d'un dispositif à l'autre. Enquêter de première main auprès de familles ne va pas sans difficultés, parmi lesquelles leur disponibilité, leur souhait et leur capacité à répondre. L'étendue du travail de collecte et son contenu diffèrent aussi selon les objectifs : à l'approche de type monographique attentive à restituer les trajectoires et horizons des familles s'oppose une approche quantitative dont le traitement des variables se rapprocherait d'une finalité normative. Pour restituer et comprendre ces différences, il convient d'aller au plus

¹. A. Bouche et H. Desroche, « Les enquêtes alimentaires en France. Aperçus bibliographiques et méthodologiques. », art cit., p. 710-711.

près de la façon dont les enquêtes ont été faites. L'un des principaux enjeux de ce mémoire réside en effet dans la documentation et la description de ces pratiques d'enquêtes. Du matériau récolté à la mise en forme des résultats se déroule une série d'opérations qui peuvent conduire à transformer, y compris l'intention ou les questionnements initiaux. Mais comment retracer, pour chacune d'elle, le chemin parcouru ?

Les sources : faire feu de tout bois

Pour aborder le travail de terrain dans les archives¹, j'ai adopté une démarche que l'on peut qualifier d'ethnographie historique visant à restituer les façons d'agir et de penser des différents acteurs des enquêtes empiriques étudiées. Pour cela, les sources que j'ai utilisées ne se sont pas présentées sous une cote précise dans un fonds d'archive, bien au contraire. L'analyse procède par recoupements multiples de documents patiemment récoltés en de nombreux fonds publics et privés, d'institutions et d'individus, en France mais aussi en Suisse et en Angleterre. Ces archives, que je présente plus systématiquement en début de chaque chapitre, se singularisent par leur diversité et leur hétérogénéité. Pour en tirer parti, il a fallu procéder à plusieurs opérations, notamment les identifier ou les inventer, et les décrypter².

Mêlant de riches fonds d'institutions bien inventoriés et roboratifs à de micro-sources souvent ténues et très éparpillées, la multiplicité des documents que j'ai utilisés forme autant de facettes d'un même objet, qui confrontées les unes aux autres finissent par rendre aux enquêtes toute leur consistance. Les documents se partagent entre des archives privées et des archives d'institutions publiques, en particulier liées au travail et à sa réglementation (ministère du Travail, Office du Travail, Bureau international du Travail...). Les documents d'archives renseignent les différentes opérations d'enquête. Depuis leur amont, comme par exemple les procès-verbaux de commissions ou de conseil d'administration. En consignait des prises de paroles, ils permettent de voir s'élaborer une enquête sans les filtres habituels des documents écrits qui en reconstruisent la cohérence a posteriori. À l'autre bout de la chaîne, les notes d'observation d'un collaborateur à l'enquête de Halbwachs en 1907, prises dans le déroulement ordinaire de la consignation des événements et des pensées quotidiennes d'un carnet personnel, donnent des éléments de compréhension sur l'inscription sociale de sa participation marginale dans une

¹. Pour une réflexion sur la combinaison des approches ethnographiques et historiques à propos de l'étude du travail, voir par exemple Anne-Marie Arborio, Yves Cohen et Pierre Fournier (éds), *Observer le travail: histoire, ethnographie, approches combinées*, Paris, France, La Découverte, 2008, 351 p.

². On s'inspire ici de la suggestion de Catherine Omnès, « Les historiens et la tentation ethnographique » dans Anne-Marie Arborio et al. (éds), *Observer le travail. Histoire, ethnographie, approches combinées*, Paris, La Découverte, 2008, p. 284.

trajectoire individuelle et collective¹. Entre les deux bouts de la chaîne, un ensemble de documents plus ou moins disparates ou similaires laissent suivre quasi-quotidiennement la mise en place des différentes opérations de collecte, du choix des enquêteurs et des familles enquêtées, bref, la routine et les vicissitudes d'une enquête collective.

Croisées et complétées, ces sources ont également permis d'élaborer de nouveaux matériaux disponibles pour l'interprétation. Les dossiers de recrutement du personnel payé par la Caisse nationale de la recherche scientifique pour l'enquête de physiologie menée par le CNA ont fourni la base de la constitution d'un corpus prosopographique à l'aide de nombreuses sources biographiques ; elles ont aussi permis de retrouver des descendants du personnel de l'enquête avec qui j'ai pu mener des entretiens et récupérer du matériel photographique. J'ai élaboré d'autres corpus, en reconstituant par exemple les outils de collecte utilisés dans chacune des enquêtes empiriques (carnet, livret, questionnaire, formulaire etc.), ou un ensemble de nomenclatures (ouvrières, alimentaires), dont l'efficacité heuristique n'est plus à prouver².

Parfois, la connaissance fine des archives ou au contraire leur absence, m'a conduite à reconsidérer les imprimés avec attention. J'y ai repéré des traces matérielles des enquêtes telles que des menus, des listes de familles enquêtées ou encore des propos rapportés, auxquels j'aurais, à coup sûr, été moins attentive sans avoir cette connaissance intime des conditions de l'enquête elle-même. Ces traces nous font toucher au plus près des façons de faire, des intentions, dont certaines se perdent en cours de route, à mesure que les publications répondent à des enjeux et des interlocuteurs qui se modifient. La publication des menus donne à voir des goûts et des organisations temporelles des familles, là où des propos rapportés, tantôt des familles, tantôt des enquêteurs, sur les boissons ou les niveaux de vie, confrontent présentations de soi et représentations de l'autre. Enfin, j'ai parfois considéré les tableaux de résultats tels qu'ils ont été publiés comme du matériel à analyser, en particulier lorsqu'il était possible de les comparer aux données initiales : cela a permis de reconstituer ce qui est délibérément donné à voir, ce qui est laissé de côté ou recatégorisé. Ce sont tous ces interstices dans lesquels se glissent des traces matérielles des opérations d'enquête que j'ai rassemblés et analysés avec minutie.

Ainsi, l'inégale disponibilité des sources se trouve palliée par la démarche qui a consisté à identifier, à inventer et à décrypter les documents. L'analyse d'une enquête s'enrichit des sources d'une autre qui permet de réinterroger, en retour, ou par comparaison, les conditions de

¹. L'hétérogénéité des sources rendant plus ardu tout exercice de présentation générale, les fonds eux-mêmes seront présentés plus en détail en introduction de chacun des chapitres.

². Je l'ai moi-même déjà mise à l'épreuve à deux reprises concernant l'alimentation : Anne Lhuissier, « Cuts and Classification: The Use of Nomenclatures as A Tool for the Reform of the Meat Trade in France, 1850-1880 », *Food and foodways*, 2002, vol. 10, n° 4, p. 183-208 ; Anne Lhuissier, « Anything to declare? Questionnaires and what they tell us. A comparison of 'eating out' in national food surveys in France and Britain (1940-2010) », *Anthropology of food*, novembre 2014, n° S10.

réalisation de l'ensemble. La diversité des sources a surtout rendu possible mon ambition initiale de mener une description détaillée et si possible, systématique et symétrique d'une enquête à l'autre, des opérations et de la division du travail d'enquête.

La division du travail et des opérations d'enquête

Comment se remémorer a posteriori ces petites dépenses journalières, ainsi que les quantités et les poids afférents ? La nature quotidienne et récurrente des dépenses d'alimentation les différencie ainsi du paiement du loyer, qui s'effectue à un rythme régulier, hebdomadaire ou mensuel. Pour les consigner, aucune démarche systématique ne peut être mise en œuvre, à l'image de Rowntree qui profitait de ses entrées auprès du patronat local de York pour relever les salaires des ouvriers à l'échelle de l'ensemble de la ville. Les promoteurs des enquêtes, qu'ils agissent à des fins privées ou publiques, recourent ainsi à une division du travail qui sépare les opérations de conception, de coordination, d'analyse et de publication, relativement centralisées dont ils prennent la charge, aux opérations de collecte, qu'ils confient à des enquêteurs ou enquêteuses. Ce modèle de division du travail se distingue par exemple de celui adopté par Le Play, dont les monographies étaient signées par les enquêteurs ; elles se rapprochent davantage des caractéristiques des enquêtes collectives en sciences sociales des années 1930¹. Cependant, ce schéma se distend lorsque l'on considère la hiérarchie dans la division du travail selon le degré et la nature de la relation de subordination qui lie concepteurs et enquêteurs. Ces différences se reportent à la fois sur la relation des enquêteurs à l'enquête, sur le choix des familles enquêtées et sur le type de relation d'enquête. L'attention portée à ces formes de relation de subordination révèle en particulier des collectifs d'enquête cohérents rassemblés autour de projets distincts. Elle permet de donner davantage d'épaisseur à cette notion même de collectif, dont Rosental soulignait la « plasticité des conceptions et des pratiques de l'enquête² ». De ce point de vue, la description des formes que prend le caractère collectif des enquêtes revêt une efficacité heuristique dès lors qu'on en détaille la division du travail. Les canaux par lesquels enquêteurs et enquêtés sont sollicités révèlent des modes d'engagement et de signification à l'enquête bien différents.

La division du travail n'est pas fondée, dans ces enquêtes, sur une subordination genrée, bien au contraire. Ces collectifs sont soit entièrement masculins, soit quasiment entièrement féminins. Ils s'appuient en revanche sur une division genrée des métiers, en particulier pour les

¹. B. Müller et F. Weber, « Réseaux de correspondants et missions folkloriques. Le travail d'enquête en France, vers 1930 », art cit.

². Paul-André Rosental, « Introduction : modèles, usages, effets du collectif dans les sciences sociales », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques. Archives*, juin 2005, n° 36, §10.

collectifs féminins. Ces derniers correspondent aux deux enquêtes des années 1930, celles de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales et du Comité national de l'alimentation. Loin de traduire un mouvement continu de salarisation des femmes comme « petites mains¹ » des enquêtes, les enquêteuses dont s'entoure Lucie Randoïn pour le « recueil des documents » sont au contraire des infirmières recrutées et rémunérées sur leurs compétences en matière de nutrition et d'enquête². Quant aux sténo-dactylos, qui jouent un rôle majeur dans le bon déroulement de l'enquête, certaines ont fait l'école Pigier, considérée comme la meilleure en la matière. On voit donc là une logique et une cohérence dans ce collectif rassemblé autour de compétences techniques pointues relatives à la diététique et à l'enquête, mais aussi à la transcription de documents et au fonctionnement de machines, comme celle qui trône au centre de la photo ci-dessous, autour de laquelle les sténo-dactylos du service prennent fièrement la pose (Photographie 1).

Photographie 1. Quand les sténos prennent la pose (circ. 1938)



¹. Pour reprendre l'expression utilisée par Benoît de L'Estoile, « Une petite armée de travailleurs auxiliaires », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques. Archives*, juin 2005, n° 36, p. 31-59.

². On peut supposer que les infirmières ont été recrutées dans les écoles dans lesquelles Lucie Randoïn assurait des enseignements sur la nutrition et l'enquête. Ce n'est qu'après-guerre qu'elle ouvrira, avec le nutritionniste Jean Trémolières une première école de diététique à Paris en 1951. Thomas Depecker, « Réforme des conduites et formations de diététique après la Seconde Guerre mondiale » dans Géraldine Comorretto, Anne Lhuissier et Aurélie Maurice (éds), *Quand les cantines se mettent à table... Commensalité et identité sociale*, Paris, Éditions Quaé/Educagri éditions, 2020, p. 121-137.

Le collectif d'enquête n'implique pas toujours nécessairement une relation hiérarchique entre concepteurs et collaborateurs. Tel est le cas de l'enquête que coordonne Maurice Halbwachs en 1907. S'il travaille incontestablement sous l'autorité du commanditaire Rowntree avec lequel il est en contact permanent par courrier, en revanche les « collaborateurs » dont il s'entoure, comme Albert Demangeon ou Célestin Bouglé, sont pour certains plus âgés et bien plus haut placés que lui dans la hiérarchie académique. Plus généralement, cette enquête fédère un collectif mobilisé autour d'un projet de connaissance scientifique et politique de la classe ouvrière et n'obéit, dans le choix des enquêteurs collaborateurs, à une hiérarchie ni scientifique ni sociale. À l'inverse, l'enquête menée par la Statistique générale de la France en 1913 fait valoir le modèle classique de l'enquête administrative déjà en cours depuis au moins le siècle précédent, qui procède à une délégation des tâches en cascade selon une hiérarchie administrative, depuis les bureaux du ministère jusqu'à ses administrés les plus éclairés, en passant par la Préfecture et la mairie¹.

Ce qui a été moins souligné, c'est à quel point la nature et le degré de subordination des enquêteurs à l'égard des concepteurs des enquêtes rejouent sur le choix des familles enquêtées et sur la relation d'enquête. L'enquête coordonnée en 1907 par Halbwachs passe par des réseaux militants. Lorsque les enquêteurs arrivent par ce canal, les familles sont choisies en accord avec cet engagement : syndical, coopérateur, socialiste ; en témoigne la mention détaillée des cotisations de cette nature dans les budgets familiaux (voir Tableau 6 chapitre I). Si la hiérarchie sociale entre familles enquêtées et enquêteurs ne peut être niée, on peut penser que les unes et les autres sont animés d'un objectif politique commun de connaissance et de défense de la classe ouvrière, qui laisse mieux comprendre l'accueil favorable réservé aux enquêteurs, ce dont ces derniers s'étonnent d'ailleurs. Ainsi le « bon accueil » dont ont bénéficié Halbwachs et Demangeon de la part de familles recommandées par des réseaux militants, tranche avec les « hésitations » ou encore la « complaisance » dont font preuve d'autres familles face à des enquêteurs qui appartiennent aux mondes de l'assistance ou de l'administration communale, pourvoyeurs d'allocations diverses et vis-à-vis desquels elles se retrouvent dans une relation de subordination. Tel est le cas de l'enquête administrative menée par l'administration statistique en 1913 auprès de familles repérées comme bénéficiaires d'allocations familiales ou d'« avantages spéciaux » d'institutions patronales ; mais aussi de celle de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales dont l'équipe d'enquêteuses-visiteuses s'adresse à des familles avec lesquelles elles sont déjà en contact, soit à titre professionnel quand il s'agit de soin ou

¹. Elle se rapproche ainsi de l'enquête de 1833 sur l'état moral de l'instruction primaire ordonnée par Guizot et évoquée par Antoine Savoye : Antoine Savoye, *Les débuts de la sociologie empirique : études socio-historiques, 1830-1930*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1994, chapitre 1 L'État enquêteur.

d'assistance, soit à titre bénévole lorsqu'elles agissent pour le compte d'une association philanthropique. Dans les deux cas, familles enquêtées et familles secourues se confondent, ainsi que, pour le cas de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales, le temps consacré à l'une et à l'autre de ces activités par les enquêteuses-visiteuses, dont la méthode de la visite est assez similaire à celle retenue pour l'enquête. D'une enquête à l'autre, non seulement la nature de la relation qui lie l'enquêteur à l'enquêté diffère, mais les familles elles-mêmes, au sein du monde ouvrier, n'occupent pas la même position. Ainsi, les deux enquêtes menées par Halbwachs, celle de la Statistique générale de la France en 1913-1914 et dans une large mesure celle de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales en 1935 portent sur les conditions de vie (et d'alimentation) ouvrières et à ce titre peuvent être qualifiées d'enquêtes « ouvrières ». Seule l'enquête du Comité national de l'alimentation ne se revendique pas comme telle, affichant d'emblée l'objectif de mener une enquête sur l'alimentation « des Français ».

Ces opérations d'enquête s'exercent depuis des lieux distincts qui correspondent assez peu au laboratoire de sciences naturelles auquel aspirent les sciences sociales des années 1930¹. Il est vrai qu'aucune de ces enquêtes ne se déploie dans un cadre proprement académique, même lorsque leurs concepteurs en sont issus. Seule l'enquête de physiologie fait exception. Le travail y est centralisé au sein d'un « service », qui peut s'entendre de deux manières : en référence d'une part au statut en partie subordonné du « service » à l'égard du laboratoire de physiologie que dirige Lucie Randoin au sein de la Société scientifique d'hygiène alimentaire ; mais aussi en référence à un « service public » dans la mesure où son infrastructure (un personnel dédié et hiérarchisé) et son financement public participent d'une organisation administrative au service de la collectivité. Cette même enquête fait preuve d'un modèle peu usité en physiologie lorsqu'elle s'aventure hors les murs du laboratoire, ou plus précisément ici, du « service ». Si le modèle d'enquête diététique existe depuis quasiment le milieu du XIX^e siècle aux États-Unis, il se révèle totalement novateur en France où les enquêtes menées jusque-là en nutrition en dehors des laboratoires portaient sur les rations servies dans les collectivités. Il s'agissait surtout de rassembler de la documentation liée aux adjudications ou aux quantités servies plutôt que de recueillir directement de l'information auprès des « rationnaires ». En s'immisçant chez les familles enquêtées, qui plus est avec une balance pour prendre la mesure de tous les repas, c'est toute une façon de travailler qu'il convient de modifier, par la gestion d'un personnel nombreux, et inexpérimenté en matière de recherche. L'enquête porte sur des enquêtés « libres », qui présentent une bien plus grande hétérogénéité de caractéristiques que les souris de laboratoire

¹. François Jacq, « Le laboratoire au cœur de la reconstruction des sciences en France 1945-1965 », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques. Archives*, juin 2005, n° 36, p. 83-105.

ou même les rationnaires des institutions totales, hôpitaux ou prisons sur lesquels portaient jusque-là les investigations en physiologie.

Des familles ouvrières ?

Qui sont les familles enquêtées ? Cette question d'apparence simple appelle à chaque fois une réponse en deux temps. On observe des écarts importants entre les listes ou les classements initiaux des familles enquêtées, et les populations réellement prises en compte dans les analyses. Si chacune des enquêtes porte majoritairement sur des familles ouvrières, la mise en forme des résultats conduit dans certains cas à effacer les frontières du monde ouvrier en considérant d'autres catégories socio-professionnelles ou en procédant à des regroupements selon d'autres critères. Les familles faisant l'objet des enquêtes sont présentées de trois manières distinctes : sous forme de liste exhaustive dans lesquelles elles sont désignées par le métier ou la catégorie de métier (contremaître, ouvrier...) du chef de famille ; regroupées par grands secteurs d'activité ; classées en quelques grandes catégories socio-professionnelles. Ces présentations et agrégations initiales ne correspondent pas à une évolution chronologique qui épouserait celle des nomenclatures socio-professionnelles en vigueur à chaque période. Au contraire, elles reflètent « l'hésitation » mise en évidence par Desrosières et spécifique au premier ^{xx} siècle, où les sept recensements entrepris entre 1896 et 1936 oscillent entre la présentation des résultats par « situation dans l'industrie » ou par « position dans la profession »¹. Elles se comprennent davantage eu égard aux commanditaires et producteurs des enquêtes, leurs savoir-faire et leurs visées.

La présentation sous forme de liste de métiers est principalement le fait de Maurice Halbwachs. Aussi bien en 1907 qu'en 1921, il ne procède à aucun pré-classement au profit d'une liste exhaustive des familles enquêtées désignées par l'intitulé de la profession du chef de famille, tel que « Paris – palefrenier (compagnie des omnibus) » ou « Limoges, mécanicienne en chaussure ». Ce type de liste se situe à mi-chemin entre une référence explicite aux monographies de Le Play, par des intitulés longs qui précisent le métier, le genre et le lieu (à cette différence qu'il ne précise que ponctuellement le type « d'engagements ») et aux statistiques des salaires collectées depuis la fin du ^{xix} siècle par les conseils de prud'hommes qui listent une longue série de 36 métiers masculins et sept féminins. Cette façon de faire, qui liste et nomme sans classification préalable entend se situer au plus près d'une réalité des métiers et des conditions de vie ouvrière. L'enquête menée en 1913 par la Statistique générale de la France, bien que

¹. Alain Desrosières, « Éléments pour l'histoire des nomenclatures socio-professionnelles » dans Joëlle Affichard (éd), *Pour une histoire de la statistique*, Paris, Economica / INSEE, 1987, vol. 1. Contributions, p. 155-234.

contemporaine des enquêtes de Halbwachs, s'en situe à l'extrême opposé puisqu'elle ne fournit aucune liste des familles enquêtées. Ce fait n'est pas anodin : si les familles sont vraisemblablement trop nombreuses (environ 2000) pour en publier la liste, c'est surtout que l'administration statistique ne s'intéresse pas aux familles prises isolément, mais bien à un ensemble de grands nombres. Loin de donner à voir une diversité ouvrière telle qu'elle apparaît dans les listes fournies par Halbwachs avec un intitulé détaillé du métier du chef de famille et de la ville dans laquelle il réside, la présentation des effectifs par la Statistique générale de la France classe d'emblée les familles dans cinq ensembles qui amorcent un premier regroupement par grandes catégories socio-professionnelles : « ouvriers », « employés », « artisans et petits commerçants », « cultivateurs propriétaires », « ouvriers agricoles non nourris ». Ces mises en forme initiales des populations enquêtées expriment ainsi les différences d'objectif d'une enquête à l'autre : l'une sous-tendue par un projet savant de connaissance fine de la classe ouvrière, l'autre dans un projet administratif de connaissance des conditions d'existence sous-tendu par la politique des grands nombres.

Les deux enquêtes menées au milieu des années 1930 proposent encore deux autres façons de faire. Dans l'enquête de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales (1935), le classement des familles enquêtées articule logique de branche et de métier avec une distinction par sexe : les ouvriers et les ouvrières ne sont pas distingués selon une logique de métier ou de qualification, mais seulement par secteurs d'activité (dix-sept pour les hommes, et sept pour les femmes) et les personnels non-ouvriers sont distingués par grandes catégories d'emploi : « employés » et « professions libérales » pour les hommes, « manœuvres », « employées de commerce et de banque », « sans profession » pour les femmes. À la différence des enquêtes précédentes, prédomine ici assez logiquement une logique de secteur. On serait tenté d'y voir l'influence des conventions collectives par branches qui s'élaborent au même moment. Mais au contraire des conventions qui aboutissent à un classement des salariés selon leur qualification, leur sexe, leur âge et leur statut, ce principe ne s'applique pas du tout dans l'enquête de Gabrielle Letellier qui ne donne aucune sous-catégorie. En revanche, l'accent mis sur les secteurs d'activité se comprend au regard des situations de chômage qu'il s'agit d'appréhender, et dont les concepteurs pensent qu'elles touchent d'abord le secteur industriel avant la catégorie de métier (si tel secteur est touché, il concerne autant le manœuvre que le contremaître)¹. L'enquête de physiologie, pourtant contemporaine de celle de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales, opte pour un tout autre principe de

¹. Ce raisonnement ne s'avère pas exact pour tous les secteurs industriels. Par exemple il n'y a pas de chômeurs qualifiés dans la métallurgie, ce qui conduit à la mise en place de centres de formation de chômeurs vers les métiers qualifiés dans le métal. Merci à Efi Markou pour ces précisions.

classification. La liste exhaustive des familles enquêtées publiée se distingue de celle de Halbwachs dans la mesure où les intitulés comportent moins de détails et concernent plusieurs familles : « Paris, employés de banque », « Marseille, ouvriers », « Lyon, canuts ». Ce premier regroupement se comprend relativement au but de l'enquête, qui consiste à établir une ration calorique moyenne. Dans cet objectif, l'homogénéité de la population enquêtée, ou tout au moins de sous-ensembles, est un atout considérable. Les familles y sont présentées par l'intitulé du métier du chef de famille et ordonnées par « milieux » (urbains, industriels et agricoles). Ces « milieux » ne recourent pas un découpage en grandes branches mais visent à distinguer les ouvriers travaillant en « milieux agricoles » et « milieux industriels », des autres professions (artisans, commerçant, employés et fonctionnaires) regroupées au sein des « milieux urbains ». L'écart qui sépare la minutie de la désignation initiale des métiers du regroupement en trois grands « secteurs » traduit le souci des concepteurs de l'enquête « de fournir une représentation assez exacte de l'ensemble de la population française¹ ». Il s'agit donc de coller davantage à une certaine représentativité de la population française, qu'à une exhaustivité relative à la population ouvrière.

Cette brève analyse montre comment l'observation des nomenclatures initiales des populations enquêtées permet d'appréhender les buts poursuivis par les concepteurs des enquêtes. Celles-ci contrastent, dans certains cas, avec les regroupements retenus dans les tableaux de résultats tels que publiés dans les articles et les rapports. À l'exception de l'enquête de physiologie, elles convergent vers un premier critère commun d'agrégation : leurs auteurs procèdent en priorité à un classement par catégories de revenus (et dans une moindre mesure par la taille des familles), quel que soit le secteur d'activité ; ensuite, certaines enquêtes opèrent des tris distincts par catégories professionnelles ou par grands secteurs d'activité. Alors que la Statistique générale de la France titre ses publications « Enquête sur les conditions de la vie ouvrière ou rurale en France en 1913-1914 », elle conserve dans la présentation des résultats les cinq catégories initiales indépendamment du poids de chacune d'entre elles, tandis que l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales adopte une classification en trois catégories liée aux situations d'emploi et de chômage (« chômeurs », « chômeurs intermittents », « travailleurs »), indépendamment des secteurs d'activités dans lesquels travaillent les familles concernées. En ce qui concerne l'enquête de physiologie, la longue liste des familles s'efface au profit d'un tableau distinguant, par sexe et par catégories d'âge, les « milieux industriels »,

¹. Lucie Randoïn et Pierre Le Gallic, « Méthodes et résultats des enquêtes sur la consommation alimentaire française d'avant-guerre (1937-1938-1939). Mesures prises et réalisations effectuées à la suite de ces enquêtes. Avec la collaboration des enquêteurs-chefs : Georges Duchêne, Alfred Marc et Yvonne Perraud » dans CNRS/CNERNA (éd), *Les enquêtes de consommation alimentaire en France*, Paris, CNRS, 1952, p. 28.

« milieux urbains » et « milieux agricoles ». Dans ce cas, la priorité n'est plus la catégorie professionnelle au sein du groupe ouvrier, encore moins le groupe ouvrier lui-même, mais trois catégories morphologiques qui regroupent ainsi l'essentiel de la population au travail, croisées avec des critères plus spécifiques aux approches nutritionnelles : le sexe et les grandes catégories d'âge « hommes de 15 à 65 ans », « femmes de 15 à 65 ans », « enfants de 0 à 15 ans »), correspondant à des stades distincts des besoins et du développement physiologique auxquels sont attribués des standards nutritionnels spécifiques. Ainsi dans les résultats tels qu'ils sont publiés, le caractère « ouvrier » tend à s'effacer, au profit d'autres critères. Pire, les deux enquêtes empiriques donnent l'impression que la question « ouvrière » y est traitée à rebours de celle de la centralité ouvrière¹ : alors qu'elles sont menées en plein Front populaire, leurs résultats diluent la place pourtant prépondérante que les ouvriers occupent dans la société et dépolitisent la question de l'alimentation.

Un univers sémantique de l'enquête commun, des approches distinctes

Le langage en apparence commun de « l'enquête » propre au début du siècle² masque des approches conceptuelles très différentes dont découlent des modes d'organisation et de division du travail, ainsi que des outils et des techniques que les archives permettent de mettre au jour. Si des termes tels que « budget », « régime alimentaire », « besoins », « répartition des dépenses » ou « familles ouvrières » traversent l'ensemble des sources, ils s'inscrivent, d'une enquête à l'autre, dans des champs de signification distincts qui renvoient à des différences plus générales propres aux objectifs des enquêtes. L'identification de ces approches est essentielle pour comprendre quel est cet objet « alimentation ouvrière » qui court tout au long de l'entre-deux-guerres. Comment, en effet, comprendre et utiliser les résultats d'une enquête sans savoir de quoi ils sont le produit ? Deux notions sont considérées ici comme centrales : « besoins » et « budget ». L'explicitation des univers paradigmatiques dans lesquels ils sont employés dans les sources contribue à livrer les clés de lecture des conceptions des enquêtes.

Le terme « besoins » traverse l'ensemble des enquêtes à l'exception de celle menée pour la Commission Chéron (1913). Cette notion est employée dans deux acceptions principales et relativement antinomiques : besoins physiologiques et besoins sociaux, qui, très vite, vont entrer en concurrence quand il va s'agir d'évaluer les dépenses d'alimentation. Loin de se substituer l'une à l'autre selon une vision évolutionniste du progrès et de l'expansion économique qui

¹. Sur cette notion, voir Xavier Vigna, *Histoire des ouvriers en France au xx^e siècle*, Paris, Perrin, 2012, 399 p.

². Dominique Kalifa, « Enquête et « culture de l'enquête » au xix^e siècle », *Romantisme*, 2010, vol. 149, n^o 3, p. 3-23 ; Dominique Merllié, « L'enquête autour de 1900 », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, janvier 2008, n^o 22, p. 133-154.

passerait de la nécessité vitale à des dépenses récréatives, ces deux notions coexistent dès le tournant du siècle ; elles sous-tendent aussi les catégories du budget des monographies des *Ouvriers européens*. Mais il s'agit alors d'une coexistence pacifique, qui renvoie à des approches séparées qui ne se font pas encore concurrence. À mesure qu'on avance dans l'entre-deux-guerres, les contours de cette notion se modifient en même temps que les contextes économiques et scientifiques ; les besoins physiologiques ne se résument plus à une nécessité vitale mais renvoient à une approche prophylactique et nutritionnelle de l'alimentation en même temps que l'expansion des salaires et l'évolution de la classe ouvrière ouvrent à de nouveaux besoins sociaux et déplacent très progressivement le centre d'intérêt de l'alimentation à d'autres postes de dépenses.

Abondamment employée par Halbwachs, jusque dans le titre des deux ouvrages qu'il consacre aux consommations ouvrières, la notion de besoins est claire, il s'agit des besoins tels qu'exprimés par les familles : « Pour connaître les besoins des ouvriers, le meilleur moyen c'est de s'adresser à eux ». Ce sont des « besoins » résolument sociaux, voire « intellectuels » comme la manifestation d'un genre de vie, lequel prend sens dans un groupe social donné et dont les enquêtes doivent être l'expression. Et lorsqu'en 1914 il publie les résultats de l'analyse nutritionnelle de Rowntree à partir des budgets dressés en 1907, il ne se contente pas d'en évaluer la composition calorique, mais aussi le coût monétaire ; cette démarche se rapproche de celle des médecins Labbé et Landouzy qui, à l'appui de l'enquête qu'ils ont menée en 1905, procèdent à une évaluation monétaire des régimes caloriques qu'ils ont identifiés. Cela leur permet de mettre en rapport les « défauts » des régimes et de proposer des éléments de substitution pour qu'à coût identique, le régime puisse être amélioré. Ces initiatives sont, en France, relativement isolées et ne feront pas recette. Avec les années 1930, apparaît une division du travail de plus en plus nette entre les enquêtes portant sur l'évaluation des dépenses monétaires et celles portant sur les dépenses caloriques. Si des évaluations caloriques peuvent être menées sur des données budgétaires, comme le fait l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales sur les conseils et avec l'aide de la Société scientifique d'hygiène alimentaire, l'inverse n'est pas vrai : l'enquête de physiologie ne publiera pas d'évaluation monétaire des régimes caloriques qu'elle calcule. Ces deux conceptions demeurent antinomiques parce que l'une est normative quand l'autre est descriptive. Dans les documents, les besoins physiologiques sont, la plupart du temps précédés d'un verbe à visée évaluative tel que « déterminer [un montant ou une quantité] », « évaluer », montrant qu'il s'agit d'une approche normative sur des bases indépendantes des enquêtés, « en accord » avec les normes scientifiques de chaque époque. L'évaluation monétaire des régimes caloriques est une démarche qui peut se révéler politiquement sensible. En ces années de revendications ouvrières, pareille évaluation

peut donner prise à de nouveaux arguments en faveur de l'amélioration du pouvoir d'achat. Comme nous le verrons au chapitre IV, ces deux conceptions (monétaire vs calorique), loin de se compléter, vont directement entrer en concurrence ; y compris dans les institutions genevoises qui avaient pourtant réuni, en juin 1937, un comité interdépartemental des représentants de la Section de statistique du BIT et des Sections d'hygiène et financière de la SDN pour rédiger un « aide-mémoire » sur les enquêtes alimentaires. Mais les méthodologies désormais trop différentes entre enquêtes nutritionnelles et enquêtes par budgets de famille conduisent à la publication de deux rapports distincts¹.

Le deuxième terme, celui de « budget », traverse également l'ensemble des enquêtes considérées dans le mémoire, à l'exception de l'enquête de physiologie de la fin des années 1930 qui ne s'attache ni aux dépenses monétaires ni au coût des régimes alimentaires. D'une enquête à l'autre, ce terme est employé selon trois grandes acceptions. Il est tout d'abord utilisé dans le triptyque budgets-familles-ménages, où, dans une tradition leplaysienne, « famille » et « budget » se confondent, les deux termes étant employés dans un sens équivalent. Il se distingue ensuite du terme budget synonyme de répartition des dépenses (chaque catégorie de dépenses étant transformée en variable). La troisième signification concerne le budget dit « type » qui est une construction, c'est-à-dire un budget fictif. Ces distinctions recouvrent une (dé)gradation dans le mode d'élaboration des budgets, depuis un recueil « par observation directe » à des budgets issus de formalisations qui témoignent d'un éloignement progressif d'une réalité des pratiques de consommation et des significations que les familles y attribuent. Elles engagent des pratiques d'enquêtes très différentes, qui nécessitent de leur adjoindre un qualificatif pour savoir de quel type il s'agit. Ces distinctions renvoient en partie aux méthodes adoptées comme l'exposait Halbwachs dans l'annexe 1 de *La Classe ouvrière...*, où il distingue les budgets tenus par les familles à la demande des enquêteurs, de ceux établis par des enquêteurs sur indications verbales des familles enquêtées. Selon cette logique, il classe dans une troisième catégorie les monographies réalisées dans le cadre des *Ouvriers européens* et des *Ouvriers des deux mondes*, partageant des éléments de méthode des deux précédents, tout en les approfondissant.

Le terme « budget » est rarement employé seul mais souvent accompagné de deux qualificatifs : « domestique » ou « ménager ». Ces expressions réfèrent aux budgets « familiaux », c'est-à-dire à la contribution de l'ensemble des membres de la famille aux revenus et aux dépenses, sachant que le principe même de la comptabilité nationale est très balbutiant en

¹. Edward-John Bigwood, *Directives pour les enquêtes sur la nutrition des populations*, Genève, Société des nations. Organisation d'hygiène. Commission technique de l'alimentation, 1939, 293 p. ; Robert Morse Woodbury, *Methods of Family Living Studies. Income - Expenditure - Consumption*, London, ILO, 1940.

France dans l'entre-deux-guerres¹. Quelle que soit la conception retenue, la différence essentielle avec les budgets tels que dressés dans les monographies des *Ouvriers européens* et des *Ouvriers des deux mondes* est qu'il ne s'agit jamais d'une comptabilité en partie double. Et encore moins d'un budget-temps, qui est pourtant une dimension essentielle des monographies. Faut-il y voir le reflet d'un changement dans les conceptions de la famille ouvrière qui n'est plus considérée comme une unité productive contrairement à la seconde moitié du xix^e, où production et consommation se confondaient, tout comme les activités « individuelles » et les activités « collectives »²? Ces différentes approches conceptuelles se traduisent aussi dans les outils de collecte.

Des différences conceptuelles qui se répercutent sur les outils de collecte

Des archives et des documents imprimés se dégagent des ensembles de termes pour désigner les outils de collecte, qui renvoient à plusieurs types d'opérations. Ces ensembles se distinguent assez nettement selon la nature de l'enquête. Ainsi, celles de type monographique ou tout au moins inspirées par ce type de méthode, déploient une panoplie d'outils qui relèvent d'opérations d'inventaire et d'inscription (carnet, livret, notes, notices, relevés), d'interactions (discussions, visites) et d'instrumentation visuelle (photographies). On y décèle le souci de consigner dans le détail des pratiques ainsi que des objets, et de tenter de les rapporter à des registres de signification. Les termes utilisés pour les enquêtes menées dans un cadre plus administratif évoquent des opérations assez différentes, qui expriment une organisation hiérarchique et davantage bureaucratique. On distingue des opérations de transmission d'outils et documents réglementaires (circulaire, liste nominative, directives, formulaire) des opérations d'enquêtes proprement dites qui relèvent de techniques statistiques (questionnaire, dénombrement). L'utilisation commune d'un outil d'apparence identique, le relevé des dépenses des familles, renvoie en réalité à des différences majeures quant à la nature de l'information collectée.

Tout d'abord, les outils utilisés ne naissent pas *ex nihilo* mais procèdent d'emprunts et d'opérations de traduction - entendue aussi au sens littéral -, plus ou moins affichés. Le « carnet » utilisé par Halbwachs est celui que Rowntree a utilisé pour son enquête à York, puis pour celle qu'il a menée en Belgique. Il en reprendra notamment le principe de l'inscription quotidienne des menus dans le carnet qu'il établira pour l'enquête de 1921. L'inscription des menus, relativement originale pour une enquête sur les budgets, est également utilisée par la Statistique générale de la France en 1913, sans pour autant que ses auteurs s'en expliquent, ni même qu'ils les utilisent

¹. Alfred Sauvy, « Historique de la comptabilité nationale », *Économie et Statistique*, 1970, vol. 14, n° 1, p. 19-32.

². A. Desrosières, « Éléments pour l'histoire des nomenclatures socio-professionnelles », art cit., p. 165.

dans les résultats, contrairement à Halbwachs qui s'en sert longuement pour étayer sa théorie de la différenciation sociale des goûts. De même, Halbwachs apporte avec lui le questionnaire de l'enquête allemande de 1927-28, lors de la conférence qu'il fait devant le conseil d'administration de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales. Quant au « questionnaire des enquêtes nationales sur l'alimentation », que Lucie Randoïn publie en tant que tel, il comble une lacune en France. Il n'est pourtant pas novateur dans la mesure où ce type d'enquête est pratiqué aux États-Unis depuis la fin du siècle précédent¹. Est-ce une évidence au point de ne pas s'y référer, ou Randoïn tait-elle cette filiation obligée pour mieux mettre en valeur le caractère novateur de son travail dans le contexte Français ? Cette seconde hypothèse est d'autant plus vraisemblable qu'en réalité ses emprunts sont multiples. Enfin, le rapport du Bureau international du Travail publié en 1926 dans lequel sont reproduits un certain nombre de questionnaires ou carnets des principales enquêtes fournit une preuve supplémentaire des circulations des méthodes et des espaces d'échanges à l'échelle internationale.

Ces outils se rejoignent sur un autre point : ils supposent un recueil systématique des informations relatives aux revenus et aux dépenses non monétaires - comme les dons ou l'autoconsommation - ainsi que des repas et des boissons pris à l'extérieur. Pourtant, l'ensemble de ces pratiques ne fait l'objet d'aucune comptabilisation. Si certains outils de collecte prévoient de les enregistrer, ces informations semblent ne jamais être reportées de façon exhaustive, ce qui tronque tout exercice d'évaluation de budgets complets (comprenant revenus et dépenses non monétaires et dépenses pour les consommations à l'extérieur du ménage). Cela montre à quel point les commanditaires des enquêtes s'intéressent en priorité aux transactions d'ordre monétaire, de façon à pouvoir les rapporter aux revenus. En revanche autoconsommation et surtout boissons prises à l'extérieur apparaissent parfois sous forme de commentaires, plutôt en note de bas de page, sorte de paratexte qui viendrait en illustration de résultats chiffrés sur l'allure générale des consommations, ou en contrepoint pour en nuancer quelques éléments. Mais rien de systématique, pas de rubrique spéciale ni aucun commentaire sur la place de la bricole ou de l'autoconsommation, encore moins sur les repas pris à l'extérieur. Cela pose une autre question relative à la nature même des aliments achetés : quid des repas achetés chez le traiteur lors des « moments de presse », relativement fréquents par exemple chez les ouvriers parisiens des monographies des *Ouvriers des deux mondes*² ?

¹. Louis Grandeau, « Coup d'oeil sur les enquêtes diététiques aux États-Unis d'Amérique », *Revue de la Société scientifique d'hygiène alimentaire et de l'alimentation rationnelle de l'homme*, 1904, vol. 1, n° 1, p. 1-17.

². A. Lhuissier, *Alimentation populaire et réforme sociale*, op. cit. ; Anne Lhuissier, « Eating Out during the Workday : Consumption and Working Habits among Urban Labourers, France, second half of the 19th century » dans Peter Scholliers et Marc Jacobs (eds.), *Eating Out during the Workday : Consumption and*

Les carnets et questionnaires se distinguent en revanche par le type d'informations recueillies. Le détail des postes qui composent les revenus ou les dépenses sont révélateurs des orientations des enquêtes. Ainsi, dans leur enquête de 1907, Halbwachs et Rowntree sont principalement soucieux d'enregistrer des dépenses, indépendamment du système d'entraide (solidarité de voisinage ou publique ou privée) dans lequel les familles peuvent se trouver. Le carnet qu'ils utilisent ne propose qu'une catégorie « revenus », à laquelle s'ajoute, au sein de la rubrique « achats », une sous-catégorie « dons » (voir la description précise de ce carnet dans le chapitre I). Le projet général est bien d'analyser les dépenses, en rapport avec les salaires, ce qui permet de mieux comprendre leur transposition par Rowntree dans une analyse des dépenses caloriques. En même temps, ces budgets sont accompagnés de « notices » de type monographique, dont la description des familles est censée en donner des clés d'interprétation. Ce n'est plus tout à fait le cas avec les enquêtes des années 1930, dont les questionnaires, souvent scindés en deux parties, l'une sur la famille, l'autre sur son budget, se suffisent à eux-mêmes. Ils ne sont pas conçus pour s'éclairer mutuellement en laissant la possibilité aux familles d'inscrire leurs dépenses dans les significations du bien-être ouvrier. Ainsi le « questionnaire » de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales consacré au budget familial contient, assez logiquement pour une enquête sur le chômage, une rubrique « revenus » extrêmement détaillée au regard des autres enquêtes. Découpée en trois sous rubriques (revenus du travail, secours, autres ressources), elle est attentive à toute une série de secours (secours de chômage, allocations familiales, pensions, assurances sociales, dons en espèces) et d'autres ressources liées par exemple à l'emprunt et aux intérêts de l'épargne qui ne figurent dans aucune autre enquête. De même le poste « dépenses diverses » du questionnaire de la Commission centrale du coût de la vie de 1920 et de celui de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales de 1935 ont en commun un certain nombre de rubriques (soins médicaux et d'hygiène, transports, assurances et cotisations diverses). Mais la Statistique générale de la France y intègre les « impôts », dont on peut légitimement se demander s'il s'agit d'une dépense au même titre qu'une visite chez le coiffeur, là où l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales y intègre plutôt le tabac, les frais d'études, mais aussi de distraction et de vacances. Si cette dernière rubrique pouvait difficilement exister avant les congés payés, en revanche le tabac et les distractions figuraient en bonne place dans les budgets leplaysiens mais n'apparaissent que très peu dans les outils de collecte considérés. La mise à plat du contenu des outils de collecte montre qu'en dépit de circulations et d'emprunts manifestes, chaque enquête se singularise par l'accent mis sur tel ou tel aspect des ressources et des dépenses ouvrières. La disparité des rubriques

Working Habits among Urban Labourers, France, second half of the 19th century, London / New York, Berg, 2003, p. 337-349.

montre à la fois l'étendue de la nature des dépenses ouvrières si on les met bout à bout. Dans le même temps, elle contraste avec l'indigence des tableaux de résultats qui ne se situent qu'au niveau le plus agrégé et relèguent en paratexte les commentaires sur les dépenses qui caractérisent en fait la vie ouvrière.

La faible étendue, la non-récurrence et les tâtonnements méthodologiques de ces enquêtes empiriques expliquent en partie pourquoi elles n'occupent pas une place plus importante dans l'histoire des enquêtes de consommation. Leur ont été préférées celles menées après 1945, dont les enjeux et les usages sont plus immédiatement palpables que ceux des enquêtes d'avant-guerre : indexation des salaires, accès à une alimentation satisfaisante du point de vue médical, développement des marchés des biens de consommation etc.¹. Les publications nombreuses et désormais régulières qui suivent le rythme des enquêtes, tout comme la disponibilité de certaines leurs archives, rendent leur étude plus évidente. Mais c'est oublier que ces dispositifs d'après-guerre s'appuient sur un outillage matériel et conceptuel forgé en grande partie par les enquêtes de l'entre-deux-guerres.

PLAN DU MÉMOIRE

Articulé autour de cinq chapitres, ce mémoire s'appuie sur la description et l'analyse de dispositifs d'enquêtes empiriques. Il met en évidence les principaux enjeux cognitifs et sociaux relatifs à la mesure des dépenses ouvrières entre le tournant du xx^e siècle et la Seconde Guerre mondiale. Il prend pour fil conducteur les travaux de Maurice Halbwachs, qui, engagé dans les débats de son temps, produit des connaissances scientifiques sur la différenciation des consommations ouvrières. Ces enquêtes s'inscrivent dans un ensemble de débats sur le niveau et la distribution des dépenses ouvrières et sur les outils de mesure, en particulier de la consommation alimentaire. Maurice Halbwachs se fonde sur l'enquête par budgets de famille qu'il réalise en 1907 pour légitimer une méthode d'enquête et sa position de sociologue dans la sphère académique (chapitre I). Cette expérience empirique le conduit à contester les fondements du calcul de l'indice du coût de la vie ouvrière tel que l'inaugure la Statistique générale de la France dès 1911. Il reprend cette critique d'une essentialisation des « besoins » en 1921 à la faveur d'une seconde enquête par budgets de famille (chapitre II). Maurice Halbwachs renforce son statut d'expert des enquêtes par budgets au début des années 1930. Il renoue avec ses travaux sur les besoins ouvriers à son retour de Chicago fin 1930. Le contraste entre la société d'abondance et de hauts salaires américaine et la crise économique et sociale qu'il retrouve à son retour en France le

¹. A. Desrosières, « Du travail à la consommation : l'évolution des usages des enquêtes sur le budget des familles », art cit.

conduit à questionner à nouveaux frais les budgets et niveaux de vie ouvriers par une nouvelle série de publications sur les budgets ouvriers et la collaboration à la supervision de l'enquête par budgets de familles que l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales met en œuvre en 1935 (chapitre III). Le milieu des années 1930 ouvre une nouvelle séquence d'activités avec sa participation à deux comités d'experts dans les institutions internationales (Bureau international du Travail et Société des Nations). Il se confronte aux préoccupations des nutritionnistes qui prennent le pas sur des questionnements plus « sociaux » qui concernaient jusque-là l'alimentation et relevant plutôt du BIT. Se joue au sein des deux comités une lutte de définition et de prérogative relative à la place accordée aux « travailleurs » et à la mesure des niveaux de vie en lien avec l'alimentation (chapitre IV). Le rapport de force en faveur de la nutrition qui s'opère à Genève entre experts « sociaux » et experts physiologistes se rejoue sur le sol national. Sont désormais placées au centre d'une politique de l'alimentation des populations considérées à risque de carences et définies uniquement par leurs caractéristiques physiologiques (l'âge et le sexe), en lieu et place des caractéristiques sociales et économiques, au cœur jusque-là de toutes les attentions réformatrices et statistiques liées aux questions de dépenses et d'alimentation. Halbwachs assiste impuissant à la mise en place, sur fonds publics, des Enquêtes nationales sur l'Alimentation qui rompent avec la méthode et les objectifs assignés aux enquêtes par budgets de famille. Passer de la mesure des dépenses monétaires à celle des dépenses caloriques opère une double rupture dans l'unité de mesure et dans la manière de mesurer, qui façonne une vision particulière des rapports sociaux. Elle invisibilise les disparités sociales au profit d'une abstraction moyenniste à une seule fin prescriptive, et dépolitise, en plein Front populaire, le débat qui sous-tendait la production de connaissance sur l'alimentation ouvrière en lien avec les salaires et le niveau de vie (chapitre V).

CHAPITRE I L'ENQUÊTE DE MAURICE HALBWACHS « POUR LE COMPTE D'UN ÉCONOMISTE ANGLAIS », PRINTEMPS 1907

« Mon cher Demangeon, Tout ceci est ce qu'il y a de plus intéressé... J'ai été chargé par Monsieur Rowntree, économiste anglais qui a écrit il y a deux ans un petit livre très apprécié, « *Poverty* ». *Enquête sur les conditions sociales dans la ville d'York*, d'étudier les conditions de l'habitation en France et de faire dresser un certain nombre de budgets de famille. C'est ce point qui est d'ailleurs le plus important¹. »

Maurice Halbwachs envoie cette lettre d'invitation le 5 mars 1907. Elle forme le prélude à la pratique de l'enquête par budgets de famille et aux travaux que va mener Halbwachs sur la question des dépenses ouvrières. Sous la supervision à distance du britannique Rowntree, Halbwachs se trouve à la tête de la coordination d'un collectif d'enquêteurs disséminés sur le territoire national, et se charge de recueillir lui-même des budgets auprès de neuf familles parisiennes. Les enjeux et les modalités concrètes de cette enquête sont demeurés jusque-là ignorés. Nous pouvons à présent les reconstituer avec précision grâce à un ensemble de documents d'archives, inédits ou simplement méconnus. Ils permettent d'éclairer de quelle façon l'enquête intervient à une période cruciale - entre les années normaliennes et le retour en lycée² - pendant laquelle Halbwachs, qui se forme à la sociologie et à l'économie en dehors des bancs de l'Université, est très réceptif à ce qui relève des expérimentations sociales, des organisations et de la défense du monde ouvrier. À partir de cette expérience de coordination et de recueil de

¹. Bibliothèque Mazarine, Fonds Demangeon, B2. 1906-1907, 1907, H1, f. 1

². Au printemps 1907 lorsqu'il coordonne l'enquête, Halbwachs est en « congé d'inactivité avec traitement de 100 » depuis octobre 1905, et ce jusqu'en octobre 1908 date à laquelle il prendra un poste de professeur suppléant de philosophie aux lycées de Reims. Depuis la sortie d'Ulm en 1901, il a enchaîné les positions suivantes : professeur suppléant de philosophie au Lycée de Constantine [12 décembre 1901-avril 1902] ; délégué dans les fonctions de professeur de rhétorique au lycée de Montpellier [13 mai 1902-30 septembre 1902] ; lecteur de français à l'université de Göttingen [1^{er} octobre 1902- 30 septembre 1903] ; boursier d'études de Doctorat à la Sorbonne [1^{er} octobre 1903 - 30 septembre 1905] ; AN, AJ/16/6017 Académie de Paris - Personnel enseignant et administratif né avant 1905.

budgets de première main, l'apprenti sociologue met à distance les usages normatifs des philanthropes et des hygiénistes pour mieux affirmer le caractère scientifique des budgets comme méthode. En matière de résultats, il réaffirme, contre une naturalisation des besoins, sa conception d'une analyse de l'alimentation et des dépenses ouvrières soucieuse de restituer des pratiques et des significations, tout en permettant une analyse des différences de classe.

Les documents que j'ai identifiés rendent possible la description du déroulement de l'enquête et des enjeux qui lui sont attachés. La correspondance que Halbwachs entretient dans les années immédiatement antérieures à l'enquête avec deux autres jeunes normaliens, Jacques Chevalier (promotion 1900) et Robert Hertz (promotion 1901) lorsque ces derniers séjournent en Angleterre, offre de nouveaux éclairages sur ces années de formation. Elle dessine en creux le portrait d'un philosophe en transition vers la sociologie, curieux d'« expériences sociales » qui contribuent à façonner son approche sociologique des phénomènes économiques et sociaux. Je m'appuierai d'autre part sur les archives privées de deux collaborateurs à l'enquête : celles du normalien (promotion 1892) et géographe Albert Demangeon, professeur à l'université de Lille qui enquête dans le département du Nord¹ et celles de Jacques Chevalier, enquêteur à Cerilly (Allier) son village natal². La correspondance entre Halbwachs et Demangeon échangée au printemps 1907 contient une dizaine de lettres relatives à la participation de Demangeon en tant qu'enquêteur, depuis la lettre d'invitation jusqu'à la dernière dans laquelle Halbwachs le remercie pour sa participation et règle les derniers détails de leur collaboration. Elle donne à voir la division du travail qui s'opère à tous les échelons : entre Rowntree le commanditaire et Halbwachs le coordinateur, entre ceui-ci et les enquêteurs chargés du recueil des informations, ainsi qu'entre les enquêteurs lorsque ceux-ci se partagent le travail pour le recueil du budget et la notice

¹. Ces lettres se trouvent dans le Fonds Albert Demangeon, conservé à la Bibliothèque Mazarine, dans sa correspondance professionnelle. Elles ont été répertoriées par Denis Wolff, auteur d'une thèse de géographie historique : Denis Wolff, « Albert Demangeon (1872-1940). Sources et bibliographie », *Cybergeo : European Journal of Geography*, 5 juillet 2005. [revue en ligne : <http://journals.openedition.org/cybergeo/5493>]. À ma connaissance, elles n'ont jamais été utilisées. Bibliothèque Mazarine, Fonds Albert Demangeon-Perpillou, Correspondance professionnelle 1904-1917, dossier Maurice Halbwachs, H1-H10. J'ai consulté les carnets de jeunesse de Maurice Halbwachs et d'autres documents conservés à l'IMEC. Certains fonds d'archives se sont révélés très décevants, en particulier celui de Seebohm Rowntree à York dans lequel les archives des trente premières années d'activité n'ont pas été conservées ; le fonds Célestin Bouglé, à la BNF (site Richelieu) où nous n'avons rien trouvé dans la correspondance, qu'elle soit familiale, amicale ou professionnelle ; pas plus que dans la *Dépêche du Midi*, à laquelle il collaborait pourtant très régulièrement et intégralement dépouillée pour les années 1907-1908 ; le fonds Charles Rist à la banque de France ne contient aucune trace de la participation de l'économiste à cette enquête. Stéphane Baciocchi m'a aidée à vérifier également les correspondances de Maurice Halbwachs avec Marcel Mauss [Collège de France], Albert Thomas [AN - Pierrefitte] et Robert Hertz [Collège de France, Laboratoire d'anthropologie sociale]. Pour les autres collaborateurs moins illustres qui n'ont pas laissé d'archives, une recherche biographique a néanmoins été menée dans la mesure du possible.

². AN, Fonds Jacques Chevalier, 61 AJ/100 Correspondance amicale. Autres amis de jeunesse (1901-1955) – Maurice Halbwachs.

monographique. Les lettres éclairent également sur le type d'informations auxquelles enquêtés et enquêteurs sont attentifs et celles qui sont laissées de côté. D'une nature un peu différente, les archives de Jacques Chevalier se, révèlent tout à fait complémentaires des précédentes. D'une part ses carnets personnels portent la trace de sa visite à deux des trois familles auprès desquelles il a enquêté et illustrent l'une des manières mises en œuvre pour recueillir l'information. Si la correspondance avec Demangeon permet de renseigner en partie la réalisation des budgets de dépenses, les carnets de Chevalier donnent un exemple de la manière dont les familles ont pu être choisies et du type de relation liant l'enquêteur et la famille enquêtée. Les carnets restituent le caractère concret des visites qui ont été rendues aux familles, et le regard qu'un enquêteur peut porter sur un univers qui lui est peu familier. Dans ses différentes publications, Maurice Halbwachs a laissé de cette enquête plus de traces qu'il n'y paraît de prime abord ; mais sans éléments de connaissance relatifs au contexte et au déroulement de l'enquête, elles sont passées inaperçues. On peut désormais les exploiter, qu'il s'agisse des noms des collaborateurs à l'enquête par une approche prosopographique, ou du travail de collecte par les nombreux propos rapportés des personnes enquêtées, et des descriptions, notamment des intérieurs ouvriers ou de leurs menus.

Je reviendrai dans un premier temps sur la commande de Seebhom Rowntree. L'enquête par budgets de famille s'inscrit dans une série de questionnements et de travaux empiriques sur les questions ouvrières qu'il a menés à York, et qu'il souhaite élargir à d'autres pays européens. Il passe pour cela par la nébuleuse réformatrice et socialiste, dans laquelle on soupçonne la place centrale du réseau des normaliens socialistes. Cette enquête de première main échoit à Maurice Halbwachs, aux côtés de François Simiand. Elle permet au jeune normalien qui a rejoint deux ans plus tôt l'équipe de *l'Année sociologique*, de se positionner en tant que sociologue, en se démarquant des approches normatives et essentialistes en vigueur chez les philanthropes et hygiénistes et en construisant d'autre part l'observation directe des budgets comme méthode scientifique et sociologique. Les « budgets » se composent ainsi d'un volet monographique et d'un volet sur les dépenses, qui forment les deux outils de la collecte. Je montrerai que la morphologie de l'enquête est façonnée par d'autres réseaux socialistes et militants, par lesquels Halbwachs recrute une grande partie des enquêteurs et des familles enquêtées. Il en publie les résultats à plusieurs reprises entre 1908 et 1939, en mettant l'accent sur différents aspects selon les interlocuteurs et les enjeux spécifiques à chaque période relative aux enquêtes par budgets de familles et à l'observation de la distribution des dépenses. Outre ses observations sur les différenciations sociales, revenir sur cette enquête et sa documentation donne à voir un sociologue soucieux, dans les premiers temps de ses travaux sur les budgets ouvriers, de restituer au-delà des chiffres, des usages et des goûts.

UN ENQUÊTE PAR BUDGETS DE FAMILLE D'INITIATIVE PRIVÉE ET BRITANNIQUE

Seeböhm Rowntree commande à Maurice Halbwachs une enquête par budgets de famille afin de « déterminer les conditions de vie des ouvriers et paysans en France par les mêmes méthodes qu'il avait étudié dans son livre *Poverty*¹ la situation des ouvriers de la ville d'York² ». Cette commande s'inscrit dans une recherche plus large visant à comparer la France, la Belgique, la Suisse et l'Allemagne. Rowntree est persuadé que la solution au problème de la pauvreté en Angleterre se trouve dans la méthode d'exploitation des terres et le type de régime foncier. C'est ce qu'il soutient en conclusion du volet belge de l'étude dont les résultats sont publiés en 1910 respectivement en anglais et en français sous les titres *Land and Labour. Lessons from Belgium / Comment diminuer la misère ? Études sur la Belgique*³. La démonstration est la suivante : la très forte subdivision du sol qui prévaut en Belgique permet à un habitant sur dix d'être propriétaire foncier contrairement à l'Angleterre où « il n'y a que vingt-sept personnes dans le pays entier qui possèdent chacune plus de 2000 hectares ». Appliqué à l'Angleterre, le régime foncier Belge aurait pour résultat « immédiat [...] d'arrêter l'émigration actuelle de la main d'œuvre vers les villes, et en réduisant dans ces dernières la quantité de bras disponibles, de fortifier la position de l'ouvrier urbain et d'élever ses salaires⁴ ».

Dans cette perspective, la commande qu'il passe à Halbwachs correspond à l'enquête par budgets de famille du volet français de l'étude, sur le modèle de l'enquête qu'il est en train de conduire en Belgique. Celle-ci consiste en le recueil d'une somme considérable d'informations : données publiques relatives à l'industrie, à l'agriculture, aux finances et aux transports publics et à « la situation du peuple ». Cette dernière section comprend, sur le front belge, une enquête par

¹. B.S. Rowntree, *Poverty, a study of town life*, op. cit.

². Maurice Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », *Bulletin de la statistique générale de la France*, octobre 1914, vol. 4, n° 1, p. 47.

³. Benjamin Seeböhm Rowntree, *Land and labour, lessons from Belgium*, London, Macmillan, 1910, 633 p. ; B.S. Rowntree, *Comment diminuer la misère. Études sur la Belgique. Traduit de l'anglais par A.-J.-A. Hotermans*, op. cit. Maurice Halbwachs en publie un élogieux compte rendu dans la *Revue du mois*, tout en précisant « qu'il faut souhaiter que M. Rowntree, comme il en avait d'abord l'intention, étudie avec la même conscience et la même rigueur les conditions économiques françaises » : Maurice Halbwachs, « Frédéric Engels. Philosophie, économie politique, Socialisme (contre Dühring), traduit par Laskine (Giard et Brière) - P. Kropotkine. Champs, usines et ateliers, traduit par Leray (Stock). - Clark. Principes d'économie dans leur application aux problèmes modernes de l'industrie et de la politique moderne (Giard et Brière). - Ernest Mahaim. Des abonnements d'ouvriers sur les lignes de chemin de fer belges et leurs effets sur le régime alimentaire (Misch et Thron). - Slosse et Waxweiler. Enquête sur le régime alimentaire (Misch et Thron). - B. Seeböhm Rowntree. Comment diminuer la misère ? Études sur la Belgique, traduit par A.J.A. Hotermans, (Giard et Brière). - Nogaro et Moye. Les régimes douaniers (Colin). - Seligman. Théorie de la répercussion de l'impôt, traduit par Suret (Giard et Brière). - René Maunier. L'origine et la fonction économique des villes (Giard et Brière). », *La Revue du mois*, 1912, vol. 13, p. 114- 116.

⁴. B.S. Rowntree, *Comment diminuer la misère. Études sur la Belgique. Traduit de l'anglais par A.-J.-A. Hotermans*, op. cit., p. 552- 553.

budgets de famille portant sur « 54 familles ouvrières des villes et 16 de la campagne [...] obtenus de novembre 1906 à août 1908 dans différentes parties du pays¹ ». Il fournit à Halbwachs ses outils de collecte qu'il a éprouvés à deux reprises (à York et en Belgique) et qu'il présente longuement dans ses ouvrages.

Dans les pas de Seebohm Rowntree et de son enquête sur la pauvreté à York (1899)

Seebohm Rowntree est l'*alter ego* de Charles Booth, industriel et réformateur anglais qui, dans les années 1890, avait entrepris une cartographie de la pauvreté à Londres². Fils de l'industriel quaker Joseph Rowntree patron d'une chocolaterie à York, Seebohm, après une formation en chimie réintègre la chocolaterie familiale. Rapidement, il s'intéresse aux questions sociales et, avec en tête l'exemple de l'enquête de Charles Booth, se met à investiguer la pauvreté dans sa propre ville. Toutefois, son biographe Asa Briggs insiste sur le fait qu'il se distingue nettement, sur sa manière d'envisager les questions de pauvreté, de ses contemporains réformateurs. Il s'agit moins pour Rowntree de qualifier ou de classer les pauvres selon des critères moraux que de chercher à les dénombrer et à les classer selon des critères scientifiques, remplaçant les sentiments [*sentiments*] par des faits [*facts*]³. En 1901, après deux ans d'enquête, il publie *Poverty, A Study of Town Life*, ouvrage dans lequel il distingue deux types de pauvreté⁴ : d'une part, une pauvreté primaire qui concerne des familles dont le revenu total est insuffisant à obtenir le minimum nécessaire à l'entretien de la simple santé physique ; d'autre part, une pauvreté secondaire qui affecte les familles dont le revenu suffirait à assurer cet entretien s'il n'était partiellement absorbé par d'autres dépenses jugées inutiles. Pour déterminer le minimum nécessaire à l'entretien physique, Rowntree s'appuie sur les recherches récentes du physiologiste américain Wilbur O. Atwater. Pionnier de la nutrition aux États-Unis, ce dernier orchestre un mouvement cherchant à montrer comment la science de la nutrition peut améliorer les conditions de vie des ouvriers en leur enseignant des façons économiques de se nourrir⁵.

Dès l'introduction de son ouvrage Rowntree explique qu'il a préféré la méthode « intensive » c'est-à-dire l'étude détaillée d'une seule ville typique, à la méthode « extensive », davantage pratiquée par les Américains, qui se traduirait par le rassemblement de statistiques et

¹. *Ibid.*, p. 351.

². C. Topalov, *Histoires d'enquêtes*, *op. cit.*

³. Asa Briggs, *Social thought and social action: a study of the work of Seebohm Rowntree, 1871-1954*, London, Longmans, 1961, p. 29 ; Asa Lord Briggs, « Seebohm Rowntree's Poverty: A Study of Town Life in Historical Perspective » dans Jonathan Bradshaw et Roy Sainsbury (eds.), *Getting the Measure of Poverty. The early legacy of Seebohm Rowntree*, Aldershot, Ashgate, 2000, p. 10.

⁴. B.S. Rowntree, *Poverty, a study of town life*, *op. cit.*

⁵. Naomi Aronson, « Nutrition as a Social Problem: A Case Study of Entrepreneurial Strategy in Science », *Social Problems*, juin 1982, vol. 29, n° 5, p. 474-487.

de renseignements de diverses sortes sur différentes villes du Royaume-Uni. Par ce type d'enquête, il s'agit, à partir d'informations collectées au sujet de l'habitat, des professions, des revenus, de l'alimentation et plus généralement des conditions de vie de l'ensemble des « *wage-earning families* », d'évaluer l'étendue et la nature de la pauvreté dans une ville de province, celle de York. Réalisée principalement entre janvier et septembre 1899, elle concerne 11.560 familles, soit 46.754 personnes (sur une population totale de 75812¹), réparties dans 388 rues. La présentation du déroulement de l'enquête par Rowntree est un peu différente de celle qu'en livre Briggs dans la biographie qu'il lui consacre. Nous en déduisons que le jeune chimiste, âgé de 30 ans lorsqu'il se lance dans cette aventure, s'appuie d'abord sur un ensemble d'enquêteurs ponctuels et bénévoles - prêtre de l'église anglicane, travailleurs volontaires et visiteurs des pauvres -, avant de s'apercevoir de la nécessité de recourir à un enquêteur à temps plein qui recueille les informations de façon systématique en parcourant la ville de maison en maison². Cet enquêteur bénéficie de l'appui de la première assistante à temps plein de Rowntree, Miss Harlock, inspectrice sanitaire³. La familiarité de celle-ci avec les familles ouvrières et avec la pauvreté due à son expérience « du *settlement work* dans le East End⁴», convient parfaitement à ce type d'enquête. Elle fera d'ailleurs la preuve, quelques années plus tard, de son empathie pour les familles pauvres dans le cadre d'une enquête qu'elle mène pour le compte de la *Royal Commission of the Poor Law* auprès de personnes auxquelles a été refusée une aide à domicile [*out-door relief*]. Alors que cette forme d'aide est féroce combattue par les *Poor Law Commissioners*, tout comme les membres de la *Charity Organisation Society* qui se targuent de faire de la charité scientifique⁵, Miss Harlock la défend arguant qu'elle bénéficierait directement à l'entretien des enfants des ménages concernés⁶.

À York, l'enquêteur principal aidé des enquêteurs bénévoles recueille directement auprès des familles des renseignements sur la composition des ménages et leurs caractéristiques, sur le logement (nombre de ménages dans l'immeuble, nombre d'habitants par WC et par points d'accès à l'eau-potable, nombre de pièces par logement etc.), sur les « *occupations* » des

¹. D'après A. Briggs, *Social thought and social action*, *op. cit.*, p. 25.

². B.S. Rowntree, *Poverty, a study of town life*, *op. cit.*, p. 14.

³. D'après A. Briggs, *Social thought and social action*, *op. cit.*, p. 29.

⁴. A. Briggs, *Social thought and social action*, *op. cit.*

⁵ Sur la position de la Charity organisation Society (COS) à l'égard de l'aide en nature en famille, et notamment alimentaire : Anne Lhuissier, « Soup Kitchen. L'encadrement philanthropique à l'épreuve des budgets ouvriers (Londres, 1875-1906) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, octobre 2013, n° 199, p. 78-87. Plus généralement, sur les modes d'organisation locale de la COS : A. Briggs, *Social thought and social action*, *op. cit.*

⁶ Miss G. Harlock, *Report to the Royal Commission of the Poor Laws and Relief of Distress on an Inquiry in Certain Unions into Cases of Refusal of Out-Relief*, London, Printed for His Majesty's Stationary Service, 1910, p. 60.

différents membres des ménages, éventuellement les salaires et toute autre observation que les enquêteurs souhaiteraient ajouter. Rowntree précise qu'à quelques exceptions les familles sont disposées à donner des informations correctes et qu'il a vite appris à faire la distinction entre la vérité [*truth*] et le mensonge [*falsehood*]. En cas de doutes, les voisins sont sollicités pour procéder à certaines vérifications¹. En ce qui concerne le montant des salaires, Rowntree profite de son accès facilité, en tant qu'industriel, aux principaux employeurs de la ville qui lui fournissent les « *wage books* » pour plus de 95% des familles enquêtées. Enfin, l'enquête de porte à porte et celle sur les salaires sont complétées par une enquête par budgets de famille dont il se charge personnellement. À partir des budgets, il s'intéresse tout particulièrement au régime alimentaire [*diet*] des familles ouvrières, considérant que cette question est « intimement associée au problème de la pauvreté ». Comme il l'indique dans son ouvrage, « par les fréquentes visites rendues aux familles durant la période pendant laquelle leur régime alimentaire était étudié, et par d'autres manières, l'auteur se satisfait que les informations relatives aux budgets soient précises² ». Toutefois, 18 budgets de familles sont retenus sur les 33 initialement dressés, certains ayant été écartés car ils étaient susceptibles de ne pas être suffisamment exacts. Cette précaution donne une idée, par rapport au chiffre affiché de 11.000 familles visitées, de la minutie requise dans le recueil des budgets. On ne connaît pas les sources de l'inexactitude : oublis, abandons, imprécisions ? En revanche les dates auxquelles les budgets ont été tenus montrent que ce volet de l'enquête sur York mené entre octobre 1898 et juin 1901 s'est beaucoup plus étalé dans le temps que l'enquête de porte à porte. Cet étalement dans le temps et la perte de près de la moitié d'entre eux, suffit à relativiser la satisfaction que Rowntree manifeste dans son ouvrage à l'égard de ce volet de son étude sur York, et laisse envisager le caractère fastidieux de l'exercice demandé aux familles.

Dans son ouvrage, Rowntree décrit avec précision les documents remis aux ménagères [*housewives*] pour qu'elles y inscrivent les informations nécessaires pour dresser les budgets :

« Les cahiers [*note-book*] étaient préparés et distribués aux familles choisies pour en étudier le régime alimentaire. Sur la première page on demandait à la ménagère d'écrire le montant total des revenus reçus pendant la semaine, quelle que soit la *source*, en argent ou en nature (y compris les dons [*gifts*]), l'âge et le sexe de tous les membres du ménage, et la somme payée pour le loyer. Suivaient ensuite 14 pages, deux pour chaque jour de la semaine. Sur l'une de ces pages on demandait à la ménagère de conserver le compte de tout l'argent dépensé, en montrant le type et la quantité des biens achetés chaque jour et de leur prix. Sur la page opposée, on lui demandait d'établir ce que la famille avait mangé à chaque repas, et le nombre de personnes présentes. Il semblait important que ces cahiers puissent être remplis par chaque famille pour autant de semaines que possible, afin qu'une déclaration

¹. B.S. Rowntree, *Poverty, a study of town life*, *op. cit.*, p. 14.

². *Ibid.*, p. 225.

juste [*fair statement*] soit obtenue au regard de leur dépense moyenne et de leur alimentation¹. »

À partir des informations ainsi obtenues, Rowntree procède aux mêmes types de calculs utilisés pour déterminer les types de pauvreté : le relevé des dépenses (et quantités) alimentaires et des menus, lui permet d'évaluer la quantité d'énergie (soit le nombre de calories) par personne, puis la proportion des trois principaux nutriments qui la composent (protéines, lipides [*fats*] et glucides [*carbohydrates*]), en étant particulièrement attentif aux protéines, « le seul nutriment [...] capable de réparer la perte constante au niveau musculaire et par conséquent un apport adéquat de protéine doit être présent dans le régime alimentaire pour réparer la perte musculaire² ». La troisième estimation porte sur le coût de ces régimes alimentaires. L'alimentation de chaque famille est rapportée à une unité commune régime homme /jour, en s'appuyant sur le standard américain de l'époque fixé à 3500 calories/jour pour un homme au travail musculaire modéré. Rowntree conclut de cette section que le régime alimentaire des familles ouvrières est « sérieusement inapproprié » [*seriously inadequate*] puisqu'elles « reçoivent 25% de nourriture en moins que ce qui a été prouvé par les experts scientifiques être nécessaire pour le maintien de l'efficacité physique³ ». Il en déduit plus concrètement encore que 10% de la population totale d'York sont dans un état de pauvreté primaire et 18% dans un état de pauvreté secondaire ; soit plus du quart de la population (28%) de la ville qui vit dans un état de pauvreté, proportion similaire, comme Rowntree le rappelle, à celle mise en avant par Booth pour la ville de Londres. Cette enquête le conduit à en entreprendre une seconde pour réfléchir à « comment diminuer la misère », titre de l'ouvrage publié à l'issue du volet belge de l'enquête initiée une dizaine d'années plus tard en Europe et dans le cadre de laquelle intervient la commande que Rowntree passe à Maurice Halbwachs au printemps 1907.

Mais avant d'entrer dans le détail du déroulement de l'enquête, sa coordination et le travail de collecte, il convient de se demander comment Maurice Halbwachs, jeune membre de l'école sociologique durkheimienne qui n'a encore que très peu publié sur les budgets de famille hormis quelques comptes rendus dans *L'Année sociologique*, se trouve chargé de cette enquête ? En l'état actuel de la documentation, rien ne permet d'attester que les deux hommes se sont rencontrés *de visu*. Deux hypothèses sont à explorer. La première invite à considérer les connexions anglaises qu'offrent deux amis normaliens de Halbwachs, Robert Hertz et Jacques Chevalier ; la seconde invite à s'interroger sur le rôle possible de François Simiand, via l'Office du

¹. *Ibid.*, p. 223-224. Traduction par nos soins.

². *Ibid.*, p. 227.

³. *Ibid.*, p. 303.

Travail du ministère du Commerce et de l'Industrie dont il est le bibliothécaire¹. En réalité, il s'agit certainement un peu des deux, le lien passant par un engagement militant proche du socialisme, qui sous-tend le projet d'enquête.

Entre Rowntree et Halbwachs, la nébuleuse réformatrice et socialiste

Comment les deux hommes sont-ils entrés en contact ? Les archives de Seebohm Rowntree conservées à York n'existent plus pour la période antérieure aux années 1930, mais d'autres éléments permettent de repérer les canaux par lesquels a pu se faire la connexion.

Les amis normaliens de Halbwachs intéressés par la Fabian Society, les Trade Unions et les social settlements anglais

La première connexion possible concerne deux amis normaliens de Maurice Halbwachs : Robert Hertz et Jacques Chevalier. Avec Hertz, Halbwachs partage depuis Ulm un ensemble d'activités et d'engagements propres au « socialisme normalien² ». Ils sont notamment membre de la Société des visiteurs³ et du Groupe de l'Unité socialiste, réseau ancien et durable. L'amitié avec Chevalier est beaucoup plus récente. S'ils se connaissent aussi de la rue d'Ulm, ils ne s'y côtoyaient guère. Halbwachs ne partageait vraisemblablement pas la ferveur religieuse qui caractérise Chevalier. C'est plus tard, à la faveur d'une correspondance entre les deux hommes lors d'un long séjour d'études de Chevalier en Angleterre pendant les années 1904-1905, qu'ils commencent à s'apprécier, comme l'indique Halbwachs dans plusieurs de ses lettres et dont voici un exemple :

« À l'École je t'ai peu connu : cela tient à la différence des promotions, mais aussi à l'intransigeance un peu exclusive qui était alors la mienne, et qui m'éloignait peu intelligemment des gens ne partageant point mes idées religieuses et sociales : comme je te le disais le dernier jour, j'en suis revenu ; la science religieuse et la sociologie sont loin d'être faites ; j'ai de la sympathie pour tous ceux qui s'occupent de ces recherches avec conviction et

¹. François Simiand (1873-1935), entre en 1900 au ministère du Commerce comme auxiliaire temporaire au service de la bibliothèque, et devient bibliothécaire l'année suivante. Alfred Franklin, *Guide des savants, des littérateurs et des artistes dans les bibliothèques de Paris*, s.l., Welter, 1908, p. 116.

². Christophe Charle, « Les normaliens et le socialisme » dans Madeleine Rebérioux et Gilles Candar (éds), *Jaurès et les intellectuels*, Éditions de l'Atelier/ Éditions ouvrières, Paris, 1994, p. 133-168 ; Christophe Prochasson, « Jaurès, l'École socialiste et le socialisme normalien », *Bulletin de la Société des études Jauresiennes*, 1982, vol. 84, p. 3-7 ; Christophe Prochasson, « Jean Jaurès et les intellectuels du "socialisme normalien" (1900-1914) », *Bulletin des études Jauresiennes*, 1986, vol. 102-103, p. 15-18.

³. La Société des visiteurs est une association philanthropique scientifique à laquelle appartiennent également d'autres normaliens tels que François Simiand ou Albert Thomas ainsi que des membres de l'Office du Travail tels qu'Arthur Fontaine. Sandra Dab, « Bienfaisance et socialisme au tournant du siècle : la Société des visiteurs, 1898-1902 » dans Christian Topalov (éd), *Laboratoires du nouveau siècle : la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Éd. de l'EHESS, Paris, 1999, p. 219-235.

sérieusement ; et comme j'ai reconnu que tu étais de leur nombre, j'ai senti qu'il me serait précieux d'être un de tes amis[...]»¹ ».

Robert Hertz et son « ami » Chevalier séjournent assez longuement en Angleterre entre 1904 et 1906, et se croisent parfois au *British Museum*, comme l'indique une lettre du premier à sa mère datée du 26 août 1906². Halbwachs fait également deux courts séjours en Angleterre. Il se rend une première fois à Londres en 1903, sans que l'on sache toutefois dans quel but. Puis il séjourne deux semaines en 1904 ; la première à Oxford où il rencontre Chevalier, la seconde à Londres, où il côtoie Hertz³ : « Nous passons de très bonnes journées de travail au British (...). J'ai rencontré là-même Hertz, chez qui nous allons passer une partie de cet après-midi : nous parlerons beaucoup de toi⁴ ». Il est alors chargé par Émile Boutroux⁵ d'identifier et de cataloguer les manuscrits de Leibniz pour le compte de l'Académie des sciences et de l'Académie des sciences morales et politiques⁶. Cette « mission », telle qu'elle est désignée dans son dossier de candidature au Collège de France, le conduit également à voyager une huitaine de jours, en février 1905, en Belgique et Hollande, puis, dans le désordre, à Amsterdam, Leiden, La Haye, Bruxelles⁷. Ces différents séjours sont l'occasion pour lui de « pénétrer un peu les hommes⁸ » et de rencontrer, dans la mesure du possible, comme il le fera aussi à Chicago, des représentants syndicaux ou

¹. AN, Fonds Chevalier, lettre non datée, probablement printemps 1905.

². Collège de France, LAS, archives Hertz. 02 correspondance Hertz 1886-1913.

³. Il séjourne à Oxford avec son épouse du mardi 22 novembre au mardi 29 novembre 1904, puis demeure à Londres la semaine suivante.

⁴. AN, Fonds Chevalier / AP684/15 Correspondance amicale. Autres amis de jeunesse (1901-1955) – Maurice Halbwachs. Lettre envoyée depuis Londres le 4 décembre 1904, 4f. Voici comment se déroulent ses journées : « Je suis très occupé à Londres. Jusqu'à 5 heures, je vis dans le Leibniz ; puis je m'accorde 1h ½ de lectures économiques ; le soir, nous nous promenons jusqu'à 10h ¼, 11h. Nous passons de très bonnes journées de travail au British : la Library est bien l'endroit, peut-être unique au monde, où les conditions matérielles de l'étude sont ce qu'on les imagine, dans un état d'aristocratie scientifique, de l'avenir. – J'ai plus à cataloguer qu'à copier ; mais je dois me battre avec les éditions complètes, où les textes imprimés se dissimulent ».

⁵. Emile Boutroux (1845-1921), ancien élève de l'École normale, agrégé de philosophie. En 1888, il devient professeur d'histoire de la philosophie moderne à la Sorbonne et membre de l'Académie des sciences morales et politiques. Angèle Kremer-Marietti, « Boutroux Émile (1845-1921) » dans *Dictionnaire des philosophes*, 2e éd. rev. et augm., Paris, Presses universitaires de France, 1993, vol. 2/1, p. 416.

⁶. Cette information est mentionnée dans son dossier de candidature au Collège de France. Collège de France, 16 CDF art 182 Maurice Halbwachs – Psychologie collective 1844-1945 / pièce 3 candidature, Titres et travaux, f. 1.

⁷. « Je viens de faire en Belgique et Hollande un voyage d'une huitaine, toujours en quête de Leibnitiana : j'ai trouvé à Amsterdam une longue lettre sur des questions de méthode mathématique, plus intéressante que tous les ms rencontrés en Angleterre et ailleurs : à Leiden et La Haye, des textes édités, mais mal connus, et qui m'ont donné occasion de lire beaucoup de Leibniz et du meilleur ; à cet égard, je n'ai pas perdu mon temps ». AN, Fonds Chevalier AP684/15 Correspondance amicale. Autres amis de jeunesse (1901-1955)- Maurice Halbwachs. Lettre datée du 21 février 1905, 3f.

⁸. Il s'ensuit un long paragraphe décrivant ses rencontres (les jésuites du collège St Michel à Bruxelles, le député socialiste Vandervele à La Hulpe), les topographies des villes, les caractères de leurs habitants, et des sujets tels que le socialisme, l'anticléricalisme ou le syndicalisme. AN, Fonds Chevalier AP684/15 Correspondance amicale. Autres amis de jeunesse (1901-1955)- Maurice Halbwachs. Lettre datée du 21 février 1905, f. 2-3.

d'expérimentations sociales. C'est ainsi qu'à Oxford puis Londres, il demande à Chevalier de le recommander à différentes personnalités : « Et laisse-moi te remercier encore de tes efforts pour nous faire mieux sentir Oxford ; grâce à toi j'ai pu causer avec nombre de gens curieux à connaître : tu m'as fait profiter de tes relations d'une manière vraiment généreuse¹ ». La correspondance qu'Hertz et Chevalier entretiennent durant leurs séjours anglais a notamment pour objet d'échanger informations et introductions auprès de leurs réseaux mutuels. C'est ainsi que Chevalier demande à Hertz la possibilité de rencontrer Rowntree via ses réseaux fabiens :

« D'abord je veux te dire tout de suite que j'espère fermement pouvoir te rendre le petit service que tu me demandes. Je connais un ami personnel de Rowntree (qui n'est pas un économiste, mais un Fabien et un médecin) qui ne demande pas mieux, je pense, que de te recommander à lui. Je le verrai vendredi et lui en parlerai. Si cela ne marchait pas, je chercherai autre chose : c'est un vrai plaisir pour moi que de pouvoir t'être utile.² »

Hertz est très investi dans la *Fabian Society* dont il ramène le modèle en France. La Société fabienne est un mouvement intellectuel britannique dont le but est de promouvoir la cause socialiste par des moyens réformistes et progressifs³. Rowntree n'est pas Fabien à proprement parler, mais il est décrit par Briggs comme « sympathique » au socialisme dans une version pratique ni utopique, ni théorique et pas acquis à l'idée de la lutte des classes. Nous savons également, toujours par son biographe, qu'il a reçu chez lui le couple Webb en mai 1899 alors qu'il travaillait à son livre, et que ses deux principaux collaborateurs à la suite de Mrs Harlock, May Kendall et Bruno Lasker, ont contribué à fonder la branche de la société fabienne à York⁴.

Il est possible que Chevalier ait finalement rencontré Rowntree lors d'un séjour à York, par l'intermédiaire d'Hertz, comme il l'écrit à ses parents dans une lettre envoyée depuis Sheffield le 19 décembre 1904 :

« Le Rev. Blackshaw, ministre congrégationaliste dont j'avais fait la connaissance en juillet, est un homme de 35 ans, un esprit très ouvert, très libéral, qui me plait beaucoup ; il fait preuve à Sheffield d'une très grande activité sociale et religieuse. Je me propose d'étudier en détail son œuvre, qui en est à la période de lutttes, d'élaboration, et qui constitue un effort original pour renouveler les méthodes des vieux Non conformistes anglais ; de plus il m'introduira dans les usines, les écoles, les chapelles, aux séances des syndicats fameux, les Trade-Unions, et dans tous les milieux vivants de cette ville extraordinairement vivante : je pourrai ainsi mener à bonne fin l'étude que j'ai projetée, où je montrerai le rapport des conditions sociales, économiques et industrielles avec l'activité religieuse dans une ville donnée. Je ferai la même

¹. AN, Fonds Chevalier - 684AP/15 Correspondance amicale. Autres amis de jeunesse (1901-1955). Lettre du dimanche 4 décembre 1904.

². AN, Fonds Chevalier - 684AP/15 Correspondance amicale. Autres amis de jeunesse (1901-1955) – Robert Hertz. Lettre de Hertz datée du 7 décembre 1904.

³ Yann Béliard, « Les enquêtes de la Société fabienne sur la vie ouvrière (Grande-Bretagne, 1884- 1914) » dans Éric Geerkens et al. (éds), *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine. Entre pratiques scientifiques et passions politiques*, Paris, La Découverte, 2019, p. 80-97.

⁴. A. Briggs, *Social thought and social action*, op. cit.

étude à York, avec un économiste fameux, Rowntree, auquel un ami d'Hertz m'a recommandé¹.»

Nous savons qu'il est allé à York. Dans une lettre du 21 février 1905, Halbwachs lui écrit : « Hertz m'a écrit qu'il t'a rencontré à Sheffield. Tu me parles de Newcastle et d'York ». Puis, dans une lettre non datée : « Je serai bien heureux d'avoir de toi directement des renseignements sur Rowntree, sur tes enquêtes et les résultats où tu as pu aboutir² ». Ainsi Rowntree pourrait avoir été mis en contact avec Halbwachs par l'entremise de Chevalier et du réseau fabien de Hertz.

François Simiand et l'Office du Travail dans une perspective scientifique et socialiste

Dans la seconde hypothèse, la demande a pu échoir à Halbwachs par l'intermédiaire de François Simiand, alors bibliothécaire à l'Office du Travail du ministère du Commerce et de l'Industrie. Créé en 1891, l'Office du Travail a pour objet de produire des enquêtes et des statistiques sur le travail, la production et les relations sociales pour les législateurs, les syndicalistes et les réformateurs³. Les recherches y prennent la forme « d'enquêtes statistiques directes (Fontaine, March sur les salaires et la durée du travail), de monographies perpétuant la tradition le playssienne d'étude des budgets ouvriers (Du Maroussem), ou d'informations collectées à des fins administratives et transformées en tableaux statistiques⁴ ». Il ne serait donc pas surprenant que Rowntree, de la même façon qu'il a procédé pour l'enquête Belge en mobilisant les fonctionnaires des principaux ministères concernés, se soit adressé à l'Office pour lancer une étude sur les conditions de vie des ouvriers. En outre, tout au long de son enquête en Belgique, il est guidé par l'avocat gantois Louis Varlez (1863-1930) qui lui-même gravite dans la nébuleuse réformatrice française, via le Musée social et plus particulièrement Max Lazard. Varlez et Lazard se sont rencontrés en 1906 à Milan lors du Premier congrès international pour la lutte contre le chômage. Lazard côtoie lui-même le personnel de l'Office et circule dans diverses institutions proches des durkheimiens. Par exemple, dès 1899 il est membre, avec Simiand et Halbwachs, de la Société des visiteurs⁵. Tous trois se retrouvent également aux *Notes critiques* dirigées par Simiand.

¹. AN, Fonds Chevalier, 684AP/9 Correspondance familiale/ Pochette Lettres de Jacques Chevalier à ses parents, [f.3]

². AN, Fonds Chevalier, 684AP/15 Correspondance amicale. Autres amis de jeunesse (1901-1955).

³. Isabelle Lespinet-Moret, *L'Office du travail, 1891-1914 : la République et la réforme sociale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007, 370 p.

⁴. Alain Desrosières, « Histoires de formes : statistiques et sciences sociales avant 1940 », *Revue Française de Sociologie*, 1985, vol. 26, n° 2, p. 283.

⁵. S. Dab, « Bienfaisance et socialisme au tournant du siècle : la Société des visiteurs, 1898-1902 », art cit. Lazard et Simiand sont membres du groupe de Passy et Halbwachs de celui dit de l'École normale : Société charitable des visiteurs pour le relèvement des Familles malheureuses, *Annuaire 1899, Rapports, comptes rendus & statuts*, Paris, J. Mersch imprimeur, 1899.

Simiand connaît et apprécie les travaux de Rowntree. Il a publié un compte rendu de *Poverty* dans *L'Année sociologique* en même temps que de l'ouvrage de Booth sur Londres. En dépit de quelques critiques de méthode concernant l'enquête de Booth, en particulier sur la « représentativité de la condition des familles » enquêtées par les *school boards* ou encore sur l'imprécision de certaines notions telles que pauvreté ou indigence, il juge le travail « considérable », d'une « valeur et d'une utilité incontestables¹ ». Parce que l'enquête de Rowntree menée à York est plus circonscrite, « plus précise et détaillée », Simiand est plus enthousiaste encore. Il termine son compte rendu descriptif des résultats de l'enquête par une appréciation plus globale des deux ouvrages :

« Il est d'autant plus frappant peut-être que, en gros, les résultats coïncident : le paupérisme atteignant environ le tiers de la population, les causes de l'indigence plutôt économiques et sociales qu'individuelles ou accidentelles, la condition irrémédiable (en l'état des choses) des "faibles économiques", faibles par l'âge ou le sexe, faibles par la capacité insuffisante de production, voilà quelques résultats très nets que l'une et l'autre enquête mettent en évidence. L'une et l'autre constitueront plus tard, pour des comparaisons ultérieures, une base de connaissance précise et fondée sur la répartition des classes et le type des conditions dans les villes industrielles à la fin du XIX^e siècle² .»

L'enquête que Rowntree projette de mener en France donne potentiellement à Simiand la possibilité d'expérimenter la méthode des budgets de famille, qu'il considère comme le principal outil de connaissance des classes économiques. L'intérêt qu'il porte aux budgets et plus généralement aux conditions de vie des ouvriers est double. Sous-tendu par une approche scientifique, il l'est aussi par son engagement socialiste. Il faut selon lui « articuler la lutte sociale sur les acquis de la science sociale³ ». En 1904 il soutient une thèse de droit sur le salaire des ouvriers des mines⁴ dans laquelle il construit « un modèle sociologique antagoniste des patrons et des ouvriers⁵ », incompatible avec un indicateur synthétique tel que ceux utilisés par la statistique mathématique prônée par Lucien March. Parallèlement à ses activités savantes, il est membre du groupe de l'Unité socialiste fondé par Lucien Herr en 1899 ainsi que secrétaire de rédaction des *Notes critiques* (janvier 1900-1906) qui repose sur les collaborateurs à *L'Année sociologique*, sur le

¹. François Simiand, « BOOTH (Charles). - Life and labour of the people in London. 1st Series: *Poverty* [2^d edit., 4 vol.]. 2^d Series: *Industry* [2^e edit., 5 vol.]. 3^d Series: *Religious influences* [7 vol.]. Final volume: Notes on social influences and conclusion. (Vie et travail du peuple à Londres) Londres, Macmillan, 1902-1903, 17 vol. in-8 », *L'Année sociologique*, 1904, vol. 1902- 1903, 7^e année, p. 610-611.

². François Simiand, « ROWNTREE (B. Seebhom). - Poverty. A study of town life, (*Pauvreté, Étude de vie urbaine*). London, Macmillan, 1902, xix-426p. in-18. », *L'Année sociologique*, 1904, vol. 1902- 1903, 7^e année, p. 613.

³. Lucien Gillard et Michel Rosier (éds), *François Simiand, 1873-1935 : sociologie, histoire, économie*, Amsterdam [Paris], Éd. des Archives contemporaines, 1996, p. 49.

⁴. François Simiand, *Le salaire des ouvriers des mines de charbon en France : contribution à la théorie économique du salaire*, Paris, É. Cornély & Cie, 1907, 520 p.

⁵. A. Desrosières, « Histoires de formes : statistiques et sciences sociales avant 1940 », art cit., p. 299.

réseau des socialistes normaliens, mais « aussi [sur] tous ceux qui manifestaient de l'intérêt pour la "question sociale" : Arthur Fontaine, Charles Rist, Charles Seignobos, Lucien March, Elie Halévy, tous ceux qui pouvaient contribuer à l'élaboration d'un "socialisme libéral" ou d'un "socialisme d'État", les deux expressions ayant un sens identique et non contradictoire aux yeux de nombreux collaborateurs¹ ». À la mort de Simiand, Marcel Mauss rappellera son rôle dans la fondation de l'École socialiste où, « pendant près de dix ans il représente l'étude des conditions de la vie ouvrière et celles du mouvement ouvrier² ». Tous ces éléments laissent penser que Simiand a pu jouer le rôle d'intermédiaire entre Rowntree et Halbwachs.

S'il n'est pas possible de l'affirmer avec certitude, en revanche Simiand apparaît comme l'orchestrateur du projet d'enquête. Pour preuve, il le mentionne dans son dossier de candidature à la chaire d'histoire du travail au Collège de France en 1931 : « Participation à une enquête sur *les conditions de la vie ouvrière et la situation des classes rurales en France*, par M. Rowntree, dirigée en France par M. D. Zolla, 1906-1907³ ». Daniel Zolla, mentionné comme « directeur », n'apparaît toutefois à aucun moment dans l'enquête. Au regard des intérêts premiers de Rowntree, qui cherchait à se concentrer d'abord sur la question de la propriété agricole, Zolla (1859-1927), spécialiste d'économie rurale, était en effet très bien placé pour la diriger. Professeur à l'École nationale d'agriculture de Grignon et à l'École libre des sciences politiques, il a en commun avec Simiand d'avoir régulièrement donné des conférences à l'Association pour le progrès social. Pourquoi Zolla ne fait pas l'enquête, nous ne pouvons l'établir. En revanche il n'est pas compliqué de comprendre comment l'enquête échoit finalement au jeune Halbwachs. Simiand n'a eu de cesse de le guider sur la voie des enquêtes par budgets, ce que Halbwachs ne manquera jamais de rappeler. Le projet réformateur de Rowntree visant à identifier et résoudre la question de la pauvreté en Angleterre, dans lequel s'inscrit la commande qu'il passe à Halbwachs, donne l'opportunité à ce dernier de prendre part de plain-pied aux débats qu'il relaie dans *l'Année sociologique* sur les classes sociales, et d'affirmer le caractère scientifique de la méthode des budgets de famille.

¹. François Simiand, *1873-1935 : sociologie, histoire, économie, op. cit.*, p. 46 ; Philippe Besnard, « La formation de l'équipe de *L'Année sociologique* », *Revue française de sociologie*, 1979, vol. 20, n° 1, p. 7-31.

². Marcel Mauss, « François Simiand », *Le Populaire*, 19 avril 1935, p. 2.

³. Dossier Titre et travaux, Section II. – Articles, notes, communications, contributions diverses, 2° Études spéciales, économiques et historiques, principalement sur le travail, la condition des travailleurs, les associations ouvrières etc. Archives du Collège de France, 16 CdF art. 391 / François Simiand 1873-1935 - Histoire du travail 1932-1935, *Notice sur les titres et travaux scientifiques de François Simiand, professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers, Directeur à l'École Pratique des Hautes Études*, Fontenay-aux-Roses, PUF, 1930, p. 7.

DRESSER DES BUDGETS DE FAMILLE : UNE DÉMARCHE SOCIOLOGIQUE

Cette première expérience de coordination d'un ensemble d'enquêteurs et de recueil de budgets de première main va constituer une véritable expérience sociologique au cours de laquelle l'apprenti sociologue se forge une conviction de méthode relative aux enquêtes par budgets de famille. Tout en cherchant à se distinguer du projet idéologique de Le Play, il épouse et revendique la démarche monographique pour travailler sur la définition des classes. Cette enquête est ainsi sous-tendue par un double objectif : en affirmant le caractère scientifique des budgets comme méthode *statistique*, Halbwachs met à distance les usages philanthropiques tout en confortant la place de la *science sociale* et des durkheimiens dans le champ académique dominé par le droit et la philosophie.

Dans le numéro de 1904-1905 de *L'Année sociologique* dont il vient de rejoindre l'équipe, Halbwachs s'occupe avec Durkheim de la sous-rubrique des comptes rendus portant sur les « classes sociales » au sein de la 3^e Section « sociologie juridique », et avec Bourgin et Simiand, de celle sur les « classes économiques » de la 5^e Section « sociologie économique ». L'année suivante, la sous-rubrique « classes sociales » disparaît mais il contribue avec Simiand à celle sur les « classes économiques », pour finalement y contribuer seul dans le volume 1906-1909. De quatre ans son aîné, François Simiand a déjà exposé le programme à mener sur le sujet¹ qu'il précise dans le compte rendu de l'ouvrage d'un médecin allemand sur les variations dans l'alimentation ouvrière :

« Il serait très important pour caractériser les classes économiques avec une précision objective de pouvoir 'doser' en quelque manière le degré de satisfaction des besoins humains que le revenu ou le genre de vie de chacune de ces classes comporte. La recherche économique positive est à cet égard très peu avancée. Le procédé d'investigation communément suivi est l'établissement de 'budgets de famille', où l'on tâche, par l'observation concrète de cas plus ou moins nombreux, de déterminer, sur le total des dépenses, quelle dépense est appliquée à la nourriture, quelle au logement, quelle au vêtement, etc. Ou, entrant dans un plus grand détail, on détermine la nature, la quantité et les prix des divers éléments qui contribuent à la satisfaction d'un besoin, notamment du besoin alimentaire². »

Ce programme est précisément celui auquel va se livrer Halbwachs avec l'enquête de 1907, puis d'autres sources plus étendues de données dans sa thèse. En parallèle des comptes

¹. François Simiand, « B. Classes sociales », *L'Année sociologique*, 1899, 2^e année, p. 472.

². Maurice Halbwachs, « Les besoins et les tendances dans l'économie sociale », *Revue Philosophique*, 1905, vol. 59, p. 180-189 ; Maurice Halbwachs, « Remarques sur la position du problème sociologique des classes », *Revue de métaphysique et de morale*, 1905, p. 890-905. François Simiand, « Grotjahn (Alfred). – Über Wandlungen in der Volksernährung (Sur les changements de l'alimentation populaire). Staats- und socialwissenschaftliche Forschungen, herausgegeben von G. Schmoller, XX, 2, Leipzig, Duncker et Humblot, 1902, 72p. in° 8 », *L'Année sociologique*, 1903, 6^e année, p. 512.

rendus, Halbwachs publie deux articles¹ qui portent plus spécifiquement sur la question des classes sociales dans lesquels il discute les « économistes allemands », dont les travaux sont largement analysés dans *L'Année sociologique*². Il s'intéresse plus particulièrement aux « théoriciens des classes » Gustav Schmöller et Karl Bücher qui expliquent les classes au regard du régime de la production (en s'intéressant à « l'occupation ») ou de la répartition (au revenu). Halbwachs montre que pour comprendre les classes sociales, il convient plutôt de combiner ensemble professions et dépenses pour « y découvrir un élément positif, qui serait tout ce qu'en retient la conscience sociale, quand elle devient conscience de classe³ ». De cette affirmation découle l'intérêt qu'il porte aux enquêtes par budgets de famille comme méthode pour étudier les classes sociales. Car, comme il l'explique dans un article publié en 1908 dans les mois qui suivent l'enquête réalisée pour Rowntree, les budgets sont bien plus adaptés pour étudier « comment vit un ménage » que les séries administratives, lesquelles s'appuient sur des moyennes. Sujet et méthode sont indissociables, faut-il encore que Halbwachs fasse la preuve de la scientificité des enquêtes par budget de famille.

Se démarquer des enquêtes par budgets aux visées réformatrices et normatives

Il est impératif pour cela de se démarquer des visées réformatrices, et parfois misérabilistes de ce type d'enquêtes. En ces années 1900, la méthode des enquêtes par budgets de famille est déjà éprouvée, en particulier en France encore imprégnée du travail considérable effectué par Le Play et le collectif d'enquêteurs des *Ouvriers européens* et des *Ouvriers des deux mondes*⁴. Les enquêteurs de l'Office du Travail dressent également des budgets ouvriers, notamment Pierre Du Maroussem, à deux reprises enquêteur temporaire pour l'Office⁵. Si Halbwachs épouse totalement la démarche monographique de Le Play, nous y reviendrons, en revanche il n'en partage pas les visées :

¹. M. Halbwachs, « Les besoins et les tendances dans l'économie sociale », art cit. ; M. Halbwachs, « Remarques sur la position du problème sociologique des classes », art cit.

². Sur la discussion plus générale avec les économistes allemands voir : P. Steiner, *L'école durkheimienne et l'économie*, op. cit. ; P. Steiner, « La tradition française de critique sociologique de l'économie politique », art cit.

³. Maurice Halbwachs, *La classe ouvrière et les niveaux de vie : recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines*, Paris, Félix Alcan, 1912, p. ix.

⁴. Frédéric Le Play, *Les Ouvriers européens. Études sur les travaux, la vie domestique et la condition morale des populations ouvrières de l'Europe, précédées d'un exposé de la méthode d'observation*, Paris, Imp. Impériale, 1855 ; Société d'économie sociale, *Les Ouvriers des deux mondes : Études sur les travaux, la vie domestique et la condition morale des populations ouvrières des diverses contrées et sur les rapports qui les unissent aux autres classes*, Paris, au siège de la Société internationale [des études pratiques d'économie sociale], 13 vol., 1857-1913.

⁵. Ministère du Commerce, de l'industrie et des colonies. Office du Travail. *La Petite industrie (salaires et durée de travail)*. [Rapport par Pierre Du Maroussem.], Paris, Impr. Nationale ; Tome I - *L'alimentation à Paris*, Paris, Imprimerie nationale, 1893 ; Tome II - *Le vêtement à Paris*, Paris, Imprimerie nationale, 1896.

« Le Play a eu l'idée qu'à réunir toutes les particularités dont est faite la vie d'un groupe, il atteindrait sa nature profonde et ses derniers ressorts, les forces sociales qui le déterminent. [...] Ce qui intéresse, au contraire, ceux qui dressent actuellement des budgets de famille, c'est, non pas la nature morale et le rôle social de la famille, mais la variété des conditions de vie selon les professions et les revenus¹. »

La ligne de partage est clairement établie : à Le Play l'explication de la nature morale de la famille, au sociologue, la compréhension de la variété des conditions de vie, sans préjuger de leur nature morale. Il dénonce plus généralement les visées normatives d'un certain nombre d'enquêtes recourant à des budgets de famille :

« Des budgets, c'est-à-dire des calculs effectués par des particuliers en vue de régler leurs dépenses à la fois sur leurs gains et leurs besoins, on a voulu tirer des règles pratiques sur l'alimentation normale, le logement salubre : médecins et réformateurs s'y sont consacrés². »

Halbwachs se réfère ici, sans la nommer, à l'enquête menée trois ans auparavant par les médecins Louis Landouzy et Marcel et Henri Labbé sur l'alimentation d'une centaine de patients de l'hôpital Cochin³. Les « interrogatoires relatifs à l'alimentation » administrés aux patients tuberculeux de Cochin sont centrés sur les consommations alimentaires, en incluant les horaires et les lieux ; une petite section porte sur les « dépenses et gains », faisant préciser les dépenses moyennes quotidiennes de nourriture pour la personne enquêtée, son conjoint et ses enfants, les gains moyens par semaine, les dépenses mensuelles ou annuelles de logement. Sur cette base, les trois médecins calculent la part des dépenses alimentaires totales dans le budget, en ayant précédemment fait la distinction entre le pourcentage de nourriture « solide » et celui de nourriture « liquide ». Promoteurs de « l'alimentation rationnelle » du début du xx^e siècle⁴, ils concluent, généralisant sans vergogne les résultats trouvés pour une centaine de malades, à la malnutrition des « classes ouvrières ». Plus précisément, ils mettent en évidence l'écart entre les pratiques d'alimentation des patients qu'ils ont interrogés et la norme physiologique, et imputent cette différence à une mauvaise gestion du budget domestique. Les familles ne privilégieraient pas les aliments au meilleur rendement qualité (nutritionnelle)/prix. Ces résultats ont été largement repris dans la presse où Landouzy et les frères Labbé ont cherché à mener une véritable campagne d'éducation à l'égard des familles ouvrières⁵. Halbwachs commente cette

¹. M. Halbwachs, « Budgets de familles », art cit., p. 546.

². *Ibid.*, p. 561.

³. L. Landouzy, M. Labbé et H. Labbé, *Hygiène sociale. Enquête sur l'alimentation d'une centaine d'ouvriers et d'employés parisiens, ce qu'elle est, op. cit.*

⁴. Sur l'alimentation rationnelle et la mise en place de la Société scientifique d'hygiène alimentaire et d'alimentation rationnelle qui la porte, voir la thèse de T. Depecker, *La Loi des tables. Quantification du besoin alimentaire et réforme des conduites de vie XIX^e-XX^e siècles, op. cit.*

⁵ Sur la conception de l'enquête dans le contexte de l'alimentation rationnelle du début du siècle, voir *Ibid.* chapitre VI. Sur la diffusion et la réception de l'enquête dans la presse, voir Martin Bruegel, « Un distant

enquête dans son ouvrage de 1912 pour en critiquer plus généralement l'approche de l'alimentation ouvrière que proposent les physiologistes qu'il qualifie d'« inventeurs de "diétaires"¹ ». En mettant l'accent sur les éléments nutritifs contenus dans une quantité donnée d'aliments « les médecins se figurent, parce qu'ils ont distingué plusieurs types de travail, faible, moyen, rude, sédentaire, dans l'air humide, ou sec, surchauffé, ou froid, qu'ils ont tenu un compte suffisant des conditions spécifiques où se développe la vie ouvrière. Mais ils négligent tout le mental. [...] Autant qu'à une réparation du corps, c'est à un soulagement et un réconfort de l'esprit que pense l'ouvrier, quand il va se nourrir² ». L'alimentation, souligne Halbwachs, n'est pas seulement une affaire de besoins physiologiques, mais répond aussi à une dimension sociale. Afin de bien marquer la distinction entre son projet et le précédent, il mentionne dès 1908 :

« Mais on s'est aperçu que les lois, outre leur utilité, étaient pour la science sociale un objet des plus riches en enseignements, puisqu'elles sont l'effet et le signe de tendances sociales profondes et on s'est mis à les étudier dans ce sens. De même on comprend de mieux en mieux que les budgets de famille ne nous renseignent pas seulement sur les défauts, les insuffisances de l'alimentation ou du logement : ils expriment aussi l'intensité, l'espèce, la hiérarchie des besoins, l'idée que se fait l'ouvrier de ce qu'il se doit à lui-même parce qu'il appartient à une certaine classe. Par suite, puisque ses pensées et une bonne part de ses besoins dépendent du groupe dont il est membre, les budgets expriment la nature même de ce groupe, ses tendances, son attitude vis-à-vis des groupes voisins. C'est l'étude des classes sociales, de leurs réactions, de leurs limites, qui devient ainsi possible, et c'est le sociologue qui entre en scène, non seulement pour tirer des budgets et utiliser ce qui n'a pas intéressé l'hygiéniste ou le philanthrope, mais pour indiquer aussi aux enquêteurs comment ils doivent choisir les cas à observer, et quels détails, précisément, on leur demande de recueillir³ .»

C'est un véritable changement de regard que propose Halbwachs. Il s'agit d'étudier l'alimentation ouvrière non plus avec les lunettes normatives de l'hygiéniste ou du philanthrope, attentif aux insuffisances et aux lacunes, mais avec celle du sociologue, attentif à déceler les tendances collectives en considérant les besoins comme l'expression d'une classe sociale. Il plaide ainsi en faveur d'un usage plein et entier des budgets à des fins scientifiques. Cela nécessite d'intervenir en amont des enquêtes pour identifier l'information pertinente à recueillir, en dehors du format imposé par les autres disciplines et les autres usages. Production et interprétation sont étroitement liées ; le sociologue est ainsi conduit à construire ses propres outils d'enquête.

Les enquêtes par budgets de famille sont également répandues de longue date à l'étranger, en particulier en Angleterre, aux États-Unis, en Allemagne ou en Belgique. En ces

miroir. La campagne pour l'alimentation rationnelle et la fabrication du « consommateur » en France au tournant du xx^e siècle », *Actes de la recherche en sciences sociales*, septembre 2013, n° 199, p. 28-45.

¹. M. Halbwachs, *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, op. cit., p. 341.

². *Ibid.*, p. 342.

³. M. Halbwachs, « Budgets de familles », art cit., p. 561.

années 1900, elles sont surtout popularisées par les réformateurs et philanthropes qui restent la cible de Simiand et de Halbwachs dans les comptes rendus qu'ils publient régulièrement dans *L'Année sociologique*. De nouvelles formes d'investigation se font jour au tournant du siècle en Angleterre et en Amérique par des journalistes ou des réformateurs, qui contribuent à documenter et rendre visibles, photographies à l'appui, la faim et la misère ordinaires des grands centres urbains et industriels. Halbwachs n'hésite pas à critiquer le caractère parfois misérabiliste de leurs descriptions :

« des Anglais, des Américains, membres de sociétés charitables, reporters de revues philanthropiques, ont voulu donner des familles qu'ils avaient choisies, une description détaillée jusqu'à la minutie : ils en ont raconté l'histoire, les épreuves, les maladies, les deuils. Ayant rapporté des lambeaux de conversation, publié des photographies, ils ont cru avoir poussé l'enquête jusqu'à son terme. Quand ils avaient du talent, leurs notices étaient très intéressantes, émouvantes parfois, mais restaient assez peu instructives. Il faut renoncer à nous apitoyer sur Mrs. X. qui, abandonnée par son mari alcoolique, et devenue aveugle, est retombée à la charge de sa fille tuberculeuse, etc., et de préférence concentrer notre attention sur les dépenses et le genre de vie d'un ménage normal, ni trop malheureux, ni trop favorisé. Ces enquêteurs sont dans la tradition de Le Play lorsqu'ils élargissent et surchargent à ce point leurs descriptions : les budgets de famille sont nés des monographies, et c'est par les idées philosophiques de Le Play que s'explique le caractère singulier qu'a pris ce genre d'étude¹. »

Halbwachs se réfère à ces nouvelles formes d'investigations, telles celles menées par les journalistes anglais proches de Toynbee Hall² ou aux États-Unis dans le cadre du mouvement dit progressiste³. Parmi ces travaux se classent également ceux d'étudiants américains en sociologie, comme Elsa Herzfeld du Barnard College (New York). Publiées sous la forme d'un journal tenu au jour le jour, les notes dans lesquelles elle consigne ses rencontres avec les familles enquêtées s'apparentent davantage, selon Halbwachs, « aux procédés d'observation des explorateurs qui, à propos d'un groupe, recueillent le plus de détails possible de toutes les espèces et visent surtout à la reproduction littérale⁴ ». Dans cette enquête, la dimension économique de la vie des familles est, selon lui, minimisée au profit de la psychologie des groupes. Le sociologue recherche des régularités. Il se distingue des philanthropes en ne cherchant pas des conclusions normatives ; il se distingue également des économistes qui ne voient dans les dépenses que des logiques individuelles.

¹. M. Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », art cit., p. 545.

². James Vernon, *Hunger : a Modern History*, Cambridge (Mass.), the Belknap Press of Harvard University Press, 2007, 369 p.

³. Katherine Leonard Turner, *How the other half ate: a history of working class meals at the turn of the century*, Berkeley, États-Unis d'Amérique, University of California Press, 2014, xvi+201 p.

⁴. Maurice Halbwachs, « Herzfeld (Miss Elsa). Family monographs. The history of twenty-four families living in the middle west-side of New York city », *L'Année sociologique*, 1907, vol. 10, p. 607.

Se démarquer d'une statistique « au petit pied »

Halbwachs ne se démarque pas seulement des objectifs et des usages des enquêtes menées par des philanthropes ou des hygiénistes. Il en critique la conception lorsque ceux-ci recourent à la méthode extensive, qui nécessite de « recueillir vite beaucoup de détails par des enquêteurs privés, [et qui] conduit à des appréciations très discutables (par exemple, que la dépense de l'année serait un multiple exact de la dépense de la semaine ou du mois observé)¹ ». Ce faisant, il prend position en s'inscrivant dans une filiation à Le Play. Il lui attribue tout d'abord la paternité de la méthode : « il ne faut pas oublier d'une part que Le Play a été et est encore considéré à juste titre comme l'inventeur de cette méthode d'enquête² ». Puis il rappelle la filiation dans laquelle il s'inscrit : « or, depuis Le Play, dont les monographies sont trop anciennes pour être rapprochées des données ci-dessus³, bien peu ont été dressés dans de telles conditions. J'en ai du moins réuni quelques-uns, qui s'étendent sur quatre semaines consécutives⁴ ». Il se positionne dans cette filiation en distinguant la « méthode extensive », apanage des Américains, de la « méthode intensive » pratiquée par les Anglais et les Allemands. Cette distinction soulève les questions étroitement associées du recueil des informations (modalités et contenu) et du nombre (et du type) de familles enquêtées, et permet d'en énoncer les limites.

Il revient notamment sur cette distinction dans un compte rendu très critique de l'enquête menée en 1906 par Robert Coit Chapin « professeur à Beloit College » auprès de 642 familles ouvrières de New York pour le compte de la *New York State Conference of Charities and Corrections*, une émanation de la Charity Organisation new yorkaise. Recourir à la méthode extensive, et « s'en tenir à l'analyse des tableaux ainsi dressés, c'est renoncer à la ressource qu'offrent les enquêtes individualisées, sans se procurer les avantages de la méthode statistique propre : car les cas recueillis sont trop peu nombreux pour que les accidents se compensent, dans la mesure où ils sont des accidents individuels, et, étant recueillis au hasard, ils ne peuvent révéler suffisamment les accidents ou irrégularités, de nature sociale ceux-là, qu'il importait de mettre en lumière⁵ ». La quantité ne fait donc pas la qualité, loin de là. Il approfondit cette critique dans l'annexe I de son ouvrage *La Classe ouvrière*, et plus précisément dans la section « les budgets

¹. Maurice Halbwachs, « Chapin (R. Coit), The Standard of living among workmen's families in New York City (New York, 1909). », *L'Année sociologique*, 1910, vol. 11, p. 671.

². M. Halbwachs, *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, op. cit., p. 487.

³. Maurice Halbwachs se réfère ici à l'« Enquête sur les conditions de la vie des instituteurs » dans *Manuel général de l'Instruction Primaire. Journal hebdomadaire des instituteurs*, Paris, Hachette, 1902, p. 257-272. Il s'agit d'une enquête organisée par le journal. 3472 réponses ont été obtenues, puis dépouillées et mises en tableaux par les soins de l'Office du Travail.

⁴. M. Halbwachs, « Budgets de familles », art cit., p. 535.

⁵. M. Halbwachs, « Chapin (R. Coit), The Standard of living among workmen's families in New York City (New York, 1909). », art cit., p. 671.

établis par questionnaire (méthode extensive) ». La méthode des questionnaires posés par des enquêteurs « préoccupés d'obtenir beaucoup de chiffres qui puissent se disposer en tableaux » conduit ainsi à négliger ce qui fait le propre des monographies : « description, de la famille, du logement, l'inventaire et même le détail des dépenses diverses autres que les quatre ou cinq plus importantes [...] on peut considérer que de telles enquêtes ne rentrent pas dans la catégorie des budgets, mais sont plutôt des statistiques au petit pied¹. » Il s'agit moins ici « d'opposer » une méthode à une autre², que de préciser les limites de la première lorsqu'elle poursuit des visées descriptives et analytiques.

La méthode monographique, que Halbwachs désigne aussi par « intensive », présente au contraire l'avantage de compléter le budget par un ensemble d'autres informations contenues dans les notices qui accompagnent les budgets proprement dits et leur donnent leur intelligibilité : « on l'a bien compris depuis Le Play », rappelle-t-il, les enquêtes extensives supposent de renoncer « aux détails ; or sans ces détails (description du logement, menus, inventaire du mobilier, des vêtements), le budget perd beaucoup de son prix, et ne permet plus de définir et de décrire les groupes sociaux³ ». Autrement dit, et c'est un point essentiel de son travail, il est vain de chercher à interpréter les chiffres des dépenses sans savoir à quoi ils se rapportent. C'est cette démarche d'analyse qui le conduit à critiquer fermement celle de Cheysson et Tocqué lorsqu'ils agrègent les budgets des monographies leplaysiennes : « l'intérêt de ces budgets résultant surtout de leur rapport avec les monographies détaillées (et non des comparaisons qu'on peut effectuer entre les uns et les autres), on ne voit guère la raison d'être de tels tableaux synoptiques, où n'apparaissent plus que des chiffres⁴ ». C'est pourquoi, poursuit-il, « Il ne faut point railler les enquêteurs allemands qui ont dressé un inventaire complet, dans chaque cas, des meubles et ustensiles, ainsi que des objets d'habillement, ni considérer comme de peu de valeur les indications de Le Play sur le nombre et le prix des lits, commodes, chemises etc. Parce qu'ils n'ont pas hésité à se transformer à l'occasion en commissaires-priseurs, des recherches sont devenues possibles qui ne l'eussent pas été autrement⁵. » Il prend pour exemple l'inventaire des bibliothèques : « l'apparition de ces meubles [armoire à glace ou canapé] ou des

¹. M. Halbwachs, *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, op. cit., p. 477-478.

². Alain Desrosières, « L'opposition entre deux formes d'enquête : monographie et statistique » dans *Pour une sociologie historique de la quantification : L'Argument statistique I*, Paris, Presses des Mines, 2013, p. 143-151.

³. M. Halbwachs, « Budgets de familles », art cit., p. 541.

⁴. M. Halbwachs, *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, op. cit., p. 485, note 1.

⁵. M. Halbwachs, « Budgets de familles », art cit., p. 549-550. L'évocation des « railleries » est intéressante et provient sûrement de ses rencontres avec les deux principaux instigateurs des enquêtes allemandes lors de son séjour à Berlin et Vienne. Voir Antonin Durand, « Le voyage de Maurice Halbwachs à Berlin et Vienne en 1910-1911 », *Genèses*, mars 2018, n° 110, p. 115-132.

fauteuils, de l'étagère à livres ou de la bibliothèque, révèle bien le passage d'une classe à une autre », ou celui des menus :

« Chaque fois que les ouvriers vont faire leurs achats, toute la hiérarchie des mets et des denrées alimentaires [exposés par les commerçants qui les mettent bien en vue dans leurs étalages] se grave ainsi de nouveau dans leur esprit, avec l'image même de la devanture où elles sont exposées. Mais cette notion des mets qui conviennent, qu'on se considère comme tenu d'introduire, au moins de temps en temps, dans ses repas, c'est déjà un élément très positif et saisissable de ce qu'on appelle la conscience de classe. Plus on étudie le détail des dépenses, plus on pénètre au cœur même des groupes sociaux auxquels elles se rapportent¹. »

Autrement dit, et c'est ici le second argument de Halbwachs en faveur de la méthode monographique, il n'est pas nécessaire, voire souhaitable, qu'une enquête par budgets de famille porte sur un trop grand nombre de familles sous peine de renoncer aux « détails ». C'est la critique qu'il adresse aux approches statistiques lorsqu'elles privilégient les agrégations sous forme de moyennes, lesquelles ne reflètent ni ne permettent de décrire au plus près les pratiques des familles :

« Pour savoir comment vit un ménage d'une certaine profession dans une région et à une époque déterminées, on ne manque pas de statistiques : salaires, loyers, prix de toutes les denrées alimentaires. Mais les chiffres obtenus seront toujours des moyennes, et il n'est guère probable que le même ménage reçoive un salaire exactement moyen, consomme une quantité moyenne de viande, d'alcool, etc.

Il vaut mieux choisir un ménage à titre d'exemple, en décrire les ressources et les dépenses, en atteindre la vie organique, les besoins, les calculs, les inquiétudes, les faux pas, les chutes et les relèvements. S'il n'est pas exceptionnel, nous pourrions étendre nos conclusions aux ménages voisins². »

Halbwachs se situe en opposition avec ce type d'approche moyenniste lorsqu'il défend la démarche monographique qu'il a mise en œuvre dans l'enquête qu'il mène pour Rowntree, bien qu'il ne s'agisse pas de faire des monographies à la manière de Le Play et de son collectif d'enquêteurs. La méthode de collecte qu'il utilise s'en inspire néanmoins, en insistant sur les deux outils (la notice et le carnet – ou livret), et fournit ainsi à Halbwachs l'occasion de mettre en œuvre les principes qu'il prône tout en les légitimant. Dans les publications postérieures à l'enquête, il fait d'autant plus siens les outils de collecte recommandés par Rowntree qu'ils se rapprochent de la démarche monographique dont il s'inspire. Deux perspectives se rejoignent ici : les principes qu'il prône dans ses écrits postérieurs à l'enquête rejoignent ceux, antérieurs, issus de ses lectures critiques des autres enquêtes.

¹. M. Halbwachs, « Budgets de familles », art cit., p. 550-551.

². Maurice Halbwachs, « Budgets de familles », *La Revue de Paris*, 1908, vol. 4, p. 534.

ÉTABLIR DES BUDGETS « PAR OBSERVATION DIRECTE »

Les notices, dans lesquelles sont consignés des renseignements généraux sur les familles et leur cadre de vie, et les carnets de dépense constituent les deux outils de l'enquête. En accord avec Seebohm Rowntree [« il est entendu »], le jeune normalien dresse lui-même les budgets parisiens, et fait établir les budgets en province par des collaborateurs, sur ses indications : « j'irai moi-même dans ces villes, pour donner toutes indications nécessaires, visiter les familles choisies, les quartiers qu'elles habitent etc.¹ ». La correspondance avec Albert Demangeon permet de retracer avec précision la manière dont Halbwachs procède pour constituer un groupe d'enquêteurs. Elle renseigne sur la nature de ses échanges avec les collaborateurs face à leurs éventuelles difficultés ou incompréhensions, mais aussi avec Rowntree, à qui il renvoie les carnets et notices au fur et à mesure de leur réception. C'est la chaîne de collaboration que l'on peut dérouler grâce à cette correspondance. Elle permet de pénétrer dans le vif de la fabrication de l'enquête.

Des « collaborateurs » engagés

Le choix des enquêteurs s'avère crucial pour trouver des familles acceptant de se plier au jeu de l'enquête. Halbwachs mobilise pour cela deux réseaux d'interconnaissance, qui d'une certaine manière, se situent dans le prolongement des canaux par lesquels il a été mis en contact avec Rowntree : on distingue un premier réseau d'universitaires et de professeurs agrégés « normaliens socialistes », qui s'élargit à un second cercle d'enquêteurs partageant un engagement dans le mouvement socialiste. Leur participation à l'enquête se conçoit au regard de leur proximité, tout au moins pour certains d'entre eux, au monde ouvrier, via leur fonction ou leur engagement militant (politique, syndical ou coopérateur), qui assure aussi, en principe, leur fiabilité.

Dans une première lettre datée du 5 mars 1907, Halbwachs prend contact avec le professeur de géographie, qui est aussi collaborateur à *L'Année sociologique*, pour l'inviter à enquêter : « J'ai déjà mis en train à Paris sept budgets, que je surveille moi-même. Je ne puis naturellement pas procéder de même en province [...] Simiand (qui s'occupe aussi de ce travail) et moi avons tout de suite pensé à nous adresser à vous pour Lille² ». Dans une deuxième lettre envoyée une semaine plus tard, le 12 mars, il remercie Demangeon d'avoir accepté de participer à l'enquête et l'informe que Charles Rist et Célestin Bouglé ont également accepté « de dresser des

¹ Bibliothèque Mazarine, Fonds Albert Demangeon-Perpillou, H1, f. 1, 5 mars 1907.

² Bibliothèque Mazarine, Fonds Albert Demangeon-Perpillou, Correspondance professionnelle 1904-1917, dossier Maurice Halbwachs, H1, f. 1-f. 2, 5 mars 1907.

budgets dans le midi ». Halbwachs se retrouve donc progressivement à la tête d'un ensemble d'enquêteurs qu'il a rassemblé. Dans l'article qu'il publie en 1914, il en désigne nommément douze (Tableau 3). Cette liste de noms est intéressante à double titre. D'une part, elle met principalement en avant des universitaires et des « agrégés » : sont en effet mentionnés sept « professeurs » sur douze noms, ainsi qu'un agrégé d'histoire, un docteur, un instituteur, un conseiller prud'hommes (typographe) et l'enquêteur d'un dispensaire antituberculeux. Il faut voir là une façon de donner un blason académique au collectif d'enquêteurs. Cela le distingue d'une part des projets philanthropiques et réformateurs qui ont mené jusque là des enquêtes par budgets, et lui permet - lorsqu'il publie l'article en 1914 - d'opposer à la Statistique générale de la France et à l'Office du Travail d'autres membres du monde savant et académique ; nous y reviendrons au chapitre suivant¹.

Halbwachs puise à deux sources distinctes, qui se partagent entre un réseau académique, constitué par les anciens élèves de l'École normale et/ou les agrégés, et un réseau politique constitué d'un groupe de personnes appartenant aux mondes socialistes et au mouvement ouvrier. Ces deux réseaux se nourrissent néanmoins d'un terreau commun formé par l'affaire Dreyfus et leur engagement dans le socialisme et dans diverses institutions de la nébuleuse réformatrice², et se confondent partiellement avec le petit groupe dit des « socialistes normaliens³ ». Outre Halbwachs, quatre autres enquêteurs sont normaliens : Célestin Bouglé (1870-1940), présenté dans l'article comme « professeur de Sciences sociales à l'Université de Toulouse », Albert Demangeon (1872-1940), « professeur de géographie à l'Université », Philippe Millet (1880-1923) « professeur de philosophie au lycée », et Jacques Chevalier (1882-1962) « professeur de philosophie ». Les deux premiers sont issus de promotions du début des années 1890, alors que les deux autres sont, avec Halbwachs, de promotions de la fin des années 1890. Halbwachs les côtoie dans divers groupes liés à Ulm en ces années. Avec Millet et Chevalier, ils ont été membres du Groupe de l'École normale de la Société des visiteurs, association philanthropique scientifique à laquelle appartiennent également d'autres normaliens tels que Robert Hertz, François Simiand ou Albert Thomas ainsi que des membres de l'Office du Travail tels

¹. Pour cette raison, la liste mentionne les qualités des personnes en 1914 et non sept ans plus tôt au moment de l'enquête. Par exemple Jacques Chevalier, présenté comme « Professeur de philosophie », est en 1907 pensionnaire de la Fondation Thiers et ne sera nommé professeur de lycée qu'en 1909.

². Christian Topalov (éd), *Laboratoires du nouveau siècle : la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales, 1999, 574 p.

³. C. Charle, « Les normaliens et le socialisme », art cit. ; C. Prochasson, « Jaurès, l'École socialiste et le socialisme normalien », art cit. ; C. Prochasson, « Jean Jaurès et les intellectuels du "socialisme normalien" (1900- 1914) », art cit. ; Christophe Prochasson, « Entre science et action sociale : le "réseau Albert Thomas" et le socialisme normalien, 1900-1914 » dans Christian Topalov (éd), *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réforatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, EHESS, 1999, p. 141-158.

qu'Arthur Fontaine¹. La plupart se retrouvent dans *Notes critiques* avec un autre enquêteur, Charles Rist (1874-1955) « professeur d'économie politique à l'université ». Halbwachs côtoie aussi Demangeon et Simiand dans le Groupe de l'Unité socialiste. Enfin, avec Bouglé et Demangeon, Halbwachs fait partie de la deuxième vague de recrutement à *L'Année sociologique* qui se concentre sur les normaliens de la rue d'Ulm².

Ce premier réseau de normaliens socialistes s'élargit à un second cercle d'enquêteurs qui ont en commun leur engagement dans les mondes socialistes. Armand Rebillon (1879-1974) « Professeur d'histoire au lycée » est agrégé d'histoire et géographie (1903). Dès la Faculté, il fait partie d'un groupe d'étudiants par l'intermédiaire duquel des relations s'établissent entre les militants socialistes et les professeurs de l'Université de Rennes engagés dans l'Affaire Dreyfus, tels que Victor Basch (futur beau-père de Halbwachs), Henri Sée et Jacques Cavalier³. Le « docteur » Georges Levy (1874-1961) dispose d'une très longue notice dans *Le Maitron*. Dreyfusard, « il s'est établi à Oullins, ville cheminote [...] où il acquiert sa réputation de 'médecin des pauvres'. C'est un fervent partisan de l'unité socialiste »⁴. Par quel intermédiaire Levy est-il contacté ? À ce stade de la recherche, les sources ne permettent pas de le savoir. En revanche nous pouvons l'établir pour André Gervat, « enquêteur au dispensaire anti-tuberculeux » de Lyon. En parallèle à l'enquête sur les budgets, Halbwachs est chargé par Rowntree « d'un rapport sur l'habitation en France ». Il explique ainsi à Demangeon que « cela comprend toutes sortes de questions sur l'entassement, le taux des loyers, le prix des maisons, et se rattache assez étroitement à mes études propres pour que j'aie accepté de m'en charger. À Lyon et à Marseille, j'ai trouvé dans les dispensaires antituberculeux, des enquêtes fort bien conduites sur l'entassement dans les logements⁵ ». Il y a tout lieu de penser que les deux hommes se sont rencontrés lors de cette enquête menée en parallèle de celle sur les budgets. Son travail « d'ouvrier-enquêteur » prédispose Gervat au rôle de collaborateur pour Halbwachs.

¹. S. Dab, « Bienfaisance et socialisme au tournant du siècle : la Société des visiteurs, 1898-1902 », art cit.

². P. Besnard, « La formation de l'équipe de *L'Année sociologique* », art cit.

³. <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article128318>, notice REBILLON Armand, version mise en ligne le 30 novembre 2010.

⁴. <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article118436>, notice LEVY Georges, version mise en ligne le 24 novembre 2010.

⁵. Bibliothèque Mazarine, Fonds Demangeon-Perpillou, H5, f. 2-f. 3, non datée.

Tableau 3. Liste des enquêteurs cités dans l'article de Maurice Halbwachs (1914)

Enquêteur	Qualité (mentionnée dans l'article)	Âge	Ville d'enquête	Département	Nb Budgets
Bouglé Célestin	Professeur de Sciences sociales à l'Université de Toulouse	37	Toulouse	Haute Garonne	4
Chevalier Jacques	Professeur de philosophie	25	Cérilly	Allier	3
Demangeon Albert	Professeur de géographie à l'Université	35	Lille	Nord	8
Gervat André	Enquêteur au dispensaire anti-tuberculeux		Rhône	Rhône	7
Halbwachs Maurice		30	Paris	Seine	9
Letaconnoux Joseph	Agrégé d'histoire	26	Begard, Frilouse en Brôons	Côtes du Nord	3
le frère de Letaconnoux	Instituteur			Côtes du Nord	
Levy Georges	Docteur	33	Oullins	Rhône	2
Millet Philippe	Professeur de philosophie au lycée	27	Nevers	Nièvre	2
Pallier Fernand	Conseiller-prudhomme		Limoges	Haute-Vienne	3
Rébillon Armand	Professeur d'histoire au lycée	28	Rennes	Ile-et-Vilaine	4
Rist Charles	Professeur d'Economie politique à l'Université	33	Montpellier	Hérault	5

Source : M. Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », *Bulletin de la statistique générale de la France*, 1914, vol. 4, n° 1, p. 48.

Dans une notice sur le centre anti-tuberculeux de Lyon publiée dans le *Bulletin de l'Alliance d'hygiène sociale*, son rôle est défini de la sorte : il « consiste à faire des enquêtes sur les ressources des malades, la situation hygiénique de leurs logements; à diffuser les notions d'hygiène antituberculeuse, à surveiller l'emploi des secours distribués, les désinfections, etc. [...] En outre au cours de ses visites à domicile, il surveille la façon dont sont employés les bons d'assistance, et évite ainsi le gaspillage trop fréquent²²⁵ ». Outre sa fonction d'ouvrier-enquêteur, Gervat est aussi impliqué dans la vie politique. Une mention dans le *Maitron* indique qu'il est membre de la commission exécutive départementale du parti socialiste de France désignée par le Congrès de Tassin la Demi-Lune (Rhône) le 14 février 1904²²⁶. Les réseaux de Simiand via l'Office du Travail, qui s'attachait régulièrement le concours de nombreux enquêteurs « extérieurs » et temporaires, ne doivent pas être négligés. Tel est le cas de Charles Rist (1874-1955), « professeur d'économie politique à l'Université ». À l'automne 1906, il est en charge du département de l'Hérault pour l'enquête sur l'industrie de la lingerie²²⁷. Le Service extérieur de l'Office, en charge des enquêteurs temporaires, recourt essentiellement à l'aide des maires et des conseillers prud'hommes. C'est peut-être par cet intermédiaire que Fernand Pallier, « conseiller Prud'hommes » à Nevers a aussi été contacté²²⁸.

Pour autant, les enquêteurs mobilisés ne se limitent pas à ces seuls noms puisqu'ils ne représentent que 53 budgets sur un total de 87. À ces figures bien identifiées s'ajoute une dizaine d'enquêteurs qui ne figurent pas dans la liste ; on trouve parmi eux plusieurs « agrégés de l'Université » et « instituteurs », un « docteur », un « entrepreneur », un « abbé », un « professeur d'école normale » et d'autres pour lesquels aucune information n'est donnée. La correspondance de Demangeon permet d'en comprendre partiellement les formes de recrutement. Demangeon s'acquitte parfaitement des huit budgets d'ouvriers urbains qui lui ont été commandés : « Mécanicien – Typographe – Menuisier – Boulanger – Employé des chemins de fer – Ouvrier non

²²⁵. André Lesieur et Ferdinand Arloing, « Le dispensaire antituberculeux de Lyon », *Bulletin de l'Alliance d'Hygiène Sociale*, 1907, p. 367.

²²⁶. <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article80820>, notice GERVAT André, version mise en ligne le 30 mars 2010.

²²⁷. Office du travail, *Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la lingerie*, Paris, Impr. nationale, 1911, Tome IV, Rhône, Loire, Isère, Bouches-du-Rhône, Gard, Hérault, Aude, Haute-Garonne, 454 p. La liste des enquêteurs par département est indiquée dans la préface du volume. Rist est l'unique enquêteur pour le département de l'Hérault. Son enquête porte sur deux directeurs de fabrique de lingerie et douze ouvrières à Montpellier.

²²⁸. *L'Annuaire Dumond* indique que Fernand Pallier est typographe, professeur de musique des écoles primaires, secrétaire du conseil des Prud'hommes, et réside 19 rue pont-Hérison : Pierre Dumont, *Annuaire Dumont. Département de la Haute-Vienne*, Limoges, impr. de P. Dumont, 1904, p. 598. *L'Almanach-annuaire de 1908* ne mentionne plus que son statut de secrétaire des Prud'hommes : *Almanach-annuaire limousin du ressort de la Cour d'appel et du Diocèse de Limoges contenant les listes alphabétiques et par rues de tous les Fonctionnaires, Propriétaires et Commerçants de Limoges et du Département*, Limoges, Impr. Ducourtieux, 1908, p. 384.

qualifié (manœuvre ou homme de peine) – femme ouvrière (couturière ou autre) – Filateur en coton. Cela ferait huit budgets à raison d'un par profession²²⁹ ». Cette liste correspond strictement aux budgets dressés par Demangeon tels que restitués par Halbwachs dans son article. À ces budgets, Halbwachs indique dans le même courrier en date du 5 mars qu'il souhaiterait adjoindre « deux budgets agricoles (a. petit fermier, petit métayer, bordier ; b. journalier agricole, ou propriétaire parcellaire travaillant à la journée chez les grands ou moyens propriétaires) dans les départements du Nord ou de l'Aisne (donc 4 budgets en tout), et aussi un budget de mineur dans le Pas de Calais et un dans le Nord²³⁰ », soit 14 budgets au total. Il sollicite Demangeon pour savoir si celui-ci pourrait le mettre en contact avec des personnes susceptibles de se charger de ces enquêtes. Le géographe confie au moins un budget à son aide de laboratoire, Albert Delille, qui l'a rejoint à l'Institut de géographie deux ans plus tôt²³¹. Demangeon fait également appel à un certain Charpentier dont on sait qu'il est en train de passer l'agrégation, pour rédiger des « notices ». Celles-ci consistent en une « description de l'habitation, du genre de culture, prix du fermage, région, caractère de la famille, habitudes religieuses ou morales, degré de richesse²³² ». À Delille et Charpentier s'ajoute une troisième personne, qui n'est pas identifiée, « qui s'est occupée des agriculteurs ». Demangeon est aussi en contact avec un certain André Koszul, « qui est de Roubaix²³³ » lequel offre ses services en tant qu'enquêteur ou tout au moins en tant qu'intermédiaire. S'il n'est pas normalien, il est en revanche pensionnaire de la Fondation Thiers²³⁴ en 1904, comme l'ont été trois autres participants à l'enquête : François Simiand, Jacques Chevalier et Joseph Letaconnoux, jeune agrégé d'histoire et de géographie. Mais rien n'indique dans la correspondance qu'il a finalement rejoint l'équipe d'enquêteurs lillois. En revanche Letaconnoux est vraisemblablement recruté par l'intermédiaire de Demangeon avec qui il correspond en ces années. Plus particulièrement, Letaconnoux sollicite en mars 1906 le soutien de Demangeon pour candidater à la Fondation Thiers ; il envoie une seconde lettre en juillet de la même année pour lui confirmer son succès ; puis une troisième dans laquelle il le sollicite pour un petit boulot qui lui permettrait d'augmenter un peu ses revenus²³⁵. Quelques mois plus tard, il se retrouve enquêteur avec son frère instituteur, à Broons, dans les Côtes du Nord, leur commune de naissance où ils réalisent trois budgets.

²²⁹. Bibliothèque Mazarine, Fonds Demangeon-Perpillou, H1, f. 2-f. 3, 5 mars 1907.

²³⁰. *Ibid.*

²³¹. D. Wolff, « Albert Demangeon (1872-1940). Sources et bibliographie », art cit.

²³². Bibliothèque Mazarine, Fonds Demangeon-Perpillou, H7, f. 1, non datée.

²³³. Bibliothèque Mazarine, Fonds Demangeon-Perpillou, H3, f. 1, 2[8 ?] mars 1907.

²³⁴. Bâtie en 1892 sur l'initiative de la veuve d'Adolphe Thiers (Chef de l'État français de 1871 à 1873), la Fondation Thiers accueillait, au début de leur carrière universitaire, les étudiants de France « parmi les plus brillants » auxquels était délivrée une bourse de recherche. <http://www.fondation-thiers.org/fondation.php>

²³⁵. Bibliothèque Mazarine, Fonds Demangeon, B2 1906, L17 - Lettre de Letaconnoux à Albert Demangeon, adressée à « Monsieur Albert Demangeon, chargé du cours de géographie à l'Université de Lille », Brest, le 12 mars 1906.

Ainsi, quel que soit le canal par lequel ils ont été recrutés, la participation de ces hommes (il n'y a aucune femme) au demeurant assez différents en termes d'âge ou de position sociale, à une enquête sur la consommation ouvrière, se comprend au regard de leur engagement politique. Au lendemain de l'Unité socialiste de 1905 « il fallait concrétiser une unité sociale, rapprocher intellectuels et classe ouvrière, ou, pour le moins, effacer la distance qui semblait les séparer²³⁶ ». Ils partagent cet engagement avec nombre de familles auprès desquelles ils vont enquêter.

Des familles fortement syndiquées

Quelles sont les familles choisies par les enquêteurs, et en vertu de quels critères ? Rowntree donne ses instructions concernant le recueil et l'objectif des budgets de famille dans un document tapuscrit sobrement intitulé « Budgets ouvriers », et conservé parmi les lettres que Halbwachs a adressées à Demangeon²³⁷. Il s'agit vraisemblablement du même document que celui utilisé en Belgique, traduit de l'anglais par l'un de ses secrétaires particuliers, A.-J.-A. Hotermans, traducteur de *Comment diminuer la misère*. Dans ce document, rédigé à la première personne, Rowntree indique dès la première phrase qu'il :

« désire obtenir des informations qui éclairent les conditions de vie dans le pays. Il me faut pour cela un certain nombre de budgets détaillés d'ouvriers typiques des différentes classes de la population industrielle »²³⁸. Il en dresse la liste indicative suivante :

1° Ouvriers des villes

-a- ouvriers qualifiés

-b- ouvriers non qualifiés

2° Travailleurs des champs

-a- petits paysans propriétaires

-b- petits fermiers (ouvriers agricoles)

Et d'ajouter « Il pourrait être bon également d'obtenir de budgets typiques de :

1° Travailleurs des villes vivant à la campagne

2° Travailleurs à domicile »

À une demande de précision de Demangeon, Halbwachs insiste sur la nécessité d'enquêter auprès de métiers typiques qui permettraient de faire varier les niveaux de vie :

« Nous nous préoccupons de déterminer surtout des niveaux de vie : quand nous demandons un mécanicien, c'est un ouvrier très qualifié que nous recherchons, donc un des mieux payés dans le métier ; de même terrassier signifie pour nous une condition sociale réellement basse. Outre cela, nous désirons dans chaque région intéressante atteindre des métiers caractéristiques aussi : c'est pour cela que le choix d'un fileur conviendra pleinement²³⁹. »

²³⁶. Christophe Prochasson, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre : 1900-1938*, Paris, Éd. du Seuil, 1993, p. 30.

²³⁷. Bibliothèque Mazarine, Fonds Demangeon-Perpillou, H9, f. 1, non daté. Lettre non signée mais les éléments de la lettre permettent de l'imputer à Rowntree avec d'autant moins d'ambiguïté qu'il l'explique dans *Comment diminuer la misère*.

²³⁸. Bibliothèque Mazarine, Fonds Demangeon-Perpillou, H9, f. 1, non daté.

²³⁹. Bibliothèque Mazarine, Fonds Demangeon-Perpillou, H2, f. 2, 12 mars 1907.

La liste des familles enquêtées montre l'effort réalisé pour faire varier les métiers et les conditions avec une trentaine de métiers « d'ouvriers des villes » dont sept femmes et une dizaine de situations différentes en ce qui concerne les « travailleurs des champs », dont deux ouvriers agricoles habitant la ville (Tableau 4). Tout comme les enquêteurs, les familles reçoivent, à la remise du dernier carnet, une rétribution de 10 francs. Au final, 87 budgets sont collectés (contre 70 pour l'enquête belge), mais seuls 79 sont exploités car « un trop grand nombre des ménages n'ont indiqué que les dépenses nourriture et logement²⁴⁰ ». Les ménages dits « ouvriers » en représentent les deux-tiers (52) et les ménages dits « paysans » le tiers (27). Les familles enquêtées se répartissent sur 23 départements, avec le Nord, le Rhône et la Seine qui en comptent le nombre le plus important. Pareille distribution géographique génère un certain nombre de déplacements pour le coordonnateur de l'enquête, qui se rend « dans le centre et le midi du 2 au 13 avril », puis à Roubaix et Lille « vers le 20 [avril] » et dans le pays basque, comme l'indique le *post scriptum* d'une de ses lettres, dans laquelle il précise à Demangeon avoir pris des photos de maisons : « ps. Vous pouvez compter sur mes photos. J'ai pris quelques coins de corons, et quelques maisons lilloises ou roubaisiennes : j'ai aussi des maisons basques : malheureusement je n'ai pas tout réussi²⁴¹ ». Bien qu'il mentionne vouloir rendre visite aux familles enquêtées, rien n'indique si, lors de ces déplacements, il a plutôt rencontré les enquêteurs ou les familles ou s'il a accompagné les premiers voir les secondes. La lettre qu'il envoie à Demangeon dans laquelle il le remercie chaleureusement « pour son aimable accueil²⁴² » indique qu'il a arpenté la ville avec Delille, l'aide laboratoire du géographe : « Delille m'a très bien guidé, si consciencieusement que vers 7h^{1/2} nous marchions encore, et que je me suis ce soir-là senti fourbu²⁴³ ». Mais qu'ont-ils visité, Halbwachs ne le précise pas.

²⁴⁰. M. Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », art cit., p. 54.

²⁴¹. Bibliothèque Mazarine, Fonds Albert Demangeon-Perpillou, H10 f. 2, non datée.

²⁴². Bibliothèque Mazarine, Fonds Albert Demangeon-Perpillou, H3 f. 1, lundi 25 mars 1907.

²⁴³. Bibliothèque Mazarine, Fonds Albert Demangeon-Perpillou, H8 f. 2, non datée.

Tableau 4. Liste des familles enquêtées pour le compte de Seebhom Rowntree (printemps 1907)

Localité	Désignation par métier	Information supplémentaire
Familles urbaines		
Paris	Bijoutier	(ouvrier)
Paris	Boulangier	(ouvrier)
Lille	Boulangier	(ouvrier)
Lyon	Boulangier	(ouvrier)
Montpellier	Boulangier	(ouvrier)
Limoges	Boulangier	(ouvrier)
Gabarnac	Cantonnier communal	
Hasparren	Charron et fermier	
Lille	Confectionneuse	
Paris	Couturière	(chez un patron)
Port-Vendres	Débardeur	
Port-Vendres	Débardeur	
Paris	Ebéniste	(ouvrier)
Paris	Employé de chemin de fer	
Toulouse	Employé de chemin de fer	
Lille	Employé de chemin de fer	
Limoges	Englobeur-tourneur (en porcelaines)	
Montpellier	Femme de ménage	
Oullins	Ferblantier zingueur	incomplet, éliminé
Lille	Fileur de coton	
Montpellier	Garde malade	
Lille	Homme de peine	
Lyon	Manœuvre	
Nevers	Manœuvre	
Paris	Mécanicien	secrétaire du syndicat des mécaniciens de Paris
Toulouse	Mécanicien	
Lille	Mécanicien	
Lyon	Mécanicien	
Limoges	Mécanicienne en chaussures	
Toulouse	Menuisier	(ouvrier)
Lille	Menuisier	(ouvrier)
Bayonne	Menuisier	
Aniche	Mineur	
Hénin-Liétard	Mineur	
Bressuire	Ouvrier cimentier	
Rennes	Ouvrier de l'arsenal	
Rennes	Ouvrier de l'usine à gaz	
Rennes	Ouvrier des ateliers de la gare	
Bressuire	Ouvrier roulier	
Oullins	Ouvrier tanneur	
Montpellier	Ouvrière dans une usine de vert de gris	
Lyon	Ouvrière lingère	
Paris	Palefrenier	(Compagnie des omnibus)
Tulle	Plombier-zingueur	
Bayonne	Tailleur	
Paris	Tailleur d'habits à domicile	
Rennes	Tanneur	
Paris	Terrassier	Puisatier-mineur
Lyon	Tisseur	
Lyon	Tisseur	
Champagnat	Travailleur à domicile	
Lille	Typographe	
Lyon	Typographe	
Nevers	Typographe	
Montpellier	Typographe	

Tableau 5 Liste des familles enquêtées pour le compte de Seebhom Rowntree (printemps 1907)

Localité	Désignation par métier	Information supplémentaire
Familles rurales		
Gabarnac	Domestique de ferme	
Begard	Fermier	petit paysan propriétaire
Frilouse en Brôons	Fermier	grande exploitation
La Chaux-des-Crotenay	Fermier	
Vindelle	Fermier	
Vindelle	Fermier	
Cantin	Fermier	
Tréma en Brôons	Fermier	petite exploitation
Gabarnac	Métayer	
Cérilly	Métayer	aisé
Cérilly	Métayer	pauvre
Fresnay	Métayer	
Saint-Martin-de-Seignaux	Métayer	
Port-Vendres	Ouvrier agricole	
Fresnay	Ouvrier agricole	
Saint-Martin-de-Seignaux	Ouvrier agricole	
Montpellier	Ouvrier agricole habitant la ville	
Montpellier	Ouvrier agricole habitant la ville	
Gouy-sous-Bellone	Ouvrier-agricole	
Saint-Julien-de-l'Herms	Petit fermier	
Région montagnaise près de Champagnat	Petit fermier	
Val-Suzon (?)	Petit fermier	
Val-Suzon (?)	Petit paysan propriétaire	
Gabarnac	Petit propriétaire	
Vindelle	Petit propriétaire	
Champagnat-le-Jeune	Petit propriétaire	
Lescar	Petit propriétaire	
Région montagnaise près de Champagnat	Petit propriétaire	
Fresnay	Petit propriétaire	
Le Theil	Travailleur agricole	

Source : M. Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », *Bulletin de la statistique générale de la France*, 1914, vol. 4, n° 1, p. 48-49.

Les familles enquêtées représentent une échelle variée de niveaux de revenus (Tableau 5). La catégorie la « plus pauvre », dont les revenus mensuels sont estimés entre 40 et 59 francs, correspond aussi aux ménages où le nombre de *quets*¹ est le plus faible. Il s'agit de « trois ouvrières à très bas loyer, deux à Montpellier (ouvrière dans une usine de vert-de-gris, et femme de ménage), une à Lille (confectionneuse), qui sont veuves sans enfants, ou avec des enfants trop

¹. Le quet est une mesure de la grandeur des familles. Voici comment Halbwachs la définit dans son article : « Le quet est une unité d'application commode, introduite en vue d'exprimer la grandeur des familles (nombre et âge de ses membres). Chaque enfant, jusqu'à un an accompli, compte pour une unité = 1. Pour chaque année, y compris la première, on ajoute à l'unité 0.1, jusqu'à 25 ans pour les hommes, jusqu'à 20 ans pour les femmes ; en sorte qu'un ménage seul, où la femme a au moins 20 ans, et l'homme 25, représente, en quets, 6,50. M. Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », art cit., p. 50, note 2.

jeunes pour travailler¹. » À l'inverse, trois ménages gagnent plus de 280 francs par mois et sont considérés comme exceptionnels par Halbwachs qui commente davantage la catégorie immédiatement inférieure (200-219 francs) « chacun de ces ménages comprend l'équivalent d'au moins trois personnes adultes, un enfant de 10 ans et un enfant de 13 ans, ou encore deux adultes et trois enfants de 16, 14 et 13 ans². »

Tableau 5. Distribution des familles enquêtées par catégorie de revenu pour 4 semaines (Halbwachs, 1907)

Catégories de revenus (en francs)	Nombre de ménages	Grandeur des ménages (en quets)	Revenu moyen
40-59	3	6,9	49,8
60-79	3	9,7	68,5
80-99	8	9,1	89,5
100-119	4	10,5	112
120-139	14	11,8	126
140-159	7	12,4	150
160-179	2	10,4	161,95
180-199	4	11,15	189
200-219	4	13,8	207
> 280	3	11,9	295
Total des ménages	52		

Source : M. Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », *Bulletin de la statistique générale de la France*, 1914, vol. 4, n° 1, p. 51.

S'il est difficile de commenter cette échelle de salaire pour caractériser les familles enquêtées, il est un principe qui les distingue : plus de la moitié des ouvriers urbains paient une cotisation syndicale, d'autres sont affiliés à une mutuelle et d'autres encore à une coopérative de consommation, combinant parfois les deux ou les trois (Tableau 6). En milieu urbain, les syndicats ont fourni pour certains enquêteurs la principale source d'entrée vers les familles. C'est ainsi que Halbwachs a procédé à Paris, comme d'autres enquêteurs en province : « Un très grand nombre de nos ouvriers sont syndiqués. Nous avons, à Paris, passé exclusivement par l'intermédiaire des secrétaires de Fédérations ou de syndicats, et quelques-uns de nos enquêteurs ont procédé de même³. » Il offre même à Demangeon de jouer les intermédiaires : « À Paris, je me suis adressé aux secrétaires de syndicat, qui m'ont indiqué les ménages en question. Il sera possible de procéder de même pour la province : j'enverrai aux secrétaires des syndicats locaux une lettre, apostillée par le secrétaire de la Fédération ou par l'ami Thomas, leur demandant de me signaler une famille dont je vous transmettrai le nom et l'adresse [...]. La famille doit naturellement être normale, moyenne (de 2 à [illisible] enfants je suppose), et les repas, autant que possible, doivent

¹. *Ibid.*, p. 50.

². *Ibid.*, p. 51.

³. *Ibid.*, p. 83.

être pris à la maison¹.» Vingt-neuf familles paient ainsi une cotisation syndicale et douze d'entre elles adhèrent à une mutuelle, principalement « Les Prévoyants de l'Avenir ». À Montpellier, l'ouvrier boulanger est d'ailleurs en grève au début de l'enquête. Tous ceux qui adhèrent à une mutuelle sont syndiqués, mais l'inverse n'est pas vrai. Enfin, à Limoges et Oullins, ce sont les coopératives de consommation qui sont le lieu principal de rencontre des familles enquêtées. À la fin de l'enquête, Halbwachs s'en inquiète et présente cette façon d'entrer en contact avec les familles comme une des limites ; certaines ne répondant probablement pas au souci de diversité qui l'animait initialement. Tel est le cas du secrétaire du Syndicat des mécaniciens auprès duquel Halbwachs a enquêté à Paris, dont ce dernier souligne que la qualité des repas et du logement se rapprochent davantage du niveau d'un « employé, presque de petit bourgeois² » ; mais comment savoir, pour tous les autres, s'ils n'ont pas cherché à magnifier ou au contraire à minimiser leur condition, dans une optique tantôt de faire valoir un statut social, tantôt de revendication sociale ?

Enquêteurs et enquêtés partagent, de ce point de vue, un intérêt commun pour les questions de niveau de vie, ce qui explique en partie l'accueil favorable que ceux-ci réservent à ceux-là. Halbwachs et Demangeon s'en étonnent dans leur correspondance : « Moi aussi, je craignais d'être reçu avec défiance : j'ai trouvé partout au contraire le meilleur accueil : les ouvriers sont plus disposés qu'on ne pense à comprendre l'intérêt d'une enquête scientifique, et à s'y prêter³ ». Mais il est vrai que sept familles enquêtées sur huit à Paris et cinq sur huit à Lille figurent parmi les familles syndiquées.

¹. Bibliothèque Mazarine, Fonds Demangeon-Perpillou, H1, f. 2, [mardi] 5 mars 1907.

² M. Halbwachs, « Budgets de familles », art cit., p. 539.

³. Bibliothèque Mazarine, Fonds Demangeon-Perpillou, H2, f. 6, [mardi] 12 mars 1907.

Tableau 6. Liste des familles enquêtées déclarant le paiement de cotisations (Halbwachs, 1907)

	Syndicale	Mutualiste	Coopérative
Paris			
Mécanicien	1	1	
Employé de chemin de fer	1	1	
Ebéniste	1		
Terrassier	1		
Tailleur d'habits à domicile	1		
Bijoutier (ouvrier)	1	1	
Boulangier (ouvrier)	1		
Lille			
Employé de chemin de fer	1	1	
Typographe	1	1	
Boulangier (ouvrier)	1	1	
Mécanicien	1	1	
Menuisier (ouvrier)	1		
Rennes			
Tanneur	1		
Ouvrier de l'arsenal	1		
Limoges			
Mécanicienne en chaussure			1
Boulangier (ouvrier)	1	1	1
Englobeur	1	1	1
Tourneur (en porcelaines)	1	1	
Lyon			
Tisseur	1		
Mécanicien	1		1
Oullins			
Ouvrier tanneur	1		1
ferblantier zingueur			1
Toulouse			
Employé de chemin de fer	1		
Menuisier (ouvrier)	1	1	
Mécanicien	1	1	
Montpellier			
Boulangier (ouvrier)	1		
Typographe	1	1	
Nevers			
Manœuvre	1		
Typographe	1		1
Bayonne			
Tailleur	1		
Port-Vendres			
Débardeur	1 "syndicat jaune"		
Total	28	13	7

Source : M. Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », *Bulletin de la statistique générale de la France*, 1914, vol. 4, n° 1, p. 7

Non seulement une part importante des familles est syndiquée, mais certains ouvriers présentent des profils certainement particuliers au sein du monde ouvrier. Tel est le cas du mécanicien parisien, auprès duquel a enquêté Halbwachs, et dont il est précisé qu'il est « Secrétaire de syndicat des mécaniciens de Paris ». Bien que l'anonymat n'ait pas encore été levé, nous comprenons à travers les informations éparées publiées par Halbwachs que ce mécanicien présente des caractéristiques qui tendent à le distinguer du reste des familles enquêtées, en particulier son salaire élevé¹. Avec le bijoutier de Paris, ils perçoivent tous deux des revenus supérieurs à 280 francs sur les quatre semaines d'enquête, ce qui les place très au-dessus des autres familles : « le plus grand nombre de ces ménages [enquêtés] vit sur un revenu compris entre 120 et 159 francs pour 4 semaines, soit entre 30 et 40 francs par semaine, ou 5 à 6 fr. 60 par jour ». Son budget, tel qu'élaboré pour les besoins de l'enquête, montre « un excédent de 32fr 45 pour une dépense totale de 267fr 85² ». Et pourtant, Halbwachs juge que « ses conditions de vie sont d'ailleurs demeurées celles d'un ouvrier » sans que l'on comprenne bien à quoi cela réfère. Nous verrons plus loin que son alimentation est quand même assez éloignée de l'ordinaire ouvrier, et son appartement est qualifié de « logement d'employé, presque de petit bourgeois ». Il habite en effet un « appartement confortable, de trois pièces, avec cuisine et antichambre, le

¹. Je n'ai pas encore réussi à lever son anonymat de façon certaine. En 1907, le secrétaire de l'Union corporative des ouvriers mécaniciens de la Seine est Alphonse Loy[e]au (1877-1951), qui occupe cette fonction entre 1906 et 1912. Mais l'article précise que le mécanicien enquêté vit avec sa fille, sténodactylo et son fils apprenti graveur sur bois. Or Loyau est trop jeune pour avoir des enfants adultes, tout comme son prédécesseur, Jacques Lauche (1872-1920), ancien mécanicien et secrétaire de l'Union jusqu'en 1906. Pourtant, cela paraissait d'autant plus vraisemblable qu'il puisse s'agir de Lauche que certaines de ses activités le conduisent à croiser la nébuleuse socialiste des durkheimiens / normaliens. Plus précisément, administrateur (1906) de *l'Humanité*, il est aussi fondateur avec Albert Thomas de la *Revue syndicale et corporative* qui s'associe à la *Revue socialiste*. Voir Arlette Schweitz, *Les parlementaires de la Seine sous la Troisième République, II : Dictionnaire biographique*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001, p. 352. La troisième hypothèse porte sur Pierre Coupât (1860- ?). D'après Lequin et Raymond, « en 1899, il joua un rôle notable dans la création de la fédération des ouvriers mécaniciens et, deux ans plus tard, en devint le secrétaire ». Notice COUPAT Pierre par Yves Lequin, Justinien Raymond, version mise en ligne le 30 mars 2010, dernière modification le 8 juillet 2012. <https://maitron--en--ligne-univ--paris1fr.rpnet.bnf.fr/spip.php?article79411> [consultée le 9 avril 2018]. La mention de Halbwachs « Secrétaire de syndicat des mécaniciens de Paris » renverrait-elle au secrétaire de la fédération (CGT ?) des mécaniciens de Paris ? Là encore, le réseau syndical croise celui d'Albert Thomas puisque Coupât collabore également à la *Revue syndicaliste*. Élu en 1903 au Conseil supérieur du Travail, dont il assume la vice-présidence en 1910-1912, il obtient après-guerre, grâce à Millerand, un sous-secrétariat d'État à l'enseignement technique (20 janvier 1920) et conserve ce poste dans le ministère Georges Leygues jusqu'en janvier 1921. On voit ici directement à l'œuvre comment le réseau socialiste a pu jouer pour mettre en contact enquêteurs et enquêtés *via* la voie syndicale. Les nombreux engagements syndicaux et politiques de Loyau, Lauche et Coupât leur valent chacun une notice dans le *Maitron* : notice LOYAU Alphonse [LOYEAU Alphonse selon l'état civil] par Claude Penetier, Nathalie Viet-Depaule, version mise en ligne le 3 novembre 2009, dernière modification le 21 février 2016. <https://maitron--en--ligne-univ--paris1-fr.rpnet.bnf.fr/spip.php?article75133> [consultée le 26 mars 2018]; notice LAUCHE Joseph, Jacques par Justinien Raymond, version mise en ligne le 24 novembre 2010, dernière modification le 24 novembre 2010. <https://maitron--en--ligne-univ--paris1-fr.rpnet.bnf.fr/spip.php?article116227> [consultée le 7 avril 2018].

². M. Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », art cit., p. 55.

tout sur la rue, où deux enfants (fille et garçon déjà adultes) couchent dans la même pièce claire, coupée en deux par un grand paravent, logement d'employé, presque de petit bourgeois¹ ». On comprend, à l'issue de ce portrait, pourquoi Halbwachs considère comme une des limites à l'enquête le recrutement par le syndicat.

Pour les familles rurales, Halbwachs suggère de passer par l'intermédiaire des instituteurs qui, bien implantés localement, pourraient non seulement entrer en contact avec les familles, mais également se charger de l'enquête. Tel est le cas de Joseph Letaconnoux, agrégé d'histoire, qui enquête avec son frère instituteur (désigné sans plus de précision dans l'article) dans les Côtes du Nord, à Broons, leur village natal. Participent également à l'enquête d'autres personnes bien implantées ou dont les familles sont bien implantées localement, tel le maire de Gabarnac, en Gironde, ou Jacques Chevalier, qui enquête lui aussi dans son village natal de Cerilly (dans l'Allié) avec l'abbé du village². Comme nous allons le voir, ce dernier exemple permet de comprendre une autre façon d'approcher les familles, dans le cadre d'une interconnaissance locale, et renseigne sur la relation d'enquête et le prisme par lequel l'enquêteur observe la famille.

Notices et livrets : les deux composantes des « budgets »

Dans les instructions que Rowntree envoie à Halbwachs, les « budgets », expression qui confond l'outil et l'objet, se composent de deux types de recueil :

« Il faut avoir présent à l'esprit en établissant ces budgets deux choses :

1° je désire une description complète et faisant image de la famille en général [...]. L'idée générale que devra avoir l'esprit de l'enquêteur est de donner une description telle de la famille, de son logement, de sa manière de vivre, qu'un étranger puisse se les représenter par image.

La seconde partie de l'enquête concerne la dépense et la nourriture de la famille. Les renseignements sur ces deux points devront se porter sur quatre semaines exécutives [...]. L'expérience m'a appris que l'enquêteur doit surveiller avec soin pour que les budgets soient exacts. J'ai trouvé qu'il était souvent utile que l'enquêteur vît deux fois par semaine la ménagère pour la contre-examiner afin de s'assurer qu'aucun oubli n'avait été commis³ .»

Notices et livrets forment les deux volets indissociables des « budgets ». Les dépenses chiffrées consignées dans les livrets doivent pouvoir se comprendre à la lumière de la description des familles capturées comme un instantané dans les notices. Mais que contiennent ces documents ? À quoi correspondent les informations qui y sont consignées, dans quelles circonstances l'ont-elles été ?

¹ M. Halbwachs, « Budgets de familles », art cit., p. 540-541.

² Gabarnac compte 364 habitants au recensement de 1911 ; son maire, Raymond, dit Chéri, Gaussem, occupe la fonction de 1892 à 1919.

³ Bibliothèque Mazarine, Fonds Demangeon Perpillou, H9, non datée.

La description des familles via les notices, clé de compréhension de leurs dépenses

Les notices contiennent « une description du logement et du mobilier, le prix du loyer, l'appréciation de l'état physique et moral de la famille et toutes les indications qui paraîtraient utiles (durée du travail, distractions, alcoolisme, etc.)¹ ». Halbwachs en publie des extraits plus ou moins longs dans ses articles de 1908 et 1914 : descriptions extensives de l'habitat pour une demi-douzaine d'ouvriers², relevé des cotisations syndicales, mutualistes ou coopératives, situés dans le corps des textes, ainsi que de nombreuses autres indications relayées en note : le métier de l'épouse, les dépenses consacrées à l'alcool ou pour les consommations « au dehors », ou la description des principaux loisirs des familles. Outre « l'image » des familles, qui, comme le souhaite Rowntree, se fait plus précise grâce à ces descriptions même très partielles, ces notices présentent aussi l'intérêt de donner un petit aperçu de la pratique de l'enquête, en rapportant des propos des enquêteurs et des enquêtés eux-mêmes. Tel est le cas de la couturière parisienne, rencontrée par Halbwachs. Au chapitre « dépenses diverses », l'enquêteur indique que la « couturière de Paris marque, pour l'entretien, 13 fr » désignant par le geste [« marque »] l'inscription et confirmant ainsi que c'est bien elle qui a tenu le carnet des dépenses. Les indications sur les consommations d'alcool montrent comment les enquêtés ont tenu à se forger une bonne image auprès des enquêteurs en jouant la carte de la modération. Il est ainsi rapporté que l'ouvrier typographe de Lille « prend un verre de bière le lundi avec quelques camarades en sortant de l'atelier, mais ne boit pas d'alcool "si ce n'est quelque fois en prenant le café" ». L'usage des guillemets donne ici la parole aux enquêtés, sans que l'enquêteur ne pose, tout au moins à cet endroit, aucun jugement. Le mécanicien de Lille « prend volontiers une chope de bière à l'occasion, mais n'en abuse pas » ; le menuisier de Lille « prend un verre de genièvre le matin, en allant au chantier, mais pas plus ». Dans ces deux dernières citations, pas de guillemets, mais on soupçonne sous la plume de l'enquêteur le souhait des enquêtés de montrer leur moralité. À l'inverse, l'ouvrier boulanger de Lille « boit beaucoup de bière en sortant de son

¹. M. Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », art cit., p. 47-48.

². Il décrit en particulier l'habitat de quatre des familles auprès desquelles il a enquêté : trois habitent dans le 11^e arrondissement, dans le quartier de la Bastille et deux dans le 12^e, près de la Gare de Lyon et près de la porte de Reuilly. Ces investigations l'ont donc conduit rive droite, au-delà du périmètre des "promenades urbaines" de ses années étudiantes, et dont la topographie est circonscrite, comme la montré Christian Topalov à « la rive gauche du Quartier latin, les nouveaux quartiers bourgeois du 16^e, les quartiers centraux de la rive droite jusqu'aux grands boulevards ». C. Topalov, « Maurice Halbwachs, photographe des taudis parisiens (1908) », art cit. Halbwachs s'aventure ici dans l'est parisien et ses quartiers périphériques qui lui étaient inconnus. Si ses descriptions empruntent encore en partie à une tonalité littéraire : « atmosphère, types humains, souci du détail et de la topographie », on n'y trouve plus les références romanesques. Cette différence tient au fait qu'il ne s'agit plus d'impressions mais bien de comptes rendus de visites de logements guidé par les habitants qui lui ont décrit leur mode d'habitation.

travail de nuit : la femme dit que, sans cela, ils seraient plus à l'aise¹ ». On trouve le même type de commentaire à propos des jeux. Par exemple, l'homme de peine de Lille « aime à jouer aux cartes, mais sans enjeu », alors que le mineur d'Aniche « élève trois coqs destinés aux combats de coqs : cela coûte cher à élever, et ces combats occasionnent de nombreuses dépenses au cabaret et pour les paris² ». Ceci tend à prouver que ce sont bien les femmes les informatrices ; l'évaluation du coût de ce loisir aurait peut-être été différente si l'époux avait répondu.

Les archives de Chevalier se révèlent très précieuses pour comprendre la nature et le contenu de ces notices. Ce sont les seules traces du travail effectué par des collaborateurs pendant l'enquête, qui nous renseignent sur les modes concrets d'interactions entre enquêteurs et enquêtés, les visites aux familles ou les modes d'enregistrement des informations. Si l'essentiel du travail de collecte mené par les enquêteurs reste dans l'ombre, ces archives permettent néanmoins d'en donner quelques éléments de compréhension. Jacques Chevalier a enquêté à Cerilly avec l'abbé Louis Cabanne (abbé à Cerilly de 1892 à son décès en 1919). Catholique fervent, Jacques Chevalier entretient une étroite relation avec l'abbé. À la mort de Cabanne, Chevalier lui consacre une longue notice nécrologique dans laquelle il souligne en particulier son « grand ascendant sur cette population ouvrière qui convenait à sa nature ardente³ ». Tous deux ont dressé le budget de deux familles de métayers (l'une « pauvre », l'autre « aisée ») à Cerilly et d'une famille de travailleur agricole au lieu-dit le Theil. Les carnets de jeunesse conservés dans les archives de Chevalier permettent de documenter avec précision les circonstances de l'enquête. Sa famille est originaire de Cerilly, où il rejoint régulièrement la maison familiale alors qu'il est étudiant à Paris. Au printemps 1907, il y retourne pour célébrer la Pentecôte. Il accompagne la messe à l'orgue : « Dimanche Pentecôte. À la grand-messe, j'accompagne M. le Curé, qui chante l'admirable Cantate de Bach pour le jour de la Pentecôte : elle produit grand effet ; les ignorants en musique la préfèrent au Gounod. Je joue la prière en mi, et la sortie en fa, des petites pièces de Franck. L'orgue me résiste moins ; je m'en sens, déjà, maître⁴ ». C'est à l'occasion de ce court séjour qu'il mène l'enquête pour Halbwachs : « Mes enquêtes sur les paysans bourbonnais sont en bonne voie et me passionnent », écrit-il dans son carnet à la date du 13 mai 1907⁵. Il y rend compte de sa visite à deux familles de métayers. La première, la famille Guillemard, est aussi la plus aisée. Il y est accompagné de « Mme Bernard », une amie de la famille et passe une heure à visiter le domaine guidé par la fille aînée Marie. Comme on peut le vérifier dans le recensement

¹. Tous ces extraits sont reproduits dans M. Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », art cit., p. 64, note 2.

². *Ibid.*, p. 74.

³. Lorsqu'il est nommé à Montvicq (Allier) en 1888. Jacques Chevalier, *Monsieur le chanoine Cabanne, curé-doyen de Cérilly : nécrologie*, S.I., s.n., 1919, p. 2.

⁴. AN, Fonds Chevalier 684 AP/ 8 / Carnet 1906-1907 / Lundi 13 mai.

⁵. *Ibid.*

(Figure 1) la ferme est habitée par trois générations : Etienne Blanchard, âgé de 64 ans, est « cultivateur métayer » avec son gendre Louis Guillemard, 42 ans « cultivateur », lesquels donnent leur nom au domaine que Chevalier désigne comme le domaine des « Blanchard-Guillemard ». Leurs deux épouses sont « ménagères ». Les deux couples partagent le même logement avec les trois enfants Guillemard, Marie et Louise, âgées de 19 et 15 ans, « sans profession » (bien que Marie se plaigne auprès de Chevalier de ne pas avoir le temps d'étudier en dehors de son travail à la ferme), et Louis Victor, 9 ans, écolier.

Figure 1 . La famille d'un « cultivateur-métayer » du Domaine des Magnoux dans le recensement de 1906 (Cerilly, Allier)¹

Archives départementales de l'Allier		6 M 44 2 - 1906 - Cérilly																			
N°	Sexe	Age	Ménages	Ménages	Ménages	PRÉNOMS	ANNEE	LIEU	NATIONALITÉ	PAR RAPPORT	PROFESSION	OBS.									
							de	de	LITÉ												
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13									
de la ferme Le Magnoux	51	52	172	173		Mailliet Jean	1834	Cerilly Francais		il	Chef Cult ²										
						Bouchicot Anne	1842	Chenevillè		il	sa femme ménagère										
	52	53	174	175		Jallot Pierre	1841	Cerilly		il	Chef Cult ²										
						Richard Guillemard	1853	il		il	sa femme ménagère										
	53	54	176	177	178	179	179	180	181	182	183	184	185	Blanchard Etienne	1842	Chenevillè		il	Chef Cult ² métayer		
														Chaput Geneviève	1846	il		il	sa femme ménagère		
														Guillemard Louis	1864	Lonzac		il	gendre Cult ²		
														Blanchard Anne	1868	Cerilly		il	sa femme ménagère		
														Guillemard Marie	1887	il		il	leur fille S.P		
														Guillemard Louise	1891	il		il	S.P		
														Guillemard Louis Victor	1897	il		il	leur fils écolier		
														Brunet Pierre	1886	Le Pothier		il	domestique agricole		
														Aougot Louis	1889	Boisje		il	il	il	
														Cozard Anne	1891	Vitray		il	il		

Source : Arch. Départementales de l'Allier. Dénombrement de la population, Cerilly, 1906, 6M442

¹ Cette vue du dénombrement de 1906 permet de voir l'ensemble des personnes qui partagent le logement aux Magnoux : Étienne Blanchard, né en 1842, le « chef de ménage », avec son épouse Geneviève, leurs enfants Anne, Marie, Louise, Louis Victor, leur gendre Louis Guillemard (époux de Anne), et trois « domestiques agricoles ».

La seconde famille « les Sanguillon », est apparentée à la précédente. Chevalier la qualifie de « moins aisée ». Il est guidé cette fois-ci dans sa visite par le fils Sanguillon. Il rend compte de ses visites en ces termes :

Lundi. Avec Mme Bernard, je vais aux domaines de Magnoux ; après la nuit claire et froide, qui a noirci les pommes de terre et les pousses des jeunes chênes, voici la chaleur qui revient. Les champs sont pleins de couleurs, de lumière et de parfums. La végétation est dure, les teintes, les formes sont rugueuses, épineuses, et molles à la fois. Les ombres, aussi chaudes que la lumière, chevauchent sur les champs et sur la forêt. Je passe une bonne heure au domaine des Blanchard-Guillemard. Après déjeuner, je mène bonne maman au grand jardin. Je cours sur ma bicyclette aux Magnoux ; Marie Guillemard me conduit chez ses cousins Sanguillon ; avec le fils, je visite les maisons de ferme et les terres, toutes semées de blocs énormes de granit gris [...].

Dès le lendemain Chevalier consigne plus longuement ses visites. Ces notes mettent en évidence ce qu'il a vu (mais aussi, par contraste, ce qu'il n'a pas noté). Les descriptions qu'il livre des deux domaines sont assez différentes. Il est introduit au domaine des Blanchard-Guillemard par Mme Bernard, amie de ses parents. Il y est guidé par la fille aînée Marie Guillemard, probablement flattée de lui faire faire cette visite, elle qui se plaint de n'avoir pour prétendant que des « gredins » et en désire un « qui soit bien chrétien », la « religiosité » de Chevalier ne lui ayant sûrement pas échappé. Les informations qu'il en tire sont très descriptives du domaine et du logement, davantage sur le mode de l'inventaire, sans toutefois en atteindre la précision. En revanche, à part Marie, aucune trace d'interaction avec les autres membres de la famille et nulle trace non plus de conversations qu'il aurait pu avoir en dehors de la visite consignée dans le carnet.

Mardi

Beaucoup à faire parmi les paysans. Braves âmes, esprits droits ; ils voient le point ; nous nous attardons en chemin, souvent, et manquons le point. Or tout est là, dans le « gist of the things (L.L.) ». Marie Guillemard, forte fille de 20 ans, de foi robuste et de grande pureté, aimerait à travailler, l'hiver, et dans les intervalles que lui laissent les travaux, le pansement et le soin des bêtes, la traite des vaches dès avant l'aube, la garde des moutons et des oies, le javelage, le battage ; elle lit avidement chaque semaine les petites annales de St François ; bien des prétendants lorgnent sa belle santé et le petit pécule lentement amassé par cette famille aux traditions fortes, établie depuis 49 ans aux Magnoux, et qui se passe de génération en génération l'amour de la terre rude, et du labeur. « Mais », comme elle dit à son curé « tous les garçons sont des gredins ; j'en veux un qui soit bien chrétien ». Leur logis, adossé à une table d'énorme granit, a deux chambres de 8m sur 6, avec chacune une porte et une fenêtre ; dans la première qui sert de cuisine et de salle à manger, couchent les grands parents et le petit gars de 7 ans ; dans l'autre, quatre lits pour les parents, les deux filles et les deux domestiques ; une trappe lourde à laquelle on accède par une échelle, ouvre le grenier. Les armoires, deux grandes maies à pétrir, une cheminée haute, qui a enfumé les poutres toutes garnies de provisions. Dans la cour, le fumier dont le jus s'écoule dans le grand pré au-dessous, et, sur les côtés, la grange où l'on enfourne le fourrage et la paille du petit grain : les pailles de froment sont laissées dehors, en grandes meules. Ecuries de porcs, bergerie, écuries

pour les 35 bêtes à corne, hangar aux pommes de terre, cellier. À l'entrée, une mare, et un petit jardin de 10 à 12 ares – une mesure – où poussent les salades, les oignons, les choux, les poix, la graisse de rave, trois iris et quelques plants de giroflée. 73 hectares, dont 27 de prés ; 1800 mesures de tous grains dont plus de 1000 de froment (la mesure : d.d., 16 kgs).

La description de sa visite au second domaine est un peu différente. Guidé par le fils, qui vit et travaille sur le domaine avec son père, Chevalier insiste davantage sur les difficultés économiques que rencontre l'exploitation. Il poursuit ainsi le compte rendu de sa visite :

Les Languillon, au Domaine d'en bas, sont métayers aussi, mais moins aisés ; leurs 55 hectares de terre rocheuse, et de grande côtes, réclament trois « guérets »¹, labour et planches, avant les semailles ; quelques bons prés dans le bas, où le ruisseau coule parmi les saules et les chênes têtards, ravin perdu, tiède, solitaire, avec la grande forêt à l'horizon. Le fermier, Barbe, paie annuellement 2000 frs à Hours, banquier de Montluçon, le propriétaire, pour le domaine qu'exploitent les Languillon avec deux domestiques payés 14 frs l'un la semaine et pour le bon pré de 5 hectares qu'il s'est réservé ; les métayers sont encore grevés d'un impôt colonique [sic] annuel de 500 frs ; et il faut que le régisseur Chastaing de Cérilly, chargé des réparations, trouve encore son compte à l'affaire. Malgré cela, ces rudes laboureurs peinent et s'élèvent sans arrêt ; le père, qui commença sans un sou vaillant comme journalier, devint métayer d'un petit domaine, il y a 6 ans et, sans jamais quitter son plateau, ni l'horizon de Pied Chaumont, vint ici il y a 2 années, et va prendre tôt ou tard la terre à ferme. Ils mangent peu, ne prennent de café et de vin qu'à la saison des forts travaux (foins, moisson, piochage des pommes de terre), quand on se lève à 2 heures. Le reste du temps – en ce moment où ils n'ont guère qu'à semer les pommes de terre, arracher les herbes dans les blés d'automne et de printemps, couper la luzerne et les trèfles, et préparer les premiers guérets – ils se nourrissent de soupe au lait, de lard salé, d'œufs, de fromage de vache et de gros pain de ménage fait à la maison.

Dans son article de 1914, Halbwachs restitue la description du second domaine en insistant bien sur les contraintes économiques du domaine pointées par le fils : « Un des métayers de l'Allier est assez peu aisé : le ménage en comprend en réalité deux, celui du père et du fils, qui habitent avec les domestiques dans une pauvre maison de deux pièces. Ces métayers dépendent du fermier général qui paie annuellement 2000 francs au propriétaire, banquier à Montluçon, pour le domaine qu'ils exploitent, et d'un régisseur chargé des réparations² ». En revanche, il décrit les métayers dans une unique relation de dépendance au fermier et au régisseur, sans rendre compte de leurs trajectoires et de leur aspiration à acquérir des terres, pourtant caractéristique des ménages ruraux au tournant du siècle³. Faute d'archives, on ne peut pas vérifier de façon systématique comment Halbwachs s'est emparé des notices qui lui ont été fournies, d'autant qu'elles occupent une place marginale dans ses publications. C'est ainsi que son

¹. Un guéret est, d'après le Littré, une « terre labourée et nonensemencée ».

². M. Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », art cit., p. 76.

³. Anne Lhuissier, « Frugality as a Way of Life—French Rural Workers and Food During the Second Half of the Nineteenth Century », *Food and Foodways*, 2012, vol. 20, n° 1, p. 31-52.

article de 1914 s'accompagne d'un paratexte que constituent les notes de bas de page qui peuvent être lues de façon quasi-autonomes et donnent de très nombreuses descriptions des familles ouvrières enquêtées, de leurs intérieurs, leurs loisirs ou leurs menus.

En parallèle de la rédaction des notices par Chevalier, c'est probablement l'abbé Cabanne qui fut chargé d'élaborer les budgets. En effet, tout comme à Lille où Demangeon et son aide de laboratoire se sont partagé le travail - au premier les livrets, au second les notices - il est vraisemblable que Chevalier et Cabanne aient procédé de même, Cabanne, sur place, étant mieux placé pour rendre des visites régulières aux familles et s'assurer du remplissage des livrets.

Les notices sont très différentes d'un enquêteur à l'autre. Les nombreux extraits qu'en publie Halbwachs montrent la diversité des relevés et des discussions qui ont été engagées entre les enquêteurs et les enquêtés. En particulier, celles sur les ouvriers de Lille semblent bien plus riches que d'autres et conduisent par exemple à s'interroger sur ce que Chevalier a pu apprendre et retenir de la vie de ces deux familles auxquelles il a consacré moins d'une demi-journée chacune. En revanche, comme le souligne Halbwachs lui-même :

« Nous pouvons, par les notices qui accompagnent leurs budgets, nous faire une idée de leurs distractions. Nous apprenons, par exemple, que la confectionneuse de Lille adore la lecture, et le cinématographe (depuis l'époque où a eu lieu notre enquête, cette dernière dépense à [sic] dû s'accroître sérieusement dans toute la classe ouvrière). On nous dit, du fileur de coton à Lille, qu'il est "le vrai type du fileur lillois" : sa plus grande distraction est de jouer aux cartes. Le typographe de Lille est "le type de l'ouvrier sérieux et intelligent, très intéressé par son intérieur". Il aime, le dimanche, à se retrouver avec des amis dans une guinguette, à la banlieue. Ils jouent ensemble au bouchon l'après-midi¹. »

Quant à Halbwachs enquêteur lui-même, il publie en 1908 et 1914 les descriptions du logement de certaines des familles auprès desquelles il a enquêté. Mais concentré sur les conditions du logement, il ne laisse, qu'à une exception près, aucune marque d'interaction. L'exception concerne l'employé du chemin de fer de Paris. Avec des revenus pour quatre semaines de 155 fr80, l'employé, dont la femme a pour occupation de faire des raccommodages qui lui rapportent 9 fr. par semaine, se situe dans la tranche de revenus moyens. Halbwachs publie dans l'article de 1914 une assez longue description du logement qu'il a visité. Il y dépeint avec minutie l'aménagement intérieur et l'état, relativement pauvre, de ce logement, qui donne une perception précise de la manière dont peut y vivre la famille :

« Père, mère, 3 enfants dont l'aîné a 9 ans. Le logement se trouve dans une ruelle assez sale du 12^e arrondissement, aux environs du chemin de fer de Lyon ; La maison n'a qu'un étage : c'est une vacherie ; Le logement est au 1^{er} étage, en arrière, sur une cour qui ressemble à une cour de ferme : il s'ouvre sur un balcon-plateforme qui court devant la maison : escalier

¹. M. Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », art cit., p. 73-74.

délabré, en plein air ; Sous les logements, une écurie à chevaux : à côté, l'écurie des vaches avec la grange au-dessus. Sur le balcon, du linge sèche ; deux pièces : une salle à manger-cuisine, éclairée par une seule porte vitrée qui donne sur le balcon en bois ; mobilier : une table ronde en bois noirci, six chaises dont deux couvertes d'une méchante tapisserie, un fourneau qui sert pour la cuisine et le chauffage ; au fond des rayons, recouverts par un rideau, contiennent batterie de cuisine, vaisselle, provisions. Des vêtements pendus à deux clous au mur ; La chambre à coucher a deux fenêtres (à un seul battant) l'une sur la cour de la vacherie, l'autre sur une autre cour. Mobilier : un lit en bois pour les parents, un petit lit de fer pour les deux plus petits, un lit pliant pour le garçon de neuf ans. Une armoire à glace modeste. Une autre armoire en bois blanc. Une garde-robe au-dessus du lit des deux petits. Intérieur très pauvre. C'est encombré, l'air est lourd. Tenu avec ordre. Loyer de 200 francs¹. »

Dans l'article de 1908, cette description est publiée de façon raccourcie mais avec la mention d'un commentaire de l'ouvrier sur son lieu d'habitation qui modifie la perception que le lecteur se fait non seulement de son habitat mais aussi du regard que porte l'enquêteur sur cet ouvrier : « Les deux pièces étroites et à plafond bas, qu'un employé de chemin de fer a découvertes dans une vacherie, et où il se trouve bien, car, sous le plancher, l'écurie et les ruisseaux de purin dans la cour lui rappellent la ferme natale². » Loin d'une condamnation morale de l'employé du chemin de fer dont les conditions de logement, dans d'autres circonstances, seraient probablement jugées inappropriées par un enquêteur dont il a été souligné à plusieurs reprises son attachement au thème de l'indifférence ouvrière au logement³, ici, c'est l'empathie qui semble l'emporter face à une telle expression du mal du pays.

Des livrets surtout orientés vers le recueil des dépenses d'alimentation

À ces notices, qui permettent en partie de voir le travail de collecte à l'œuvre, s'ajoutent les livrets, c'est-à-dire les carnets dans lesquels les familles consignent, pour une période donnée, leurs revenus et leurs dépenses. Les enquêteurs sont chargés de veiller à leur bon remplissage, ce que Halbwachs explique à Demangeon :

« Au cas où vous voudriez bien diriger ce travail, vous auriez à visiter une fois par semaine au moins le ménage, afin de voir si le livret est bien tenu, de rectifier, de compléter, etc., et aussi de nous donner quelques indications sur le logement, le mobilier, etc. M. Rowntree attache une importance particulière à la connaissance du poids des aliments : au cas où la ménagère ne pourrait pas le déterminer directement, vous pourriez l'établir à l'aide du prix⁴. »

Les dépenses d'alimentation se situent au cœur des concepts de *pauvreté primaire* et *pauvreté secondaire*. Le projet de Rowntree est de comparer, sous cet angle précis, les résultats anglais, français et belge, afin de répondre aux questions suivantes : « Parmi les familles ayant de

¹. *Ibid.*, p. 70.

². M. Halbwachs, « Budgets de familles », art cit., p. 541.

³. C. Topalov, « « Expériences sociologiques » », art cit.

⁴. Bibliothèque Mazarine, Fonds Albert Demangeon-Perpillou, H1, f. 2, 5 mars 1907.

faibles ressources s'en trouve-t-il qui sont insuffisamment nourries, et, dans l'affirmative, dans quelle mesure ? Quelle quantité de matières nutritives l'ouvrier belge obtient-t-il pour une somme donnée ? Quelle est la proportion des dépenses totales consacrées respectivement à la nourriture, au loyer et aux autres déboursés ? Quel est le prix des principaux articles de première nécessité ? Quelle est, à tous ces points de vue, la situation de la Belgique par rapport à l'Angleterre ?¹ » Ces questionnements imposent de concevoir une méthode d'enquête dont « l'objet principal [de l'enquête qui] était de déterminer la quantité et la qualité des aliments consommés par les ménages ouvriers. Aussi a-t-on apporté un soin particulier au relevé quotidien des achats. Non seulement les prix, mais les poids ont été indiqués² ». Pour l'alimentation, le carnet permet une double inscription journalière, celle des menus, et celle des achats d'aliments. Nous n'en avons pas trouvé d'exemplaire dans les archives de l'enquête de 1907. Mais Rowntree le décrit avec précision dans son ouvrage sur York (encadré 1), et en publie un spécimen dans l'ouvrage sur la Belgique, que je reproduis ici (Figure 2).

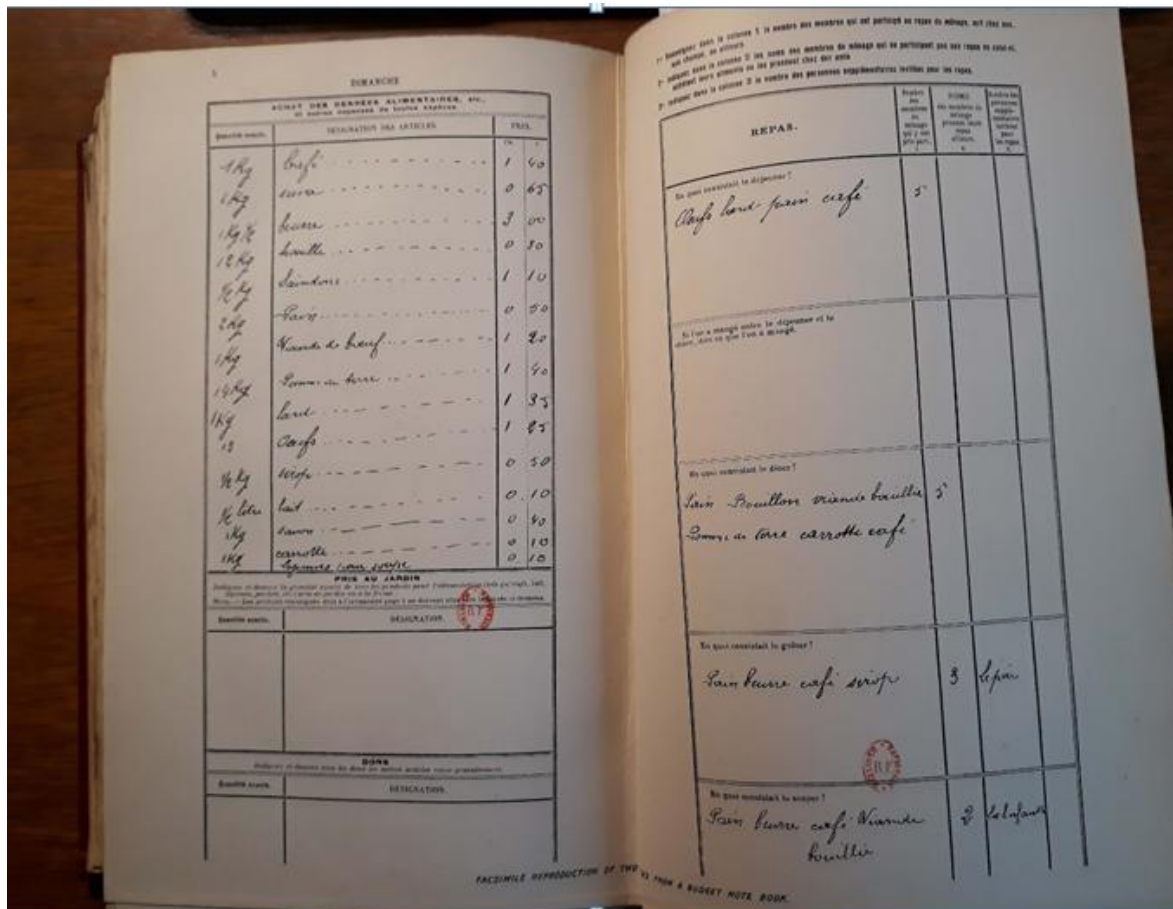
Encadré 1. Description du carnet de consommation conçu par Rowntree et utilisé par Halbwachs en 1907

« Le carnet se compose de deux pages en regard l'une de l'autre à remplir chaque jour. Sur la page de gauche se trouvent trois encadrés. Le premier se compose de 3 colonnes pour le recueil des achats alimentaires de la journée. Dans la première colonne, à gauche, la ménagère doit inscrire la quantité de chaque aliment acheté, puis désigner chaque aliment dans la deuxième et en donner le prix dans la troisième. Le deuxième et le troisième encadré visent à recueillir respectivement les aliments issus du jardin et de la ferme, et ceux issus de dons. Ils se composent de deux colonnes : l'une pour la quantité, l'autre pour la désignation des produits concernés. La page de droite concerne le contenu des repas. Elle se compose d'un tableau à 4 lignes et 4 colonnes. Les lignes correspondent aux différents "repas" (comme l'indique le titre de cette colonne) pris aux différents moments de la journée : " le déjeuner ", " entre le déjeuner et le dîner", le "dîner" et le " goûter". En ligne, pour chacun de ses repas, la ménagère doit mentionner 1) en quoi consistait le repas (la liste des aliments consommés), 2) le nombre de personnes qui y ont pris part, 3) afin de vérifier l'information précédente, doivent être inscrits dans la 3^e colonne les noms des membres du ménage qui ont pris leur repas ailleurs et 4) les noms des membres extérieurs au ménage et qui ont pris part au repas à la maison. »

¹. B.S. Rowntree, *Comment diminuer la misère. Études sur la Belgique.*, op. cit., p. 351.

². M. Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », art cit., p. 59.

Figure 2. Spécimen du carnet de consommation utilisé par S. Rowntree pour l'enquête menée en Belgique (1906-1908)



Source : S. Rowntree, *Comment diminuer la misère...*, op. cit.

Halbwachs et Demangeon sont en interaction quasi hebdomadaire pendant la période du travail de collecte. Car une fois les carnets complétés par les familles et récupérés par les enquêteurs, ils sont envoyés à Halbwachs qui les vérifie puis se charge de les envoyer à Rowntree lequel peut, à son tour, demander de nouvelles précisions, provoquant ainsi une nouvelle chaîne de correspondance au centre de laquelle se trouve Halbwachs : « maintenant que je vous ai encore bien ennuyé, excusez-moi, en songeant que je ne suis, en tout cela, que le porte-parole de R., et que, pour ma part, je me contenterais fort bien des renseignements très instructifs déjà fournis¹ ». La tâche de faire remplir correctement le livret peut se révéler ardue pour l'enquêteur au regard des nombreuses précisions que Halbwachs, ou Rowntree par l'intermédiaire de celui-là, lui réclament. Toutes les demandes portent sur les dépenses de nourriture, confirmant à quel point « l'effort principal des enquêteurs et des enquêtés portait sur la détermination de la

¹. Bibliothèque Mazarine, Fonds Albert Demangeon-Perpillou, H5, f. 1, f. 2, non datée.

quantité et du prix des aliments¹», à tel point qu'« à Lille, on a omis toute indication autre que celles qui concernaient la nourriture et le logement, sauf dans un cas². » Ce n'est pourtant pas faute de bonne volonté de la part de Demangeon, qui semble rencontrer quelques difficultés. Voici ce que Halbwachs répond à l'une de ses lettres :

« Il est bien entendu que c'est la quantité des objets achetés chaque jour (ainsi que leur prix qui est à indiquer : dans la page de droite, réservée aux menus, il suffit de spécifier les mets). Je vous dis cela à propos de votre remarque sur le café, le sucre, etc. : il serait naturellement bien difficile de mesurer les quantités consommées chaque jour, on les saisit mieux au moment où on les achète. Pour les agriculteurs qui consomment leurs produits, les deux choses se confondent le plus souvent, il est vrai : c'est sans doute à eux que s'applique surtout votre observation³. »

Halbwachs récupère ensuite les carnets et vérifie le soin avec lequel ils ont été remplis avant de les transmettre à Rowntree. C'est ainsi qu'à plusieurs reprises il demande de nombreuses précisions à Demangeon à la réception de ses carnets. Dans une lettre en retour du premier carnet, il explique à son correspondant :

« J'ai dû indiquer approximativement le prix de la viande : j'espère ne pas m'être trompé en mettant le beefsteak à 60 ou 70 cent. la ½ livre, le veau à 1f. la livre, et le mouton de même : si je me trompe trop grossièrement, je vous serais reconnaissant de m'en aviser. Sur les prochains carnets, vous me rendriez grand service en indiquant les quantités d'après les prix de Lille : ce sera évidemment plus approprié. Que peut contenir le pâté de 60 cent., pesant ½ livre ? Quel est le poids de 1f. de petits poissons d'eau douce ? Quelle espèce de salade mange-t-on en général dans le Nord et que coûte-t-elle à la livre ? (...) Pardon d'être si tâillon. Mais je suis sûr que Rowntree va me poser ces questions, et je ne voudrais pas répondre au hasard⁴. »

Si l'information collectée ne se limite pas aux dépenses alimentaires, elles occupent néanmoins une place considérable, parfois au détriment des autres postes de dépenses, confirmant à quel point « l'effort principal des enquêteurs et des enquêtés portait sur la détermination de la quantité et du prix des aliments⁵ ». Un nombre important de carnets ne sont, en effet, pas ou que partiellement exploitables car incomplets : « la moitié seulement de nos budgets contiennent des indications complètes sur toutes les dépenses, comme nous l'avons vu ci-dessus : 25 budgets seulement, dont nous avons dû défalquer encore deux budgets qui n'indiquaient pas la dépense logement parce qu'elle n'existait pas⁶ ». La difficulté à obtenir des

¹. M. Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », art cit., p. 72.

². *Ibid.*, p. 54.

³. Bibliothèque Mazarine, Fonds Albert Demangeon-Perpillou, H6, f. 1-f. 2. Lettre non datée mais que l'on peut situer fin avril, après le voyage de Halbwachs à Lille.

⁴. Bibliothèque Mazarine, Fonds Albert Demangeon-Perpillou, H4, f. 2, non datée.

⁵. M. Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », art cit., p. 72.

⁶. *Ibid.*, p. 57.

carnets correctement remplis est en partie imputable aux enquêteurs eux-mêmes moins attentifs aux dépenses autres que la nourriture, ainsi qu'à la plus ou moins grande capacité des enquêtés à enregistrer leurs dépenses¹. Elle renvoie surtout aux différences de projets qui séparent Rowntree et Halbwachs lorsque ce dernier publie les résultats, par ailleurs inédits, de l'enquête. Au projet réformateur de Rowntree d'établir la part des familles vivant dans une pauvreté primaire et secondaire, répond en 1914 celui de Halbwachs, affranchi de la commande de Rowntree, de poursuivre sa propre réflexion sur les classes sociales et plus particulièrement la classe ouvrière.

Si, en 1907, Halbwachs s'acquitte consciencieusement de la commande qui lui est passée, quels enseignements tire-t-il de cette enquête ? Nous l'avons vu, il s'est forgé une conviction en matière de méthode, qu'il ne cessera de rappeler dans les textes ultérieurs. En mettant au jour les manières de faire l'enquête, nous comprenons mieux également le projet de connaissance sur la question des niveaux de vie qui lie les enquêteurs entre eux et les rapproche de certaines des familles enquêtées lorsqu'elles sont syndiquées. Mais quels en sont les enseignements réels ? Après 1912, quels sont les résultats que le sociologue met en avant dans son article ?

INTERPRÉTER DES BUDGETS : DES DÉPENSES INDISSOCIABLES DE LEUR USAGE

Halbwachs publie les résultats de l'enquête, ou tout au moins s'y réfère, à de multiples reprises : dans un article de 1908 paru dans la *Revue de Paris*, dans son ouvrage de 1912 *La Classe ouvrière...*, puis dans au moins trois autres articles : en 1914 dans le *Bulletin de la Statistique générale de la France*, en 1921 et en 1939 dans la *Revue d'économie politique*. Si certains résultats sont simplement repris d'un document à l'autre, la nature des supports ou du projet même de publication le conduit parfois à modifier l'angle sous lequel il les présente.

¹. Posant la question « Mais est-on jamais sûr que les budgets en question ont été dressés avec soin et conscience ? », Halbwachs tente d'y répondre en distinguant les ouvriers urbains, pour lesquels la diversité des sources d'achat rendrait difficile leur enregistrement exhaustif : « Peu d'ouvriers sont capables de tenir un compte régulier et exact de leurs dépenses. Un ouvrier de grande ville, qui achète tout ce qu'il consomme, pourrait tout noter; mais il aura tendance à ne pas indiquer les dépenses faites au dehors (consommation au café, distractions, tramways), ou qu'il juge trop petites (un timbre, un journal): pour lui la vie se complique; les actes de dépense se multiplient; leurs formes se diversifient », des habitants des campagnes, où « la vie est plus simple et plus concentrée: sur la grande table qui rassemble chaque jour tous les membres de la famille, passent des mets faciles à définir et peu variés. Il y a beaucoup de provisions, à la cave dans le cellier, au grenier, dans les remises, jusqu'aux poutres enfumées de la grande salle où le lard et les oignons, les jambons enveloppés de papier, et les cages à fromage sont suspendus ; de là une simplification possible dans le calcul des aliments consommés, puisqu'on peut substituer souvent la pesée en gros à la mesure du détail, mais aussi avec cette "économie fermée" et relativement autonome, de nouvelles sources d'incertitude ». M. Halbwachs, « Budgets de familles », art cit., p. 544-545. Cette distinction reste pourtant obscure à la lecture de l'article de 1914 dans lequel ce sont principalement les budgets dits « paysans » qui ont été exclus de l'analyse sous prétexte qu'ils seraient insuffisamment remplis.

L'article de 1908 est certainement le plus intéressant. Halbwachs y expose sa conception des dépenses ouvrières d'alimentation et la manière de les analyser. Il adopte pour cela une position délibérément non normative, se positionnant, comme nous l'avons rappelé plus haut, comme *sociologue*, davantage attentif aux besoins sociaux - où s'exprime la conscience de classe - qu'aux besoins physiologiques. Il refuse de naturaliser les besoins comme nécessité vitale et se demande si les dépenses diverses relatives à la culture ou à l'éducation par exemple, doivent toujours sacrifier à celles de logement ou d'alimentation :

« Les distractions, la culture intellectuelle, les œuvres de solidarité, pour artificiels que nous paraissent les besoins qui s'y rapportent, sont-elles en tout état de cause à sacrifier au logement sain et à l'alimentation suffisante ? À les diminuer, ne risquerait-on pas d'amoindrir l'énergie morale, la force d'endurance physique elle-même ? Définir le droit à la vie comme le droit à la satisfaction des besoins essentiels, c'est commettre un cercle vicieux : de ces besoins-là, nous ne pouvons fixer d'avance ni la liste, ni la limite de réductibilité¹. »

Halbwachs est attentif aux représentations sociales dominantes de l'alimentation ouvrière, dont le titre de l'enquête menée par les médecins Louis Landouzy, Henri et Marcel Labbé offre un bon condensé : « irraisonnée, insuffisante, insalubre, dispendieuse ». Il l'est tout autant à celles que se font les ouvriers de l'alimentation. La viande occupe une place primordiale, mais pas seulement. Plus généralement la table, c'est-à-dire ce qui est servi aux repas, est pris comme l'indice et la manifestation de son rang et n'échappe pas, de ce point de vue « au regard des voisins ». La variation des menus avec pour référence ceux des restaurants ou des tables bourgeoises et la hiérarchisation des aliments, « qui ne repose pas seulement sur leur valeur nutritive réelle ou supposée », entrent en considération dans l'alimentation y compris ouvrière. Comme il le rappelle, « pour chacun de nous », c'est-à-dire pour les ouvriers comme pour tous les autres, la dépense nourriture se compose de deux éléments qui sont à prendre en compte dans l'analyse, la quantité et la qualité : « la qualité, qui est un luxe, et qui augmente à mesure qu'on s'élève² ». C'est aussi la raison pour laquelle il s'intéresse tant à l'analyse des menus, dans lesquels s'expriment les goûts.

Les résultats que Halbwachs publie en 1914 dans l'article du *Bulletin de la Statistique générale de la France* sont déjà parus en partie dans l'ouvrage de 1912, où il a confronté à plusieurs reprises les données françaises et allemandes, pour montrer leur convergence. L'article de 1914 se distingue toutefois de l'ouvrage par le fait qu'il est dédié exclusivement aux données de l'enquête qu'il a lui-même coordonnée. Il porte donc uniquement sur l'analyse des dépenses des familles ouvrières dont il cherche à comprendre s'il y a une différenciation interne. En outre, il

¹ M. Halbwachs, « Budgets de familles », art cit.

² *Ibid.*, p. 537.

complète sa propre analyse statistique par l'analyse nutritionnelle, « inédite » rappelle-t-il, que Rowntree a réalisée.

Quand le goût l'emporte sur la nécessité : l'évolution des achats avec le revenu

Après avoir montré dans son ouvrage de 1912 la faible influence du métier et du lieu d'habitation dans les dépenses d'alimentation des ouvriers urbains, Halbwachs met l'accent dans l'article de 1914 sur le montant et les sources de revenu selon la composition des familles mesurée par le *quet*. Ses calculs et observations portent principalement sur les ouvriers « urbains » dont les budgets sont, dit-il, mieux tenus. Ils sont aussi davantage en accord avec ses propres inclinations, scientifiques autant que politiques, qui le poussent à considérer les ouvriers urbains dont les conditions de vie et de travail incarnent selon lui la classe ouvrière. Il observe notamment que le revenu moyen (rapporté au nombre de quets) est nettement plus élevé dans les familles où les enfants contribuent au gain du ménage, que dans celles où seul le père ou seuls la mère et le père y contribuent. Il attribue cette supériorité du revenu moyen au gain des enfants, lequel représente 34,5 % du revenu total.

Dans un deuxième temps, il analyse en détail les dépenses de nourriture, et dans une moindre mesure celles liées au logement et aux dépenses diverses. En ce qui concerne la nourriture, il classe les familles ouvrières urbaines en trois groupes selon leur revenu, comme l'a fait Rowntree pour York et pour la Belgique, de façon à les rendre comparables. Les principales conclusions relatives à la part des dépenses de nourriture dans les budgets ont déjà été publiées en 1912 :

« En résumé, entre les ménages des catégories les moins fortunées et les autres, une différence sérieuse de régime alimentaire est manifeste. Chez les premiers, la consommation de viande représente une part de la dépense inférieure à la consommation de pain et, chez les autres, l'inverse. Les premiers consomment plus de graisse et moins de beurre, plus de poisson (de qualité commune) aussi que les autres. Ils consacrent une part plus forte (en proportion) de leur dépense nourriture que les autres à l'achat de pommes de terre et de légumes, et, si on distingue ces deux articles, à l'achat de pommes de terre en tout cas (si la dépense légume est à peu près la même en quantité, la qualité diffère). Ils paraissent, d'autre part, dépenser moins en lait et en boisson ; mais la différence ici n'est plus considérable. Tous ces résultats recouvrent presque exactement ceux où nous avons conduits les enquêtes allemandes¹. »

Il les recopie quasiment mot pour mot dans l'article :

« En résumé, chez les ménages moins fortunés, la consommation de viande représente une part de la dépense inférieure à la consommation de pain, et, chez les autres, l'inverse. Les premiers consomment plus de graisse et moins de beurre, plus de poisson (de qualité commune) que les autres. Ils consacrent une proportion plus forte de pommes de terre, et

¹. M. Halbwachs, *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, op. cit., p. 365.

de légumes. Ils paraissent dépenser moins en lait et en boisson ; mais la différence est faible¹.»

Autrement dit, les différences de revenus ont une incidence sur la répartition des dépenses de nourriture entre les différentes familles d'aliments, mais aussi sur leur qualité. La part du budget consacrée au pain et à la viande s'inverse quand on monte dans l'échelle des revenus ; de même que la qualité des produits (« poisson ordinaire ») ou leur nature (beurre ou graisse) diffère selon cette même échelle.

N'utilisant plus le terme de « besoins » abondamment développé dans l'ouvrage de 1912, il interprète ici les évolutions qu'il observe dans l'alimentation des familles selon leur revenu en termes de « nécessité » et de « goût ». Bien qu'il utilise déjà ces termes dans son ouvrage, le propos plus resserré de l'article leur donne une dimension interprétative plus importante pour comprendre les différences dans la répartition des dépenses de nourriture entre les familles selon les écarts de revenu. Ces commentaires s'appliquent tout particulièrement à la viande, dont la consommation est érigée comme emblématique au groupe ouvrier – c'est vrai pour cette époque et pas seulement pour Halbwachs². Une modification des revenus provoque le réaménagement des autres postes de dépense pour préserver un minimum de consommation de viande : « l'étude des budgets les plus pauvres semble prouver que la consommation d'un minimum de viande est estimée de première nécessité dans toute la classe ouvrière, et que, pour ne point descendre au-dessous de ce niveau, on réduit toutes les autres consommations, on s'adresse à l'assistance, on fait des dettes³ ». L'exemple de la consommation de légumes permet d'approfondir les changements qualitatifs qui interviennent dans la nourriture avec une amélioration des revenus, qui autorise la substitution d'un achat dicté par la nécessité à une dépense commandée par les goûts : « Il semble que, dans les catégories les plus pauvres, les légumes (de qualité commune) et les pommes de terre remplacent pour une part la viande, qu'on les mange par nécessité; dans les catégories mieux situées, on consomme des légumes plus chers, et on ne mange des pommes de terre que par goût⁴ ». Il observe également l'évolution de la nature des produits achetés avec

¹ M. Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », art cit., p. 63.

² A. Lhuissier, *Alimentation populaire et réforme sociale*, op. cit.

³ M. Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », art cit., p. 63. Si plusieurs budgets sont déficitaires, il note par ailleurs l'existence d'un compte Dufayel dans la plupart des familles enquêtées à Paris « même là où le salaire paraissait assez fort pour permettre le paiement au comptant ». M. Halbwachs, « Budgets de familles », art cit., p. 543. Le magasin Dufayel est un grand magasin tourné vers les classes populaires ouvert en 1856 sous l'appellation « Palais de la Nouveauté ». Un collecteur passe chaque semaine au domicile des emprunteurs pour percevoir le remboursement du crédit. Voir A. Albert, « Le crédit à la consommation des classes populaires à la Belle Époque. Invention, innovation ou reconfiguration ? », art cit.

⁴ M. Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », art cit., p. 66. Cet extrait est déjà publié mot pour mot dans l'ouvrage de 1912, où la phrase est complétée comme suit : « et on en mange moins. Quant aux légumes consommés dans ces mêmes catégories, ils doivent être de

l'augmentation du revenu. L'analyse des menus est de ce point de vue très efficace. En comparant une semaine de menus de trois familles aux caractéristiques bien différentes, il esquisse l'idée de « consommation » sans courir le risque de confondre la dépense et son usage. Or cette différence est le plus souvent le point aveugle et la principale critique qu'il est possible d'adresser aux enquêtes par budgets de famille lorsque la présentation des résultats ne se limite qu'à des tableaux de dépense : rien, alors, ne permet de rapporter ces dépenses à des goûts et des usages, c'est-à-dire des « consommations ». Comme il a été rappelé *supra*, l'enregistrement des menus est partie intégrante de la méthode des budgets prônée par Rowntree et reprise par Halbwachs.

Les menus comme source d'analyse des différenciations internes au groupe ouvrier

L'intérêt de l'analyse de Halbwachs réside en effet dans le fait de montrer que les informations récoltées dans les budgets ne permettent pas de rendre compte du « régime alimentaire », c'est-à-dire des habitudes propres à chaque famille : « il a paru que l'énumération pure et simple des achats effectués à la boucherie, chez l'épicier etc., permet mal de se représenter les repas et leur composition¹ ». Pour mettre en avant les différences, il propose de s'en remettre non plus aux dépenses d'alimentation mais bien à l'usage des produits achetés par les familles, en examinant leurs menus :

« Les régimes alimentaires des ouvriers des basses et des hautes couches sont radicalement différents. On pourrait aller plus loin, montrer, par la comparaison de quelques menus, que tandis que le régime alimentaire des ouvriers les plus pauvres est à la fois monotone et irrégulier, celui des ouvriers les mieux situés manifeste de plus en plus le souci à la fois de varier et "d'ordonner" les repas, si bien que le chiffre de la dépense indique mal le progrès ici réalisé, une même somme employée avec économie et intelligence procurant des satisfactions à la fois plus nombreuses et plus intenses². »

Cet extrait, tiré de la *Classe ouvrière...*, fait référence aux menus établis sur une semaine pour trois des familles enquêtées et publiés dans l'article de 1908. Il compare les menus de deux familles parisiennes auprès desquelles il a lui-même enquêté - le mécanicien et le terrassier – et de l'employé de chemin de fer de Lille. Ces trois ménages présentent des revenus mensuels très échelonnés, plaçant les deux premiers dans la « classe 3 », celle des revenus les plus élevés (Tableau 7). On ne peut en revanche situer l'employé de chemin de fer dont le revenu mensuel n'est pas renseigné. Si la part des dépenses de nourriture des deux ménages parisiens est équivalente (pour une somme en valeur absolue bien supérieure pour le mécanicien), la part

meilleure qualité, et leur prix ne doit pas correspondre à leur réelle valeur nutritive ». M. Halbwachs, *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, op. cit., p. 364.

¹. M. Halbwachs, « Budgets de familles », art cit., p. 542.

². M. Halbwachs, *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, op. cit., p. 443-444.

dédiée à la nourriture par l'employé lillois est écrasante (91% des dépenses totales). Et pourtant, la lecture des menus montre que son régime est extrêmement monotone et assez frugal comparé aux deux premiers. Ces trois familles se distinguent par leur revenu et la part des dépenses pour l'alimentation.

Tableau 7. Le budget nourriture mensuel de trois familles ouvrières (Halbwachs, 1907)

Familles	Nombre de quets	Revenu mensuel (en francs)	Dépense mensuelle nourriture	Part dépense nourriture dans le budget total
Mécanicien de Paris	12,1	>280	168,4	62,87
Terrassier de Paris	11,8	157,5	113,8	63,8
Employé du chemin de fer de Lille	11,8	120	96,7	91

Source : M. Halbwachs, « Budgets de familles », *La Revue de Paris*, vol. 4, 1908, art. cit.

C'est bien la comparaison du contenu de l'alimentation, au-delà (ou en complément) de l'analyse des parts budgétaires, qui donne tout son sens à l'analyse comparée des budgets ouvriers dans la perspective d'en comprendre les modes et les niveaux de vie. Halbwachs montre bien que les menus s'ordonnent du plus abondant au plus monotone (Tableau 8). Les repas s'organisent autour de la viande ou de la soupe, dont j'ai montré ailleurs qu'il s'agit des aliments structurants des modes d'alimentation des familles ouvrières. Si cette distinction exprime une différence importante entre régimes ruraux et régimes urbains, elle indique toutefois un stade dans l'évolution des régimes alimentaires urbains : « En même temps que la consommation régulière de viande s'installe, elle chasse la soupe au rang d'entrée, et fait passer le pain d'aliment de base (soupe trempée) à un aliment d'accompagnement¹ ». La nourriture du mécanicien de Paris est, d'après la description de l'enquêteur, variée et riche : « Nous relevons, pour une seule semaine, des côtelettes, du beefsteak, du pigeon, du veau ; comme légumes, outre les pommes de terre, choucroute, petits pois, haricots verts, riz se succèdent sans monotonie ; il y a toujours un dessert au moins, souvent deux ; il est bien rare enfin que le menu du soir répète exactement celui du matin² ». Outre la nature des aliments consommés comme le pigeon, les haricots verts ou les figes, que l'on rencontre peu à la table ouvrière, les menus du mécanicien se distinguent aussi par leur ordonnancement en trois séquences : plat ; salade et ou fromage ; dessert.

¹. A. Lhuissier, *Alimentation populaire et réforme sociale*, op. cit., p. 192.

². M. Halbwachs, « Budgets de familles », art cit., p. 553.

Tableau 8. Une semaine de menus de trois familles ouvrières (Halbwachs, 1907)

	Mécanicien de Paris	Terrassier de Paris	Employé de chemin de fer, Lille (Salaire de 4 semaines: 120 francs)
Dimanche	Côtelettes, pommes de terre frites, fromage, confiture- Saucisson, choucroute, œufs, fromage, gâteaux.	Pot-au-feu. - pot-au-feu	Bouillon, bœuf.- Pain, beurre, jambon.
Lundi	Beefsteack, fromage, confiture. - Beefsteack, pommes de terre, fromage.	Veau et pommes de terre. - Veau, pommes de terre, fromage.	Bouillon, bœuf. - Pain, beurre, hareng saur.
Mardi	Blanquette de veau, côtelette de mouton, confiture. - Sardines, blanquette, fromage, oranges.	Côtelettes de porc, macaroni. - Soupe à l'oseille, côtelette de porc, fromage.	Pâté de hachis de porc, œufs, beurre. - Pain, beurre, fromage.
Mercredi	Pigeon, purée de pommes de terre, salade, fromage. - Œufs, pommes de terre, salade, fromage, mandarines.	Pot-au-feu, fromage. - pot-au-feu, fromage.	Soupe, côtelette de lard, pommes de terre frites. - Pain, beurre, café au lait.
Jeudi	Veaux aux oignons, salade, confiture. - Œufs, veau, haricots verts, salade, fromage.	Lapin, fromage. - Soupe à l'oignon, lapin, fromage.	Soupe aux légumes, ragoût de mouton. - Soupe, pain, beurre, fromage.
Vendredi	Pot-au-feu, œufs à la coque, fromage et figues. - Soupe vermicelle, bœuf, œufs, riz au gras, fromage.	Lentilles, porc salé, fromage. - Lentilles, porc, fromage.	Soupe, morue, haricots en salade. - Harengs marinés, haricots.
Samedi	Veau aux petits pois, confiture. - Soupe au potiron, veau, fromage, gâteaux.	Veau, pommes de terre, fromage. - Soupe aux poireaux, veau, pommes de terre.	Soupe au lard, pommes de terre. - Soupe, charcuterie.

"Ajoutons que le premier ménage prend à tous les repas du vin et du thé, le second du vin et le troisième de la bière". Source : M. Halbwachs, « Budgets de familles », *La Revue de Paris*, vol. 4, 1908, p. 542.

La table du Terrassier est de ce point de vue assez différente : « Avec un gain mensuel de 157,50fr », le terrassier de Paris, se situe dans la tranche haute (mais pas la plus haute) des classes de revenus. Il donne toutefois une image plus misérable du monde ouvrier que le mécanicien. Il est « puisatier-mineur, travaillant aux chantiers du Métropolitain. En grève pendant une partie (d'ailleurs courte) de la période d'enquête¹ ». Il vit avec son épouse et ses quatre enfants (de moins de 8 ans) dans un « taudis perdu au fond d'une cour sombre, aux environs de la place de la Bastille », où ils « couchent dans une seule chambre, dans deux lits et un berceau, parmi le linge sale et les déchets de légumes et de fruits² ». La description plus longue publiée en 1914 poursuit : « Le logement se trouve dans une rue étroite et sale, à côté de la place de la Bastille, dans un pâté de maison composé d'une série de cours. Le logement est au fond de la

¹. M. Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », art cit., p. 48, note 4.

². M. Halbwachs, « Budgets de familles », art cit., p. 540.

cour, dans un corps de bâtiment à deux étages, vieux, maculé. L'escalier est sordide, l'intérieur du logement plus encore ; 2 pièces. La salle à manger-cuisine : au milieu, un réchaud où aboutit un tuyau de poêle, dans un coin deux dressoirs en bois grossier, dans un autre une table de bois blanc, trois chaises et c'est tout : du linge suspendu à des cordes sèche dans la pièce. La chambre à coucher : un lit en bois, où couchent père, mère, et la plus petite fille, un lit en fer où couchent les deux autres, un plus petit lit en fer où couche le garçon. Chaque chambre est éclairée par une fenêtre donnant sur la cour. Souvent la chambre à coucher n'est pas encore faite à 5 heures de l'après-midi. Les W.-C. sont dans l'escalier, commun à trois ménages, sans clef, avec baquet, malpropres. Ni robinet, ni évier dans le logement : on va chercher l'eau dans la cour. Loyer de 300 francs ». Quant à sa nourriture, elle « n'est peut-être pas moins abondante [que celle du mécanicien], mais d'abord, presque toujours, il mange le soir ce qu'il reste du matin : le dessert unique est le fromage, et encore parfois manque-t-il ; enfin, si le veau apparaît à deux reprises, ce qui domine, c'est le bœuf et le porc et, comme légumes, les pommes de terre et les lentilles¹ ». En effet, comparés à ceux du mécanicien, les repas du terrassier sont moins variés dans les produits consommés et reviennent plus souvent puisque les restes sont aussitôt consommés au repas suivant. Ils n'obéissent pas à l'ordonnancement en trois séquences, étant structurés autour du plat principal et du fromage. Ils se situent ainsi à mi-chemin entre les régimes carnés et ceux à base de soupe qui caractérisent encore l'alimentation populaire.

Les repas de l'employé du chemin de fer de Lille se distinguent très nettement de ceux des deux ménages précédents. Nous ne savons malheureusement rien de cet employé, si ce n'est qu'il « occupe ses jours de congé à entretenir son jardin » (ce ménage a un compte dans une maison de crédit pour achat de vêtements, 100 francs : on paie 25 francs d'abord, puis 2 francs par semaine)² ». Le ménage consacre 91% de son budget aux dépenses d'alimentation et les menus reflètent une alimentation beaucoup plus frugale et monotone que celle des deux familles précédentes :

« Avec l'employé de chemin de fer, le tableau change ; du bœuf à un repas du dimanche, et le reste le lundi matin ; mais c'est de porc, surtout de lard, et de poisson bon marché, hareng saur, morue, qu'il se nourrit ; très souvent, le soir, il n'y a que du pain beurré avec du café ou du fromage. Si le menu du soir ne répète pas celui du matin, c'est qu'il n'y a qu'un repas sérieux par jour ; s'il varie de jour en jour, c'est surtout parce qu'à un repas de viande doivent succéder plusieurs repas sans viande ; de semaine en semaine, le même « ordinaire » reparait, invariable³ ».

¹ *Ibid.*, p. 553.

² M. Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », art cit., p. 73-74.

³ M. Halbwachs, « Budgets de familles », art cit., p. 553-554.

La grille de lecture de Halbwachs est ici la (non) consommation de viande, rejoignant ainsi les commentaires plus généraux qu'il émet sur la nécessité. Mais ce qui ressort de ces menus c'est un régime à base de soupe, caractéristique à cette époque des régimes alimentaires paysans¹. Outre la question des revenus plus faibles de l'employé de chemin de fer lillois, il aurait été intéressant de savoir dans quelle mesure il n'est pas fraîchement débarqué de la campagne et maintient (par goût ou nécessité), des habitudes campagnardes mêlées aux contraintes de budgets.

L'évaluation monétaire des régimes alimentaires exprimée par le coût de la calorie

La nouveauté de l'article de 1914 par rapport aux publications précédentes de Halbwachs sur cette enquête tient à l'évaluation par Rowntree de la composition nutritionnelle (prenant en compte calories et protéines) des régimes alimentaires déduits des achats (quantités et prix) des ménages (Tableau 9). Rowntree s'appuie d'une part sur les calculs de l'américain Atwater pour déterminer les besoins des hommes, des femmes et des enfants selon cinq catégories d'âge, et d'autre part sur le standard « d'un régime alimentaire minimum, qui comporte 116 grammes de protéine et 3500 calories par jour, pour un adulte mâle qui se livre à un travail musculaire modéré² ». En comparant le coût des régimes alimentaires ainsi calculé en France et en Belgique, Rowntree, par la voix de Halbwachs, compare également le prix de la calorie et de la protéine dans les deux pays. Les familles les plus pauvres, regroupées dans la classe 1 se procurent pour 1 franc 121 grammes de protéines et 3274 calories contre 192 grammes de protéines et 5700 calories pour les ménages belges de la même classe, montrant ainsi que « le prix de la nourriture semble plus élevé ici qu'en Belgique ». Les familles de la classe 2 se procurent en moyenne une quantité inférieure de protéines et de calories que les ménages, plus pauvres, de la classe 1 et que de leur équivalent belge. Cela conduit Halbwachs à observer que « même si on tient compte de ce que les prix des aliments sont plus élevés qu'en Belgique, les ouvriers français pourraient tirer un meilleur parti de leurs dépenses », tout en soulignant l'extrême diversité d'un ménage à l'autre. Ces ménages ont toutefois en commun de tirer « de l'alimentation carnée une plus grande proportion des éléments nutritifs qu'ils absorbent que les membres de la classe 1 : 42,3 p.100 de protéines au lieu de 32,2 et 28,5 p.100 d'énergie (en calories) au lieu de 24,6)³ ».

¹ A. Lhuissier, *Alimentation populaire et réforme sociale*, op. cit.

² M. Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », art cit., p. 59.

³ *Ibid.*, p. 60-61.

Tableau 9. Comparaison France/Belgique du coût de la calorie dans les régimes des familles ouvrières (1907-1908)¹

Classes de familles	Familles françaises					Familles belges					
	nb familles	Revenu moyen / sem.	dépense moy/ sem nourriture	grammes de protéines pour 1 franc	nb calories pour 1 franc	nb familles	Revenu moyen / sem.	dépense moy/ sem nourriture	part de la nourriture ds le budget total	grammes de protéines pour 1 franc	nb calories pour 1 franc
1	7	15 fr. 59	16 fr. 83	121	3274	15	18 fr. 20	13 fr. 45	67%	192	5700
2	19	27 fr. 34	nr	98	2591	17	27 fr. 75	17 fr. 36	61,10%	144	4110
3	26	46 fr. 40	30 fr. 08	99,6	2659	21	47 fr. 42	28 fr. 48	62,10%	120	3446

Il est difficile pour Halbwachs de conclure, à partir de ces observations, autre chose que le fait que les ouvriers belges sont mieux nourris et que le coût de l'alimentation semble moins élevé en Belgique. En France, en comparaison de la Belgique ou de l'Angleterre, les évaluations nutritionnelles sont quasiment inexistantes et ne peuvent participer de l'évaluation du coût de la vie. Surtout, elles peuvent très vite déboucher sur des conclusions normatives qu'il essaie précisément de mettre à distance. Ainsi, dès sa parution en 1908, l'article dans lequel Halbwachs publie les premiers résultats de son enquête est immédiatement repris dans un compte rendu en première page du *Petit Parisien*². Signé Jean Frolo, pseudonyme sous lequel écrivent différents journalistes³, l'article intitulé « Budget d'ouvriers » rend compte de l'enquête réalisée par Maurice Halbwachs, qualifié pour l'occasion de « distingué enquêteur social » (Figure 3).

¹. Il ne prend en compte dans cette analyse que les familles urbaines. Le tableau a été reconstitué à partir des chiffres publiés à la fois dans M. Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », art cit. et B.S. Rowntree, *Comment diminuer la misère, op. cit.*, p. 351-402.

². Jean Frolo, « Budgets d'ouvriers », *Le Petit Parisien*, 14 août 1908, 33e année, n° 11612, p. 1. Je remercie Stéphane Baciocchi de m'avoir signalé cet article.

³. Francine Amaury, *Histoire du plus grand quotidien de la IIIe République, Le Petit Parisien*, 2 : « Le Petit Parisien », *instrument de propagande au service du Régime*, Paris, Presses universitaires de France, 1972, p. 792.

50 ans plus tôt par Le Play et son collectif. Frolo en déduit l'amélioration sensible de « la situation des classes ouvrières » depuis 50 ans et discrédite le discours selon lequel « rien n'a été fait pour les classes dominantes », expression à comprendre ici comme dominante en nombre, et désignant la classe ouvrière. Soulignant l'importance des budgets comme « clef de voûte » et de « salut » des familles ouvrières, il plaide pour l'enseignement plus général de l'économie domestique et des matières pratiques à l'école. Il s'engouffre ainsi dans un débat – toujours d'actualité du reste – dont Halbwachs n'épouse pas la perspective, au contraire.

*

À l'appui d'une série de documents pour certains inédits, ce chapitre permet désormais de comprendre la place majeure de l'enquête par budgets de famille que coordonne Maurice Halbwachs en 1907 dans sa trajectoire. Là où la commande du réformateur anglais Rowntree s'insérait dans un projet ayant pour but d'identifier et de résoudre la question de la pauvreté en Angleterre, Halbwachs se saisit de l'opportunité de mener une enquête empirique pour se positionner comme sociologue dans le champ académique et prendre part de plain pied aux débats qu'il relaie dans *L'Année sociologique* sur les classes sociales. Il lui faut pour cela démontrer le caractère scientifique des budgets de famille comme méthode, dont il attribue la paternité à Le Play. Il s'agit de se démarquer d'une part des enquêtes « extensives » des Américains, qui recourent à des questionnaires à grande échelle, et d'autre part de celles menées par les hygiénistes et les philanthropes, davantage intéressés à dénicher, selon leurs propres systèmes de normes, les « insuffisances » et les « lacunes » dans les dépenses des ménages. Halbwachs propose d'investir les budgets en tant que sociologue, attentif à déceler les tendances collectives en considérant les besoins comme l'expression d'une classe sociale. Il plaide ainsi en faveur d'un usage plein et entier des budgets à des fins scientifiques. Cela nécessite d'intervenir en amont des enquêtes pour identifier l'information pertinente à recueillir, en dehors du format imposé par les autres disciplines et les autres usages. Production et interprétation sont étroitement liées ; le sociologue est ainsi conduit à construire ses propres outils d'enquête. Les « budgets », expression qui confond en réalité l'outil et l'objet, se composent ainsi de deux types d'outil : les livrets, qui permettent le recueil des dépenses, et les notices, qui correspondent à des inventaires et des descriptions des modes de vie des familles et donnent aux budgets toute leur intelligibilité.

Cette expérience empirique initiale va nourrir la plupart des publications de Halbwachs sur la question des budgets, et notamment la thèse de lettres qu'il publie en 1912. En matière de résultats, Halbwachs réaffirme, contre une naturalisation des besoins, sa conception d'une

analyse de l'alimentation et des dépenses ouvrières soucieuse de restituer des pratiques et des significations, tout en permettant une analyse des différences de classe. Et contrairement à l'interprétation de Jean Frolo qui s'appuie sur l'enquête de Halbwachs pour prôner un élargissement de l'éducation domestique, Halbwachs propose une approche compréhensive des usages et des goûts selon les fractions de classe. L'article qu'il consacre en 1914 aux résultats de cette enquête dans le *Bulletin de la statistique générale de la France* marque un tournant dans sa trajectoire. La publication de l'article est concomitante d'une enquête par budgets de famille que l'administration statistique est en train de conduire et à laquelle le sociologue n'a pas été convié. Son article amorce un débat avec la SGF dont il partage ni les méthodes ni les objectifs que les statisticiens assignent aux enquêtes par budget. La politique des grands nombres dans laquelle ils inscrivent leurs travaux, soucieux d'opérer un recueil à grande échelle, les contraint à privilégier les questions d'échantillonnage au détriment de la pluralité et de la qualité des outils de recueil. Halbwachs reprochera notamment à l'enquête menée par la SGF en 1913-1914 de ne pas avoir collecté l'ensemble des dépenses des familles, mais de s'être concentré uniquement sur les postes alimentation et logement, rendant de fait impossible toute tentative de calcul et de comparaison de parts budgétaires.

Le débat de méthode que Halbwachs entreprend avec la Statistique générale de la France se cristallise sur la question des modes de calcul et de la signification de l'indice administratif du coût de la vie. Le sociologue prend position pour contester les modalités techniques et les implications sociales du calcul du coût de la vie tel que l'élabore l'administration statistique dès 1911 à la suite de la crise de la vie chère. Comme nous allons le voir dans le chapitre suivant, Halbwachs renouvelle en 1921 l'expérience de coordination d'une enquête par budgets de famille dans le cadre de la Commission régionale du coût de la vie d'Alsace-Lorraine. Il s'empare de cette nouvelle opportunité d'enquête empirique pour contester plus ouvertement le principe du calcul de l'indice du coût de la vie fondé sur un budget-type dont seuls varient les prix des produits qui le composent. Dès lors, Halbwachs va s'appuyer sur son expérience et les acquis qu'ils a tirés des enquêtes de première main et de sa légitimité de sociologue pour contester l'approche par les grands nombres prônée par l'administration statistique et s'engager dans une position d'expert dans un dialogue avec l'administration statistique.

CHAPITRE II LA MESURE DU COÛT DE LA VIE OUVRIÈRE (1911-1921)

« Si l'ouvrier vivait seulement de son salaire, il resterait à déterminer si c'est le taux des salaires qui détermine l'étendue des dépenses, et si, plutôt, le salaire ne dépend pas à la fois du prix de la vie et des habitudes de consommation de l'ouvrier¹. »

Des femmes qui saccagent les étals des marchés, jettent le lait dans les caniveaux, renversent les paniers d'œufs, éparpillent les légumes, détachent poulets et lapins ; des hommes qui se joignent à elles, défilant avec le drapeau rouge et chantant l'Internationale. Ces images, restituées par Jean-Marie Flonneau, rendent compte de la force des réactions provoquées par la « vie chère » dès 1910². Ce mouvement de protestation contre l'augmentation des prix de certains aliments s'amplifie fin août 1911 dans le bassin métallurgique maubeugeois pour gagner le Pas de Calais, la Somme, les Ardennes et rejoindre la capitale où des marchés sont sabotés dès septembre. Ces émeutes mettent au cœur des revendications la question des prix et de l'accès aux denrées alimentaires³. Cette augmentation rapide du prix des denrées vient enrayer le mouvement d'amélioration des conditions d'existence que connaît la classe ouvrière depuis la Belle Époque. La violence des réactions qu'elle suscite - alors qu'il ne s'agit pas d'une crise de subsistance comme la dernière que la France a connue au milieu des années 1840 -, témoigne de la place nouvelle de la consommation dans les aspirations et le quotidien des populations ouvrières. Ces émeutes contribuent à faire prendre conscience de l'accès récent à la consommation, en

¹. M. Halbwachs, *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, *op. cit.*, p. 237.

². En particulier au deuxième semestre 1910 et premier semestre 1911 pour ce qui concerne les loyers et les denrées alimentaires, notamment les œufs et les pommes de terre, mais aussi le pain, la viande et la charcuterie, dont l'augmentation est moins brusque mais plus continue. J.-M. Flonneau, « Crise de vie chère et mouvement syndical 1910-1914 », art cit.

³. Ces émeutes ont été documentées via la presse, les publications syndicales et socialistes, des thèses de droit et les archives départementales.

particulier à une alimentation plus riche et diversifiée et précipitent la mise en place, par le ministère du Travail, d'une série d'instruments d'observation et de mesure de l'évolution des prix et du coût de la vie.

L'indice administratif du coût de la vie relève d'enjeux multiples, à la fois politiques, sociaux et cognitifs. Son élaboration dès avant-guerre marque un tournant dans la mesure des consommations ouvrières et contribue à un déplacement majeur de l'attention des pouvoirs publics de l'observation des salaires à celle des dépenses et des prix. Elle conduit la Statistique générale de la France à s'engager dans un travail de définition des besoins ouvriers pour construire un budget-type. Celui-ci suppose de fixer des standards (liste et quantités de denrées) pour déterminer la pondération des dépenses qui composent ce budget-ouvrier type. Ces opérations pratiques de quantification mêlent état des connaissances scientifiques (notamment physiologique, mathématique et statistique), et moyens à disposition pour collecter des informations budgétaires (engagement des administrations, notamment du ministère du Travail en charge de ces questions dans les premières décennies du xx^e siècle). Mais chacune de ces opérations contient aussi une part d'arbitraire qui engage des représentations divergentes des besoins et des modes de vie ouvriers. Les standards retenus pour fixer les poids des denrées dans les budgets contribuent moins à identifier des goûts et des habitudes propres aux ouvriers, qu'à en naturaliser les besoins.

C'est précisément dans le débat sur ce que l'indice mesure et sur sa signification (et non sur ses usages) qu'intervient Maurice Halbwachs. L'enquête par budgets de famille qu'il a menée en 1907 lui confère la légitimité et surtout la connaissance suffisante de la question des dépenses ouvrières pour faire valoir son désaccord avec les modalités de calcul de l'indice du coût de la vie - point de vue qu'il défendra y compris jusque dans le livre qu'il publie en 1933. Au mode de construction de l'indice pour lequel a opté l'administration statistique - où les postes de dépenses sont fixes et où seuls varient les prix - il oppose la méthode des budgets de famille pour que les évaluations des dépenses et des poids attribués à chacun des postes s'appuient sur des chiffres réels plutôt que sur ce qu'il considère comme des budgets fictifs. L'organisation d'une deuxième enquête empirique pour le compte de la Commission du coût de la vie d'Alsace-Lorraine en 1921 lui fournit l'occasion d'intervenir de façon pratique dans ce débat et de contester à nouveau la pertinence de l'indice ainsi que les outils utilisés par la Statistique générale de la France pour le construire.

Quels sont les outils et les présupposés relatifs à la consommation ouvrière mobilisés par l'administration pour déterminer un budget ouvrier standard ou « théorique » ? Comment rendre compte de la répartition des dépenses au sein du budget, de celle des dépenses alimentaires, des prix, cela pour l'ensemble du groupe ouvrier ? Ce chapitre s'appuie, pour analyser chaque épisode

qui contribue à l'élaboration de l'indice du coût de la vie, sa discussion et son renouvellement à la sortie de la Grande Guerre, sur des documents imprimés et sur des archives de commissions d'enquête. Les sources mobilisées situent résolument ce débat dans le cadre de l'administration publique et des questions relatives au travail, à un moment où les représentations et les connaissances dominantes de l'alimentation populaire relèvent encore de la physiologie du travail. Les sources de la Statistique générale de la France manquent pour suivre par le menu les discussions et les décisions qui ont présidé à l'élaboration de l'indice. On peut toutefois en reconstituer en partie les bases et les raisonnements à partir des documents que publie cette administration, complétés par les archives de différentes commissions du ministère du Travail et des enquêtes sur les dépenses ouvrières qui en sont issues, en particulier celle menée en 1913-1914 dans le cadre de la Commission Chéron, et celle menée par Maurice Halbwachs en 1921 dans le cadre de la Commission régionale du coût de la vie d'Alsace-Lorraine.

Les enquêtes associées à la production d'un indice du coût de la vie conduisent à questionner la place des ouvriers dans la société et témoignent de la progressive centralité ouvrière qui prend le pas sur la question sociale¹. Revenir sur cet épisode permet de redécouvrir des enquêtes qui soulèvent des questions centrales en matière de consommation ouvrière et de techniques de quantification. L'indice du coût de la vie a surtout été analysé sous l'angle de son usage comme « instrument de gouvernement » par l'indexation progressive des salaires, en particulier à partir de 1950². En étudiant la période qui précède, nous montrons qu'il engage initialement un autre travail de quantification, tout aussi crucial, relatif à la définition des besoins ouvriers via la détermination d'un budget-type qui forme la boîte noire de l'élaboration de l'indice. L'évaluation de ce qu'il en coûte pour vivre met ainsi les enjeux de répartition des dépenses au cœur des enjeux de mesure.

Nous reviendrons dans un premier temps sur le document « fondateur » publié par la Statistique générale de la France en 1911 et dans lequel les statisticiens du ministère du Travail s'accordent sur les principaux standards qui contribuent à fixer l'indice du coût de la vie, et qui perdureront après-guerre. Les administrateurs n'entreprennent pas ce travail de mesure sans tâtonnements. Les discussions menées au sein du service statistique portent moins sur les formules mathématiques que sur les opérations pratiques préalables au calcul de l'indice. Il faut attendre 1913 et l'instauration de la Commission d'études relatives à la physiologie du travail professionnel pour que l'alimentation fasse l'objet d'une enquête officielle ; mais encore l'est-elle

¹. X. Vigna, *Histoire des ouvriers en France au XXe siècle*, op. cit.

². Béatrice Touchelay, « Un siècle d'indice des prix de détail français (1913-2013) ou la métamorphose d'un pionnier de la politique du chiffre », *Politiques et management public*, 2014, vol. 31, n° 3, p. 393-403 ; Béatrice Touchelay, « Les ordres de la mesure des prix », *Politix*, août 2014, n° 105, p. 117-138 ; Florence Jany-Catrice, *L'indice des prix à la consommation*, Paris, La Découverte, 2019, 126 p.

en rapport avec l'usure et la fatigue au travail et les conditions de vie ouvrière¹. Les années 1910 marquent ainsi un moment charnière du point de vue des techniques de quantification mises en œuvre pour aboutir à l'indice, lequel fait l'objet d'un réexamen en 1920 avec la création de la Commission centrale du coût de la vie et d'une vingtaine de commissions régionales chargées de fournir un indice local. Pour mettre à jour les bases du budget-type, élaboré sur des budgets datant de la fin du XIX^e siècle, certaines commissions régionales se lancent dans des enquêtes par budgets de famille. Ce faisant, ces commissions cristallisent les luttes autour de la détermination du seuil de dépenses acceptables du point de vue des ouvriers et des patrons. C'est dans ce cadre que Maurice Halbwachs réitère en 1921 l'expérience d'une enquête empirique pour la commission d'Alsace-Lorraine. Dans un contexte d'inflation forte, il voit là l'opportunité de manifester à l'administration statistique son désaccord dans la manière dont l'indice des prix est élaboré - en prenant en compte la variation des prix sans considérer la réorganisation des dépenses qu'elle peut entraîner -, et de rappeler la critique qu'il avait formulée à l'égard de la précédente enquête par budgets de la SGF qui avait abouti à un recueil partiel des dépenses en ne considérant que les postes nourriture et logement. Dans les deux cas - observation unique de la variation des prix, recueil partiel des dépenses - les façons de faire de l'administration ne peuvent conduire qu'à une représentation tronquée des budgets et des besoins ouvriers, contribuant à les naturaliser et à minimiser l'indice. Nous verrons comment Halbwachs s'empare de cette enquête empirique pour démontrer une nouvelle fois le caractère erroné du budget-type utilisé par l'administration statistique. Enfin, en se centrant tout particulièrement sur les dépenses d'alimentation, sur lesquelles l'indice est initialement construit, nous mettrons en évidence les enjeux, à la fois politiques, sociaux et cognitifs qui encadrent les réflexions sur le coût de la vie et le pouvoir d'achat. Ces réflexions prennent à la sortie du conflit un tour nouveau partagé par les pays européens et le Bureau international du Travail qui réfléchit à de nouveaux standards dans l'objectif d'harmoniser et de comparer les indices. Les discussions sur le sol national relatives aux outils et aux standards de mesure qui entrent dans la construction de l'indice français sont désormais solidaires de normes internationales sans pour autant en adopter de nouvelles mesures empiriques des budgets ouvriers.

¹. Archives nationales, F/22/526, « Commission d'études relatives à la physiologie du travail professionnel, aux conditions de l'existence, aux aptitudes professionnelles et à leur formation, dans les familles ouvrières et paysannes ». Les résultats ont par ailleurs été publiés par Dugé de Bernonville dans plusieurs articles du bulletin de la SGF, et dans la synthèse suivante : Léopold Dugé de Bernonville, *Enquête sur les conditions de la vie ouvrière ou rurale en France en 1913-1914*, Paris, Alcan, 1919, 100 p.

DE L'OBSERVATION DES SALAIRES À CELLE DES PRIX : UN CHANGEMENT DE REGARD DE LA STATISTIQUE PUBLIQUE SUR LES CONSOMMATIONS OUVRIÈRES

En 1910, une première vague de protestations contre l'augmentation des prix est encouragée par les milieux syndicaux et socialistes, puis relayée par une campagne journalistique dans *l'Humanité* entre le 27 août et le 28 octobre. D'après Alain Chatriot et Marion Fontaine, cette campagne poursuit une double finalité : pédagogique - « expliquer les raisons de la hausse et les remèdes que l'on pourrait y apporter » - et politique - promouvoir des formes de mobilisation visant à unifier et à organiser la protestation des consommateurs¹ ». Les mobilisations ouvrières n'ont pas attendu les épisodes de vie chère de ces années 1910 pour initier une réflexion sur les conditions d'existence. Comme le montre Dana Simmons, les questionnements ouverts dès les débuts de la Troisième République conduisent à la notion de [salaire] « minimum vital », dont elle attribue la première occurrence à Jean Jaurès dans un pamphlet publié en 1902 dans la *Revue socialiste*². S'élargissant à la presse syndicaliste, l'expression se fonde sur l'idée d'un seuil plancher de salaire³. Ces émeutes, liées à l'augmentation des prix des objets de consommation et non plus à une crise frumentaire, participent à « une prise de conscience générale de ce qu'est le prix de la vie [...] Les années 1910-1914 marquent ainsi un tournant, psychologiquement et économiquement. Les notions de coût de la vie et de pouvoir d'achat apparaissent et se précisent », car « avant la crise et même à son début, personne ne comprenait vraiment les mécanismes de la consommation⁴ ».

Au tournant du xx^e siècle, on assiste en effet à un avènement progressif d'une culture de la consommation où de « nouveaux et anciens produits, agricoles et industriels, se diffusent, grâce à des progrès dans la production, les transports, la distribution et la vente ». Comme le rappelle Marie Chessel, « outre les coopératives, certains grands magasins - Aux Classes Laborieuses (1900) ou le "Grands Bazar" (1906) - sont destinés aux ouvriers. Des industriels créent pour eux de nouvelles marques⁵ », sans compter l'instauration du crédit à la consommation⁶. Les protestations contre la vie chère se comprennent dans un contexte plus large de transformation du rapport à la consommation populaire, et participent de la transformation des formes d'observation des conditions d'existence par l'administration publique. Le questionnement sur le coût de la vie n'est toutefois pas nouveau. Comme le montre Jeanne Singer-Kérel, des indices du

¹ A. Chatriot et M. Fontaine, « Contre la vie chère », art cit., p. 101.

² Jean Jaurès, *Études socialistes*, Paris, P. Ollendorff, 1902, LXXIII-274 p.

³ D. Simmons, *Vital minimum*, op. cit., p. 92.

⁴ J.-M. Flonneau, « Crise de vie chère et mouvement syndical 1910-1914 », art cit., p. 49-50 et 80.

⁵ M.-E. Chessel, *Histoire de la consommation*, op. cit.

⁶ A. Albert, « Le crédit à la consommation des classes populaires à la Belle Époque. Invention, innovation ou reconfiguration ? », art cit.

coût de la vie sont établis dès les années 1840 dans une perspective réformatrice ou scientifique, à l'appui de relevés de prix de détail et de budgets de familles¹. Mais ces indices non officiels vont laisser la place dès 1911 à la mise en œuvre par la statistique publique d'un dispositif de suivi du coût de l'existence. Celui-ci se caractérise par un déplacement majeur de l'observation des salaires à l'observation des prix de détail. La Statistique générale de la France observe déjà les salaires des ouvriers de la petite industrie, via les états remplis à plusieurs reprises (1896, 1901, 1906, 1911) par les conseils de prud'hommes². Mais avec l'étude « Salaires et coût de l'existence à diverses époques jusqu'en 1910³ » publiée en 1911, elle inaugure le suivi régulier des prix de détail et marque une étape importante dans le calcul de l'indice du coût de la vie puisqu'elle en fixe les premiers standards.

Ce passage de l'observation de la courbe des salaires à celle des prix, loin d'être anecdotique, amorce non seulement la prise en compte de la question du niveau de vie ouvrier par l'administration, mais conduit également les parties en présence à soulever de nombreuses questions sur le statut et le rang ouvrier qui s'expriment dans le niveau et la nature des dépenses. Dans leur étude de 1911, les statisticiens du ministère du Travail définissent le coût de la vie comme le « montant de la dépense annuelle nécessaire pour le rang que l'on occupe » et rappellent qu'ils disposent de deux manières de le mesurer. La première méthode correspond à ce qui a été fait jusque-là. Basée sur l'observation des salaires, elle consiste à considérer que le coût de la vie se règle de façon automatique sur « la somme disponible annuellement ». Mais les statisticiens introduisent dans leur étude ce qu'ils considèrent comme une « nouvelle manière d'envisager le coût de l'existence », basée cette fois-ci sur l'observation des prix. Cette deuxième méthode consiste à déterminer, à l'appui de la statistique des prix, « le montant des dépenses qu'exigent des consommations dont les quantités restent invariables ; elle donne par conséquent le moyen de mesurer l'écart entre le montant de ces dépenses et le revenu⁴ ». Ainsi, pour l'administration statistique, le « genre de vie », c'est-à-dire la répartition des dépenses au sein du budget, est supposé « variable » quand on se base sur l'observation des salaires (puisque le premier est indexé sur le second), alors qu'il est supposé « invariable » (au sein d'un groupe social, d'une famille) lorsque la mesure des variations du coût de l'existence porte sur le mouvement des prix. À la différence de l'observation des salaires qui supposait une relation linéaire entre salaires et coût de l'existence, cette seconde façon de faire doit aboutir au calcul

¹. J. Singer-Kérel, *Le coût de la vie à Paris de 1840 à 1954*, op. cit., p. 16sq.

². [Dugé] De B[ernonville], « Enquête sur les salaires et le coût de la vie en 1916 », *Bulletin de la Statistique générale de la France*, juillet 1917, vol. 4, n° 4, p. 387-404.

³. Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Statistique générale de la France, *Salaires et coût de l'existence à diverses époques, jusqu'en 1910*, Paris, Impr. nationale, 1911, p. 52.

⁴. *Ibid.*, p. 10.

d'un indice du coût de la vie. Ce calcul est complexe. Il nécessite de rassembler différents types de sources et de procéder à plusieurs évaluations intermédiaires en s'accordant sur des critères communs qui engagent autant des connaissances scientifiques que des considérations morales.

La mise en place d'un premier indice officiel du coût de la vie

L'étude que publie la Statistique générale de la France en 1911 est centrale dans la mesure où s'y définissent les principes et les bases du calcul de l'indice des prix et de l'indice du coût de la vie, qui, dans les décennies suivantes, vont devenir des « instruments de gouvernement » par l'indexation progressive des salaires¹. En 1911, il s'agit de mesurer les évolutions du coût de la vie intervenues depuis le siècle dernier. Le travail des statisticiens consiste dès lors à élaborer une série de standards pour parvenir à établir le budget-type d'une famille ouvrière composée de deux adultes et deux enfants. Ils retiennent pour ce faire quatre postes principaux de dépenses : logement, chauffage, éclairage et alimentation. La principale difficulté à laquelle ils se heurtent concerne la détermination du poids de chacun de ces postes dans la répartition des dépenses. Les dépenses alimentaires posent plus de difficultés encore : quels produits retenir et quelles quantités y associer ? À titre exploratoire, ils s'appuient sur deux sources de données : d'une part des enquêtes par budgets de famille, d'autre part une enquête médicale permettant d'estimer des budgets dits « théoriques » « qui ont permis de recommander un régime d'alimentation rationnel, à la fois salubre et économique ² ». La première source se rapporte au budget de la famille du charpentier parisien étudié en 1856 par M. Focillon dans le cadre du programme des *Ouvriers européens* et à celui du charpentier observé en 1890 par Pierre du Maroussem et déjà utilisé par l'Office du Travail « pour évaluer, d'après la même méthode, la dépense totale d'une famille de quatre personnes en nourriture, chauffage et éclairage ». Dans la publication de la SGF de 1911, les informations tirées de ces budgets sont complétées, à titre de comparaison, par les budgets de 800 familles ouvrières parisiennes issus d'une enquête conduite en 1907. Bien que le volume ne donne aucune indication permettant d'identifier cette enquête, il ne peut s'agir que du volet français de l'enquête du Board of Trade menée dans le but de comparer le coût de la vie [*cost of living*] en Grande Bretagne avec la France, l'Allemagne, la Belgique et les États-Unis. L'enquête française s'est déroulée en octobre 1905 puis entre août et octobre 1907, dans trente villes industrielles³.

¹. B. Touchelay, « Un siècle d'indice des prix de détail français (1913-2013) ou la métamorphose d'un pionnier de la politique du chiffre », art cit.

². Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Statistique générale de la France, *Salaires et coût de l'existence à diverses époques, jusqu'en 1910, op. cit.*, p. 52.

³. Les résultats détaillés sont publiés dans le rapport suivant : Bureau of Labor, « Cost of living of the working classes in the principal industrial towns of France », *Bulletin of the Bureau of Labor*, 1909, vol. 19,

Les budgets dits « théoriques » obéissent à une autre logique. Ils sont construits à l'appui de l'enquête déjà mentionnée dans le chapitre précédent des médecins Labbé et Landouzy qui élaborent quatre régimes alimentaires types selon le travail exercé (travaux de force, travail modéré, travail d'employés sédentaires et pour des ouvrières ou employées). Les statisticiens de la SGF en déduisent « un régime d'alimentation d'une famille de quatre personnes : père, mère et deux enfants, en supposant que la consommation de la femme est celle de l'ouvrière (4^e type); que la consommation de l'enfant le plus âgé est celle de l'ouvrier à travail modéré et que celle de l'enfant le plus jeune représente la moitié de la consommation de l'ouvrier à travail modéré¹».

Les statisticiens s'appuient sur les budgets présentés dans ces différentes enquêtes pour déterminer les quantités annuelles de denrées qu'ils estiment nécessaires à une famille ouvrière type composée de quatre personnes. Ils en évaluent ensuite le coût en appliquant aux quantités qu'ils ont déterminées les prix de détail collectés par leur service. Ces séries permettent de procéder au calcul d'indices qu'ils inaugurent dans la publication de 1911, et synthétisés dans le tableau ci-dessous (Figure 4).

Pour chaque type de budget se trouvent, dans la colonne de gauche, « la valeur annuelle de la dépense » et dans celle de droite, les « nombres proportionnels », combinant indice de prix (avec précision de la source – prix de détail (économat) pour les budgets ouvriers, prix de détail, d'adjudication et à l'importation (selon les produits) pour les budgets dits théoriques - et les quantités correspondantes. Ces chiffres sont donnés pour le montant total des dépenses et pour le montant de chaque dépense, à l'exclusion du vin et du sucre dont la suppression des droits d'octroi, expliquent les statisticiens, a contribué à accentuer de façon artificielle la baisse du montant total des dépenses. Le tableau montre une diminution des dépenses, quelle que soit la source de prix retenue, entre 1875 et 1903, avec ensuite une très légère remontée à partir de 1904.

n° 83, p. 66-87. Quelques indications et résultats sont aussi disponibles dans : Reed Smoot, *Digest of report of British Board of trade on cost of living in the principal industrial towns of the United States. Comparative summary of reports of the British Board of trade on cost of living in the principal industrial towns of England and Wales, Germany, France, Belgium and the United States...*, Washington, government printing office, 1911; et dans Board of Trade et A.W. Fox, *Cost of living in French towns*, op. cit. En revanche ces publications ne disent rien des modalités concrètes du recueil de l'ensemble des informations statistiques et des budgets.

¹. [De V. C.] de Ville-Chabrolle, « Coût de la vie - Comptes rendus », *Bulletin de la statistique générale de la France*, octobre 1911, vol. 1, fascicule 1, p. 61.

Figure 4. Évolution des dépenses d’une famille ouvrière type selon la SGF (1875-1910)

TABLEAU 13. — Dépenses comparées suivant les budgets considérés.

ANNÉES.	BUDGET DE CHARPENTIER. (Prix de détail.)		BUDGET D'UN OUVRIER. Revenu moyen. (Prix de détail.)		BUDGET THÉORIQUE A. (OUVRIER DE FORCE.)					
					PRIX de détail.		PRIX de l'Assistance publique.		PRIX à l'importation.	
	Valeur annuelle de la dépense. francs.	Nombres proportionnels.	Valeur annuelle de la dépense. francs.	Nombres proportionnels.	Valeur annuelle de la dépense. francs.	Nombres proportionnels.	Valeur annuelle de la dépense. francs.	Nombres proportionnels.	Valeur annuelle de la dépense. francs.	Nombres proportionnels.
DÉPENSE TOTALE, Y COMPRIS VIN ET SUCRE.										
1875-1883.....	1,211	118	1,371	116	1,639	117,5	•	•	1,203	121
1884-1893.....	1,104	107	1,252	106	1,523	109	1,533	119	1,108	112
1894-1903.....	1,029	103	1,181	100	1,393	100	1,294	100	992	100
1904-1910.....	1,016	99	1,127	95,5	1,265	89,5	(1) 1,107	85,5	(1) 1,017	102,5
1907.....	1,019	99	1,131	96	1,239	89	1,081	84	1,034	104
1908.....	1,041	101	1,127	96,5	1,214	89,5	1,117	86,5	1,044	105
1909.....	1,023	99,5	1,130	96	1,234	88,5	1,111	86	1,058	106,5
1910.....	1,061	103	1,202	102	1,314	94,5	•	•	•	•
DÉPENSE, NON COMPRIS VIN ET SUCRE.										
1875-1883.....	1,000	115	995	111	962	110	•	•	860	114
1884-1893.....	895	103	888	99	870	92,5	921	108	768	102
1894-1903.....	867	100	895	100	876	100	852	100	754	100
1904-1910.....	926	107	968	108	957	109	854	99	839	111,5
1907.....	940	108	990	110,5	983	112	815	99	858	114
1908.....	965	111	1,000	112	996	113,5	849	99,5	873	116
1909.....	937	108	976	109	956	109	850	99,5	868	115
1910.....	963	111	1,028	115	1,000	114	•	•	•	•
(1) Moyenne (1904-1909).										

Source : Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Statistique générale de la France, *Salaires et coût de l'existence à diverses époques, jusqu'en 1910, op. cit.*

Mais ce qui, dans ce tableau, retient l'attention des statisticiens de la SGF, c'est le rôle des dépenses de vin et de sucre dans la variation de l'indice : « Les résultats de ces divers calculs, tant pour le charpentier de Paris que pour les 800 ouvriers dont on vient d'utiliser les budgets, démontrent que la diminution des prix du vin et du sucre a fortement contribué à faire baisser le niveau moyen général des dépenses alimentaires¹. » C'est aussi sur l'alcool que les divergences d'appréciation des quantités d'aliments sont les plus importantes d'une enquête à l'autre. Les statisticiens donnent alors raison aux médecins plutôt qu'aux monographes du collectif d'enquêteur de Le Play, les premiers proposant des estimations plus élevées (Tableau 10) conformément aux représentations dominantes de l'intempérance ouvrière. Ces deux aliments jouissent donc d'un statut ambigu, en particulier l'alcool : conserver une quantité achetée élevée,

¹ Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Statistique générale de la France, *Salaires et coût de l'existence à diverses époques, jusqu'en 1910, op. cit.*, p. 60.

conformément aux représentations des médecins et des administrateurs conduit en conséquence à élever l'indice. C'est vraisemblablement la raison pour laquelle l'alcool n'apparaît pas dans le premier indice rendu public. Nous y reviendrons.

Tableau 10. Estimations de quantités annuelles de denrées achetées pour une famille ouvrière de 4 personnes utilisées par la Statistique générale de la France (1911)

Charpentier parisien		Budgets théoriques			Liste dite "des 13 articles"	
			Ouvrier de force	Employé sédentaire		
Pain	770 kilog.	Pain	600kg	530kg	Pain	700 kg
Viande	150	Viande	200	190	Viande de boucherie	200
Lard	20	Légumes frais	200	170	Porc	20
Poisson	30	Pommes de terre	230	190	Beurre	20
Beurre	9	Haricots	70	50	Œufs	20 dz
Œufs	135 pièces	Sucre	70	50	Lait	300 litres
Sucre	10 kg	Lait	370 litres	330 litres	Fromage	20 kg
Sel	20	Beurre	40 kg	40 kg	Pommes de terre	250 kg
Riz	4	Fromage	30	10	Légumes secs	30
Macaroni	4	Riz	30	20	Sucre	20
Fromage	16	Fruits	170	130	Huile comestible	10 litres
Lait	230 litres	Vin	910 litres	730 litres	Pétrole	30 litres
Saindoux	8 kg	Café	10kg	10 kg	Alcool à brûler	10 litres
Pommes de terre	160					
Haricots secs	20					
Huile à manger	6					
Vinaigre	10 litres					
Café	7 kg					
Chocolat	10					
Vin (2)	315 litres					
Pétrole	20					
Charbon de bois	10 hectol					
Charbon de terre	1000 kg					

Source : Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Statistique générale de la France, *Salaires et coût de l'existence à diverses époques, jusqu'en 1910, op. cit.*

Plus généralement, les calculs présentés dans le volume ne documentent pas nécessairement l'augmentation des prix qui génère pourtant les manifestations qui secouent le pays au même moment, ce que ne manque pas de fustiger Victor Roudine, rédacteur à *La Bataille syndicaliste* dans un article qu'il commence en ces termes :

« La cherté de la vie ? Un mirage ! Vous êtes victime d'illusions ! C'est ainsi qu'ont été accueillies, par de doctes économistes, les premières protestations des consommateurs. Vous vous plaignez de payer trop cher votre pain quotidien ? Tenez, dans le temps, une simple chemise était un objet de haut luxe. Vous autres, ouvriers, menez une vie trop confortable. Et l'on vous met sous le nez un volume tout fraîchement sorti du ministère du travail, bourré de chiffres d'où il se dégage que le coût de la vie serait le même si les ouvriers consentaient à s'alimenter comme il y a quarante ans, comme autrefois.

La vie s'est chargée, une fois de plus, d'apporter un démenti redoutable aux statisticiens intéressés. Allez, vos calculs officiels en mains, calmer les ménagères en révolte!^{1.}»

Au-delà de la dénonciation de la cécité des « économistes » aveugles aux réalités sociales, et de leur duplicité lorsqu'ils opposent l'élargissement passé des consommations à la hausse présente du prix du pain, Roudine pointe surtout une difficulté de méthode dans la mesure du coût de la vie ; celle qui consiste à considérer les besoins ou « genre de vie » inchangés comme « si les ouvriers consentaient à s'alimenter comme il y a quarante ans ». Cette critique se situe au cœur de la difficulté de la construction des indices, mais aussi, comme nous le verrons un peu plus loin, de la critique adressée par Halbwachs à ce calcul.

Quantités, prix, qualités : définir les bases des calculs

L'étude de 1911 inaugure le suivi officiel par l'administration statistique de l'évolution des prix de détail et d'un indice du coût de la vie, publié trimestriellement à partir de janvier 1912. L'administration statistique, en même temps qu'elle modifie le regard qu'elle porte sur les dépenses ouvrières, doit inventer les outils de mesure adaptés. La construction de l'indice du coût de la vie procède du calcul suivant : « en multipliant les prix unitaires de 13 denrées par les quantités de ces denrées supposées entrer dans la consommation annuelle d'une famille ouvrière de quatre personnes² ». La simplicité de cette définition ne doit pas masquer la complexité des données mobilisées. Pour aboutir à cette estimation, les statisticiens de la SGF doivent d'abord disposer d'une liste de denrées, de leur prix au détail, et des quantités moyennes consommées par une famille ouvrière supposée « type » composée de deux adultes et deux enfants. L'estimation de l'indice du coût de la vie suppose en effet de mener des opérations successives qui nécessitent de s'accorder sur des standards de mesure concernant la taille de la famille et la détermination des quantités consommées par chaque individu afin d'estimer une consommation annuelle totale, une liste de produits et des prix de référence.

Le premier élément concerne la taille de la famille. Les statisticiens s'arrêtent sur une famille ouvrière « type » composée de deux adultes et deux enfants, qui correspond à une famille théorique. Or, dans les quelques enquêtes menées autour de cette date, les familles sont plus nombreuses : par exemple, cinq personnes en moyenne dans celle menée par Halbwachs en 1907, six personnes dans celle menée par Dugé de Bernonville en 1913 dont il va être question ci-après. Si ces enquêtes n'ont aucune vocation à être représentatives, elles montrent toutefois que le chiffre de quatre personnes retenu par les statisticiens est une commodité en vue de faciliter

¹. Victor Roudine, « La hausse des denrées, sa cause fondamentale », *La Bataille syndicaliste*, dimanche 3 septembre 1911, p. 1.

². Anon., « Coût de la vie », *Bulletin de la Statistique générale de la France*, juillet 1913, vol. 2, n° 4, p. 362.

les calculs et les estimations, sans besoin de coller à une réalité démographique. C'est toutefois négliger là-aussi, comme le montrent les analyses des enquêtes par budgets de famille, le fait que la composition des ménages et ses modifications dans le cycle de vie est un élément essentiel qui a des répercussions tant sur les revenus (à partir d'un certain âge, les enfants contribuent pour une part non négligeable aux revenus annuels) que sur les dépenses, qui augmentent en même temps que le nombre d'enfants. L'histoire ouvrière a de longue date pointé les périodes délicates que traversent les familles lorsque les enfants sont nombreux mais encore trop jeunes pour rapporter un revenu. Ici, l'objet n'est pas une description de l'alimentation des familles, encore moins de leurs goûts, mais principalement la construction d'un indicateur de l'évolution des prix.

Le deuxième élément porte sur la liste d'aliments. Au choix des denrées correspondent deux opérations : l'attribution des quantités achetées et d'un prix afin de déterminer la part que représente chaque denrée dans le budget total. Le premier travail consiste à établir les prix des objets de consommation se rapportant à l'alimentation, au chauffage, à l'éclairage et au logement. Les autres dépenses, relatives par exemple aux assurances, ne sont pas prises en compte : elles ne relèvent pas du commerce marchand et ne sont pas considérées comme vitales. Pour ce faire, les statisticiens s'appuient sur des prix moyens de référence issus des relevés menés, pour Paris, dans des sociétés coopératives de consommation et dans les économats des sociétés de chemin de fer parisiens ainsi que dans des épiceries, complétés lorsque nécessaire par les prix d'adjudication de l'Assistance publique et du Lycée Louis-le-Grand, voire par les prix de gros (bourse du commerce, halles centrales, marché de La Villette) ; pour la province, ils sont fournis par les maires des chefs-lieux de départements et des villes de plus de 10.000 habitants. Si les listes de produits - pour l'essentiel des denrées alimentaires - diffèrent selon les enquêtes, comme on peut le voir dans le Tableau 10, les statisticiens de la SGF arrêtent dès 1912 une liste de treize produits (onze denrées alimentaires auxquelles s'ajoutent le pétrole et l'alcool à brûler) lorsqu'ils amorcent une enquête régulière auprès des maires pour déterminer les prix de détail et fixer un « indice moyen de la dépense » ou indice des prix. Les treize denrées sont « choisies parmi les plus importantes au point de vue de la consommation, désignées autant que possible d'une manière assez précise pour qu'à une même désignation ne corresponde pas une variété trop étendue de qualités [...] »¹. Elle semble pourtant relativement courte, comparée notamment à celle du budget du charpentier qui comprend vingt catégories d'aliments auxquelles s'ajoutent le pétrole, du charbon de bois et du charbon de terre. Deux éléments sont frappants dans cette liste : le petit nombre de denrées et les quantités retenues. On regrette de ne pas disposer des archives qui auraient permis de mieux comprendre les choix effectués par le personnel de

¹. Anon., « Coût de la vie », *Bulletin de la Statistique générale de la France*, janvier 1912, vol. 1, n° 2, p. 59-160.

l'administration statistique pour la déterminer. Néanmoins une explication *a posteriori* est donnée par Gaston Levy dans le rapport qu'il présente au nom du Comité de statistique de la Commission du coût de la vie, dans lequel il retrace le récit de l'élaboration de l'indice :

« Le choix du régime de base a une importance capitale. Il faut naturellement que ce régime corresponde à un genre de vie normal ; à celui qui est pratiqué par la plus grande partie des familles. Or, à un moment donné, les habitudes d'existence peuvent varier considérablement suivant les régions. Le calcul d'un indice applicable indistinctement à toutes les régions ne peut porter que sur des articles dont la consommation est à peu près d'égale importance partout. C'est une des raisons qui ont déterminé la Statistique générale de la France à ne retenir, pour le calcul de ses indices trimestriels des prix de détail, que treize denrées principales¹. »

Par ailleurs on peut s'étonner de ne pas voir y figurer l'alcool. Rapportant les propos de Huber, Levy indique que « cette limitation [dans le nombre des articles pris en compte] était aussi imposée par le souci de ne prendre que des articles de première importance, dont la désignation est assez précise pour que les prix ne varient pas trop suivant la qualité, dont la consommation est générale et ne varie pas trop suivant les régions. Cette dernière raison a fait écarter la boisson, qui est tantôt le vin, la bière ou le cidre². » L'indice des « 13 articles » est donc justifié comme une liste déterminée sur la base du plus petit dénominateur commun pour permettre le calcul d'un indice national qui ne paraisse pas trop aberrant eu égard aux différences régionales de consommation. Ces prix sont ensuite rapportés à des budgets domestiques afin de connaître la répartition des dépenses entre les différents postes et leur attribuer ainsi des coefficients. C'est dans cette étape que réside la principale difficulté à laquelle se confrontent les statisticiens. C'est là aussi que les sources manquent pour comprendre les débats qui ont présidé aux différents choix nécessairement menés pour aboutir à telle répartition. Les quantités attribuées à chaque denrée correspondent à des quantités moyennes annuelles pour une famille de quatre personnes. Elles semblent correspondre à un moyen terme entre les quantités du budget du Charpentier parisien et celles, quasiment deux fois moins élevées (et portant sur une liste deux fois plus courte de produits), des budgets dits théoriques établis par les médecins Louis Landouzy et les frères Labbé.

L'indice est désormais publié dans le *Bulletin de la Statistique générale de la France* au sein de la rubrique « coût de la vie » à un rythme annuel à partir de 1913 jusqu'en 1939. Dans cette rubrique sont aussi publiés un ensemble de comptes rendus d'enquêtes par budgets de famille menées à l'étranger. La mise en place de l'indice comme outil de mesure et d'observation

¹. Gaston Levy, « Rapport présenté au nom du Comité de statistique le 10 avril 1920 » dans Ministère du Travail (éd), *Commission centrale d'études relatives au coût de la vie (instituée par décret du 19 février 1920). Compte rendu des travaux au cours de l'année 1920*, Paris, Imprimerie Nationale, 1921, p. 612.

². *Ibid.*

du coût de la vie entérine l'émergence de la consommation par les classes populaires et sa prise en compte par l'administration publique. Paradoxalement, la liste dite des « treize denrées » réduit au strict nécessaire les produits pris en compte dans le calcul, dont sont exclues les dépenses d'alcool par exemple. Elle est un exemple d'une forme de naturalisation des besoins, réduits ici à leur plus stricte nécessité. C'est précisément l'éventail des produits pris en compte dans cette liste qui va devenir un enjeu de lutte entre représentants, au sens large, du monde ouvrier et de l'administration ; le risque étant pour cette dernière qu'une élévation de l'indice par la prise en compte de produits plus coûteux entraîne une série de revendications en faveur d'une augmentation salariale, d'où leur intérêt à la naturalisation des besoins.

L'ENQUÊTE ADMINISTRATIVE SUR LES CONDITIONS DE VIE OUVRIÈRE DANS LE CADRE DE LA « COMMISSION CHÉRON » (1913-1914)

En même temps que s'établit au sein de la Statistique générale de la France la surveillance régulière des prix et du coût de la vie ouvrière, une enquête administrative est lancée dans le cadre d'une réflexion sur l'alimentation ouvrière en lien avec la physiologie et les rythmes de travail. Elle est instituée par la « Commission Chéron », du nom du ministre du Travail Henry Chéron (1867-1936), qui met en place, par le décret du 17 mai 1913, une « Commission d'études relatives à la physiologie du travail professionnel, aux conditions de l'existence, aux aptitudes professionnelles et à leur formation dans les familles ouvrières et paysannes¹ ». Son organisation et ses objectifs sont décrits dans la rubrique « conditions de travail » du bulletin de la SGF², qui en publiera également les principaux résultats. À la veille du premier conflit mondial, le ministre pointe le spectre d'une dégénérescence de la population, qu'elle soit physiologique (dénonçant « les ravages de l'alcool »), démographique (dénatalité et dépopulation des campagnes) ou culturelle (éducation). Cette préoccupation n'est pas propre à la France, mais bel et bien partagée, à cette époque, en Europe³. Fruit d'une « biopolitique triomphante⁴ » et soucieuse de

¹. Léopold Dugé de Bernonville, « Enquête sur les conditions de la vie ouvrière et rurale en France en 1913-1914 (1ere partie: revenus) », *Bulletin de la Statistique générale de la France*, 1916, vol. 6, n° 1, p. 85.

². M[ichel] H[uber], « Commission d'études relatives à la physiologie du travail professionnel, aux conditions de l'existence, aux aptitudes professionnelles et à leur formation dans les familles ouvrières et paysannes », *Bulletin de la Statistique générale de la France*, juillet 1913, vol. 2, n° 4, p. 386-389.

³. Deborah Neill, « Of Carnivores and Conquerors. French Nutritional Debates in the Age of Empire, 1890-1914 » dans Elizabeth R. Neswald, David Smith et Ulrike Thoms (eds.), *Setting Nutritional Standards. Theory, Policies, Practices*, Rochester, N.Y., University of Rochester press, 2017, p. 74-96.

⁴. Vincent Viet, *Les voltigeurs de la République : l'Inspection du travail en France jusqu'en 1914*, Paris, CNRS éd, 1994, vol. 1, p. 295.

veiller « aux sources de l'énergie nationale¹ », la commission rassemble 27 membres issus de la classe politique (les sénateurs Ferdinand Dreyfus et Alexandre Ribot, ainsi que les députés Painlevé ou Albert Thomas), des chimistes et physiologistes spécialistes de l'alimentation humaine (Armand Gautier, Albert Dastre) et du travail (Chauveau, Charles Richet, Imbert, Le Châtelier, Amar, Langlois)², des statisticiens et représentants de l'administration centrale (Huber, Fontaine, March) et le directeur du CNAM (Bouquet).

Les travaux menés dans le cadre de la commission, en particulier l'enquête par questionnaire sur les conditions d'existence, vont surtout donner l'occasion aux statisticiens de la SGF de tester à grande échelle des méthodes propres à la politique des grands nombres : un nouveau mode d'échantillonnage, l'échantillonnage aléatoire, et une division du travail de collecte qui se déploie sur l'ensemble du territoire.

Dégénérescence de la race ? L'enquête administrative sur le travail et la vie quotidienne

Dès la séance d'ouverture de la commission le 21 juin 1913, il est décidé que celle-ci se scinde en deux sous-commissions chargées chacune d'envisager le travail sous des angles précis : « recherches physiologiques » pour la première, « statistiques et enquêtes » pour la seconde. Ces deux sous-commissions se mettent au travail dans les jours qui suivent. Présidée par Auguste Chauveau, membre de l'Académie de médecine, la première se réunit dès le 23 juin 1913 et se fixe comme programme d'étudier le contexte du travail qui influe, pour le dire vite, sur le rendement des ouvriers par l'intermédiaire de l'étude de la « fatigue industrielle » :

- « 1° Influence de la répartition des heures de travail et des repas ; rendement suivant le régime des heures et le régime alimentaire
- 2° Rapports de l'alimentation et du travail, régime optimum
- 3° Influences du milieu : état hygrométrique de l'air, température, air comprimé, poussières, gaz toxiques, etc. sur le rendement du travail
- 4° Influence de la qualité de l'alimentation sur la consommation d'alcool
- 5° Adaptation de l'enfant à la profession
- 6° Mesure de la fatigue
- 7° Mesure de l'incapacité de travail³ .»

¹. AN, F/22/526, Commission d'études relatives à la physiologie du travail professionnel, aux conditions de l'existence, aux aptitudes professionnelles & à leur formation, dans les familles ouvrières et paysannes. Séance du 21 juin 1913. Compte rendu sommaire. 5f.

². Sont en effet rassemblés dans cette commission les principaux promoteurs de l'étude du travail professionnel. Voir Marcel Turbiaux, « La résistible création d'un laboratoire du travail », *Bulletin de psychologie*, 2008, vol. 496, n° 4, p. 341-356.

³. AN, F/22/526, Commission d'études relatives à la physiologie du travail professionnel, aux conditions de l'existence, aux aptitudes professionnelles et à leur formation, dans les familles ouvrières et paysannes. Séance du 21 juin 1913. Compte rendu sommaire. 5f.

Nous n'entrerons pas dans le détail du travail de cette sous-commission, qui s'appuie sur les résultats de travaux de laboratoire. Dugé de Bernonville en publie une synthèse dans le *Bulletin de la Statistique générale de la France*¹, sur la base notamment de deux rapports remis à la commission par Jules Amar et Armand Imbert². La synthèse porte sur l'actualité des recherches en matière de physiologie du travail, sous l'angle de la mesure de la fatigue industrielle. Dugé montre qu'il n'est pas prouvé que le système Taylor épargne la fatigue physique. Il revient ensuite sur les différentes façons de mesurer la fatigue (dans les « symptômes physiologiques » et dans les « résultats du travail »), pour pointer le fait que celle-ci dépend, au-delà des différences individuelles, de la nature des opérations effectuées, « de sorte qu'elle diffère suivant les industries et même suivant les spécialités professionnelles d'une même industrie³ ». Se pose aussi la question de l'influence, sur la fatigue, de l'alternance des temps de travail et de repas. Cela conduit la commission à plaider en faveur de « l'installation de réfectoires à l'usine, [qui] entraîne une diminution notable des pertes de temps et une amélioration du rendement, tout en permettant de reporter le début du travail plus tard dans la matinée ou de l'arrêter plus tôt le soir⁴ ». L'on ne sait pas bien, toutefois, si ces travaux vont déboucher sur des mesures concrètes.

Une enquête par questionnaire sur les « conditions d'existence » ancrée dans la politique des grands nombres

La Commission des « statistiques et enquêtes⁵ » va, quant à elle, entreprendre une enquête par questionnaire à l'échelle du territoire national. Présidée par Alexandre Ribot, elle se fixe l'étude des questions suivantes :

- « 1° Application du système Taylor
- 2° Conditions de la réadaptation de l'invalide au travail
- 3° Régime alimentaire, heures de travail et repas

¹. Léopold Dugé de Bernonville, « Le travail professionnel. Recherches sur la physiologie du travail professionnel », *Bulletin de la Statistique générale de la France*, t. 8, 1919, p. 333-379.

². AN, F/22/526. Les deux rapports, qui sont discutés lors de la séance plénière du 18 mars 1914, sont conservés dans les archives de l'enquête : Commission de physiologie et d'enquêtes relatives au travail. Sous-Commission des recherches physiologiques. *Inventaire des faits acquis dans l'étude physiologique du travail professionnel*. Rapport de M. Jules AMAR, 30f ; Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Commission de physiologie et d'enquêtes sur le travail. 1ere Sous-Commission (Physiologie). Rapport de M. le Docteur Imbert. 30f.

³. L. Dugé de Bernonville, « Le travail professionnel. Recherches sur la physiologie du travail professionnel », art. cit., p. 379.

⁴. *Ibid.*

⁵. Sa composition est la suivante : Président : M. A. Ribot ; Vice-Présidents : MM. Colson, Ferdinand Dreyfus ; Membres : MM. Berthault, Léon Bourgeois, Charles Benoist, J. L. Breton, Briat, Armand Gautier, Lucien March, Raoul Peret, Edmond Perrier, Albert Thomas, Tournon ; Secrétaires : MM. Fuster, Huber, André Verne. AN, F/22/526, Commission d'études relatives à la physiologie du travail professionnel, aux conditions de l'existence, aux aptitudes professionnelles & à leur formation, dans les familles ouvrières et paysannes. Séance du 21 juin 1913. Compte rendu sommaire. 5f.

- 4° Part de la consommation de l'alcool dans les budgets familiaux
- 5° Habitation en rapport avec la santé et la vie du travailleur
- 6° Adaptation de l'adolescent au travail ; apprentissage
- 7° Dépeuplement des campagnes : a) par l'émigration ; b) par l'infécondité¹.

Comme le rapporte Albert Thomas dans le rapport qu'il établit pour la séance plénière du 28 mars 1914 de la commission réunie pour faire un premier bilan des travaux entrepris², le premier point est vite abandonné, les syndicats patronaux vers lesquels s'était tourné Lucien March au nom de la commission n'ayant désigné qu'une seule usine, il n'est pas possible d'explorer plus en détail l'application du système Taylor³. Les points 3, 4 et 5 vont être regroupés et faire l'objet d'une vaste enquête par questionnaire dont la responsabilité est confiée à la SGF .» L'ensemble des points à traiter par cette enquête est résumé sous l'expression « conditions d'existence des familles ouvrières et paysannes ». L'indétermination de méthode entre la monographie et le questionnaire dont fait preuve le ministre dans une circulaire qu'il adresse aux préfets tendrait à faire croire, comme le rappelle Desrosières, qu'entre les deux formes d'enquête, les modes d'enregistrement seraient de même nature et ne poseraient finalement qu'une question de moyens pour atteindre un plus grand nombre de cas :

« Des observations sommaires, dont je vous fournirai ultérieurement le cadre, mais assez nombreuses, constitueraient les éléments nécessaires de cette enquête. La méthode monographique, jusqu'ici appliquée pour des cas peu nombreux avec de minutieux détails, peut être pratiquement étendue à des observations nombreuses, quand on la simplifie à l'exemple des enquêtes analogues réalisées avec succès dans divers pays voisins. L'application généralisée de cette méthode semble possible dans notre pays où tant de bonnes volontés sont prêtes à s'utiliser pour le bien public⁴ .»

Or, poursuit Desrosières, dans ce « mode de généralisation industriel » (qui renvoie « aux conceptualisations formelles que la science a fournies à des formes de production en série, où des choses peuvent être produites selon des normes, des standards, consignés dans des codes, des dessins techniques, permettant la reproduction à l'identique » et qui s'oppose au « mode domestique » centré sur la familiarité et la relation directe entre les personnes), « la connaissance

¹. M[ichel] H[uber], « Commission d'études relatives à la physiologie du travail professionnel, aux conditions de l'existence, aux aptitudes professionnelles et à leur formation dans les familles ouvrières et paysannes », *op. cit.*, p. 388

². AN, F/22/526, Commission de physiologie et des enquêtes. Séance du 28 mars 1914. [Compte rendu manuscrit], 1f.

³. AN, F/22/526 Commission de physiologie et d'enquêtes sur le travail. Rapport de la sous-commission des statistiques et enquêtes sur les enquêtes organisées en vue des études dont elle a été chargée par M. Albert THOMAS, député, f.2. [28 mars 1914]. En l'absence de Thomas, c'est Lucien March qui donne lecture de son rapport.

⁴. AN, F/22/526 Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale / Direction de la Statistique générale de la France / Statistiques et enquêtes relatives à la vie ouvrière et à la vie rurale. Circulaire n°1. 20 juillet 1913 [adressée aux préfets]. f. 3.

est destinée à étayer une transformation du monde social selon des modes standardisés¹ ». Menée dans le cadre de la statistique administrative acquise aux grands nombres, la commission d'enquête opte, sur la suggestion du ministre, pour une enquête par questionnaire plutôt que pour une enquête par budgets de famille, exprimant ainsi des visées de connaissance différentes. Deux questionnaires sont en réalité dressés : un « questionnaire des familles » (dit questionnaire n°1) et un questionnaire des villages (dit n°2) qui doit regrouper les informations sur certaines familles à l'échelle du village. Les instructions relatives à ces deux outils de collecte sont envoyées aux préfets le 20 juillet 1913 dans une circulaire de six pages décrivant en détail la marche à suivre. Conformément aux vœux de la commission, le « questionnaire pour une famille » doit comprendre des informations permettant de répondre aux différentes questions à traiter. Il ne porte donc pas exclusivement sur les revenus et les dépenses, mais aussi sur les conditions d'habitation, le travail et la formation professionnelle de chacun des membres de la famille.

Le questionnaire s'adresse à des familles ouvrières et paysannes, réparties sur l'ensemble du territoire, villages et agglomérations rurales, villes et agglomérations industrielles : « Les familles pour lesquelles on remplira un semblable questionnaire seront prises au hasard parmi celles dont le revenu est peu élevé : on regardera comme telles, par exemple, celles dont la contribution mobilière ne dépasse pas 50 francs, sans qu'il y ait lieu, d'ailleurs, de s'en tenir rigoureusement à cette limite qui servira seulement d'indication². » Mais comment les choisir ? Leur mode de sélection initialement pensé par les statisticiens-administrateurs s'apparente, comme le souligne Desrosières, à une « intuition de tirage aléatoire³ » : « La liste nominative des habitants, établie à la suite du dénombrement de 1911 et conservée à la mairie, fournit un moyen commode de pointer au hasard les ménages qui composent l'agglomération principale. On marque les ménages de cinq en cinq, de dix en dix par exemple, et l'on substitue à toute famille aisée, ou qui ne paraît pas devoir fournir de renseignements assez sûrs, la première famille venant ensuite et susceptible d'être retenue⁴. » Ainsi la procédure d'enquête mélange des aspects issus de la statistique du XIX^e siècle (enquêtes administratives des préfets, monographies de « cas typiques ») et d'autres annonçant les enquêtes par questionnaire du XX^e siècle, avec même une

¹. Alain Desrosières, « L'opposition entre deux formes d'enquête : monographie et statistique » dans *Pour une sociologie historique de la quantification : L'Argument statistique I*, Paris, Presses des Mines, 2013, p. 143-151.

². AN, F/22/526 Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale / Statistique générale de la France. Enquête sur les conditions de la vie ouvrière et de la vie rurale (commission d'études instituée par le décret du 17 mai 1913). MEMORENDUM., 4 pages + 2 questionnaires, f. 1.

³. A. Desrosières, « Du travail à la consommation: l'évolution des usages des enquêtes sur le budget des familles », art cit., p. 144.

⁴. AN, F/22/526 Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale / Statistique générale de la France. Enquête sur les conditions de la vie ouvrière et de la vie rurale (commission d'études instituée par le décret du 17 mai 1913). MEMORENDUM., 4 pages + 2 questionnaires, f.1.

intuition de tirage « aléatoire », évoqué mais jugé irréalisable compte tenu de la « répugnance des familles à fournir des renseignements d'ordre intime¹ ».

Le choix des enquêteurs est tout aussi stratégique. La circulaire envoyée le 20 juillet 1913 aux préfets par le ministre leur indique la marche à suivre pour constituer une armée d'enquêteurs. Les préfets sont chargés de constituer une liste « d'observateurs locaux » auxquels la Statistique générale de la France, en charge de l'enquête, enverra directement les documents. Le ministre suggère dans certains cas de rassembler ces observateurs au sein de comités locaux, qui pourraient conserver une certaine pérennité. Il est également proposé que ces observateurs puissent aussi contribuer via des rapports individuels qui, comme les rapports collectifs, comporteraient « naturellement la mention de toutes les personnes qui auront contribué, sous une forme quelconque, à la collection des renseignements ou à leur coordination ». Si l'on ne trouve pas trace de rapports collectifs en dehors des articles de synthèse publiés par Dugé, en revanche des monographies locales sont produites à l'occasion de l'enquête, dont la liste est établie dans le rapport préparé par Albert Thomas en vue de la commission plénière de mars 1914. La liste contient 42 rapports provenant de 17 départements. Ils se répartissent pour moitié entre des rapports traitant l'ensemble des questions abordées (environ 25 rapports), et d'autres portant plus spécifiquement sur des questions de dépopulation et de mortalité (7), de conditions de vie (6) et de travail (4). Ils sont rédigés par les autorités locales, maires et adjoints, directeurs d'usine, instituteurs, inspecteurs d'hygiène ou du travail, directeur du bureau de bienfaisance. Au moment où Thomas rédige son rapport, 2738 personnes sont mobilisées pour remplir les questionnaires, en particulier les instituteurs. Enquêteurs aux côtés des « professions les plus diverses (industriels, négociants, agriculteurs, médecins, instituteurs, fonctionnaires etc....)² », ils représentent le quart des questionnaires fournis. On note surtout qu'aucun ouvrier n'est mentionné dans cette liste, qui correspond davantage aux notabilités locales.

En dépit du quasi plan de sondage initié par les statisticiens de la SGF, les enquêteurs se tournent finalement vers des familles qu'ils connaissent déjà, face à la « difficulté de trouver dans une même localité un nombre assez grand de familles disposées à se prêter à l'enquête. Quelques préfets [...] signalent en effet que les enquêteurs se sont heurtés à une certaine résistance des familles. Malgré les déclarations formelles, celles-ci étaient souvent portées à craindre qu'il ne se dissimulât sous cette enquête, des recherches d'ordre fiscal³ ». On peut supposer néanmoins que

¹. L. Dugé de Bernonville, « Enquête sur les conditions de la vie ouvrière et rurale en France en 1913-1914 (1ère partie : revenus) », art cit., p. 89.

². AN, F/22/526, Commission de physiologie et d'enquêtes sur le travail. Rapport de la sous-commission des statistiques et enquêtes sur les enquêtes organisées en vue des études dont elle a été chargée par M. Albert THOMAS, député, f. 5. [28 mars 1914].

³. AN, F/22/526, Rapport d'Albert Thomas, *op. cit.*, f.6.

l'enquête ait revêtu un caractère coercitif pour nombre de familles choisies localement parmi celles qui percevaient des aides publiques ou patronales. Ces façons de recruter sont encore loin du tirage aléatoire initialement pensé par la SGF :

« Les enquêteurs se sont adressés surtout aux familles qu'ils connaissaient déjà ou qu'ils savaient avoir un intérêt quelconque à se laisser interroger avec complaisance. C'est ainsi, par exemple, que dans quelques communes on a choisi les familles parmi celles qui avaient formulé des demandes en vue de bénéficier des avantages accordés par la loi du 14 juillet 1913 sur les familles nombreuses. Dans d'autres cas, ce sont les chefs d'industrie eux-mêmes qui ont fait procéder aux enquêtes auprès d'un certain nombre d'ouvriers de leur entreprise et là encore les familles choisies sont le plus souvent prises parmi celles qui ont reçu des avantages spéciaux provenant d'institutions patronales. À ces conditions seulement, il a été possible de rassembler un nombre suffisant de questionnaires contenant des indications utiles¹. »

On voit bien ici la relation de subordination qui lie les familles sollicitées pour répondre au questionnaire lorsqu'elles sont demandeuses de secours et d'allocations diverses. Or le statisticien ne commente pas spécialement le fait que se tourner vers des ménages soit nécessaire, soit dans une relation de subordination à l'égard d'une aide (publique ou charitable) c'est nécessairement orienter l'enquête vers des conditions d'existence qui ne reflètent pas l'ensemble du groupe ouvrier, en dépit de l'ambition initiale des membres de la sous-commission.

Dans la publication finale, les familles enquêtées sont regroupées en cinq catégories selon la profession du chef de famille : 1° Ouvriers de l'industrie, du commerce et des transports, 2° Employés divers et fonctionnaires, 3° Artisans, petits commerçants, travaillant pour leur compte, 4° Cultivateurs propriétaires, fermiers et métayers, 5° Ouvriers agricoles. Cette catégorisation est intéressante. Elle montre qu'il ne s'agit pas d'une « enquête ouvrière ». Dans la logique des grands nombres, les statisticiens ont une visée plus large. Ils envisagent une enquête à l'échelon du territoire national et à l'échelon de l'ensemble des catégories populaires (et pas strictement ouvrières). S'ils poursuivent un objectif de connaissance, ils ne situent pas les enjeux de l'enquête dans une logique de défense des intérêts ouvriers, à la différence d'autres enquêtes réalisées en dehors de l'administration.

Les observations concernant les revenus sont présentées dans une logique qui s'éloigne de la logique monographique. Les familles y sont classées selon le nombre de personnes dans le ménage, le niveau de revenus (par tranches) et la taille des communes. Dugé explique que seuls les ouvriers, les employés et les ouvriers agricoles non nourris sont pris en compte pour l'analyse (ils représentent 2120 ménages sur les 3700 questionnaires reçus). La catégorie artisans a été

¹. L. Dugé de Bernonville, « Enquête sur les conditions de la vie ouvrière et rurale en France en 1913-1914 (1ère partie : revenus) », art cit., p. 89 sq.

écartée de l'analyse car les chiffres fournis « ne sont souvent que le résultat de vagues évaluations ». Les ménages étudiés se répartissent comme suit (Tableau 11) :

Tableau 11. Enquête sur les conditions de vie (1913). Deux échantillons selon que l'on considère les revenus ou les dépenses

Types de ménages	Échantillon revenus	Échantillon dépenses
Ouvriers	1461	1101
Employés	221	152
Ouvriers agricoles non nourris	321	non renseigné
Ouvriers agricoles nourris	117	non renseigné
Total	2120	1253

Source : L. Dugé de Bernonville, *Enquête sur les conditions de la vie ouvrière ou rurale en France en 1913-1914*, Paris, 1919.

Une fois les documents remplis, les enquêteurs les retournent aux préfets qui les renvoient au fil de l'eau au ministère, et plus précisément au Service d'observation des prix, créé à la suite de la loi de finances du 15 juillet 1914, qui se charge d'un premier dépouillement¹. En mars 1914, sur 12.500 questionnaires n°1 distribués, 3210 ont été retournés pour 49 départements et 505 localités². À la fin juillet de la même année, la SGF a rassemblé 3700 questionnaires de familles et 450 questionnaires de villages répartis entre 57 départements³ et venant principalement des communes rurales ou des petites villes. Seuls 90 proviennent de villes de plus de 100 000 habitants. D'après Dugé, ce phénomène se comprend face à l'hésitation des familles à répondre en dehors de relations d'interconnaissance, ce qui est davantage le cas dans les grandes villes que dans les petites communes.

L'élaboration des deux questionnaires est confiée à la Statistique générale de la France. Est-ce le fruit d'un travail collectif ou du seul fait de Dugé de Bernonville ou de Lucien March ? Rien ne permet de l'indiquer. Le questionnaire n°1, long de quatre feuillets, comporte cinq rubriques (appelées « cadre »), chacune reprenant l'une des questions auxquelles la sous-commission doit apporter des éléments de réponse (**Erreur ! Source du renvoi introuvable.**):

Cadre I COMPOSITION DE LA FAMILLE

Cadre II HABITATION

Cadre III CONDITIONS PROFESSIONNELLES.

Cadre IV DURÉE DU TRAVAIL.

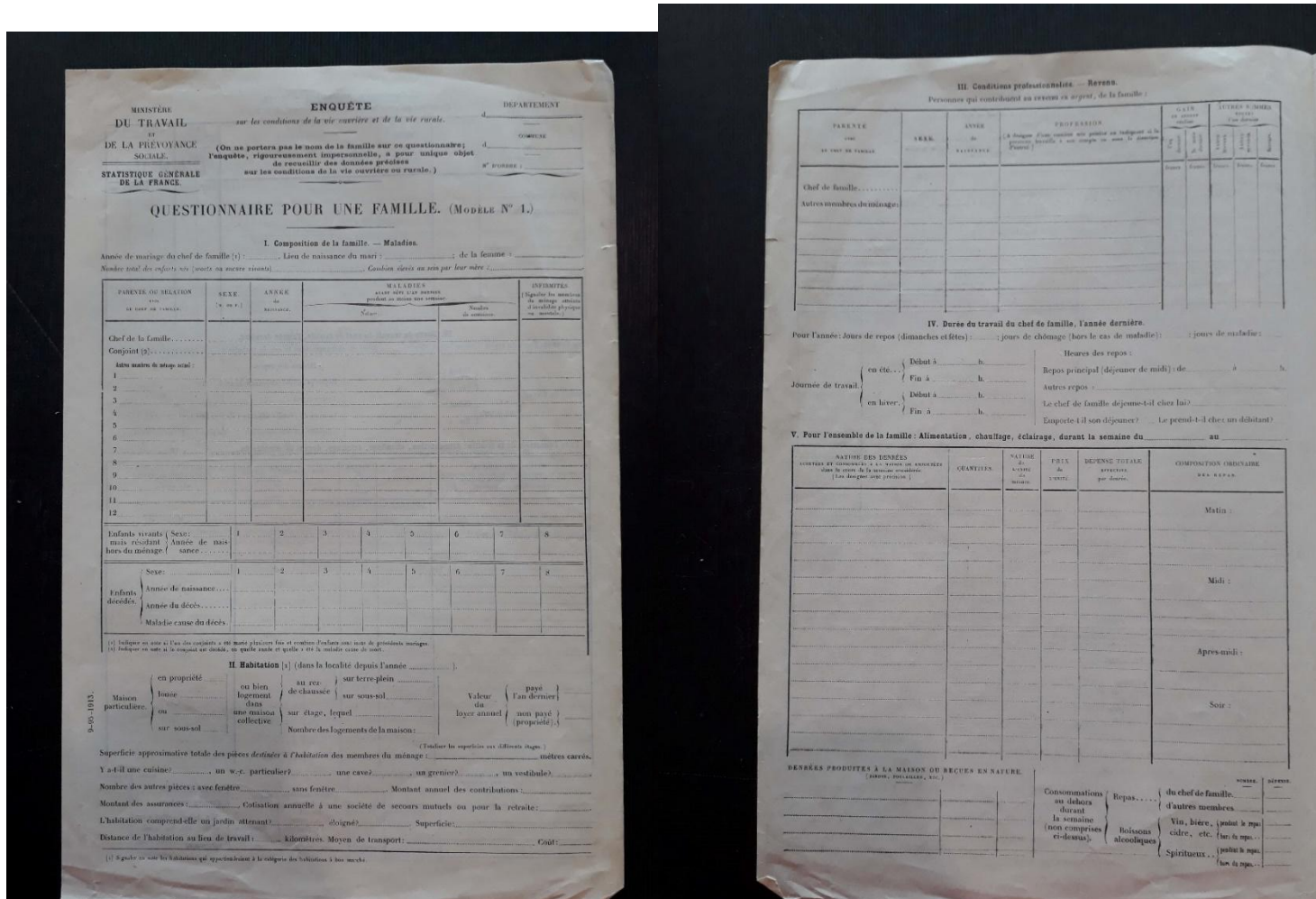
Cadre V ALIMENTATION, CHAUFFAGE, ÉCLAIRAGE (pendant une semaine)

¹. Michel Huber, « Le service d'observation des prix », *Journal de la société française de statistique*, 1926, vol. 67, p. 413.

². AN, F/22/526, Commission de physiologie et d'enquêtes sur le travail. Rapport de la sous-commission des statistiques et enquêtes sur les enquêtes organisées en vue des études dont elle a été chargée par M. Albert THOMAS, député, f.6. [28 mars 1914].

³. L. Dugé de Bernonville, « Enquête sur les conditions de la vie ouvrière et rurale en France en 1913-1914 (1ère partie : revenus) », art cit., p. 87.

Photographie 2. Questionnaire n° 1 dit « Des familles » (SGF, 1913)



Le questionnaire doit permettre de dresser une description des conditions de vie et de travail de chaque membre de la famille, de sa santé et également de la mise au travail des enfants, ainsi que d'en dresser le budget pour une semaine. Le cadre I porte sur la composition de la famille : nombre de membres dans le ménage et lien de parenté avec le chef de famille, sexe, âge et état de santé (maladies survenues dans l'année et infirmités) ; le cadre II doit décrire les conditions d'habitation : location ou propriété, coût, situation, taille, étage, fenêtre et autres équipements (« wc particulier, cave, grenier etc. ») et l'évaluation de la distance de l'habitation au lieu de travail. Le cadre III portant sur les « conditions professionnelles » vise à recenser les membres du ménage qui contribuent au revenu en insistant notamment sur la précision dans la dénomination des métiers : « indiquer avec soin si plusieurs professions concourent pour constituer le gain annuel et inscrire le gain annuel correspondant à chacune d'elles ainsi que le montant des autres ressources de la famille¹ ». C'est aussi dans ce cadre que sont relevées les différentes sources de revenus, en distinguant les gains en argent des autres sources. Lorsqu'il analyse cette question, Dugé relève néanmoins une série d'inexactitudes rencontrées dans le recueil des informations. Si celles concernant le salaire, les allocations patronales ou encore les secours provenant de la charité officielle peuvent être aisément vérifiées, il n'en va pas de même « pour ce qui concerne le gain des travaux exécutés à la maison, les revenus personnels, les secours provenant de la charité privée », conduisant, d'après lui, à une probable sous-estimation de ces ressources, à laquelle il faut ajouter l'absence d'évaluation en argent des produits de l'autoconsommation ainsi que des dons en nature tels que « une quantité de pain accordée aux ouvriers boulangers par leur patron, le charbon fourni aux mineurs, etc.² ». Le cadre IV traite de la durée du travail du chef de famille, en spécifiant le nombre de jours de repos, la description des heures de début et de fin pour une journée de travail en été et en hiver, les heures de repos. Le cadre V recense l'alimentation, le chauffage, l'éclairage (Photographie 2) et correspond au relevé des dépenses pour une semaine. Il exclut de fait d'autres dépenses comme celles d'habillement et de mobilier. Dugé est parfaitement conscient de cette limite. Il la justifie en faisant valoir les contraintes que fait peser la durée de recueil des informations, - une semaine - sur des postes de dépenses qui n'obéissent pas tous à la même fréquence et régularité. Ainsi les dépenses d'alimentation varient beaucoup moins en fréquence que les dépenses d'habillement ou de mobilier. C'est pourquoi ces dernières ne sont pas prises en compte dans le questionnaire, qui retient : 1° Dépenses hebdomadaires pour la nourriture, pour le chauffage et pour l'éclairage 2° Dépenses annuelles pour le loyer, pour

¹. AN, F/22/526 Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, MEMORENDUM., op. cit., f. 3.

². L. Dugé de Bernonville, « Enquête sur les conditions de la vie ouvrière et rurale en France en 1913-1914 (1ère partie : revenus) », art cit., p. 91.

les contributions, les assurances, les cotisations à des syndicats, à des sociétés mutuelles ou pour la retraite¹. En procédant ainsi, le statisticien n'a pas les moyens de calculer la répartition des dépenses au sein du budget puisqu'il ne dispose pas du total des dépenses. En revanche, il n'est pas habituel de voir lister dans les enquêtes sur les dépenses le poste « impôt », soulignant ici le caractère administratif de ce dispositif... Le défaut d'exhaustivité relatif au recueil des dépenses, dont Halbwachs ne va pas manquer de faire la critique, montre surtout que les membres de la commission, ou ceux de la SGF qui mettent le recueil en place, entendent surtout estimer les dépenses alimentaires (plutôt que les budgets complets), qui représentent, comme le montrent d'autres enquêtes, plus de la moitié des dépenses ouvrières.

Les instructions pour le remplissage du questionnaire n° 1 sont détaillées dans un mémorandum envoyé aux préfets. Le cadre V est divisé en trois parties. La première porte sur l'enregistrement des denrées achetées pour une consommation à domicile. Les statisticiens-administrateurs en attendent des renseignements sur la nature et le prix des denrées, ainsi que sur les quantités, en suggérant pour cela de recourir à la pesée :

« *En principe*, on devrait peser les quantités en provision au début de la semaine, peser les quantités achetées dans le cours de la semaine et défalquer les quantités restant comme provisions à la fin de la semaine. Il suffira généralement de se rapprocher de ce procédé idéal en évaluant aussi exactement que possible les quantités *effectivement* consommées durant la semaine ; on appliquera à ces quantités les prix payés.

Ces prix pourront d'ailleurs être contrôlés auprès des détaillants. Indépendamment du poids brut des denrées achetées, on s'efforcera de se rendre compte du poids net utilisé et l'on indiquera comme observations les différences constatées². »

L'emploi du conditionnel « on devrait », montre que les statisticiens ne se font guère d'illusions sur ce point de méthode, très compliqué à mettre en œuvre. Dans les faits, l'analyse des résultats reste entravée par de nombreuses informations manquantes relatives aux prix ou aux quantités, conduisant à n'utiliser qu'un gros tiers des questionnaires reçus, comme le précise Thomas dans son rapport : « En général, les formulaires sont remplis avec soin ; toutefois l'un des cadres du questionnaire de famille, celui qui est relatif aux dépenses d'alimentation et aux quantités consommées pendant une semaine d'observation ne contient pas toujours assez de renseignements. À cet égard, un tiers environ des questionnaires n°1 sont incomplets³. » La deuxième partie du questionnaire, sur les denrées consommées mais non achetées (issues du jardin ou reçues en dons), ainsi que la troisième sur les repas et les boissons pris aux dehors ne

¹ L. Dugé de Bernonville, *Enquête sur les conditions de la vie ouvrière ou rurale en France en 1913-1914*, *op. cit.*, p. 29.

² AN, F/22/526 Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale / Statistique générale de la France. Enquête sur les conditions de la vie ouvrière et de la vie rurale (commission d'études instituée par le décret du 17 mai 1913). MEMORENDUM., 4 pages + 2 questionnaires, f. 3.

³ AN, F/22/526, Rapport d'Albert Thomas, *op. cit.*, f. 9.

sont pas non plus prises en compte dans l'analyse car trop peu renseignées. Si les questionnaires sont mal remplis, cela tient aussi aux enquêteurs qui ont regroupé des produits dans une même catégorie, ce qui, d'après Dugé, complique ou entrave les analyses ; lorsque par exemple, les pommes de terre ont été regroupées avec d'autres légumes, ou le sucre avec les produits d'épicerie. Arguant de ces difficultés, le statisticien limite son analyse à cinq aliments : pain, viande et charcuterie, lait, boisson et alcool, sans préciser qu'ils demeurent à l'époque emblématiques de la table ouvrière, au moins dans les représentations dominantes.

Des résultats fidèles aux représentations de l'intempérance ouvrière

Avec l'analyse des dépenses d'alimentation, Dugé rejoint un résultat désormais classique depuis les travaux d'Engel : « la dépense moyenne par personne-unité augmente avec le montant du revenu ; elle n'est que de 5 à 6 francs par semaine pour les ménages ayant moins de 1500 francs de revenus annuels, elle s'élève à plus de 9 francs lorsque le montant de ces revenus atteint 3500 francs ». De même, il montre qu'il existe des différences, même si elles ne sont pas considérables, entre catégories sociales puisque les dépenses moyennes d'alimentation par personne-unité sont plus élevées chez les ménages d'employés (7 fr. 55 par semaine) que chez les familles ouvrières (7 fr. 44) ou les travailleurs indépendants (7 fr. 36). Ces quelques résultats chiffrés sont assortis de très nombreux commentaires normatifs sur la misère des familles. Il condamne ainsi « l'insuffisance » de l'alimentation des familles alors que les dépenses de nourriture absorbent déjà « presque entièrement leurs ressources ». Dans ce cas, la charité privée joue un rôle majeur, seule explication possible du fait que « la seule dépense de nourriture semble, dans quelques-uns des ménages les plus pauvres, dépasse[r] même le montant du revenu¹ ». Les enquêteurs n'ont pas manqué de signaler, sur les questionnaires, les familles qu'ils jugeaient nécessiteuses : ici, on observe que « les enfants sont chétifs par suite d'une nourriture insuffisante » ; là, « qu'il est évidemment impossible au chef de famille de pourvoir avec son maigre salaire à la nourriture des siens ». Le statisticien omet toutefois de rappeler que les familles ont été sélectionnées précisément sur ce critère de pauvreté. La plupart ont en commun de solliciter une aide publique ou privée.

Dugé se confronte à d'autres difficultés dans l'analyse de résultats relatifs aux dépenses d'alimentation. En particulier, il ne peut pas calculer de parts budgétaires puisqu'il ne dispose pas de l'ensemble des dépenses des ménages (mais seulement celles liées au logement, au chauffage et à l'alimentation), ce que lui reprochera Halbwachs. Le statisticien calcule donc la part de

¹. Léopold Dugé de Bernonville, « Enquête sur les conditions de la vie ouvrière et rurale en France en 1913-1914 (2e partie: Dépenses) », *Bulletin de la Statistique générale de la France*, 1917, vol. 6, fascicule 2, p. 199.

chaque catégorie d'aliments sur l'ensemble des dépenses d'alimentation et non sur les dépenses totales. Il montre à son tour que le pain absorbe près du quart des dépenses alimentaires des familles ouvrières et que sa part diminue pour les travailleurs indépendants (22,3%) et les employés (20,4%). Il rappelle plus généralement que la part du pain augmente en même temps que les revenus diminuent. Le poste viande et charcuterie représente 21.6% des dépenses d'alimentation des ouvriers, mais demeure plus important chez les employés et les travailleurs indépendants (respectivement 24,3 % et 24,5 %). Il met là aussi en évidence un résultat qui recoupe d'autres enquêtes montrant que la part budgétaire accordée au poste viande et charcuterie varie d'une part avec le niveau de revenu et d'autre part en sens inverse du poste dévolu au pain¹.

Les résultats concernant les dépenses relatives aux aliments se prêtent à des jugements normatifs, en particulier sur l'intempérance ouvrière. Les résultats chiffrés des dépenses de boissons et d'alcool (synonyme ici de spiritueux) s'accompagnent de très nombreux commentaires sur les pratiques alcooliques adressés par les enquêteurs qui abondent dans le sens de la dégénérescence de la race. En revanche rien sur les repas à l'extérieur liés aux déplacements domicile - travail ni sur l'auto-consommation. Les enquêtes sur les dépenses s'intéressent avant tout aux dépenses liées à la consommation à domicile.

Un questionnaire sous le feu de la critique de Maurice Halbwachs

Les limitations méthodologiques majeures du questionnaire de l'enquête administrative de la SGF n'échappent pas à Maurice Halbwachs. Il soumet celle-ci au feu de sa critique quelques années plus tard, au moment où lui-même se trouve confronté à l'organisation d'une nouvelle enquête empirique. Il publie cet article dans la première livraison (janvier-février) de la *Revue d'économie politique* en 1921 (dont Simiand vient d'intégrer le comité de direction). Cette date est cruciale pour comprendre l'enjeu de cette publication. À cette date, Halbwachs présente lui-même les résultats d'une nouvelle enquête par budgets de famille qui lui a été commandée dans le cadre de la Commission régionale d'Alsace-Lorraine, qui se solde en partie sur un échec, comme nous le verrons. Dans l'article, il s'engage dans un « examen critique » des résultats de l'enquête menée par la Statistique générale de la France, qu'il désigne sous l'expression « renseignements statistiques », en réservant le terme « enquête » à sa propre recherche empirique menée en 1907, les deux ayant pour point commun d'avoir été menées avant-guerre.

Les deux critères distinctifs qu'il met en avant portent sur « l'étendue et la méthode » (Tableau 12) : outre la durée d'observation (la sienne porte sur un mois de recueil de dépenses,

¹. *Ibid.*

celle de Dugé sur une semaine), Halbwachs insiste sur l'observation incomplète des dépenses, qui ne comprend ni l'habillement ni d'autres dépenses telles que les transports, la santé ou les loisirs. Ainsi, la proportion des dépenses de nourriture est évaluée en rapport non pas aux dépenses totales, qui ne peuvent être reconstituées, mais au revenu : « quant à l'importance relative des diverses catégories de dépenses, on l'a calculée par rapport, non point à la dépense totale, mais au revenu. Comme on n'est pas sûr que le revenu soit connu intégralement, qu'on n'a point recherché d'ailleurs si le budget se soldait ou non par un déficit, il arrive que dans le ménage à faible revenu, le total des dépenses envisagées dépasse de beaucoup le montant du revenu moyen¹ ».

Tableau 12. Comparaison par Halbwachs des points de méthode de deux enquêtes d'avant-guerre

	Enquête Statistique générale de la France 1913-1914	Enquête Rowntree / Halbwachs 1907
Étendue	Revenus de 1461 ménages ouvriers et de 221 ménages d'employés Dépenses de 1101 ménages ouvriers et de 152 ménages d'employés	Revenus et dépenses de 54 ménages ouvriers et de 33 ménages paysans
Méthode	Questionnaires remplis par des enquêteurs après avoir interrogé verbalement les enquêtés sur une semaine	Carnets tenus au jour le jour par les enquêtés sur quatre semaines

Source : Maurice Halbwachs, « Revenus et dépenses de ménages de travailleurs. Une enquête officielle d'avant-guerre », *Revue d'économie Politique*, vol. 35, 1921, p. 50-59.

Cette critique de l'enquête, décalée dans le temps, ne fait que réactiver un dialogue que les deux hommes ont indirectement entretenu avant-guerre par articles interposés. Dans le cadre de ses travaux pour la commission Chéron, Dugé publie en 1914 dans le bulletin de la SGF une étude préalable intitulée « Budgets de familles en divers pays », et dont la démarche est similaire à celle entreprise par Halbwachs dans l'annexe 1 de *La Classe ouvrière*. Il s'agit d'une présentation d'un ensemble d'enquêtes dites par budgets de familles, françaises et étrangères, classées selon leur méthode, et suivie d'une analyse des principaux résultats. Dugé n'y mentionne pas l'annexe 1 du livre de Halbwachs paru deux ans plus tôt, pas plus que l'enquête menée par Halbwachs en 1907, les résultats n'en ayant pas encore été publiés de façon extensive. C'est vraisemblablement la publication de l'article de Dugé qui a incité Halbwachs à publier le sien dans la livraison suivante du bulletin sous un titre « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 »² qui ne va pas sans faire écho à celui de Dugé. La publication de l'article de Halbwachs en 1914 est ainsi une double réponse aux travaux menés par le statisticien dans le cadre de la commission Chéron.

¹. M. Halbwachs, « Revenus et dépenses de ménages de travailleurs. Une enquête officielle d'avant-guerre », art cit., p. 55.

². M. Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », art cit.

En effet cette publication tardive, sept ans après l'enquête, se comprend en écho aux travaux initiés au sein de la Statistique générale de la France sur le coût de la vie, en particulier à l'enquête entamée en 1913 et évoquée par Halbwachs dès la première ligne de son article.

Le désaccord entre les deux hommes se centre sur l'opposition entre deux types d'enquête, en particulier dans la façon de les conduire et dans leurs objectifs. Dans sa recension des enquêtes par budgets, Dugé fait valoir le point de vue commun des statisticiens à l'égard de la « méthode monographique, typologique, intensive ». Tout en reconnaissant que « Frédéric Le Play, le grand théoricien de la méthode lui assignait pour objet de faire connaître le milieu social par l'observation rigoureuse de quelques familles rigoureusement choisies », il critique cette méthode qui ne permet d'entreprendre aucune comparaison. La « méthode statistique, représentative, extensive » comprend à son tour deux types d'investigation : les questionnaires et les carnets de ménage. Parce que les premiers présentent « de graves défauts » dès lors qu'il s'agit d'enregistrer avec précision les revenus et les dépenses, les carnets de ménage, tenus « jour par jour ou semaine par semaine sur une année entière » se révèlent indispensables. Leurs divergences s'expriment bien dans leur présentation respective d'une même enquête, celle menée par Louise Bolard More dans le quartier de Greenwich à New York entre 1903 et 1905. Dugé la trouve exemplaire car elle combine l'utilisation de questionnaires et le recueil de budgets. Il mentionne ainsi qu'en plus du « bulletin spécial dressé pour chaque famille », des « budgets détaillés furent dressés pour 50 familles sur des périodes variant de une semaine à un an¹ ». Halbwachs mobilise la même enquête en guise de contre-exemple :

« Il faut se défier davantage des budgets de courte durée qu'on trouve quelque fois rattachés à des enquêtes où l'on n'a point procédé principalement par cette méthode : il semble qu'on veuille fortifier par là des données qui ont été obtenues trop rapidement, et sans beaucoup de garanties. Ainsi [...] dans l'enquête (américaine aussi) de Louis Bolard More, on nous dit que sur 200 budgets, 50 reposent sur des livres de compte tenus d'une semaine à un an. Mais les autres n'en valent pas plus pour cela ; et d'ailleurs, on ne donne pas d'indications plus précises sur la répartition de ces budgets suivant la durée pendant laquelle ils furent tenus. On a le droit de ne voir là que des contreforts fictifs² ».

Cet exemple met en lumière le fossé séparant ici les deux hommes, qui décrivent des démarches quasiment inverses : pour le premier, les budgets viennent compléter et illustrer des renseignements d'ordre statistique, qui forment le noyau de l'enquête ; pour l'autre, les budgets forment le cœur de l'investigation, accompagnés de notices qui viennent aider à les interpréter. L'expérience de la Commission Chéron aide à mieux comprendre pourquoi l'administration statistique peine à lancer une enquête de budget : ils échouent à mettre en œuvre un mode

¹. Léopold Dugé de Bernonville, « Budgets de familles en divers pays », *Bulletin de la Statistique générale de la France*, avril 1914, vol. III, fascicule 3, p. 301.

². M. Halbwachs, *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, op. cit., p. 470.

d'échantillonnage aléatoire et recueillent des budgets incomplets sur la base desquels on ne peut tirer de grands enseignements sur les niveaux de vie. L'enquête met les statisticiens face aux difficultés de leur exigence d'une politique des grands nombres dans la réalisation pratique de ce type d'enquêtes.

Le second enseignement tiré de l'expérience d'enquête de la Commission Chéron tient à l'approche des consommations ouvrières qu'en livrent ses promoteurs. Orientée vers la physiologie du travail et les conditions de reproduction de la force de travail, l'enquête privilégie finalement, sans le dire aussi explicitement, les principaux aliments porteurs de calories : pain, viande, lait et alcool. Peut-on comprendre autrement les différences qui existent entre les quatre familles de produits prises en compte dans cette enquête et la liste des treize denrées, élaborée par les mêmes statisticiens ? Déjà indigente, cette dernière est encore rétrécie dans l'enquête de la Commission Chéron, à l'exception des dépenses de boissons et d'alcool, abondamment commentées (mais pas nécessairement évaluées) dans l'enquête. En revanche, l'enquête est probablement source d'enseignements pour la Commission centrale du coût de la vie qui se met en place quand Dugé en rédige la synthèse finale, et plus particulièrement pour l'élaboration du formulaire d'enquête sur les dépenses qu'elle va adresser aux commissions régionales.

1920 : LE SUIVI OFFICIEL DU COÛT DE LA VIE OUVRIÈRE

Vivace avant 1914, la question du coût de la vie est encore plus prégnante dans l'immédiat après-guerre¹. À la sortie du conflit, la suppression du rationnement en même temps que celle de la réglementation du prix des denrées établie pendant la guerre engendre une augmentation du prix des denrées de première nécessité. Ce phénomène touche la plupart des pays européens, y compris les pays qui n'ont pas été directement impliqués dans le conflit². Cette inflation est aggravée par d'autres conséquences de la guerre, telles que « la destruction de terres agricoles, la diversion des ressources vers les reconstructions considérées comme prioritaires, les difficultés du transport (navires et matériels ferroviaires endommagés), la lenteur de la démobilisation et le

¹. Nous ne développons pas ici les questions liées au ravitaillement et à l'alimentation des civils pendant la guerre. Sur ce point, on peut se reporter à : Thierry Bonzon, « Consumption and total warfare in Paris (1914-1918) » dans Frank Trentmann et Just Flemming (eds.), *Food and Conflict in Europe in the Age of the Two World Wars*, Basingstoke New York, Palgrave Macmillan, 2006, p. 49-64; T. Bonzon, « Feeding the cities », art cit. ; E. Langlinay, « Consommation et ravitaillement en France durant la Première Guerre mondiale (1914-1920) », art cit. ; Alain Chatriot, Matthew Hilton et Marie-Emmanuelle Chessel (éds), *Au nom du consommateur : consommation et politique en Europe et aux États-Unis au xx^e siècle*, Paris, la Découverte, 2004, 423 p. ; Anne Rasmussen, « "L'alimentation rationnelle du soldat" : les sciences de la nutrition à l'épreuve de la guerre » dans Caroline Poulain (éd), *Manger et boire entre 1914 et 1918*, Gand, Snoeck, 2015, p. 57-66.

². P. Scholliers, « Index-Linked Wages, Purchasing Power and Social Conflict between the Wars: the Belgian Approach (Internationally compared) », art cit.

maintien des stocks des armées¹». Face aux tensions et critiques adressées au gouvernement, en particulier au ministère du Ravitaillement, le gouvernement prend en juillet 1919 de nouvelles mesures contre la vie chère : « l'ouverture de baraques alimentaires et de restaurants à prix fixe, la remise de stocks aux coopératives, et surtout l'aggravation des peines pour les fauteurs découverts par le Service de la répression des spéculateurs dont Henry Roy, député radical du Loiret, est nommé (commissaire)² ». Toutefois la démission du ministre du Ravitaillement le 19 juillet ne permet pas au gouvernement d'éviter une série de manifestations contre la vie chère. À Paris par exemple, les premières émeutes apparaissent, d'après Stovall, dès la fin du mois de juillet dans le 18^e arrondissement, pour se propager peu à peu à d'autres quartiers de la capitale. Conformément au schéma mis en évidence par E.P. Thompson de l'économie morale de la foule, les émeutes consistent en l'attaque d'étals et de magasins par des femmes en réaction au refus des détaillants de transiger sur le prix des denrées. Elles « utilisent consciemment ces attaques pour forcer des compromis³ ». Ces manifestations se soldent par la mise en place de comités locaux des prix normaux ainsi que d'une Commission centrale d'études relatives au coût de la vie, instituée auprès du ministère du Travail par le décret du 19 février 1920. La commission a pour raison d'être principale l'observation de la variation des prix au détail et de leur répercussion sur le coût de la vie. Elle est dotée d'un second objectif qui consiste à disposer « d'une documentation précieuse pour le travail des commissions paritaires qui fonctionnent d'autre part en vue de la détermination des salaires par des accords entre patrons et ouvriers. » Ce travail doit être relayé par des comités régionaux ou locaux en charge de produire des indices, que la Commission centrale se chargera de compiler.

Des tensions selon la teneur ouvrière ou patronale des commissions régionales

La Commission centrale se compose de 33 membres dont les premiers sont nommés par le décret du 16 mars 1920. Ils sont « choisis parmi les membres du Parlement, les représentants des organismes industriels, agricoles, commerciaux ou coopératifs et les représentants des ministères intéressés⁴ ». L'organisation des travaux est confiée à la Statistique générale de la France. Michel Huber, sous-directeur du service statistique en assure le secrétariat général, avec cinq secrétaires dont quatre sont statisticiens dans son service (Bunle, Dugé de Bernonville, Lenoir, De Ville-

¹ J. Barzman, « Entre l'émeute, la manifestation et la concertation », art cit.

² *Ibid.*, p. 68.

³ T. Stovall, « Du vieux et du neuf », art cit., p. 93.

⁴ La liste des membres est publiée dans le rapport du ministère du Travail : Ministère du Travail, *Commission centrale d'études relatives au coût de la vie (instituée par décret du 19 février 1920). Compte rendu des travaux au cours de l'année 1920*, Paris, Imprimerie Nationale, 1921, 635 p.

Chabrolle), auxquels s'ajoute l'ingénieur agronome et chimiste Jules Alquier, secrétaire de la Société d'hygiène alimentaire.

En premier lieu, la commission doit procéder à la constitution des comités régionaux ou locaux : au 31 décembre 1920, les vingt commissions régionales prévues siègent dans les villes suivantes : Paris, Amiens, Lille, Nancy, Strasbourg, Besançon, Dijon, Clermont-Ferrand, Lyon, Grenoble, Marseille, Montpellier, Toulouse, Bordeaux, Limoges, Tours, Nantes, Rennes, Caen, Rouen¹. Le ministère, par la voix du secrétaire général de la commission, est soucieux d'assurer un équilibre entre représentants des « employés et des employeurs », administration publique, monde économique, sociétés coopératives et société civile. Cet équilibre est prévu pour tenter de prévenir les conflits que pourrait générer cet exercice de construction et de diffusion de l'indice lorsqu'il est utilisé à fixer les salaires dans les espaces économiques locaux. Les premiers échanges entre commission centrale et commissions régionales portent sur la composition de ces dernières. Ainsi, dans une note adressée par le ministère du Travail à François Simiand, en charge de la Commission d'Alsace-Lorraine, Lucien March insiste sur « un certain équilibre » qui devrait exister dans la commission « entre les représentants des employeurs et ceux des employés, de façon que le choix des membres apparaisse à tous les yeux comme uniquement guidé par le souci de l'exactitude et de l'impartialité. Ce choix devrait d'ailleurs dépendre plutôt de la compétence spéciale, de l'entraînement aux travaux méthodiques et précis, de l'activité personnelle de chacun, plutôt que de la fonction occupée² ». Les mêmes directives se retrouvent dans les échanges entre Lucien March et le directeur de la commission de Meurthe-et-Moselle. Dans son courrier du 26 avril 1920, Lucien March suggère, en réponse à la liste de membres que vient de lui soumettre le préfet, « d'adjoindre aux membres déjà désignés un professeur de la Faculté de Droit choisi parmi ceux qui s'adonnent aux études économiques et un ou deux représentants des Administrations intéressées³ ».

L'entreprise d'élaboration des indices locaux se révèle d'autant plus compliquée que les commissions, selon leur composition, tentent d'en modifier les enjeux. Le récit d'Alfred Sauvy se remémorant ses débuts à la Statistique générale de la France en 1922 montre comment des délégués ouvriers ont pu être tentés de modifier en leur faveur le recueil des prix de détail :

« Les débats de la commission de Marseille sont particulièrement pittoresques. Citons un épisode entre cent : pour mesurer le prix de la chaussure, il a été convenu que les membres de la commission se rendraient devant un magasin déterminé et feraient la moyenne arithmétique de toutes les chaussures de l'étalage. Cette méthode déjà discutable, donne lieu

¹. *Ibid.*, p. 3.

². AN, Coût de la vie Alsace-Lorraine. AB/XIX/1964.

³. AD, Meurthe-et-Moselle, 6M701 Commission du coût de la vie 1919-1923. Courrier de la Direction de la Statistique générale de la France au Préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 17 juin 1921.

à un incident : Le délégué ouvrier s'avise un jour de prévenir l'employé du magasin, la veille du passage, de sorte que celui-ci met en étalage les articles les plus chers, y compris une paire de botte de luxe qui, à elle seule, remonte fortement la moyenne. La séance suivante de la commission est assez agitée¹. »

Au-delà du caractère comique et tout au moins partial de la description², les traces laissées par les commissions locales témoignent néanmoins de tensions et de désaccords, soit entre membres de la commission, soit entre commission locale et commission centrale. Par exemple, les représentants ouvriers (délégués ouvriers de la chaussure, du bâtiment, du livre et des tabacs) de la commission de Meurthe-et-Moselle démissionnent au bout d'un an, dénonçant une indexation directe des salaires sur l'indice, ce dernier servant, selon eux, à justifier les diminutions de salaires³.

Une fois les commissions régionales constituées, la commission centrale leur assigne la tâche de calculer d'une part un indice provisoire, basé sur les chiffres de référence élaborés par la Statistique générale de France, et de mener, d'autre part, une enquête par budget qui permettrait de réactualiser les bases de calcul du budget-type en vigueur à la SGF, qui s'appuie toujours sur la monographie du charpentier parisien de 1890. Le recueil d'une série de budgets permettrait aussi d'adapter les bases de calcul des indices aux conditions locales (habitudes alimentaires et prix). L'orientation des commissions plus ou moins favorables aux ouvriers se donne également à voir dans la connaissance des budgets ouvriers. Ainsi à la différence de celle de Meurthe-et-Moselle, le rapporteur de la commission du Rhône, à Lyon, est socialiste. Non seulement ses membres s'accordent sur la nécessité de mener une enquête par budgets de famille, mais ils refusent de transmettre à la commission centrale l'indice provisoire qu'ils ont pourtant élaboré, tant qu'ils ne l'ont pas confronté aux « budgets réels » de leur enquête⁴.

La commission centrale assure la continuité avec le travail entrepris avant-guerre par la Statistique générale de la France, cette dernière se retrouvant, d'après Sauvy, en charge malgré elle de la commission et de l'organisation de ses travaux. Une partie de son travail va consister à gérer les relations avec les commissions régionales, en particulier dans la mise en œuvre d'une enquête par budgets de famille qui doit fournir de nouvelles indications pour mettre à jour les

¹. Alfred Sauvy, « Les prix. Réglementation, attitudes, observation » dans *Histoire économique de la France entre les deux guerres (1918-1931)*, Paris, Fayard, 1965, vol. 4/1, p. 322, note de bas de page.

². Il en a écrit au moins une deuxième version à peine différente dans laquelle il ajoute : « Le calcul des indices du coût de la vie avait été confié à des commissions départementales paritaires. Il y aurait un ouvrage à écrire sur elles, que dis-je un ouvrage, des pièces de théâtre. [...] Les indices de ces *Commissions régionales*, base 100 en 1914, allaient de 300 à 700, selon que la dominance, à la commission, était patronale ou ouvrière » : Alfred Sauvy, « Statistique générale et service national de statistique de 1919 à 1944 », *Journal de la Société de statistique de Paris*, 1975, vol. 116, p. 36.

³. AD, Meurthe-et-Moselle, 6M701.

⁴. Etienne Antonelli, « Une enquête régionale sur le coût de la vie », *Revue d'économie politique*, octobre 1921, p. 606-625.

parts budgétaires des catégories de produits dans les budgets-types. Pour cela, le service va s'employer à bâtir un questionnaire-type pour servir de base au travail des commissions régionales.

Un questionnaire administratif pour l'élaboration d'un budget-type

Dès le 7 avril 1920, le ministre envoie aux comités régionaux du coût de la vie une lettre circulaire présentant les instructions en vue d'établir les indices locaux. Ces recommandations s'appuient sur les conclusions d'un sous-comité chargé plus précisément de réfléchir aux moyens pratiques et méthodologiques à mettre en œuvre en vue d'établir les indices demandés. Les conclusions en sont rendues par Gaston Levy, militant socialiste et coopérateur¹. L'élément déterminant pour le calcul de l'indice du coût de la vie, dont l'objectif de la commission centrale est de pouvoir en observer les évolutions depuis 1914, demeure dans l'établissement d'un budget-type. C'est le premier point du rapport et l'élément central du calcul de l'indice. Levy rappelle le principe du calcul, similaire à celui déjà mis en œuvre dans les années 1910 à la Statistique générale de la France : « noter les changements du coût de la vie consiste à prendre pour base un régime de consommations, qu'on suppose invariable dans le temps, et à appliquer aux quantités des divers articles compris dans ce régime, les prix de détail relevés aux époques successives² ». Or Levy estime que ce régime de consommation, qu'il qualifie « de base », n'est plus satisfaisant pour les statisticiens. Tel qu'il a été déterminé et utilisé jusque-là par le service statistique, il peut masquer d'importantes différences régionales, en particulier dans les régimes alimentaires. C'est pour pallier cette difficulté que la SGF s'était initialement rabattue sur une liste de treize denrées, considérée comme le plus petit dénominateur commun. En outre, ce régime de base, calculé sur des budgets élaborés avant-guerre, présente l'inconvénient de ne pas tenir compte des effets éventuels des modifications des prix sur la répartition des dépenses. C'est pourquoi le comité se prononce en faveur du renouvellement du régime-type, qui pourrait être déterminé pour chaque région à partir de budgets « réels », sur la base d'enquêtes par budgets : « L'enquête demandée par le Comité de statistique fournira des bases solides pour l'établissement d'un budget-type régional, pour déterminer les poids dont il conviendra d'affecter les prix variables des divers éléments de la dépense en vue de construire l'indice du mouvement de cette dépenses³. » On le

¹ G. Levy, « Rapport présenté au nom du Comité de statistique le 10 avril 1920 », art cit. Sur Gaston Levy, voir sa notice dans le Maitron : <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article118435>, notice LÉVY Gaston, Salomon par Justinien Raymond, version mise en ligne le 24 novembre 2010, dernière modification le 4 février 2019.

² *Ibid.*, p. 611.

³ *Ibid.*, p. 613.

voit, la principale difficulté demeure, comme avant-guerre, dans la détermination des poids de chaque poste de consommation dans le budget.

En dépit de ces recommandations, scrupuleusement reproduites par le ministre dans la lettre qu'il envoie aux Préfets avec ses directives, celui-ci demande à ce que soient établis « des budgets types provisoires de familles ouvrières, de façon à permettre sans retard le calcul d'indices provisoires du coût de la vie, puis de procéder à des enquêtes précises sur la dépense des familles ouvrières de la région¹ ». Le temps est en effet compté puisque la Statistique générale de la France, comme indiqué dans le décret, doit publier les indices à intervalles réguliers dès 1920. La mise en œuvre d'une enquête par budgets repousserait d'autant la disponibilité des résultats. En l'état de la documentation, il est difficile d'établir si de nombreuses enquêtes empiriques ont été menées au niveau local. Le rapport publié par la SGF en 1921 dressant un premier bilan des commissions régionales n'en mentionne qu'une seule, menée apparemment avec succès dans le département de l'Hérault où une trentaine de budgets auraient été dressés². À cette enquête s'en ajoutent au moins deux autres : celle menée à Lyon entre octobre et décembre 1920 où près de 250 budgets ont été établis par la commission du Rhône, dont les résultats sont publiés dans la *Revue d'économie politique* en 1921³ ; et celle menée en Alsace-Lorraine, mise en œuvre par Maurice Halbwachs et pour laquelle nous disposons de comptes rendus publiés et de quelques documents d'archives⁴. La participation de Maurice Halbwachs aux travaux relatifs à l'élaboration de l'indice administratif du coût de la vie se comprend dans la continuité des critiques qu'il avait exprimées à l'égard de l'enquête par budgets menée par la SGF en 1913. Il est doublement en désaccord avec la démarche initiée par l'administration statistique.

¹. Ministère du Travail, *Commission centrale d'études relatives au coût de la vie (instituée par décret du 19 février 1920). Compte rendu des travaux au cours de l'année 1920, op. cit.*, p. 3.

². À ma connaissance, il n'existe pas d'enquête historique sur le travail de la commission centrale et des commissions régionales. Je n'ai pas su trouver d'éventuelles archives de la commission centrale. Cependant une enquête systématique sur le travail des commissions régionales mériterait d'être menée dans la mesure où les archives régionales semblent être bien conservées. C'est le cas pour celles de la Meurthe-et-Moselle (AD, Meurthe-et-Moselle, 6M701-705 Commission régionale d'études sur le coût de la vie : procès-verbaux de réunion ; indices du coût de la vie 1920-1937) ; c'est également le cas pour l'Hérault (AD, Hérault, 128M9). Je n'ai pas encore consulté ce dernier fonds qui est cité par Jean Sagnes, « La condition des ouvriers agricoles en Languedoc Méditerranéen-Roussillon dans la première moitié du xx^e siècle », *Recherches Contemporaines*, 1994, vol. 2, p. 45-53. Ou encore pour le département du Nord : J.-P. Barrière, « Les Commissions sur le coût de la vie dans le Nord au cours des années 1920: embryon d'arbitrage ou alibi patronal? », art cit.

³. E. Antonelli, « Une enquête régionale sur le coût de la vie », art cit. Etienne Antonelli est professeur à la Faculté de Droit de Lyon.

⁴. AN, AB/XIX/1964, Commission régionale d'études relatives au coût de la vie, « Procès-verbal de la 2^e séance tenue à Strasbourg le mardi 22 mars 1921 à 15 heures », *Office de Statistique d'Alsace et de Lorraine. Comptes rendus statistiques*, 1921, 3^e année, Fascicule 5, p. 26-40 ; Commission régionale d'études relatives au coût de la vie, « Procès-verbal de la 1^{ère} séance tenue à Strasbourg le 14 octobre 1920 à 18 heures », *Office de Statistique d'Alsace et de Lorraine. Comptes rendus statistiques*, 1921, 3^e année, Fascicule 5, p. 23-26.

Le premier désaccord est méthodologique. Comme nous l'avons vu, il reproche à la SGF de privilégier les grands nombres, c'est-à-dire une collection importante de budgets, au détriment de la qualité du recueil, et notamment de l'ensemble des postes de dépenses, là où les statisticiens - administrateurs s'en tenaient en 1913 aux postes nourriture et logement. Il exprime d'autre part un désaccord plus conceptuel sur la manière même d'envisager la construction de l'indice. Il reproche à l'administration statistique de ne considérer que la variation des prix, sans prendre en compte la réorientation par les ménages de la répartition budgétaire qu'entraîne toute variation de prix. Dans les deux cas - recueil partiel des dépenses, observation unique de la variation des prix - les façons de faire de l'administration ne peuvent conduire qu'à une représentation tronquée des budgets et des besoins ouvriers, contribuant à naturaliser ces derniers et à minimiser l'indice. C'est donc en tant que savant spécialiste des budgets et réformateur attentif à restituer les besoins ouvriers pour mieux en défendre le pouvoir d'achat qu'il se saisit de la demande de la commission d'Alsace-Lorraine d'entreprendre une nouvelle enquête empirique. Installé à Strasbourg depuis sa nomination en juillet 1919 comme professeur de sociologie et de pédagogie et « d'ascendance alsacienne¹ », l'universitaire sociologue paraît en effet tout indiqué pour mener à bien ce projet.

Halbwachs renouvelle l'expérience d'une enquête par budgets de famille (Alsace-Lorraine, 1921)

En Alsace-Lorraine, la responsabilité de la commission régionale revient à la Direction du Travail, de la Législation ouvrière et des Assurances sociales, dont les attributions, législatives et administratives correspondent au niveau régional à celle du ministère du Travail et de la Prévoyance sociale². La Direction du Travail est dirigée par François Simiand (d'avril 1919 à octobre 1920) sous l'autorité de Millerand, Commissaire général de la République à Strasbourg. Lors de la première réunion de la commission pendant laquelle les membres se fixent une feuille de route, Simiand propose « comme un des objets des plus prochains travaux de la commission ou de certains de ses membres, une enquête sur les dépenses ménagères ou budget d'ouvriers telle qu'elle est prévue dans les instructions ministérielles³ ». Après quelques échanges sur les

¹. John Craig, « Maurice Halbwachs à Strasbourg », *Revue française de sociologie*, traduit par Martine Burgos, 1979, vol. 20, n° 1, p. 273-292.

². Georges Delahache (éd), *Les débuts de l'administration française en Alsace et en Lorraine / documents recueillis et publiés, avec un avant-propos par Georges Delahache*, Paris, Hachette, 1921, p. 276.

³. AN, AB/XIX/1964, Procès-verbal de la séance tenue à Strasbourg le 14 octobre 1920 (à laquelle Halbwachs, membre de la commission, est absent). En même temps que Simiand suggère d'entreprendre cette enquête, Brion, le Président de la Fédération des entreprises du bâtiment et des travaux publics d'Alsace Lorraine se propose d'établir un rapport sur les prix des constructions et des loyers dans les trois départements concernés ; Frey, « de la maison Koechlin, Buchy et Frey, sur les conditions actuelles des prix dans l'industrie textile » ; et Oualid, le Directeur de l'Office régional de statistique, sur « le mouvement des prix en Alsace Lorraine entre Aout 1920 et février 1921 ».

produits alimentaires qu'il conviendrait de prendre en compte dans une telle étude (tels que les pâtes alimentaires, les légumes verts, le vin, le loyer), « La commission décide de mettre en route l'observation de budgets ouvriers, M. HALBWACHS, professeur à l'Université, sera prié de bien vouloir employer à l'organisation de cette enquête, l'expérience qu'il a en cette matière. Les organisations ouvrières ou patronales lui feront connaître des ménages divers auxquels pourront être confiés les carnets de dépenses¹. » C'est ainsi que Halbwachs explique à son ami Albert Thomas que « Simiand, qui va nous quitter, a mis en train avant de partir une enquête sur les budgets ouvriers en Alsace Lorraine (par les soins de la Commission régionale d'études sur le coût de la vie) et m'a fait désigner pour la suivre. Je retourne ainsi à mes anciennes amours...². »

Halbwachs s'empare de l'opportunité offerte par Simiand pour réitérer l'expérience d'une enquête par budgets de famille. Elle lui fournit une nouvelle occasion empirique d'exprimer son désaccord avec la méthode employée par la Statistique générale de la France pour déterminer l'indice provisoire du coût de la vie, qui fige en particulier la répartition des dépenses au profit de la variation des prix :

« Pour mesurer les variations du coût de la vie, à supposer une famille ouvrière de composition constante, et qui répartirait ses dépenses (pour le loyer, l'alimentation etc., et même pour les divers éléments de l'alimentation) d'une manière identique, aux diverses époques ; il suffisait alors de connaître les prix des produits à ces époques successives, pour obtenir, par un calcul simple, le montant de la dépense totale correspondant à des consommations de même nature et de même quantité. Mais comme il est très possible, et même vraisemblable, que la répartition des dépenses change, en même temps que le prix des denrées, on s'est proposé de déterminer cette répartition telle qu'elle se réalise effectivement, par des enquêtes directes. Ainsi seulement on connaîtra dans quelle mesure le genre de vie des ouvriers a changé – par exemple depuis 1914, c'est-à-dire depuis 6 années³. »

En réalité, c'est aussi ce que propose la note du ministère du Travail, qui n'est pas hostile, par principe, à une enquête par budgets. Mais sans vérification systématique dans les dépôts départementaux, nous ne pouvons dire dans quelle mesure cette seconde étape du travail qui consiste à consolider l'indice provisoire à l'appui d'enquêtes empiriques a été suivie au niveau régional.

¹. AN, AB/XIX/1964, Commission d'études relatives au coût de la vie en Alsace-Lorraine, Procès-verbal de la séance tenue à Strasbourg le 14 octobre [1920] à 18 heures, f. 4.

². Lettre de Maurice Halbwachs à Albert Thomas du 21 octobre 1920. AN, 94AP381 Correspondance Maurice Halbwachs-Albert Thomas (1920-1931). Merci à Thomas Hirsch de m'avoir communiqué cette précieuse information. Simiand quitte en effet son poste en octobre 1920 pour des raisons de santé que les déplacements hebdomadaires entre Paris où il réside (et donne ses cours au CNAM) et Strasbourg (où il passe trois jours par semaine) ne font qu'aggraver.

³. Maurice Halbwachs, « Enquête sur les conditions de vie de ménages ouvriers en France (Janvier 1921) », *Office de Statistique d'Alsace et de Lorraine. Comptes rendus statistiques*, 1921, 3^e année, Fascicule 5, p. 51.

Pour mener à bien son enquête, la première tâche que se fixe Halbwachs consiste à « établir un modèle de livret » qu'il reproduit en annexe de l'article (Figure 5). Pour tenir compte de l'annexion toute récente de la région, le livret est rédigé en deux langues, chaque énoncé en français étant suivi de son équivalent allemand, soit placé entre parenthèses, soit placé en dessous du texte français. Le livret se présente sur trois feuillets. Sur la « feuille de tête », figurent les informations concernant la résidence, le logement (description, dépenses mensuelles concernant le loyer...), la composition de la famille et les revenus de chacun de ses membres. Sur la « 1^{ère} page », on trouve un tableau à trois colonnes dans lequel la personne enquêtée doit reporter pour un jour de la semaine, à répéter autant de fois que de jours enquêtés, l'ensemble des dépenses faites dans la journée par chaque membre du ménage, en précisant « l'objet » de la dépense (1^{ère} colonne), la quantité exprimée en poids, quantité ou nombre (2^e colonne) et le « montant de la dépense » (3^e colonne). Fidèle à la méthode qu'il a mise en œuvre en 1907, inspirée de celle de Rowntree, Halbwachs demande à faire figurer sous ce tableau le nombre et les menus de chaque repas de la journée. Le formulaire prévoit jusqu'à cinq repas désignés comme suit, là aussi en français suivi de la traduction allemande : « déjeuner du matin (*frühstück*), casse-croûte (*zwischen frühstück und Mittagessen*), déjeuner de midi (*Mittagessen*), casse-croûte (*zwischen Mittagessen und abendessen*), dîner du soir (*abendessen*) ». Pour Halbwachs, fidèle à la méthode qu'il a héritée de Rowntree, « l'indication de la composition des repas, en regard des dépenses correspondantes, offrait un moyen de contrôle, tout ce qui paraissait aux menus devant reparaître à la colonne des achats¹ ». Au recueil des dépenses s'ajoute, en « feuille annexe », l'évaluation des stocks (« État (en poids ou en quantité) des provisions ») pour lesquels est jointe une liste indicative de 27 produits alimentaires et de sept autres produits (entretien, logement et cigarettes) en début et fin d'enquête.

¹. *Ibid.*, p. 41.

Ce livret diffère nettement du questionnaire publié à titre indicatif par le ministère (Figure 6). Les différences expriment les méthodes et les objectifs distincts que leur assignent leurs auteurs. Le questionnaire de l'administration statistique est destiné à être rempli par les enquêteurs et non par les enquêtés eux-mêmes. Les questions posées aussi bien que la liste des denrées établie pour le recueil des dépenses fournissent un cadre pré-codé qui facilite l'enregistrement des réponses et leur dépouillement. Halbwachs s'y prend tout à fait différemment. Comme il s'en est expliqué à diverses reprises, il prend comme gage de qualité le fait que les carnets soient directement remplis par les enquêtés eux-mêmes, et pour cela, leur laisse un tableau libre de tout pré-codage. Ces différences expriment les objectifs spécifiques assignés à chaque enquête : statistique administrative dans un sens, connaissance scientifique de l'autre même si cette dernière vise à être utilisée in fine à des fins administratives.

Les deux outils de collecte diffèrent également à propos de la durée sur laquelle doivent porter les budgets. Celui du ministère du Travail prévoit des évaluations « pour l'année 1919 » et pour un mois de l'année 1920, sans donner plus d'indications sur la façon de parvenir à un degré de précision suffisant dans le recueil des informations pour en calculer le total annuel. Halbwachs de son côté se base sur un recueil d'une semaine. Concernant les dépenses, le questionnaire du ministère du Travail propose (partie IV : Détail des dépenses d'alimentation, de chauffage et d'éclairage) une liste de 24 aliments et boissons (avec une note suggérant de mentionner tout autre produit qui n'entrerait pas dans cette liste), ainsi qu'une liste de dix produits entrant dans la catégorie « Chauffage et éclairage ». Les données issues de ce tableau sont ensuite agrégées pour dégager un « total » des dépenses. Pour l'alimentation, celles-ci sont distinguées selon qu'elles ont concerné les consommations au domicile (« a. Denrées alimentaires et boissons achetées et consommées dans le ménage ») ou à l'extérieur (« b. repas pris au dehors chez des débitants, dans des cantines, etc. »). Halbwachs quant à lui ne fournit pas de liste de denrées, pas plus qu'il ne distingue les repas selon qu'ils ont été pris à domicile ou au dehors. La comparaison de ces deux outils montre à quel point les différences de méthode servent des objectifs distincts : une logique administrative pour la SGF qui s'incarne dans la liste pré-codée de denrées soumise aux familles par l'intermédiaire de l'enquêteur, et par la reconstitution a posteriori et, en conséquence, fictive, des données budgétaires ; une logique inductive pour Halbwachs qui prends corps dans un livret de collecte quotidien sans pour autant imposer de catégories de produits.

Figure 6. Questionnaire de la Commission centrale du coût de la vie (1920)

— 626 —

ENQUÊTE SUR LES CONDITIONS D'EXISTENCE D'UNE FAMILLE OUVRIÈRE.

QUESTIONNAIRE POUR UNE FAMILLE.

I. Situation de la famille.

Profession du chef de famille Lien de résidence
 La femme travaille-t-elle ? Quelle est sa profession ?

Enfants. } Nombre total dont travaillant
 } Sexe (M. ou F.) et âge des enfants

Autres membres } Nombre total dont travaillant
 de la famille. } Sexe (M. ou F.) et âge des autres membres de la famille

II. Revenus de la famille.

CATEGORIES DES REVENUS.	REVENU EN ARGENT effectué pendant	
	Pendant 1919.	le mois de 1920.
Salaires du chef de famille.....		
Gain du chef de famille pour travaux accessoires.....		
Gain de la femme.....		
Gain des enfants.....		
Gain des autres membres de la famille.....		
Autres revenus en argent.....		
TOTAUX.....		

Nature de l'habitation. } Maison particulière en propriété ?
 } Maison particulière louée ?
 } Logement dans une maison collective ?

Nombre des pièces de l'habitation (cuisine comprise)

La famille possède-t-elle un jardin ? Superficie approximative

Évaluation en argent du revenu procuré par le jardin :
 pendant l'année 1919 Pendant le mois de 1920

Signaler ci-dessous les avantages en nature qu'aurait pu recevoir la famille (logement gratuit, combustible, etc.) en évaluant en argent la valeur de ces avantages.

— 627 —

III. Dépenses de la famille.

CATEGORIES DE DÉPENSES.	DÉPENSES TOTALES effectuées pendant	
	Pendant 1919.	le mois de 1920.
1° Alimentation.		
a. Denrées alimentaires et boissons achetées et consommées dans le ménage.....		
b. Repas pris au dehors chez des débitants, dans des cantines, etc.....		
TOTAUX pour l'alimentation.....		
2° Chauffage et éclairage.....		
3° Logement et mobilier.		
Loyer.....		
Eau.....		
Entretien du logement.....		
TOTAUX pour le logement et le mobilier.....		
4° Habillement.		
Achat et entretien de vêtements.....		
Achat et entretien de chaussures.....		
Achat, entretien, Blanchissage du linge.....		
TOTAUX pour l'habillement.....		
5° Dépenses diverses.		
Impôts.....		
Assurances.....		
Cotisation syndicale et autres.....		
Livres, journaux.....		
Soins personnels (bains, coiffure).....		
Soins médicaux et pharmaceutiques.....		
Transports.....		
TOTAUX pour les dépenses diverses.....		
TOTAUX généraux (ensemble des dépenses).....		

COÛT DE LA VIE. — Rapport. 40.

— 628 —

IV. Détail des dépenses d'alimentation, de chauffage et d'éclairage (1).

DÉSIGNATION,	UNITÉ de mesure.	DENRÉES ACHETÉES ET CONSOMMÉES DANS LE MÉNAGE.				DENRÉES ACHETÉES EN NATURE ou récoltées dans le jardin familial.	
		Année 1919.		Mois de 1920.		Année 1919.	Mois de 1920.
		Quantité.	Dépense totale par article.	Quantité.	Dépense totale par article.	Quantité.	Quantité.
<i>1^{re} Alimentation.</i>							
Pain.....							
Farine.....							
Pâtes alimentaires.....							
Riz.....							
Viande de bœuf.....							
Viande de veau.....							
Viande de mouton.....							
Porc frais.....							
Porc salé, lard.....							
Beurre.....							
Saindoux.....							
Margarine.....							
Huile comestible.....							
Œufs.....							
Lait.....							
Fromage.....							
Pommes de terre.....							
Légumes secs.....							
Sucre.....							
Café.....							
Vin.....							
Bière.....							
Cidre.....							
Eau-de-vie, liqueurs.....							
<i>2^e Chauffage et éclairage.</i>							
Charbon de terre.....							
Coke.....							
Bois à brûler.....							
Charbon de bois.....							
Pétrole.....							
Essence minérale.....							
Alcool à brûler.....							
Bougie.....							
Gas.....							
Électricité.....							

(1) Indiquer d'une manière aussi précise que possible dans les espaces laissés en blanc les articles consommés et dont la désignation n'est pas mentionnée.

Source : Ministère du Travail, *Commission centrale d'études relatives au coût de la vie (instituée par décret du 19 février 1920). Compte rendu des travaux au cours de l'année 1920*, Paris, Imprimerie Nationale, 1921.

Les quelques documents relatifs à cette enquête ne permettent pas d'établir avec précision de quelle façon le professeur de sociologie a enquêté. Les archives manquent sur ce point, pas plus qu'il n'en fait mention dans ses carnets. Nous savons toutefois, comme il l'explique lui-même, qu'il a bénéficié « d'enquêteurs adjoints » qui se sont chargés de remettre, vérifier et guider les familles, de récupérer les livrets, puis de les envoyer directement au Commissariat général à Strasbourg. Il s'est lui-même chargé du dépouillement, c'est du moins ce que l'on déduit

de l'intervention de Roux, le nouveau Directeur du Travail, qui indique en séance que « le dépouillement des livrets nécessite un très grand travail pour le rapporteur¹ ». On retrouve là le sociologue soucieux de reconstituer les données sur lesquelles il travaille, comme il l'a déjà fait sur les données allemandes.

Une première série de budgets est collectée entre décembre 1920 et janvier 1921, mais seules neuf familles sur 22 retournent les livrets remplis. Halbwachs attribue cette difficulté à « la crise de chômage actuelle² » sans que l'on sache exactement s'il en déduit que la crise rend les familles moins disposées à remplir un carnet de consommation. Il en présente néanmoins très brièvement les deux principaux résultats à la séance du 22 mars 1921 de la commission régionale³, à l'issue de laquelle la poursuite de l'enquête est décidée afin d'étoffer le nombre de budgets. En mai de la même année, une seconde série de 35 budgets est établie. Les familles enquêtées résident dans les trois départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin qui, au sens strict, correspondent à l'entité politique de l'Alsace-Moselle. Elles se répartissent dans une douzaine de communes comptant entre 5.000 et 100.000 habitants (Tableau 13).

Tableau 13. Répartition des ménages enquêtés par Halbwachs en mai 1921 par département

Lieu d'habitation	Profession	Lieu d'habitation	Profession	Lieu d'habitation	Profession
Bas-Rhin		Haut-Rhin		Moselle	
Neudorf	aide-arpenteur	Mulhouse	Serrurier	Montigny	monteur-surveillant
Neudorf	ouvrier municipal	Mulhouse	ouvrier de fabrique	Montigny	serrurier
Neudorf	aide-arpenteur	Mulhouse	Fileur	Montigny-les-Metz	ouvrier auxiliaire
Neudorf	ouvrier municipal	Mulhouse	ouvrier de fabrique	Colmar	ouvrier d'une fonderie
		Mulhouse	Tourneur	Colmar	mineur
		Mulhouse	Tourneur	Hayange	serrurier
		Mulhouse	journalier	Hayange	ouvrier de fonderie
		Mulhouse	magasinier	Merlebach	mineur
		Mulhouse	ouvrier de fabrique	Merlebach	mineur
		Mulhouse	Tailleur	Hagondange	chef de groupe / mines
		Colmar	journalier	Freyming	mineur
		Colmar	Portier	Petite-Rosselle	chef de manœuvre
		Colmar	gommeur d'étoffe		
		Colmar	Tisserand		
		Colmar	ouvrier d'imprimerie		
		Guebwiller	chauffeur		

Source : M. Halbwachs, « Enquête sur les conditions de vie de ménages ouvriers en France (Mai 1921) », *Office de Statistique d'Alsace et de Lorraine. Comptes rendus statistiques*, 3(5), 1921, p. 57-65.

¹. Commission régionale d'études relatives au coût de la vie, « Procès-verbal de la 2e séance tenue à Strasbourg le mardi 22 mars 1921 à 15 heures », art cit., p. 31.

². *Ibid.*, p. 30.

³. Il retient deux résultats « frappants » : sur neuf familles ouvrières enquêtées, « tous les ménages sauf un ont un budget déficitaire. [...] C'est ensuite la faible proportion de la dépense "logement", dans les dépenses globales [...] ». *Ibid.*, p. 31.

Les résultats sont publiés séparément mais successivement, dans la publication de l'Office du Travail d'Alsace-Lorraine¹. Ils ne sont en revanche pas utilisés par la commission régionale pour renouveler les bases du calcul de l'indice régional, comme le demandait la commission centrale. Le dossier d'archives ne comporte pas d'autre trace d'activité de la commission, pas plus que le dépouillement des comptes rendus de l'Office de statistique. L'indice du coût de la vie, rebaptisé « indice pondéré des prix de détail » continue d'être publié à un rythme régulier dans le bulletin de l'Office, sur les bases initiales de la liste des treize denrées de la Statistique générale de la France :

« §3 Indice pondéré

Ainsi qu'il a été expliqué dans les études précédentes, on a calculé un indice pondéré des prix de détail en tenant compte de l'importance de chaque produit dans la consommation ordinaire. Rappelons la méthode que la SGF emploie pour le calcul de cet indice.

On a choisi 13 articles, dont 11 denrées alimentaires. Pour tenir compte de l'importance relative de ces denrées, on a admis, d'après des observations faites sur des budgets de familles ouvrières, à Paris, les consommations annuelles ci-après pour une famille de quatre personnes :

Pain	700kg	Pommes de terre	250kg
Viande	200	Haricots	30
Lard	20	Sucre	20
Beurre	20	Huile comestible	10
Œufs	20 douzaines	Pétrole	30 litres
Lait	300 litres	Alcool à brûler	10
Fromage	20kg		

À ces quantités on a appliqué les prix unitaires et fait la somme des produits partiels. Le total représente ce que coûteraient les quantités ci-dessus, payées aux prix constatés ; il ne correspond pas à une dépense effective et sert simplement d'indice pour apprécier la variation d'ensemble des prix des 13 denrées².»

Pourquoi est-ce que la commission de Strasbourg ne s'appuie pas sur l'enquête de Maurice Halbwachs pour réviser les bases de la répartition des dépenses ouvrières comme le suggérait la Statistique générale de la France ? Cela aurait permis à la commission de prendre en compte une liste étendue de produits, alors même que, dès 1922, elle relève les prix de détail de 24 aliments. Cette liste intègre notamment la distinction entre les espèces de viande (bœuf, mouton, veau, porc) et les catégories de morceaux (plates côtes, aloyau, poitrine, carré, côtes, gigot, épaule, lard), ajoute trois catégories de légumes secs (haricots blancs, lentilles, pois cassés), trois

¹. M. Halbwachs, « Enquête sur les conditions de vie de ménages ouvriers en France (Janvier 1921) », art cit. ; Maurice Halbwachs, « Enquête sur les conditions de vie de ménages ouvriers en France (Mai 1921) », *Office de Statistique d'Alsace et de Lorraine. Comptes rendus statistiques*, 1921, 3^e année, fascicule n°5, p. 57-65.

². E. Antonelli, « Une enquête régionale sur le coût de la vie », art cit., p. 619 ; William Oualid, « Le mouvement des prix en Alsace-Lorraine d'Avril 1922 à Décembre 1922 », *Comptes rendus de l'Office de statistiques d'Alsace-Lorraine*, 1923, n° 6-7, p. 81.

catégories de féculents (farine, riz et macaroni) et le café¹. Il est difficile d'établir dans quelle mesure l'ensemble de ces produits sont présents à la table ouvrière ; ils le sont néanmoins sur les étals des commerçants et participent de régimes alimentaires carnés. Pourtant, sans la mise à jour des quantités, ce pour quoi l'enquête par budgets avait été entreprise, la commission ne peut s'en tenir qu'aux poids de la liste officielle des treize denrées. Les sources manquent pour établir la raison pour laquelle l'enquête de Halbwachs n'a pas été suivie d'effets pratiques. On pourrait évoquer la difficulté du sociologue à convaincre la commission de réviser l'indice sur la base d'un si petit nombre de budgets, alors même qu'elle en a validé la méthode ; ou bien le renouvellement du Commissariat général (Millerand est remplacé par Alapetite) et de la Direction du Travail, qui donne à la commission une orientation différente ? La réponse se situe certainement moins à l'échelon local qu'à l'échelon national. Ce n'est qu'en 1930 que les statisticiens vont modifier cette liste, sous l'impulsion d'un ensemble de réflexions menées à l'échelle internationale, dans un va et vient entre les Conférences de la Société internationale de statistique et les Conférences du Travail, animées par le Bureau international du Travail, nous y reviendrons un peu plus loin. Il est vraisemblable que la commission d'Alsace-Lorraine, comme les autres commissions régionales, se soient alignées sur les modifications menées à l'échelon national.

LES REPRÉSENTATIONS DOMINANTES DE L'ALIMENTATION OUVRIÈRE DANS LES ENQUÊTES OFFICIELLES DES ANNÉES 1920

Au-delà de leurs répercussions locales, quelle est la portée plus générale des enquêtes par budgets de familles menées à l'échelon local pour recueillir des « budgets réels » ? Que nous apprennent-elles des pratiques d'enquêtes de leurs promoteurs ? Quels enseignements en tirent-ils sur les dépenses et l'alimentation ouvrière ? En quoi renforcent-elles leurs préjugés ou convictions et quelles en sont les leçons tirées d'un point de vue de la méthode et de l'élaboration des indices du coût de la vie ? Les tableaux de résultats, s'ils donnent une idée des montants des dépenses, peinent à montrer des pratiques et des habitudes de consommation. Celles-ci se nichent davantage dans les précisions méthodologiques apportées par les auteurs. Les enquêtes répondent toutefois à la commande de ré-ajuster la liste des produits et les quantités afférentes, même si la commission centrale n'en tiendra pas compte.

¹. William Oualid, « Le mouvement des prix en Alsace Lorraine Décembre 1922 à Septembre 1923 », *Comptes rendus de l'Office de statistiques d'Alsace-Lorraine*, 1923, n° 8-9, p. 144.

Les listes de denrées comme source d'information : reflet des concepteurs des enquêtes autant que des consommations

La comparaison des résultats de l'enquête de Halbwachs pour l'Alsace-Lorraine avec ceux d'Antonelli pour la région lyonnaise (Tableau 14) met en évidence des différences que l'on peut imputer autant à des questions de méthode qu'aux variations locales des prix et des habitudes de consommation. Dans les deux cas, l'alimentation représente une part supérieure à 60% lorsqu'il s'agit des budgets de familles ouvrières. Sans surprise, cette part oscille selon les groupes professionnels. Tel est le cas à Lyon où la commission régionale a élargi son enquête à d'autres catégories. Elle observe une variation de la dépense selon les groupes, déjà montrée par Engel puis Halbwachs : 65% de la dépense totale en moyenne, 60% pour les ménages de fonctionnaires, 62% pour les ménages d'employés et 77% pour les ménages ouvriers. Si Halbwachs s'étonne de son côté de la part très faible de la dépense de logement dans les budgets des familles ouvrières auprès desquelles il a enquêté, c'est la faible part allouée aux « autres dépenses » qui surprend les membres de la commission lyonnaise : 3% des dépenses, contre près de 19% pour les familles d'Alsace-Lorraine. Spécificités locales ou problème de méthode, les auteurs ne fournissent aucune explication sur ces chiffres. Toutefois, le niveau élevé des dépenses « autres » dans les budgets ouvriers d'Alsace-Lorraine comparé à ceux du Rhône peut se comprendre par la localisation des premières qui habitent dans un environnement urbain, plus propice à ce type de dépenses (journaux, transports etc.). Dans quelle mesure le regard aiguisé de Halbwachs sur ce poste de dépenses a conduit à un meilleur recueil, il est impossible de l'établir.

Pour situer ses résultats, et notamment les dépenses de nourriture, Halbwachs prend pour comparaison les budgets alsaciens étudiés en 1909 par l'Office de statistique allemand. S'il constate que la dépense en nourriture est nettement plus élevée, elle reste en proportion équivalente à celle que l'on trouve dans d'autres enquêtes. Plus généralement, la comparaison de la dépense de nourriture en 1909 et 1921 montre que « les habitudes alimentaires ne se sont guère modifiées d'une époque à l'autre », avec toutefois des différences qui concernent une augmentation de la consommation de charcuterie, de fromage, de pain et de boissons. Les conclusions s'arrêtent là dans la mesure où l'objectif principal était de parvenir à une nouvelle estimation de la répartition des dépenses, via l'estimation des quantités.

Tableau 14. Répartition des dépenses d'après deux enquêtes par budgets de famille en 1920 et 1921

	Antonelli oct-déc 1920*		Halbwachs janvier 1921**		Halbwachs mai 1921***	
	en francs	en %	en francs	en %	en francs	en %
Alimentation	6214	77,22	4847,86	67,8	6194,5	60,58
Logement (loyer, chauffage, éclairage)	709	8,35	270,98	3,8	466	4,55
Habillement	1110	13	744,93	10,4	1613,5	15,77
Entretien du ménage	192	2,26				
Divers	261	3	1307,75	18,3	1981	19,37
Total	8486	100	7134,52	100	10225	100

*chiffres établis d'après les résultats de l'enquête par budgets pour un ménage ouvrier de 4 personnes

** chiffres d'après 9 budgets ouvriers

*** chiffres établis d'après 35 budgets ouvriers

La comparaison des listes de denrées publiées dans les comptes rendus des enquêtes menées pour la commission du Rhône et celle d'Alsace-Lorraine, à la liste officielle proposée par la commission centrale nous en apprend au moins autant sur leurs concepteurs que sur les consommations ouvrières. La comparaison est délicate puisque les listes n'ont pas été constituées de la même manière : celle publiée par Antonelli s'appuie sur la liste élaborée préalablement par une sous-commission de la commission du Rhône ; celle de Halbwachs est élaborée a posteriori, à l'issue du dépouillement des carnets de 35 familles ouvrières. Si l'on compare la liste d'Antonelli à la liste de référence communiquée aux commissions régionales par la SGF en 1920, nous sommes frappés par deux éléments (Tableau 15). Le premier concerne l'ordre des denrées, qui diffère d'une liste à l'autre. Le principe de classement adopté par les membres de la commission centrale est relativement clair et semble procéder, au moins pour le début de la liste, d'un classement nutritionnel, qu'il soit délibéré ou procédant simplement du bon sens en regroupant ensemble des familles de produits similaires : glucides (pain, farine, pâtes, riz), protides (différentes espèces de viande) puis lipides (différentes sortes de matières grasses, animales et végétales). Viennent ensuite les produits laitiers, les féculents (pommes de terre et légumes secs), le sucre et le café et les boissons (détaillées en quatre sous-catégories : vin, bière, cidre, eau-de-vie et liqueurs). La liste d'Antonelli reprend la plupart de ces denrées, mais s'en distingue par leur ordonnancement et par quelques différences de produits. Comprendre cet ordonnancement ne va pas de soi. Comme les deux autres listes (celle de la commission centrale et celle de Halbwachs), les denrées n'y sont pas classées par quantités (croissantes ou décroissantes), ni selon leur part respective dans l'ensemble du budget alimentaire. Il faut chercher ailleurs la logique qui préside à ce classement : est-il le reflet de ce à quoi tiennent les familles ouvrières ? Ou est-ce une photographie de la manière dont les membres de la commission du Rhône se représentent eux-

mêmes les consommations des familles ouvrières ? Plaçant le pain comme une évidence, la viande en priorité, le lait comme un aliment incontournable - comme le rappelle Antonelli - et le chocolat, qui ne figure pas dans la liste de la commission centrale, mais tient dans celle-ci une place importante indépendamment de sa place dans le budget ? On peut s'étonner par exemple que la liste ne contienne pas de porc ni de charcuterie. L'absence de commentaires sur la liste elle-même tendrait à laisser penser qu'elle absorbe l'essentiel des dépenses alimentaires.

Tableau 15. Listes des denrées établies dans les enquêtes sur le coût de la vie 1920-1921

Antonelli oct-déc 1920	Halbwachs mai 1921	Liste dite "des 13 articles" SGF-1911	Commission centrale du coût de la vie 1920
Pain	Viande	Pain	Pain
Viande (bœuf)	Charcuterie	Viande de boucherie	Farine
Viande (veau)	Poisson	Porc	Pâtes alimentaires
Viande (mouton)	Beurre	Beurre	Riz
Saindoux	Graisse	Œufs	Viande de bœuf
Lard	Fromage	Lait	Viande de veau
Lait	Œufs	Fromage	Viande de mouton
Chocolat	Pommes de terre	Pommes de terre	Porc frais
Beurre	Épicerie	Légumes secs	Parc salé, lard
Graisse végétale	Sucre	Sucre	Beurre
Huile d'olive	Farineux	Huile comestible	Saindoux
Huile comestible	Fruits	Pétrole	Margarine
Œufs	Pain	Alcool à brûler	Huile comestible
Fromage (gruyère)	Café, chicorée		Œufs
Pâtes alimentaires (en paquets)	Thé, chocolat, cacao		Lait
Sucre	Lait		Fromage
Café	Légumes verts		Pommes de terre
Riz	Boissons		Légumes secs
Légumes secs (haricots)			Sucre
Pommes de terre			Café
Vin			Vin
			Bière
			Cidre
			Eau-de-vie, liqueurs

La liste publiée par Halbwachs diffère encore des deux précédentes à plusieurs points de vue. Sont placés en premier tous les produits animaux (viande, graisse animale, produits laitiers). Le pain est relégué en bas de liste bien qu'il représente, selon ses propres calculs, 15% des dépenses, soit un des premiers postes de dépense alimentaire. Alors que sa liste est plus courte que les deux autres, elle comprend néanmoins une plus grande variété de produits : si les viandes et les boissons sont regroupées chacune dans une seule catégorie, il ajoute en revanche les

catégories « épicerie »¹, « poisson », ainsi que les « fruits » et les « légumes verts » (qui en fait sont plus frais que verts si l'on en juge par les stocks, dans lesquels sont présents des carottes et des oignons), et le groupe « thé, chocolat, cacao ». Le chocolat a également été ajouté dans la liste de la commission lyonnaise. On peut supposer que le petit nombre de familles enquêtées oblige Halbwachs à regrouper les produits par grandes familles pour éviter un éparpillement des produits et des dépenses, ce qui rendrait difficile l'objectif d'établir une nouvelle répartition. Là, les grands postes sont établis, conformément à ce qui est attendu pour établir l'indice. Au final, la liste du sociologue se différencie des deux autres dans la mesure où elle accorde davantage de place à des produits qui, à défaut d'être considérés comme des produits « de luxe », témoignent d'une diversification de la table ouvrière. Les produits d'épicerie en particulier, regroupés, pour les produits plutôt salés tels que les condiments dans une seule catégorie, mais éclatés en plusieurs groupes pour les produits sucrés (sucre ; café-chicorée ; thé-chocolat-cacao) renvoient à une alimentation diversifiée et une cuisine qui ne prend plus seulement pour base le bouillon ; loin du régime de nécessité auquel réfère la liste des treize denrées d'avant-guerre.

On peut s'étonner toutefois que certains résultats ne soient pas vraiment commentés, en particulier ceux qui concernent les dépenses de boissons, les repas pris au dehors ou l'évaluation de l'autoconsommation. Ce sont ces points obscurs qui marquent toute la distance qui sépare ces « budgets » de ceux dressés dans les *Ouvriers européens* et les *Ouvriers des deux mondes*. Ici, il ne s'agit pas de rendre compte des budgets domestiques avec un cadre de comptabilité à double entrée, qui permettrait, par exemple, de mieux évaluer l'autoproduction (en terme de production mais aussi de temps consacré). L'enjeu n'est pas le même. Dans le cas du coût de la vie, il est circonscrit aux dépenses qui n'ont pas vocation à être productives (ce que Le Play nomme les consommations intermédiaires tels que les achats de graines pour faire pousser des produits en vue d'une consommation par le ménage lui-même) et se limite aux dépenses effectuées pour la consommation finale du ménage. On comprend mieux de ce point de vue sur quoi l'administration porte son regard lorsqu'elle cherche à suivre les consommations plutôt que les salaires, et comment les familles peuvent parvenir à un déficit (ce qui n'est pas possible dans une comptabilité analytique). Or, paradoxalement, cet objectif tend à rétrécir l'amplitude des observations auxquelles peuvent se livrer les savants et réformateurs tels qu'Antonelli et Halbwachs. En cherchant à répondre précisément à la commande de l'administration publique, on les voit, d'une certaine manière, en adopter malgré eux partiellement les méthodes, pour des

¹. Qu'il définit ainsi dans une publication toutefois ultérieure : « Par épicerie, il faut entendre : sel, poivre, vinaigre, condiments, épices » : Maurice Halbwachs, « Genre de vie », *Revue d'économie politique*, février 1939, janvier-février, p. 446.

résultats somme toute limités par rapport à un objectif de connaissance plus large des habitudes et des pratiques alimentaires des familles ouvrières.

L'indice théorique remis en cause par les enquêtes empiriques

Finalement, ce sont dans les remarques méthodologiques relatives au recueil des informations, égrenées par les auteurs au fil des textes, que l'on parvient à déceler certaines logiques inhérentes aux achats. Elles conduisent dans certains cas à remettre en cause le type d'information attendue dans les questionnaires de la Commission centrale du coût de la vie. Ainsi, Antonelli rappelle qu'aucune des trois informations demandées dans les carnets de consommation (qualité, quantité, prix) par la commission officielle ne fait sens pour la « ménagère ». C'est d'abord la dépense occasionnée par un achat qui forme l'unité pertinente : « Ce que note la ménagère, c'est essentiellement la dépense. Elle serait souvent, au reste, tout à fait incapable de noter la quantité. Elle achète un "morceau", une "côtelette", un "gigot" chez le boucher ; une "botte de légumes" chez l'épicier, etc...¹ » ; ce que Halbwachs constate également lorsqu'il souligne la difficulté à récupérer le détail des quantités : « Malheureusement, si le chiffre de la dépense pour chaque espèce d'aliment a été indiqué très exactement, les quantités ne l'ont pas été toujours². » Ces remarques renvoient à l'écart, démontré par la suite à de multiples reprises, qui sépare les catégories statistiques pensées en vue de faire des estimations, des catégories pratiques liées à l'approvisionnement de la famille³. Ces différences ne sont pas sans conséquences sur ce que montrent les enquêtes. Elles sont sous-tendues par des définitions du goût plus ou moins proches des pratiques qu'elles sont censées décrire. Comme le montre Claude Grignon, les enquêtes portant sur des paniers, c'est-à-dire sur des listes pré-codées de produits, tendent à véhiculer des interprétations homogénéisantes, là où celles portant sur des menus - sans classement préalable – mettent au contraire davantage en avant la diversité des pratiques et la différenciation sociale des consommations⁴.

Cette objection au questionnaire renvoie à une autre remarque que formulait Halbwachs sur les calculs « par tête ». Il s'agit d'une unité de mesure qui ne fait pas sens lorsqu'une personne fait ses courses et profite des économies d'échelle en pensant d'emblée l'approvisionnement pour le groupe familial et non pour chaque entité qui le compose. Antonelli renforce la critique au questionnaire administratif en montrant que la variété des produits présents dans chaque budget

¹ E. Antonelli, « Une enquête régionale sur le coût de la vie », art cit., p. 619.

² M. Halbwachs, « Enquête sur les conditions de vie de ménages ouvriers en France (Janvier 1921) », art cit., p. 47.

³ Voir par exemple Luc Boltanski, « Taxinomies populaires, taxinomies savantes: Les objets de consommation et leur classement », *Revue française de sociologie*, janvier 1970, vol. 11, n° 1, p. 34-44.

⁴ Claude Grignon, « Les enquêtes sur la consommation et la sociologie des goûts », *Revue économique*, 1988, vol. 39, n° 1, p. 15-32.

rend difficile toute comparaison. Dans ce cas, la seule unité comparable reste la dépense. Il remarque par exemple que les prix mentionnés dans le budget pris en référence pour l'indice officiel sont inférieurs aux prix locaux des budgets qu'ils ont dressés. Il impute cette différence à trois explications possibles : les prix de l'indice administratif, qui s'appuient sur ceux des coopératives et des éconômats, sont inférieurs aux prix des détaillants de quartier ; la « consommation réelle », c'est-à-dire les achats enregistrés empiriquement, porte davantage sur des morceaux de choix plus onéreux (ce qui sous-entend que les produits pris en référence pour l'indice conduisent à en sous-estimer le coût) ; ou encore le pas de temps entre l'estimation du budget officiel et celui de l'enquête lyonnaise, pendant lequel les prix auraient augmenté. Ces remarques soulignent l'importance et la difficulté à prendre en compte la qualité. Pour la viande par exemple, poursuit Antonelli, il existe une double distinction entre espèce et qualité du morceau¹. Dans l'enquête dite réelle, le prix est compris dans la dépense, la donnée est déjà présente dans le carnet et ne nécessite pas d'être récupérée en parallèle, évitant ainsi des sous- ou sur-estimations. L'exemple de la viande peut se décliner pour tout un tas d'autres produits : en plus de distinguer entre espèces de viande, il faut distinguer la qualité des morceaux.

Antonelli et Halbwachs convergent pour souligner d'autres différences entre la statistique officielle - indice rationnel du coût de la vie à Lyon d'une part et statistique municipale de Strasbourg - et celle tirée des budgets « réels ». En particulier, tous deux montrent la surestimation des dépenses consacrées au poste viande (30 kilos par mois à Strasbourg contre 14 en moyenne dans l'enquête réelle ; 180 kilos annuels pour l'indice rationnel à Lyon contre 107 constatés dans l'enquête de budget). À Lyon, l'indice provisoire établi par la commission régionale² surestime les achats de certaines denrées telles que les œufs, le riz, les légumes secs, la graisse végétale, au détriment d'autres produits qui ont un poids très important dans les budgets tirés de l'enquête : poisson, légumes frais et charcuterie. On retrouve ici des produits qui ne figurent pas dans la liste officielle, mais qui ont été ajoutés par Halbwachs dans la sienne. À l'inverse, l'indice provisoire sous-estime la consommation de lait dans les deux villes, et celle de vin dans le cas de Lyon. Là encore, on peut s'interroger sur ces différences d'appréciation entre les estimations élaborées dans les bureaux de l'administration statistique, et celles tirées des

¹. Sur la délicate question de la fixation des prix selon cette double distinction dans la seconde moitié du XIX^e siècle, voir A. Lhuissier, « Cuts and Classification: The Use of Nomenclatures as A Tool for the Reform of the Meat Trade in France, 1850-1880 », art cit.

². Antonelli remet en cause la manière même dont la commission a procédé pour estimer les quantités d'œufs, de riz et de légumes secs, qui partait pourtant de calculs basés sur un nombre de repas annuels : « La quantité d'œufs fut déterminée de telle façon qu'elle pût permettre de faire un repas chacun des jours maigres [...]. Riz : 250 grammes par repas, pour 120 repas, soit 30 kilos par an. Légumes secs : 300 grammes par repas, pour 200 repas, soit 60 kilos par an. Pâtes alimentaires : 250 grammes par repas, pour 160 repas, soit 40 kilos par an ». E. Antonelli, « Une enquête régionale sur le coût de la vie », art cit., p. 609.

enquêtes empiriques : l'ancienneté de la base sur laquelle s'appuient les statisticiens suffit-elle à expliquer ces différences ? Faut-il y voir la marque des représentations encore dominantes des consommations ouvrières, faisant la part belle à la viande et à l'alcool ? Ces écarts plaident en faveur d'une meilleure prise en compte lors du recueil des informations, non seulement de la qualité des produits au sein de chaque grande famille, mais aussi en faveur d'un élargissement des produits pris en compte.

L'analyse des dépenses permet aux auteurs de poursuivre la critique des statistiques officielles à l'appui de leur enquête respective. En ce qui concerne le poids des postes budgétaires, Antonelli montre que pour le cas de Lyon, le total des dépenses « tiré de l'enquête ne représente que 84% de l'indice rationnel ». Autrement dit, le total des dépenses établi sur la base du budget de la SGF (quantité X prix = dépenses) = 10.067 francs, contre 8.486 francs pour l'enquête lyonnaise. Antonelli montre que cette différence tient aux dépenses d'alimentation qui sont bien plus élevées dans son enquête empirique (73%) qu'elles ne sont estimées dans le budget officiel (55%). Mais c'est le poste vêtement qui accuse la plus grande différence entre budget réel et budget officiel : « l'analyse des bulletins individuels de l'enquête prouve qu'en 1920, on a usé tout ce qu'on possédait en réduisant au strict minimum les dépenses sur ce chapitre ». L'essentiel des dépenses a porté sur l'achat d'un costume, et plus particulièrement celui des enfants, à des prix toutefois bien supérieurs à ceux estimés dans le budget fictif de la Statistique générale de la France.

Au total, la nourriture représente plus de la moitié des dépenses des ménages enquêtés. La conclusion de Halbwachs vient, sans surprise, étayer sa critique du mode de calcul de l'indice et plaider en faveur de sa propre méthode :

« Il est possible d'établir des comparaisons valables entre les données recueillies en janvier et en mai. Les unes comme les autres nous conduisent à considérer que les chiffres adoptés jusqu'ici, pour exprimer la consommation moyenne d'une famille en quantités, aussi bien par la Statistique générale de la France que par le bureau de statistique municipale de Strasbourg doivent être révisés. La présente enquête doit, d'autre part, être rapprochée des statistiques mensuelles des prix au détail, pour qu'on puisse se rendre compte des influences que les mouvements des prix exercent sur les habitudes consommatrices des ouvriers ¹. »

La liste et les poids utilisés par la Statistique générale de la France vont bel et bien être révisés. Il faut néanmoins attendre pour cela près d'une décennie. Ce ne sont pas les suggestions de Halbwachs qui conduisent l'administration à modifier les bases du calcul de l'indice, mais celles qui émanent du Bureau international du Travail.

¹. M. Halbwachs, « Enquête sur les conditions de vie de ménages ouvriers en France (Janvier 1921) », art cit., p. 65.

UN QUESTIONNEMENT SUR LA MESURE DU COÛT DE LA VIE QUI SE POURSUIT AU SEIN DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

Alors que l'inflation continue de toucher la plupart des pays d'Europe, le BIT, soucieux d'une harmonisation des statistiques et des indicateurs liés au travail, prend rapidement le relais des discussions nationales menées sur les indices du coût de la vie. Les travaux qui vont y être menés, en discussion avec les administrations statistiques, conduisent la Statistique générale de la France à modifier en 1930 les bases du calcul de l'indice, sans toutefois les étayer sur de nouvelles données empiriques. Michel Huber, directeur de la Statistique générale de la France, et Léopold Dugé de Bernonville, le directeur adjoint, prennent part aux Conférences internationales des statisticiens du travail ainsi qu'aux Conférences de l'Institut international de statistique, qui prolongent en partie les discussions menées dans les Conférences du Bureau international du Travail. Nous ne proposons pas ici une analyse détaillée de la circulation des réflexions et des débats entre institutions internationales et nationale relative à l'élaboration de l'indice du coût de la vie. Nous nous bornons à restituer la chronologie des travaux du BIT à partir de ses différentes publications¹. Les travaux menés à Genève permettent, en retour, de comprendre dans quel contexte l'administration statistique française modifie partiellement son indice. Ils posent également les prémisses de questionnements qui seront amplifiés dans le cours des années 1930, et auxquels Maurice Halbwachs va prendre part, en particulier, comme nous le verrons au chapitre IV, quand vont s'ajouter les standards nutritionnels dans la mesure des niveaux de vie ouvriers.

Lors de la première Conférence internationale des statisticiens du travail organisée à Genève du 29 octobre au 2 novembre 1923, l'indice du coût de la vie figure parmi les six thèmes envisagés pour une éventuelle étude. Il n'est finalement pas retenu, au profit des trois questions suivantes : la classification des industries et professions pour l'établissement des statistiques du travail ; les statistiques des salaires et de la durée du travail ; les statistiques des accidents du travail. Néanmoins lors de la séance plénière de clôture, est exprimé « à l'unanimité le désir de voir la question des nombres-indices du coût de la vie inscrite à l'ordre du jour d'une conférence

¹. Sans maîtrise véritable de l'activité et de la production des différences services du Bureau international du Travail, je me suis bornée ici à dépouiller la *Revue internationale du Travail* (période 1921-1940) et à repérer les rapports qui concernent soit les enquêtes par budgets de famille, soit le coût de la vie. Par le jeu des renvois dans chaque document, il est possible d'acquérir une vue à peu près complète de ce qui a été publié, sachant que l'activité des différents services n'est pas toujours aussi publique. Il faudrait poursuivre le dépouillement systématique de la revue *Informations sociales*, qui informe davantage des travaux en cours, ainsi que les *Year book* publiés annuellement par le BIT. Ce travail est en cours dans la mesure de la disponibilité des documents à Paris.

future ». En particulier, la commission en charge des statistiques des salaires, présidée par le français Michel Huber, fait remarquer que « les statistiques régulières des taux de salaires et des gains n'ont par elles-mêmes qu'une faible valeur si elles ne fournissent en même temps des renseignements sur le mouvement des prix, de manière à permettre le calcul des salaires réels, c'est-à-dire du pouvoir d'achat des salaires nominaux¹ ». Or les nombres-indices du coût de la vie sont indispensables au calcul des salaires réels. Celui-ci s'obtient en divisant le nombre-indice des salaires nominaux par le nombre-indice du coût de la vie et en multipliant le quotient par cent. Cette recommandation est soumise au conseil d'administration du BIT (avril 1924) qui décide d'inscrire le problème des nombres-indices du coût de la vie à la deuxième Conférence des statisticiens du travail, qui doit se réunir en avril 1925². Dans cette perspective, la Section de statistique du BIT prépare un rapport, qu'elle publie dans la collection « Études et documents » avant la tenue de la conférence³. Les « statistiques du coût de la vie » forment ainsi l'une des quatre questions discutées lors de la deuxième conférence, avec la comparaison internationale des salaires réels, la classification des industries, et les statistiques du chômage. Le rapport part du constat de la diversité des méthodes mises en œuvre pour établir des statistiques du coût de la vie, rendant toute comparaison impossible alors même qu'il s'agit là de l'une des raisons d'être du BIT : viser l'harmonisation et la comparaison des statistiques liées au travail. La première partie aborde trois points principaux, qui vont demeurer le fil conducteur de la plupart des discussions : la « base » des nombres-indices, c'est-à-dire la liste des produits pris en compte et la détermination de leur poids respectif dans un budget ; les méthodes utilisées pour élaborer pareil budget ; la modification des articles et des qualités. Une seconde partie porte sur la statistique des prix et une troisième, plus technique, sur les modes de calcul des nombres-indices. Le rapport est examiné par une commission dédiée à la question des nombres-indices et mise sur pied pendant la conférence. Elle se réunit à quatre reprises (les 20, 21, 22 et 23 avril) sous la présidence de Michel Huber⁴.

¹. Conférence Internationale des Représentants des Services de Statistique du Travail, « La Conférence internationale des statisticiens du travail: rapport », Genève, BIT, 1924, p. 16.

². Lors de mon séjour à Genève pour dépouiller les archives du Bureau international du Travail et de la Société des Nations je ne suivais pas du tout le fil de la question des nombres-indices mais celui de la participation de Halbwachs à deux comités du BIT et de la SDN (voir le chapitre IV). C'est pourquoi cette partie, qui s'est révélée pertinente une fois l'essentiel du matériau collecté, n'est écrite que sur la base de documents publiés. Elle mériterait bien entendu d'être approfondie à l'appui d'archives qui existent probablement au BIT.

³ Bureau international du Travail, *Méthodes d'établissement des nombres-indices du coût de la vie. Rapport préparé pour la deuxième Conférence internationale des statisticiens du travail (avril 1925)*, op. cit.

⁴. La conférence décide de se constituer en trois commissions chargées d'étudier, la première, la question des statistiques du chômage, la deuxième, celle de la classification des industries et la troisième, celle des nombres-indices du coût de la vie et de la comparaison internationale des salaires réels. Bureau international du Travail, *La deuxième Conférence internationale des Statisticiens du Travail*, op. cit., p. 7.

Après un exposé préliminaire par M. J. W. Nixon, secrétaire technique de la commission, la discussion s'ouvre sur les cinq points de résolution proposés par le BIT. Sans restituer ici les discussions consignées dans le rapport de la conférence, soulignons les points suivants. Il est collectivement décidé, étonnamment sur l'initiative de Michel Huber, qu'un ensemble d'enquêtes par budgets devraient être menées dans les différents pays avant 1928, de façon à disposer de chiffres récoltés sur une période qui les rende comparables. Sur la suggestion de Pribram, secrétaire de la conférence (et par ailleurs chef de la Section des statistiques au BIT), il n'est pas discuté des méthodes d'élaboration des budgets familiaux, dont les visées ne concernent pas uniquement l'établissement d'indices du coût de la vie. Parce que cette question, précise-t-il, fait l'objet d'un rapport en cours de préparation, il suggère de discuter plutôt la valeur relative des trois méthodes possibles pour établir les indices : méthode du budget-type, méthode de la consommation globale et méthode du budget théorique. La première se rapproche de celle utilisée avant-guerre par la Statistique générale de la France pour étayer l'indice : elle s'appuie sur une répartition des dépenses établie à partir d'une enquête par budgets. La seconde méthode, à l'appui de données de « consommation nationale (= production et importations moins exportations), est jugée utile lorsque des données issues de budgets de famille font défaut. La discussion prend un tour plus vif lorsque l'Italien Gini aborde la question des budgets théoriques, basés sur l'estimation d'un volume calorique apporté par un régime alimentaire. Outre l'inconvénient de ne prendre en compte que les dépenses alimentaires, cette méthode est vivement critiquée par Ramsbottom et K. Pribram, le premier estimant que « le système des budgets minima consiste, en définitive, à faire déclarer par le gouvernement quelle est la somme nécessaire à l'entretien d'une famille, ce qui, d'après l'orateur, comporte de graves inconvénients¹ ». Nous verrons au chapitre suivant comment les nouveaux standards nutritionnels qui vont être diffusés par le biais de l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations vont renverser l'idée d'un budget minima en faveur d'un régime « optimum » promouvant l'idée d'une alimentation qui n'est plus seulement là pour maintenir en vie, mais entretenir la santé dans une optique prophylactique.

Dans les échanges, la question principale demeure celle de la comparabilité des données récoltées, qui suppose une uniformité tant dans la nature que dans la période de recueil (qu'elles soient récoltées à contexte économique similaire). Cela conduit Huber à proposer une résolution suggérant de mener des enquêtes par budgets avant 1929 : « il est désirable que dans les pays où des enquêtes sur les budgets familiaux n'ont pas été faites depuis 1920-21, de telles enquêtes soient entreprises aussitôt que les conditions économiques seront assez favorables et si possible

¹. *Ibid.*, p. 14.

avant la fin de l'année 1928¹ ». Rétrospectivement, cette proposition paraît bien étrange quand on sait à quel point il n'a jamais poussé cette méthode au sein de sa propre institution. La discussion porte ensuite sur la population à prendre en compte : des propositions sont faites pour étendre l'étude des « travailleurs industriels » à d'autres catégories ; dans ce cas faut-il établir autant d'indices que de groupes de populations ? À ces questions s'ajoutent des difficultés et confusions liées aux traductions : l'expression « *salariated workers* » ne renvoie pas seulement aux ouvriers mais, dans le cas anglais, peut référer aussi à des catégories bien supérieures dans l'échelle des salaires. Bref, la commission vote une résolution de compromis, proposant d'établir un indice pour les « travailleurs industriels. S'il est désirable, des nombres-indices pourraient également être calculés pour éventuellement d'autres classes de travailleurs². » La discussion aborde ensuite le point 3 de la résolution suggérant que, face à « l'insuffisance actuelle des statistiques de consommation, le meilleur moyen de déterminer les pondérations pour les différents articles et groupes d'articles paraît être de se baser sur le budget familial type, établi en faisant une enquête sur les dépenses moyennes d'un certain nombre de familles pendant une période donnée ». Cette résolution est adoptée sans difficultés à l'exception de la suggestion de l'Italien Gini, vivement rejetée, d'envisager « l'utilité que peut représenter à certains points de vue la méthode du budget minimum ». La majorité souligne « la supériorité de la méthode du budget familial » sur des valeurs caloriques théoriques ; le conflit se résout par la substitution de l'expression « budget théorique » à « budget minimum », ce dernier pouvant « présenter des difficultés d'interprétation³ ».

Enfin, toujours dans un souci de comparabilité, la commission se met d'accord sur une date uniforme pour l'établissement d'un nombre-indice : « l'année 1930 a été suggérée parce que, si des enquêtes budgétaires sont entreprises en 1928 conformément à la proposition adoptée au cours de la première séance, les gouvernements pourront utiliser les deux années intermédiaires pour l'élaboration des résultats et l'établissement des nouveaux nombres-indices⁴ ». Mais ce n'est jamais l'option envisagée par l'administration statistique française, alors même que dans le rapport initial de 1911, des budgets « théoriques » avaient été mis au regard des « budgets types » pour estimer poids et quantités. Ce n'est pourtant pas l'option « physiologiste » qui a prévalu dans l'élaboration de l'indice français, lequel visait d'abord à donner des indications sur le mouvement des prix affectant les budgets ouvriers. D'après Sauvy, qui est arrivé à la SGF en 1922 et a pu suivre les discussions et difficultés rencontrées au sein de

¹. *Ibid.*, p. 15.

². *Ibid.*, p. 19.

³. *Ibid.*, p. 20.

⁴. *Ibid.*, p. 22.

cette administration à l'égard de l'élaboration de l'indice, Huber et Dugé de Bernonville se sont toujours montrés très réservés à cet égard : « Quand il s'est agi de mesurer les variations du coût de la vie en 1920, la *Statistique générale* a refusé, alléguant sa non-compétence [...]. La position de Huber et de Bernonville était alors fort nette: "il ne faut pas nous en mêler ; d'ailleurs les indices ne sont pas faits pour le public, les journalistes ne disent que des bêtises, etc." ¹ ». La France prend 1930 comme année de référence pour le renouvellement de la nomenclature de produits et des poids afférents, sans pour autant étayer ces modifications sur une nouvelle enquête empirique. Quelles sont les sources permettant ces changements ? La Statistique générale de la France s'appuie-t-elle finalement sur les résultats des enquêtes locales, ce que laisseraient penser à la fois les produits ajoutés ainsi que les poids attribués ? Rien ne permet de l'attester. Si d'après Desrosières, les recommandations du BIT « ne rencontrent aucun relais institutionnel en France² », ce n'est pas tant par désintérêt que par manque de moyens. C'est ce que sous-entend aussi Alfred Sauvy dans les souvenirs de son passage à la SGF. Évoquant l'enquête de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales (dont il sera question dans le chapitre suivant) menée auprès de ménages de chômeurs en 1936, il affirme qu'il s'agit « de la première expérience de ce genre en France. Alors que les enquêtes de budgets de famille de travailleurs acquièrent droit de cité dans plusieurs pays, aucune initiative ne se manifeste en ce sens. La Statistique générale attend les crédits et le gouvernement attend qu'on les demande³ ». L'administration statistique s'appuie-t-elle sur les poids indiqués par le BIT ? On ne peut le vérifier dans la mesure où les nomenclatures ne sont pas publiées avec les mêmes unités de mesure. Dans la nomenclature française les quantités de chaque catégorie de denrées ont été remplacées par des coefficients (auxquels on attribue un prix) et sont exprimés en pourcentages de la dépense totale (Figure 7).

¹. A. Sauvy, « Statistique générale et service national de statistique de 1919 à 1944 », art cit., p. 36.

². A. Desrosières, « Du travail à la consommation : l'évolution des usages des enquêtes sur le budget des familles », art cit., p. 89.

³. Alfred Sauvy, « Bilan général de la crise. Prix, salaires, revenus » dans *Histoire économique de la France entre les deux guerres (1918-1931)*, Paris, Fayard, 1965, vol. 4/1, p. 122.

Figure 7. Nomenclature de l'indice du coût de la vie (1931-1938)¹

— 33 —

COMMISSION DU CÔÛT DE LA VIE DU DÉPARTEMENT DE LA SEINE. — Indices de la première quinzaine de Mai 1939.

DÉSIGNATION.	PRIX UNITAIRES.		COEFF. CIENTS.	POURCEN. TAGES.	INDICES PARTIELS.
	1930.	15 MAI 1939.			
<i>Alimentation.</i>					
Pain..... le kilogr.	2 ^f 15 ^c	3 ^f 05 ^c	1,410	9,00	12,771
Farine.....	2 96	4 20	1,419	0,30	0,626
Pâtes alimentaires,	5 25	7 85	1,495	1,20	1,794
Riz (Indo-Chine)...	3 92	4 53	1,156	0,50	0,578
Pommes de terre...	0 87	1 615	1,856	2,50	4,640
Haricots suisses...	6 35	7 14	1,124	1,80	2,023
Pois secs.....	3 90	5 64	1,446	0,70	1,012
Bœuf.....	14 65	19 14	1,306	7,50	9,795
Veau.....	18 65	25 77	1,382	3,50	4,837
Mouton.....	21 57	25 98	1,204	3,00	3,612
Porc.....	16 74	24 05	1,437	3,00	4,311
Poulet nantais.....	23 30	34 25	1,470	0,25	0,367
Lapin.....	14 30	18 82	1,316	0,50	0,658
Poisson (4 espèces)	7 57	8 55	1,139	0,25	0,282
Lait..... litre	1 67	1 80	1,078	3,00	3,234
Gruyère Comté... le kilogr.	19 00	21 29	1,121	1,25	1,401
Camembert..... la pièce	3 50	4 50	1,286	1,25	1,607
Oufs..... le kilogr.	0 70	0 69	0,986	2,00	1,972
Saindoux.....	13 25	15 42	1,164	1,00	1,164
Beurre normand..	22 65	25 92	1,144	3,00	3,432
Huile.....	8 21	7 85	0,956	1,50	1,434
Margarine.....	10 80	13 78	1,276	0,50	0,638
Sucre.....	4 07	6 33	1,553	1,50	2,332
Café.....	20 40	22 58	1,107	1,75	1,937
Chicorée.....	6 00	8 58	1,430	0,25	0,357
Chocolat.....	14 30	17 00	1,189	0,75	0,892
Sel fin.....	1 90	2 80	1,474	0,50	0,737
Vinaigre de vin... le litre	3 90	5 20	1,333	0,25	0,333
Vin rouge 9 ⁵	2 20	3 02	1,373	7,50	10,297
<i>Chauffage et éclairage.</i>					
Charbon..... 100 kg.	49 ^f 90 ^c	65 ^f 88 ^c	1,320	60,00	78,873
Gaz..... m ³	1 00	1 35	1,350	3,00	3,960
Electricité..... Kwh.	1 76	2 22	1,261	1,25	1,687
<i>Logement.</i>					
Base 10 en 1930.....	10	12	1,200	10	12,000
<i>Habillement.</i>					
Homme... Complet.....	374 ^f 00 ^c	415 ^f 00 ^c	1,110	2,30	2,553
Robe.....	55 00	66 00	1,200	0,50	0,600
Dame... Robe.....	227 50	245 00	1,077	1,30	1,400
Manteau.....	260 00	280 00	1,077	0,60	0,616
Poignoir.....	29 60	31 00	1,047	0,60	0,628
Enfants... Complet gargon.	107 00	135 00	1,261	1,00	1,261
Robe fillette... 70 90	90 00	1,269	0,80	1,015	
Tablier noir... 21 25	24 00	1,129	0,60	0,677	
Homme... Homme.....	86 25	105 00	1,217	0,80	0,974
Dame... Dame.....	66 20	89 00	1,344	0,60	0,806
Enfants... Enfants.....	46 70	65 00	1,392	1,00	1,392
Chaussures... Homme.....	93 40	32 00	1,368	0,80	1,094
Ressemelage homme.....	31 20	38 00	1,218	1,00	1,218
Chemise homme.....	18 00	18 00	1,000	0,90	0,900
Chemise dame.....	8 20	7 00	0,854	1,00	0,854
Chaussettes homme.....	2 65	3 50	1,321	0,30	0,396
Mouchoirs.....	3 75	4 25	1,133	0,20	0,227
Draps.....	70 00	72 00	1,029	0,70	0,720
<i>Dépenses diverses.</i>					
Savon 7 ² p. o/o... le kilogr.	5 ^f 60 ^c	5 ^f 68 ^c	0,979	2,00	1,958
Lessive.....	1 75	2 46	1,406	0,40	0,562
Coupe de cheveux.....	5 00	6 00	1,200	0,75	0,900
Barbe.....	1 50	2 25	1,500	0,25	0,375
Bain (piscine).....	2 50	3 50	1,400	0,50	0,700
Journal.....	0 25	0 50	2,000	1,00	2,000
Tabac.....	2 50	3 50	1,400	1,20	1,680
Cinéma.....	5 00	7 00	1,400	1,20	1,680
Visites médicales.....	25 00	30 00	1,200	1,50	1,800
Transports (Métro A. et R. en commun) Autobus (3 sec.)	0 85	1 60	1,882	0,60	1,129
	1 20	2 10	1,750	0,60	1,050
INDICE GÉNÉRAL base 100 en 1930 :					428,661 soit 428,7.

¹ Rivet (éd), *Les indices du coût de la vie en France*, Paris, Impr. nationale, 1941, 74 p.

Quelques différences sont intervenues entre 1911 et 1930 : les viandes de boucherie et de porc sont regroupées dans une même catégorie et sont distinguées d'une nouvelle catégorie qui regroupe la volaille, le lapin et le poisson, témoignant de l'élargissement de l'approvisionnement marchand de ces produits. De même le beurre et l'huile, séparés en 1911 sont regroupés en 1930, pour faire apparaître par exemple des condiments dans la catégorie « chocolat, sel, vinaigre ». La famille « café, chicorée » est nouvelle dans cette nomenclature officielle, alors que ces produits étaient présents dans les nomenclatures des enquêtes faites pour les commissions régionales dès 1921. Et la nomenclature de 1930 réintègre les boissons alcooliques dans la catégorie « boisson (vin ou bière ou cidre) ». Cette nomenclature entérine une diversification de l'alimentation comme le montrait, par exemple, la liste établie par Halbwachs à l'issue de l'enquête entreprise en Alsace-Lorraine en 1921.

Les listes de produits de la Statistique générale de la France et du Bureau international du Travail pour 1930 sont très comparables, dans le nombre et la désignation des denrées : la nomenclature de la SGF intègre seulement le poulet « nantais », le lapin, le poisson et le vinaigre, là où le panier « international » du BIT distingue deux types de pain (blanc et seigle) et de farine (avoine et froment) (Tableau 16).

Tableau 16. "Panier international" représentant la consommation hebdomadaire d'un homme adulte (BIT, 1929)

Articles	Quantités en 1930	Articles	Quantités en 1929	Quantités en 1930
Pain blanc	2	Fromage	0,09	0,09
Pain de seigle	1,75	Lait	2,22	2,4
Farine de froment	0,8	Œufs	3	3,5
Farine d'avoine	0,11	Riz	0,2	0,2
Beurre	0,17	Macaroni	0,03	0,2
Margarine	0,1	Pois	0,1	0,1
Graisse de porc	0,08	Haricots	0,1	0,1
Bœuf	0,45	Pruneaux	0,04	0,04
Mouton	0,1	Sel	0,02	0,1
Porc	0,2	Huile de table	0,03	0,1
Veau	0,1	Combustible	11,1	14
Lard	0,15	Electricité	0,45	0,6
Pommes de terre	2,02	Gaz	1,84	2,4
Sucre	0,45	Pétrole	0,22	0,23
Café	0,07	Savon	0,1	0,14
Thé	0,04			
Cacao	0,01			

Source : *Revue internationale du Travail*, vol. 22, n° 4, 1930, p. 566, note 1.

Ainsi, l'analyse des listes et des nomenclatures de denrées, renseigne tant sur l'évolution du

répertoire alimentaire des familles ouvrières que sur les préventions des promoteurs des enquêtes, lesquels freinent parfois, pour des raisons diverses, à prendre en compte certains produits. Leur comparaison à la liste des treize denrées élaborée par la Statistique générale de la France montre l'indigence de celle-ci. La liste officielle ne retient que très peu de produits, sans tenir compte des qualités, et semble minimiser les prix lorsqu'elle prend pour référence les prix des coopératives plutôt que ceux des commerces de détail. L'alcool occupe de ce point de vue une place ambiguë : dénonciation de l'intempérance ouvrière d'un côté, absence des boissons dans le calcul de l'indice de l'autre.

*

La contribution de Maurice Halbwachs à la connaissance des budgets ouvriers s'inscrit désormais dans un dialogue avec la statistique administrative sur les modalités de construction de l'indice du coût de la vie. Ce chapitre a permis de montrer de quelle façon l'augmentation rapide du prix des denrées au début des années 1910 vient enrayer le mouvement d'amélioration des conditions d'existence que connaît la classe ouvrière depuis la Belle Époque. La force des protestations est à l'image de la place que la consommation occupe désormais dans le quotidien et dans les aspirations des populations ouvrières. Cette vague d'émeutes contribue à un déplacement majeur de l'attention des pouvoirs publics de l'observation des salaires à celle des dépenses et des prix et précipite la mise en place, par le ministère du Travail, d'une série d'instruments d'observation et de mesure de l'évolution des prix et du coût de la vie.

À partir d'un document fondateur publié par la Statistique générale de la France en 1911, nous avons suivi le cheminement des administrateurs dans l'élaboration du budget-type qui va servir de base au calcul de l'indice du coût de la vie. S'appuyant sur des budgets de dépenses produits par des enquêtes de nature différente (budgets issus de monographies, de l'enquête du Board of Trade et d'une enquête médicale), ils s'accordent, non sans tâtonnements, sur une série de standards relatifs à la quantification des dépenses. L'indice est ainsi calculé pour une famille-type de quatre personnes (deux adultes et deux enfants) et se fonde sur une liste de treize produits (onze denrées + pétrole et alcool à brûler) auxquels ont été attribuées des quantités. Pour observer l'évolution de l'indice il faut rapporter les prix relevés à chaque période à ce budget théorique.

C'est précisément sur ce que l'indice mesure et sur sa signification (et non sur ses usages) qu'intervient Maurice Halbwachs. Il s'oppose au mode de construction de l'indice adopté par l'administration statistique - où les postes de dépenses sont fixes et où seuls varient les prix - et va plaider en faveur de la méthode des budgets de famille pour que les évaluations des dépenses et

des poids attribués à chacun des postes s'appuient sur des chiffres réels plutôt que sur ce qu'il considère comme des budgets fictifs ; c'est-à-dire sur des besoins tels qu'exprimés par les familles, plutôt que fondés sur des considérations statistiques (le plus petit dénominateur commun qui réchappe aux variations régionales dans les habitudes alimentaires), morales (quid des dépenses de prouits qui ne sont pas considérés comme de première nécessité, et quel en est le périmètre ?) ou politiques (l'alcool n'est pas pris en compte sous peine de relever rapidement l'indice). Lorsqu'on sait que les salaires sont indexés sur l'indice, il est crucial pour la classe ouvrière que celui-ci couvre l'ensemble de leurs habitudes de consommation. Ce débat amorcé avant-guerre reprend de la vigueur à la sortie du premier conflit mondial, lorsque, face à l'inflation qui sévit en France et partout en Europe, le ministère du Travail met en place une Commission centrale du coût de la vie dont l'animation revient à la Statistique générale de la France, dans la continuité de ses premiers travaux. Relais régional de la commission centrale, la Commission du coût de la vie d'Alsace-Lorraine commande à Halbwachs en 1921, par l'intermédiaire de Simiand alors Directeur du Travail à Strasbourg, la coordination d'une enquête par budgets de famille. C'est pour Halbwachs l'occasion d'intervenir de plain-pied dans ce débat, et de contester sur la base de son enquête empirique, la pertinence de l'indice et des outils utilisés par la Statistique générale de la France pour le construire.

Ce désaccord de méthode réactive le plaidoyer de Halbwachs en faveur des enquêtes par budgets, les seules à même de produire des budgets réels. L'analyse du carnet de dépense qu'il utilise pour l'enquête qu'il mène en 1921, comparé au formulaire que la SGf envoie à titre indicatif aux commissions régionales, met en évidence la distinction de plus en plus nette entre des enquêtes empiriques orientées à des fins de connaissance et des opérations de relevé statistique orientées en vue de produire des indicateurs. Cette différence est particulièrement visible dans la manière de recueillir les produits : à la page blanche à remplir de façon systématique utilisée par Halbwachs s'oppose la liste pré-codée fournie par la SGF qui, de fait, délimite l'éventail des produits enregistrés et renvoie à une conception essentialiste des consommations ouvrières.

Les différentes publications de Halbwachs de part et d'autre de la première guerre mondiale sur les budgets ouvriers, de plus en plus motivées dans le débat qu'il provoque avec la Statistique générale de la France va prendre une nouvelle signification dès le début des années 1930. Ses observations tranchent avec les pratiques de consommation et les budgets américains auxquels il va se confronter lors de son voyage à Chicago à l'automne 1930. Il y fait l'expérience de l'abondance et des hauts salaires, ce qui va relancer au début des années 1930, en pleine crise économique, son intérêt pour l'analyse des budgets ouvriers, qu'il avait interrompue dans le courant des années 1920 au profit d'autres travaux, en particulier sur la mémoire collective.

CHAPITRE III BUDGETS ET ALIMENTATION OUVRIÈRE DANS LES ANNÉES 1930

« Mais il faut bien reconnaître que la vie matérielle est chez eux beaucoup plus large que dans nos vieux pays. Il suffit d'entrer dans ces restaurants populaires, qu'ils appellent des "cafeterias", et, ayant pris un plateau, comme les autres consommateurs, de passer devant une série de comptoirs où l'on choisit soi-même viande, sauce, légumes, hors d'œuvre, etc. C'est un étalage de nourritures qui fait penser aux cuisines de Gargantua. On peut ne pas aimer la façon dont tout cela est accommodé. En tout cas, la quantité y est. Il suffit de regarder aux devantures les étalages de victuailles. Duhamel dit qu'ils ont l'air d'avoir fabriqué leurs fruits en série. Peut-être. Mais peut-on leur reprocher de s'en être tenu aux meilleures espèces ? Leurs raisins, leurs poires, leurs oranges ont l'air de fruits d'exposition¹. »

C'est en ces termes que Maurice Halbwachs rend compte de l'opulence américaine qu'il découvre lors de son voyage à Chicago à l'automne 1930. Ce séjour lui fournit l'occasion de renouer avec ses travaux sur les besoins ouvriers², alors que la France traverse une crise économique majeure. Le retournement de conjoncture intervenu dès les années 1926-1927 a entraîné un chômage massif³. Même les ouvriers épargnés par le chômage, qu'il soit partiel ou total, sont touchés par la crise qui « revêt deux autres caractéristiques redoutables : la baisse des salaires et la

¹. Maurice Halbwachs, *Écrits d'Amérique. Édition établie et présentée par Christian Topalov*, Paris, Éd. de l'École des Hautes études en sciences sociales, 2012, p. 256. Halbwachs fait ici référence au livre de Georges Duhamel, *Scènes de la vie future*, Paris, Mercure de France, 1930, 218 p.

². Maurice Halbwachs, « Les budgets de familles ouvrières aux États-Unis », *Bulletin de la statistique générale de la France*, juin 1931, vol. 20, n° 3, p. 395-430 ; Maurice Halbwachs, « [Budgets de familles ouvrières, en Allemagne et aux États-Unis] », *Bulletin de l'Institut français de sociologie*, 1933, vol. 3, n° 2, p. 51-70 [+ discussion p. 70-83] [+ Discussion p. 70-83] ; Maurice Halbwachs, « Budgets de famille [note de lecture sur deux ouvrages allemands] », *Annales d'histoire économique et sociale*, 1933, vol. 5, n° 20, p. 184-186 ; Maurice Halbwachs, *L'Évolution des besoins dans les classes ouvrières*, Paris, Félix Alcan, 1933, xii-164p. ; Maurice Halbwachs, « L'évolution des besoins dans les classes ouvrières (Paris, 1933) », *Annales sociologiques*, 1934, fascicule 1, p. 270-273 ; Maurice Halbwachs, « The New Survey of London life and labour (Vol I-IV) », *Les Annales sociologiques*, 1933, série D, fascicule 1 ; Maurice Halbwachs, « The New Survey of London life and labour (Vol V-IX) », *Les Annales sociologiques*, 1937, fascicule 2, p. 111-112.

³. A. Dewerpe, *Le monde du travail en France, 1800-1950, op. cit.*, p. 144-146.

rationalisation ¹». Cette situation économique entraîne des mobilisations qui jalonnent les années 1930, notamment contre les baisses de salaires². Si le chômage est officiellement mesuré à partir de 1931, qu'en est-il de la mesure des effets de la compression des salaires sur la répartition des dépenses et sur les conditions de vie ?

C'est dans ce contexte que le sociologue entreprend une nouvelle série de publications sur la question des budgets ouvriers. Dix années d'intervalle le séparent pourtant des derniers articles qu'il a publiés sur les dépenses ouvrières à l'occasion de l'enquête menée pour la Commission régionale du coût de la vie d'Alsace-Lorraine. Entretemps nommé professeur de sociologie à la Faculté des Lettres de Strasbourg, il a surtout publié sur les statistiques et les cadres sociaux de la mémoire³. Son regain d'intérêt pour les budgets ouvriers se comprend à la faveur de plusieurs éléments, au premier rang desquels la découverte de l'Amérique, de son abondance et du niveau de vie élevé des ouvriers. Le contraste avec la situation économique et sociale critique qu'il retrouve à son retour en France lui donne à réfléchir sur la question des besoins et des dépenses de la classe ouvrière et à questionner à nouveaux frais son étude de 1912. Aux États-Unis, il a pris connaissance de nouvelles enquêtes officielles, qui présentent l'avantage de couvrir une longue période (1895-1930). Alors qu'il disposait avant son départ de la dernière enquête allemande menée en 1927-1928, la découverte des enquêtes américaines relance son travail sur le sujet des besoins ouvriers. Le sociologue, d'ordinaire si méticuleux et critique à l'égard du mode de collecte à grande échelle pratiqué par les Américains, s'autorise même à fermer les yeux sur les inexactitudes de ces enquêtes par questionnaires, parce qu'elles lui permettent de saisir « les gros changements qui se sont produits dans les budgets ». Elles se prêtent à une analyse en termes d'évolution et, « pour la première fois », rendent « possible de suivre sur une période étendue le mouvement des dépenses des ménages ouvriers, dans ses rapports avec les variations des salaires et des prix ⁴ ». L'intérêt renouvelé de Halbwachs pour les budgets de famille est, enfin, indissociable de l'intensification de son activité statistique et de son rapprochement avec la Statistique générale de la France, dont la publication du *Point de vue du nombre*⁵ viendrait en point d'orgue¹. À partir de 1935, alors qu'il devient membre de l'Institut

¹. X. Vigna, *Histoire des ouvriers en France au xx^e siècle*, op. cit., p. 144.

². Xavier Vigna, *L'espoir et l'effroi: luttes d'écritures et luttes de classes en France au xx^e siècle*, Paris, France, La Découverte, 2017 ; X. Vigna, *Histoire des ouvriers en France au xx^e siècle*, op. cit., p. 94.

³. Maurice Fréchet et Maurice Halbwachs, *Le Calcul des probabilités à la portée de tous*, Paris, Dunod, 1924, xi-297p. ; Maurice Halbwachs, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Félix Alcan, 1925, xii-404 p. ; Maurice Halbwachs, *Les causes du suicide. Avant-propos de Marcel Mauss*, Paris, F. Alcan, 1930, viii+520 p.

⁴. Maurice Halbwachs, *L'Évolution des besoins dans les classes ouvrières*, Paris, Félix Alcan, 1933, p. vii.

⁵. M. Halbwachs et al., *Le point de vue du nombre (1936)*, op. cit.

international de Statistique, son agenda se remplit d'une succession de réunions et d'interventions en qualité d'expert des budgets de famille. Le présent chapitre porte plus spécifiquement sur la période qui suit son retour de Chicago et les activités de publication qui en découlent, ainsi que l'enquête sur le chômage de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales à laquelle il va contribuer.

La première partie de ce chapitre porte sur les effets de connaissance que produit le voyage de Halbwachs à Chicago par la confrontation du sociologue à une société d'abondance et de hauts salaires (qui ont déjà été soulignés ailleurs²). À son retour des États-Unis, il publie notamment deux articles et un ouvrage sur le thème des budgets ouvriers. Ces publications lui permettent de renouer le dialogue qu'il avait entamé vingt ans plus tôt avec la Statistique générale de la France et de renouveler la critique des modes de calculs de l'indice du coût de la vie. Cette critique est d'autant plus vive que les données longitudinales dont il dispose, ou qu'il bricole, lui permettent de montrer comment l'évolution des salaires modifie la répartition des dépenses, là où l'administration statistique persiste à considérer une répartition fixe des dépenses au profit de la variation des prix. En revanche, l'absence de données empiriques françaises lui interdit d'aller plus loin dans la contestation de l'indice, et en particulier des poids relatifs attribués à chaque poste de dépense par le service statistique. C'est pourquoi, entre autres raisons, on comprend mieux l'intérêt qu'il porte au projet d'enquête sur le chômage formulé par l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales dès février 1935. Réfléchissant à la mise en œuvre d'une enquête par budgets de famille, le conseil d'administration de l'institut invite à cette occasion Halbwachs à donner une conférence³, qui débouchera sur la supervision par le sociologue du volet de l'enquête portant sur les budgets familiaux. À l'appui des archives du conseil d'administration de l'ISRES, en particulier de la retranscription de l'exposé de Halbwachs et de la discussion qui s'ensuit, ainsi que des archives du conseil d'administration où est discuté pas à pas le déroulement de l'enquête, la deuxième partie de ce chapitre sera consacrée à l'analyse des conditions et de la mise en œuvre pratique de cette

¹. Halbwachs est membre de la Société de statistique de Paris, membre depuis 1935 de l'Institut international de statistique, délégué français à la Conférence des statisticiens du travail en 1936 et en 1938 et membre du Conseil supérieur de la Statistique générale de la France (1937-1939).

². M. Halbwachs, *Le destin de la classe ouvrière. Textes réunis et présentés par Christian Baudelot et Roger Establet*, op. cit. ; M. Halbwachs, *Écrits d'Amérique. Édition établie et présentée par Christian Topalov*, op. cit.

³. La retranscription de l'exposé et de la discussion qui s'ensuit sont conservées dans les papiers de Célestin Bouglé. AN, AJ 61/100 Fonds de l'École normale supérieure. Papiers Célestin Bouglé. Archives du Centre de documentation sociale. Ludovic Tournès interprète cette enquête comme une tentative de synthèse entre l'approche objectiviste issue de la tradition durkheimienne et le travail de terrain représenté par l'École leplaysienne. Ludovic Tournès, « Le durkheimisme face à ses contradictions : l'enquête sur le chômage de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales (1935-1937) », *Revue française de sociologie*, 2006, vol. 47, n° 3, p. 537-559.

enquête empirique. À leur publication après-guerre, les résultats de l'enquête sont obsolètes. Ils permettent néanmoins de montrer que les familles ouvrières ne sacrifient pas certaines de leurs habitudes de consommation, y compris en période de restriction budgétaire. C'est le cas par exemple de la consommation de café, au grand dam des nutritionnistes qui condamnent une habitude qui ne revêt aucun intérêt calorique. La collaboration de Halbwachs à la supervision de l'enquête par budgets de familles de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales contribue à renforcer son statut indéniable d'expert des enquêtes par budgets, qui va lui ouvrir une nouvelle séquence d'activités dans les institutions internationales dès le milieu des années 1930, dont il sera question au chapitre suivant.

CHICAGO AUTOMNE 1930 : HALBWACHS RENOUVE AVEC LE THÈME DES DÉPENSES OUVRIÈRES

Le regain d'intérêt de Maurice Halbwachs pour les budgets de famille - après 10 ans d'intervalle pendant lesquels ses travaux ont porté sur d'autres sujets - se comprend d'abord à la faveur du voyage à Chicago qu'il effectue à l'automne 1930¹. Comme le souligne Christian Topalov, « dès son arrivée, Halbwachs compulsa à Chicago les enquêtes nord-américaines, comme il l'avait fait à Berlin à l'automne 1910 pour les enquêtes allemandes² ». Ces sources de données américaines lui permettent de mettre à l'épreuve les conclusions auxquelles il aboutissait en 1912 à partir des sources allemandes, dans un contexte nouveau de hauts salaires. Elles lui fournissent les sources empiriques pour montrer de quelle façon l'évolution des salaires modifie la répartition des dépenses, et relancer ainsi sa critique des bases de l'indice du coût de la vie.

Le voyage à Chicago ou l'expérience de l'abondance

De nombreuses enquêtes par budgets de famille ont été réalisées aux États-Unis depuis les comptes rendus qu'il a publiés dans les premières années de sa collaboration à *L'Année sociologique*. Outre la découverte de nouvelles sources de données, l'expérience américaine du sociologue porte surtout sur la confrontation à une société d'abondance, qu'il décrit dans la deuxième lettre qu'il publie au *Progrès de Lyon* du 13 octobre 1930, dont un extrait est reproduit en exergue en début de ce chapitre³. S'il ne faut pas accorder trop de valeur au style nécessairement emphatique adopté pour le journal, l'expérience visuelle de la « vie matérielle » américaine évoquée par le voyageur trouve néanmoins son expression statistique dans les

¹. De septembre à décembre 1930, il est Visiting professor au département de sociologie de l'Université de Chicago. Sur ce voyage, voir l'édition critique de Christian Topalov : M. Halbwachs, *Écrits d'Amérique. Édition établie et présentée par Christian Topalov, op. cit.*

². *Ibid.*, p. 24.

³. Halbwachs publie huit « Lettres des États-Unis » dans le *Progrès de Lyon* entre octobre 1930 et février 1931. Christian Topalov a édité ces lettres dans *Ibid.*, p. 247 sq.

enquêtes que le sociologue compulse à la bibliothèque. Dans la même lettre, il prend en exemple une enquête du *Bureau of Labor Statistics* portant sur des ouvriers non-qualifiés. Quel n'est pas son étonnement, en effet, lorsqu'il est mentionné « qu'un "niveau de vie décent" doit comporter, pour chaque ménage ouvrier, une salle de bain avec "toilet ou w.c" ¹ ». Pour Halbwachs si attentif à la question du logement ouvrier depuis ses premiers travaux sur les expropriations à Paris et sa thèse ès-lettres dans laquelle il montre que les faibles dépenses relatives au logement demeurent une caractéristique des familles ouvrières, on comprend que cette recommandation ne laisse pas de le surprendre².

Ainsi, lorsque le voyageur-observateur s'interroge de savoir si « tout ce confort matériel est suffisant à remplir l'existence, et contenter les aspirations des hommes », le sociologue y trouve un terrain d'expérimentation pour vérifier dans quelle mesure les conclusions auxquelles il parvenait en 1912 sur les dépenses ouvrières se vérifient dans un contexte de hauts salaires. Dès son retour en France, il présente une analyse des enquêtes consultées, d'abord dans un article du *Bulletin de la Statistique générale de la France*, puis à l'occasion d'une conférence à l'Institut français de sociologie. Ces deux documents ont été superbement édités par Christian Topalov. On y ajoutera seulement quelques commentaires qui les situent non pas dans leur environnement immédiat, mais dans la continuité des débats anciens d'une quinzaine d'années avec lesquels Halbwachs renoue à cette occasion. En particulier, l'article du bulletin de la SGF, et tout particulièrement l'introduction, s'apparente à un petit exercice de diplomatie à l'égard de la Statistique générale de la France dont le sociologue a critiqué les travaux à plusieurs reprises :

« Nous voudrions examiner d'un peu près les enquêtes les plus récentes dont les résultats ont été publiés, et chercher ce qu'elles nous apprennent, non seulement sur le coût de l'existence, mais aussi sur ce qu'on peut appeler les habitudes de vie telles qu'elles se présentaient aux États-Unis avant la guerre et jusqu'aux dernières années. Les deux problèmes, en effet sont distincts. D'une part, on peut fixer son attention sur les prix (prix de détail) et chercher comment leurs mouvements ont modifié le coût d'un genre de vie supposé constant. Mais, d'autre part, la somme totale employée aux achats se répartit-elle entre les diverses dépenses partielles de la même manière, et comment varient non seulement les prix, mais aussi la quantité des denrées, marchandises ou services qui répondent aux besoins du ménage, et que celui-ci s'est procurés ? Ces points de vue, bien qu'ils soient distincts, se trouvent liés et en étroite dépendance : c'est une raison pour les étudier en même temps. Il ne serait pas sans intérêt de reconnaître si le grand accroissement de richesse, l'augmentation des prix et des salaires, aux États-Unis, depuis le début du siècle, ont entraîné certains remaniements, compressions, expansions et déplacements, dans le plan des dépenses, et si, par leurs habitudes de vie, les ouvriers américains tendent à se rapprocher

¹. *Ibid.*

². Sur ces questions, voir notamment : C. Topalov, « Maurice Halbwachs, photographe des taudis parisiens (1908) », art cit.

des employés, petits fonctionnaires et bourgeois modestes, dans quelle mesure aussi ils y sont parvenus¹.»

Comment comprendre autrement qu'il annonce, dès les premières lignes de l'article, s'intéresser à la fois au coût de la vie, ainsi qu'à la répartition des dépenses ? Dans les faits, non seulement il ne s'intéresse pas au premier point, qui décrit la façon dont l'administration statistique élabore le coût de la vie, mais il passe son temps à le contester. Cette mention dès les premières lignes de l'article se comprend comme un geste d'ouverture à l'égard de l'institution, en charge depuis vingt ans de dresser un tel indice, et tout particulièrement de Dugé de Bernonville, rédacteur en chef du bulletin. Le deuxième point en revanche est celui sur lequel il va concentrer toute son attention. C'est en effet sur la répartition des dépenses et leurs variations selon les caractéristiques sociales et la composition des ménages qu'il a bâti sa théorie de la classe ouvrière en 1912. S'il ne s'intéresse pas à la question du coût de la vie, au profit de celle du niveau de vie, les discussions initiées une dizaine d'années plus tôt demeurent l'un des moteurs de cette nouvelle série de travaux sur les budgets. Ces discussions doivent faire le lien entre la question des salaires (théorisée par Simiand auquel il consacre un long article dans la *Revue Philosophique*²), la question des prix et celle de la variation des dépenses, tout en poursuivant la critique du calcul et de l'utilité des indices du coût de la vie.

Des données longitudinales ou « successives », nouvelles opportunités d'analyse

A Chicago, le sociologue prend donc connaissance de nouvelles enquêtes. Elles viennent compléter un premier corpus de sources américaines qu'il avait constitué en rédigeant des comptes rendus pour *L'Année sociologique*, puis rassemblé et commenté dans son ouvrage *La Classe ouvrière...* Il s'agit dès lors de vérifier que la répartition des dépenses dépend moins du montant du revenu que de la classe sociale. Si la question demeure la même, le projet diffère de celui de 1912 grâce à ce nouvel ensemble d'enquêtes. Elles lui permettent de faire des comparaisons dans le temps et de suivre les effets éventuels sur les dépenses de la hausse que les salaires ouvriers ont connue sur le premier tiers du xx^e siècle. Cette opportunité le conduit à réviser légèrement les positions très tranchées qu'il avait alors à l'égard des enquêtes « extensives », qu'il critiquait vertement notamment dans les colonnes de *l'Année* et dans l'annexe I de *La Classe ouvrière...* (voir le chapitre I de ce mémoire). Il en contestait la méthode de collecte indirecte, qu'il jugeait trop imprécise pour mener une analyse détaillée des budgets. C'est ainsi qu'il se sent obligé de préciser dans son ouvrage en 1933 : « Si nous avons été plus exigeant et plus exclusif il y a vingt ans, c'est que nous abordions d'autres problèmes (ceux-là mêmes que

¹. M. Halbwachs, « Les budgets de familles ouvrières aux États-Unis », art cit., p. 395.

². Halbwachs, « Une théorie expérimentale du salaire », *Revue philosophique*, 1932, cxiv, p. 321-363.

nous reprendrons sur les données de la nouvelle enquête allemande), et que nous devons mettre en lumière des différences moins sensibles¹. » Il commence l'article publié dans le *Bulletin de la Statistique générale de la France* en présentant la dizaine d'enquêtes qu'il a consultées (Tableau 17) - et dont les références complètes se trouvent dans l'encadré 2 - couvrant la période 1902-1930.

Tableau 17. Principales enquêtes américaines utilisées par M. Halbwachs dans l'article du *Bulletin de la Statistique générale de la France* (1931)

Auteur	Date de l'enquête	Nombre de familles	Lieu
Bureau of Labor	1901-1902	25440 familles	33 États différents
Louise Bolard more	1903-1905	200	New York
Robert Coit Chapin	1907	391 questionnaires	New York
Charles Patrick Neill	1907-1908	35 familles	10 États
Louis Marion Bosworth	1907-1909	450 ouvrières	Boston
Bureau of Labor Statistics / Wage Adjustment Board of the Emergency Corporation	1918	12837 familles	Principaux centres industriels
Bureau of Labor statistics	1917	2110 familles	District de Columbia
Leila Houghteling	1927 (publ.)	421 familles	Chicago
Robert and Helen Lynd	1923-24	100 familles	Murcie (Indiana)
Bureau of Labor Statistics / Ford Motor Co	1930	1740 familles	Detroit
Bureau of Labor Statistics Personal Classification Board	1929	506 familles	Baltimore, Boston, New-York, Chicago, La Nouvelle-Orleans

Source: M. Halbwachs, « Les budgets de familles ouvrières aux États-Unis », art cit.

Il est difficile d'établir les raisons qui ont présidé à cette sélection parmi les enquêtes disponibles innombrables et hétérogènes². Celles qui ont été retenues ont pour point commun de porter sur des travailleurs (ouvriers et employés) de grands centres urbains et/ou industriels et pour la plupart d'avoir été menées dans le cadre officiel du Bureau of Labor. De ce petit ensemble d'enquêtes, il connaissait déjà les trois premières, qui figurent dans l'annexe I de *La Classe ouvrière...*³ Il a par ailleurs consacré un compte rendu critique à l'enquête de Chapin dans *L'Année Sociologique*⁴. Parmi ces dix enquêtes, il retient plus particulièrement cinq dont il livre une analyse

¹. M. Halbwachs, *L'Évolution des besoins dans les classes ouvrières*, op. cit., p. viii.

². Pour une recension exhaustive, voir : Faith M. Williams et Carle C. Zimmerman, *Studies of Family Living in the United States and Other Countries: An Analysis of Material and Method*, United States Department of Agriculture., Washington, D. C., 1935, n°223, 617p.

³. M. Halbwachs, *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, op. cit. L'enquête du Bureau of Labor est mentionnée p. 481 dans la rubrique « 2° Les budgets établis par questionnaire (méthode extensive) » ; celle de Louise Bolard more est mentionnée page 470 dans la catégorie « budgets tenus moins d'une année », puis également p. 482 ; celle de Chapin est mentionnée à la page suivante de la même rubrique.

⁴. M. Halbwachs, « Chapin (R. Coit), The Standard of living among workmen's families in New York City (New York, 1909) », art cit.

approfondie, couvrant « quatre époques : 1902, 1906, 1918-19 et 1930 ¹ ». Cette sélection tend à privilégier une cohérence interne. Ainsi, les deux enquêtes de 1918 et 1930 portent sur la même ville, Detroit, ce qui lui permet de mener des comparaisons dans le temps sans trop de précautions méthodologiques. Mais il ne faut pas négliger le caractère pratique que représente leur disponibilité matérielle. Sans qu'on puisse l'attester, il est vraisemblable qu'il a ces enquêtes sous la main, ce qui facilite la tâche lorsqu'il s'agit de recopier les données pour les présenter sous des formes graphiques et refaire des calculs spécifiques². C'est ainsi qu'il est gêné à l'égard de l'enquête de 1902. Au moment d'aborder la composition des familles, il précise : « nous n'avons pas sous les yeux l'enquête de 1902 et ne retrouvons pas dans nos notes cette donnée pour 1902 ³ ». En revanche il y a fort à parier qu'il dispose du volume de Chapin, dans la mesure où il en a fait un compte rendu pour *L'Année sociologique*. Nous savons aussi que l'enquête Ford lui a été donnée par Leifur Magnusson, employé par le US Bureau of Labor Statistics, et, d'après Topalov, le représentant officieux de l'OIT à Washington. Les deux hommes se sont rencontrés dans cette ville avant que le sociologue ne reprenne le bateau pour la France⁴. C'est d'ailleurs *via* ses liens avec le BIT, qui était lié à cette enquête, que Magnusson est en sa possession alors qu'elle ne semble pas avoir été signalée à Halbwachs à Chicago.

¹. Bureau of Labor, *Eighteenth annual report of the Commissioner of Labor. Cost of living and retail prices of food. 1903*, Washington, D. C., Government Printing Office, 1904, 865 p. ; Louise Bolard More, *Wage earners's budgets. A study of standards and cost of living in New-York City*, New York, Henry Holt and Company, 1907, 280 p. ; Robert Coit Chapin, *The standard of living among workingmen's families in New York city*, New York, Charities Publication Committee, 1909, xv- 372 p. ; Louis Marion. Bosworth, Foy Spencer Baldwin et Mass.). Women's Educational and Industrial Union (Boston, *The living wage of women workers: a study of incomes and expenditures of four hundred and fifty women workers in the city of Boston*, Philadelphia, The American academy of political and social science, 1911, vi, 90 p. ; Charles Patrick Neill, *Report on condition of woman and child wage-earners in the United States.*, Washington, Govt. print. off., 1910, 19 v.

². Par exemple Christian Topalov dit qu'il a eu connaissance de celles de Chapin et de Greenwich House *via* Streightoff, donc de seconde main, ce qui laisserait penser qu'il ne les possède pas. M. Halbwachs, *Écrits d'Amérique. Édition établie et présentée par Christian Topalov, op. cit.*, p. 290, note 7.

³. M. Halbwachs, « Les budgets de familles ouvrières aux États-Unis », art cit., p. 403.

⁴. Cet épisode est relaté par Halbwachs dans son ouvrage *L'Évolution...*, et repris par Topalov : M. Halbwachs, *Écrits d'Amérique. Édition établie et présentée par Christian Topalov, op. cit.*, p. 340, note 10.

Encadré 2. Références des enquêtes citées par Halbwachs dans l'article du *Bulletin de la Statistique générale de la France* (1931)

- Bolard More, L. (1907). *Wage earners's budgets. A study of standards and cost of living in New-York City.*
- Bosworth, L. Marion., Baldwin, F. S., & Women's Educational and Industrial Union (Boston, Mass.). (1911). *The living wage of women workers: A study of incomes and expenditures of four hundred and fifty women workers in the city of Boston.*
- Bureau of Labor. (1904). *Eighteenth annual report of the Commissioner of Labor. Cost of living and retail prices of food. 1903.*
- Bureau of Labor Statistics. (1930). Standard of living of Ford Motor Co, in Detroit. *Monthly Labor Review*, 30(6), 11–54.
- Chapin, R. C. (1909). *The standard of living among workingmen's families in New York city.*
- Cost of Living of Federal Employees in Five Cities. (1929). *Monthly Labor Review*, 29, 315–335, 748–759, 1013–1026.
- Houghteling, L., & Martin, E. A. [from old catalog. (1927). *The income and standard of living of unskilled laborers in Chicago.* Chicago, Ill: The University of Chicago press.
- Lynd, R. S., & Lynd, H. M. (1929). *Middletown: A study in contemporary American culture.* Harcourt, Brace and Company, New York.
- Neill, C. P. (1910). *Report on condition of woman and child wage-earners in the United States.*
- Nesbitt, F. (1919). *The Chicago standard budget for dependent families.* [Chicago: Chicago Council of Social Agencies.
- Ogburn, W. F. (1919). Analysis of the standards of living in the District of Columbia in 1916. *Quarterly Publications of the American Statistical Association*, XVII(126), 36–51.
- U.S. Bureau of Labor Statistics. (1917). Cost of Living in the District of Columbia. *Monthly Review of the U.S. Bureau of Labor Statistics*, V(4), 1–17.
- U.S. Bureau of Labor Statistics. (1917). Cost of Living in the District of Columbia - second article, summary of family expenditures. *Monthly Review of the U.S. Bureau of Labor Statistics*, V(5), 1–12.
- U.S. Bureau of Labor Statistics. (1917). Cost of Living in the District of Columbia - third article, the feeding of the family. *Monthly Review of the U.S. Bureau of Labor Statistics*, V(6), 1–18.
- U.S. Bureau of Labor Statistics. (1918). Cost of Living in Philadelphia shipbuilding district. *Monthly Review of the U.S. Bureau of Labor Statistics*, VI(3), 112.
- U.S. Bureau of Labor Statistics. (1918). Cost of Living in the District of Columbia - fifth article, wage-earning women: their clothing. *Monthly Review of the U.S. Bureau of Labor Statistics*, VI(2), 253–261.
- U.S. Bureau of Labor Statistics. (1918). Cost of Living in the District of Columbia - fourth article, wage-earning women: who they are and what they do family. *Monthly Review of the U.S. Bureau of Labor Statistics*, VI(1), 1–12.
- U.S. Bureau of Labor Statistics. (1918). Cost of Living in the District of Columbia - sixth article, wage-earning women: food, housing and sundries. *Monthly Review of the U.S. Bureau of Labor Statistics*, VI(3), 1–13.
- U.S. Bureau of Labor Statistics. (1918). Cost of Living in the Gulf and South Atlantic shipbuilding districts. *Monthly Review of the U.S. Bureau of Labor Statistics*, VI(6), 99–104.
- U.S. Bureau of Labor Statistics. (1918). Cost of Living in the Gulf and South Atlantic shipbuilding districts. *Monthly Review of the U.S. Bureau of Labor Statistics*, VI(6), 99–104.
- U.S. Bureau of Labor Statistics. (1918). Cost of Living in the New York shipbuilding district. *Monthly Review of the U.S. Bureau of Labor Statistics*, VI(4), 112.

*Dans cette série, Halbwachs signale que les publications s'étalent de mars à décembre 1918 ; je n'ai trouvé en ligne que le volume janvier-juin et ne suis donc pas en mesure de compléter la série de références jusqu'à décembre.

Dans son article, la question est de savoir si les ouvriers américains, dont les salaires ont augmenté, ont adopté un modèle de consommation qui se rapproche de celui des employés. Avec une formalisation extrême, il montre que la répartition des dépenses s'est modifiée en une trentaine d'années avec l'augmentation du niveau de vie : la dépense de nourriture diminue, en faveur de l'augmentation des dépenses de logement, de vêtements et des dépenses diverses. Néanmoins, en dépit de ces évolutions, et bien qu'il tende à diminuer, l'écart en matière de consommation subsiste entre ouvriers et employés, notamment en termes de dépenses de logement. En ce qui concerne la nourriture, il observe : « Dans l'ensemble, l'ouvrier américain en 1917-18, mange beaucoup moins, surtout moins de viande, de volaille, mais aussi d'œufs, de beurre, de lait ¹ ». Commentant les évolutions des quantités consommées et des proportions de la dépense, qui ne vont pas toujours dans le même sens selon les aliments, il formule deux hypothèses. La première concerne l'augmentation des prix, qu'il observe sur la période : « Il se peut, il est très vraisemblable que l'inégale augmentation des prix explique en partie ces déplacements. Par exemple, d'après les chiffres des enquêtes elles-mêmes, de 1902 à 1930, le prix de la viande a haussé de 100 à 205, le prix du pain seulement de 100 à 169 ». La seconde hypothèse, qui relève d'un phénomène beaucoup plus général dont il n'est pas question dans les statistiques qu'il consulte, réfère à l'intense campagne à laquelle sont soumis les Américains en faveur d'une amélioration de leur régime alimentaire :

« Il se peut aussi que les ouvriers américains aient obéi aux conseils des médecins et auteurs de diétaires, reproduits dans les journaux et les magazines qui leur recommandaient une alimentation plus rationnelle. M. Royal Meeker, Commissaire de la Statistique du Travail, écrivait (*Monthly Labor Review*, juillet 1919) "Ce serait un grand progrès, si l'on pouvait exiger par la loi que toutes les denrées alimentaires fussent exprimées en calories, de même qu'en Grande Bretagne et en partie chez nous le charbon est vendu, non à la tonne, mais d'après la quantité d'unités thermiques anglaises qu'il contient, et qu'on vendît le bœuf, le pain, les œufs, par 100 ou 1000 calories. L'évolution qui s'est produite dans les habitudes alimentaires de l'ouvrier américain paraît être toute récente"². »

Ces observations correspondent bien à ce que montre l'historien Harvey Levestein sur l'intense campagne que mènent les départements de home economics, la presse féminine et les industriels de l'alimentation³. Ils se sont emparés des préceptes de la nouvelle science de la nutrition pour promouvoir une alimentation plus attentive à sa composition calorique et vitaminique. Pourtant, bien que Halbwachs possède des données relatives à la composition calorique des régimes

¹ M. Halbwachs, « Les budgets de familles ouvrières aux États-Unis », art cit., p. 413.

² *Ibid.*, p. 415.

³ Harvey A. Levenstein, *Revolution at the table: the transformation of the American diet*, Berkeley, University of California Press, 2003, 275 p.

alimentaires, il s'en tient à la répartition des dépenses monétaires, ne rentrant pas dans des considérations physiologiques, qui relèvent d'un autre ordre interprétatif.

La comparaison des budgets ouvriers dans le temps et dans l'espace

Deux ans plus tard, le sociologue reprend ces résultats à l'occasion d'une conférence faite à l'Institut français de sociologie à l'invitation de Simiand¹. La séance se fait en petit comité, le ton y est plus décontracté. En particulier, Halbwachs n'a pas procédé à de nouveaux calculs. Il s'appuie sur les résultats publiés des enquêtes, invitant l'auditoire à lui faire confiance quant à la qualité de ses sources. Il se réfère notamment à une synthèse faite par Robert Lynd, dont il a adoré le livre *Middletown*. Halbwachs dit du sociologue américain qu'il « est un bon enquêteur » et que l'on peut lui faire confiance lorsqu'il assure qu'« "il est possible, d'après les enquêtes récentes, de comparer des ménages d'employés et d'ouvriers" ² ».

L'exposé de Halbwachs est articulé en trois parties. Face à un auditoire de sociologues, dont il connaît certains de longue date³, la première vise à démontrer qu'il avait raison en 1912 d'insister dans la conclusion de sa thèse *La Classe ouvrière...* sur la proportion plus faible des dépenses que les ouvriers consacrent au logement, preuve de leur non-participation à la vie sociale. Il répond ainsi aux critiques qui lui avaient été adressées par Levy-Bruhl lors de sa soutenance, puis par Charles Gide dans un compte rendu de son ouvrage. Il s'appuie ici sur les résultats d'une nouvelle enquête allemande par budgets de famille effectuée en 1927-1928 par l'Office de statistique du Reich⁴. C'est Sombart qui lui en a signalé l'existence lors des cours internationaux à Davos auxquels tous deux participaient en avril 1930⁵. Cette chronologie est intéressante. Elle indique que Halbwachs disposait des données allemandes à son départ aux États-Unis, mais ne les utilise que trois ans plus tard, après avoir analysé les données américaines. L'expérience de Chicago est de ce point de vue déterminante. Elle lui fournit des données successives qui lui permettent de prolonger ses travaux sur les classes sociales, mais elle le confronte d'autre part à une vie matérielle ainsi qu'à une profusion d'enquêtes par budgets qui,

¹. La conférence ainsi que la discussion qui s'ensuit sont retranscrites et publiées dans le bulletin de l'Institut. Sur cet institut, voir Johan Heilbron, « Note sur l'Institut français de Sociologie (1924-1962) », *Études durkheimiennes. Bulletin d'informations*, 1983, n° 9, p. 9-14.

². M. Halbwachs, « [Budgets de familles ouvrières, en Allemagne et aux États-Unis] », art cit., p. 58.

³. Nous n'avons pas la liste des personnes présentes, mais seulement de celles qui prennent part à la discussion : François Simiand, Max Lazard, René Maunier, Raoul Aubin, Roger Mauduit, André Piganiol, Marcel Mauss.

⁴. Elles se répartissent entre 2036 familles d'ouvriers « de tous revenus », 546 familles d'employés et 498 familles de fonctionnaires. Pour une présentation plus technique de cette ensemble d'enquêtes, voir M. Halbwachs, « Budgets de famille [note de lecture sur deux ouvrages allemands] », art cit.

⁵. C'est ce qu'affirme Halbwachs : M. Halbwachs, « [Budgets de familles ouvrières, en Allemagne et aux États-Unis] », art cit., p. 52. Les deux hommes interviennent le 7 avril 1930. Martin Grandjean, *Les cours universitaires de Davos 1928-1931. Au centre de l'Europe intellectuelle*, s.l., UNIL, 2011, p. 124.

vraisemblablement, réactivent son intérêt. L'enquête porte sur plus de 3000 familles. Cet échantillon plus important et plus diversifié que celui de l'enquête de 1907 rend d'autant plus crédible la confirmation de sa conclusion de 1912 selon laquelle « à égalité de revenus, et pour toutes les catégories distinguées, la proportion des dépenses pour le logement est plus faible pour les ménages ouvriers¹ ». Dans une deuxième partie de son exposé, il cherche à confirmer cette affirmation à partir des données américaines qu'il a déjà utilisées dans l'article publié en 1931 dans le *Bulletin de la Statistique générale de la France*. À la différence de l'enquête allemande de 1927-1928, qui, d'après Halbwachs est trop différente d'un point de vue méthodologique de celle utilisée en 1907 pour autoriser quelques comparaisons dans le temps, les enquêtes américaines s'y prêtent bien, notamment parce qu'elles émanent, pour l'essentiel, d'une même institution, le Bureau of Labor Statistics. Il s'appuie également sur un chapitre de synthèse rédigé par Robert Lynd, pour décrire les effets de l'augmentation des salaires sur la répartition des dépenses ouvrières. Il confirme ce qu'il a déjà observé dans l'article de 1931, à savoir « la diminution considérable de la dépense pour la nourriture, et l'augmentation considérable également de la dépense pour le reste, c'est-à-dire pour le mobilier, pour l'entretien de la maison et ce qu'on appelle "les autres dépenses"² ». Dans une troisième partie, il émet quelques hypothèses pour comprendre les changements à l'œuvre aux États-Unis, tout en discutant au passage les travaux de Simiand, sur l'articulation entre les salaires, le coût de la vie (c'est-à-dire la variation des prix) et la répartition des dépenses. Il souligne que l'augmentation des salaires ne conduit pas les ouvriers à augmenter des dépenses anciennement comprimées telles que la nourriture, le logement ou les vêtements, mais sert à d'autres dépenses, qu'il envisage en partie comme des dépenses d'imitation mais surtout comme des concessions à la « modernité », tournées vers des objets mécaniques tels que les voitures et ce que nous nommons à présent les produits d'électro-ménager.

Ces résultats sont développés plus en détail dans le livre qu'il publie la même année, *L'Évolution des besoins dans les classes ouvrières*, auquel il se réfère à plusieurs reprises dans sa communication. Dès l'introduction, Halbwachs annonce le déplacement du questionnement auquel l'ont conduit les nouvelles données permettant de travailler sur une période de temps plus longue. Il ne s'agit plus de mettre la spécificité du rapport au travail ouvrier au centre de l'interprétation de la distribution différenciée des dépenses selon les classes sociales, mais de se concentrer sur les effets de la variation des salaires et des prix ainsi que de l'évolution de l'offre de biens et services marchands : « Nous essaierons de déterminer en effet, quelle influence exercent sur les habitudes de consommation et de dépense, dans les classes ouvrières les plus

¹. M. Halbwachs, « [Budgets de familles ouvrières, en Allemagne et aux États-Unis] », art cit., p. 53.

². *Ibid.*, p. 63.

évoluées, non plus les conditions de leur travail, mais les variations des salaires et des prix, la diversité croissante des produits et services, et en tous ces facteurs et à travers eux, les conditions nouvelles de la vie sociale: problème complémentaire du précédent, et qui, à la différence de celui-ci, ne pouvait être posé et abordé que sur la base de données successives¹.» Organisé en cinq chapitres, ce livre à tiroir mène la discussion avec différents interlocuteurs. Le premier chapitre est consacré à une critique des modes de calculs et de la signification même des indices du coût de la vie tels qu'élaborés par l'administration statistique, et de ceux privilégiés par le BIT. Ce chapitre lui permet de réitérer sa critique du calcul de l'indice élaboré sur un budget fixe et dont les bases, révisées pour la France en 1930, ne l'ont pas été à partir de budgets réels. Il exprime d'autre part son scepticisme sur la vague de comparaisons internationales initiées par le BIT visant notamment à harmoniser les outils de collecte et d'élaboration des indices : « De telles comparaisons se heurteront toujours à une grosse difficulté. C'est que les habitudes de consommation et de vie ne sont pas les mêmes dans ces divers pays. Or il faudrait qu'elles fussent à peu près identiques, pour qu'on pût déterminer, ce qui est l'objet d'un indice du coût de la vie, quelle est l'influence de la diversité des prix, et d'elle seule, sur les dépenses². » Il invalide ainsi les efforts déployés par les statisticiens du travail pour mettre en œuvre des protocoles permettant de comparer les indices d'un pays à l'autre. C'est une difficulté dont les statisticiens du BIT ont bien conscience et qui les conduira à une étude technique pour déterminer, de façon mathématique, des zones géographiques qui présentent des similitudes dans les régimes alimentaires³.

Les deux chapitres suivants exposent les résultats de l'analyse secondaire des enquêtes allemandes et américaines déjà mentionnées. Halbwachs étudie les variations de la répartition des dépenses entre ouvriers, employés et fonctionnaires, et confirme les observations de 1912 selon lesquelles « la différence essentielle entre les budgets des deux classes est que la dépense pour la nourriture est moindre chez les employés, et la dépense pour le loyer plus réduite chez les ouvriers. Pour le vêtement, comme pour le reste, à égalité de revenu (et à grandeur égale des familles), ils dépensent en moyenne à peu près autant (il s'agit, bien entendu, de la proportion de ces dépenses à la dépense totale)⁴ ». Observant plus en détail chaque poste de dépenses, il relève une série de différences. En ce qui concerne l'alimentation, les aliments les plus recherchés et les plus coûteux se rencontrent plus souvent chez les employés ; en ce qui concerne l'habillement, les dépenses ne sont pas les mêmes entre les deux classes quant aux chaussures, aux vêtements ou

¹. M. Halbwachs, *L'Évolution des besoins dans les classes ouvrières*, op. cit., p. xii.

². *Ibid.*, p. 6-7.

³. H Staehle, « Une enquête internationale sur les coûts de la vie », *Revue internationale du Travail*, septembre 1932, vol. 26, n° 3, p. 321-373.

⁴. M. Halbwachs, *L'Évolution des besoins dans les classes ouvrières*, op. cit., p. 32.

au linge ; les dépenses de logement diffèrent également. Quant aux dépenses autres, les différences paraissent moins tranchées sauf pour quelques postes tels que les distractions, l'école ou les soins du corps :

« Ce n'est pas seulement parce que les ménages, en moyenne, ont des revenus moins élevés que les familles d'employés ou de fonctionnaires, qu'ils répartissent autrement leurs dépenses. Puisque ces différences se manifestent, ou subsistent, alors même que l'on compare les membres des deux classes dont les revenus sont semblables, c'est qu'elles tiennent à la nature même de la profession ouvrière, à la fonction que cette catégorie d'hommes remplit dans la société, et, sans doute aussi, à ce que, échappant en partie à l'influence des autres milieux, ils n'attachent pas la même importance qu'eux aux mêmes objets, et ne ressentent pas exactement les mêmes besoins¹. »

Halbwachs, après avoir observé ces différences entre groupes sociaux, s'interroge sur les modifications des dépenses pour des mêmes ménages en fonction des modifications des salaires ou des prix. Ne disposant pas de données longitudinales, il s'appuie sur un jeu d'enquêtes américaines aux méthodes comparables « moyennant certaines précautions ». La comparaison dans le temps de cinq enquêtes américaines couvrant la période 1902-1930 lui permet ainsi de réaliser ce à quoi il n'était pas parvenu avant-guerre alors qu'il pensait confronter les budgets obtenus en 1907 aux monographies des *Ouvriers européens* portant sur des familles similaires². Il reprend dans son ouvrage des analyses sur les États-Unis qu'il a déjà publiées dans *Bulletin de la Statistique générale de la France*, pour insister sur ce que les données longitudinales permettent d'observer dans les modifications des dépenses:

« Ce qui nous a frappé dans cette période, c'est que, dans la population ouvrière des États-Unis, tandis qu'on réduisait beaucoup la dépense pour la nourriture et que les loyers ne montaient que lentement, bien plus lentement que les prix, des besoins nouveaux, qui n'existaient pas jusqu'ici, ou qui ne jouaient qu'un rôle très modeste, brusquement prenaient leur essor³. » Si les besoins des ouvriers évoluent différemment de ceux des employés, il n'en demeure pas moins « qu'en ces phases de stabilité apparente un reclassement s'opère entre tous les besoins, qui permet aux acquisitions nouvelles de s'incorporer durablement au niveau de vie des ouvriers⁴ ».

Il conclut l'ouvrage par un chapitre portant sur « le sens et le rythme de l'évolution des besoins dans les classes ouvrières » dans lequel il soutient que les salaires n'augmentent pas sous la pression des besoins, mais que l'augmentation de ces derniers conduirait, en temps d'augmentation des richesses, à réorganiser et étendre les besoins qui « ont leur origine dans les

¹. *Ibid.*, p. 56.

². M. Halbwachs, « Budgets de familles », art cit.

³. M. Halbwachs, *L'Évolution des besoins dans les classes ouvrières*, op. cit., p. 107.

⁴. *Ibid.*, p. 151.

transformations collectives qui résultent d'un type nouveau de civilisation¹». L'accès aux données américaines « successives » redonne vie au programme de Halbwachs sur la morphologie sociale. En travaillant de façon longitudinale, comme son mentor Simiand sur le salaire, il a enfin les moyens empiriques de montrer que l'évolution des salaires a des effets sur la répartition budgétaire, lui donnant raison face à l'indice du coût de la vie tel que calculé par la SGF. En particulier, l'augmentation des salaires profite d'abord au poste « autres dépenses », lesquelles participent du confort et de l'extension de la vie sociale au-delà des dépenses vouées au strict minimum (se nourrir, se loger), que le sociologue qualifie « d'anciennement compressées ». Mais les augmentations de salaire et la diversification de la nature des dépenses ne réduisent pas pour autant les différences entre les groupes sociaux. L'accès élargi au marché de consommation reproduit des différences de classe. Les différentes publications qui en sont issues contribuent, en l'espace de deux années, à hisser le sociologue au statut de spécialiste de ces questions en France, ce qui lui vaut une série d'invitations au titre d'expert des enquêtes par budgets de famille.

HALBWACHS SUPERVISE UNE ENQUÊTE SUR LES DÉPENSES DES CHÔMEURS (1935-1937)

L'Institut scientifique de recherches économiques et sociales (ISRES) invite ainsi le sociologue à donner, en février 1935 une conférence sur le thème des enquêtes par budgets de famille. Cette intervention revêt un enjeu majeur pour le sociologue. À l'issue de sa présentation, l'institut décide de se lancer dans la mise en œuvre d'une enquête empirique. C'est l'inspectrice du travail Gabrielle Letellier qui est en charge de la coordination, avec la « supervision » de Halbwachs. Le sociologue, en position d'expert face à cet auditoire, en profite pour faire valoir les critères qu'il souhaite voir mis en œuvre. Il va devoir toutefois faire des compromis, face notamment à Michel Huber qui oppose une nouvelle fois l'argument de la taille critique de l'échantillon.

Le contexte de l'enquête

C'est en réfléchissant au programme à mener pour l'année 1935 que les membres du conseil d'administration de l'Institut évoquent, dans la séance du 29 octobre 1934, la possibilité de mettre en œuvre une enquête sur le chômage. D'après Brigitte Mazon, pareil projet figurait déjà dans le programme de l'Institut soumis par Rist à la Fondation Rockefeller². Pensé en période de crise, ce programme répondait bien à une demande de description d'un phénomène économique important.

¹. M. Halbwachs, « L'évolution des besoins dans les classes ouvrières (Paris, 1933) », art cit., p. 273.

². B. Mazon, « La Fondation Rockefeller et les sciences sociales en France, 1925-1940 », art cit., p. 322.

Au conseil d'administration suivant, le lundi 14 janvier 1935, Célestin Bouglé reprend l'idée du projet d'enquête, suggérant qu'« il serait temps de mettre en chantier une enquête sociale. Beaucoup de questions sont intéressantes à étudier actuellement immigration, chômage, dépopulation etc. Il propose qu'on fasse venir à l'Institut le professeur Halbwachs dont la compétence au point de vue des questions sociales est bien connue. Une conversation avec lui pourrait être utile. Après cet exposé, on examinerait les questions que l'on pourrait étudier¹». Trois semaines plus tard, le mercredi 6 février 1935, Halbwachs fait un exposé devant les membres de l'ISRES sur le thème des enquêtes par budgets². Le soir même, il note dans son journal qu'y assistaient « Rist, Mme Letellier, Max Lazard, Simiand, Huber (de la SGF), Divisia, Augé-Laribé, Oualid, un étranger (norvégien, je crois), Landry, - et des jeunes, Schwob, Marjolin³ », auxquels il faut ajouter Colin, Kittredge, Michelson, Herberts et Lemaître⁴. Des enjeux importants sont soulevés dans cette réunion à laquelle assistent en effet presque tous les membres du conseil d'administration de l'ISRES (dont Halbwachs ne fait pas partie)⁵. S'y rejoue en particulier le débat faisant s'affronter deux conceptions de la statistique, qui va opposer Michel Huber aux propositions du sociologue. C'est pourtant à la demande du directeur de la SGF que l'on ajoute au programme une enquête sur les budgets⁶. S'il n'expose pas les raisons pour lesquelles il tient à ce type d'enquête, il faut, pour les comprendre, les rapporter aux recommandations de la 2e Conférence des statisticiens du travail de 1925. C'est Huber lui-même qui présidait la session qui est arrivée à la conclusion de la nécessité, pour les pays qui n'avaient pas mené d'enquête par budgets depuis les années 1920-21, d'en mettre en œuvre une nouvelle ; avec pour but de réviser et d'adapter les poids attribués à chaque poste de dépense entrant dans le calcul de l'indice du coût de la vie (voir le chapitre précédent). Huber entrevoit certainement dans l'ISRES et les financements américains une opportunité de mener une enquête qui ne s'est jamais réalisée au

¹. AN, AJ 61/100, procès-verbal du conseil d'administration du 14 janvier 1935, f. 3.

². La retranscription de l'exposé et de la discussion qui s'ensuit est conservée dans les papiers de Célestin Bouglé. AN, AJ 61/100 Fonds de l'École normale supérieure. Papiers Célestin Bouglé. Archives du Centre de documentation sociale.

³. IMEC, HBW2. P2. Journal de Maurice Halbwachs, 1923-1944, Cahier II, f. 133.

⁴. D'après le procès-verbal, 6 février 1935. AN, AJ 61/100.

⁵. Tournès donne la liste et les fonctions détaillées des différentes personnes présentes, qui se partagent entre « des économistes universitaires (Charles Rist, William Oualid, François Divisia), le directeur de la Statistique générale de la France (Michel Huber), des sociologues (François Simiand et Maurice Halbwachs), un représentant du monde associatif (Max Lazard, secrétaire général de l'Association internationale contre le chômage), une inspectrice du travail (Gabrielle Letellier), un spécialiste des questions agricoles (Michel Augé-Laribé), un parlementaire spécialiste des questions de population (Adolphe Landry), des jeunes économistes travaillant à l'ISRES (Philippe Schwob, Robert Marjolin, John Herberts et Serge Michelson), le bibliothécaire de l'Institut (Henri Lemaître), le représentant Europe de la division " Sciences sociales" de la fondation Rockefeller (Tracy Kittredge), ainsi qu'un personnage non identifié à ce jour, un certain Colin » : L. Tournès, « Le durkheimisme face à ses contradictions », art cit., p. 539-540.

⁶. AN, AJ 61/100, procès-verbal du conseil d'administration du 29 novembre 1934.

sein de son service statistique. Si de nombreux pays peuvent se prévaloir de ce type d'enquête - au premier rang desquels l'Allemagne et la Belgique¹ - ce n'est pas le cas du service statistique qu'il dirige. Les sources manquent pour comprendre d'où vient cette résistance. On peut vraisemblablement l'attribuer à un défaut de moyens de la SGF pour mener une enquête par budgets de famille à grande échelle, seule susceptible de remporter l'adhésion de ses statisticiens.

Cette enquête empirique revêt aussi un enjeu important pour Halbwachs et Simiand qui tentent de saisir l'opportunité d'une enquête par budget qu'ils appellent de leurs vœux depuis plusieurs décennies. Un échange de correspondance entre les deux hommes montre à quel point tous deux tenaient à ce que Simiand soit présent à cette réunion. Rist et Halbwachs avaient initialement prévu que l'exposé se tiendrait le mardi 5 février, comme Halbwachs en informe Simiand par un courrier du 26 janvier : « J'ai vu Rist mardi, et il est convenu que je ferai mon exposé le mardi 5 février à 5 heures .» Le 29, Halbwachs répond à Simiand par retour de courrier :

« Mon cher ami, Dès que j'ai eu votre lettre, hier soir, j'ai écrit à Rist, lui signalant que, pris par vos cours, vous ne pourriez pas assister à la réunion de mardi, et je lui ai demandé s'il ne conviendrait pas de prendre un autre jour ; me mettant à sa disposition entière à cet égard. D'ici une semaine, il me semble qu'on peut donner ce contrordre, étant donné que la réunion devait avoir lieu en petit comité. [...] Ce serait vraiment absurde que vous ne soyez pas là. – non pour m'entendre, mais parce qu'il s'agit d'une enquête vraiment importante (en tous cas par les dépenses à engager), et que, pour en bien assurer le point de départ, on ne saurait se passer de vous. Ce mot en hâte pour vous dire mon ennui. Du moins votre reproche amical s'[illisible] entre de plutôt rassurantes nouvelles de vos santés [...] ».

Le lendemain, 30 janvier, Halbwachs adresse un nouveau courrier confirmant le report de l'exposé au 6 février². Outre la déférence du sociologue à l'égard de Simiand, cette brève correspondance laisse surtout percevoir l'importance que les deux hommes accordent à la réalisation d'un tel projet. L'enjeu semble moins, comme l'affirme Tournès de tenter de lier une approche monographique « leplaysienne » à une conception « objectiviste durkheimienne »³,

¹. L'enquête allemande est menée en 1927-1928. Halbwachs la signale dans son ouvrage de 1933 sous la référence suivante : *Die Lebenshaltung von 2.000 Arbeiter -, Angestellten - und Beamtenhaushaltungen. Erhebungen von Wirtschaftsrechnungen im Deutschen Reich vom Jahre 1927-28. Einzelschriften zur Statistik des deutschen reichs*, Berlin, 1932, Teil I, Gesamtergebnisse. Teil II, Einzelhaushaltungen. L'enquête Belge est menée en 1928-1929. Les résultats sont publiés dans les documents suivants : Armand Julin, « Principaux résultats d'une enquête sur les budgets d'ouvriers et d'employés en Belgique (1928-1929) », *Revue du Travail*, 1934, p. 379-397 ; Armand Julin, « Résultats principaux d'une enquête sur les budgets d'ouvriers et d'employés en Belgique (1928-1929) », *Bulletin de l'Institut international de Statistique*, 1935, vol. 28, n° 2, p. 516-559. Voir aussi l'article de Patricia Van den Eeckhout, « Statistics and Social Policy in Inter-war Belgium. The 1928-1929 Inquiry into the Family Budgets of blue-collar and white-collar Workers », *Histoire & Mesure*, 2004, vol. 19, n° 1-2, p. 95-132.

². Correspondance entre Maurice Halbwachs et François Simiand, AN, 94AP, Fonds François Simiand. Je remercie Stéphane Baciocchi pour m'avoir communiqué cette correspondance.

³. L. Tournès, « Le durkheimisme face à ses contradictions », art cit.

qu'à faire accepter la première dans une conception de la statistique dominante plus mathématique que celle en usage chez les durkheimiens.

Les modalités de l'enquête : une suite de compromis

Lorsqu'il intervient à l'ISRES, Halbwachs peut se prévaloir des deux enquêtes qu'il a lui-même coordonnées et de deux ouvrages consacrés à ce sujet. Mais à la différence des enquêtes qu'il menait en 1907 et 1921 dans un contexte national où il était relativement isolé à réclamer ce type d'enquête empirique, il peut désormais s'appuyer sur les résolutions officielles du BIT et de l'Institut international de statistique, ainsi que sur les deux enquêtes d'envergure réalisées quelques années auparavant en Allemagne et en Belgique. L'ensemble de ces documents contribue à donner une assise à ses propositions et partis pris méthodologiques. Car si l'audience comprend, comme Halbwachs le rappelle lui-même, deux anciens collaborateurs à l'enquête qu'il a menée en 1907 (Rist et Bouglé), elle comprend aussi des statisticiens dont il cherche à désamorcer les critiques, en particulier Michel Huber, plus sceptique sur la faisabilité d'une telle enquête : « je dois dire que, pour des statisticiens, la méthode des budgets de famille soulève des objections bien naturelles, objections que je comprends pour autant que j'ai pratiqué moi-même cette méthode¹ ». Dans son exposé - retranscrit sur une quinzaine de pages dans le procès-verbal de la séance du conseil d'administration - Maurice Halbwachs entre très rapidement dans le détail de la fabrique des enquêtes de budget et l'appréciation des critères à prendre en compte pour répondre à la question de « l'influence exercée par le chômage, dans notre pays, sur les conditions de vie des familles ouvrières² ». L'exposé est construit en sept points, dont chacun représente un élément central dans l'élaboration de ce type d'enquête : nombre de ménages à enquêter, durée de l'enquête, choix des ménages, choix des enquêteurs, composition de la famille, disposition des livrets et quelques questions complémentaires liées en particulier au recueil d'informations plus générales relatives à l'insertion locale de la famille. Je passerai plus rapidement sur les points les moins discutés et rendrai compte avec précision de ceux sur lesquels Halbwachs a dû faire quelques compromis pour convaincre le conseil d'administration de mettre en oeuvre une enquête par budgets.

Le premier point concerne le nombre de ménages à enquêter. C'est, de longue date, un point sur lequel se joue, face à l'appareil statistique français, la question de la légitimité des enquêtes par budgets : « Peut-on descendre cependant pour la France au-dessous de ce qui a été

¹. AN, AJ61/100, Maurice Halbwachs, *Projet d'enquête sur le chômage et les budgets ouvriers exposé par M. Halbwachs le 6 février 1935*, s.l., Institut Scientifique de recherches économiques et sociales, 1935, p. f.3. f. 3.

². *Ibid.*, f.2.

jugé nécessaire pour la Belgique, soit 150 ménages ?¹ » demande le sociologue. Cet exemple est néanmoins un peu spécieux. Halbwachs se réfère ici à l'enquête menée par le ministère de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale Belge réalisée en 1928-1929. Deux enquêtes ont en réalité été menées : la première porte sur 809 budgets de familles ouvrières et 224 familles de personnes appartenant à la petite bourgeoisie, qui ont rempli pendant quatre périodes de deux semaines un carnet de consommation qui portait exclusivement sur les dépenses d'alimentation. Une seconde enquête a été menée en parallèle auprès de 116 ménages ouvriers et 57 ménages d'employés qui ont tenu un carnet pendant un an sur l'ensemble des autres dépenses². En mettant ici l'accent sur la taille de l'échantillon sans entrer plus avant dans le détail de l'enquête, Halbwachs fait montre à la fois d'un certain réalisme quant à la difficulté à faire dresser de nombreux budgets - il en a fait l'expérience notamment en 1921 - mais vise surtout à légitimer un échantillon dont il sait qu'il sera jugé trop restreint par les statisticiens. Toutefois, la référence à cette enquête officielle dirigée par Armand Julin (1865-1953), statisticien et administrateur, secrétaire général (1919-1930) de l'Office du Travail de Belgique, vice-président depuis 1929 de l'Institut international de statistique, et délégué Belge aux Conférences internationales des statisticiens du travail à partir de 1931, doit faire autorité. Poursuivant ainsi sur la manière dont devrait se composer l'échantillon, Halbwachs propose : « J'ai envisagé par exemple 10 grandes villes. Peut-être faudrait-il compter au moins 9 à 10 ménages dans chaque ville pour constituer un ensemble représentatif ?³ » L'emploi du terme « représentatif » est une nouvelle tentative de désamorcer une critique dont il est familier. Pourtant, la riposte ne se fait guère attendre. Dès la discussion, Michel Huber déclare, non sans ironie, qu'il « n'a pas de doute sur la valeur représentative d'une enquête portant sur cent budgets de famille ; ce nombre est nettement insuffisant⁴ ». S'ensuit un échange vif entre Rist et Huber, le premier demandant au second « s'il est hostile, en principe, à la méthode des budgets ». Ce à quoi Huber répond « qu'il n'est pas hostile à cette méthode pourvu qu'elle soit suffisamment étendue et porte sur un nombre d'individus de la même catégorie sociale, de la même profession et de la même région⁵ ». On le

¹. AN, AJ61/100, M. Halbwachs, *Projet d'enquête sur le chômage et les budgets ouvriers exposé par M. Halbwachs le 6 février 1935, op. cit.*, f. 5.

². L'enquête Belge de 1928-29 à laquelle il fait référence visait au départ 2500 familles pour un total, au final, de 809 budgets de familles ouvrières et 224 de familles d'employés. Si la taille et les modes d'échantillonnage ont en effet été sujets à discussion, comme le montre Patricia Van den Eeckhout, on ne trouve trace dans les documents publiés de justification particulière sur le nombre de budgets associés à cette 2^e enquête à laquelle Halbwachs se réfère plus précisément.

³. AN, AJ61/100, Institut scientifique de recherches économiques et sociales, « *Projet d'enquête sur le chômage et les budgets ouvriers exposé par M. Halbwachs le 6 février 1935* », art cit., f. 5.

⁴. *Ibid.*, f. 6.

⁵. *Ibid.*, f. 20.

voit, la question porte moins sur le nombre que sur la cohérence des groupes enquêtés au regard des caractéristiques pertinentes, principalement le revenu et la profession.

Dans le deuxième point de son exposé, Halbwachs aborde la question de la durée de la période de recueil des informations. La durée détermine non seulement la qualité de l'enquête, mais aussi son coût et le nombre de ménages qui seront enquêtés. Halbwachs s'appuie à la fois sur l'expérience tirée de celle qu'il a dirigée en 1907 et sur le rapport du BIT¹, pour affirmer qu'une durée de quatre semaines ne vaut que pour l'observation des dépenses alimentaires. Elle est trop courte pour saisir l'ensemble des dépenses. De plus, pour observer les effets sur les dépenses de l'entrée ou la sortie du chômage, il suggère, avec beaucoup de prudence, une période de six mois, soit une durée intermédiaire entre les recommandations du *vademecum* du BIT (douze mois) et celles, trop courtes, d'enquêtes menées entre quatre et huit semaines. Cette suggestion ne fait toutefois pas l'unanimité parmi les auditeurs. Huber en particulier s'y oppose en faisant valoir qu'une période de six mois consécutifs ne permet pas d'observer les variations saisonnières, notamment au point de vue de l'alimentation. Le conseil d'administration adoptera la proposition de Huber de recueillir les dépenses pour une semaine à chaque trimestre, au lieu des six mois suggérés par Halbwachs².

Le troisième point de l'exposé porte sur le choix des familles. Il requiert une attention particulière de l'auditoire : comment choisir des ménages pour obtenir une sorte de tableau représentatif des situations de chômage dans les diverses professions et industries : « Quelles sont - s'interroge Halbwachs - actuellement les industries où le chômage est le plus sensible ? Textile, métallurgie, électricité, cuirs, peaux, bois, pierres précieuses. Le bâtiment, en outre, a un fort chômage saisonnier. Il faudrait faire une part plus large à ces catégories si nous nous préoccupons surtout des effets produits par le chômage³. » Halbwachs propose de sélectionner 25 à 30 ménages à Paris, puis une dizaine de ménages de métiers ouvriers dans les « grandes villes les plus surpeuplées » suivantes : Marseille, Lyon, Bordeaux, Nice, Lille, Toulouse ou Montpellier, tout en insistant sur les industries les plus touchées par le chômage. Ce point suscite une vive discussion à l'issue de l'exposé. Huber y trouve à exprimer une nouvelle fois son scepticisme mais aussi son pragmatisme : « Pour le choix des professions, on ne pourra pas être très difficile, il faudra prendre les familles de bonne volonté que l'on pourra découvrir⁴ ». Gabrielle Letellier clôt la discussion en suggérant de faire porter l'enquête « sur plusieurs métiers localisés dans les grands centres ; le textile à Lille, la soierie à Lyon, les métaux à Paris, à la condition toutefois que

¹. *Ibid.*, p. 12 sq.

². G. Letellier, *Dépenses des chômeurs et valeur énergétique de leur alimentation d'après les budgets de 265 familles. Avant propos de Charles Rist.*, op. cit., p. xiv.

³. *Ibid.*, f. 9.

⁴. *Ibid.*, f. 19.

le nombre des familles soit suffisant pour représenter la profession. Afin d'atteindre un plus grand nombre de familles, il vaudrait mieux ne pas s'attacher à une branche particulière d'industrie ni même à une spécialité professionnelle ; on pourrait, par exemple, pour les métaux, prendre aussi bien des riveurs que des tourneurs ou des ajusteurs, la situation de ces ouvriers présentant des analogies¹». La répartition des familles selon le secteur d'activité ou la catégorie professionnelle montre une représentation importante du secteur de la métallurgie et de la mécanique, du bâtiment, des transports et des catégories de manœuvre et d'employés (Tableau 18). L'épreuve du « terrain » va néanmoins donner raison à Michel Huber. C'est effectivement le constat établi dans l'introduction au volume III. La tentative d'échantillonnage des familles selon la taille et le revenu ou la profession se révélera tout à fait vaine. Les coordonnateurs de l'enquête sembleront ne pas avoir maîtrisé le choix des familles mais s'en être remis au bon vouloir de celles déjà en contact avec les visiteuses en charge de l'enquête :

« Les familles n'ont pas été choisies d'après un critère spécial : composition, revenu ou profession. Un essai tenté dans ce sens avant d'engager l'enquête avait révélé des difficultés presque insurmontables. Cet essai avait montré aussi que, pour obtenir des renseignements exacts et complets, il importait surtout de s'adresser à des familles de bonne volonté, confiantes et sincères. Leur choix a donc été laissé le plus souvent aux enquêteuses qui les connaissaient. Mais beaucoup de ces enquêteuses appartenaient à des organismes d'assistance. Afin d'éviter une proportion trop élevée de familles démunies et particulièrement secourues, on en a visité dont les adresses ont été prises au hasard sur les listes des fonds de chômage². »

Tout comme le constataient les promoteurs de l'enquête administrative de la SGF en 1913, ce sont les familles dans une relation de subordination avec des services d'aide qui se retrouveront les plus sujettes à répondre.

¹ *Ibid.*, f. 24.

² G. Letellier, *Dépenses des chômeurs et valeur énergétique de leur alimentation d'après les budgets de 265 familles. Avant-propos de Charles Rist., op. cit.*, p. xvi.

Tableau 18. Répartition des familles enquêtées par catégories et secteurs professionnels (ISRES, 1935-1937)

<i>Catégorie professionnelle des chefs de famille</i>	chômeurs complets	chômeurs intermittents	Travailleurs	H	F	totaux
Agriculture				1		1
Ind. Alimentation					1	1
Ind. chimiques				3		3
Caoutchouc, pap., carton				1	1	2
Ind. Polygraphiques				2		2
Ind. textiles				2		2
Travail des étoffes, vêtem.				4	11	15
Cuir et Peaux				4		4
Ind. du bois				17		17
Ind. métal. et mécan.				65	3	68
Bâtiments et terrassement				43		43
Pierres et terres au feu				2		2
Manœuvres				32	1	33
Transports				24		24
Commerces de l'aliment.				7		7
Employés				25	5	30
Professions libérales				2		2
Soins personnels				2		2
Services domestiques					7	7
ss total				236	29	265

*Catégories
professionnelles
des femmes des
chefs de famille*

Agriculture	2
Ind. textiles	15
Travail des étoffes, vêtem.	20
Cuir et Peaux	1
Ind. métal. et mécan.	15
Manœuvres	2
Commerces de l'aliment.	6
Employées de com. et de banque	15
Services domestiques	20
Sans profession	138
ss total	234

Source : G. Letellier, *Dépenses des chômeurs et valeur énergétique de leur alimentation d'après les budgets de 265 familles. Avant-propos de Charles Rist., op. cit.*

Le quatrième point de l'exposé porte sur la question de la « composition de la famille », c'est-à-dire principalement leur taille. Si elle occupait une place centrale dans *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, cette question revêt moins d'enjeux aux yeux du sociologue, à présent que « l'on possède de bonnes méthodes pour calculer la grandeur de la famille¹ ». Là encore, il peut s'appuyer sur les nombreuses discussions préalables et expériences d'enquêtes qui ont progressivement normalisé des façons de faire très divergentes pour justifier l'usage d'une unité de consommation, je ne développe pas.

Halbwachs aborde ensuite la question du « choix des enquêteurs ». Fort de son expérience liée à l'enquête empirique menée en 1907, il assure avoir « trouvé de bons concours autrefois auprès des enquêteurs des dispensaires antituberculeux (mais cela limite peut-être le choix des familles) et des conseillers Prud'homme. Depuis, il s'est créé un corps de contrôleurs et inspecteurs d'usine, d'assistantes sociales, surintendantes d'usine, etc.² ». Il se réfère ici aux deux seuls collaborateurs à l'enquête de 1907 - l'enquêteur du dispensaire anti-tuberculeux de Lyon et le conseiller prud'hommes de Nevers - proprement issus du milieu ouvrier, et recommande de passer par des personnes en contact avec les familles dans un cadre professionnel plutôt lié à l'usine. Est-ce une façon d'écarter le risque de recourir à des associations charitables et d'imprimer à cette enquête une marque plus philanthropique dont il cherchait déjà à se démarquer au début du siècle ? De la même façon, il conseille, pour recruter les familles de passer par l'intermédiaire des syndicats :

« Il faudrait s'adresser, autant que possible à des personnes qui, par leurs fonctions habituelles, sont en rapport avec les ouvriers, les Secrétaires de Syndicats pourraient indiquer les ménages. Procéder de même dans un certain nombre de villes de province, mais il ne faudrait pas que ce soient les Secrétaires des Syndicats qui soient les enquêteurs locaux (question de délicatesse pour eux et pour les ouvriers). On pourrait s'adresser à eux pour le choix mais pas pour le contrôle ni la direction de l'enquête³. »

Si les surintendantes d'usine et les assistantes sociales forment l'essentiel du personnel de l'enquête mise sur pied quelques mois plus tard par la physiologiste Lucie Randoin (voir le chapitre V), ce n'est pas le cas ici. En effet, et contrairement aux suggestions de Halbwachs, les enquêteuses qui mèneront l'enquête se distribuent entre 94 infirmières-visiteuses (dont 70 à Paris, 22 à Lyon et 2 à Mulhouse), ainsi que, sans que l'on sache dans quelle proportion, des assistantes sociales, des membres de syndicats féminins et d'œuvres catholiques ou charitables. Elles appartiennent moins au monde du travail ouvrier qu'à celui du secours et du soin et sont le

¹. AN, AJ61/100, Institut scientifique de recherches économiques et sociales, « Projet d'enquête sur le chômage et les budgets ouvriers exposé par M. Halbwachs le 6 février 1935 », art cit., f. 10.

². *Ibid.*, f.9-10.

³. *Ibid.*

plus souvent désignées par le terme de « visiteuses ». D'un point de vue pratique, ces visiteuses se trouvent dans des institutions privées, d'assistance et de secours, en contact étroit avec les familles de chômeurs. La supervision des enquêtes à Mulhouse (fonds de chômage et budgets de famille) est confiée par l'ISRES à Laufenburger, directeur de l'Institut d'économie sociale de la Faculté de Droit de Strasbourg, lequel rejoint, pour l'occasion, le conseil d'administration de l'institut. Ne pouvant se charger lui-même du recueil des informations, il confie la supervision des deux enquêtes à l'un de ses élèves, M. Zuber, ingénieur des arts et manufactures, alors directeur aux Mines de Potasse d'Alsace (situées au nord de Mulhouse) : « nous avons été aidés par le dispensaire des colonies de la Cité. Soixante familles environ seront visitées¹ ». Plus précisément, Zuber délègue lui-même le recueil des informations auprès des familles à Melle Prim, infirmière visiteuse au dispensaire des colonies de la Cité de Mulhouse : « Cette personne sur laquelle M. Laufenburger a eu les meilleurs renseignements, parle non seulement le français, mais l'alsacien, ce qui est indispensable. Melle Prim visitera d'abord son quartier et, par relations, étendra ensuite le champ de son enquête qui portera sur 60 familles². » À Paris, sous la direction de Gabrielle Letellier, deux cents familles sont suivies par les visiteuses de différents groupements, en particulier le Service social à l'hôpital, des écoles d'infirmières, le Service médico-social des Habitations à bon marché, le Service social de l'Enfance en danger moral, le Comité de secours aux enfants, la Conférence de Saint Vincent de Paul, les résidentes sociales de Levallois Perret et de St Denis, les assistantes sociales de Suresnes, Courbevoie, Boulogne, etc. À Lyon, une centaine de familles doivent être visitées par différentes organisations, lesquelles, tout comme à Paris, relèvent davantage de l'aide charitable et de l'aide sociale : « l'École de Service social, l'Aide aux Mères, le centre d'Orientation et d'aide sociale, l'Armée du salut, les Œuvres de l'Archevêché et les Syndicats féminins.

Indice du caractère charitable de leur participation à l'enquête, les visiteuses ne sont pas rétribuées, contrairement à ce qui avait été suggéré lors du conseil d'administration. Les familles, en revanche, perçoivent une petite rétribution, tout au moins à Lyon : « La sous-directrice de la Fondation Franco-américaine à Lyon, n'avait pas voulu qu'on rétribuât les enquêteuses. Pour les familles, on nous avait suggéré de faire à la fin de l'enquête un don en nature, que nous indiquerait l'enquêteuse elle-même (vêtements, meubles etc.)³ ». Le fait que les enquêteuses ne soient pas rémunérées, ajouté à celui qu'elles fassent des visites à domicile montre à quel point le relevé des informations est lui-même pensé dans le prolongement de leur activité, qu'elle soit

¹. *Ibid.*, f. 13.

². AN, AJ61/100, PV de la séance du conseil d'administration du lundi 17 février 1936, p. 3.

³. AN, AJ61/100, Rapport sur la quatrième année d'activité de l'ISRES (1^{er} octobre 1936 – 30 septembre 1937), f. 6-7.

professionnelle ou philanthropique. Cela ne va pas sans effets sur la conception des outils de collecte. Deux outils d'enregistrement sont utilisés.

Le premier, appelé « questionnaire » porte sur la composition de la famille, le logement, le mode de vie et la perception de la situation de chômage et de ses incidences sur les membres de la famille. Son remplissage est laissé à l'initiative des seules enquêteuses, au prétexte de leur proximité avec les familles :

« C'était plutôt un aide-mémoire servant à les guider dans leurs conversations avec les chômeurs, en attirant leur attention sur les questions essentielles qui intéressent l'aspect familial et social du chômage, sans limiter leur liberté de se renseigner sur d'autres points si elles le jugeaient à propos. Pour répondre à beaucoup de questions, celles par exemple concernant le logement, il suffisait, sans même interroger, d'observer les lieux. Quant à la santé des membres de la famille, à leur mode de vie, celles des enquêteuses qui connaissaient les familles étaient déjà renseignées¹. »

On le voit clairement dans cet exemple, les promoteurs de l'enquête accordent la priorité à la connaissance que les visiteuses ont des familles. Cela les dispense de les interroger sur un certain nombre de points qu'ils estiment plus objectifs et soumis plus facilement à la seule évaluation du personnel d'enquête. C'est livrer à la seule subjectivité des enquêteuses une description des lieux, en se privant d'éventuelles explications par leurs habitants.

Le deuxième outil d'enregistrement concerne les « livrets sur lesquels les enquêtés inscriront leurs revenus et leurs dépenses, jour par jour », et plus particulièrement la « question essentielle de la forme qui doit leur être donnée² ». C'est une question qui passionne Halbwachs ; elle se situe au cœur de ses recherches puisque c'est à partir de ces informations qu'il peut mener les analyses sur la répartition des dépenses. L'enjeu, comme souligné dans toute enquête par budgets de famille, est donc de recueillir avec le plus de précision possible un ensemble d'informations sur les dépenses, les revenus ne faisant pas toujours l'objet de la même attention. De ce point de vue, les documents élaborés par la Statistique générale de la France pour l'enquête de 1913 ou par les commissions régionales du coût de la vie ne répondent pas à ses exigences, comme il l'a fait savoir quinze ans plus tôt³. Il a une conception assez précise de la forme que doit revêtir ce carnet, y compris graphique, pour un contrôle rapide des informations. Il a fait montre d'une formidable continuité entre les enquêtes empiriques qu'il a menées entre 1907 et 1921, réutilisant quasiment le même carnet qui comprenait sur la page de gauche les achats (sans liste

¹. G. Letellier, *Dépenses des chômeurs et valeur énergétique de leur alimentation d'après les budgets de 265 familles. Avant-propos de Charles Rist.*, op. cit., p. xiv.

². Institut scientifique de recherches économiques et sociales, « Projet d'enquête sur le chômage et les budgets ouvriers exposé par M. Halbwachs le 6 février 1935 », art cit., f. 11.

³. M. Halbwachs, « Revenus et dépenses de ménages de travailleurs. Une enquête officielle d'avant-guerre », art cit. Voir aussi le chapitre précédent de ce mémoire.

pré-établie d'aliments) et les menus en regard sur celle de droite ; et une troisième page pour consigner les stocks. Pourtant, ce n'est pas son modèle de carnet qu'il a apporté avec lui pour son exposé, mais les « modèles de formulaires » utilisés dans l'enquête allemande de 1927-1928. Les deux premières pages sont destinées à la description du ménage. Les deux pages suivantes sont consacrées au relevé des revenus et des dépenses. Page de droite, l'ensemble des revenus (du travail, de la location d'une chambre etc.) sont rapportés pour chaque membre du ménage ; sur la page de gauche, « sont portées les dépenses avec les quantités (trois colonnes : pièces, litres, livres), et le prix (deux colonnes : payé compta, reste dû)¹ ». Après les avoir décrits en détail et qualifiés « d'excellents à beaucoup d'égard », il fait une série de suggestions pour les adapter au contexte particulier du chômage. Il faut tout d'abord plus de précisions concernant les revenus. Il convient de ne pas s'en tenir au « gain effectif du chef de ménage » mais d'obtenir aussi des informations qui permettraient de mieux évaluer le coût du travail telles que « la durée de la journée de travail, le taux du salaire à l'heure, à la pièce, etc. », ainsi que « l'indication rétrospective du taux du salaire ». Il suggère également, citant l'expérience des enquêtes belge (1928-1929) et allemande (1927-1928), de mieux appréhender les revenus autres que ceux du travail, notamment l'épargne, les « réserves liquides disponibles au début du chômage », ainsi que les secours et les assurances chômage. S'il avait semblé jusque-là moins attentif aux différentes sources de revenu, ici, l'objet même de l'enquête lancée par l'ISRES impose de les identifier avec précision. Le sociologue s'interroge ensuite sur l'opportunité de faire un inventaire des provisions. Puis, approfondissant la question des denrées alimentaires, il prend pour exemple l'enquête faite à Detroit dans laquelle étaient distinguées une dizaine de viandes. Pour insister sur la nécessité de relever le détail des qualités pour les objets d'alimentation tels que les espèces de viande et la nature des morceaux, mais aussi pour le poste vêtement, « la nature des articles de vêtements et de lingerie »². En ce qui concerne le logement, il reprend un questionnaire spécial de l'enquête allemande qui comprend des questions sur l'occupation du logement, sa description et son niveau de confort, le prix, la distance domicile-travail et la présence d'objets mécaniques : « Au reste, tous ces renseignements pourraient être inscrits par l'enquêteur local³. »

Le questionnaire consacré aux dépenses tel qu'il est finalement élaboré se démarque légèrement de la proposition initiale de Halbwachs. En particulier, plutôt que de laisser aux familles le soin de remplir elles-mêmes les différents postes de dépenses, le questionnaire

¹. AN, AJ61/100, Institut scientifique de recherches économiques et sociales, « Projet d'enquête sur le chômage et les budgets ouvriers exposé par M. Halbwachs le 6 février 1935 », art cit., f. 11.

². Bureau of Labor Statistics, « Standard of living of Ford Motor Co, in Detroit », *Monthly Labor Review*, juin 1930, vol. 30, n° 6, p. 11-54.

³. AN, AJ61/100, Institut scientifique de recherches économiques et sociales, « Projet d'enquête sur le chômage et les budgets ouvriers exposé par M. Halbwachs le 6 février 1935 », art cit., f. 12-13.

reproduit des listes (de denrées, de vêtements etc.). À défaut de disposer d'un exemplaire, on peut se reporter à l'introduction au volume III qui en décrit les rubriques en détail. Cette liste semble correspondre à un mixte entre la partie relative aux denrées alimentaires de la liste dite des « 34 articles » utilisée par la SGF pour établir l'indice des prix au détail, et par la Commission du coût de la vie pour établir l'indice éponyme, pour l'ensemble des autres catégories de dépenses de la liste révisée en 1930 :

« Pour les revenus par exemple, on a distingué entre les revenus du travail de chacun des membres de la famille, travail régulier ou occasionnel, et les secours de chômage, les allocations familiales, pensions, prestations des assurances sociales, dons, intérêts de l'épargne, crédit etc. Pour les dépenses de logement, on a séparé le loyer avec ses charges du chauffage, de l'éclairage, du mobilier, de l'entretien de la maison etc. Pour l'habillement on a précisé la nature des articles de vêtement (complet de ville ou de travail, robe, manteau, tricot, bas, chaussettes etc.), de lingerie, de chaussures et indiqué les personnes de la famille auxquelles ils étaient destinés. Pour l'alimentation, on a fait une liste de 35 denrées dont on a voulu connaître non seulement le prix mais la quantité consommée, et l'on n'a pas oublié les repas pris au dehors. Sous la rubrique « dépenses diverses » on a inscrit les soins d'hygiène, médicaux, dentaires, les produits pharmaceutiques ; les soins personnels ; le blanchissage ; les transports, les assurances, les cotisations puis les besoins intellectuels, les distractions (cinéma, théâtre, sport), le tabac, les déplacements etc¹. »

La nomenclature utilisée dans le livret destinée à recueillir les dépenses est intéressante car plus précise que les deux listes établies par l'administration statistique. Pour l'alimentation, sont pris en compte les repas à l'extérieur, alors qu'ils ne figurent pas dans la liste de la SGF : il s'agit peut-être là de l'article supplémentaire, faisant passer de 34 articles (liste SGF) à 35 dans l'enquête ISRES. Pour le logement, aucune des deux listes (SGF-indice prix de détail et SGF-indice coût de la vie) ne distingue, au sein du poste « logement », le mobilier et l'entretien de la maison. Seule la liste concernant les vêtements semble correspondre à celle utilisée pour l'indice du coût de la vie.

Le dernier point de son exposé concerne les « dépenses de distraction » et « les dépenses de voyage et sports », telles qu'appréhendées dans l'enquête allemande. Halbwachs aborde des informations complémentaires à recueillir qui permettraient aux données de dépenses de prendre sens dans le contexte de la famille, se référant pour l'occasion aux travaux de Le Play :

« N'oublions pas que les monographies de Le Play tirent en partie leur valeur de ce qu'on y a fait effort pour replacer le ménage dans le milieu social, dans les circonstances économiques, éclairant ainsi sa situation et son genre de vie du dehors, ou encore donnant une idée du fragment de la structure sociale dans lequel il est compris. Auprès des ménages eux-mêmes, auprès des syndicats qui les auront désignés et qui, éventuellement, leur distribuent des

¹ G. Letellier, *Dépenses des chômeurs et valeur énergétique de leur alimentation d'après les budgets de 265 familles. Avant-propos de Charles Rist., op. cit., p. xiv-xv.*

secours, auprès des conseillers Prud'hommes et des agents sociaux de la région, les enquêteurs pourraient s'informer à cet égard ¹.»

S'ensuit une série de questions détaillées sur la situation de chômage du « chef de ménage » ainsi que sur l'emploi précédant la période de chômage.

À l'issue de l'exposé, les membres du conseil d'administration décident de mener plusieurs enquêtes simultanément : en parallèle à l'enquête par budgets de famille qui emporte la conviction malgré la difficulté de sa mise en œuvre, sera menée une enquête documentaire réclamée par plusieurs membres du conseil d'administration. Elle « consisterait à étudier la documentation accumulée par les institutions de secours et notamment celle des fonds de chômage et de l'Office de placement du Département de la Seine » et permettrait de disposer d'un « fond de tableau ». L'ensemble des membres du comité se rallie à cette dernière idée, pensant toutefois, comme Rist et Simiand, que l'enquête documentaire ne doit pas être exclusive. Elle doit fournir le contexte au regard de laquelle l'enquête par budgets de famille pourrait être resituée. Lazard, tout comme Huber, s'oppose néanmoins à l'enquête par budgets dont « le nombre limité d'individus » en minimise la portée. L'expression « méthode monographique », à la référence clairement leplaysienne, et dans ce contexte, plutôt péjorative employée par Lazard pour qualifier ce type d'enquête est immédiatement réfutée par Simiand qui explique qu'il ne serait pas lui non plus « particulièrement favorable à un type d'enquête qui serait à proprement parler monographique. Mais justement, celui évoqué par M. Halbwachs lui paraît plutôt à considérer comme une application d'une méthode représentative, à défaut de pouvoir ici pratiquer une méthode statistique proprement dite². » Tracy Kitteridge, prône, quant à lui, une solution de neutralité en suggérant de suivre les directives des enquêtes « menées à l'étranger » sous l'impulsion du BIT de façon à en faciliter la comparaison des résultats.

Les séances du conseil d'administration et le rapport d'enquête publié après-guerre permettent ainsi de mesurer la distance entre les recommandations du sociologue et la solution finalement retenue. Au final, l'exposé de Halbwachs emporte la conviction du conseil d'administration qui décide de se lancer dans une enquête par budgets de familles. Mais le sociologue doit accepter quelques compromis par rapport à ce qu'il recommande, sous l'effet de l'opposition de certains membres du conseil d'administration ou sous l'effet des contraintes pratiques auxquelles vont se heurter ses promoteurs : le personnel d'enquête appartient plutôt aux mondes charitable et du service social plutôt qu'à celui de l'usine, et les outils de recueil ainsi que les familles enquêtées sont d'emblées catégorisées, là où Halbwachs, dans une démarche

¹. AN, AJ61/100, Institut scientifique de recherches économiques et sociales, « Projet d'enquête sur le chômage et les budgets ouvriers exposé par M. Halbwachs le 6 février 1935 », art cit., f. 14.

². *Ibid.*, f. 18.

inductive, ne procède à aucun regroupement préalable. Dans le questionnaire de l'IRSES au contraire, les dépenses sont relevées sur la base de listes (de denrées, de vêtements etc.) qui le rapprochent davantage des relevés administratifs utilisés par la SGF pour le coût de la vie plutôt que de ceux utilisés par Halbwachs ou par les enquêtes empiriques dont il s'inspire. Sans liste de menus ni relevés de stocks, ce questionnaire se démarque des carnets utilisés par Halbwachs, qui rendaient encore possible une analyse détaillée et différenciée des repas selon les familles, dans un objectif de connaissance savante des classes sociales. De même, les familles enquêtées sont moins diversifiées qu'il ne le proposait. Elles se situent dans trois villes contre une dizaine initialement suggérées, et sont d'emblée catégorisées par grands secteurs d'activité sans distinction de métiers. Ce qui prime, c'est la situation d'emploi ou de chômage, et cette distinction va orienter la présentation des résultats.

« Le minimum alimentaire vital » : ou la priorité aux dépenses d'alimentation

Au final, les résultats de l'ensemble de l'enquête sur le chômage sont publiés en trois volumes¹. Le premier, qui rassemble des données administratives pour faire un état de la situation du chômage en France, paraît en 1938. Le second, portant sur les fiches de fonds de chômage de plus de 34.000 chômeurs secourus, est publié en pleine guerre, en 1941². Le troisième volume consacré à l'enquête par budgets de famille fait l'objet d'une publication bien plus tardive, en 1949. Bien que sa rédaction soit en grande partie achevée en 1939, sa publication a été retardée par la maladie puis le décès de sa principale instigatrice, Gabrielle Letellier, à laquelle Charles Rist rend hommage en introduction du volume ; hommage auquel il associe Maurice Halbwachs, disparu lui aussi avant de voir le volume s'achever : « Il est un autre nom qu'il nous faut mentionner ici, c'est celui de M. Halbwachs qui n'a cessé par ses conseils et par ses avis d'aider Mme Letellier dans son travail. On connaît les travaux de M. Halbwachs sur les budgets ouvriers et sa compétence exceptionnelle en ce qui concerne les comparaisons internationales de ces budgets. On sait également dans quelles conditions tragiques l'éminent professeur a été arraché aux siens, et transporté en Allemagne d'où il n'est pas revenu. Nous tenons à associer son nom dans un même hommage à celui de Mme Letellier³. » La publication intervient dans un contexte social et

¹. Gabrielle Letellier et al., *Le Chômage en France de 1930 à 1936. Avant-propos de Charles Rist*, Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1938, Tome I, 331 p. ; Marc Bamberger et al., *Les Chômeurs, d'après les fiches des fonds de chômage de Paris, Lyon et Mulhouse. Avant-propos de Charles Rist*, Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1941, Tome II, 437 p. ; G. Letellier, *Dépenses des chômeurs et valeur énergétique de leur alimentation d'après les budgets de 265 familles. Avant-propos de Charles Rist.*, op. cit.

². Sur ce volet précis de l'enquête, voir la description faite par L. Tournès, « Le durkheimisme face à ses contradictions », art cit.

³. G. Letellier, *Dépenses des chômeurs et valeur énergétique de leur alimentation d'après les budgets de 265 familles. Avant-propos de Charles Rist.*, op. cit., p. viii.

économique très différent de celui des années 1936-1937. Le questionnement est moins celui des effets du chômage sur la répartition des dépenses que celui du rationnement et de ses effets physiologiques.

Le rapport porte au final sur les budgets de 265 familles (Tableau 19) là où les promoteurs de l'enquête en visaient le double. Rist souligne cette difficulté dans l'avant-propos du volume III : « Le déchet a été considérable. L'enquête commencée à Paris et en banlieue avec 400 ménages n'en comptait plus que 242 au 4^e trimestre. À Lyon, le nombre des familles visitées est tombé de 80 à 47, à Mulhouse de 46 à 30¹. » De même l'institut a renoncé au projet initial d'étendre l'enquête à Lille ou dans la région Nord face à la difficulté de trouver une personne sur place en mesure de la coordonner. Et celle sur Mulhouse a été menée à la place de Strasbourg, moins touchée par le chômage que la cité textile.

Tableau 19. Répartition des familles enquêtées par l'ISRES en 1935-1937²

	Chômeurs (nombre de familles)		Travailleurs (nombre de familles)
	Complets	Intermittents	
Paris et banlieue	138	39	23
Lyon	12	16	8
Mulhouse	18	11	0
Total	168	66	31

Source : G. Letellier, *Dépenses des chômeurs et valeur énergétique de leur alimentation d'après les budgets de 265 familles. Avant-propos de Charles Rist., op. cit., p. iii.*

Si les organisateurs s'attendaient à rencontrer pour principale difficulté un refus des familles à se livrer à l'enquête, ils semblent ne pas avoir anticipé d'autres difficultés quant au remplissage des carnets, liées à l'économie et aux relations domestiques des familles ouvrières. C'est ce qu'expose M. Trevous, en charge de l'enquête à Lyon, lors de la séance du conseil d'administration du 7 octobre 1935 : « En ce qui concerne les budgets ouvriers, nous avons fait appel à la Fondation franco-américaine de l'enfance qui a mis quelques enquêteuses à notre disposition. Nous nous sommes heurtés à des difficultés d'ordre pratique. Même lorsque l'on est bien introduit auprès de ces familles, il est très difficile de voir l'ouvrier lui-même ; sa femme ne connaît pas ce qu'il rapporte à la maison et nous avons la plus grande peine à connaître exactement les ressources de la famille ; la ménagère elle-même n'est pas habituée à tenir les comptes de ses dépenses, et dans le détail de celles-ci, on trouve des imprécisions telles, que nous nous sommes vus obligés d'éliminer la plupart des budgets examinés ; cependant nous avons pu en retenir une dizaine au mois d'avril ; ils seront repris en novembre, conformément à

¹. *Ibid.*, p. v-vi.

². *Ibid.*, p. xiii.

ce qui avait été décidé, de façon qu'on puisse connaître les dépenses aux différentes saisons ¹.» Le rapport publié très tardivement, trois ans après la fin de la guerre, ne fait pas mention de ces difficultés. Ses deux principaux coordinateurs Letellier et Halbwachs, décédés entretemps, ne peuvent apporter aucun point de vue critique sur ce plan et Rist, dans l'introduction méthodologique ne s'étend pas sur les difficultés rencontrées. Compte tenu de la contrainte de récolter des budgets d'une semaine par trimestre afin de relever d'éventuels effets saisonniers dans les dépenses, le travail de collecte s'est échelonné entre 1935 et 1937. L'allongement de cette période de recueil a soulevé une série de difficultés lors de son exploitation, telles que la dévaluation du franc intervenue en 1936 ou les fluctuations des ressources des ménages.

Le rapport sur les dépenses des chômeurs s'articule en deux parties. La première présente les principaux résultats de l'enquête concernant les « ressources et les dépenses des chômeurs en 1936 » en s'appuyant sur l'analyse des carnets de dépenses ; la deuxième partie se réfère à l'exploitation du questionnaire 1 rempli par les enquêteuses et se rapportant à leur description des familles et leur évaluation des conditions de vie et de leur santé. Pour chacune des parties, les résultats sont exposés en distinguant les familles enquêtées à Paris et sa banlieue, à Lyon et à Mulhouse. Mais à sa parution en 1949, quel est désormais l'enjeu de ce rapport ? Les membres de l'ISRES cherchent-ils à lui donner une portée plus générale ? A cette date-là, la question porte moins sur les effets du chômage que sur les effets nutritionnels du rationnement, qui vient à peine d'être supprimé. C'est pourquoi un chapitre additionnel sur « Les budgets des chômeurs de 1936 comparés à ceux des travailleurs de l'après-guerre » est ajouté en fin de rapport. Il est rédigé par « Madame Fauvel », laquelle a enquêté avec Alain Girard à l'Institut national des études démographiques (INED). Il vise à comparer les résultats de 1935-1937 à ceux de l'enquête par budgets de famille menée à l'INED en 1946².

L'analyse des sources de revenus aboutit à un résultat qui conforte vraisemblablement les positions de l'équipe, favorable aux secours. Il montre en substance que les secours perçus par les chômeurs ne viennent que partiellement compenser la perte de revenus engendrée par le chômage et sont de ce point de vue essentiels : « Qu'il travaille ou non, l'ouvrier moyen de 1936 a un budget de recettes dont une partie pratiquement fixe provient de ressources diverses, et dont

¹. AN, AJ 61/100, Procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 7 octobre 1935 ; exposé de M. Trevoux « au sujet de l'enquête menée à Lyon », p. 4.

². Voir la série d'articles publiés sur cette enquête : « Les conditions d'existence des familles. Les dépenses de 1.080 familles en mars et en juin 1946 », *Population*, 1947, vol. 2, n° 2, p. 243-266 ; « Les conditions d'existence des familles. Les dépenses de 939 familles de militaires, en novembre 1946 », *Population*, 1947, vol. 2, n° 3, p. 421-449 ; Alain Girard, « Les conditions d'existence des familles. La ration alimentaire dans les ménages sans enfant et dans les familles de trois enfants en mars-avril et en juin-juillet 1946 », *Population*, 1947, vol. 2, n° 4, p. 705-720 ; Alain Girard, « Les conditions d'existence des familles. Les budgets familiaux en 1946 », *Population*, 1948, vol. 3, n° 1, p. 11-46.

la partie variable est composée du secours de chômage - s'il est chômeur complet - et du gain personnel auquel il faut ajouter les allocations familiales qui lui sont attribuées, s'il travaille normalement. Une telle conclusion n'était pas immédiate ; elle affirme un point de vue quelquefois discuté, à savoir que le secours de chômage, véritablement vital, ne se substitue que partiellement aux sommes que le travailleur sans emploi aurait obtenues s'il avait pu faire usage de sa force de travail : c'est un véritable secours¹ .»

Pour l'analyse des dépenses, une répartition en quatre postes a été retenue : alimentation, logement (y compris chauffage, éclairage, achat de linge de maison, mobilier, entretien), habillement (y compris blanchissage) et dépenses diverses. Les tableaux de résultats distinguent les dépenses annuelles par ménage par personne unité (en %). Les auteurs observent de fortes similarités dans la répartition des dépenses des familles de chômeurs à Paris et Lyon, lesquels se distinguent nettement de ceux obtenus à Mulhouse (Tableau 20). En gros, à Paris, Lyon et Mulhouse, les 2/3 des dépenses sont consacrées à l'alimentation. Mais à Paris et Lyon, le reste des dépenses va prioritairement au logement et aux dépenses diverses, alors qu'à Mulhouse, les dépenses de logement sont beaucoup plus élevées, au détriment des autres postes.

Tableau 20. Répartition des dépenses annuelles des chômeurs « complets » (ISRES, 1937-1937)

	Paris (138 ménages)	Lyon (12 ménages)	Mulhouse (18 ménages)
Alimentation	64,3	65,9	65,2
Logement	16,3	13,9	23,2
Habillement	8,1	9	5,1
Dépenses diverses	11,3	11,2	6,5
Ensemble	100	100	100

Source : G. Letellier, *Dépenses des chômeurs et valeur énergétique de leur alimentation d'après les budgets de 265 familles. Avant-propos de Charles Rist., op. cit., p. 38.*

Les auteurs montrent que la compression du budget due à une situation de chômage se répercute sur l'ensemble du budget : « tous les postes sont touchés, et chaque dépense d'un ménage de chômeur est plus faible que la dépense correspondante d'un ménage dont le chef de famille travaille ; une seule exception, et encore ne porte-t-elle que sur un poste représentant seulement 1,6% du budget général : les chômeurs ont des dépenses en graisse (huile, margarine, graisses) légèrement plus fortes que les travailleurs, parce qu'ils remplacent le beurre, denrée coûteuse, par des matières grasses meilleur marché qui leur sont indispensables pour la cuisine² ». Plus généralement, les résultats montrent que la compression des dépenses se répercute

¹. G. Letellier, *Dépenses des chômeurs et valeur énergétique de leur alimentation d'après les budgets de 265 familles. Avant-propos de Charles Rist., op. cit., p. 21.*

². *Ibid.*, p. 73.

prioritairement sur le poste des dépenses diverses et sur les dépenses d'habillement. Ici, les auteurs mettent en évidence de quelle façon les ménages de chômeurs tentent de maintenir en priorité leur budget alimentaire. Si celui-ci augmente en proportion des dépenses au fur et à mesure que le budget s'amenuise, en revanche l'un des principaux résultats, qui ne laisse pas de les étonner, concerne le maintien du niveau des dépenses d'alimentation : « Mais surtout, la surprise vient des dépenses alimentaires qui se maintiennent en valeur absolue chez les familles étudiées ». Ces observations faites pour Paris se retrouvent également pour Lyon et Mulhouse. La constante par personne-unité et par an s'établit à 2500 francs et les auteurs suggèrent « finalement que la structure des dépenses alimentaires dans les budgets de chômeurs est sensiblement indifférente à la variation (modérée) des revenus ou à la modification de la composition des ménages¹ ». Ainsi,

« Les dépenses alimentaires représentent, en moyenne, chez les familles de chômeurs interrogées, 2500 fr. par personne-unité et par an, quel que soit le revenu total disponible ou le nombre de personnes de la famille : tout se passe comme si le ménage de chômeurs consacrait tout d'abord ses dépenses à un certain "minimum vital alimentaire" par personne-unité, et qu'il affecte ensuite le restant de ses ressources aux autres dépenses, suivant leur urgence. En d'autres termes, il apparaît que lorsque le revenu par personne-unité s'accroît légèrement, les dépenses supplémentaires jugées les plus nécessaires chez les chômeurs ne sont pas destinées à l'accroissement de leur niveau alimentaire, mais à l'achat d'objet divers, à l'obtention de meilleures conditions d'habitat, et enfin à l'amélioration de leur habillement². »

C'est exactement le revers de ce que montrait Halbwachs à partir des budgets américains. Il s'étonnait lui aussi qu'une augmentation des revenus ne bénéficie pas en priorité à ce qu'il désignait comme des dépenses « anciennement compressées », alimentation et logement, mais davantage à de nouveaux types de dépenses.

Pain, vin et café : aliments emblématiques des modes de vie ouvriers

Ce résultat appelle bien sûr un approfondissement, pour établir notamment dans quelle mesure le niveau constant des dépenses consacrées à l'alimentation ne traduit pas en réalité une réorganisation dans l'achat des produits alimentaires eux-mêmes. C'est ce que les auteurs vérifient dans le chapitre suivant exclusivement consacré à l'analyse des dépenses alimentaires des chômeurs. Pour mener cette analyse, ils ont conservé « les produits dont les dépenses représentent au moins 2% du budget général » (3% du budget d'alimentation), soit quinze produits, regroupés en huit familles de denrées : pain et céréales, viandes et poissons, produits

¹. *Ibid.*, p. 44.

². *Ibid.*, p. 28 sq.

laitiers, graisses, légumes et fruits, épicerie (café, sucre, etc.), boissons, divers. Pour Paris, ces quinze denrées absorbent 82% des dépenses alimentaires soit un peu plus de la moitié des dépenses totales (52,5%). L'équivalent n'est pas publié pour Lyon et Mulhouse. Dans les budgets parisiens, le pain est le premier poste budgétaire, devant le vin : « il y a là de la part des chômeurs le maintien d'une habitude de vie qu'une analyse purement rationnelle de leur situation pécuniaire devrait modifier, mais à laquelle tout Français tient comme à un besoin fondamental¹. » La consommation de café (3,2% des dépenses alimentaires) surprend également les auteurs du rapport : « Une deuxième denrée dont l'importance relative peut frapper est le café : son intérêt nutritif est nul, et *a priori* on peut être étonné du rapprochement qui surgit dans le tableau entre les dépenses de sucre, aliment nutritif par excellence, et celles du café, les premières étant inférieures aux secondes². » Si l'attrait pour le café était déjà noté dans les budgets parisiens des *Ouvriers des deux mondes*, il revient régulièrement sous la plume des auteurs des différentes enquêtes menées pour étudier les effets de la crise et du chômage sur l'alimentation. Tel est le cas des chômeurs de Mariental étudiés en 1931 par l'équipe de Lazarsfeld. Dans certaines familles sans plus aucune ressource, le café revient comme l'un des principaux aliments des repas du soir³. Ou encore les familles rencontrées en 1932-1933 par l'Office d'hygiène sociale de Nancy dans le cadre d'une enquête sociale sur les effets de la crise sur les conditions de vie des ouvriers ruraux et urbains touchés par le chômage en Lorraine⁴. Annette Minot, qui entreprend à la fin des années 1960 une nouvelle analyse sur la base des archives de l'enquête, s'étonne elle-aussi du maintien à l'identique de la consommation de café : « détail significatif, la consommation de café, pourtant coûteux, ne baisse pas, bien au contraire⁵. » Ce constat, conduit les auteurs de l'enquête de l'IRSES - rejoignant ainsi d'autres constats contemporains - à conclure sans jugement moral que les chômeurs privilégient dans

¹. *Ibid.*, p. 41.

². G. Letellier, *Dépenses des chômeurs et valeur énergétique de leur alimentation d'après les budgets de 265 familles. Avant propos de Charles Rist., op. cit.*

³. Cela conduit les auteurs de l'enquête à spécifier en note que « L'institut autrichien de recherche en psychologie économique vient d'achever une enquête sur la place du café dans l'alimentation des classes populaires. Celle-ci montre bien le double rôle du café, à la fois aliment et source de plaisir, et qui, pour cette raison, figure au centre de tous les menus des couches les plus pauvres ». Paul Felix Lazarsfeld et al., *Les chômeurs de Marienthal*, traduit par Françoise Laroche, Paris, les Éditions de Minuit, 1981, p. 55.

⁴. Je me suis rendue sur place et n'ai trouvé aucune trace des archives de cette enquête, ni dans les quelques documents conservés à l'Office, ni dans ceux conservés aux archives départementales. L'enquête a pourtant fait l'objet d'une nouvelle analyse à partir de ses archives dans le document suivant : Annette Minot, « Conséquences de la crise de 1929 dans l'alimentation des foyers modestes de Meurthe-et-Moselle. Compte rendu d'enquête » dans *Comité des Travaux Historiques et Scientifiques. Actes du quatre-vingt-treizième congrès national des sociétés savantes, 1968, Tours*, Paris, Bibliothèque nationale, 1971, p. 365-374. Cette analyse a été menée juste avant le dernier déménagement de l'Office dans ses locaux actuels. Il y a donc fort à parier, d'après Madame Rousselle de l'OHS de Nancy rencontrée le 27 juin 2018, que les archives ont été égarées ou jetées au moment de ce déménagement.

⁵. *Ibid.*, p. 371.

leurs budgets la « satisfaction de besoins » qui participent à leur genre de vie qu'ils « espèrent toujours reprendre normalement¹ », au détriment de besoins physiologiques. Ils montrent par ailleurs que l'importance du poste « divers » (4% des dépenses alimentaires) chez les travailleurs, correspond principalement à la dépense occasionnée par les repas hors domicile pris sur le temps de travail. Ils soulignent également la sensibilité du poste viande de boucherie aux variations de revenus. Non seulement la dépense consacrée à la viande augmente avec le revenu, mais les achats sont plus variés. Au contraire, les budgets de chômeurs se recentrent sur la viande de bœuf et la charcuterie, alors que les travailleurs consacrent une part non négligeable de leur budget à la viande de veau et de mouton.

Si à Lyon les résultats sont en tous points semblables à ceux trouvés pour les ménages parisiens, ce n'est pas le cas pour les familles de Mulhouse dont la structure du budget alimentaire est totalement différente : « Elle semble correspondre à un niveau de vie beaucoup plus bas qu'à Paris et à Lyon : la viande, et surtout la viande de mouton, est abandonnée, ainsi que le poisson, au profit surtout du pain, des pâtes et des pommes de terre (les céréales et les féculents occupent au total 37% du budget alimentaire à Mulhouse) ; les fruits disparaissent presque du budget ; graisse et huile accroissent de beaucoup leur importance relative (sans d'ailleurs que le beurre en perde) ; les dépenses de sucre sont beaucoup plus importantes ; enfin il faut noter la faiblesse relative des dépenses de vin, qui ne sont pas compensées, comme on pourrait s'y attendre, par des dépenses de bière ; il est probable que les adultes boivent une bonne part des importantes quantités de lait consommées².» Mais ces variations sont moins attribuées à des questions de niveau de vie qu'à des traits liés aux caractéristiques de l'alimentation régionale plus proches, selon les auteurs, de celles de la Suisse et de l'Allemagne du Sud, caractéristiques de la région Nord-Est³, que d'une catégorie spéciale de chômeurs. Ces résultats peuvent être à nouveau rapprochés de l'enquête menée par l'Office d'hygiène sociale de Nancy. Elle montre que la compression des dépenses touche aussi l'alimentation, plus fortement en milieu urbain que rural où la culture des jardins et les pratiques d'élevage permettent de compenser partiellement la baisse du niveau de vie. En ville, la crise affecte les consommations en contraignant les familles à manger moins de viande et à choisir en priorité des bas morceaux, ainsi qu'à surconsommer des féculents, notamment des pommes de terre et du pain.

Un chapitre additionnel sur la valeur énergétique de l'alimentation des chômeurs fournit d'autres éclairages relatifs à la qualité de l'alimentation des familles. Ce chapitre a été ajouté sur

¹ G. Letellier, *Dépenses des chômeurs et valeur énergétique de leur alimentation d'après les budgets de 265 familles. Avant-propos de Charles Rist., op. cit., p. 41.*

² *Ibid.*, p. 48.

³ Christiane Grignon, « Alimentation et régions », *Cahiers de nutrition et de diététique*, 1986, vol. 21, n° 5, p. 381-389.

la suggestion des physiologistes André Mayer et Lucie Randoïn, lesquels organisent au même moment (1937) une vaste enquête nutritionnelle (voir le chapitre V). En dépit des outils de collecte qui n'étaient pas initialement conçus pour calculer les valeurs caloriques, Gabrielle Letellier parvient néanmoins à procéder au calcul des teneurs en substances énergétiques (protéines, lipides, glucides) et en vitamines A et D. Elle s'appuie pour cela sur la table de composition des aliments que Lucie Randoïn, physiologiste à l'Institut national d'hygiène (INH) vient de publier¹. Les calculs sont effectués sous la supervision du Docteur Chevalier, directeur de l'Institut national d'hygiène « qui avait bien voulu pendant la guerre faciliter par une subvention la mise au point du travail de Mme Letellier² ». Letellier prend comme standard une « moyenne quotidienne de 2700 calories nettes exigée par les experts » - là où les recommandations officielles oscillent entre 2400 et 3000 (voir le chapitre IV) - pour montrer que cette base est atteinte voire dépassée chez les chômeurs et les travailleurs, en particulier les chômeurs de Mulhouse (Tableau 21).

Tableau 21. Nombre moyen de calories par jour par personne-unité (ISRES 1935-1937)

	Chômeurs		Travailleurs
	Complets	Intermittents	
Paris et banlieue	2707	2869	3153
Lyon	1894	2871	2838
Mulhouse	3070	3230	nr

Source : G. Letellier, *Dépenses des chômeurs et valeur énergétique de leur alimentation d'après les budgets de 265 familles. Avant-propos de Charles Rist.*, op. cit., p. 191-192.

Néanmoins, le nombre total de calories ne suffit pas à déterminer la qualité d'un régime alimentaire. Celle-ci doit désormais prendre en compte la distinction entre aliments protecteurs et aliments énergétiques, qui renvoie à des échelles de prix différentes : « d'une part les aliments peu coûteux, de l'autre les aliments coûteux. Cette division économique correspond à une réalité physiologique : les aliments coûteux sont riches en matières azotées, en acides aminés, vitamines, minéraux, etc. Par contre, les aliments peu coûteux sont pauvres en éléments protecteurs, mais riches en calories³ ». Paris et Mulhouse présentent de ce point de vue des similitudes : à Paris, l'apport calorique est plus faible qu'à Mulhouse mais jugé « qualitativement satisfaisant, tandis

¹. Lucie Randoïn, *Vues actuelles sur le problème de l'alimentation. Tables de composition des aliments mentionnant les teneurs en substances énergétiques, en éléments minéraux et en vitamines, les valeurs et le sens de l'équilibre acidité-alcalinité, les valeurs du rapport calcium-phosphore*, Paris, Hermann, 1937, 125 p.

². D'après Charles Rist, dans l'introduction au volume : G. Letellier, *Dépenses des chômeurs et valeur énergétique de leur alimentation d'après les budgets de 265 familles. Avant-propos de Charles Rist.*, op. cit., p. viii.

³. *Ibid.*, p. 199.

qu'à Mulhouse, l'alimentation doit être considérée comme peu satisfaisante bien que le nombre de calories dépasse le minimum exigé. L'apport en protéines est suffisant en moyenne, mais ne dépasse pas le minimum requis. La proportion des protéines animales est trop basse¹. » Ces résultats sont comparés à ceux d'une autre enquête par budgets de famille réalisée par l'Institut national des études démographiques (INED) dans l'immédiat après-guerre². Cette comparaison aboutit à deux principaux résultats : d'une part la proportion des dépenses consacrées à l'alimentation est plus importante pour les chômeurs de 1936 ; d'autre part, la composition nutritionnelle, notamment la teneur en protides animaux, est nettement plus favorable aux chômeurs de 1936 qu'aux travailleurs de 1946, ces derniers souffrant encore des effets du rationnement. Ces observations rejoignent les résultats de l'enquête physiologique menée à la même période (dont il sera question au chapitre V), montrant que les ouvriers français d'avant-guerre avaient des valeurs caloriques (sans présager de leur répartition) supérieures aux normes qui étaient en train de se fixer.

En s'intéressant au calcul nutritionnel, l'enquête de l'ISRES - dont on ne peut établir si elle a bénéficié d'une réelle réception - s'inscrit parfaitement dans les débats issus d'une réflexion initiée, au plan international, dès le début des années 1930 sur les effets de la crise économique sur la santé publique. Les responsables des administrations nationales démunis face à cette situation³, se tournent vers l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations (OHSN), qui cherche à évaluer les effets de la crise sur les budgets et la santé des ménages⁴. Un premier rapport montre à la fois l'ampleur du problème et la difficulté d'en tirer des conclusions⁵. Car la revue des travaux qu'elle a entreprise peine à établir un effet négatif sur la santé : la crise ne se fait sentir ni sur la morbidité ni sur la mortalité des populations. Quant aux consommations alimentaires, les travaux analysés mettent en évidence une réorganisation des budgets domestiques au profit du maintien des dépenses alimentaires, elles-mêmes réorganisées autour de certains aliments. D'autres enquêtes, plus monographiques, telle que celles conduites à

¹. *Ibid.*, p. 204.

² Les résultats de cette enquête menée à l'INED sont exposés dans les articles suivants : « Les conditions d'existence des familles. Les dépenses de 1.080 familles en mars et en juin 1946 », *Population*, art cit. ; « Les conditions d'existence des familles. Les dépenses de 939 familles de militaires, en novembre 1946 », *Population*, art cit. Et les calculs des rations caloriques dans l'article suivant : A. Girard, « Les conditions d'existence des familles. La ration alimentaire dans les ménages sans enfant et dans les familles de trois enfants en mars-avril et en juin-juillet 1946 », art cit.

³. Iris Borowy, « La Société des nations, la crise des années 1930 et la santé », *Les Tribunes de la santé*, 31 octobre 2012, n° 36, p. 21-27.

⁴. D'autres initiatives communes entre la SDN et le BIT s'efforcent de réfléchir aux moyens d'atténuer les effets du chômage et de la crise sur les populations, mais nous ne le développerons pas ici. Voir par exemple Archives du Ministère des Affaires étrangères (Désormais MAE), 242QO / 1338 Documents concernant la dépression économique.

⁵. League of Nations, « The economic depression and Public Health, Memorandum prepared by the Health Section », *Quarterly Bulletin of the Health Organisation*, 1932, I, n° 3, p. 425-476.

Marienthal ou à Nancy au même moment, dépeignent pourtant des situations générales bien plus alarmantes¹. Mais ni la Société des Nations, ni le Bureau international du Travail, qui publie deux ans plus tard un rapport aboutissant à une conclusion proche², ne se réfèrent à ce type d'enquêtes qui, il est vrai, ne permettent pas d'établir des indicateurs. À la suite de la publication du rapport, l'OHSN organise une conférence à Berlin (décembre 1932) pour définir les manières de mesurer la malnutrition. Mais ce programme de recherche visant à explorer le lien entre dépression économique et santé publique tourne court au profit de l'approfondissement de la question des standards nutritionnels³. La crise survient en effet à une période où la médecine préventive occupe une place grandissante dans les organisations internationales, et l'alimentation, avec la « nouvelle science de la nutrition », devient une préoccupation majeure de santé publique. Les régimes alimentaires, jusque-là appréhendés sous l'angle de la répartition des dépenses et de leur poids dans le budget, sont à présent envisagés selon les dépenses caloriques. Cette approche nutritionnelle annonce une autre manière d'évaluer l'alimentation ouvrière qui va s'affirmer sous l'impulsion des travaux menés dans les institutions européennes, en particulier l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations qui relaie les dernières avancées en matière de physiologie et de nutrition humaine.

*

Ce chapitre a porté sur une séquence décisive dans la trajectoire de Maurice Halbwachs quant à son activité scientifique et d'expertise sur la question des dépenses ouvrières. Nous avons montré les effets de connaissance produits par le voyage à Chicago qu'il effectue à l'automne 1930. Quittant un pays en pleine crise économique, il fait l'expérience outre-atlantique de l'abondance matérielle et des hauts salaires ; il y prend également connaissance de nouvelles enquêtes par budgets qui ouvrent de nouvelles possibilités d'analyse avec une dimension longitudinale qui lui faisait défaut jusque-là. À son retour, il entame une série de publications qui lui permettent d'une part de renouer le dialogue qu'il avait entamé vingt ans plus tôt avec la Statistique générale de la France. Les données longitudinales dont il dispose lui permettent de montrer empiriquement de quelle façon l'évolution des prix ou des salaires conduit à une réorganisation des différents postes de dépenses dans les budgets domestiques, là où

¹ P.F. Lazarsfeld et al., *Les chômeurs de Marienthal*, op. cit. ; A. Minot, « Conséquences de la crise de 1929 dans l'alimentation des foyers modestes de Meurthe-et-Moselle. Compte rendu d'enquête », art cit.

² Paula R. Lopes, « The economic depression and public health », *International Labour Review*, 1934, p. 784-811.

³ Iris Borowy, *Coming to terms with world health : the League of Nations Health Organisation 1921-1946*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 2009, p. 384 ; Iris Borowy, « Crisis as opportunity: international health work during the economic depression », *Dynamis*, 2008, vol. 28, p. 29-51.

l'administration persiste à considérer une répartition fixe des dépenses au profit de la variation des prix. Il montre notamment que les postes initialement « compressés » tels que l'alimentation et le logement n'augmentent pas en cas d'évolution des salaires, qui profite d'autres dépenses répondant davantage à des besoins sociaux : vacances, éducation, électro-ménager, transports etc.

La série de publications qu'il consacre aux dépenses ouvrières dès le début des années 1930 se distinguent moins par la technicité des analyses que par la comparaison de données issues de différents pays à laquelle il se livre. Cela fait de lui un bon connaisseur non seulement de la littérature internationale sur le sujet, ainsi que des discussions méthodologiques sur les standards d'enquête qui ont cours dans les instances savantes et politico-administratives à l'échelon européen et international. Il occupe ainsi une position légitime pour déplorer l'absence de données française. On comprend mieux l'enjeu que revêt pour lui le projet d'enquête sur les dépenses des chômeurs envisagé par l'ISRES. Invité à faire bénéficier le conseil d'administration de l'institut de son savoir faire par l'intermédiaire d'une conférence, il s'agit de les convaincre de la faisabilité d'une telle enquête. Il lui faut pour cela désamorcer certaines critiques attendues de la part du directeur de la SGF, qui achoppe notamment sur la taille de l'échantillon ou la durée et la période de collecte. Moyennant certains compromis, le projet emporte la conviction du conseil d'administration qui confie la coordination de l'enquête à une inspectrice du travail, Gabrielle Letellier, à qui Halbwachs apportera son concours.

Ainsi, cette séquence de cinq années qui sépare son retour de Chicago à sa participation à l'enquête l'IRSES est décisive pour le sociologue. Au plan sociologique, il confirme, à l'appui de l'analyse des nouvelles enquêtes américaines et allemandes, ses observations antérieures sur la différenciation des consommations entre groupes sociaux et sur l'évolution de la répartition des dépenses selon la variation des revenus. Il fait désormais figure de spécialiste, en France, de ce type d'enquêtes. La participation à l'enquête française sur le chômage achève de le hisser au statut d'expert des enquêtes par budgets de famille. C'est à ce titre qu'il va être sollicité par le BIT et la SDN à siéger entre 1935 et 1937, aux côtés de représentants des administrations statistiques nationales et de représentants d'organisations ouvrières, dans deux commissions d'experts sur l'alimentation, scellant une position dans laquelle il s'est engagé en France dès avant-guerre dans sa discussion avec la SGF.

CHAPITRE IV DEUX CONCEPTIONS INCOMMENSURABLES DE L'ALIMENTATION ? DÉPENSES MONÉTAIRES DES FAMILLES OUVRIÈRES VS DÉPENSES CALORIQUES DE LA POPULATION

« Seulement constatons que, ce que les médecins et physiologistes ont en vue, c'est l'amélioration de la santé publique, c'est-à-dire *ce qui devrait être* (si l'on désirait avant tout et exclusivement réduire le nombre des maladies, accroître la durée moyenne de la vie). Au reste, ils reconnaissent eux-mêmes de plus en plus que lorsqu'on a déterminé les quantités de vitamines A, B, C, D, indispensables ou à désirer, et tous les suppléments d'aliments énergétiques requis pour satisfaire aux besoins en calories, tout n'est pas dit. Même si on s'en tient à des cas individuels, il faut tenir compte encore des goûts, des inappétences, de la présentation des aliments, de leur variété ; l'alimentation relève, aussi bien que l'hygiène, de la science des plaisirs et de l'esthétique. Mais surtout, qu'il s'agisse de la politique économique, ou de l'hygiène publique, toutes les "réformes" doivent s'inspirer d'abord de ce qui est, ici des habitudes alimentaires telles qu'on peut les observer en fait dans les milieux de travailleurs. Ceci nous ramène à l'étude de l'alimentation par la méthode des budgets de famille, seule propre à déceler ce qui échappe nécessairement aux physiologistes de laboratoire : l'influence des coutumes, de l'opinion et surtout des conditions économiques générales, mouvement des revenus, mouvement des prix, mouvement des produits¹ .»

Entre décembre 1935 et avril 1937 Maurice Halbwachs se rend à Genève à cinq reprises pour participer aux sessions du Comité d'experts sur l'alimentation des travailleurs du Bureau international du Travail et à celles du Comité mixte sur l'alimentation de l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations. Les travaux de ces deux commissions ont déjà été largement commentés². Mais c'est en suivant les pas de Maurice Halbwachs, et non la littérature, que je m'y

¹. Maurice Halbwachs, « Note sur les enquêtes par budgets de famille », *Annales sociologiques*, 1937, fascicule 2, p. 140.

². Voir notamment Paul Weindling, « The Role of International Organisations in Setting Nutritional Standards in the 1920s and 1930s' » dans Harmke Kamminga et Andrew Cunningham (eds.), *The science*

suis intéressée. Cela permet d'une part de le voir à l'œuvre dans des prises de position « libres » c'est-à-dire à l'abri du regard des administrateurs de la SGF notamment, organisme qu'il ne se prive pas de critiquer face à son inaction en matière d'enquêtes par budgets de famille. Là, il va déplacer progressivement l'objet de ses conversations et de ses critiques vers les physiologistes auxquels il se confronte avec les experts du Bureau international du Travail. Avec l'ampleur des travaux menés sur la nutrition au sein de l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations, les préoccupations des nutritionnistes prennent le pas sur les questions sociales qui concernaient jusque-là l'alimentation et relevaient plutôt du BIT. Les objectifs des évaluations nutritionnelles prônées par la puissante SDN tendent à effacer progressivement les préoccupations sociales qui avaient été attachées jusque-là aux évaluations des dépenses alimentaires. Avec la nouvelle science de la nutrition, les populations à risque d'un point de vue nutritionnel, c'est-à-dire les enfants et les femmes enceintes et allaitantes, se substituent progressivement à celle des « travailleurs », et les standards nutritionnels prennent le pas sur les évaluations économiques des dépenses alimentaires. Autrement dit, dans les discussions qui vont opposer les deux organismes par l'intermédiaire de l'action des deux comités, se joue une lutte de définition et de prérogative relative à la place accordée aux « travailleurs » et à la mesure des niveaux de vie en lien avec l'alimentation. Distancé par la force de frappe des physiologistes de l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations qui entérinent en 1935 de nouvelles normes caloriques, il ne reste plus au Comité d'experts du BIT qu'à faire la démonstration que seule l'augmentation des salaires permettra d'atteindre les seuils nutritionnels fixés à Londres et à chercher à les renégocier, avec beaucoup de difficulté, en faisant valoir la diversité des métiers ouvriers et des dépenses physiques qui vont avec. Inversement, les tensions perceptibles entre ces deux approches, nutritionnelle du côté de l'Organisation d'hygiène de la SDN, et sociale du côté BIT, donnent à voir comment des standards nutritionnels établis prioritairement sur des bases physiologiques vont faire l'objet de négociations sur la base d'autres critères, en l'occurrence ici la pénibilité du travail et les salaires. Autrement dit, en fixant des seuils nutritionnels optima, les physiologistes s'exposent à affronter de nombreuses revendications sociales relatives à l'évaluation du coût de tels régimes.

La confrontation entre nutritionnistes et « experts sociaux » de l'alimentation ouvrière à laquelle Halbwachs participe va se rejouer à l'échelle nationale, lorsqu'il est de retour à Paris, dans le cadre du Comité national de l'alimentation. En effet, les travaux du Comité mixte et de la Commission technique de l'Organisation d'hygiène trouvent un prolongement aux échelons

and culture of nutrition, 1840-1940, Rodopi, Amsterdam, Atlanta, 1995, p. 319-332 ; I. Borowy, *Coming to terms with world health*, op. cit. ; Josep Lluís Barona, *The problem of nutrition: experimental science, public health and economy in Europe, 1914-1945*, Brussels, P.I.E. Peter Lang, 2010, 163 p.

nationaux par l'intermédiaire des Comités nationaux pour l'alimentation (CNA). Conçus sur le modèle du Comité mixte, il s'agit d'y faire siéger des représentants à la fois du monde scientifique, des institutions publiques, des entreprises, des salariés/consommateurs et de l'agriculture dans l'objectif de coordonner une politique alimentaire. Relais nationaux des recommandations de la SDN (qui n'a pas de pouvoir coercitif à l'égard des gouvernements), ces comités permettraient en retour de participer à l'harmonisation des données et des activités internationales de l'Organisation d'hygiène, notamment par le biais de rencontres régulières des comités nationaux, qui « ont pour objet de coordonner les efforts et de donner une impulsion nouvelle aux mesures qui ont été prises pour favoriser une meilleure alimentation¹ ». La mise en place du CNA français va avoir plusieurs répercussions. Elle va donner l'impulsion à différentes initiatives qui dessinent les contours, nouveaux, d'une politique publique de l'alimentation. En particulier, le CNA va être à l'initiative d'une vaste enquête nutritionnelle, inédite dans sa forme et son ampleur (voir le chapitre V). Membre de son comité de coordination, Halbwachs va assister, impuissant, à la mise en œuvre de cette enquête alors qu'il continue d'appeler de ses vœux le financement public d'une enquête par budgets de famille.

Ce chapitre s'appuie sur un ensemble d'archives relatives à l'activité des différentes commissions, conservées soit à Genève dans les locaux du BIT et de l'ONU, soit à Paris aux archives du Ministère des Affaires étrangères. Les archives du Comité d'experts et du Comité mixte comprennent la retranscription de l'ensemble des discussions qui ont eu lieu au cours des cinq réunions ainsi que quelque correspondance et échanges entre membres des Bureaux et Services lors de la mise en place des comités.

Les commissions des deux institutions se déroulent de la même façon : des permanents préparent un plan de rapport qu'ils soumettent aux membres élargis de la commission. Les discussions se déroulent lors de « sessions » en général d'une semaine, divisées en « réunions » ou « séances » de ½ journées. Toutes les prises de paroles (parfois en trois langues : Français, Allemand, Anglais) sont retranscrites. Le passage d'une langue à l'autre ne va pas sans provoquer certaines ambiguïtés, soulevées parfois par les membres du comité eux-mêmes telle que la signification donnée au terme de « workers » qui ne se réfère pas seulement aux ouvriers mais comprend également les employés. Le terme « nutrition » en anglais est également traduit en français par celui d'« alimentation » dont l'acceptation est plus large et moins précise.

La retranscription des discussions auxquelles a donné lieu chaque chapitre ou point particulier permet de mieux saisir les positions en présence et d'y resituer celles de Maurice Halbwachs. Ses interventions, outre leur caractère totalement inédit, sont intéressantes. Leur

¹. Arch. SDN, R.C.N./ Alim./1ere Session/P.V.1. Discours d'introduction à la première séance de la Réunion des comités nationaux pour l'alimentation par Lord Astor le 22 février 1937, p. 2.

forme orale et son statut d'expert lui permettent d'exprimer assez librement ses vues sur différents sujets, en particulier sa position critique vis-à-vis de l'inertie de la Statistique générale de la France en matière d'enquêtes par budget de famille, mais aussi à l'égard de l'approche prescriptive et normative des physiologistes. Il y livre son propre point de vue rétrospectif et d'expérience des budgets.

Par ailleurs, les archives retrouvées au ministère des Affaires étrangères (MAE) se sont révélées cruciales pour comprendre comment les Français qui siègent dans les différents comités de l'OHSN sur la nutrition s'appuient sur la légitimité que leur confère l'institution genevoise pour faire valoir en France leur projet de mettre sur pied une vaste politique de l'alimentation. Elles permettent de compléter les analyses initiales de la mise en place d'un vaste projet d'enquête nutritionnelle, traité au chapitre suivant, comme l'un des « résultats » de l'implication des nutritionnistes français à Genève.

Bien que les chronologies de ces différentes commissions soient entremêlées, le chapitre démarrera par l'analyse du déroulement du Comité d'experts du BIT qui, le premier, mène Halbwachs à Genève en décembre 1935, avant qu'il ne participe en février puis en juin 1936 aux sessions du Comité mixte de l'OHSN. Nous consacrerons la troisième partie du chapitre aux activités du CNA français qui démarrent en avril 1936, entre les deux sessions du Comité mixte et qui déboucheront sur la vaste enquête physiologique qui sera traitée au chapitre suivant.

LE COMITÉ D'EXPERTS DU BIT POUR L'ALIMENTATION DES TRAVAILLEURS (DÉCEMBRE 1935 ET AVRIL 1937)

En décembre 1935, Maurice Halbwachs se rend à Genève pour siéger à la première session du Comité d'experts du BIT sur l'alimentation des travailleurs, mis sur pied à la suite d'une résolution émise lors de la 19^e Conférence internationale du Travail. Le comité est chargé de préparer un rapport sur les aspects sociaux de l'alimentation des travailleurs qui doit être présenté à la conférence suivante de juin 1936. Pour faire face à la crise qui sévit, il s'agit de proposer des solutions pour orienter la production agricole et la nutrition dans un souci de progrès de la santé publique. Ce rapport est sous-tendu par les travaux, nombreux, qui se tiennent en parallèle à la Société des Nations sous un angle davantage nutritionnel, qui poussent le BIT à intégrer la dimension nutritionnelle dans une réflexion sur l'alimentation ouvrière. Mais comment s'emparer des nouveaux standards nutritionnels pensés pour « l'homme ordinaire » dans l'objectif de soutenir une politique favorable aux ouvriers ?

Les discussions entre les experts rassemblés dans le comité du BIT se polarisent autour de deux constats : ils se trouvent d'une part rapidement confrontés à une définition strictement

nutritionnelle et univoque du régime alimentaire, laquelle leur semble très éloignée de la diversité des métiers et des efforts physiques qu'ils entraînent. La seconde question porte sur le clivage, très fort, entre les tenants d'une meilleure éducation et les tenants de meilleurs salaires pour atteindre les standards optimum d'alimentation. Les membres du Comité d'experts vont faire front pour faire valoir le primat des salaires sur des actions d'éducation. Sur ces deux points, se joue aussi la spécificité du BIT sur les questions d'alimentation, essayant de se frayer une autonomie au regard de la position hégémonique de l'Organisation d'hygiène de la SDN sur les questions d'alimentation.

Un comité établi en réponse aux travaux menés par l'OHSN sur la nutrition

A l'issue de la 19^e Conférence internationale du Travail (Genève, juin 1935), le conseil d'administration du BIT propose la création d'un comité d'experts sur la question de l'alimentation des travailleurs et la politique sociale. Ce comité est issu d'une résolution présentée par Sir Frederik Stewart, délégué gouvernemental de l'Australie, et appuyée par M. Verschaffelt et Mademoiselle Ada Paterson, délégués gouvernementaux de la Nouvelle Zélande, dans laquelle ils soulèvent la question du rapport entre l'alimentation des classes ouvrières et la politique sociale. Ils affirment que le régime alimentaire de très nombreux ouvriers n'atteint pas les standards optima recommandés par la nouvelle science de la nutrition. L'amélioration de ce régime, en rééquilibrant la consommation de certaines denrées, permettrait de résoudre une partie de la crise de surproduction agricole qui est en train de sévir. En octobre de la même année, lors de sa 73^e session, le conseil d'administration du BIT suit les directives de son Directeur Harold Butler¹, et propose qu'un rapport sur l'alimentation des travailleurs et ses aspects sociaux soit présenté à la prochaine Conférence internationale du Travail prévue en juin 1936. Dans un délai relativement court de six mois, la tâche fixée au comité est d'élaborer un rapport sur la base de la documentation existante : « Pour mener à bonne fin ces études délicates, il serait très utile que le bureau puisse constituer un comité temporaire de six experts qui devraient être experts en matière de consommation ouvrière, en matière de standard d'alimentation en fonction de l'effort à accomplir, et en matière de niveau de vie et de budgets familiaux². » Les membres du comité sont choisis avec soin, en accord avec les usages du BIT consistant à s'entourer « d'un réseau d'experts sympathisants » comme l'a montré Paul-André Rosental pour la silicose - maladie pulmonaire provoquée par l'inhalation de particules de poussières de silice - « dont il s'agit d'effectuer le repérage de par le monde, de tester les convictions médicales au besoin par des

¹. Il a succédé à Albert Thomas à la tête du BIT en 1932.

². Arch. BIT, C. Exp. A I.1. 1935 / Bureau international du Travail. / Comité d'experts sur la question de l'alimentation des ouvriers. Première session (Genève, 2-7 décembre 1935) – Confidentiel, f. 7.

missions sur place, et d'utiliser les compétences tout en les légitimant internationalement¹ ». Le petit groupe d'experts rassemblés correspond en tous points à ces critères : sympathisants à la cause ouvrière, convaincus et compétents sur la question plus précise des dépenses et des consommations alimentaires.

Des membres avertis des questions relatives à l'alimentation ouvrière

C'est Fernand Maurette (1879-1937), sous-directeur du BIT² qui est chargé par son directeur de dresser la liste des membres du Comité d'experts³. La composition répond à une préoccupation d'équilibre et de diplomatie. Soucieux de respecter un équilibre entre les nationalités représentées, Maurette souhaite également la présence d'au moins une femme, et demande à ce que les experts représentent trois « spécialités » : « La première spécialité concernerait des experts en économie générale de l'alimentation et en coopération ; - la seconde, des experts en matière d'hygiène de l'alimentation des travailleurs - la troisième, des experts en matière de budgets ouvriers et de niveaux de vie⁴. » Il refuse une première série de noms d'experts Britanniques et Américains, et retient le nom de Halbwachs « Prof. at Strassburg University. Author of L'Évolution des Besoins dans les Classes ouvrières etc. » parmi cinq noms de figures renommées de la statistique administrative des pays voisins⁵. Le 6 novembre 1935, Edward Phelan⁶ envoie une longue lettre tapuscrite à Halbwachs pour l'inviter à faire partie du comité (Annexe 2), dans laquelle il explique notamment que :

¹. Paul-André Rosental, « La silicose comme maladie professionnelle transnationale », *Revue française des affaires sociales*, 2008, n° 2-3, p. 255-277.

². Fernand Maurette (1879-1937), géographe, ancien élève de l'École normale, ami d'Albert Thomas. Il rejoint le BIT en 1924 à la demande de Thomas pour assurer la direction de la Division des recherches du BIT. En 1935 à la mort d'Albert Thomas il est chargé de la sous-direction du BIT. Roland Carrupt, « Fernand Maurette (1878-1937), de la géographie économique à l'expertise internationale » dans Pascal Clerc et Marie-Claire Robic (éds), *Des géographes hors-les-murs ? Itinéraires dans un Monde en mouvement (1900-1940)*, Paris, L'Harmattan, 2015, p.69-107.

³. Comme l'indique une note manuscrite au bas d'une note du 22 octobre 1935 signé F. W. « M. Maurette. Le Directeur vous serait reconnaissant de dresser la liste de notre comité d'experts dont il vous a parlé hier ». Arch. BIT, T 127/1000/1 [01/1935 – 12/1935]

⁴. Arch. BIT, Series : Statistics / Subject : Labour statistics : Nutrition – Advisory committee on study on nutrition and social policy – 1rst session – Creation – Despatch of documents T 127/1000/1 [01/1935 – 12/1935].

⁵. Il s'agit de Niceforo, présenté comme « Prof. Of Statistics at Unversity of Naples, Member of Italian Committee for the study of the problem of nutrition and author of numerous studies on this question », M. Bigwood « Belgian ; author of a recent book on L'Alimentation Rationnelle (in Collaboration with M. Roost and M. Jacquemyn) » ; Dr van Zanten. « Director of the Statistical Office, Amsterdam – large experience in conducting family budget inquiries and author of several studies on the subject » ; « Prof Berglund. Swedish. Suggested by Mr Lindberg and proposed by Mr. Von Bulow. I do not know anything of him » Arch. BIT, T 127/1000/1 [01/1935 – 12/1935] intitulée « Nutrition Experts » [signée VBU pour Von Bülow].

⁶. Il est présenté comme « director assistant » au BIT depuis 1933, ancien membre du Board of Trade où il s'était occupé de questions telles que le coût de la vie ou les conditions de logement en Angleterre et en

« Les principales questions à traiter dans ce rapport peuvent être groupées sous trois chefs :

- 1) - La consommation alimentaire des masses populaires et plus particulièrement des travailleurs en fonction de la double nécessité de maintenir l'intégrité de leur santé et de leur permettre de travailler à bon rendement.
- 2) – Les standards alimentaires tels qu'ils ont été établis jusqu'à ce jour en fonction des efforts particuliers que doivent accomplir les travailleurs des différentes professions, des différentes classes d'âge, et des différents sexes.
- 3) La comparaison globale entre les besoins de consommation alimentaire des travailleurs et la capacité de production du monde¹ ».

Bien que la feuille de route générale semble un peu décalée par rapport aux préoccupations de Halbwachs, celui-ci répond positivement à cette invitation une semaine plus tard, qu'il mentionne dans son carnet en ces termes : « Nous voici installés depuis un mois à Paris, 270 bvd Raspail, au sixième [...]. La semaine prochaine je vais à Genève (membre expert du Comité sur l'alimentation Ouvrière)². » Avant de s'y rendre, il informe le doyen de l'Université de Strasbourg qu'il devra « déplacer mes cours et conférences des 3 et 4 décembre, que je remplacerai dès mon retour aux jours et aux heures disponibles³. »

Que le BIT se soit tourné vers Halbwachs est tout à fait compréhensible. Outre son amitié et sa collaboration de longue date avec Albert Thomas, premier directeur du BIT, ses prises de positions critiques à l'égard de l'indice du coût de la vie et sa connaissance fine et étendue des enquêtes par budgets de famille ont certainement acquis une audience suffisamment large pour qu'elle retienne l'attention de la direction du BIT. De ce point de vue, le choix de Halbwachs, dont les travaux sont bien davantage en phase avec la réflexion que le BIT se propose de mener *via* ce comité, s'impose face, par exemple, aux représentants de la statistique administrative française dont on a vu la manière de traiter les questions ouvrières. Les membres du BIT, en particulier Nixon, chef de la Section de Statistique, côtoie notamment Huber et Dugé de Bernonville dans le cadre des Conférences internationales du Travail et des congrès de la Société internationale de Statistique (voir le chapitre II). Avec Dugé, ils ont participé deux ans plus tôt à un sous-comité sur les budgets de famille, mis sur pied à la suite de la communication de Nixon à la 21^e session de la Société internationale de Statistique en septembre 1933⁴. Avec Huber, ils collaborent régulièrement sur la question des indices du coût de la vie. Mais précisément, l'objet de ce

Ecosse. International Labour Office, *Edward Phelan and the ILO: Life and views of an international social actor*, Geneva, International Labour Office, 2009, 328 p.

¹. Arch. BIT, T 127/1000/1 [01/1935 – 12/1935] / Series : Statistics. Subject : Labour statistics : Nutrition – Advisory committee on study on nutrition and social policy – 1rst session – Creation – Despatch of documents/ Lettre du 6 novembre 1935, p. 2-3.

². IMEC, Fonds Halbwachs / Cahier I, p.138. Je remercie Thomas Hirsch de m'avoir fourni cette information.

³. AN, AJ/16/6017, Lettre du 20 novembre 1935.

⁴. James Williams Nixon, « Committee on Family Budgets. Preliminary report. Rapport présenté à la xxiii^e Session de l'Institut International de Statistique, d'Athènes », *Bulletin de l'Institut international de Statistique*, 1937, vol. 29, n^o 3, p. 223-239.

rapport n'est pas de réfléchir à des indices statistiques et le choix de Halbwachs, statisticien mais pas administrateur, confirme la volonté du BIT de s'entourer d'experts aux positions proches de celles que l'organisation souhaite faire valoir.

Halbwachs siège ainsi avec quatre autres experts qui, tous, respectent les conditions initialement fixées par Maurette pour la composition du comité : avec Faith Williams, tous deux font clairement figure de spécialistes des enquêtes ouvrières. Faith Williams est chef de la division du coût de la vie du Département du Travail, Washington D.C. C'est une spécialiste des enquêtes par budget de familles, comme en atteste la publication qu'elle co-signe avec Carle Zimmerman, professeur associé de sociologie à Harvard, en décembre 1935, recension exhaustive et commentée des enquêtes par budgets de famille sur l'ensemble des continents¹. Une note biographique de 1933 stipule qu'elle a également participé à l'enquête des sociologues Helen et Robert Lynd sur la communauté de « Middletown », dont on a vu à quel point Halbwachs a apprécié cet ouvrage²; Jaeggi est Président de la Commission de surveillance de l'Union suisse des Coopératives de Consommation à Bâle; il assure la représentation du mouvement coopératif. E.P. Cathcart et R. Durig sont professeurs de physiologie, respectivement à l'Université de Glasgow et à l'Université de Vienne. Leur nomination obéit à une logique un peu différente puisqu'ils siègent déjà dans le « Comité Rachjman », c'est-à-dire le Comité technique de l'OHSN qui s'est accordé sur une série de nouveaux standards. Ils permettent de faire la liaison entre les deux comités et les deux organismes. Tous deux occupent néanmoins une position particulière parmi leurs homologues du Comité technique. Rompus aux enquêtes diététiques, ils sont partiellement en désaccord avec les nouveaux standards élaborés au sein du comité, comme ils auront l'occasion de l'exprimer à nouveau parmi les experts du comité du BIT. Au final, le comité comprend donc 17 personnes : huit membres du BIT (notamment les chefs des Sections d'hygiène industrielle, de statistique, Service agricole, Section économique), trois représentants du conseil d'administration pour respecter l'équilibre tri-partite propre à l'organisation (groupe gouvernemental, groupe patronal et groupe ouvrier), cinq « experts » (dont deux physiologistes, un universitaire, un représentant du mouvement coopératif et une de la home economics), ainsi que quatre représentants de la SDN (Section d'hygiène et Section économique) (Tableau 22). Enfin, le comité est présidé par Carl Valdemar Bramsnaes qui présente le double avantage, comme l'expose Maurette à son directeur, « d'être un économiste social, d'avoir la connaissance des questions économiques et la confiance des ouvriers, d'autre part, il présente aux yeux de la Société des

¹. Comme les auteurs l'annoncent, « approximately 1500 studies of family living made in 52 countries are included in the bibliography presented herein»: F.M. Williams et C.C. Zimmerman, *Studies of Family Living in the United States and Other Countries: An Analysis of Material and Method*, op. cit., p. 3.

². La notice mentionne: « staff, Middletown, investigations ». *American Men of Science*, 1933. Base Archives biographiques [consultée en ligne via la BNF le 28 nov. 2018].

Nations l'avantage d'être membre du Comité économique¹ ». Les membres du comité, qui comptent peu d'hygiénistes, vont rapidement se heurter à la dimension nutritionnelle introduite par la SDN. Cela va les contraindre à réaffirmer leur propre conception de la définition et de l'évaluation des régimes alimentaires et des dépenses des familles ouvrières. La question qui sous-tend le rapport demeure bien celle du niveau des salaires : sont-ils suffisants pour atteindre les standards nutritionnels récemment fixés lors de la réunion de Londres ?

¹. Arch. BIT, T 127/1000/1 « Labour Statistics : Nutrition – Advisory committee on study on nutrition and social policy – 1st session- Creation – Dispatch of documents ; courrier de F. Maurette au directeur du BIT en date du 22 octobre 1935, f.1-2.

Tableau 22. Composition du Comité d'experts sur l'alimentation des travailleurs et la politique sociale - BIT décembre 1935

Nom	Fonction au sein du comité
Au titre du BIT	
Bramsnaes C.V.	Chairman
Yoshisaka	Representative of the Governing Body (Government Group)
G. Olivetti	Representative of the Governing Body (Employers' Group)
C. Schürch	Representative of the Governing Body (Workers' Group)
Fernand Maurette	Sous-directeur
Carozzi	Chef du service d'Hygiène industrielle
Nixon	Chef de la section statistique
Lorvin	Conseiller économique
von Bulow	Chef du service agricole
Colombain	Chef du service de la coopération
Martin	Membre de section de la Section économique
Lindberg	Membre de section de la Section de Statistiques
Au titre d'experts	
E. P. Cathcart	Expert Member
R. Durig	Expert Member
Maurice Halbwachs	Expert Member
B. Jaeggi	Expert Member
Faith Williams	Expert Member
Au titre du Secrétariat de la Société des Nations	
Rajchman	Directeur e la section d'Hygiène
Stoppani	Directeur de la Section des Relations économiques
Beaumont	Membre de la Section des Relations Economiques
Etienne Burnet	Membre de la Section d'Hygiène

La place contestée des standards nutritionnels dans la mesure de l'alimentation ouvrière

Le Comité d'experts est réuni par le conseil d'administration du BIT lors d'une première session qui se déroule du 2 au 5 décembre 1935. En vue de préparer cette session, des membres du conseil d'administration du BIT se sont préalablement accordés sur un premier jet de plan du rapport qui doit être présenté à la prochaine Conférence des statisticiens du travail (Tableau 23). Cette esquisse et le document qui l'accompagne¹ ont été envoyés à l'avance à l'ensemble des

¹. Arch. BIT, Comité d'experts sur l'alimentation des travailleurs, Document C. Exp. A. I. 1. 1935, « Note introductive ».

membres du comité, et forment la base de la discussion. Le travail de coordination revient à Lewis Lorwin qui occupe depuis peu le poste de conseiller économique au BIT¹.

Tableau 23. Plan préliminaire du rapport sur l'Alimentation des travailleurs et la politique sociale du Comité d'experts du BIT (décembre 1935) reconstitué d'après les discussions en session

Chapitres	Personne en charge du chapitre au sein du BIT
[chapitre I] Introduction	
[Chapitre II] Alimentation au travail/ <i>Nutrition and labour</i>	Carozzi [ancien inspecteur du travail]
[chapitre III] Données sur les régimes alimentaires des ouvriers/ <i>Facts on workers' diets</i> (a) (b) (c) Proportion of workers' Income spent on food comparaisons internationales]	Nixon
[Chapitre IV] Production des produits alimentaires et consommation	Rédaction confiée à l'Institut International d'Agriculture
[Chapitre V] Les aspects économiques de l'alimentation (a) Production (b) Prices (c) Purchasing power (d) Planning	M. Martin
[Chapitre VI] La législation sociale et l'alimentation	Von Bulow
[chapitre VII] Les agents du progrès alimentaire (a) Governments - Preliminary study based on information already available awaiting the detailed study which is to be undertaken by the Health Section of the Lague of Nations	Colombain

La session du lundi 2 décembre au matin est consacrée à la présentation du projet par Maurette et à l'intention qui a présidé au premier jet de plan du rapport :

« Le rapport distribué explique comment le problème s'est présenté devant le bureau. De la résolution de la Conférence, il y a trois préoccupations qui dictent la tâche du Bureau : d'abord la nécessité pour le bien-être et la santé des travailleurs d'une alimentation suffisante, en quantité et en qualité ; ensuite, la Conférence a cru pouvoir dire qu'une telle

¹. Né à Kiev mais ayant grandi aux États-Unis, Lewis Lorwin (1883-1970) était économiste, spécialiste du planning économique. Il est recruté par Harold Butler dès avril 1935 sur un poste de « Conseiller économique ». Voir notamment Thomas Cayet, « Le "Planning" comme organisation du travail? Une interrogation sur les études économiques du BIT dans les années 1930 » dans *L'Organisation internationale du travail: Origine - développement - Avenir*, Rennes, France, Presses universitaires de Rennes, 2011, p. 79-88.

alimentation n'est pas présentement donnée à tous les travailleurs ; et enfin que leur donner cette alimentation ne serait pas seulement dans l'intérêt des travailleurs eux-mêmes, mais aussi dans l'intérêt de l'agriculture et par conséquent des travailleurs agricoles ¹.»

Chaque personne expose ensuite l'esquisse de chapitre dont elle est en charge et ce qu'elle attend des experts. Les présentations sont assez rapides. Après en avoir dressé les grandes lignes, les rapporteurs exposent surtout les données et informations dont ils ont manqué et ce qu'ils attendent des experts pour les aider à compléter et préciser leurs chapitres. Tous insistent sur le caractère préliminaire du rapport, lequel doit être établi assez rapidement et, doit, pour cela, se contenter de rassembler des données déjà existantes.

Le chapitre II porte sur l'alimentation en lien avec le travail. Il s'intéresse aux facteurs influençant le régime alimentaire, qu'il s'agisse des facteurs démographiques et physiologiques (âge, sexe etc.), ou de ceux relevant des conditions de vie et de travail (climat, type d'effort engendré selon le type travail...) en lien avec les standards nutritionnels. Il est pris en charge par Carozzi, chef de la Section d'Hygiène industrielle du BIT, en concurrence régulière avec la Section d'Hygiène de la SDN²; le chapitre III, qui porte sur les dépenses ouvrières, constitue le corps du rapport. Il est pris en charge par Nixon³. Le chapitre IV porte sur la production alimentaire mondiale. Sa rédaction est confiée à l'Institut International d'agriculture. Les objectifs du chapitre V sur « La législation sociale et l'alimentation », porté par un dénommé Martin, ne sont pas tout à fait fixés au début de la réunion. Il soumet aux experts sa proposition de le diviser en quatre parties : Production, Prix, Pouvoir d'achat et Planification. Le chapitre VI sur « les agents du progrès alimentaire », porté par Colombain, chef du Service de la coopération, vise à réfléchir aux pistes possibles pour améliorer l'éducation des travailleurs en matière de nutrition et d'alimentation.

Après cette entrée en matière, les experts sont amenés à exprimer, lors d'un premier tour de table, un point de vue d'ordre général sur le projet de rapport, avant d'entrer, aux sessions suivantes, dans le détail des chapitres. Lors du tour de table, les experts s'expriment sur le projet de rapport au regard de leur spécialité mais aussi du pays qu'ils représentent bien qu'ils ne siègent pas au titre de représentants officiels. S'y rejoue une partie des débats qui ont eu lieu la

¹. Arch. BIT, C. Exp A I.4.1935, f. 2.

². Voir sur ce point Isabelle Lespinet, *Projet global, politique internationale : L'Organisation internationale du Travail et la santé des travailleurs, 1919-1939*, Mémoire d'habilitation, Université d'Evry, 2015, et plus particulièrement le chapitre 4 « Partenariats et concurrences. Le Service d'hygiène industrielle et les autres organisations ».

³. Dans le cadre de l'Institut international de statistique, il a déjà présenté quelques années auparavant un mémoire sur la question des enquêtes par budgets de familles et la question de la comparaison internationale. J.W. Nixon, « On Family Budgets with Special Reference to International Comparisons. Communication à la XXI^e Session de l'Institut international de statistique, Mexico 1933 », *Bulletin de l'Institut international de statistique*, 1934, vol. 27, n^o 2, p. 572-589.

semaine précédente à Londres au sein du Comité technique de l'OHSN auquel participaient Durig et Cathcart. Le physiologiste autrichien est le premier à s'exprimer. Après avoir exposé quelques données sur l'Autriche, il revient sur certains débats qui ont opposé les physiologistes au sein du Comité technique. En prenant soin de rappeler l'intérêt du standard calorique fixé à Rome (1932) à 3000 calories pour un adulte à dépense physique moyenne, il en conteste néanmoins le principe arguant de la variabilité individuelle des besoins (selon la saison, le travail...). Mais surtout, il remet en cause le principe du régime optimal sur lequel se sont accordés les savants à la Conférence de Londres : « The individual who is badly paid and is unable to procure the necessary foodstuffs derives very little benefit from any such calculations. However, it is not so desirable to fix a maximum as to what would be ideal, or as to what would be desirable ; it is rather necessary to lay down what minimum should be regarded as the absolute limit to fall below which would entail a danger to health¹. » Plutôt que de privilégier un optimum, qui suppose de se concentrer sur la composition de la ration calorique, il plaide pour privilégier un régime minimum qui doit être à la portée des travailleurs d'un point de vue économique, et en dessous duquel ils ne devraient pas tomber. Cette position constitue un pas en arrière par rapport à ce qui a été considéré à Londres par les nutritionnistes et physiologistes comme une avancée. Alors que le Comité technique, dans la lignée des résultats scientifiques prônés par la nouvelle science de la nutrition, recommande d'être attentif désormais à la qualité de la nutrition (c'est-à-dire à la décomposition du régime en vitamines et minéraux) plutôt qu'à la quantité de calories, Durig introduit la question de l'évaluation économique du régime alimentaire et propose de s'assurer que le minimum pour préserver la santé soit déjà accessible à tous. La question, hautement politique du coût du standard idéal d'alimentation, tout particulièrement pour les populations ouvrières, de surcroît dans un contexte de chômage et de dépression économique, a donné lieu en Angleterre à de vifs débats sur la scène publique que les membres du comité n'ignorent pas².

C'est vraisemblablement pour mettre un terme rapide à ce débat et réaffirmer la position à laquelle l'Organisation d'hygiène a abouti à l'issue de la Conférence de Londres que le chairman fait intervenir dans la discussion qui reprend le lendemain matin, Etienne Burnet, membre du Comité technique. C'est pour lui l'occasion de revenir sur les discussions menées à Londres et d'en rappeler un certain nombre de principes avec lesquels le Comité d'experts risque néanmoins

¹. Arch. BIT, Registry 182058. T/127/1000/1/1. Labour Statistics : nutrition. Advisory Committee on study on nutrition and social policy. Stenographic Report of the Second session, Monday 2 December (afternoon), f. 72.

². Madeleine Mayhew, « The 1930s Nutrition Controversy », *Journal of Contemporary History*, 1988, vol. 23, n° 3, p. 445-464 ; David Smith, « The Social Construction of Dietary Standards: The British Medical Association-Ministry of Health Advisory Committee on Nutrition Report of 1934 » dans Jeffery Sobal et Donna Maurer (eds.), *Eating Agendas. Food and Nutrition as Social Problems*, New York, Aldine de Gruyter, 1995, p. 279- 303.

de se retrouver en porte à faux. Le premier porte sur la détermination des besoins alimentaires « de l'être humain au cours de son développement, depuis la conception jusqu'à l'âge adulte, en insistant sur les âges les plus importants pour la santé et pour la préservation des maladies : l'enfance, la grossesse et l'état de la femme qui allaite ». Il rappelle que l'attention ne doit plus se focaliser uniquement sur les calories mais bien sur les « qualités » de l'alimentation (aliments dits protecteurs qui fournissent les minéraux et les vitamines), car les problèmes de nutrition rencontrés en Europe ne sont plus d'ordre quantitatif mais bien qualitatif. Il revient sur le standard de 2400 calories fixé à Londres, contre celui de 3000 fixé à Rome trois ans plus tôt auquel Durig se référait la veille, et justifie cette différence en rappelant qu'en 1932 « l'œuvre de la Commission de Rome était surtout une œuvre d'urgence, et ici nous envisageons l'alimentation normale ». Le chiffre de 2400 « a été accepté comme dépense d'un individu adulte, homme ou femme, vivant dans des conditions ordinaires, c'est-à-dire moyennes, en climat tempéré et n'accomplissant pas un travail musculaire, professionnel ou autre : c'est la dépense d'un employé, d'un ouvrier qui ne fait que tourner quelques manivelles en faisant quelques pas à droite ou à gauche, d'une femme qui se livre aux occupations journalières de la maison¹ ». À ce chiffre s'ajoutent des suppléments selon l'effort musculaire fourni. Il rappelle que « la commission s'est placée non pas au point de vue du strict nécessaire pour que l'homme maintienne sa vie, mais au point de l'optimum souhaitable pour que son développement soit aussi parfait que possible ». Or ce sont précisément ces deux derniers points qui sont sujets à caution parmi les membres du comité du BIT. Comme la discussion (mais aussi le rapport) l'indique, ils ne se satisfont pas d'une évaluation moyenne qui ne tiendrait pas compte de la diversité des professions et des différentes dépenses physiques qu'elles occasionnent, ce qu'ils préciseront dans leur rapport avec moult détails. Il ne s'agit pas seulement de prendre en compte l'effort physique lié par exemple à de lourdes charges, à des environnements de forte chaleur ou à des travaux menés en extérieur, mais aussi, par exemple, la vitesse d'exécution à laquelle sont de plus en plus soumis certains ouvriers sur des chaînes de production. Si personne ne s'est offusqué en séance de l'exemple pris par Burnet « des quelques tours de manivelles ou quelques pas à droite et à gauche », le rapport est suffisamment détaillé pour montrer l'écart qui sépare cette remarque tendant à minimiser les efforts fournis, de la diversité et la réalité des professions. Dans le rapport final, les experts s'emploient à montrer l'impossibilité d'élaborer des grandes classes de travailleurs auxquelles serait attribué un standard calorique. Ils insistent d'une part sur la difficulté à désigner des catégories professionnelles [*occupational categories*] : le même terme peut masquer des

¹. Arch. BIT, Registry 182058. T/127/1000/1/1. Labour Statistics : nutrition. Advisory Committee on study on nutrition and social policy. Compte-rendu sténographique de la 3e séance, mardi 3 décembre (matin), f. 33.

opérations différentes ; un procédé identique peut être désigné sous des noms différents ; et le même travail peut s'effectuer avec des machines et des outils très différents. Résumant différents travaux, notamment ceux d'Amar, que l'on a rencontré au chapitre II à propos de la Commission Chéron, ils mettent l'accent sur la prise en compte de la force ou de la vitesse et sur la difficulté à les évaluer. En fait, les exemples sur les différentes manières d'aborder la fatigue et la dépense au travail sont développés sur plusieurs pages, montrant aux nutritionnistes à quel point la tâche de fixer des standards d'alimentation paraît vaine face à la diversité des métiers et des types d'efforts. Quant aux seuils caloriques, les défenseurs de la cause ouvrière via notamment la législation sociale s'enquêtent davantage, comme le fera Schurch, de garantir un minimum avant de chercher à atteindre un optimum, dont les seuils, par définition, sont plus difficiles à déterminer. Burnet revient ensuite sur la seconde partie du rapport qui porte sur les besoins en minéraux et vitamines et sur la dernière partie qui dresse un certain nombre de questions et priorités qu'il conviendrait d'étudier (les besoins dans les premières années de vie, besoins minimum en vitamines, minéraux, graisses etc.). Dans la foulée, Cathcart, lui aussi membre de la Conférence de Londres, prend la parole pour rappeler l'intérêt de la promotion d'un enseignement pratique, dont il est lui-même un ardent défenseur. L'éducation est en effet une ligne de partage importante sur la question des budgets et de l'alimentation ouvrière, entre les tenants de l'élévation des salaires pour atteindre les seuils fixés, et ceux privilégiant la promotion de l'économie domestique et de l'enseignement pratique, comme seul moyen d'atteindre ces standards¹.

C'est Halbwachs qui ouvre la session suivante l'après-midi du 3 décembre. Il fait une très longue intervention dans laquelle il se pose en spécialiste des enquêtes par budgets de famille. Il ne revient pas sur sa propre expérience en la matière pour légitimer ses propos, mais davantage sur la vaste connaissance qu'il a acquise des enquêtes existant au niveau international, des questions et des débats méthodologiques afférents, et de leur traitement statistique. Contrairement à ses écrits dans lesquels l'impersonnel pronom « on » est toujours de circonstance, on s'étonne ici de le voir employer quasi-systématiquement le « je », notamment pour se mettre en scène en train de traiter les données, tantôt d'une façon experte « j'ai pu établir », tantôt virtuose : « je me suis amusé à [simplement tirer des enquêtes récentes des chiffres à cet égard ...] ». La forme orale qui s'exerce en petit comité et affranchie du regard de la SGF - ce qui n'était pas le cas par exemple lors de son exposé à l'IRSES auquel participait Michel

¹. Ce débat est loin d'être nouveau. Il est par exemple très bien analysé pour le cas de l'Angleterre : David Smith et Malcolm Nicolson, « Nutrition, Education, Ignorance and Income » dans Harmke Kamminga et Andrew Cunningham (eds.), *The Science and Culture of Nutrition, 1840-1940*, Editions Rodopi, Amsterdam- Atlanta, 1995, p. 288-318.

Huber - lui permet d'afficher un positionnement très critique à l'égard de l'organisation statistique française. Ainsi, dans cette posture « d'expert » endossée en dehors d'un espace et d'enjeux académiques ou stratégiques proprement nationaux dans lesquels il serait pris, Halbwachs s'exprime de façon libre. Cela permet de comprendre de façon rétrospective ce que l'on percevait dans ses publications antérieures.

Il débute son intervention par un propos liminaire qui ressemble à s'y méprendre à un exercice de diplomatie vis-à-vis des physiologistes. Il affirme notamment reconnaître « un progrès réel de la science de l'alimentation dont il serait regrettable qu'on ne tint pas compte¹ ». Mais pour aussitôt inviter le comité à déplacer la discussion des questions physiologiques - sur lesquelles en effet les interventions se sont focalisées lors des deux sessions précédentes - vers des questions sociales. Autrement dit, il suggère de privilégier une approche « descriptive » à une approche « normative ». S'écartant rapidement de ce point de vue normatif (« ce qu'il faudrait faire ») qui fait l'objet du chapitre II, il propose de revenir plus spécifiquement sur le chapitre III centré sur les dépenses alimentaires, « l'état de fait ». Pour connaître les besoins des ouvriers, le « meilleur moyen est de s'adresser à eux » et cette méthode par interrogation directe est celle des budgets de famille. S'ensuit un exposé en trois temps. Il évoque tout d'abord la situation française en matière d'enquête par budgets. Son propos est limpide : il en attribue la paternité à la France, par l'intermédiaire des travaux de Le Play, pour mieux souligner, par contraste, le vide laissé en la matière par la SGF qui ne s'est jamais lancée dans ce type d'enquêtes :

« C'est peut-être la France qui a inventé la méthode du budget de famille, car, en somme, c'est Leplet [sic] qui a peut-être eu, dans ses monographies de famille, la première idée de dresser des budgets complets annuels, extrêmement détaillés et précis des revenus et des dépenses, du mobilier, des vêtements etc... non seulement pour des ouvriers mais encore pour des paysans [...] ».

Il incrimine explicitement la SGF et plus encore son directeur Michel Huber d'avoir toujours été réticent, si ce n'est franchement opposé, à organiser ce type d'enquête, contrairement à de nombreux autres pays :

« Après Leplet [sic], alors que presque tous les pays se sont livrés à des enquêtes par budget de famille, on peut dire que les administrations statistiques françaises s'y sont toujours refusées. L'année dernière encore, j'ai été invité par M. Rist qui dirige un Institut de recherches scientifiques économiques assez important, lequel dispose de fonds importants grâce à des libéralités américaines, à faire un exposé sur la méthode du budget de famille, cette organisation voulant se livrer elle-même à une grande enquête portant en particulier sur les dépenses dans les milieux de chômeurs. Elle voulait établir une comparaison entre ce

¹. Arch. BIT, T127/1000/1/1 - International Labour Office, Committee of experts on Workers' Nutrition Geneva 2-7 December 1935 - Stenographic Record of the Fourth Session. Tuesday, 2nd December 1935, f. 1.

qui se passe dans un ménage de chômeur et ce qui est dans un ménage d'ouvrier qui travaille. J'ai étudié assez sérieusement la question et, malgré les insuffisances de cette méthode, je crois qu'elle est la seule qui puisse nous donner des résultats. J'ai exprimé mon opinion, mais je me suis heurté au scepticisme du directeur de la Statistique générale de la France, M. Huber, qui m'a écouté très aimablement certes, mais qui m'a dit qu'il hésitait à ouvrir une enquête de ce genre, car il faudrait, à son avis, prendre en considération un très grand nombre de budgets de ménage, entendre un grand nombre de témoignages pour obtenir des résultats sérieux. D'autres statisticiens, de formation surtout mathématique, m'ont fait à peu près la même objection. Ils ont déclaré que des enquêtes de ce genre n'étaient pas des statistiques véritables. Évidemment, ces enquêtes participent à la fois de la méthode de monographie et de la méthode de statistiques, car je crois tout de même qu'il y a lieu d'en tirer des résultats statistiques. Bref, je me suis heurté à une grande opposition de ce côté¹. »

Cette position traduit une opposition plus profonde avec le personnel de la Statistique générale de la France sur la conception de la méthode statistique. Les durkheimiens, mais surtout Halbwachs et Simiand, refusent d'utiliser les outils synthétiques de la statistique mathématique introduits par Lucien March à la SGF, qui privilégient les distributions par rapport aux moyennes, les corrélations et les causalités par rapport aux régularités, auxquels ils attribuent un pouvoir explicatif limité². Si les statistiques constituent pour Halbwachs un instrument privilégié pour bâtir une sociologie positive, le pouvoir réel qu'il leur attribue est très limité : elles ne peuvent servir qu'à établir des faits que le sociologue doit ensuite interpréter et expliquer, et qui doivent être replacés dans leur contexte social précis³.

Comme pour montrer sa bonne volonté, par contraste à « l'opposition » qu'il a rencontrée de la part des statisticiens français, il rappelle comment sa propre position relative aux enquêtes « extensives » qu'il a tant critiquées avant-guerre a évolué. Il montre notamment que, ce qu'il pointait comme une de leurs limites, le recueil « purement ou simplement de ce que dit l'ouvrier ou sa femme » - ce qu'il appelait naguère une « opinion » - constitue en fait une information qui croisée et complétée avec d'autres documents : « on demande des papiers, des quittances, des cahiers de notes s'il y en a, qui permettent de préciser les indications fournies. De cette manière, on peut arriver à des résultats importants ». Sans compter la taille très importante des échantillons américains, plusieurs milliers de ménage, qui ne le laisse pas indifférent : « Les enquêtes américaines se sont étendues jusqu'à 12.000 ménages, ce qui est déjà beaucoup. On peut avoir l'espoir, ainsi, que les régularités et les erreurs sont compensées et qu'en tous cas, les

¹. Arch. BIT, T127/1000/1/1 Labour statistics : nutrition – Advisory committee on study on nutrition and social policy. Stenographic Record of the Fourth Session. Tuesday, 2nd December 1935, f. 11-12.

². A. Desrosières, « Histoires de formes : statistiques et sciences sociales avant 1940 », art cit.

³. Olivier Martin, « Raison statistique et raison sociologique chez Maurice Halbwachs », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 1999, vol. 1, n° 1, p. 69-101.

grands mouvements de transformation apparaissent¹.» Une fois posé ce préambule méthodologique, il s'interroge sur l'utilité de ce type d'enquête pour répondre à la question que se pose le comité sur le niveau de consommation alimentaire des ouvriers. Mais au lieu de l'évaluer à l'aune des critères nutritionnels qui viennent d'être exposés, il se place du point de vue ouvrier dans une perspective relationnelle et de classe : « Il s'agit de savoir s'il y a, dans la classe ouvrière, des insuffisances réelles de consommations, si réellement il existe des parties importantes de la classe ouvrière qui mangent mal, qui mangent insuffisamment. Entendez par "manger mal" ou "manger insuffisamment", manger beaucoup moins que ceux qui ont une situation meilleure et plus aisée dans leur classe. C'est la question du rapport entre les dépenses alimentaires et le chiffre des revenus. Il faut aussi naturellement tenir compte de la grandeur de la famille². » A l'appui de l'enquête allemande de 1927-1928, il rappelle ses conclusions à l'égard du mouvement des dépenses selon la variation des revenus et de la grandeur de la famille. La proportion des revenus consacrée à l'alimentation augmente à mesure que les revenus diminuent mais en valeur absolue, le montant consacré à l'alimentation double (dans le cas de l'enquête allemande) en même temps qu'on s'élève dans les classes de revenus. Le deuxième constat porte sur l'effet de la grandeur de la famille. Plus le nombre d'enfants est élevé, plus on constate des substitutions de certains aliments au profit d'aliments moins coûteux (le pain blanc est remplacé par le pain noir etc.). Toutefois, si l'enquête allemande fournit des éléments sur le « problème de la restriction de la dépense d'alimentation, soit sous l'influence du revenu, soit sous l'influence de la grandeur de la famille », les enquêtes américaines, traitées de manière diachronique, soulèvent quant à elles la question de l'évolution des dépenses d'alimentation en cas « d'extension » des revenus (augmentation continue des revenus dans la période d'après-guerre). Cette observation débouche sur des conclusions d'une autre nature, qui reprennent aussi l'un de ses leitmotivs sur les besoins « sociaux », comme il l'a exposé dans son ouvrage de 1933. Aux États-Unis, alors que le niveau de salaire augmentait, les dépenses pour l'alimentation ont été réduites au profit de dépenses qu'il qualifie de « services » telles que la santé, la voiture, les loisirs. Ici, les variations du revenu ont un effet sur la distribution des dépenses et non pas seulement sur leur proportion (rappelons qu'il s'agit du principal argument qu'il a toujours opposé à la construction de l'indice du niveau de vie). Cela le conduit à s'interroger plus généralement sur la place accordée, dans les sociétés contemporaines, à l'alimentation. Sur la base de cas américains et d'une étude marocaine³, Halbwachs montre que le temps consacré à l'alimentation tendrait à se compresser,

¹. Arch. BIT, T127/1000/1/1 Labour statistics : nutrition – Advisory committee on study on nutrition and social policy. Stenographic Record of the Fourth Session. Tuesday, 2nd December 1935, f. 15.

². *Ibid.*, f. 17.

³. Il ne peut s'agir que de l'enquête suivante : René Hoffherr et Roger Moris, *Revenus et Niveaux de vie indigènes au Maroc*, Avec la collaboration de Chr. Funck-Brentano, Jean Lecomte, Olivier Marin, Henri

sous l'effet combiné de la recherche d'excitants et de la consommation hors domicile : « toute une partie de la vie est orientée vers une forme de participation aux formes les plus collectives et les plus modernes de l'existence. Voilà ce qui paraît attirer de plus en plus ceux qui en ont les moyens ». À l'appui de l'exemple américain, il conclut sur le fait qu'une fois les besoins alimentaires satisfaits, l'augmentation des revenus permet de satisfaire d'autres besoins, notamment de services.

À la suite de cette présentation, Olivetti, représentant des employeurs, prend la parole en français pour rebondir sur les données présentées par Halbwachs et renforcer deux idées qui vont constituer les lignes de partage des discussions : s'il est nécessaire de renforcer la capacité d'achat (donc les salaires) des ouvriers pour assurer une alimentation suffisante, ça ne suffit pas néanmoins à en assurer la qualité (au plan nutritionnel). Il faut donc faire œuvre d'éducation. Si Olivetti suggère ces deux dimensions de façon complémentaire, elles tendent plutôt à opérer une ligne de partage entre les membres du comité dont, chacun, rappelle à un moment donné sa position sur le sujet. Ainsi à Cathcart, très engagé avec son épouse dans des actions d'éducation¹, s'opposent Halbwachs et Williams, laquelle rappelle notamment qu'il a été montré pour le cas américain que les bas salaires sont un facteur aussi important que l'ignorance ; quant à Schurch, il profite de son tour de parole pour faire un plaidoyer en faveur de l'instauration généralisée du salaire minimum en écho à la convention sur les salaires minima qui a été adoptée par la conférence internationale.

À partir de la 5^e session (4 décembre au matin), les discussions se recentrent sur les esquisses des chapitres en vue d'avancer dans l'élaboration du rapport. Le chapitre II (destiné à devenir le I) « alimentation et travail » porte principalement sur les difficultés à élaborer une classification des professions selon l'intensité de l'effort physique et selon l'usure musculaire, afin de déterminer le supplément calorique adéquat qui viendrait s'ajouter au standard des 2400 calories journalières établi à Londres ; standard contesté par certains experts du comité qui le trouvent trop bas. À cette difficulté se greffe celle de l'extrême variation des classifications professionnelles, rendant très compliquées les correspondances entre activité physique et évaluation des dépenses énergétiques. Le chapitre, dans sa version publiée, conclut en réaffirmant l'impossibilité d'adopter une position tranchée sur ce sujet : « It is thus seen that the problem of diet, appropriate to these varying categories of work must be recognised as being in

Mazoyer. Cartes établies et commentées par Jean Dresch. Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1934, 244p. Cet ouvrage est mentionné dans : M. Halbwachs, « Note sur les enquêtes par budgets de famille », art cit., p. 137.

¹. D'après Smith « Cathcart supported the local domestic science college, and he and his wife endorsed and encouraged the staging, by local voluntary groups, of economical cookery demonstrations in working-class areas »: D. Smith et M. Nicolson, « Nutrition, Education, Ignorance and Income », art cit., p. 297.

reality a highly complex one, and the calculation of an adequate diet is extremely difficult to determine, on the rigid basis of values found, without taking into consideration the special circumstances attaching to particular cases¹.» En rappelant ainsi les limites aux standards nutritionnels, les experts rassemblés par le BIT affirment leur position de défenseurs des intérêts des travailleurs, qu'ils jugent partiellement mis en cause par ces standards.

La session se poursuit par la discussion du chapitre III, sur lequel la plupart des experts se sont pour l'essentiel déjà exprimés lors du premier tour de table. Comme l'indique Lorwin, se cristallisent deux conceptions divergentes qui opposent, sur la question du régime alimentaire des travailleurs, les tenants de l'éducation à l'art de bien dépenser son argent, faisant passer la question du revenu au second plan, et, à l'inverse, ceux qui considèrent que l'interdépendance entre revenu et régime alimentaire [*diet*] est le principal problème du point de vue des travailleurs. Il réaffirme d'une part la position officielle du BIT qui ne transige pas sur la question des salaires et poursuit sa mise au point en expliquant qu'il faut néanmoins trouver le meilleur moyen de prendre en compte les deux points de vue, tant d'un point de vue méthodologique concernant l'évaluation de l'alimentation des travailleurs, qu'au plan des politiques sociales. La discussion sur le chapitre III est aussi l'occasion, pour les participants, de soulever des points méthodologiques récurrents et des précisions liées à la traduction en français d'un certain nombre de termes anglais comme celui de « worker ». Schurch, Suisse et francophone, se fait confirmer que ce terme ne se limite pas aux ouvriers mais bien aux « travailleurs », considérant qu'il faut inclure les employés dans la discussion². Halbwachs prend la parole en répondant à deux points d'ordre méthodologique, tout en veillant à inclure la dimension physiologique dans chacune de ses réponses, sachant que cette question continue de sous-tendre l'ensemble des débats. Le premier vient en réponse à la difficulté soulevée par Nixon concernant l'estimation des déperditions entre la mesure des achats et la consommation réelle après préparation et consommation. Se référant à sa propre expérience, Halbwachs suggère de s'en tenir aux quantités achetées, sauf à se retourner vers des physiologistes pour évaluer la déperdition à la suite de la cuisson et de la « mauvaise préparation des aliments » :

« Je me souviens avoir dirigé autrefois une enquête dans laquelle nous demandions l'inscription des dépenses sur une page et, en regard, à titre de contrôle, l'indication des

¹. International Labour Office, *Workers' nutrition and social policy*, Geneva, ILO, 1936, p. 36.

². Antoine Prost, pour une période antérieure, a montré les différences de significations que revêtent certains termes employés dans les syndicalismes français, allemand et britannique des années 1890. Il montre notamment que dans la langue française, le terme « travailleur » « se réfère au groupe, dans la solidarité de sa condition commune », là où « worker », toujours utilisés au pluriel [*workers*] est, avec les dérivés de work [*workpeople*, *working class*] « plus fréquemment utilisé pour désigner le groupe ouvrier concret » : Antoine Prost, *Autour du Front populaire: aspects du mouvement social au xx^e siècle*, Paris, France, Éditions du Seuil, 2006, p. 25.

menus, c'est-à-dire d'une part les marchandises achetées et d'autre part les marchandises consommées. Et ce que nous trouvons bien souvent, c'était, du côté consommation, un excédent par rapport au côté achat, ce qui représente le contraire de la crainte que vous avez. Nous devons évidemment nous en tenir à l'indication des quantités achetées. Le problème de la consommation est beaucoup plus difficile à suivre. Il faudrait alors nous adresser à des physiologistes. Il faudrait tenir compte des pertes qui résultent de la mauvaise cuisson, de la mauvaise préparation des aliments¹ ».

Il demande ensuite de faire préciser les mots « standard d'alimentation ». Il évoque une conversation qu'il a eue le matin même avec Etienne Burnet, lequel semble bien connaître l'enquête allemande sur laquelle Halbwachs a travaillé, et qui l'a convaincu de l'intérêt de calculer les équivalents caloriques sur la base d'enquêtes par budgets :

« Il faudrait peut-être préciser les mots « standards d'alimentation ». Si les standards d'alimentation sont des diétèses modèles, évidemment cela relèverait de l'étude physiologique. Si ce sont les modes d'alimentation tels qu'ils sont observés en fait, cela relèverait de l'enquête économique. Mais là, il serait évidemment essentiel de les traduire autant que possible en calories. À ce point de vue, il y a d'excellentes enquêtes dans lesquelles le calcul des calories a été fait. M. Burnet me disait ce matin que dans l'enquête allemande de 1927/1928, l'étude de l'évaluation des aliments en calories a été faite. Comme vous avez là un grand nombre de professions et d'occupations différentes, je me demande s'il n'y aurait pas en cela une base intéressante pour l'étude de fait des genres d'alimentation calculés en calories ou en valeurs énergétiques, en protéines, etc. rapportés aux différentes occupations. Les médecins, les physiologistes peuvent nous dire, d'après des expériences de laboratoire, ce qui leur paraît convenir. Il me semble toutefois que les différents groupes d'ouvriers, selon leurs occupations, trouvent, à leur manière, ce qui leur convient. C'est une espèce d'expérience sociale dont nous avons les résultats auxquels nous pouvons par conséquent nous reporter. Je crois que si l'on faisait ce travail sur une ou deux enquêtes, on apporterait un complément utile et même, sur un autre plan, des indications nouvelles, d'une portée peut-être socialement plus grande, sur la correspondance qu'on peut trouver entre les différents travaux et le genre de consommation². »

À la conception normative des standards nutritionnels tels que fixés par les physiologistes, il propose d'opposer une définition basée sur une forme « d'expérience sociale » des ouvriers. Il s'agit d'inverser le support de la norme, en s'appuyant moins sur des calculs théoriques qu'en calculant ces normes à l'appui des pratiques réelles.

La 7^e session (5 décembre au matin) démarre par la discussion du chapitre IV sur la production alimentaire mondiale. Dans la mesure où sa rédaction est confiée à l'Institut International d'Agriculture, la discussion est rapide. Halbwachs suggère d'obtenir pour certains produits des données par grandes villes plutôt que des données nationales. Il prend l'exemple de

¹. Arch. BIT, Registry 182058. T/127/1000/1/1. Labour Statistics : nutrition. Advisory Committee on study on nutrition and social policy. Compte-rendu sténographique de la sixième séance, mercredi 4 décembre (après-midi), f. 11.

². *Ibid.*

la viande et propose d'utiliser les statistiques parisiennes de l'octroi, soulevant une petite levée de boucliers de la part des membres du comité ; d'une part parce que ces données spécifiques à Paris n'ont guère d'équivalent dans d'autres pays, d'autre part parce qu'il s'agit de données de « consommation » qui, comme le fait remarquer Faith Williams, ne sont pas spécifiques aux populations ouvrières, mais regroupent aussi « the very well-to-do, the restaurant trade, the tourist trade ; and the average would presumably be considerably higher than the consumption of the workers¹ ». La petite contestation que soulève la proposition de Halbwachs conduit Lorwin à préciser en cours de séance l'objet précis du chapitre : « Mr. Chairman, may I indicate what we had in mind when we drafted this chapter? It was not merely for the purpose of bringing together a lot of statistics on the production and consumption of foodstuffs; we had an idea that it would be necessary from the point of view of the study as a whole to indicate whether any of the undernourishment which may be said to exist can be ascribed to a lack of production, or to inadequate production, of certain foodstuffs². » Il s'agit davantage de savoir si la sous-nutrition peut être attribuée à des problèmes relatifs à la production de certaines denrées, plutôt que de s'interroger sur la disponibilité de certaines statistiques de consommation. Lorwin clot rapidement cette discussion en rappelant à Halbwachs que les données de consommation dont il parle sont bien connues du BIT qui les a déjà utilisées, et qu'elles viendront compléter les données de budgets de famille dans une rubrique spéciale du chapitre III.

La discussion se poursuit sur le chapitre V consacré à la législation. Il s'agit notamment de vérifier si les aides d'urgence [*relief diets*], et les prestations sociales et allocations chômage [*relief allowances*] permettent d'obtenir un régime calorique qui répond aux standards. Pour le cas des États-Unis par exemple, Faith Williams montre que ce n'est pas le cas. Pour la France, Halbwachs se borne à mentionner l'enquête en cours à l'ISRES sur les dépenses des ouvriers chômeurs, qui doit permettre d'évaluer l'effet des allocations chômage sur les consommations. Puis la discussion se porte sur le dernier chapitre relatif aux politiques sociales et à l'éducation. Von Bulow, chef du Service agricole, rappelle que « l'intention du Bureau est de rechercher dans le droit social les stipulations qui se réfèrent aux questions d'alimentation », et cite pour exemple les règles concernant les pauses sur le temps de travail. L'essentiel de la discussion se centre sur les questions des pauses au travail et de l'interruption pour le repas de midi, dans une optique de législation sociale qui se trouve au cœur de l'activité du BIT. La session se termine par la discussion du chapitre VII sur « les remèdes à apporter » mais, comme le diagnostic n'a pas encore été posé, Colombain, chef du Service de la coopération, reste prudent. Il s'appuie

¹. Arch. BIT, T127/1000/1/1 Labour statistics : nutrition – Advisory committee on study on nutrition and social policy. Stenographic Record of the Seventieth Session. 5th December 1935, Thursday (Morning), f. 22.

². *Ibid.*, f. 21.

néanmoins sur les propositions mentionnées dans le memorandum américain apporté par Faith Williams qui fait une large place aux « organisations coopératives, organisation d'écoulement pour les agriculteurs et organisations d'achat pour les consommateurs ». L'objectif que se fixe le BIT est double : faire en sorte que les ouvriers aient accès à une alimentation variée et mener des actions d'éducation pour « éclairer ces classes laborieuses sur ce qui leur est préférable, soit par groupes, soit plus particulièrement de manière personnelle¹ », dans les cours d'enseignement ménager, via la presse, les organismes professionnels, les institutions (crèches, écoles etc.), en ciblant autant l'éducation des professionnels susceptibles de délivrer ce type d'information, que les publics.

Réaffirmer le primat du pouvoir d'achat sur l'éducation vis-à-vis des standards nutritionnels

A la suite de la session de décembre, les chapitres sont rédigés puis envoyés pour relecture et correction aux différents experts. Par une lettre en date du 6 mars 1936, Maurette invite Halbwachs à relire le chapitre III intitulé « Données sur le régime alimentaire des ouvriers » qui a été préparé par la Section de statistique. Halbwachs répond une semaine plus tard par une longue lettre de quatre feuillets, élogieuse de la façon dont les données hétérogènes ont été traitées :

« Dans l'ensemble, il me paraît répondre parfaitement aux questions posées et que le BIT avait à examiner de son point de vue. Des données nécessairement incomplètes et très inégales dont on disposait, on a tiré le meilleur parti. C'est un effort de confrontation internationale et d'interprétation vraiment remarquable, et qui nous apporte beaucoup de renseignements précieux² ».

Ses principales remarques portent sur la construction des tableaux de données joints en annexe. Il émet d'une part le regret que les données sur l'alimentation dans les différents pays suivant les groupes de revenu, soient exprimés par unités de consommation, ce qui a pour effet de gommer la taille des familles alors que la « grandeur même de la famille est un élément important pour l'interprétation ». Il demande de faire ajouter cette information dans les tableaux afin de pouvoir vérifier quels en sont les effets sur les dépenses (restrictions ou extensions). Ce vœu ne sera finalement pas exaucé dans la version finale du chapitre. Par ailleurs, Halbwachs explique qu'il aurait également « préféré qu'on prît comme base 100 pour le calcul des indices la moyenne pour tous les pays. Le choix de la Suède, comme base, paraît justifié mais sauf [...] pour les aliments importants³ ». Là non plus, la version finale du chapitre ne prend pas en compte cette remarque,

¹. Arch. BIT, T127/1000/1/1 Labour statistics : nutrition – Advisory committee on study on nutrition and social policy. Compte-rendu sténographique de la septième séance. Jeudi 5 décembre (matin), f. 42.

². Cet échange de correspondance est conservé au BIT : Arch. BIT, T127_4 [01/1936- 12/1936].

³. Dans le rapport, le choix de la Suède comme base 100 est justifié par le fait que « the Swedish budget (in the aggregate) is considered to be physiologically relatively satisfactory » : Bureau international du Travail,

la Suède restant la base, quels que soient les aliments. Enfin, Halbwachs remarque, « à toutes fins utiles », qu'il aurait été intéressant de ne pas s'en tenir à la description d'un « état » (données statiques) mais que l'on retrace des évolutions des consommations et dépenses dans le temps. Il conclut néanmoins sa lettre sur une touche positive « Tel quel, ce chapitre est une excellente étude, très sérieuse et bien au courant, qui sera utile. »

Dans la version publiée du rapport, le chapitre III fait suite à un chapitre portant sur les recommandations « *What the workers should eat* » en relation avec leur « occupation ». Le chapitre III a pour objectif d'examiner la consommation effective des travailleurs « *What the workers actually do eat* ». Il débute par la présentation des deux sources possibles d'évaluation des consommations : la consommation nationale et les budgets de famille. La première est vite éliminée en raison de sa forte imprécision. La seconde est discutée plus en détails. Les enquêtes de budgets ont par ailleurs fait l'objet d'une première publication par le BIT en 1926, à laquelle se réfèrent les auteurs du rapport. Les principales difficultés, à leurs yeux, sont les suivantes : il s'agit tout d'abord d'enquêtes basées sur les achats et non sur les consommations. Cela pose la difficulté des restes (on évalue les achats et non les ingestions alimentaires), qui diffèrent aussi selon les groupes de revenu (qui n'achètent pas dans les mêmes proportions) et selon les types de produits. La deuxième difficulté porte sur l'unité d'enquête : les budgets donnent des informations sur la consommation des familles et non sur celle des individus. La troisième concerne la période étudiée. Si les habitudes alimentaires semblent relativement stables, sur longue période on observe néanmoins d'importantes évolutions. Les auteurs du rapport soulignent toutefois qu'en dépit de la difficulté à les comparer, les données de ces enquêtes permettent de donner une idée des types [*kinds*] de différences dans l'alimentation des travailleurs d'un pays à l'autre, en particulier les parts budgétaires et les quantités achetées de six grandes familles de produits (céréales et pain, viande et poisson, margarine et matières grasses, lait/produits laitiers/œufs, légumes et fruits, sucre). Ils soulignent quelques régularités observées dans les enquêtes, notamment le fait que la quantité de viande est inversement proportionnelle à celle de la catégorie pain et céréales.

Dans le rapport comme dans la présentation qui en est faite lors de la 20^e Conférence des statisticiens du travail (Genève, juin 1936) par Schürch (délégué ouvrier, Suisse), le message envoyé par les membres du comité est clair : d'une part, et contrairement à ce que soutient

Workers' nutrition..., *op. cit.*, p. 49. Cette affirmation s'appuie sur le travail mené au sein de la Section de statistique par Staehle sur la détermination de la comparabilité de zones géographiques en matière de coût de la vie et publié dans le rapport suivant : Bureau international du Travail, *La Comparaison internationale du coût de la vie. Étude de quelques problèmes relatifs à l'établissement de nombres-indices du coût de l'alimentation et des loyers*, Genève, Bureau international du Travail, 1934, vol. 20, vii-148p.

Burnet, il s'agit d'affirmer qu'une part importante des travailleurs [*working population*], y compris dans les pays les plus développés, reste inadéquatement nourrie. Et, si, deuxièmement, une partie de cette mauvaise nutrition peut être attribuée à un problème d'éducation, elle est surtout imputable à un pouvoir d'achat trop bas, qui ne permet pas une alimentation conforme aux standards nutritionnels. Ainsi, les standards nutritionnels, qui ont fait l'objet de tant de discussions lors des séances du Comité d'experts, loin d'affaiblir la position du BIT, dont on pouvait penser qu'il allait perdre la bataille face aux nutritionnistes de la SDN, sont au contraire utilisés comme principal argument en faveur du maintien ou de la hausse des salaires. C'est ainsi que la résolution passée lors de la 20^e Conférence des statisticiens du travail, à la suite de la présentation du rapport du comité, « déclare que l'alimentation des travailleurs doit avoir toute sa place parmi les problèmes les plus importants que l'Organisation internationale du Travail a à résoudre ¹ ». La conférence encourage notamment à poursuivre les recherches sur les liens entre occupations et besoins alimentaires, question sur laquelle les membres du comité ne se sont pas positionnés face à l'hétérogénéité des informations disponibles ; elle propose « d'initier et de coordonner les enquêtes sur les budgets familiaux des travailleurs ruraux et urbains recensés sur une base uniforme, en vue d'obtenir des informations comparables relatives à la consommation actuelle d'aliments par les familles ouvrières, et de compléter ces études en recueillant des renseignements sur les quantités disponibles d'aliments et sur les prix ² » ; elle suggère de surveiller les salaires et les conséquences économiques et sociales de toute politique ; elle encourage enfin à collaborer avec la Société des Nations pour étudier les activités des institutions publiques et privées qui s'occupent de l'alimentation des publics ciblés plus particulièrement par les nutritionnistes (mères, nourrisson, écoliers), et ceux qui attirent davantage l'attention du BIT : familles nombreuses, chômeurs et indigents, définis non par leur caractéristiques physiologiques et démographiques (sexe et âge) qui intéressent les nutritionnistes, mais par des critères socio-économiques, davantage en rapport avec l'activité du BIT. Face « au caractère difficile et complexe du problème de l'alimentation », le directeur du BIT propose au conseil d'administration de s'arroger une nouvelle fois la collaboration des experts dans une deuxième session du comité qui se prononcerait sur « la nature et les plans des travaux futurs ³ ». Il s'agit, une fois la position du BIT clarifiée sur ces questions, en particulier vis-à-vis des travaux entrepris par l'OHSN, de s'accorder sur les prochaines actions à mettre en place.

¹. Bureau international du Travail, *Conférence Internationale du Travail. Vingtième session Genève, 1936. Comptes rendus des travaux*, Genève, BIT, 1936, p. 390-391.

². *Ibid.*, p. 756.

³. Arch. BIT, CExp. 1937, Comité d'experts sur la question de l'alimentation des travailleurs. Deuxième session (Genève, 9-10 avril 1937), f. 7.

Sous la présidence de Bramsnaes, le comité, pour sa seconde session qui se déroule les 9 et 10 avril 1937, se compose des mêmes experts : M. Carthcart (Grande Bretagne), M. Dürig (Autriche), M. Halbwachs (France), Miss Faith Williams (États-Unis d'Amérique). Sont également présents au titre de représentants du conseil d'administration : M. Erulkar (remplaçant M. Olivetti) pour le groupe des employeurs et M. Hayday pour le groupe des travailleurs. Mais la composition du comité s'est élargie, par rapport au précédent, à de nouvelles sections du Bureau, plus spécifiquement liées au travail : la « Unemployment, Employment and Migration Section », la « Native labour Section » et la « Labour conditions Section », montrant comment la question de l'alimentation rejailit sur l'ensemble des activités du BIT, et se recentre plus précisément sur les questions liées au travail. Les experts sont par ailleurs déjà engagés à siéger, au titre de représentants de ce comité, à la deuxième session du Comité mixte de la SDN fixée au 12 avril. Ils seront donc déjà sur place à Genève et le conseil d'administration du BIT fixe la réunion dans les jours qui précèdent celle du Comité mixte pour profiter de leur présence sur place.

Les archives de la deuxième session du Comité d'experts, qui comprennent la retranscription des sessions et d'autres documents épars, permettent d'observer comment, depuis la première session de décembre 1935, les enjeux se sont déplacés vers d'autres questions. Un premier document reprend l'historique des comités BIT et SDN des années 1935-1937 pour en retracer les grandes lignes et les principales conclusions. On comprend en particulier le partage qui s'est effectué entre les deux principaux organismes internationaux. À la SDN revient le soin de poursuivre les études sur la physiologie de la nutrition, l'éducation en matière alimentaire, la sécurité sanitaire, les politiques économiques (veiller à ce que la nourriture soit produite en quantité et qualité suffisante) et le travail d'harmonisation statistique, en particulier en vue de produire des comparaisons internationales sur les consommations alimentaires. Autant de thèmes que le BIT ne tient pas à développer, et qui ne chevauchent pas ceux sur lesquels il souhaite mettre l'accent. Pour sa part, le BIT se recentre sur la protection et la législation des travailleurs et sur leur niveau de vie, en lien avec l'alimentation. Comme on l'a vu, cette question a acquis une véritable légitimité au sein de l'Organisation. Ainsi, le BIT envisage de « faire entrer ses études sur le problème alimentaire dans le programme général de travail de ses services techniques » en vérifiant si « ses ressources sont suffisantes pour lui permettre d'accomplir sa tâche dans un délai raisonnable ». Durant une courte session de deux jours, le Comité d'experts doit se prononcer sur une liste de projets à entreprendre soumise par le Bureau¹. Mais en préalable, ses membres s'accordent à souligner le manque de données

¹. Arch. BIT, C. Exp. A II.3.1937 International Labour Office Committee of Experts on Workers' Nutrition Second Session (Geneva, 9-10 April 1937) Future Studies of the International Labour Office on Nutrition (Geneva, March 1937), 36f.

disponibles, lesquelles, lorsqu'elles existent, ne permettent pas de mener des comparaisons internationales faute d'harmonisation des enquêtes. Ils proposent en conséquence de faire le lien avec les Comités nationaux de l'alimentation en cours de création, organes nationaux censés prendre le relais des résolutions décidées à l'issue du Comité mixte de la SDN, et auxquels a été confié le soin d'initier des enquêtes de consommation dans les pays qui n'en sont pas encore dotés (voir *infra*). Ils rappellent également que les aspects physiologiques, si compliqués à évaluer et à prendre en compte, ne doivent pas faire perdre de vue les aspects sociaux et économiques et le principal objectif que se fixe le BIT: une « politique alimentaire pratique ». Ils proposent dans cet objectif un plan d'études qui se décline en plusieurs volets. Le premier volet porte sur les « aspects physiologiques du problème que pose l'alimentation des travailleurs ». Il consiste, à l'appui des études physiologiques du Comité technique de la SDN, en la détermination et l'évaluation des « besoins alimentaires » des ouvriers selon leur âge, leur statut, leur sexe et le type d'activité qu'ils exercent. Autrement dit, toutes les précisions que les membres du comité n'ont pu obtenir lors de la première session et sans lesquelles ils ont décidé de ne s'accorder sur aucun standard nutritionnel. Ce volet comporte également une enquête « sur la nature des repas servis dans les cantines des usines ». En effet, lors de la première session du comité avait déjà été soulevée à maintes reprises la question de l'organisation des repas au sein des usines, des temps et des lieux qui leur étaient consacrés, en lien avec l'idée des temps de repos nécessaires à la récupération. Un premier jet de questionnaire établi par le Bureau a été soumis à la Section d'hygiène industrielle, que les membres du comité discutent en session. Dans la version finale destinée à être envoyée aux établissements, les questions portent sur le nombre de travailleurs concernés par la cantine ; le nombre de menus préparés quotidiennement ; les heures auxquelles les repas sont servis ; le coût d'un repas ; le menu le plus choisis en cas d'offre multiple ; la quantité moyenne de boisson consommées par repas. Le questionnaire s'accompagne d'un spécimen de menu listant les ingrédients des principaux plats servis comme aide-mémoire (Figure 8). En séance, Carozzi, le chef de la Section d'hygiène industrielle, informe les membres du comité que « the Office had, in agreement with the Committee on Industrial Hygiene, distributed to about twenty five countries a questionnaire on the subject of the meals of workers in factories, and hoped in this way to collect specimens of meals from at least a hundred of factories¹. » Mais les archives de cette enquête conservées au sein de la Section d'Hygiène industrielle montrent qu'il s'est agi d'un échec retentissant puisque seuls quelques questionnaires leur sont retournés ; en l'absence de réponse, le projet semble bel et bien avoir été abandonné².

¹. Arch. BIT, T127_1000_2, f. 12.

². Arch. BIT, HY 1001/10/3 Correspondence Committee on Industrial hygiene, 1937 Questionnaire on Workers' nutrition in the factory (and replies).

Figure 8. Specimen du questionnaire du Bureau international du Travail sur les repas dans les cantines industrielles (1937)

Nutrition in the Factory (questionnaire)

- 2 -

SPECIMEN MENU AND FOOD PRODUCTS UTILISED IN THE
PREPARATION OF DISHES (FOR 100 PERSONS)

Dishes pro- vided	Food products employed (complete list)	Quantity in kgs.	Calorific value	
			basic	total
Soup	Peas			
	Fat			
	Flour			
	Salt			
	Onions			
	Etc.			
	Total:			
Roast meat	Pork			
	Salt			
	Flour			
	Tomatoes			
	Fat			
	Etc.			
	Total:			
Vegetable or other dishes	(Vegetable) or other			
	Fat			
	Flour			
	Etc.			
	Total:			
Dessert: fruit or tart	(for the tart:)			
	Eggs			
	Lemon			
	Sugar			
	Fat			
	Butter			
	Chocolate			
	Etc.			
	Total:			
Bread:			
Or potatoes:			
Grand total ..				

Source : Arch. BIT, HY 1001/10/3 Correspondence Committee on Industrial hygiene, 1937 Questionnaire on Workers' nutrition in the factory (and replies).

Le second volet du plan d'études porte davantage sur la question des méthodes à mettre en œuvre pour recueillir les données sur la consommation. La résolution appelle à la tenue d'une conférence internationale à laquelle seraient fixés de nouveaux standards (révisant ceux de 1926 institués par la Conférence internationale des statisticiens du travail) et tenant compte des avancées de la physiologie. Pour avancer sur cette question, les membres du comité ont reçu un document intitulé « aide-mémoire », préparé lors de la première réunion de coordination des Comités nationaux de l'alimentation qui s'est tenue sous l'égide du Comité mixte quelques semaines auparavant, et qui laisse toutefois les membres du Comité d'experts sur leur faim. En réaction, un comité interdépartemental est réuni en juin 1937 avec des représentants de la Section de statistique du BIT (Nixon et Lindberg) et des Sections d'hygiène et financière de la SDN pour en rédiger une nouvelle version. Le problème qui se pose dès lors est méthodologique : les enquêtes nutritionnelles sont bien différentes des enquêtes par budgets de famille, même si les deux visent à enregistrer des consommations alimentaires : les objectifs et les méthodes diffèrent. Du coup, il est convenu de les traiter dans deux chapitres séparés, l'un, sur les enquêtes nutritionnelles, confié à Bigwood, récemment arrivé à la Section d'hygiène en remplacement d'Aykroyd, l'autre confié à Lindberg, de la Section statistique du BIT. Lindberg rédige de son côté un premier memorandum intitulé « Methods of Conducting Family Living Studies and Nutritional Surveys », dans lequel il n'aborde que des enquêtes par budget, laissant à Bigwood le soin de traiter les enquêtes nutritionnelles¹. Lindberg quittera la Section de statistique avant d'avoir révisé son memorandum, lequel sera repris et publié par Robert Woodbury en 1940, alors que Bigwood publie son guide en 1939². La publication séparée des deux rapports est assez significative de la difficulté à concilier les deux méthodes et leurs objectifs.

Le troisième volet du plan d'études porte sur les « Études concernant certaines catégories de travailleurs » et plus particulièrement « ceux nourris par les employeurs ou recevant leur salaire partiellement en nature³ ». D'autres questions sont listées par le Bureau sans être néanmoins retenues comme prioritaires. Tel est le cas « de la possibilité d'étudier les conséquences économiques et sociales des diverses mesures appliquées pour améliorer le standard alimentaire des travailleurs et de leurs familles, le comité s'étant déclaré d'accord avec le Bureau pour juger qu'il n'y aurait lieu d'entreprendre de telles études que lorsque l'ensemble des mesures actuellement en cours d'élaboration dans certains pays, aurait pris une forme plus

¹. Arch. BIT, T 127 /1003 Inter-departmental group for study of dietary surveys and family living enquiries

². E.-J. Bigwood, *Directives pour les enquêtes sur la nutrition des populations*, *op. cit.* ; R.M. Woodbury, *Methods of Family Living Studies. Income - Expenditure - Consumption.*, *op. cit.*

³. Notons que la catégorie des repas pris (à titre gracieux) chez l'employeur est présente dans les questionnaires des enquêtes INSEE Consommation alimentaire et Budget de famille mises en place au début des années 1960 et n'en disparaîtra qu'à la fin des années 1980 ; cf A. Lhuissier, « Anything to declare? », art cit.

définie » ; et retient comme priorité à examiner « les cas où des salaires minima sont fixés en relation avec le coût d'une alimentation appropriée ». Le comité réagit peu à la proposition de s'intéresser à l'alimentation des mères et des nourrissons tout comme à celle des apprentis et des jeunes gens et s'oppose à considérer les aspects éducatifs de l'alimentation et l'enseignement ménager, en faisant remarquer que « ce serait une erreur de trop insister sur le manque de connaissances diététiques des ménagères et d'oublier les conclusions essentielles des études préliminaires soit que la mauvaise nutrition est principalement due à l'insuffisance du pouvoir d'achat ». Ils renvoient ces questions à l'action des comités nationaux de l'alimentation.

Au final, face à l'hégémonie de la SDN sur les questions de nutrition, les experts du comité du BIT ne se laissent pas distancier, mais s'approprient la question des standards pour renforcer leurs arguments en faveur d'une politique des salaires, la seule, selon eux, susceptible de permettre aux travailleurs d'atteindre les seuils optima. C'est aussi la position sur laquelle ils vont camper face aux autres membres du Comité mixte mis sur pied par l'OHSN et auquel Halbwachs siège à deux reprises.

LE COMITÉ MIXTE DE L'OHSN POUR LE PROBLÈME DE L'ALIMENTATION (FÉVRIER ET JUIN 1936)

Pendant l'hiver 1935-36, alors que le rapport du Comité pour l'alimentation des travailleurs du BIT est en cours d'écriture, le Comité mixte est chargé de réfléchir aux moyens de mettre en adéquation surproduction agricole et sous-alimentation. Il embrasse des questions plus larges que celle traitée par le comité du BIT. La discussion va néanmoins rapidement se polariser sur l'opposition entre salaires et optima nutritionnels. Présidé par le politicien britannique le Vicomte Astor, le comité est pensé comme un espace d'échanges sur les dimensions physiologiques, économiques, sociales et agricoles de l'alimentation. Il fonctionne en parallèle au Comité technique de l'OHSN, chargé de définir les bases physiologiques de la nutrition. Les deux comités sont d'autant plus liés que les discussions menées au sein du Comité mixte sont très largement pilotées par les travaux du Comité technique, dont les experts viennent de s'accorder sur de nouveaux standards nutritionnels. De fait, si le comité se fixait d'envisager l'alimentation à la fois sous l'angle économique et sanitaire, c'est la dimension physiologique qui prévaut dans les exposés comme dans les débats. Il s'agit dès lors, notamment pour les représentants du BIT et de son Comité d'experts, de rappeler la nécessité d'assurer un pouvoir d'achat suffisant pour que l'alimentation des travailleurs puisse atteindre les standards de Londres, lesquels ne sont pas remis en cause par le Comité mixte. En renvoyant aux travaux poursuivis par le BIT et le Comité international de l'agriculture sur les questions autres que nutritionnelles, le Comité mixte entérine une division des tâches et des questions entre organismes internationaux qui permet à l'OHSN

d'évacuer de ses préoccupations les questions d'ordre économique qu'engage la question de l'alimentation, pour poursuivre sur celle des standards de nutrition.

Outre Maurice Halbwachs, deux autres Français siègent aux deux premières sessions du Comité mixte de février et juin 1936. Ils y jouent un rôle de premier plan en ce qui concerne l'une des propositions phares du comité de créer des Comités nationaux de l'alimentation (CNA). Car l'une des questions rémanentes des experts porte sur la difficulté à amener les gouvernements à suivre les recommandations de l'OHSN en matière de nutrition. Conçus comme des mini Comités mixtes à l'échelon national, les CNA auraient pour vocation de relayer les travaux et les standards de l'OSNH en matière de nutrition (physiologie et éducation). Comme nous le verrons plus loin dans ce chapitre, le CNA français mis en place au printemps 1936 va jouer un rôle déterminant dans l'organisation de la recherche en physiologie et plus généralement dans la mise en place d'une politique de l'alimentation.

Un comité à la composition disparate et sans objectif précis

Le Comité mixte se réunit à Genève par deux fois en 1936. Il comprend des représentants d'autres organismes internationaux tels que l'Institut international d'Agriculture (IIA) et le BIT, qui ont eux-aussi initié en parallèle une série de travaux sur la question de l'alimentation. Maurice Halbwachs siège aux deux sessions en tant que suppléant de Faith Williams à la première session puis de Bramsnaes à la deuxième. La liste rassemble pêle-mêle des personnes d'horizons variés tels que des hommes politiques et des médecins, des membres d'organismes de statistique publique ou d'institutions économiques privées, des pays européens, les États-Unis et quelques représentants des pays d'Amérique latine (Tableau 24).

Tableau 24. Composition du Comité mixte pour le problème de l'alimentation
Société des Nations (février et juin 1936)

Nom	Fonction dans le Comité	Qualité
Viscount ASTOR	President	Member of the House of Lords Chairman of the Milk-in-School Advisory Committee (under the milk marketing board) Formerly Parliamentary Secretary to the Ministry of Food and later to the Ministry of Health
Baron G. Acerbo	Représentant de l'Institut international d'Agriculture	Président de l'Institut international d'Agriculture
Prof. Thure BJOERKMAN		Secrétaire général de l'Académie Royale d'Agriculture, Stockholm
M. C. B. Bramsnaes	Représentant du BIT	Directeur de la Banque nationale du Danemark
Ramon CANTOS		Ancien député aux Cortès, Madrid
Léon DUPRIEZ		Secrétaire général de l'Office de redressement économique; Professeur d'économie politique à l'Université de Louvain Directeur de l'Institut des Sciences économiques à Louvain
Dr. L. FEIERABEND		Président du Monopole des Céréales
Casimir FUDAKOWSKI		Sénateur, ancien Président de la Fédération polonaise des Chambres d'Agriculture, Vice-Président de la Commission internationale d'Agriculture, Membre du Comité économique de l'Institut international d'Agriculture
M. Enrique J. Gajardo	Représentant du Child Welfare Committee	Directeur du Bureau permanent du Chili à la SDN
Jules GAUTIER		Vice-Président de la Commission internationale d'Agriculture
Edo MARKOVIC		Directeur de la Société anonyme privilégiée pour l'exportation des produits du Royaume de Yougoslavie
Prof. E. V. McCOLLUM		Professeur of biochemistry, School of Hygiene and Public Health, John Hopkins University
F. L. McDOUGALL		Economic Adviser to the Australian Government
Prof. Dr. Ed. Mellanby		Secretary General of the Medical Council
M. G. de MICHELIS		Ambassadeur, Sénateur, Membre du Conseil national de Recherches, etc.
Professor Edwin G. Nourse	Dircteur de l'Institut d'économie, Brooking institution, Washington	
Dr. Carlos A. PARDO		Conseiller Commercial à la Légation d'Argentine en Suisse, Berne
H. QUEUILLE		Sénateur, Ancien Ministre de l'Agriculture et Ancien Ministre de la santé publique
Van RIJN	Représentant de l'Institut international d'Agriculture	Vice-Président de l'Institut International d'Agriculture
STEVENS		Ingénieur. Inspecteur de l'Agriculture. Chef du service des Renseignements agricoles et économiques du Ministère de l'Agriculture
Miss Faith WILLIAMS	Représentante du BIT	Chief of the "Cost of Living Division Departement of Labour", Washington

Il s'agit ici de la liste officielle des membres du comité, qui change à la marge d'une session à l'autre par le gré des remplacements, comme spécifié dans le rapport.

Source: League of Nations, *The Problem of Nutrition. Vol. 1. Interim report of the Mixed Committee on the Problem of Nutrition*, Geneva, League of Nations, 1936, p. 9-10, note 1.

Les interventions sténographiées des discussions menées au sein du Comité mixte conservées dans les archives donnent à voir les principales lignes de fracture entre les différents

membres du comité, ainsi que le délicat exercice de « diplomatie de l'expertise¹ », pour reprendre l'expression de Rosental, auquel se livre le président de la commission vis-à-vis des gouvernements auxquels l'OHSN ne peut donner aucune injonction directe. Car la tâche du comité s'annonce délicate eu égard au manque d'objectif précis et à la disparité des membres qui le composent. Cette diversité ne va pas sans inquiéter le Secrétaire du comité, E. Stoppani chef de la Section économique, comme il le fait savoir à McDougall, deux semaines avant le début de la première session. Sa réticence se double d'une inquiétude quant aux travaux mêmes du comité qui n'a pas de direction concrète :

« Par ailleurs, je vous avoue que je n'envisage pas sans quelque inquiétude la réunion du 10 février, car je crains que ce Comité, composé d'éléments aussi disparates, ait beaucoup de peine à faire un travail utile, vu qu'il ne sera pas en possession d'une documentation capable de le guider et que ses membres, pris isolément, n'auront que peu ou pas d'idées concrètes ou seulement en ce qui concerne leur domaine particulier. On aura, il est vrai, les propositions du Comité des hygiénistes, qui siègent actuellement à Londres, mais il s'agit là d'un aspect purement scientifique, dont l'étude devra procéder d'une manière assez indépendante, le Comité mixte se contentant d'en prendre connaissance sans pouvoir intervenir utilement. Il est également peu probable que nous recevions, avant la réunion du Comité mixte, des réponses intéressantes d'un certain nombre de pays à notre lettre-questionnaire. C'est donc à nous – et par là j'entends les quelques personnes qui ont des idées concrètes en la matière, parmi lesquelles vous figurez au premier rang, et le Secrétariat – qu'il incombe de rechercher au préalable des lignes générales pouvant servir à orienter la discussion du Comité mixte et à la diriger vers des conclusions qui ne rappellent pas le vieil adage : « parturient montes, nescitur ridiculis mus². »

S'il est possible d'affirmer rétrospectivement que la montagne n'a finalement pas accouché d'une souris, l'examen des séances de la première session montre que les craintes liées à la disparité des membres, semblent fondées. Halbwachs lui-même le souligne dans un compte rendu des travaux de la commission : « cela fut aussi l'occasion de débats curieux et instructifs entre experts hygiénistes, experts économistes, experts sociaux : ils ont bien mis en lumière la difficulté d'une collaboration efficace entre compétences un peu exclusives³ ». En effet, les discussions en séance peinent à faire dialoguer des perspectives assez différentes. La question de l'évaluation

¹. Paul-André Rosental, « La silicose comme maladie professionnelle transnationale », *Revue française des affaires sociales*, 2008, n° 2-3, p. 255-277. Employant l'expression à propos du BIT dans le cas de la silicose, il insiste sur la nécessité « de structurer le débat scientifique tout en respectant formellement une apparence de neutralité [...] Une diplomatie, également, en ce qu'elle doit simultanément tenir compte des rapports de forces économiques et des rapports de forces savants, respecter les grandes puissances industrielles mais savoir les tenir à distance si leurs positions médicales sont trop hostiles à l'avancée du dossier ».

². Arch. SDN, R5742, Registry 50/20905/19868, Nutrition. Execution of decisions of the 16th Assembly, 1935. Correspondance with Mc Dougall. /Courrier adressé à McDougall en date du 26 novembre 1935, f. 1-2.

³. Maurice Halbwachs, « L'alimentation des travailleurs », *Annales d'histoire économique et sociale*, 1937, vol. 44, n° 9, p. 206.

économique du régime optimum n'est jamais abordée par les nutritionnistes alors que les représentants du BIT s'efforcent de faire valoir que les régimes alimentaires s'améliorent en même temps que les salaires augmentent. Les physiologistes prennent pour population cible les enfants et les femmes enceintes et allaitantes, les plus à risque au plan nutritionnel, là où les experts représentant la branche « sociale » du comité s'intéressent plutôt aux familles de chômeurs et de « travailleurs ». Comme on l'a vu, cette séparation des populations correspond à deux perspectives irréconciliables, lesquelles dessinent une division nette entre les enquêtes et les objectifs qui leur sont assignés : enquêtes nutritionnelles dans une perspective préventive à l'échelle individuelle ; enquêtes par budgets de famille dans une optique de mesure du niveau de vie à l'échelle du ménage.

La première séance s'ouvre sur un discours d'introduction du Président Astor organisé en sept points : nutrition et santé publique, pour souligner l'importance de la nutrition dans la médecine préventive telle que soulignée dans le rapport Burnet – Aykroyd¹ ; éducation, pour diffuser les standards une fois ces derniers fixés ; alimentation et travail, en renvoyant au rapport en cours d'écriture par le Comité d'experts du BIT ; nutrition et revenu, question qui soulève l'aspect le plus important, celui des « prix » des aliments « protecteurs »² ; statistiques de production et de consommation, pour souligner le manque de données chiffrées ; nutrition et agriculture, pour rappeler qu'il n'est en aucun cas question de dicter aux gouvernements quelle politique agricole adopter mais juste informer ; besoins alimentaires de l'Europe industrielle, en s'interrogeant sur les effets, sur les productions locales, de produits qui ne sont pas des aliments protecteurs ; vie économique mondiale [*World economic life*], le développement des échanges économiques³. Cet exposé est suivi d'un tour de table qui va se poursuivre sur plusieurs sessions pour donner aux experts l'occasion d'exprimer leur point de vue.

Le premier à prendre la parole est le Français Henri Queuille, qui entend jouer dans ce comité un rôle de premier plan. Médecin de formation, sénateur, ancien ministre de l'Agriculture et ancien ministre de la Santé publique, Queuille est aussi Président de la Société scientifique d'hygiène alimentaire et d'alimentation rationnelle de l'homme (SSHA). Créée en 1904, la Société

¹. Étienne Burnet et W. R. Aykroyd, *L'Alimentation et l'hygiène publique, par Et. Burnet [et] W. R. Aykroyd*, Genève, Société des Nations, 1935, 155 p.

². « One major factor of our whole enquiry is that the “protective” foods (incidentally a phrase which has not yet been even heard by the vast majority of people) are relatively expensive by comparison with the energy-producing foods. It, therefore, follows that the variation in consumption between the lower income and the higher income groups in any given community is particularly marked in regard to their health promoting foods ». Arch. SDN, R. 5747 – nutrition Registry n° 50/22394/20095 Nutrition. Mixed Committee on the Problem of nutrition. 1st meeting, February 1936, proceedings. Opening speech by the President, p. 6.

³. Arch. SDN, R. 5747 – nutrition Registry n° 50/22394/20095 Nutrition. Mixed Committee on the Problem of nutrition. 1st meeting, February 1936, proceedings. Opening speech by the President, p.10.

rassemble médecins, biologistes et hygiénistes travaillant sur l'alimentation humaine. Ses promoteurs poursuivent l'objectif d'analyser les denrées alimentaires et d'en améliorer la qualité et de développer et d'enseigner les sciences appliquées à l'alimentation. Très vite, il fait la suggestion de créer des Comités nationaux de l'alimentation, proposition sur laquelle nous allons revenir *infra*. Les séances suivantes portent sur la présentation des travaux antérieurs ou en cours à l'OHSN sur les questions de nutrition. La deuxième séance est ainsi consacrée à un exposé d'Etienne Burnet, qui revient en particulier sur les conférences en quelque sorte inaugurales organisées par l'OHSN en 1932 : à Rome (septembre 1932), il s'agissait d'aborder la question des standards alimentaires et de s'accorder sur les « besoins » de l'homme, puis à Berlin (décembre 1932), avaient été abordées les conditions dans lesquelles peuvent être décelés des états de sous-nutrition. À la suite de ces deux conférences, Burnet et son acolyte Wallace Aykroyd, secrétaire des conférences de 1932¹, se sont attachés à rédiger un rapport sur la nutrition et la santé publique qui rencontre un vif succès. Ces travaux initiaux trouvent un prolongement dans la création du Comité technique de l'OHSN, dont la Conférence dite « de Londres » organisée en novembre 1935 a conduit à un accord entre experts sur de nouveaux standards nutritionnels. Ces standards, particulièrement centrés sur les populations fragiles d'un point de vue physiologique en cas de carences (enfants, femmes enceintes), ne sont pas remis en cause par les membres du comité alors qu'ils restent partiellement déconnectés du contexte dans lequel sont rassemblés les comités SDN et BIT confrontés aux questions de chômage et de surproduction agricole. Pourtant, c'est bien la question des standards nutritionnels qui va dominer les débats, au détriment des dimensions sociales et économiques, comme vont le faire remarquer nombre d'experts.

La subordination des questions économiques et sociales aux standards nutritionnels

Lewis Lorwin, conseiller économique au BIT, intervient à la deuxième séance pour résumer les discussions qui ont eu cours au sein du Comité d'experts et les grandes lignes du rapport en cours de rédaction. À la suite d'une discussion sur les standards nutritionnels, que d'aucuns trouvent subordonnée aux travaux du Comité technique, il revient sur la question des salaires et insiste sur « l'importance de l'augmentation des salaires au point de vue de l'alimentation rationnelle des ouvriers. Les ouvriers adaptent très rapidement la qualité de leur alimentation aux salaires plus élevés qu'ils reçoivent² ». Cette ligne est celle sur laquelle s'alignent les membres du BIT et qu'ils ne vont cesser de faire valoir dans les discussions. L'intervention de Halbwachs à la séance suivante en fournit une preuve supplémentaire :

¹. Kenneth J. Carpenter, « The Work of Wallace Aykroyd: International Nutritionist and Author », *The Journal of Nutrition*, 2007, vol. 137, n° 4, p. 973-979.

². Arch. SDN, R. 5747, Deuxième séance tenue le 10 février 1936, f. 10.

« M. HALBWACHS rappelle qu'on a parlé la veille des travaux du Bureau international du Travail en matière d'alimentation. Il est évident que des préoccupations de plusieurs ordres convergent sur ce problème. [...] Le problème revient, ~~dans ces conditions~~, à se demander s'il est possible d'obtenir un relèvement suffisant du pouvoir d'achat de la classe ouvrière et paysanne pour procurer de nouveaux débouchés à l'agriculture. Au point de vue hygiène, on considérera sans doute qu'un certain état physiologique favorable et qu'il faudra définir, devra être répandu aussi rapidement que possible. Il faudra étudier dans quels cas cet état physiologique ψ est atteint et dans quels cas il ne l'est pas. Cette préoccupation est rapidement passée au premier plan des études du Bureau international du Travail ; ~~et~~ *D'autre part*, il faut considérer comme un progrès important que des physiologues et des médecins se soient mis d'accord à la Conférence de Londres, sur la teneur en calories, en protéines et en vitamines, ~~en vue d'avoir~~ d'une alimentation rationnelle. Toutefois, le point de vue auquel se sont placés les représentants du Bureau international du Travail est un peu différent. Ils se sont moins préoccupés de physiologie, d'hygiène, de débouchés à trouver etc. que d'un niveau de vie à assurer aux travailleurs. Le problème se pose pour eux de savoir dans quelle mesure il est possible d'éviter que la classe ouvrière pâtisse de la crise, et dans quelle mesure aussi il est possible de l'aider à poursuivre sa marche vers le ~~progrès~~ *mieux-être*. Le Bureau international du Travail s'est également occupé des méthodes à employer pour le rassemblement des données, et c'est là que s'est posée la question de l'enquête par budget de famille¹. »

Halbwachs rappelle ainsi la spécificité de la position du BIT sur la question de l'alimentation des travailleurs, dont la priorité reste l'amélioration des salaires. Utilisant les résultats d'enquêtes américaines, il poursuit en affirmant que l'augmentation des salaires favorise une alimentation conforme aux normes d'hygiènes : « Il n'est pas moins curieux de constater que dans les ménages plus riches, la part faite aux aliments protecteurs est plus grande que dans les autres ménages. Les ménages les plus riches s'alimentent donc de façon plus rationnelle ». De plus, il met en garde contre une politique trop normative et fait partager ses doutes quant à la délicate réception, en France, de telles recommandations :

« Pour ce qui concerne la France, M. Halbwachs note que dans le rapport introductif qui a été soumis au Comité, on trouve une excellente étude de ce que serait le niveau de vie et de consommation dans ce pays. Il semble qu'en France la consommation de pain, de blé, de viande, ait dépassé le maximum. La qualité de la viande que mangent les ouvriers est meilleure qu'auparavant. Évidemment, il resterait beaucoup à faire en France pour rationaliser complètement l'alimentation, mais on peut se demander *si* ~~ou~~ l'on pourra faire beaucoup, au point de vue social, dans cette voie. La population française n'est sans doute pas très encline à suivre les conseils des médecins et des hygiénistes². »

Face à cette salve remettant partiellement en cause l'utilité des recommandations des médecins, Mellanby, qui, rappelons-le, assure la présidence du Comité technique, recadre la discussion de la quatrième séance sur les aspects prophylactiques du problème et suggère que la nutrition se

¹. Arch. SDN, R. 5747, Troisième séance tenue le mardi 11 février 1936 (matin), f. 12.

². Arch. SDN, R. 5747 – nutrition Registry n° 50/22415/20095 Nutrition. Mixed Committee on the Problem of nutrition. 1st meeting, February 1936, proceedings. 3e séance, f. 12-16.

calque sur la médecine préventive : « Quelque grande que soit l'importance des services de la médecine curative qui assure aux ouvriers malades un traitement gratuit, il semble au Dr. Mellanby plus logique de commencer par préparer un matériel humain plutôt que d'avoir à le guérir par la suite¹ ». Il rappelle dès lors qu'il ne s'agit pas de se préoccuper de « mal nutrition », terme qui désigne l'état d'une personne malade, mais de « sous-alimentation » ou « alimentation défectueuse », plaçant au premier plan les enfants et les femmes enceintes, les plus sensibles aux conséquences d'une mauvaise alimentation. À l'image des lois sanitaires promulguées en Angleterre en 1850 face au choléra et autres maladies épidémiques, il souhaite que les États légifèrent en la matière. La tournure que prennent les échanges ne satisfait pas le Président. Il conclut la séance en soulignant qu'en dépit de leur intérêt, les interventions s'éparpillent et ne permettent pas d'avancer. La séance suivante est alors consacrée à la présentation du rapport du Comité technique par Mellanby, réorientant assurément la réflexion sur les questions d'hygiène.

La cinquième séance est en effet consacrée à la présentation, par Mellanby et Mc Collum, du rapport issu de la Conférence de Londres organisée par le Comité technique dans lequel les savants se sont accordés sur une série de standards nutritionnels pour l'ensemble de la population mais plus spécialement pour les enfants et les femmes enceintes et allaitantes. Or les difficultés rencontrées par le Comité mixte tiennent à la Conférence de Londres, puisqu'en dépit de son caractère « mixte », les discussions s'organisent finalement autour des questions de nutrition et de physiologie. L'élaboration des standards nutritionnels se traduit par deux questions adressées au comité : celle de l'adéquation de la production agricole mondiale pour les atteindre, et celle du coût, pour les familles et plus particulièrement les familles ouvrières, des régimes définis par ces standards. Cette dernière question a déjà donné lieu à une vive controverse au Royaume-Uni, initiée par Mellanby dès 1927 face au ministère de l'Alimentation sur les implications sociales, économiques et politiques de l'évaluation monétaire des standards nutritionnels : en gros combien coûte ce régime idéal et les salaires doivent-ils être fixés de façon à ce que les ouvriers puissent l'atteindre² ? Elle est en revanche sagement évacuée dans le rapport du Comité mixte.

Le président profite de la sixième séance pour dresser des conclusions et faire une synthèse des discussions précédentes. Celle-ci se transforme en un exercice d'autojustification de Mellanby et McCollum face aux nombreuses critiques dont fait l'objet le rapport du Comité technique, accusé de passer sous silence dans ses conclusions certaines données nationales ou

¹. Arch. SDN, R. 5747, Quatrième séance tenue le 11 février 1936, f. 8-9.

². Charles Webster, « Healthy or Hungry Thirties? », *History Workshop*, 1982, n° 13, p. 110-129 ; M. Mayhew, « The 1930s Nutrition Controversy », art cit ; D. Smith, « The Social Construction of Dietary Standards: The British Medical Association-Ministry of Health Advisory Committee on Nutrition Report of 1934 », art cit.

jugé inadapté à certaines situations nationales. La fin de la sixième séance et le début de la septième sont consacrés à la discussion d'un autre rapport, *Food, Health and Income*, qui prône une approche diamétralement opposée à celle du Comité technique. Son auteur, John B. Orr, médecin et nutritionniste britannique rompu aux enquêtes diététiques et engagé dans la lutte contre la pauvreté¹, affirme pour le cas anglais « que tout le monde s'accorde à considérer que la pauvreté est à la racine du problème de l'alimentation et que, par conséquent, la question des revenus est un élément important de ce problème². » Dans la discussion, Nixon rappelle les limites à effectuer des calculs nutritionnels sur la base d'enquêtes par budgets de famille qui ne relèvent qu'approximativement les quantités et qui ne portent que sur ce qui est acheté et non réellement consommé, au contraire des enquêtes diététiques. Il souligne donc la difficulté à atteindre des résultats similaires à ceux de Orr avec des enquêtes par budgets, matériau sur lequel travaille principalement le BIT. Il affirme en revanche le « grand avantage » que présente ce type d'enquêtes empiriques en permettant « la classification des données selon le revenu de la famille. Les grandes différences que l'on observe dans la consommation des denrées alimentaires, en s'élevant des revenus les plus bas aux revenus les plus hauts sont bien mises en relief par les graphiques et les tableaux que contient le rapport britannique ». Cette prise de parole résume assez bien la ligne de partage qui a conduit les discussions au long des dix séances. Elles se polarisent sur les questions nutritionnelles et économiques et sur les enquêtes afférentes, diététiques pour les premiers, par budgets de famille pour les seconds.

A l'issue de la dernière séance, le comité de rédaction, qui vient d'être désigné, suggère d'examiner « l'avant-projet de canevas de rapport provisoire et des motions présentées par M. Queuille et M. Gautier³ ». Les experts s'y rejoignent finalement sur un point relatif à l'importance de relayer au niveau national les recommandations du Comité technique et plus généralement des travaux sur l'alimentation menés au sein de l'OHSN. À la crainte exprimée par le Président qu'en s'adressant directement aux gouvernements, la SDN outre passe son mandat, la mise en place de comités nationaux de l'alimentation, chargés de procéder aux enquêtes et recherches ayant trait à l'alimentation, offrent une solution commode. Il croit devoir dégager l'impression générale qu'il a retirée des débats du comité. Cette impression est que, malgré les divergences apparentes d'opinion, les membres du Comité sont en réalité plus près de s'entendre qu'on ne le

¹. D. P. Cuthbertson, « LORD BOYD ORR (23 September 1880 to 25 June 1971) », *British Journal of Nutrition*, 1972, vol. 27, n° 1, p. 1-5.

². Arch. SDN, R. 5747, Septième session, 13 février 1936, f. 1. Il s'agit du rapport suivant : John Boyd-Orr, *Food health and income: report on a survey of adequacy of diet in relation to income*, London, Macmillan and co, limited, 1936, 71 p.

³. Le comité de rédaction est composé de MM. De Michelis, Queuille, Mellanby, Markovic et Mc Dougall, en vue d'établir un premier projet de rapport.

croirait. Puis tout le monde s'accorde sur l'intérêt de la proposition de Queuille, jugée par Stoppani comme « le moment le plus important des débats du Comité ».

Les impensés des mesures nutritionnelles

De retour à Paris, Halbwachs note dans son journal « C'est la semaine dernière, ~~que~~ ou plutôt la précédente, que j'ai été à Genève, à la Commission mixte pour l'alimentation (~~près~~ à la SDN, l'ancien bâtiment, qui a dû être évacué ces jours-ci, et qui ressemble à un casino ou à un buffet de gare) présidé par Lord Astor (si sérieux, si appliqué, parleur et parlementaire) avec les physiologistes Mellanby, Mac Collum, l'Australien Mac Dougall, le mage Gautier (qui a 80 ans), Augé-Laribbé, l'ex-ministre Queuille, l'ambassadeur italien De Michelis, Baumont, et Burnet¹. » Bien que le comité ne se limite pas à ces quelques noms, ces derniers résument toutefois assez bien la teneur des échanges, entre les physiologistes influents, en particulier les britanniques, les politiques tels que de Michelis et les figures françaises (Jules Gautier, Henry Queuille, Aurigé-Labbé, - de l'Institut international d'agriculture - et Etienne Burnet) qui entendent jouer un rôle marquant dans ce comité, en particulier Queuille et Gautier. L'expression utilisée pour qualifier ce dernier est révélatrice de la position occupée de longue date par Gautier – eu égard à son âge – dans les instances internationales et l'alimentation, nous y reviendrons.

Halbwachs, qui a très peu pris la parole au cours de la première session, va intervenir davantage à la deuxième qui se déroule du 4 au 6 juin 1936. Le principal enjeu de cette 2^e session, nettement raccourcie par rapport à la précédente puisqu'elle comporte deux fois moins de séances (5 contre 10 précédemment), est de s'entendre sur la première version du rapport provisoire préalablement rédigée par le comité de rédaction, et qui doit être remis à l'OHSN avant l'été c'est-à-dire avant la prochaine Assemblée de la SDN². Les quatre premières séances y sont entièrement consacrées. La dernière est axée sur le programme futur du Comité mixte et notamment sur l'organisation des commissions nationales de l'alimentation.

La discussion sur le projet de rapport préliminaire se polarise très vite entre les tenants d'une approche économique et sociale et les tenants d'une approche nutritionnelle. La parole est ainsi beaucoup prise par les premiers, reprochant au rapport de ne pas suffisamment prendre en compte leur position. Halbwachs est le premier à s'exprimer pour souligner que l'essentiel du rapport traite de questions physiologiques. Il met en garde contre le risque de subordination des questions économiques, mais aussi agricoles, à la question nutritionnelle et plaide pour un

¹. IMEC, HBW2. P2. Journal de Maurice Halbwachs, 1923-1944, Cahier I [ca. Juil. 1923-14 juil. 1936] [157], f. 145, 29 février.

². League of Nations, *The problem of Nutrition. Vol. 1. Interim report of the mixed committee on the problem of nutrition*, Genève, League of Nations, 1936, 96 p.

rééquilibrage. Ce faisant, il défend la position du BIT tenue à la suite du rapport face aux physiologistes et leurs standards :

« M. HALBWACHS ~~comprend que cette première partie du rapport est un projet et il désire présenter quelques observations d'un caractère général.~~ Il a constaté que la plus grande partie de ce rapport est consacrée au point de vue physiologique. [...] M. Halbwachs comprend, en outre, que la question de l'hygiène alimentaire occupe le premier plan. Néanmoins, à son avis, il faut tenir compte du fait que ce rapport émane d'un comité mixte composé de physiologistes, de représentants des agriculteurs et de représentants du Bureau international du Travail. Il lui paraît que la partie rédigée pour le Bureau international du Travail est brève et qu'il y aurait intérêt à l'étendre. En d'autres termes, le rapport comprend trois points de vue différents qui ne peuvent pas être subordonnés les uns aux autres, car aucun d'eux ne peut être considéré comme ~~le point central~~ le point central. On ne peut pas dire que ~~l'objet~~ la question économique soit ~~la~~ plus importante. Mais si l'on veut obtenir un relèvement de la consommation, il faut tenir compte des possibilités économiques, non seulement des salaires et du mouvement des prix, mais aussi, peut-être, de l'organisation des consommateurs et des relations entre les consommateurs et les producteurs. M. Halbwachs désirerait que l'on insistât davantage sur ces points qui lui paraissent aussi intéressants que la question physiologique. Il ne veut cependant pas faire un procès de tendance. Il comprend que ce rapport était très difficile à rédiger, mais il se demande si le centre de gravité n'est décidément pas trop du côté de la physiologie¹. »

Plus généralement, la réintroduction de la dimension économique et sociale est une demande récurrente, en particulier des représentants du BIT. Les tenants de la question économique sont minoritaires, ce qui permet au Président d'évacuer la question en la renvoyant d'une part au rapport du BIT en cours d'écriture et à un second volume qui doit faire suite au rapport de la Commission mixte.

En attendant le rapport final, qui accordera en effet davantage de place à ces questions, certains débats de la deuxième session du comité pointent les conséquences économiques directes, mais impensées par les nutritionnistes, de certaines de leurs propositions. Il en va ainsi de la suggestion de baisser le prix des aliments dits de première nécessité (tels que le sucre et les pommes de terre), de façon à accroître la part des aliments protecteurs dans le budget. Schürch dénonce cette proposition en rappelant que ces aliments énergétiques sont pris pour base dans le calcul de l'indice du coût de la vie : en baisser les prix entraînerait mécaniquement une baisse des salaires lorsqu'ils sont réglés sur l'indice, et donc une perte de pouvoir d'achat. De son côté, Halbwachs dénonce l'uniformité des normes édictées par les nutritionnistes, et s'interroge sur une déclinaison possible du régime selon les types de populations, aux salaires et aux habitudes différentes :

¹. Arch. SDN, R. 5747 – nutrition Registry n° 50/24945/20095 Nutrition. Mixed Committee on the Problem of nutrition. 2nd meeting, june 4-6, 1936, proceedings. 2^e séance, 4 juin après-midi, f. 1.

« Certaines restent encore à examiner. Il fait en effet le constat que les calculs des physiologistes ont conduit à des résultats définitifs qui correspondent à une norme unique " un type unique d'alimentation ", laquelle ne tient pas compte des différences de salaires. Il suggère de définir plusieurs types de régimes alimentaires - comprenant plus ou moins de végétaux et de viande - adaptés à différents groupes de populations aux salaires de niveaux différents, c'est-à-dire des différents niveaux de salaire et des possibilités différentes d'accéder à ce régime optimum. Cette partie contient des suggestions utiles bien qu'on puisse avoir l'impression que toutes les questions importantes n'aient pas été envisagées examinées. En effet, il semble que les physiologistes soient arrivés à des résultats pour ainsi dire définitifs à la suite desquels ils ont indiqué un type unique d'alimentation. Le problème est toutefois plus complexe, et il semble à M. Halbwachs que l'on devrait envisager prévoir des compromis, c'est-à-dire des programmes d'alimentation s'adaptant à différents groupes de population. Par exemple, il est possible que, pour une certaine classe, le programme d'alimentation envisagé ne puisse être réalisé, étant donné l'insuffisance des salaires. Ne serait-il pas possible, dans ces conditions, d'envisager divers types d'alimentation ? Un spécialiste allemand a publié, il y a quelques mois, une étude indiquant trois types d'alimentation. Le premier correspond à une population plutôt pauvre et contient, par conséquent, surtout des aliments végétaux. Ce type d'alimentation correspond à la période d'avant-guerre. Le deuxième comprend une alimentation en grande partie carnée et il correspond aux pays industriels européens après la guerre. Le troisième type est américain et revient à une alimentation plus végétale, mais les denrées sont différentes de celles du premier type. En résumé, ne pourrait-on pas établir une distinction et prévoir plusieurs programmes s'adaptant à des conditions économiques diverses¹. »

Il pointe ici du doigt la synthèse que le comité ne parvient pas à réaliser entre l'uniformité des normes nutritionnelles et la diversité des populations auxquelles elles sont censées s'appliquer. Il exprime plus généralement son désaccord avec l'approche normative des nutritionnistes, sur lequel il revient dans deux comptes rendus qu'il publie en 1937 à propos des travaux entrepris à Genève. Dans les *Annales d'histoire économique et sociale*, il indique, après avoir souligné la qualité des rapports présentés par les physiologistes, que « ces travaux, surtout de laboratoire, risquaient cependant de passer un peu à côté de la question. Car ce n'est pas assez de parler de calories et de vitamines (sur ce point, d'ailleurs, bien des physiologistes ont reconnu eux-mêmes qu'il ne fallait pas être trop dogmatique) ; mais il faut tenir compte des possibilités économiques, des habitudes et traditions alimentaires, de bien d'autres éléments psychologiques et sociaux que l'observation des groupes peut seule nous faire découvrir »². Il réitère cette affirmation à propos du rapport de Burnet et Aykroyd et de celui du Comité technique de la SDN dans un petit article paru dans les *Annales Sociologiques* et cité en exergue du chapitre³. Ces différences de perspectives entre disciplines sont récurrentes dans le comité et s'expriment aussi à propos de la notion de travail dans les séances suivantes.

¹. Arch. SDN, R. 5747 – nutrition Registry n° 50/24945/20095 Nutrition. Mixed Committee on the Problem of nutrition. 2nd meeting, June 4-6, 1936, proceedings. 2^e séance, 4 juin après-midi, f. 1-2.

². M. Halbwachs, « L'alimentation des travailleurs », art cit., p. 206.

³ M. Halbwachs, « Note sur les enquêtes par budgets de famille », art cit., p. 140.

La 3^e et la 4^e séance sont consacrées à l'examen du texte des résolutions et des amendements ainsi qu'au programme des travaux ultérieurs. Bien qu'il s'agisse principalement de faire des corrections de forme, c'est encore l'occasion de pointer des divergences, par exemple sur la conception du « travail » telle qu'elle transparait dans les chapitres II (Nutrition et santé) et III (Nutrition et travail) laquelle renvoie à deux définitions distinctes, dans l'articulation avec l'alimentation : la première s'intéresse au travail dans son rapport avec les dépenses énergétiques, le second avec les revenus et les dépenses économiques. Comme l'explique Halbwachs, cette distinction renvoie également à deux types d'enquêtes aux visées bien spécifiques : les enquêtes nutritionnelles, qui portent sur la teneur et la composition des aliments et celles menées sur les dépenses des ménages, par les économistes ou les spécialistes des problèmes sociaux :

« M. HALBWACHS pense qu'il serait utile de mentionner dans cette partie du rapport les enquêtes économiques qui devront être développées. Il faudra nettement distinguer entre les enquêtes faites par les physiologistes, qui portent sur la teneur et le contenu des aliments au point de vue chimique, et les enquêtes faites par les économistes ou par des spécialistes des problèmes sociaux, enquêtes qui sont d'une toute autre nature. Ces dernières permettent de se rendre compte de l'importance des dépenses pour l'alimentation en les plaçant dans le cadre des dépenses générales d'un ménage. Si les frais de logement, de vêtements etc. sont trop élevés, la famille ne peut pas se nourrir d'une façon satisfaisante. Il faut attirer l'attention, dans le rapport, sur cette liaison entre les différentes parties des dépenses d'un ménage ; cela donnerait le sentiment que l'on passe à un *autre* domaine : celui de la vie sociale en général¹ ».

Autour de la notion polysémique de « travail » la mesure de l'usure physique et des dépenses caloriques s'oppose au niveau de salaires et de dépenses. Cette opposition résume assez bien les différences de perspective propres à la Commission d'experts du BIT et à celle du Comité technique de l'OHSN, dont le Comité mixte ne parvient pas à faire la synthèse. Cette ligne de clivage refait clairement surface lors de la cinquième et dernière séance du comité lorsqu'est abordée la division des rôles et des tâches entre les deux organismes. L'Australien McDougall plaide pour « établir une démarcation assez nette entre les activités de la SDN et celles du BIT. Il semble que les effets généraux d'une amélioration du régime alimentaire sur la santé publique, sur l'agriculture, puis sur le commerce international, constituent un problème qui relève plus directement de la Société des Nations, alors que l'alimentation de certains groupes industriels ou agricoles est un problème qui intéresse plus spécialement le Bureau international du Travail² ».

¹. Arch. SDN, R. 5747 – nutrition Registry n° 50/24945/20095 Nutrition. Mixed Committee on the Problem of nutrition. 2nd meeting, june 4-6, 1936, proceedings, 3^e séance, 5 juin 1936 matin, f. 16.

². *Ibid.*, f. 23.

Comme l'indique l'introduction du rapport, son orientation très santé publique conduit à abandonner rapidement la perspective de l'alimentation des personnes au chômage ou pauvres pour s'intéresser à l'ensemble de la population, montrant qu'une alimentation défectueuse [*defective nutrition*] se retrouve y compris dans les pays avancés d'un point de vue économique. De façon assumée par les auteurs du rapport, les aspects économiques et sociaux en sont évacués, en dépit des rappels réguliers lors des différentes séances des différents membres du Comité mixte. Le rapport consacre le chapitre II aux *London Report*. Si tous s'accordent sur la nécessité de mener des actions d'éducation, les discussions portent sur comment et auprès de qui disséminer ces standards pour les faire passer auprès du corps médical, du travail social et *in fine* auprès des principales populations concernées, qui sont dans le rapport les personnes les plus vulnérables au point de vue de la nutrition (enfants et femmes allaitantes). Le chapitre III, sur l'alimentation des travailleurs, se contente de résumer les travaux en cours au sein du Comité du BIT. Le chapitre IV, extrêmement court (sept pages) est consacré au volet économique. Il démarre par la question délicate du coût d'un régime adéquat transformée en question de politique agricole. Les auteurs du rapport adressent enfin une série de recommandations pour encourager la recherche scientifique dans l'objectif de renforcer la connaissance et l'élaboration des standards optima pour chaque pays, soulignant l'importance de la formation des étudiants en médecine, des professionnels de santé et d'une politique d'éducation de la population générale. Pour ce faire, le Comité mixte encourage les gouvernements à mettre en place des instituts nationaux qui auraient pour objectif de coordonner les recherches en nutrition sur lesquelles pourraient s'appuyer les politiques alimentaires en matière de production, commerce et disponibilités.

Cette proposition est finalement la seule qui emporte l'unanimité des différents membres de la commission. S'il est une réalisation concrète et immédiate sur laquelle a débouché le rapport, ce sont bien les Comités nationaux de l'alimentation (CNA). Mais c'est aussi une façon de déplacer le problème de la scène internationale à l'échelon national. En effet, l'organisation du réseau des CNA et leur coordination revient au Comité mixte, dont le Président est soucieux de s'assurer en priorité du respect des standards édictés à Londres et Genève. Le Comité français créé dans la foulée va s'employer à suivre à la lettre les recommandations émises à Genève dans l'esquisse d'une politique nationale de l'alimentation.

LES COMITÉS NATIONAUX DE L'ALIMENTATION : UNE INITIATIVE FRANÇAISE À GENÈVE

Avec les comités nationaux pour l'alimentation (CNA), l'OHSN s'assure un relais à l'échelon national des discussions menées au sein du Comité mixte. À Genève, l'impulsion donnée par le Comité mixte à ces initiatives locales vise principalement à encourager, au sein des gouvernements, la poursuite des travaux sur la nutrition des populations, et tout particulièrement l'adoption des standards nutritionnels issus de la Conférence de Londres. À l'image du Comité mixte, il est attendu des comités nationaux qu'ils fassent siéger des représentants à la fois du monde scientifique, des institutions publiques, des entreprises, des salariés/consommateurs et de l'agriculture. Sur le papier, le principal objectif qui leur est assigné concerne la coordination des différentes institutions impliquées dans une politique alimentaire nationale. Dans la mesure où la SDN ne peut dicter aux gouvernements aucune conduite à tenir en la matière, ces comités sont envisagés à la fois comme des relais nationaux des normes et standards édictés à Genève, et des instances de coordination des activités de recherche et d'éducation en matière d'alimentation et de nutrition à l'échelon national. En dépit des quelques moyens mis à disposition du Comité mixte pour encourager les CNA (financement d'une mission d'étude dans une dizaine de pays européens ainsi que des réunions de coordination), il est d'autant plus difficile d'évaluer les bénéfices que l'OHSN tire de ce travail de coordination, qu'il se dilue en même temps que progresse le deuxième conflit mondial¹.

À l'échelon national, en revanche, les enjeux sont tout autres. Bien qu'ils ne représentent qu'une réalisation parmi d'autres issues des travaux sur la nutrition menés par l'OHSN, les comités nationaux sont loin d'être anecdotiques dans les politiques alimentaires nationales. En France en particulier, le Comité national de l'alimentation, créé par décret ministériel le 22 février 1936, va donner l'impulsion à une vaste réflexion sur la politique alimentaire et plus précisément à un dispositif d'enquête physiologique sur l'alimentation, inédit dans sa forme et son ampleur (voir le chapitre V suivant). Pour comprendre l'engagement des Français, il faut toutefois remonter à une période antérieure aux travaux initiés par le Comité mixte. En effet, se trouve dans les archives du ministère des Affaires étrangères - dossier « Comité mixte » -, une correspondance entre Jules Gautier et Léon Bernard, chef du Service français de la SDN, dans le but de relancer en 1928 le projet d'une Commission scientifique internationale de l'alimentation, qui avait été émis, mais avorté, par la Commission scientifique interalliée de l'alimentation (et

¹. Mais ces questions retrouveront toute leur pertinence avec la création de la FAO : Corinne A. Pernet et Amalia Ribí Forclaz, « Revisiting the Food and Agriculture Organization (FAO): International Histories of Agriculture, Nutrition, and Development », *The International History Review*, 2018, p. 1- 6.

dont Gautier était le chef du Secrétariat central permanent)¹. Si on ne trouve aucune référence à ce projet initial dans les discussions menées au sein du Comité mixte, on comprend mieux, néanmoins, l'ambition de Gautier et le dynamisme de Queuille dans le projet de CNA, qui s'inscrit dans une expérience ancienne de coordination internationale des questions d'alimentation.

Des relais nationaux du Comité mixte

Deux français, Henri Queuille² et Jules Alquier, sont à l'origine de cette proposition. Membres du Comité mixte, leur intérêt pour les CNA se comprend au regard des positions multiples qu'ils occupent en France et plus particulièrement de leur lien avec la Société scientifique d'hygiène alimentaire (SSHA), dont ils sont respectivement Président et Secrétaire général. Médecin de formation, Henri Queuille (1884-1970), député de Corrèze entre 1914 et 1935, est un homme politique, sous-secrétaire d'État puis ministre de l'Agriculture entre les années 1924 et 1940, puis ancien ministre de la Santé publique (entre en 1930-1931, 1934-1935), des PTT et des Travaux publics. Depuis 1936, il est également président de la Confédération nationale de la mutualité, de la coopération et du crédit agricole (de 1935 à 1959), qui semble trouver un intérêt direct dans la coopération avec le nouvel organe³. Jules Alquier est ingénieur agronome et Secrétaire général de la SSHA depuis 1910⁴. À ce duo s'ajoute André Mayer (1875-1956), professeur de physiologie au Collège de France, membre du Comité technique de l'OHSN. Les trois hommes voient dans la légitimité que leur confère l'initiative genevoise une opportunité de coordination et d'expansion des travaux et des infrastructures liées aux recherches en physiologie de la nutrition, et pour laquelle ils n'ont pas attendu la suggestion du Comité mixte. Le 12 février 1936 lors de la 5^e séance de la 1^{ère} session du Comité mixte, Queuille et Alquier proposent la motion suivante :

« Le Comité mixte

Considérant que l'observation des règles normales d'hygiène alimentaire peut modifier les besoins actuels de l'approvisionnement des pays et créer des besoins nouveaux,
Demande que les comités nationaux de l'alimentation cherchent à établir les conséquences que pourraient entraîner l'application de régimes alimentaires normaux, établis en conformité des conclusions de la Commission technique, au point de vue de l'approvisionnement de leur pays (diminution et augmentation de la consommation de certains produits).

¹. Arch. MAE, FRMAE 242QO/1589.

². L'inventaire très détaillé des archives privées de Queuille ne mentionne malheureusement rien à ce sujet. Hervé Bastien, *Archives du Président Henri Queuille- Inventaire*, s.l., Archives de France, 1989, 56 p.

³. C'est ce que mentionne le rapport français publié par la SDN, sans que l'on puisse attester de quelle façon et sur quoi a porté cette collaboration : Société des Nations, *Étude sur les politiques nationales de l'alimentation. 1937-38*, Genève, Société des Nations, 1938, p. 47.

⁴. T. Depecker, « L'alimentation rationnelle des corps au travail. Cheval de trait et budget ouvrier à Paris dans le second XIX^e siècle. », art cit.

A cette fin, les comités nationaux constitués par les gouvernements ont pour objectif de faire connaître « 1) Ce qui existe déjà comme centres d'études et de recherches sur l'alimentation humaine ; 2) Ce qui est envisagé et ce qui paraît souhaitable pour le développement de ces études ou recherches ; 3) Quelles applications ont été données aux prescriptions scientifiques déjà admises, notamment [...] ; 4) Ce qui devrait être fait dans l'avenir pour améliorer l'alimentation du pays¹ .»

On le voit, il s'agit non seulement, pour les pays, de répondre au besoin de connaissance sur l'état de nutrition par des outils adaptés mais aussi d'en évaluer les résultats à l'aune de normes nutritionnelles communes diffusées par le Comité technique. Pour ce faire, le Comité mixte cherche d'abord à vérifier quel est l'état des recherches en nutrition dans les différents pays afin de prendre la mesure de l'opportunité de créer des CNA. Il charge pour cela Raminsky, membre de la Section financière et Service d'études économiques² de prendre le pouls des différents pays européens à l'égard des questions de nutrition et de la possibilité d'une telle coordination au plan national.

Une mission européenne pour promouvoir les CNA

La mission sur l'alimentation [*mission on nutrition*] de Raminsky se déroule du 19 octobre au 24 décembre 1936, deux mois pendant lesquels il visite onze pays européens (France, Belgique, Hollande, Danemark, Suède, Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie, Yougoslavie, Hongrie et Autriche)³ et rencontre 133 personnes : représentants de ministères (Santé publique, Agriculture, Affaires étrangères), scientifiques, journalistes, représentants d'organisations coopératives ou agricoles. Comme indiqué sur son ordre de mission, il s'agit principalement d'identifier des contacts et de recueillir de l'information en connexion avec l'étude sur la nutrition [*nutrition inquiry*], c'est-à-dire faire le point sur les activités nationales relatives aux recherches en nutrition humaine. Car, comme le pressentait le Comité mixte, celles-ci connaissent des stades de développement assez différents d'un pays à l'autre. Raminsky en fait l'expérience dans chaque pays qu'il a visité. Alors qu'il se trouve à Stockholm après s'être déjà rendu dans trois autres pays, son enthousiasme quant à la réception du projet de CNA semble un peu entamé: « After having seen the French, Dutch, Danish and Swedish National Nutrition Councils, I am feeling rather anxious about the possibility of our having a successful meeting of these councils immediately after the League Council meeting in January and without any preliminary circulation of a fairly

¹. Arch. SDN, R.5742 Société des Nations. Com. mixte/alimentation/29, Genève, le 12 février 1936. Motion présentée par MM. Jules Gautier et Queuille.

². C'est ainsi qu'il est officiellement présenté dans les lettres d'introduction envoyées aux représentants des États auxquels il s'apprête à rendre visite. Arch. SDN, R5742, lettre de Charron du 16 novembre 1936 adressée à « Monsieur le Ministre ».

³. Arch. SDN, R5742. Rapport de mission par Raminsky, non daté, 18 feuillets.

detailed agenda¹. » Certains pays voient d'un œil plutôt méfiant l'initiative genevoise. La Hollande, par exemple, craint qu'un CNA ne vienne concurrencer son comité inter-ministériel et trouve « inconceivable that this Committee [le CNA] should have any policy of its own as the necessary work was already being carried out by the appropriate Departments and for the Committee to initiate anything new would merely upset the Departmental Equilibrium² ». C'est aussi le cas de la Hongrie où un Nutrition Committee of the College of Physician, vient tout juste d'être mis en place. Pareilles réticences aident à mieux comprendre la prudence dont fait preuve Raminsky quand vient le moment d'établir le bilan de sa mission³.

Au final, la mission permet d'observer le fonctionnement des CNA ou leur équivalent là où ils ont été mis sur pied, et de presser pour l'organisation de tels comités dans les autres pays. Car la question qui sous-tend les conclusions du rapport de mission de Raminsky porte sur l'opportunité d'organiser une première réunion de coordination des organismes nationaux. Il s'agit, pour le Comité mixte sous l'égide duquel sont créés ces organismes, de trouver le bon timing : faut-il presser le mouvement pour en accélérer la création, ou attendre qu'ils soient davantage avancés dans leurs actions ? Dans son rapport, Raminsky trouve qu'il reste beaucoup à faire en matière de nutrition et ce constat peut fournir le point d'une première réunion de coordination :

« My own provisional view is that the agenda should consist of a few items of a very general sort. I have been struck in every country by how little is actually known about the actual level of food consumption of the different income and occupational and geographic groups of the population. This knowledge would seem to be the starting point of any nutritional policy, and the meeting could well discuss the technique of food-consumption surveys. The Swedes and the Americans would have interesting things to say which would no doubt be helpful and stimulating to the others⁴. »

Aussi, pour être en mesure de montrer à l'ensemble du comité l'avancée des travaux qui ont suivi la résolution des CNA, et quel est le relais des discussions genevoises à l'échelon national, il est convenu, après maintes hésitations, que cette réunion se tiendra juste avant celle du Comité mixte programmée pour avril 1937⁵.

¹. Arch. SDN, R5742. Lettre de Raminsky à Charron, 14 novembre 1936, f. 1.

². *Ibid.*, f. 3a.

³. Arch. SDN, R5742. Rapport de mission daté du 12 janvier 1937. "It is difficult for me to assess the success of my mission from the point of view of stimulating interest. The mere fact that a League official visited these countries and talked to a large number of people on the subject did, I feel confident, a considerable amount to change the problem from a theoretical to a practical one".

⁴. Arch. SDN, R5742.nov. 14, 1936.

⁵. Arch. SDN, R.C.N./ Alim./1ere Session/P.V.1 Compte rendu de la première séance, p.2.

Quatre réunions de coordination des CNA (1937-1940)

Au total, quatre réunions des CNA sont organisées entre 1937 et 1940. La correspondance préalable à la tenue de la première montre qu'il est avant tout affaire de diplomatie. Se pose notamment la question de l'opportunité d'inviter tels ou tels représentants, sous peine de désaccords profonds qui empêcheraient la réunion d'avancer. De plus, concernant les pays à inviter, Alexander Loveday, directeur de la Section économique et financière de la SDN, fait face à trois sortes de contraintes : « Raison budgétaire : la Commission de contrôle a fortement réduit notre budget. Raison technique : le Comité mixte a réservé pour des études ultérieures les aspects des problèmes dans les pays tropicaux. Enfin, raison pratique : il semble préférable, pour l'avenir même de nos travaux, d'essayer de formuler une doctrine de fonctionnement des comités nationaux sur la base des expériences européennes¹. » Sur cette base, 19 pays sont invités aux deux premières réunions qui se tiennent à Genève en 1937 puis en 1938. À l'exception des États-Unis qui font preuve à Genève d'un intérêt marqué pour ces questions, la réunion ne s'adresse qu'aux pays européens. À un premier ensemble de pays retenus sur la base de « l'intérêt très vif » (États-Unis, Royaume-Uni, France, Italie, Suède, Danemark, Norvège, Belgique, Pays-Bas) qu'ils ont manifesté à l'égard des CNA, s'adjoint une seconde liste de pays pour lesquels l'OHSN souhaite encourager la création de ce type d'institutions (Autriche, Bulgarie, Finlande, Hongrie, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchécoslovaquie, U.R.S.S., Yougoslavie). La sensibilité diplomatique s'exerce également sur le choix du président [*chairman*]. Dans un courrier à Loveday, le britannique Astor suggère de ne pas nommer le Français Queuille. Il est surtout soucieux de veiller à ce que les comités nationaux se situent dans la droite ligne des standards édictés par le Comité technique. Queuille n'est toutefois pas laissé en reste et se retrouve chargé du compte rendu de la réunion.

L'objectif de cette première réunion est de coordonner au niveau international les activités des comités et de leur donner l'occasion de comparer leurs expériences. Les discussions qui y sont engagées n'ont pas de caractère officiel. Nous n'entrerons pas dans le détail de ces réunions dont l'enjeu principal réside dans leur organisation même, qui fait exister ces organismes aux yeux du Comité mixte, lequel cesse ses activités à la suite de sa troisième et dernière session (avril 1937) et de la publication du rapport final. Retenons surtout de la première réunion le souci manifeste de son Président Astor de vérifier que les physiologistes des comités nationaux sont en phase avec les normes physiologiques de la nutrition publiées dans le rapport. Plus généralement, toute la discussion vise à s'assurer que tous les sujets et les compétences

¹. Arch. SDN, R.5745 /Minute Sheet 50/27101/19868/III.

seront bien représentés ; qu'il y aura non seulement un équilibre, mais, du point de vue de Lord Astor, une « compatibilité » avec les conclusions du rapport de Londres.

La deuxième réunion des CNA organisée un an plus tard, du 24 au 28 octobre 1938, reprend les discussions là où elle les avait laissées. La seule réalisation tangible qui en ressort concerne un rapport faisant le bilan des actions nationales¹. Le rapport reprend en partie les réponses des gouvernements au questionnaire que la SDN avait envoyé en préalable à la première réunion du Comité mixte, en partie les informations glanées par Raminsky au cours de sa mission et celles qui ont circulé lors des deux premières réunions des CNA. Une troisième réunion est organisée en 1939 en Argentine pour pallier au rendez-vous « manqué » entre les pays d'Amérique latine et les organisations internationales. Comme le montre Corinne Pernet, l'organisation de cette troisième réunion est l'occasion pour l'OHSN de maintenir son soutien au nutritionniste argentin Pedro Escudero², lequel, comme ses homologues européens, profite de la légitimité que lui confère cette réunion pour renforcer son statut de pionnier de la nutrition en Amérique latine. La quatrième réunion, initialement prévue en novembre 1940 à Coonoor, en Inde, où Aykroyd a été nommé directeur du prestigieux « Nutrition research Laboratories », sera finalement annulée en raison des événements politiques.

Si la coordination au niveau international est entravée par la guerre (mais reprendra de plus belle après-guerre avec la FAO), en parallèle, les gouvernements n'en ont pas moins avancé. Tel est le cas en France où le CNA va donner l'impulsion à une véritable politique nutritionnelle par la réalisation d'activités concrètes dans plusieurs domaines, grâce au budget rapporté par l'intermédiaire de ses promoteurs. Parmi d'autres réalisations, on retiendra surtout un service d'enquête nutritionnelle innovant (pour la France) et pérenne, qui va jouer un rôle majeur au plan national dans l'institutionnalisation de la nutrition.

LE CNA : MIROIR DES RECOMMANDATIONS GENEVOISES

Remonter la piste du CNA français par l'intermédiaire de celle du Comité mixte permet d'assembler divers éléments disparates et très peu analysés, ou de manière tellement segmentée que cela masquait leur impulsion commune. Autrement dit, et sans chercher à magnifier l'activité de cet organisme, ni à en surestimer la portée, les quelques archives du CNA donnent à voir une réelle volonté de la part de ses promoteurs de mettre en œuvre une politique nationale de

¹. Société des Nations, *Étude sur les politiques nationales de l'alimentation. 1937-38, op. cit.*

². Corinne A. Pernet, « Developing Nutritional Standards and Food Policy: Latin American Reformers between the ILO, the League of Nations Health Organization, and the Pan-American Sanitary Bureau » dans Sandrine Kott et Joëlle Droux (eds.), *Globalizing Social Rights: The International Labour Organization and Beyond*, London, Palgrave Macmillan, 2013, p. 249-261.

l'alimentation qui, de l'aveu même de Queuille, était jusque-là « plus instinctive que réfléchi¹ ». Le CNA en dessine très rapidement les contours en faisant principalement porter ses premiers efforts sur l'enseignement ménager, les cantines scolaires, les fraudes alimentaires et la production de données de consommation alimentaire. L'idée émise en priorité de créer un centre de coordination des recherches en nutrition va être contrariée en partie par les responsables du Centre de bromatologie qui refusent son annexion, en partie par la guerre qui ne permet pas au CNA de poursuivre ses tractations. L'après-guerre permet néanmoins d'en prendre la mesure avec la création du CNERNA et l'héritage d'un vaste dispositif d'enquêtes nutritionnelles, inédit en France (mais pratiqué de longue date dans d'autres pays, notamment anglophones) dont il sera question au chapitre suivant. Cette partie est consacrée aux débuts du CNA.

Un projet qui pré-existe au Comité mixte

Sur le papier, le CNA est très vite créé, confortant le rôle de locomotive que Queuille entend jouer à Genève et que le Comité mixte lui attribue volontiers. Créé officiellement en février 1936 dans la foulée de la première réunion du Comité mixte, le CNA est en réalité déjà en germe à Paris. Deux chronologies se superposent ainsi qui expriment des attentes et des calendriers différents selon que l'on se situe à Genève ou à Paris. La mise en route en grande pompe, dès le printemps 1936, du CNA français, ne semble pas suffisante à Genève, pour laisser aux Français le rôle de locomotive qu'ils entendent jouer et qu'ils se sont vu attribuer à Genève. En novembre suivant, Charron estime notamment que les activités du comité français sont trop peu engagées pour lancer à Genève la première réunion des CNA et suggère à Raminsky, en pleine mission européenne, d'attendre que Queuille soit davantage avancé². Pour jouer le rôle de locomotive, on attend de Queuille qu'il se présente face aux autres pays avec des réalisations concrètes, qu'il n'est pas encore tout à fait en mesure de faire valoir fin 1936.

Pourtant dès sa création officielle, le CNA s'active sur plusieurs fronts. Le premier concerne le rapport qu'il doit envoyer à l'OHSN en réponse à un questionnaire sur « la question de l'alimentation dans ses rapports avec l'hygiène publique, et aux effets qu'aurait une amélioration de l'alimentation sur la consommation des produits agricoles » que le secrétariat de la SDN a adressé aux gouvernements dès avant la tenue de la première réunion du Comité mixte un an auparavant³. Arrivée au ministère des Affaires étrangères, cette requête est redirigée vers les ministres concernés (principalement Agriculture, Santé publique et Alimentation). Mais, de

¹. « Comité National de l'Alimentation », *Bulletin de la Société scientifique d'hygiène alimentaire*, 1936, vol. 24, p. 327.

². Arch. SDN, R5742. Lettre à Raminsky du 21 nov 1936.

³. Archives MAE, série SDN 1917-1940 242QO/1589, feuillet 100. Lettre du Président du Conseil / Ministre des Affaires étrangères adressée au Ministre de l'éducation en date du 26 décembre 1935.

l'aveu même des représentants français, la réponse à l'étude demandée ne peut être livrée dans le délai imparti, faute d'organisme centralisateur d'informations de nature diverse¹. Face à cet aveu d'impuissance, la première tâche confiée au CNA est de soigner un rapport à envoyer en lieu et place de la première tentative infructueuse de réponse.

L'organisation de la préparation du rapport incombe aux quatre sous-comités qui le composent. En effet, à l'image du Comité mixte, le comité français intègre l'ensemble des acteurs concernés par la mise en œuvre d'une politique alimentaire telle que dessinée à Genève. Il comprend « des représentants de la Présidence du Conseil, des ministères compétents (Santé publique, Agriculture, Commerce, Education nationale, Guerre, Marine, Colonies, Travail, Finances, Affaires étrangères, Travaux publics) et de grandes organisations scientifiques, agricoles, ouvrières, commerciales etc., particulièrement intéressées au problème de l'alimentation² ». Chaque sous-section doit répondre à l'une des missions que le comité entend remplir :

« Le comité, considérant qu'il avait une double tâche à remplir : d'une part apporter une collaboration efficace à la Société des Nations, de recueillir pour cette dernière toute documentation utile ; d'autre part d'établir les grandes lignes d'une politique nationale de l'alimentation, fonction à la fois des connaissances scientifiques, des possibilités de vulgarisation, des considérations économiques et des facultés éventuelles de contrôle, a confié la préparation de ces travaux à quatre commissions :

- Une commission scientifique, présidée par M. André Mayer, professeur au Collège de France (Madame Randoïn, Directrice de Laboratoire à l'Ecole des Hautes Études, rapporteur)
- Une commission d'enseignement et d'application, présidée par M. Luc, Directeur Général de l'Enseignement Technique (M. Paul Devinat, Inspecteur Général, rapporteur)
- Une commission économique présidée par M. Jules Gautier (M. Vemeux, Secrétaire général de la Fédération Nationale de la Mutualité et de la Coopération agricole, rapporteur)
- Une commission du contrôle de l'alimentation, présidée par M. Serge Gas, Directeur de la Santé publique (M. Le docteur Xavier Leclainche, rapporteur)³. »

Enfin, le CNA se dote d'un comité de coordination « composé de MM. Les professeurs Lapicque, Parisot, Halbwachs, MM. Lagarde, Sous-Directeur aux Affaires Étrangères, Garnier, Ingénieur agricole, et les Présidents et rapporteurs des quatre commissions précitées⁴ ». Louis Lapicque et Jacques Parisot sont médecins. Le premier occupe la Chaire de Physiologie générale à la Faculté des Sciences de Paris ; le second est professeur à la Faculté de Médecine de Nancy, mais il est surtout reconnu pour son action en faveur de la médecine préventive et de l'action sociale⁵. Il est également familier des organisations internationales, et plus particulièrement de l'OHSN dont il

¹. Archives MAE, 242QO/1589, f.105-107 « Projet de réponse du Gouvernement Français à la note 'Problème de l'alimentation', (en date du 30 novembre 1935) du secrétariat de la SDN. »

². « Comité national de l'Alimentation », *Bulletin de la Société scientifique d'hygiène alimentaire*, art cit.

³. *Ibid.*, p. 326.

⁴. *Ibid.*, p. 327.

⁵. Étienne Thévenin, *Jacques Parisot : 1882-1967 un créateur de l'action sanitaire et sociale*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2002, 268 p.

devient représentant français en 1935 avant d'en prendre la présidence dès 1937. La présence de Halbwachs dans ce comité se comprend vraisemblablement comme le résultat de son implication genevoise, sans que l'on puisse attester de son degré d'engagement dans les activités de cet organisme. Nous savons qu'il assiste à la première réunion du comité en avril 1936, dans laquelle il réclame, en vain, l'organisation d'une enquête par budget de familles. C'est ainsi qu'il relate son échange avec Lopicque :

« Ailleurs, à la première réunion du Comité national de l'alimentation, à Paris, comme nous regrettons qu'on n'eût pas organisé jusqu'ici en France d'enquête sérieuse par budgets de familles, le professeur Lopicque déclara : "D'accord. Mais il faut que ces enquêtes soient faites par des physiologistes". Pourtant, puisqu'il s'agit de déterminer des salaires, des revenus, des prix, des dépenses, n'est-ce pas plutôt l'objet d'un travail auquel les économistes sont le mieux préparés, étant entendu qu'ils s'aideront des conseils et connaissances que leur apporteront les médecins ?¹ ».

Il en fait toujours partie, au moins sur le papier, l'année suivante. Mais là se perd sa trace dans un projet préempté par ceux qu'il désigne les physiologistes « de laboratoire » et dont il est loin de partager les présupposés. Il leur reproche une conception par trop normative de l'alimentation : « Seulement constatons que, ce que les médecins et physiologistes ont en vue, c'est l'amélioration de la santé publique, c'est-à-dire *ce qui devrait être* (si l'on désirait avant tout et exclusivement réduire le nombre des maladies, accroître la durée moyenne de la vie) » or cette conception ne tient pas suffisamment compte des goûts et des habitudes propres à chaque individu et aux groupes sociaux : « Mais surtout, qu'il s'agisse de la politique économique, ou de l'hygiène publique, toutes les "réformes" doivent s'inspirer d'abord de *ce qui est*, ici des habitudes alimentaires telles qu'on peut les observer en fait dans les milieux de travailleurs² .»

Ainsi composé, le comité se réunit pour la première fois le 2 avril 1936 sous la présidence de Paul-Boncour, ministre d'État, délégué permanent de la France à la SDN. Entretemps, chacune des sous-commissions a adressé son rapport au comité de coordination, lequel s'est chargé de les assembler pour former le rapport final destiné à Genève³. Toutefois, comme le rappelle Queuille, « dans un sentiment bien compréhensible, elles n'ont pas voulu insister, dans le rapport présenté à Genève, sur les insuffisances ou sur les défaillances de notre politique de l'alimentation, dont on peut dire que, née des circonstances et par certains côtés remarquablement réalisée, elle a été jusqu'à présent plus instinctive que réfléchie⁴ ». Face à cette improvisation, le second rapport,

¹. M. Halbwachs, « L'alimentation des travailleurs », art cit., p. 206.

². M. Halbwachs, « Note sur les enquêtes par budgets de famille », art cit., p. 140.

³. Le rapport, et son brouillon, sont conservés aux archives du ministère des Affaires étrangères : Arch. MAE, 242QO, 1590. Daté de mai 1936, le rapport, sans titre, est long de 76 feuillets.

⁴. « Comité National de l'Alimentation », *Bulletin de la Société scientifique d'hygiène alimentaire*, art cit., p. 237.

beaucoup plus court et rédigé uniquement à l'intention des membres du CNA, donne à voir les orientations que le comité souhaite donner à une politique nationale de l'alimentation. Chaque sous-commission y fait part de ce qu'elle considère comme une lacune à laquelle il faudrait remédier : la sous-commission scientifique réclame une meilleure coordination du travail exercé dans les différents centres de recherche et suggère pour cela l'instauration d'un Institut national d'hygiène alimentaire, ou Centre national de recherche et d'enseignement de l'alimentation¹, qui servirait à la recherche et à l'enseignement ; la sous-commission chargée des questions d'enseignement propose une amélioration de la formation en nutrition des enseignants qui interviennent dans l'Enseignement ménager et des médecins et du personnel paramédical de l'administration « à l'exemple des officiers de l'armée ou de la marine », qui devraient recevoir une « éducation appropriée à leurs fonctions » ; la sous-commission en charge des questions économiques souligne les efforts à poursuivre, de la part de l'ensemble des acteurs publics et privés, dans l'amélioration de la qualité des denrées et suggère la réalisation « d'enquêtes méthodiques » afin de déterminer l'état des consommations et leur ajustement au regard des standards nutritionnels ; enfin, la quatrième sous-commission propose d'une part de multiplier les cantines scolaires et les distributions d'aliments complémentaires aux écoliers et aux femmes enceintes, ainsi que d'accroître la vigilance des pouvoirs publics en matière de fraude alimentaire. On voit là à quel point ces objectifs se situent dans la droite ligne de ceux fixés par le Comité mixte.

Le projet de centre visant à coordonner les recherches et les enseignements en physiologie de la nutrition ne verra pas le jour immédiatement, face notamment à la réticence du Centre de bromatologie de se laisser annexer². Dans un premier temps, le comité reporte l'essentiel de ses efforts sur l'enseignement ménager, les cantines scolaires, les fraudes et l'enquête de physiologie. Le développement très important donné à l'enseignement ménager a été raconté en détail par Thomas Depecker, dont nous reprenons ici les principaux points³. Avec le soutien de l'Enseignement technique, l'Institut d'enseignement supérieur d'hygiène alimentaire (ISA) que le CNA appelait de ses vœux est créé dès 1938. Il s'agit d'un institut autonome, placé, en accord avec l'Enseignement technique, sous la tutelle de la SSHA. L'Institut est financé sur des fonds publics (Enseignement technique et Santé publique) et privés (Union des caisses d'assurances sociales et Union nationale mutuelle agricole). Il est doté d'un comité qui lui est

¹. *Ibid.*, p. 329.

². Créé en 1932 en tant qu'annexe au CNAM, le Centre de bromatologie comprend à la fois un programme de recherche portant sur la technologie de la production alimentaire, et un ensemble de conférences sur les sciences de l'alimentation. Sur la création du Centre puis son évolution et enfin le refus de se laisser annexer, cf T. Depecker, *La loi des Tables. Quantification du besoin alimentaire et réforme des conduites de vie XIX^e-XX^e siècles*, *op. cit.*, p. 537sq.

³. *Ibid.*, et plus spécifiquement chapitre VII « l'homme en général » au « Français moyen » ».

propre et distinct de la SSHA, administré par André Mayer, Jules Alquier et Lucie Randoïn. L'entrée en guerre retarde la mise en œuvre du programme d'enseignement. Mais dès son ouverture en octobre 1940, l'enseignement à l'ISA connaît un succès grandissant, à tel point, comme le relate Thomas Depecker, que le programme est « inclus dans les programmes officiels adoptés par le conseil de perfectionnement de l'enseignement ménager¹ », conduisant aussi à une reconnaissance officielle de l'Institut par l'État par un décret du 12 février 1943. Elèves, monitrices et professeurs d'enseignement ménager, institutrices, élèves assistantes sociales et infirmières, professeurs de la ville de Paris et de la Caisse de compensation en forment les principaux bataillons. Pendant l'année scolaire 1943-1944, l'Institut accueille jusqu'à 711 élèves « pour un total de 580 heures de cours et de travaux pratiques ». Dans les années qui suivent, les promotions se stabilisent autour de 400 élèves, jusqu'au début des années 1950, date à laquelle la SSHA ouvrira à Paris la première école délivrant un diplôme de diététicienne².

En parallèle à l'enseignement ménager, des efforts conséquents semblent être menés sur les cantines scolaires, comme le montrent les rapports rédigés à cet effet³, ainsi que sur les fraudes alimentaires, comme en témoigne l'enquête conservée dans les archives du ministère des Affaires étrangères⁴. Mais une autre réalisation majeure, avec l'enseignement ménager, tant par l'ampleur du budget et des personnels mobilisés, que par le dispositif d'enquête, novateur - pour la France - et pérenne auquel il va donner lieu, demeure l'enquête de nutrition entreprise dès la fin de l'année 1936 sous la direction de la physiologiste Lucie Randoïn.

Un dispositif d'enquête nutritionnelle qui bénéficie de la politique de la recherche du Front populaire

Dès l'automne 1936 le CNA met en route un vaste dispositif d'enquête nutritionnelle dans l'objectif de rassembler des statistiques nationales sur les consommations alimentaires et d'évaluer la situation nutritionnelle de la population. Il faut bien avouer que depuis l'enquête menée au début du siècle par les médecins Labbé et Landouzy et les évaluations caloriques publiées par Halbwachs (dont la légitimité à ce sujet n'est sûrement pas la plus grande auprès de ces physiologistes), la France ne peut se prévaloir d'aucune évaluation de sa situation nutritionnelle, exception faite des armées et des prisonniers. Dès lors, pour pouvoir discuter avec ses voisins européens, mais aussi aider à l'orientation d'une politique de l'alimentation en France, les promoteurs du CNA mettent en route une vaste enquête nutritionnelle, pilotée depuis la

¹. *Ibid.*, p. 549.

². *Ibid.*

³. Comité national de l'Enfance, *L'Alimentation de l'enfant adulte*, Paris, impr. A. Beurq, 1936, 84 p ; Cécile Brunschvicg, *La question de l'alimentation au Ministère de l'Éducation nationale. Les Cantines scolaires*, Villeneuve-Saint-Georges, Union typographique, 1937, 84 p. Germaine Dreyfus Sée, « Les Cantines scolaires en France », *Revue médico-sociale et de protection de l'enfance*, 1938, vol. 6, n° 5, p. 406-414.

⁴. Arch. MAE, 242QO / 1590 Enquête sur les fraudes alimentaires.

Société scientifique d'hygiène alimentaire, qui profite de l'appel d'air créé par le Front Populaire et le financement de la recherche.

C'est André Mayer qui va jouer un rôle déterminant dans le soutien financier de ce projet, par l'intermédiaire de son amitié avec le physicien et Nobel (1926) Jean Perrin. Les deux hommes ont dirigé l'Institut de biologie physico-chimique, créé avec une donation d'Edmond de Rothschild¹. L'initiative de cet institut, qui rassemble physiciens, chimistes et biologistes, incite Mayer et Perrin à élaborer un plan pour la recherche scientifique à destination des pouvoirs publics, plan qui prévoit notamment l'installation d'une Caisse nationale des sciences. Celle-ci est créée en avril 1933, en même temps que le Conseil supérieur de la recherche scientifique, présidé par Perrin, et divisé en onze sections disciplinaires chargées en particulier de la répartition des allocations de recherche. Mayer est en charge de la Section de physiologie. La Caisse nationale de la recherche scientifique créée par le décret-loi du 30 octobre 1935 vient ensuite.² À sa tête, Jean Perrin est chargé de rassembler et de rationaliser les différentes institutions vouées aux recherches scientifiques. L'arrivée au pouvoir du Front populaire, qui représente un tournant pour la recherche française, renforce la position de Perrin dans le paysage scientifique qui, dès 1937, prend le relais d'Irène Joliot à la tête du Sous secrétariat d'État à la Recherche. Comme le montrent Picard et Pradoura, la mise en place de cette nouvelle administration scientifique « permet d'envisager la création des nouveaux laboratoires demandés, notamment, par le groupe des scientifiques qui gravitent autour de Perrin », dont, en 1937, un « Institut de nutrition à l'instigation d'André Mayer³ ».

Mayer sollicite en effet la Caisse nationale de la recherche scientifique (« la » CNRS) pour subventionner le dispositif d'enquêtes nutritionnelles que la SSHA et le CNA souhaitent mettre en place. C'est ainsi qu'il est annoncé lors de l'Assemblée générale ordinaire de la SSHA du 26 novembre 1936, que « le Pr Mayer a pu obtenir de M. le Sous-secrétaire d'État à la recherche scientifique, une somme d'un million pour que soient organisées des enquêtes portant sur l'alimentation des Français⁴ ». En réalité, la lettre adressée à Mayer le 28 octobre 1936 par le sous-directeur de l'enseignement supérieur pour le ministre l'informe que « un crédit d'un million

¹ Jean-François Picard et Elisabeth Pradoura, « La longue marche vers le CNRS (1901-1945) », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, 1988, vol. 1, p. 7-40.

² Pascal Ory, *La belle illusion: culture et politique sous le signe du Front populaire, 1935-1938*, Paris, Plon, 1994, p. 473.

³ Michel Pinault, « Les scientifiques et le Front populaire » dans Xavier Vigna, Jean Vigreux et Serge Wolokow (éds), *Le pain, la paix, la liberté. Expériences et territoires du Front populaire*, Paris, La Dispute, 2006, p. 176-177.

⁴ John Fabianek et Paul Fournier, « Lucie Randoin (1885-1960) - A biographical sketch », *The Journal of nutrition*, 1967, vol. 91, p. 1-8 ; Société scientifique d'hygiène alimentaire et d'alimentation rationnelle de l'homme, « Assemblée générale ordinaire du 26 novembre 1936 », *Bulletin de la Société scientifique d'hygiène alimentaire*, 1937, xxv, supplément aux n°7, 8, 9 et 10, p. 18.

sur le programme d'ensemble des grands travaux contre le chômage intellectuel est affecté au chapitre "enquêtes diverses etc. "», ne se limitant pas ainsi à la seule enquête de la SSHA. Les Enquêtes Nationales sur l'Alimentation sont en effet subventionnées parmi une série d'autres enquêtes très différentes telles que l'Inventaire Général de la Langue française ou les Tables annuelles des Constantes et l'on peut supposer que le million est à répartir entre ces différentes enquêtes¹.

Dès lors, André Mayer préside le dispositif d'enquête dont il confie les rênes à la physiologiste Lucie Randoïn, qui dirige le laboratoire de physiologie installé dans les locaux de la SSHA, 16 rue de l'Estrapade, au sein duquel sera hébergé le dispositif d'enquête qu'on lui confie. Formée en Sorbonne par Albert Dastre, Lucie Randoïn (1888-1960) est la spécialiste française des vitamines, ayant mis en évidence leur présence dans les aliments². Mais elle s'affiche également comme la spécialiste des questions liées à l'équilibre de la ration alimentaire, ce qui la positionne particulièrement bien au regard des objectifs assignés à l'enquête. Conformément aux vœux exprimés par le Comité mixte, l'enquête se fixe pour objectif d'explorer l'alimentation sous deux angles³. Le premier volet vise à « réunir les documents nécessaires à l'évaluation des disponibilités alimentaires de la France, qui se calculeront d'après la production agricole augmentée de l'importation et diminuée de l'exportation des denrées alimentaires ». La seconde partie de l'enquête consiste à étudier, « aussi exactement que possible, les coutumes alimentaires françaises, afin de dépister les erreurs, les insuffisances et les déséquilibres des rations consommées dans les divers groupes sociaux⁴ ». Cette enquête, qui va mobiliser une équipe d'une

¹. AN, F/17/17470 Une note (sans en-tête ni signature) en date du 5 août 1936 sur la gestion des crédits mis à la disposition de la Caisse Nationale de la Recherche Scientifique par l'exécution du plan de travaux destinés à combattre le chômage, indique que : « les crédits dont la gestion est ou peut-être confiée à la CNRS pour l'exécution du plan de travaux destinés à combattre le chômage sont affectés à trois catégories de dépenses :

1° travaux de construction

2° outillage scientifique

3° lutte contre le chômage intellectuel

Les crédits destinés à la lutte contre le chômage intellectuel sont attribués à : l'inventaire de la langue française, la table des constantes, les enquêtes diverses (l'alimentation des ouvriers, etc.), les recherches biotypologiques, et les services de statistique stellaire, etc. »

². Seule femme dans ce milieu masculin, elle est considérée comme une pionnière aussi bien dans ses recherches sur les vitamines que dans ses études : c'est la première femme à être reçue à l'agrégation de Sciences, après avoir été la première femme à être admise à suivre les cours - en auditeur libre - de l'École normale supérieure. J. Fabianek et P. Fournier, « Lucie Randoïn (1885-1960) - A biographical sketch », art cit. ; R. Fabre, « Nécrologie, Lucie Randoïn », *Bulletin de l'académie nationale de médecine*, 1960, vol. 144, n° 27-28, p. 638-643. Voir aussi le chapitre suivant.

³. Ces objectifs se retrouvent dans les directives en cours d'élaboration à la SDN puis publiées en 1939 par le Pr Bigwood (professeur de chimie biologique et de nutrition à l'Université Libre de Bruxelles): E.-J. Bigwood, *Directives pour les enquêtes sur la nutrition des populations*, op. cit.

⁴. « Laboratoire de Physiologie (1937) », *Bulletin de la Société scientifique d'hygiène alimentaire*, 1938, xxvi, n° 3-4, p. 93. Dans la présentation de l'enquête publiée en 1952, le paragraphe est identique à cette

cinquantaine de personnes sur les 3-4 années qui vont suivre, est tout à fait novatrice dans le champ de la nutrition française de l'époque. Le dispositif qui va être mis en place, que nous allons décrire en détail dans le chapitre suivant, va prendre une forme pérenne au-delà de l'enquête pour laquelle il a été mis en œuvre. La guerre, sans interrompre ni le travail de collecte ni l'analyse, va toutefois modifier quelque peu l'usage des résultats, mis à profit dans l'immédiat pour penser le rationnement ou le colis du soldat. Elle va surtout rendre caduque la diffusion des résultats après-guerre ; il y a d'autant moins d'enjeux à les diffuser qu'ils montrent que la population ne révélait aucune carence majeure avant-guerre¹.

*

À partir des discussions menées dans deux comités de l'Organisation d'hygiène et du BIT sur l'alimentation au sein desquels siège Maurice Halbwachs, ce chapitre a mis en évidence les effets politiques et sociaux de la nouvelle science de la nutrition. On observe notamment de quelle façon la définition de nouveaux standards nutritionnels par les physiologistes rassemblés au sein du Comité technique de l'OHSN, devient un enjeu de lutte entre les deux organismes : face à l'hégémonie de l'Organisation d'hygiène qui développe activement depuis le début des années 1930 ses recherches sur l'alimentation et cherche à imposer ses standards, le BIT, d'abord réticent à se laisser dicter des normes nutritionnelles, finit par s'en emparer comme principal argument en faveur de la hausse des salaires ouvriers. Ainsi se dessine une ligne de partage entre les deux organismes dans les solutions qu'ils préconisent pour atteindre les standards : les membres de l'OHSN se positionnent en faveur de la prévention et de l'éducation à l'alimentation, là où ceux du BIT défendent l'amélioration des salaires. À l'image de Halbwachs, ils s'opposent à l'approche normative et prescriptive prônée par les nutritionnistes de la SDN. Au-delà de cette ligne de fracture, la nouvelle science de l'alimentation et ses visées prophylactiques ont pour conséquence de placer désormais au centre d'une politique de l'alimentation des populations considérées à risque (de carences), et définies uniquement par leurs caractéristiques physiologiques (l'âge et le sexe), en lieu et place de leurs caractéristiques économiques, au cœur jusque-là de toutes les attentions réformatrices et statistiques. Cette optique préventive déplace doublement la focale

différence près : « *connaissance chiffrée* des coutumes alimentaires françaises. » : L. Randoin et P. Le Gallic, « Méthodes et résultats des enquêtes sur la consommation alimentaire française d'avant-guerre (1937-1938-1939). Mesures prises et réalisations effectuées à la suite de ces enquêtes. Avec la collaboration des enquêteurs-chefs: Georges Duchêne, Alfred Marc et Yvonne Perraud », art cit.

¹. L. Randoin et P. Le Gallic, « Méthodes et résultats des enquêtes sur la consommation alimentaire française d'avant-guerre (1937-1938-1939). Mesures prises et réalisations effectuées à la suite de ces enquêtes. Avec la collaboration des enquêteurs-chefs: Georges Duchêne, Alfred Marc et Yvonne Perraud », art cit.

de l'observation initiale des dépenses monétaires des ménages ouvriers à celles des dépenses caloriques des individus à l'échelle de la population nationale. Alors même que l'alimentation continue d'occuper une place importante dans les budgets des ménages se situant en bas de la hiérarchie sociale, la science de la nutrition parvient à imposer l'idée que la disparition de la malnutrition, que ses outils permettent de mesurer, suffirait à justifier de concentrer les efforts sur la prévention, sans chercher à chiffrer le coût de l'accès au régime optimum, ni même à s'interroger sur les goûts et les modes de vie.

Cette conception aboutit à une répartition des populations entre les deux organismes, qui se traduit par une séparation nette des outils d'observation que justifient des objectifs distincts en matière de connaissance. Alors que l'OHSN et le BIT formaient initialement le vœu d'élaborer un guide d'enquête commun sur l'alimentation, leurs positions incommensurables se traduisent par la publication séparée de deux guides, l'un par le Comité technique de l'OHSN sur les enquêtes « sur la nutrition des populations », l'autre par la Section de statistique du BIT sur les « family living studies »¹. Outre les guides, il est aussi frappant de constater à quel point les indicateurs numériques qui touchent à l'alimentation, indice du coût de la vie d'une part, indices nutritionnels de l'autre, discutés aussi dans ces espaces transnationaux, semblent pourtant rester étanches. Cette étanchéité semble se retrouver en France, dont on voit peu l'évolution dans la détermination du coût de la vie. En particulier, la nouvelle nomenclature de produits qui entrent dans le calcul de l'indice du coût de la vie français est plus restreinte que la liste produite par le Bureau international du Travail (17 produits pour la nomenclature française contre 32 pour celle du BIT, dont 27 denrées alimentaires).

En France, le Comité national de l'Alimentation s'aligne sur les positions de l'Organisation d'hygiène. Ce faisant, il va durablement modifier le paysage des enquêtes sur l'alimentation, au grand dam de Maurice Halbwachs, qui, en dépit de sa participation au comité de coordination du CNA et de sa collaboration nouvelle avec la SGF, demeure impuissant, face à ce dispositif phagocyté par les physiologistes, à se faire entendre au sujet des enquêtes par budgets de famille². Bénéficiant de la politique du Front populaire en matière de financement de la recherche, le CNA obtient, par le biais de l'amitié qui lie de longue date l'un de ses promoteurs, le

¹. Edward-John Bigwood, *Directives pour les enquêtes sur la nutrition des populations*, Genève, Société des nations, 1939 ; Robert M. Woodbury, *Methods of Family Living Studies. Income - Expenditure - Consumption*, London, ILO, 1940. L'expression, « family living studies » vient remplacer celle de « family budget surveys », plus ancienne, sur le modèle des désignations en usage aux États-Unis, reconnus comme les plus actifs en ce domaine à la fin des années 1930 par le BIT.

². En 1936, Halbwachs est en pleine rédaction du *Point de vue du nombre* avec deux statisticiens de la SGF, en même temps qu'il est approché pour être vice-président du conseil d'administration de l'institution, IMEC, HBW2. B2-03.2. f. 14. Maurice Halbwachs. Papiers académiques. Lettre de Hubert, Directeur de la SGF, en date du 30 novembre 1936), pour finalement être nommé membre du Conseil supérieur de la Statistique générale de la France, 1937-1939. IMEC, HBW2. B2-03.7 Bio-bibliographies, f. 1.

physiologiste André Mayer, au Nobel de physique Jean Perrin, un financement considérable pour mener une vaste enquête de physiologie. Ce qui distingue Halbwachs des statisticiens de la SGF lorsqu'il siège parmi d'autres experts et administrateurs au Comité du BIT, n'est-ce pas précisément son intérêt et sa connaissance du genre de vie des familles ouvrières, mais également son empathie à leur égard ? De nombreux passages dans ses écrits montrent son attention aux goûts et aux habitudes de la classe ouvrière, qu'il ne manque pas de rappeler dans ses interventions genevoises, dégagées de tout enjeu académique. Aussi, peut-on voir non sans ironie l'usage par le CNA d'un financement obtenu du Front populaire, pour conduire une enquête qui va durablement effacer les frontières ouvrières.

CHAPITRE V À REBOURS DE LA QUESTION OUVRIÈRE : LES ENQUÊTES NATIONALES SUR L'ALIMENTATION (1937-1941)

« Ailleurs, à la première réunion du Comité national de l'alimentation, à Paris, comme nous regrettons qu'on n'eût pas organisé jusqu'ici en France d'enquête sérieuse par budgets de familles, le Professeur Lapique déclara : "D'accord. Mais il faut que ces enquêtes soient faites par des physiologistes." Pourtant, puisqu'il s'agit de déterminer des salaires, des revenus, des prix, des dépenses, n'est-ce pas plutôt l'objet d'un travail auquel les économistes sont le mieux préparés, étant entendu qu'ils s'aideront des conseils et connaissances que leur apportent les médecins et les hygiénistes?"¹ »

En décembre 1936, le service des Enquêtes nationales sur l'Alimentation recrute les premières sténo-dactylographes. Aux yeux des membres du Comité national de l'alimentation, il est important d'agir vite : d'une part à l'égard de l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations, qui attend une avancée concrète des Français pour convoquer une première réunion de coordination des comités nationaux ; d'autre part à l'égard du gouvernement français qui souhaite encourager une politique interministérielle de l'alimentation, dont l'enquête de physiologie doit en former le socle. Fidèles aux objectifs fixés par l'institution genevoise, les représentants français au Comité mixte et membres de la Société scientifique d'hygiène alimentaire entendent, avec cette enquête, « apporter une importante contribution à la *connaissance des besoins nutritifs des individus* » en réponse « à la nécessité de régler, d'après les besoins physiologiques, l'alimentation des individus à tous âges ; la nécessité de régler la production alimentaire, en vue de donner pleinement satisfaction à tous les besoins physiologiques des individus de tous âges² ». En s'appropriant de la sorte les objectifs de la SDN,

¹. M. Halbwachs, « L'alimentation des travailleurs », art cit., p. 206.

². L. Randoïn et P. Le Gallic, « Méthodes et résultats des enquêtes sur la consommation alimentaire française d'avant-guerre (1937-1938-1939). Mesures prises et réalisations effectuées à la suite de ces enquêtes. Avec la collaboration des enquêteurs-chefs: Georges Duchêne, Alfred Marc et Yvonne

ils reproduisent au niveau national le rapport de force en faveur de la nutrition qui s'est joué à Genève entre experts « sociaux » d'un côté et experts physiologistes de l'autre. Ils placent désormais au centre d'une politique de l'alimentation des populations considérées à risque de carences et définies uniquement par leurs caractéristiques physiologiques (l'âge et le sexe), en lieu et place des caractéristiques sociales et économiques, au cœur jusque-là de toutes les attentions réformatrices et statistiques liées aux questions de dépenses et d'alimentation. Les Enquêtes nationales sur l'Alimentation rompent avec les dispositifs de mesure des consommations alimentaires contemporains ou immédiatement antérieurs qui s'appuyaient principalement sur la méthode dite des budgets de famille et portaient sur les conditions de vie des classes populaires. Passer de la mesure des dépenses monétaires à celle des dépenses caloriques opère une double rupture dans l'unité de mesure et dans la manière de mesurer, qui façonne une vision particulière des rapports sociaux. Elles invisibilisent les disparités sociales au profit d'une abstraction moyenniste à une seule fin prescriptive, et dépolitisent de fait le débat qui sous-tendait la production de connaissance sur l'alimentation ouvrière en lien avec les salaires et le niveau de vie.

Chercheuse expérimentée, Lucie Randoïn, est âgée de 51 ans lorsqu'elle prend la tête des Enquêtes nationales sur l'Alimentation, qu'elle va marquer de son empreinte. Son parcours correspond en tous points aux « pionnières » telles que les définit Delphine Gardey : « les premières à franchir la porte de certains lieux - espaces jusqu'alors strictement masculins - qu'elles encombrant de leur présence insolite¹ ». Si elle n'est pas parmi les premières à franchir celles de la Sorbonne (en 1905, les femmes représentent 10% des étudiants inscrits à la Faculté des sciences)², elle a en revanche franchi celles de deux autres univers masculins, l'agrégation de sciences naturelles (1911)³, deuxième femme à l'obtenir (après Marie Robert en 1907) après avoir été autorisée à suivre, en auditeur libre, les cours de préparation à l'agrégation de l'ENS Ulm - masculine à cette époque -, et deuxième femme, après Marie Curie, à devenir membre de l'Académie nationale de Médecine (élue le 21 mai 1946). De 1909 à 1919 elle travaille au Laboratoire de physiologie de la Faculté des sciences de La Sorbonne, sous la direction d'Albert Dastre (étudiant de Claude Bernard). Dès 1914, elle l'assiste dans ses enseignements pour pallier le départ des hommes au Front et passe les grades de Préparateur, Chef de Travaux et Maître de

Perraud », art cit., p. 20-21.

¹. Delphine Gardey, « Histoires de pionnières », *Travail, genre et sociétés*, 2000, vol. 2, n° 4, p. 29.

². Carole Christen-Lécuyer, « Les premières étudiantes de l'Université de Paris », *Travail, genre et sociétés*, n° 4, p. 41.

³. Classée 2^e du concours qu'elle passe la même année qu'Arthur Randoïn qu'elle épousera en 1914 : André Chervel, « Les agrégés de l'enseignement secondaire. Répertoire 1809-1960 », mars 2015 [en ligne] http://rhe.ish-lyon.cnrs.fr/?q=agregsecondaire_laureats (consulté le 12 Mai 2017).

Conférence ; elle devient docteurs ès-Sciences naturelles en 1918¹. Elle reçoit différentes distinctions honorifiques durant sa carrière et est élevée au rang de Commandeur de la Légion d'honneur en 1958². Ses biographes poursuivent sur ce trait de caractère en montrant comment ses recherches en nutrition, sur les vitamines d'abord puis sur la question de l'équilibre alimentaire, revêtent un caractère novateur qui va l'imposer comme la référence en la matière³. Travaillant sur les vitamines et leur métabolisme, elle intervient sur un « champ de recherches ayant été très minoritaire dans les recherches médicales ou de sciences naturelles jusqu'à la fin du XIX^e siècle, c'est une femme qui s'en empare pour en devenir l'une des figures centrales⁴ ». On décèle chez Lucie Randoïn une volonté de promouvoir les femmes et surtout les femmes diplômées, à son image, au service d'une science - la nutrition - qu'elle contribue à développer via ses recherches sur les vitamines et l'équilibre alimentaire. Elle a notamment élargi la conception de l'alimentation rationnelle, initialement fondée sur l'équilibre entre un besoin et un apport, en y ajoutant l'équilibre entre substances nutritives (vitamines et minéraux).

Le service d'enquête dont elle prend les rênes revêt un caractère novateur, en France, dans sa forme et son contenu : par le recours à un personnel féminin dans le contexte des années 1935-1936 où la crise économique a pour effet une remise en cause, par les pouvoirs publics, du travail féminin⁵, et au plan scientifique. L'enquête lui fournit de quoi approfondir ses recherches sur l'équilibre des rations, c'est-à-dire la répartition des substances nutritives, à commencer par la publication de tables de compositions caloriques en 1937⁶. Pour cela, elle adopte une unité de mesure fondée sur la ration calorique moyenne, qui a pour effet de gommer toute disparité sociale et économique. Elle exprime les consommations alimentaires par leur équivalent calorique et par référence à des besoins nutritionnels, plutôt que par les dépenses alimentaires et leur place

¹. J. Fabianek et P. Fournier, « Lucie Randoïn (1885-1960) - A biographical sketch », art cit.

². Son dossier de Légion d'honneur, qui mentionne quelques faits de résistance, est accessible en ligne : http://www.culture.gouv.fr/public/mistral/leonore_fr [dernière consultation, 12 mai 2017]. Elle aurait contribué à entreposer clandestinement dans le 2^e sous-sol de l'immeuble de la SSHA rue de l'Estrapade, des médicaments (vaccins et serums) fournis par l'Institut Pasteur, et à les expédier dans différents maquis Information signalée dans le dossier établi par le Directeur Général du CNRS en vue d'une proposition au grade de Commandeur de la Légion d'honneur en décembre 1957, sur la base de l'ouvrage de Pierre Candalore, *Le Service de Santé de la Résistance*, Paris, A. Legrand et J. Bertrand, 1945. Arch. Nat Dossier de Légion d'honneur http://www.culture.gouv.fr/LH/LH152/PG/FRDAFAN84_O19800035v0630920.htm [consulté le 30 juin 2017].

³. J. Fabianek et P. Fournier, « Lucie Randoïn (1885-1960) - A biographical sketch », art cit.

⁴. T. Depecker, *La loi des Tables. Quantification du besoin alimentaire et réforme des conduites de vie XIX^e-XX^e siècles*, op. cit., p. 547.

⁵. Louis-Pascal Jacquemond, *L'espoir brisé : 1936, les femmes et le Front populaire*, Paris, Belin, 2016, p. 136 ; Sylvie Schweitzer, *Les femmes ont toujours travaillé : une histoire de leurs métiers, XIX^e et XX^e siècles*, Paris, O. Jacob, 2002, p. 167.

⁶. L. Randoïn, *Vues actuelles sur le problème de l'alimentation. Tables de composition des aliments mentionnant les teneurs en substances énergétiques, en éléments minéraux et en vitamines, les valeurs et le sens de l'équilibre acidité-alcalinité, les valeurs du rapport calcium-phosphore*, op. cit.

vis-à-vis d'autres postes budgétaires. Avec pour objectif de mettre en évidence les « erreurs » ou les « déséquilibres » alimentaires, les promoteurs de l'enquête s'intéressent moins aux conditions sociales et économiques qui auraient pu conduire à ces déséquilibres, qu'aux remèdes à des situations avant tout perçues comme individuelles. L'attention qu'ils portent aux différents « milieux sociaux », censés rendre compte de disparités à la fois régionales, de salaire, de fatigue physique et d'habitudes alimentaires (en plus du sexe et de l'âge), a pour but d'établir une moyenne qui prenne en compte d'une diversité de situations et donne « une représentation assez exacte de l'ensemble de la population française¹ ». Car l'idée ici n'est pas de comparer des groupes entre eux, mais de comparer la ration calorique moyenne à celle édictée à Genève par l'OHSN. Cette logique « moyenniste » est très différente de celle qui présidait aux enquêtes de budgets de famille. Elle donne d'autant moins prise à des revendications collectives qu'il n'est procédé à aucune évaluation économique des rations. L'enquête de Lucie Randoin, pourtant démarrée fin 1936 dans un contexte de différentes lois sociales votées par le gouvernement Blum, s'affranchit des questionnements et débats propres au coût de la vie auxquels pouvaient être rattachées les enquêtes par budgets de famille.

Lucie Randoin introduit en parallèle à cette unité de mesure une nouvelle façon de mener le travail d'enquête, par le recours à un personnel salarié dont l'engagement contractuel se fonde sur des compétences techniques. Ce recrutement met à distance, ou tout au moins modifie, la nature des liens de proximité ou de subordination qui caractérisaient jusque-là les relations entre personnels enquêteurs et entre enquêteurs et familles enquêtées dans les dispositifs de mesure des dépenses. L'objectif prescriptif attribué à l'enquête, dans une perspective de politique publique, trouve une traduction directe dans l'organisation du collectif d'enquête. Cette impulsion se traduit dans l'administration et les formes de soutien financier, qui permet notamment la création du corps des « aides techniques² ». L'enquête bénéficie de financements publics à travers le fonds du chômage intellectuel et la Caisse nationale de recherches scientifiques, qui permettent d'embaucher un personnel strictement dédié au travail de collecte, de copie et de calcul³ pour un budget total de près de 1.400.000 francs⁴. Elle se démarque ainsi

¹. L. Randoin et P. Le Gallic, « Méthodes et résultats des enquêtes sur la consommation alimentaire française d'avant-guerre (1937-1938-1939). Mesures prises et réalisations effectuées à la suite de ces enquêtes. Avec la collaboration des enquêteurs-chefs: Georges Duchêne, Alfred Marc et Yvonne Perraud », art cit., p. 20.

². P. Ory, *La belle illusion*, op. cit., p. 488.

³. La Caisse Nationale de la Recherche Scientifique est créée par décret -loi du 30 octobre 1935, de la fusion entre l'ancienne Caisse des recherches et la jeune Caisse des sciences.

⁴. Sur le financement de l'enquête, voir Anne Lhuissier, « « Étudier les coutumes alimentaires françaises, dépister les insuffisances » : le Service des enquêtes nationales sur l'alimentation (1936-1941) » dans Thomas Depecker, Anne Lhuissier et Aurélie Maurice (éds), *La juste mesure. Une sociologie historique des normes alimentaires*, Rennes, PUR-PUFR, 2013, p. 191-214.

des enquêtes qui lui sont contemporaines, notamment celle de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales, ou celle un peu plus ancienne de l'Officie d'hygiène sociale de Nancy dont les infirmières visiteuses et les assistantes sociales « enquêtaient » dans le cadre de leur travail. La salarisation du personnel auquel recourt le service des Enquêtes nationales sur l'Alimentation contribue à sa spécificité.

Le financement public dont bénéficie le service d'enquête forme aussi le principal pourvoyeur des sources pour le documenter, grâce, en particulier, aux arrêtés de nomination du personnel - enquêteuses et enquêteurs, sténodactylos, ingénieurs - conservés dans les archives du CNRS¹. Ces arrêtés mentionnent la date et le lieu de naissance, l'adresse courante ainsi que le(s) diplôme(s) et dans certains cas l'établissement dans lequel celui-ci a été obtenu. Ils contiennent également des informations liées au poste occupé par le personnel, telles que la date d'embauche (et la durée du contrat), la fonction et le salaire. Complétés à l'aide d'autres sources nominatives et, pour une enquêteuse et une dactylographe, par une enquête orale auprès de leurs descendants, elles ont permis d'en restituer une biographie collective pour mieux en comprendre l'organisation. En revanche, en l'absence des archives scientifiques de l'enquête, les opérations d'enquête elles-mêmes ont laissé très peu de traces, à l'exception des consignes adressées aux enquêteuses par Lucie Randoin sous la forme du « questionnaire » publié dans le *Bulletin de la Société scientifique d'hygiène alimentaire*. Ces volumineuses archives administratives reflètent le travail considérable que Lucie Randoin consacre à la gestion du service et ses échanges réguliers et nombreux avec le principal pourvoyeur de fonds, avant même l'activité de production de connaissance. Elles méritent ainsi toute notre attention.

En dépit du caractère novateur du dispositif lui-même, les travaux menés en son sein, qui se situent dans le prolongement direct des recherches menées sur l'alimentation rationnelle, vont être rapidement disqualifiés puis devancés. Dès 1940, des médecins américains de la Rockefeller Foundation œuvrent à la reconfiguration des enquêtes nutritionnelles, en particulier par la création de l'Institut de Recherche d'Hygiène (IRH) à Marseille et à l'orientation des recherches qui y sont menées. L'institut récupère en partie les outils - logistiques - que les Enquêtes nationales sur l'Alimentation ont mis en œuvre, mais en leur attribuant des fins tout à fait différentes. Le dispositif amorcé par les Américains et la visée clinique qu'ils poursuivent ne modifient pas seulement le contenu des normes nutritionnelles jusque-là en vigueur (par exemple les quantités de protéines ou de calories recommandées). Il influe aussi, et surtout, sur la manière dont elles vont être définies et mises en application.

¹ AN, F/17/ 17471 à 17475 Caisse des recherches scientifiques 1903-1908 et F/17/17462 à 17485. Caisse nationale des recherches scientifiques. 1939-1940. Centre des archives contemporaines (CAC), 800-284 le CNRS sous l'occupation – 1940-1944. En revanche les archives liées à la collecte des consommations (carnets et questionnaires) n'ont pas été conservées, ni au CNRS ni à la SSHA.

Nous verrons dans un premier temps comment l'organisation de cette enquête sous la forme d'un « service » en oriente la division du travail et le mode de gestion du personnel salarié qui facilite un entre-soi féminin. Nous situerons ensuite la place différente que l'enquête occupe dans des parcours professionnels féminins à travers deux exemples des trajectoires professionnelles d'une sténodactylo et d'une infirmière. Nous en finissons par de quelle façon le type de données collectées, orientées vers la production d'une ration calorique moyenne, conduit à effacer de la consommation toute caractéristique sociale et à produire un consommateur moyen dont les principales différences sont fondées sur des différences biologiques (sexe et âge), aux dépens des caractéristiques sociales. Ainsi, en plein Front populaire, la mesure des consommations alimentaires via une ration calorique moyenne ignore trois décennies d'enquêtes qui se sont employées à montrer des différences sociales ; l'objectif prescriptif tend à fondre les populations en une seule et à en effacer durablement les frontières ouvrières. On comprend mieux, dès lors, la discrétion de Halbwachs membre du comité de coordination du Comité national de l'alimentation, face à ce projet aux antipodes de ce qu'il a toujours cherché à démontrer.

UN « SERVICE » D'ENQUÊTE FÉMININ, SALARIÉ, ET AUX COMPÉTENCES TECHNIQUES

Le dispositif d'enquête, très vite désigné sous le terme de « Service » des Enquêtes nationales sur l'Alimentation (ENA), est abrité dans les murs de la Société scientifique d'hygiène alimentaire, au sein du laboratoire de physiologie que dirige Lucie Randoïn. Le terme de « service » est important pour en comprendre le fonctionnement : il suppose une organisation structurée et un budget dédié, lequel permet à Randoïn de recruter du personnel qui va se consacrer exclusivement à l'enquête. Recruté sur ses compétences techniques, le personnel n'a aucun type de relation (de proximité ou de subordination) avec les personnes enquêtées. La salarisation des fonctions d'enquête façonne davantage des relations professionnelles et amicales facilitées par le fait de travailler en un même lieu, le « service ».

Un collectif organisé en « service » d'enquête qui amorce une organisation renouvelée de la recherche en laboratoire

À la différence des enquêtes précédentes, le service des ENA bénéficie des habitudes et des conditions de travail de laboratoire, cadre dans lequel s'est formée Lucie Randoïn. Il incarne la rupture qui s'opère au cours des années 1930 dans l'organisation de la recherche publique telle que la décrit François Jacq. Cette rupture participe du passage d'un milieu académique du début du xx^e siècle constitué de « savants » prônant « une conception de la science où la recherche est

affaire de curiosité et ne se comprend pas comme une activité professionnelle», à l'organisation de la recherche, après-guerre, en laboratoires, synonymes de recherche collective organisée, concentrant les moyens et les savoir-faire¹. Les enquêteuses et sténodactylos forment ici un collectif d'enquête professionnel fondé sur une division du travail et l'existence d'un personnel salarié : en les assignant à des tâches précises, fonction et qualification déterminent leur place dans le processus de recherche, la chaîne de collaboration et leur niveau de rémunération.

Les quatre premières personnes engagées dès décembre 1936 sont des sténodactylos : une secrétaire-sténographe, Melle Lucienne Durpos, à la rémunération mensuelle de 1.000 frs, une dactylographe et secrétaire-assistante de médecin, Melle Marie-Thérèse Madranges (850 frs), et deux dactylographes, Melles Marie-Louise Sosson et Paulette Blanchard, à la rémunération de 650 frs mensuels. Le recrutement s'intensifie en 1937 avec les enquêteurs et enquêteuses. En novembre de la même année, le service compte 25 personnes². On dénombre 45 personnes participant à l'enquête entre décembre 1936 et décembre 1941³. Les intitulés des fonctions du personnel (Tableau 25) laissent apparaître une organisation hiérarchique et une division claire du travail distinguant ce qui relève de la collecte, de la copie, des calculs et de l'analyse.

Tableau 25. Répartition par sexe du personnel du Service des Enquêtes nationales sur l'Alimentation selon les fonctions exercées (1936-1939)

	Femmes	Hommes	Total
Enquêteuses - enquêteurs			28
Chef d'enquêtes	3	3	6
Chargé.e.s d'enquêtes	14	2	16
Calculateur	0	1	1
(non précisé)	4	2	6
Secrétariat			16
Secrétaire-chef	1	0	1
Secrétaire-sténo	1	0	1
Dactylographe	14	0	14
Total	37	8	45

Le service est dirigé par Pierre Le Gallic, ingénieur agronome et docteur ès-sciences⁴. Il aura au total sous sa direction six chefs d'enquête. Tout d'abord trois hommes : Georges Duchêne, 24 ans, Alfred Marc, 25 ans et Gabriel Gleize, 65 ans, tous trois bacheliers. Puis trois femmes :

¹. François Jacq, « Le laboratoire au cœur de la reconstruction des sciences en France 1945-1965 », *Les Cahiers du Centre de recherches historiques. Archives*, juin 2005, n° 36, p. 86.

². Lettre du 5 novembre 1937. AN, F17/17471.

³. En fait le personnel est même un peu plus nombreux. Dans les archives nous trouvons la trace d'un « traducteur », d'une femme de service et d'une femme de ménage et de deux aides comptables, pour lesquels nous n'avons pas d'autre information.

⁴. Il continuera par la suite de travailler aux côtés de Lucie Randoïn comme chargé de recherche au CNRS.

Yvonne Perraud, 42 ans, Jeanne Bouglé, 41 ans, et Annie Perrin, 24 ans. Tous les six perçoivent une rémunération de 1500 frs alors même que deux femmes sont plus diplômées : Yvonne Perraud, qui détient le brevet supérieur¹ et le diplôme d'assistante sociale, et Annie Perrin, qui cumule le bac et les diplômes d'état de service social et de surintendante. Enfin Jeanne Bouglé ne semble pas avoir le bac (ce n'est pas mentionné sur son acte de nomination) mais c'est une infirmière hospitalière expérimentée. À ces chefs d'enquêtes s'ajoutent un secrétaire scientifique, Marcel Lalanne, bachelier, et administrateur de l'Institut national agronomique (1500 frs) ainsi qu'un agent de coordination des enquêtes, Roger Dusseaux, affecté dans un premier temps à la documentation sur les disponibilités alimentaires pour une rémunération de 400 frs par mois. Ces deux hommes, avec Le Gallic et Etienne Desforge, sont ingénieurs agronomes et disposent d'une formation scientifique adaptée au projet d'enquête. Le service comprend également quatorze enquêteuses et deux enquêteurs, principalement chargés de recueillir les informations auprès des familles et dans les collectivités, à Paris et en province. Le niveau de qualification des hommes le dispute à celui des femmes enquêteuses. Quatre d'entre elles détiennent le baccalauréat et une le diplôme d'études secondaires, lequel a longtemps tenu, pour les filles, la place du bac². Âgées au moment de l'enquête entre 24 et 28 ans, elles l'ont obtenu à la fin des années 1920. À ce moment-là (année 1930), 1,2% des filles de leur classe d'âge sont bachelières (contre 3,9% des garçons) et elles représentent près 20% de l'ensemble des bacheliers³. Ainsi, si hommes et femmes perçoivent le même niveau de rémunération à fonction identique, les femmes sont néanmoins plus diplômées.

Classées dans la terminologie administrative comme personnel « instable », les enquêteuses connaissent un turn-over important. Elles sont recrutées sur des contrats relativement courts et leur niveau de rémunération - établi à 1500 francs pour un temps plein - est fixé en rapport avec le nombre d'enquêtes effectuées par mois. Sur le papier, un temps plein équivaut à huit enquêtes (soit deux familles suivies chaque semaine), et un mi-temps à quatre familles, ce sont les « demi-enquêteuses », bien que les documents laissent penser que toutes les enquêtes ne sont pas menées à ce rythme. Les nombreux échanges de courriers entre Randoïn et l'administrateur de la CNRS montrent de quelle façon Randoïn se bat pour tenter de conserver ses enquêteuses malgré un niveau de salaire qu'elle juge insuffisant. Il est pourtant supérieur à celui fixé par la CNRS pour le personnel correspondant au statut d'auxiliaire temporaire de recherche,

¹. Yvonne Perraud, 42 ans, a le brevet supérieur (qui tient lieu de bac pour les femmes de sa génération).

². Jean-Claude Chesnais, « La population des bacheliers en France. Estimation et projection jusqu'en 1995 », *Population*, 1975, vol. 30, n° 3, p. 528, note 1.

³. D'après les comptages de Carole Christen-Lécuyer, les femmes représentent en 1926 18% de l'ensemble des bacheliers et 26% en 1933 ; Carole Christen-Lécuyer, « Les premières étudiantes de l'Université de Paris », *Travail, genre et sociétés*, n° 4, p. 37.

comme l'indique le brouillon d'un courrier de l'administrateur de la CNRS adressée au Sous-secrétaire d'État à la recherche scientifique en date du 15 avril 1937 :

« Une commission réunie le 26 avril 1936 chez Monsieur Hervé Gruyer, contrôleur financier de la Caisse, avait prévu que les auxiliaires temporaires pourvus d'une licence et rétribués sur le crédit pour la lutte contre le chômage intellectuel recevraient une rémunération mensuelle de 1.200 francs au maximum.

Cette limite pouvait être portée à 1.500 francs pour les archivistes et pour les employés munis de titres exceptionnels, ou chargés de la Direction d'un service [...]

Cependant, certains services tels que les Enquêtes sur l'Alimentation, sans doute peu avertis de ces conventions [à partir d'ici, le texte tapé est barré, remplacé par les corrections manuscrites suivantes] nous adressent des propositions basées sur le taux de 1500 pour la totalité ou la presque totalité des auxiliaires temporaires qu'ils emploient, qualifiés à cet effet de chefs d'enquêtes. Il est à [illisible] que le contrôleur financier de la Caisse refuse dans ces conditions de signer les engagements de dépense présentées pour ce personnel.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire savoir si je dois néanmoins lui adresser des propositions établies sur cette base ou s'il y a lieu de prier les services de réviser leurs demandes de façon que le taux de 1500 [illisible] sur caractère exceptionnel¹. »

C'est pourquoi à chaque nouvelle démission d'une enquêtrice, Randoïn ne manque pas de préciser, lorsque c'est le cas, que l'enquêtrice quitte son service car elle a trouvé ailleurs un « emploi mieux rémunéré ». Le service comprend par ailleurs une équipe d'une quinzaine de sténodactylographes en charge du travail de copie et du fonctionnement de la machine à calculer et qui assurent aussi parfois une fonction de secrétariat. Elles sont payées entre 650 et 1000 francs sans que l'on puisse déterminer ce qui justifie ces différences, mis à part le niveau de responsabilité qui leur est dévolu et l'ancienneté, sinon l'intensité du travail à effectuer :

« Ici, le travail ne manque pas, les enquêtes rentrent et nous ne recopions plus toutes les feuilles de consommation ; monsieur Marc nous a même aidées ces jours-ci aux blocages. La machine à calculer fonctionne sans arrêt 9 heures par jour. Un roulement est établi entre midi et 2 heures et le samedi après-midi entre madame Allard et Mesdemoiselles Bellanger et Blanchard². »

¹. AN, F17/17471. Le texte manuscrit remplace, en l'édulcorant quelque peu, le texte suivant : « et jouissant d'une grande autonomie pour le recrutement de leur personnel, parce que dirigés par des professeurs éminents n'ont pas cru nécessaire d'obéir à ces règles tacites. Un tel point de vue nous met dans une situation délicate à l'égard du contrôleur financier de la Caisse qui, voyant plusieurs de ses observations demeurées sans effet, refuse désormais de signer les engagements de dépenses dépassant le maximum qui avait été fixé. Il me semble donc qu'il serait bon de rappeler aux divers services sous le contrôle de la Caisse, que les crédits sur le chômage, trop peu élevés pour permettre une juste rémunération des chômeurs sont destinés à permettre au plus grand nombre d'attendre une période meilleure, tout en leur facilitant dès maintenant l'utilisation des connaissances qu'ils ont pu acquérir dans nos écoles et dans nos facultés ».

² Lettre de Melle Flammarion du 10 mars [1938] Archives personnelles de Marie-Louise Sosson. Ce roulement rappelle celui évoqué par le chef de bureau de l'usine visitée par Kracauer pour son enquête sur les employés : « Les filles, me dit-il, ne passent pas plus de six heures à la perforation et sont employées pendant les deux dernières heures à des tâches de bureau ; on leur évite ainsi tout surmenage ». Siegfried Kracauer, *Les employés : aperçus de l'Allemagne nouvelle, 1929, s.l.*, p. 29.

Le personnel est très majoritairement féminin (Tableau 25): il compte 37 femmes (38 si l'on ajoute Lucie Randoïn) pour huit hommes. Cette féminisation n'est pas spécifique aux Enquêtes nationales sur l'Alimentation : on a vu dans le chapitre précédent que le travail de collecte mené dans les années 1930, à l'Office d'hygiène de Nancy ou celle menée par Gabrielle Letellier pour l'ISRES est exclusivement mené par des femmes, principalement infirmières ou visiteuses. À la différence près qu'elles ne sont pas rémunérées mais participent à l'enquête soit dans le cadre de leur travail à l'Office, soit par les associations philanthropiques pour lesquelles elles sont bénévoles. La féminisation du service des ENA exprime moins l'arrivée des femmes que leur salarisation pour une fonction qu'elles exerçaient jusque-là à titre bénévole ou dans le cadre d'un emploi déjà existant. Ici, elles sont rémunérées spécialement pour mener l'enquête et leur expérience d'infirmière ou d'assistante sociale forme leur qualification et non leur statut à l'embauche¹.

Vers une salarisation de la fonction d'enquêteur-enquêteuse

Ce phénomène de féminisation et de salarisation du social est concomitant d'une technicisation de la fonction d'enquêteuse. Les techniques développées dans l'enquête préfigurent celles qui seront enseignées après-guerre aux diététiciennes nouvellement formées². Cette technicisation est la principale source de recrutement des enquêteuses, qui, de ce point de vue, se distinguent par exemple des femmes enquêtrices de l'Office du travail dont le travail répondait avant tout à un engagement militant. Dans les dispositifs d'enquête contemporains, immédiatement antérieurs ou même plus anciens, les femmes exerçaient la fonction d'enquêteuse dans un cadre philanthropique et non professionnel, telles que les femmes auteurs de monographies ouvrières ou d'enquêtes sociales au tournant du siècle³. Seul l'Office du Travail recourt à des femmes enquêtrices, bien que, comme le souligne Isabelle Lespinet-Moret, elles y font une apparition plus tardive que les hommes, et seulement dans le service extérieur, c'est-à-dire pour des recours ponctuels. Elles présentent en revanche des parcours bien spécifiques : qu'il s'agisse d'Odette Laguerre ou de Marie-Louise Rochebillard, toutes deux sont engagées dans des luttes féministes

¹. Entendue de cette manière, la féminisation de cette fonction se retrouve à diverses périodes, sur différents types d'enquêtes qui relèvent du domaine de la santé publique ou de la statistique. Tel est le cas par exemple du personnel en charge des enquêtes statistiques aux États-Unis dès la fin du XIX^e siècle étudiées par Emmanuel Didier : Emmanuel Didier, « Counting on Relief: Industrializing the Statistical Interviewer during the New Deal », *Science in Context*, juin 2011, vol. 24, n° 2, p. 281-310. Ou de celui de la Division de la Recherche Médico-sociale (DRMS) de l'INSERM dans les années 1970 étudiée par Luc Berlivet : Luc Berlivet, « Between Expertise and Biomedicine: Public Health Research in France after the Second World War », *Medical History*, octobre 2008, vol. 52, n° 4, p. 471-492.

². Lucie Randoïn, « L'Institut scientifique d'hygiène alimentaire et l'école de diététique de Paris », *Les Cahiers de l'Enfance*, 1956, vol. 28, p. 29-38.

³. Françoise Battagliola, « Femmes auteurs de monographies ouvrières », *Les Études sociales*, 2003, vol. 138, p. 55-72.

et syndicales, même si elles ne partagent pas les mêmes positions¹. Caroline Milhaud est la seule femme à occuper un poste d'enquêteur temporaire à l'Office. Socialiste et féministe, elle ne se contente pas d'enquêter sur le « terrain » mais, d'après Isabelle Lespinet-Moret, elle s'impose également comme porte-parole officiel de l'Office, « une pionnière, un peu à la manière de ces inspectrices du travail ou de ces femmes médecins ou avocates d'avant 1914². »

Dans le cas des ENA, la salarisation de la fonction d'enquêtrice se comprend dans un mouvement concomitant de féminisation du travail, et notamment de la montée des employées du tertiaire et de salarisation du travail social, davantage que dans un engagement militant. Ces évolutions se caractérisent par une technicisation des emplois. L'entre-deux-guerres connaît « une stagnation de la population active féminine non agricole (+1,35% de 1921 à 1931) [elle est] concomitante à une augmentation du nombre des salariées: +16,48%³ ». Cette salarisation concerne particulièrement les employées, des secteurs secondaire et tertiaire⁴. Pour les emplois de bureau, il s'agirait moins d'une féminisation que de « la naissance d'une nouvelle catégorie d'employés, les employées dont le rôle technique et les caractéristiques sociales sont différentes⁵ » de celles des hommes. Le secteur social, très féminisé, participe de ce mouvement de salarisation et de formation croissant, en particulier avec les évolutions de la formation d'infirmière. La création en 1922 du brevet de capacité professionnelle donne droit au titre d'infirmière diplômée d'État et permet désormais de distinguer les infirmières du personnel sans qualification⁶. La professionnalisation du nouveau corps des infirmières des années 1940 entérine la distinction désormais établie entre infirmières diplômées ou non-diplômées, entre infirmières salariées ou bénévoles⁷. On observe le même mouvement avec la salarisation des carrières sociales. Depuis la fin de la première guerre mondiale s'est en effet instituée la différence entre la formation d'infirmière visiteuse qui prépare des bénévoles à leur « devoir social », et celle d'assistante sociale, pour des femmes qui se destinent aux carrières sociales salariées⁸.

¹. I. Lespinet-Moret, *L'Office du travail, 1891-1914, op. cit.*, p. 117-118.

². *Ibid.*, p. 130.

³. Sylvie Zerner, « De la couture aux presses: l'emploi féminin entre les deux guerres », *Le Mouvement social*, 1987, n° 140, p. 10.

⁴. Guy Thuillier, *Les femmes dans l'administration depuis 1900*, Paris, Presses universitaires de France, 1988, p. 49.

⁵. S. Zerner, « De la couture aux presses », art cit., p. 24.

⁶. Christian Chevandier, *Infirmières parisiennes : 1900-1950, émergence d'une profession*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011, p. 104.

⁷. C. Chevandier, *Infirmières parisiennes, op. cit.*

⁸. Ces deux formations se verront fusionner par le décret du 18 février 1938 créant des « assistantes de service social » visant à fédérer « les compétences des savoir-faire de l'infirmière visiteuse, des travailleuses sociales et l'identité de base à acquérir avant toute spécialisation ». Brigitte Bouquet, « La professionnalisation du service social (1900-1939): de la naissance dans le creuset philanthropique à l'intégration des politiques sociales » dans Colette Bec, Catherine Duprat et Jean-Noël Luc (éds), *Philanthropies et politiques sociales en Europe (xviii^e-xx^e siècles)*, Anthropos, Paris, 1994, p. 18. Voir aussi

Aussi, Randoin s'entoure d'un personnel aux compétences pointues : ingénieurs agronomes, assistantes sociales, infirmières et surintendantes - dont les formations les plus récentes enseignent des rudiments de nutrition et de cours d'enquête -, sténodactylographes. Il faut voir dans ce niveau de qualification une réelle exigence de la part de Lucie Randoin. En effet, lorsqu'avec Jean Trémolières elle co-fonde après-guerre une école et un diplôme de diététique, il est exigé des candidates à la formation, recrutées par concours, qu'elles possèdent les deux parties du baccalauréat¹. En 1936, ne pouvant recourir à des diététiciennes, puisque le diplôme et la formation dédiée n'existent pas encore, Randoin s'assure par ce recrutement le concours de femmes professionnelles qui ne sont pas des diététiciennes mais qui possèdent les mêmes types de savoir-faire. Plus généralement, trois types de formation dominant parmi les enquêteuses : service social, soins infirmiers et enseignement ménager. Onze sont ainsi titulaires d'un diplôme d'assistante sociale, neuf d'un diplôme d'infirmière et trois sont diplômées de l'enseignement ménager. Il y a également deux surintendantes d'usine (Madeleine Hue et Annie Perrin). Plusieurs d'entre elles cumulent ces diplômes. Notamment, Madeleine Hue, Madeleine Joubaire et Geneviève Forichon combinent formations d'infirmière et d'assistante sociale, tandis que Jeanne Picart présente le triptyque infirmière – assistante sociale – école ménagère. Qu'il s'agisse du bac, de la formation d'infirmière, d'assistante sociale ou de surintendante, il s'agit à cette époque de qualifications qui concernent une frange minoritaire de la population relevant plutôt de la bourgeoisie et poursuivant un objectif très spécifique. Évelyne Hery, à partir des archives des établissements scolaires de l'académie de Rennes, montre que les bachelières des années 1920 sont issues de familles du monde du fonctionariat et de l'administration militaire. L'obtention du bac leur « confère une indépendance intellectuelle et morale qu'elles sont de plus en plus nombreuses à revendiquer, y compris au sein du couple qu'elles espèrent fonder² ». Il en va de même pour le diplôme d'assistante sociale, lequel, dans les années 1930, attirait surtout des jeunes filles issues de milieux aisés³. Enfin, le lieu d'obtention du diplôme est précisé pour six infirmières. Il s'agit de l'école de la Croix-Rouge, laquelle, d'après Chevandier, recrute des filles de la petite bourgeoisie, contrairement à l'école d'infirmières de l'Assistance publique qui recrute des filles des milieux populaires⁴.

Brigitte Bouquet et Christine Garcette, « Les premières écoles de service social (1908-1938): un atout majeur pour la professionnalisation des assistantes sociales », *Vie sociale*, 1995, vol. 1-2, n° spécial, p. 3-24.

¹. L. Randoin, « L'Institut scientifique d'hygiène alimentaire et l'école de diététique de Paris », art cit., p. 36. « Pour accéder à l'École de diététique, il faut franchir un concours d'entrée assez sévère, qui correspond au programme du Baccalauréat Sciences expérimentales ».

². Évelyne Héry, « Quand le baccalauréat devient mixte », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, novembre 2003, n° 18, p. 79.

³. Simone Crapuchet, « Qui étaient-elles et qui sont-elles ? 1905-1976 (1) », *Vie sociale*, 1987, n° 8, p. 420.

⁴. C. Chevandier, *Infirmières parisiennes*, op. cit., p. 123.

Pour rassembler ce personnel il est possible que Randoïn soit passée par l'intermédiaire de certaines écoles, réputées parmi les meilleures : Pigier¹ pour les sténodactylo, l'école de la Croix-Rouge l'école pour les infirmières (qui recrute des filles de la petite bourgeoisie, contrairement à l'école de l'Assistance publique qui recrute des filles des milieux populaires²), l'École supérieure de travail social (ETSUP) pour les surintendantes³; certaines infirmières et assistantes sociales ont pu être préalablement en contact avec Lucie Randoïn par l'intermédiaire des formations que celle-ci dispensait au sein de la SSHA. L'analyse prosopographique permet d'identifier un autre canal de recrutement, relatif à l'interconnaissance amicale ou de voisinage qui lie différents membres du personnel. Tel est le cas de Marie-Louise Sosson, parmi les premières sténodactylos recrutées en décembre 1936. Elle est embauchée en même temps que Paulette Blanchard, née la même année, qui habite dans la même ville et qui, comme Marie-Louise, a suivi les cours de l'École Pigier. Nous savons par ailleurs qu'elles seront, tout au moins après l'enquête, des amies très proches comme en témoigne le fils de Marie-Louise Sosson, qui se souvient être parti en vacances à plusieurs reprises avec ses parents et le couple Blanchard. Il est vraisemblable que Marie-Louise ait également fait rentrer son amie Odette Caillot, recrutée un an plus tard pour remplacer une sténo-dactylo démissionnaire. Nées la même année, toutes deux habitent à Champigny sur Marne, Odette au 4 de la rue Juliette Wils, c'est-à-dire à côté de l'oncle paternel de Marie-Louise, qui réside au n°2. Et quand Marie-Louise se retrouve en arrêt maladie, c'est Odette qui donne de ses nouvelles au service à la suite des nombreuses visites qu'elle rend à son amie, comme en témoigne la correspondance échangée entre les deux femmes et conservée dans les archives personnelles de Marie-Louise Sosson. C'est aussi au sein du service que Odette rencontrera son futur mari, Robert Durran, aide-technique au laboratoire de physiologie au sein duquel est installé le service des ENA et qu'elle épousera en 1946. Deux enquêteuses habitent également dans la même rue, deux bâtiments qui se font quasiment face. Il s'agit de Jeanne Bouglé, qui réside au 45 rue d'Ulm dans les murs de l'École normale supérieure alors dirigée par son père, où elle voisine avec une autre infirmière, Odette Pédron, laquelle habite au n°48. Ces relations d'interconnaissance dessinent un petit groupe professionnel aux relations amicales qui se renforcent dans l'espace délimité du « service », et qui favorisent un véritable entre-soi féminin.

¹. Gérard Bodé, « À la recherche de l'Arlésienne : l'enseignement commercial en France (1800-1940) », *Histoire de l'éducation*, décembre 2012, n° 136, p. 43-89.

². D'après C. Chevandier, *Infirmières parisiennes*, *op. cit.*, p. 123. On sait qu'au moins six enquêteuses sont diplômées de cette école.

³. Je remercie infiniment Marion Hirschauer-Philippe, responsable du centre de documentation de l'ETSUP qui, avec Léo Baciochi qui effectuait son stage de 3^e, a retrouvé le dossier de Anne-Marie Perrin, élève de l'ETSUP en 1933.

Le « service » : un lieu d'entre-soi féminin

Dans le cadre du service, la présence quotidienne sur place de la majorité du personnel d'enquête - à l'exception des enquêteuses lorsqu'elles se déplacent en province - contribue à créer un véritable collectif de travail qui se donne à voir à travers une série de photos de groupe dont certaines, reproduites ici, figuraient dans un album photo de la sténo-dactylo Marie-Louise Sosson¹ : à Paris (Photographie 3, Photographie 7) devant le château de Grignon (Photographie 4) ou à Roscoff (Photographie 5, Photographie 6) où tout le laboratoire de physiologie est évacué (respectivement de septembre 1939 à juin 1940 et de juin à août 1940).

¹. Nous remercions infiniment Monsieur Philippe Adam, fils de Marie-Louise Sosson, et son épouse Madame Adam, pour le temps qu'ils nous ont accordé, et leur générosité à partager avec nous les archives personnelles de Marie-Louise Sosson. Ils ont très aimablement accepté que nous reproduisions ici ces photographies.

Photographie 3. À Paris - sans date



Photographie 4. Grignon, Hiver 1939-1940¹



¹ Légende inscrite au verso de la photo

Photographie 5. Roscoff Station Biologique, 14 juillet 1940¹



¹. Légende inscrite au verso de la photo

Photographie 6.- Roscoff, été 1940²



² Légende inscrite au verso de la photo

Photographie 7. Paris, 25 novembre 1940

1



La correspondance échangée entre la jeune sténodactylo Marie-Louise Sosson et ses collègues, conservée également dans ses archives personnelles, alors qu'elle est en congé maladie en mars et avril 1938, donnent certains éléments d'appréciation de la vie au bureau et des relations entretenues entre les membres du personnel, et tout particulièrement parmi les secrétaires et les sténodactylos.

« Chère Marie Louise, À présent que toutes ces demoiselles, je veux dire la jeune équipe, ont terminé leurs petites « histoires », je viens à mon tour vous demander, chère petite, des nouvelles de votre santé, qui, je l'espère et le souhaite, est en meilleure voie de guérison. Nous pensons avoir bientôt le plaisir de vous voir, en attendant votre retour complet. Savez-vous que toute cette jeunesse me taquine et me fait bien des misères (pour rire) et me bombarde de commandes de « pâtes à choux » il va bientôt falloir me procurer un tri-porteur pour les livraisons !!!!! Melle Flammarion a bien du souci avec la comptabilité qu'elle doit réorganiser quant à moi je me débats avec la machine à calculer, heureusement que Paulette s'est bien mise au courant et m'aide très bien. À part cela tout va bien. Au revoir Chère Marie-

¹. Légende inscrite au verso de la photo

Louise à bientôt et dans cette attente recevez mes bonnes amitiés » [Melle Allard, courrier non daté]

Ou dans un autre courrier de son amie Odette Caillot, dactylo, comme Marie-Louise

« Excusez ma belle écriture, mais Paulette et Suzanne racontent des histoires très risibles, alors vous comprenez... J'irai probablement jeudi chercher le patron du béret. Au revoir et à bientôt, Odette » [courrier sans date]

Cette connivence entre collègues de bureau se manifeste dans la mise en forme même des lettres où plusieurs correspondantes n'hésitent pas à écrire dans les marges pour trouver un peu de place (Figure 9). Les courriers adressés à Melle Sosson, dans la façon dont ses correspondantes s'adressent à elle, montrent à la fois les liens hiérarchiques et d'amitié qui se sont noués. Si Melle Flammarion, « secrétaire-chef » s'adresse à Marie-Louise en l'appelant de façon très maternelle « Ma chère enfant », son amie Odette rappelle leur proximité par l'utilisation du diminutif « Ma chère Malou ». Certaines des correspondantes signent elles-mêmes par leur diminutif tels : « Suz Bel » pour Suzanne Bellanger » ou « Crissou » probablement pour Christiane Faucher. La correspondance permet aussi d'apprécier en partie l'atmosphère qui règne « au bureau » :

« Chère Marie Louise, comme vous dit « Suz Bel », il n'est que 9 heures du matin (maintenant il est au moins 9h 10) et je n'ai pas entièrement de courage. D'abord il fait un drôle de temps, ensuite le bureau est calme, on rit moins, cela dépend des jours [...]»

À travers cette correspondance se manifestent les expressions des relations quotidiennes au bureau : on y échange « chiffon », on se prête des patrons de couture et on se tient au courant de l'avancée des travaux d'aiguilles ; enfin, on se confie sur des aspects plus personnels (« maman me manque »). Ainsi, cet entre-soi féminin que l'on perçoit dans les échanges ordinaires décrit un milieu professionnel qui façonne une relation professionnelle à l'enquête. Toutefois, cet entre-soi concerne plutôt les sténo-dactylos, qui, embauchées pour toute la durée de l'enquête, partagent quotidiennement leur bureau. La situation est différente pour les enquêteuses, embauchées sur des contrats plus courts et qui travaillent isolément au domicile des familles ou dans les institutions objet de l'enquête. Ces rapports différenciés aux relations de bureau et au type de travail attendu des sténos et des enquêteuses façonne deux types d'engagement à l'enquête et au travail salarié, comme on va le voir à travers deux exemples de trajectoires.

Figure 9. Lettre de bon rétablissement envoyée à Marie-Louise Sosson par ses collègues de bureau

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
SOUS-SECRETARIAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

CAISSE NATIONALE
DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE

ENQUÊTES NATIONALES SUR L'ALIMENTATION

Secrétaire général : M^{me} L. RANDOIN
 16, RUE DE L'ESTRAPE, PARIS (5^e)
 Téléphone : Odéon 18-43

Paris, le 28 février

Ma chère Marie-Louise,

M^{lle} Flammarion étant très occupée par sa fille de mois pour les règlements de compte, c'est moi qui suis désignée pour venir vous souhaiter au nom de toutes un prompt rétablissement.

Un mois va vous paraître bien long, je le comprends, mais vous étiez vraiment bien fatiguée et un long repos va vous être salutaire.

Nous vous remercions de votre gentille lettre reçue ce matin.

M^{lle} Flammarion et moi n'avons pas encore acheté notre tailleur, nous devons

y aller dimanche ensemble.

Mon rhume va bien mieux, je suis restée absente trois jours mais maintenant j'ose espérer que ça va être terminé.

Maman n'est pas encore auprès de moi, aussi j'attends sa venue avec impatience.

Je vous salue avec mes bonnes amitiés.

Christiane

Bon courage et meilleure santé, ma chère petite; j'espère avoir bientôt le temps de vous écrire plus longuement. Amitiés. J. Flammarion

Je vous souhaite, chère Marie-Louise, un prompt rétablissement, et revenez vite manger des "pâtés à chou" parmi nous. Mon meilleur souvenir et bonnes amitiés.

M^{lle} Rando

Jeiguy - vous bien, pour reprendre vite votre place parmi nous. Avec tous mes vœux de prompt rétablissement recevez l'expression de mes meilleurs sentiments. J'ai pour une charge de vous transmettre mes bons souvenirs.

M. R.
Madame

Source : Archives personnelles de Monsieur Philippe Sosson

DEUX TRAJECTOIRES PROFESSIONNELLES FÉMININES DIVERGENTES

La reconstitution des parcours de la sténo-dactylo Marie-Louise Sosson et de l'enquêteuse Christiane Marguery permet de comprendre la place différente qu'occupe leur engagement contractuel aux Enquête nationales de l'Alimentation dans leurs carrières respectives. Si ce contrat est un tremplin pour la jeune sténo-dactylo dont la carrière ascendante va la mener jusqu'à un poste de cadre dans une grande entreprise, il constitue, pour l'enquêteuse aux origines sociales bourgeoises, un bref passage dans le monde salarié avant de se consacrer à une vie de famille. Si ces deux exemples ne peuvent être généralisés à l'ensemble des personnels des ENA, ils permettent néanmoins d'éclairer en partie les modes d'engagements différents à l'enquête des unes et des autres : un tremplin professionnel pour les jeunes sténo-dactylos qui vont travailler plusieurs années dans le service, une parenthèse pour les enquêteuses qui, soit arrêtent de travailler peu après l'enquête lorsqu'elles fondent une famille, soit retournent à un poste similaire à celui qu'elles occupaient précédemment.

La trajectoire ascendante d'une jeune sténodactylographe

Marie-Louise Sosson est sténo-dactylo. Elle fait partie des quatre premières personnes engagées au service des ENA le 1^{er} décembre. Âgée de 17 ans, elle compte parmi les benjamines d'une équipe de sténos dont la moyenne d'âge est de 22 ans. Au moment de son recrutement, elle possède une très brève première expérience professionnelle comme sténo-dactylographe dans un garage Champigny-sur-Marne¹. Elle se prévaut surtout d'un diplôme reconnu de l'École Pigier, où, d'après son fils, c'était une des meilleures élèves, ce qui lui aurait valu une médaille :

Mme : Mais elle a appris la machine où, ta mère ?

M. : Je me demande si c'était pas les cours Pigier, moi.

Mme : Ça j'ai rien retrouvé, par contre.

M. : Je crois que c'est ça, parce qu'elle a un diplôme, elle était dans les meilleures de cette année-là, c'est pour ça qu'elle a cette fameuse médaille. [...]

Le lieu d'obtention du diplôme n'est pas indiqué sur l'arrêté de nomination, mais il n'y aurait rien de surprenant à ce que Randoïn, cherchant à s'entourer des meilleur-e-s puise dans le vivier des écoles les plus réputées. Marie-Louise Sosson est donc engagée au service des ENA quelques

¹. Arch. Personnelles M.-L. Sosson. Dans l'entretien, son fils indique qu'elle y a travaillé 1 an mais il n'y en a aucune mention sur le récapitulatif envoyé par l'organisme de retraite auquel nous avons eu accès. Dans le dossier de nomination de Marie-Louise Sosson est conservée une attestation de monsieur Robert Bonnet, garagiste à Champigny-sur-Marne, qui l'a employée pour effectuer un remplacement du 15 octobre au 7 novembre 1936 et dans laquelle il assure qu'elle lui « a toujours donné satisfaction ».

semaines après le remplacement effectué dans le garage. Elle y travaillera jusqu'à son départ en congé maternité le 10 novembre 1944. Après une interruption de dix ans pour élever ses enfants (une fille naît en 44 et décède à l'âge de 19 mois, puis un fils naît en octobre 1945), elle reprend le travail en 1954 comme secrétaire comptable pour la société Blacol à Champigny jusqu'en 1955. Elle intègre alors l'Air Liquide où elle monte progressivement les échelons: employée entre 1956 et 1963, agent de maîtrise entre 1964 et 1975, puis cadre à partir de 1976 jusqu'à sa retraite en 1980.

Marie-Louise est issue des fractions supérieures des classes populaires, à l'image des autres sténo-dactylo de l'équipe¹. De sa famille, les quelques éléments dont on dispose via les actes d'état civil et l'entretien réalisé avec son fils et l'épouse de celui-ci dessinent le portrait de petits employés très enracinés localement. D'après Mme Sosson, la famille maternelle de Marie-Louise, les Mallèvre, est l'une des plus anciennes familles de la commune. Le couple, chez qui se déroule l'entretien, habite à Champigny dans une maison acquise au début des années 1970, à deux pas de celle où le fils a grandi. Le père de Marie Louise, Alexandre Didier Sosson, était charpentier menuisier et sa mère, Marie Louise Mallèvre semble ne jamais avoir travaillé. Marie-Louise est la benjamine d'une fratrie de quatre enfants. D'après les souvenirs de son fils, la sœur de Marie-Louise n'a jamais travaillé, à l'exception de quelques ménages, l'un des frères serait « rentré aux PTT » et l'autre aurait été menuisier ; mais frères et sœur entretenant très peu de relations, le fils de Marie-Louise a très peu de souvenirs de ses oncles et tantes. Marie-Louise se marie en février 1943 avec Georges Adam, employé de bureau à la SNCF. Âgé de 22 ans, il habite à Champigny-sur-Marne tout comme ses parents, respectivement employé de commerce et sans profession (ancienne « ménagère »). Le fils de Marie-Louise insiste plutôt dans l'entretien sur les différences qui caractérisaient les familles de sa mère et de son père :

M. : Mon père et ma mère, c'étaient deux familles qui étaient le jour et la nuit. Du côté de mon père et de ma mère, ça n'avait rien à voir.

A: Dans les façons de vivre ?

M: Ah oui oui oui, oh lalala ! Je me rappelle... Ils partageaient rien. Les deux familles. Aucune relation, rien du tout. Du côté des parents de mon père, bah il y avait trois enfants, le grand-père paternel... À l'époque où je l'ai connu, c'était le patron de la Winterthur, un grande assurance suisse. Et lui il était le patron pour la France. Mais il vivait un peu...

Mme : Bah comme vivait ton père, à la bohème.

M. : Le 7 du mois, il y avait plus de sous, alors qu'il en rentrait des tonnes. Ce que je m'en rappelle, quand on était là-bas, c'était pas limonade, ils sortaient le champagne et tout. Mais

¹. Parmi les professions paternelles, on trouve quatre employés et six « métiers manuels », bien que l'on ignore s'il s'agit d'ouvriers ou d'artisans : maçon, serrurier, plâtrier, scieur de long, menuisier, imprimeur. Une majorité des mères travaille également comme ouvrière ou employée : trois couturières, une lingère, une repasseuse, une employée de commerce, une employée de banque puis mécanographe et une mécanicienne.

le 7 du mois il y avait plus rien. Alors que du côté de ma mère, mon grand-père étant menuisier et tout... C'était pas du tout la même façon de vivre.

Elle divorce en 1964, à l'âge de 44 ans et décède en juin 1989. Son parcours est exemplaire d'une ascension sociale, de dactylo à cadre, en déroulant l'essentiel de sa carrière dans la même société. Le service des ENA aura constitué pour elle le point de départ de cette carrière, comme plusieurs autres jeunes membres du service. De ce point de vue, bien qu'elle appartienne à la seconde génération de dactylos, laquelle, d'après Delphine Gardey connaît une phase descendante et dont le prestige est en déclin, tout comme leur recrutement social¹. Cela ne l'empêche pas de mener une carrière ascendante en dehors de cette fonction initiale.

Le travail intermittent d'une infirmière enquêtrice

Par contraste avec Marie-Louise Sosson, la participation de l'enquêtrice Christiane Marguery aux ENA met en évidence la place différente occupée par l'enquête dans les trajectoires professionnelles. Si son parcours à la suite de l'enquête se révèle quelque peu atypique, elle correspond en d'autres points à cette génération d'infirmières. Qu'il s'agisse du bac, de la formation d'infirmière, d'assistante sociale ou de surintendante, il s'agit à cette époque de qualifications qui concernent une frange minoritaire de la population relevant plutôt de la bourgeoisie et poursuivant un objectif très spécifique. Évelyne Héry à partir des archives des établissements scolaires de l'académie de Rennes montre que les bachelières des années 1920 sont issues de familles du monde du fonctionariat et de l'administration militaire. L'obtention du bac leur « confère une indépendance intellectuelle et morale qu'elles sont de plus en plus nombreuses à revendiquer, y compris au sein du couple qu'elles espèrent fonder² ». Il en va de même pour le diplôme d'assistante sociale, lequel, dans les années 1930, attirait surtout des jeunes filles issues de milieux aisés³. Enfin, le lieu d'obtention du diplôme est précisé pour six infirmières. Il s'agit de l'école de la Croix-Rouge, laquelle, d'après Chevandier, recrute des filles de la petite bourgeoisie, contrairement à l'école d'infirmières de l'Assistance publique qui recrute des filles des milieux populaires⁴.

Christiane Marguery rejoint le service des ENA le 1^{er} octobre 1937, alors que le travail de collecte bat son plein. Elle est embauchée en tant que chargée d'enquêtes familiales à Paris, aux

¹. Voir notamment : Delphine Gardey, *La dactylographe et l'expéditionnaire: histoire des employés de bureau, 1890-1930*, Paris, Belin, 2001, 335 p ; Delphine Gardey, « Sténo-dactylographe: de la naissance d'une profession à sa féminisation 1883-1930 », *Les Cahiers du Mage*, 1995, vol. 1, p. 53-61 ; Delphine Gardey, *La dactylographe et l'expéditionnaire : histoire des employés de bureau, 1890-1930*, Belin, Paris, 2001, 335 p.

². É. Héry, « Quand le baccalauréat devient mixte », art cit., p. 79.

³. S. Crapuchet, « Qui étaient-elles et qui sont-elles? 1905-1976 (1) », art cit., p. 420.

⁴. C. Chevandier, *Infirmières parisiennes, op. cit.*, p. 123.

appointements de 1500 francs par mois. Âgée de 25 ans, elle est plus jeune que la moyenne des enquêteuses (35 ans), mais avec la première partie du baccalauréat (latin, sciences) et le certificat d'infirmière, elle est tout autant diplômée. Elle aurait également, d'après son fils Jacques, le diplôme de puéricultrice et d'après sa petite fille Agnès, celui de sage-femme¹. Son arrêté de nomination ne mentionne aucune expérience professionnelle préalable et les entretiens menés avec ses descendants n'aident pas à lever le flou sur la période qui s'est écoulée entre l'obtention du certificat d'infirmière et son engagement aux ENA. Son fils Jacques décrit les années qui ont précédé l'enquête avec beaucoup d'incertitude, laissant même transparaître une pointe de mystère sur les activités de sa mère entre la période d'obtention du diplôme d'infirmière qu'il estime à 1932 et sa participation à l'enquête en 1937 :

« Elle est née en décembre 1912, donc en 29... bon, le diplôme d'infirmière apparemment on pouvait le passer qu'avec la première partie du bac. C'était peut-être deux ans... donc 32. Et entre 32 et 37, il y a encore 5 ans. Je ne sais pas du tout ce qu'elle a fait. Elle a peut-être eu des tas d'aventures, on parlait pas de ça chez nous [...]. Donc elle a fait sa vie, si j'ose dire, entre 1932 et 1937, l'aboutissement étant, si j'ose dire, ce contrat de travail au CNRS. Et après elle s'est mariée² ».

Son parcours est en effet difficile à reconstituer tant l'information est délivrée par bribes. D'après Jacques, elle ne parlait pas avec ses enfants de la période d'avant son mariage. Quelques bouts transparaissent dans l'entretien, mais de façon aussi incertaine que décousue : un voyage en Angleterre, mais où et dans quel but ? D'après sa petite-fille, elle-même infirmière, ce qui a été source de complicité entre les deux femmes, Christiane aurait bel et bien exercé en tant qu'infirmière, notamment dans des dispensaires et des services d'urgence :

« Elle a travaillé dans des dispensaires, je me souviens, peut-être que je pourrais le retrouver ça, parce que justement, elle disait les piqûres et tout ça, parce que dans les dispensaires les gens venaient pour se faire piquer, les vaccins tout ça, elle a dû un moment travailler dans un dispensaire³ ».

Les entretiens ne permettent de préciser de chronologie ni de lieux précis : a-t-elle travaillé dans des services d'urgence pendant la guerre ? Pourtant rien ne laisse penser qu'elle a travaillé après son mariage en 1938. Elle aurait profité pour s'affirmer, si ce n'est s'affranchir, voire, dans les termes de son fils, « faire les 400 coups » avant de se ranger dans une existence de mère de famille nombreuse, toutefois pas tout à fait conforme aux normes de son milieu d'origine.

¹. Cette imprécision tient probablement au mode d'obtention de ces différents certificats à l'époque.

². Entretien avec Jacques Peskine réalisé dans un café Place de la Bastille le 2 octobre 2014.

³. Entretien avec Agnès Rachline réalisé à Montrouge dans un café près de son lieu de travail le 7 novembre 2014.

A son recrutement aux ENA, Christiane est célibataire et réside chez ses parents dans un immeuble cossu du 17^e arrondissement, avec ses deux frères et deux domestiques (une cuisinière et une femme de chambre)¹. Née à Marseille en 1912, elle est issue d'une famille de la bourgeoisie provençale : du côté maternel, une famille de grands entrepreneurs du midi, spécialisée dans les travaux publics dans les ports ; côté paternel, une famille d'avocats, engagée dans la vie politique locale. Son père Jean Marguery a été adjoint au maire de Marseille avant de devenir chef du service du contentieux des Mines de la Sarre puis (1925) Secrétaire général administratif des Mines de la Sarre, qu'il résume dans le recensement en « administrateur de société ». Elle partage les caractéristiques des autres enquêteurs et enquêteuses, issus de milieux dotés en capital social ou économique de familles appartenant aux métiers du droit, au secteur du commerce, de l'ingénierie et aux professions intellectuelles (professeur, journaliste). De cette extraction sociale, elle reçoit, d'après son fils, une éducation néanmoins « libérale », pas spécialement religieuse (il mentionne que les grands parents n'allaient pas à l'Église), ce qui ne l'empêche pas d'entretenir, toujours d'après le fils, un rapport de distanciation avec sa famille, notamment des membres de la famille maternelle qu'il décrit comme « pas très intellectuels », manifestant un « mépris affectueux » pour les arts, les lettres, à l'opposé du père de Christiane qui « parlait le grec et le latin » et possédait une bibliothèque « extraordinaire ». Sans constituer une véritable rupture, le mariage de Christiane en janvier 1938 avec Boris Peskine marque une bifurcation dans la lignée familiale. À son mariage, Boris Peskine, né en 1911 à Petrograd (Russie), est fraîchement diplômé ingénieur de l'École Centrale des Arts et Manufacture de Paris (promotion 1935). Mais au métier d'ingénieur, il préfère celui de cinéaste. Après avoir été assistant sur plusieurs films, il réalise en 1938 *Sur les routes d'Acier* (documentaire sur les rails et les cheminots) et co-réalise en 1938-1939 *L'Espoir, Sierra de Teruel* d'André Malraux. Pendant le tournage et le montage, le jeune couple réside à Collioure où Christiane voisine avec Josette Clotis, la compagne de Malraux, comme le raconte son fils :

« Donc elle l'a accompagné, quand il travaillait avec Malraux sur l'Espoir, elle était elle-même dans le Midi. Elle a passé pas mal de temps à cette époque-là avec Josette Clotis, la compagne de Malraux, elles étaient à Collioure en France pendant qu'ils étaient en Catalogne. »

Après cet épisode, Boris Peskine reprend son poste d'ingénieur et mène avec sa famille une vie qualifiée par Jacques de « banale », en dépit de multiples arrestations et de sa déportation pendant la guerre. Il se réfugie dans l'Allier pendant l'Occupation, où il devient directeur de l'usine de décolletage de Commentry et réside au Château de Colombie, propriété de cette entreprise. Cinq enfants naissent entre 1939 et 1952. Marguerite ne travaille pas et élève ses

¹. Archives de Paris, Recensement 1936, 17^e arr., Batignolles, D2M8654, vues 119-120.

enfants puis ses petits-enfants. Son fils Jacques la dépeint comme une mère à la fois stricte, notamment sur son apparence toujours extrêmement soignée (il mentionne notamment les cheveux toujours « faits » en chignon), sur le contenu des repas ou les principes d'éducation. S'il ne lui connaît pas d'engagement particulier, il la décrit néanmoins comme volontiers féministe (il raconte se souvenir de son père faisant la vaisselle des tablées familiales après ses journées de travail) et partiellement en rupture avec les valeurs bourgeoises dans lesquelles elle a été élevée. Elle décède le 5 février 1998.

Le cas de Christiane Marguery propose un exemple de trajectoire dans laquelle s'insère l'enquête. Elle se singularise légèrement du reste du groupe des enquêteurs-enquêteuses. Parmi celles pour lesquelles nous avons quelques éléments, deux enquêteuses ne travaillent pas (elle se sont mariées respectivement avec un chimiste et un propriétaire) et les autres continuent d'officier dans leur métier initial d'assistante sociale. Quant aux hommes, deux continuent à travailler comme ingénieurs agronomes, un devient fonctionnaire des finances, et Guillaume Le Gallic, qui était titulaire d'un doctorat au moment de l'enquête, intègre le CNRS et continue de travailler avec Lucie Randoïn au laboratoire de physiologie. Cet exemple montre surtout le type de relation à l'enquête induit par les origines sociales, ces femmes très éduquées originaires des classes moyennes. On peut soupçonner Christiane Marguery de poser un regard technique et en surplomb sur le rapport que les familles et surtout les femmes chefs de famille entretiennent à l'alimentation, dont le terme « coutumes » employé par Randoïn incarne bien la distance sociale qui sépare les enquêteuses des ménagères dont elles investissent la cuisine.

Comment fonctionne ce collectif de travail composé de sténodactylographes, d'infirmières et de spécialistes du travail social ? Comment les enquêteuses s'emparent-elles d'une thématique et d'outils de collecte avec lesquels elles ne sont pas spécialement familières ? Quel type d'enquête et de production de connaissance le collectif parvient-il à produire ?

DES INSTITUTIONS FERMÉES AUX FAMILLES « EN LIBERTÉ » : LA FABRIQUE DE L'ENQUÊTE

L'objectif de calculer des rations caloriques moyennes détermine le type de populations enquêtées et les outils de mesure. Randoïn est embarrassée par l'exigence d'enquêter auprès des familles, car elles présentent une source d'hétérogénéité qui complique le calcul des consommations moyennes. À l'inverse, les collectivités concernent des populations plus homogènes en termes d'âge et de sexe, facilitant ce calcul: « les enquêtes dans les collectivités sont plus intéressantes que les enquêtes dans les familles où l'on ne peut étudier, chaque fois,

que l'alimentation d'un petit nombre de personnes n'ayant pas le même âge et dont les caractéristiques physiologiques sont, par conséquent, très différentes¹ ». De même, les outils de collecte - le questionnaire et la balance - rendent le travail des enquêteurs et enquêteuses fastidieux, ce qui explique en partie le fort turn-over de cette partie du personnel.

A la recherche du rationnaire

Les promoteurs de l'enquête retiennent une cinquantaine de collectivités dans lesquelles les résidents prennent tous leurs repas quotidiens, de façon à mieux contrôler l'ensemble des prises alimentaires sur la journée : écoles d'enseignement primaire et secondaire, enseignement technique et agricole, maison d'éducation surveillée, écoles normales d'instituteurs et d'institutrices, écoles d'infirmières et établissements d'enseignement supérieur. Certaines sont des institutions exclusivement masculines (régiment, équipage, travailleurs agricoles) d'autres exclusivement féminines (collectivité de filles-mères et asile pour femmes âgées). Les institutions sont présentées en distinguant le sexe et l'âge des populations concernées : enfants, adolescents et jeunes gens, grands jeunes gens et adultes jeunes, adultes de différents âges, vieillards (Tableau 26). Ces distinctions correspondent à l'approche physiologique qui privilégie l'âge et le sexe comme étapes majeures du développement physiologique. Le choix des collectivités reflète ce découpage qui permet d'aboutir à une plus grande cohérence dans les calculs et les résultats envisagés en termes de consommation moyenne. C'est toutefois considérer implicitement une homogénéité des origines et des parcours qui ont conduit ces personnes à se retrouver dans ces institutions. Ici, tout fonctionne comme si, dans la mesure des consommations alimentaires, l'unité et l'homogénéité du lieu prévalait sur l'hétérogénéité sociale de ceux qui l'habitent.

Tableau 26. Répartition des enquêtes menées dans les familles et dans les collectivités (ENA, 1936-1938)

	Nb	Nb rationnaires	Nb jours-unités de consommation
Enquête dans les collectivités	50 collectivités	10585	64828
Enquêtes familiales	230 familles	4020	28147

Le choix des familles enquêtées obéit à deux principes. Dans l'objectif de parvenir à une moyenne valable, il convient qu'y soient représentés les segments les plus importants, numériquement, de la population, tout en assurant une « représentation réduite de l'alimentation en France,

¹. L. Randoïn et P. Le Gallic, « Méthodes et résultats des enquêtes sur la consommation alimentaire française d'avant-guerre (1937-1938-1939). Mesures prises et réalisations effectuées à la suite de ces enquêtes. Avec la collaboration des enquêteurs-chefs: Georges Duchêne, Alfred Marc et Yvonne Perraud », art cit., p. 24.

analogue à une carte à une petite échelle où, seuls, les grands fleuves, les chaînes de montagne et les grandes villes seraient indiqués¹». Plus précisément, les familles choisies par les instigateurs de l'enquête se partagent entre trois « milieux » : urbains, industriels et agricoles, qui « s'alimentent d'une manière en général très différente ». Leur répartition est « approximativement conforme à la répartition de la population française entre les villes et les campagnes, les habitants des bourgades étant compris parmi les ruraux² ». Alors que la disparité géographique n'est pas commentée pour les collectivités, elle est un critère central pour le choix des familles, considérant, à juste titre, que le facteur géographique exprime des « coutumes » alimentaires tant régionales que sociales³. La connotation condescendante et passéiste de ce terme montre bien l'époque moderniste dans laquelle se situe Lucie Randoïn. Afin de « connaître l'influence, sur l'alimentation des travailleurs, des moyens d'existence, de la position sociale et du travail physique fourni », les familles sont subdivisées par région, par type d'industrie et par type de profession, de la façon suivante : les familles de milieu urbain (63 familles) sont subdivisées en cinq catégories : familles sans profession permanente, familles de petits employés, familles d'employés supérieurs, familles d'artisans et d'ouvrier d'art, familles de petits commerçants (Tableau 27). Elles résident à Paris, Lyon, Marseille et Bordeaux. Les familles de milieu industriel (au nombre de 70) se répartissent entre manœuvres, ouvriers spécialisés et contremaîtres et sont choisies dans les principaux centres industriels. Enfin les familles de milieu agricole (97 familles) se répartissent entre familles d'ouvriers agricoles des grandes exploitations, de métayers exploitants eux-mêmes leur métairie, fermiers exploitant eux-mêmes leur ferme, propriétaires exploitant eux-mêmes leurs terres. Elles se situent dans le bassin de la Seine, en Alsace, Saône et Jura, Garonne, plaine du Languedoc, Limousin, Bretagne. À ces groupes s'ajoute une étude sur l'alimentation des maraîchers de la région parisienne. Le souci de prendre en compte la diversité correspond à celui de mesurer une moyenne la plus exacte possible. Autrement dit, il s'agit, pour avoir une moyenne la plus juste possible, d'intégrer dans son calcul les particularismes, pour mieux les y dissoudre. Cette démarche est relativement inverse aux enquêtes précédentes qui, bien qu'elles aussi minimisent les différences dans leurs agrégations, poursuivaient néanmoins un objectif de comparaison des situations entre différents milieux ou groupes sociaux et professionnels.

¹ *Ibid.*, p. 28.

² *Ibid.*, p. 30.

³ Les régions cumulent en effet, comme cela a bien été montré par Christiane Grignon, spécificités agricoles et composition sociales qui façonnent des habitudes alimentaires particulières et différentes d'une région à l'autre. C. Grignon, « Alimentation et régions », art cit. À la même époque, l'enquête initiée en 1935 par Lucien Febvre puis reprise par Jean-Jacques Hemardinquer observait, en cartographiant les données de l'enquête, les aires de répartition des principales graisses de cuisine. Jean-Jacques Hemardinquer, « Essai de cartes des graisses de cuisine en France », *Annales d'histoire sociale*, 1961, vol. 16, p. 747-771.

Tableau 27. Répartition des familles enquêtées par catégorie de profession (ENA, 1936-1938)

	Département	Type d'industrie/lieu	Catégorie prof.	Nb familles
Milieux urbains				
Paris	Seine		Sans profession permanente	
Paris	Seine		Employés inférieurs	
Paris	Seine		Employés de banque	
Paris	Seine		Agents de police	
Paris	Seine		Employés supérieurs	
Paris	Seine		Artisans - Ouvriers d'art	
Paris	Seine		Petits commerçants	
Lyon	Rhône		Employés de banque	
Lyon	Rhône		Canuts	
Marseille	Bouches du Rhône		Ouvriers	
Marseille	Bouches du Rhône		Employés de banque	
Bordeaux	Gironde		Employés de banque	
ss total				63
Milieux industriels				
Paris et banlieue	Seine et Seine-et-Oise	industries diverses	ouvriers	
Banlieue de Paris	Seine	Grandes usines	manœuvres	
Banlieue de Paris	Seine	Grandes usines	ouvriers spécialisés	
Banlieue de Paris	Seine	Grandes usines	contremaîtres	
	Meurthe-et-Moselle	Hauts fourneaux	ouvriers	
	Meurthe-et-Moselle	Puddledage	ouvriers	
	Meurthe-et-Moselle	Laminaires	ouvriers	
Lyon	Rhône	Produits chimiques	ouvriers	
Lyon	Rhône	Tissages de soieries	ouvriers	
Armentières	Nord	Textiles	manœuvres	
Armentières	Nord	Textiles	ouvriers spécialisés	
Armentières	Nord	Textiles	contremaîtres	
Lens et Henin-Liétard	Nord et Pas-de-Calais	Mines	compagnons	
Lens et Henin-Liétard	Nord et Pas-de-Calais	Mines	porions	
Lens et Henin-Liétard	Nord et Pas-de-Calais	Mines	chauffeurs de surface	
Saint-Etienne	Loire	Mines	porions	
Saint-Etienne	Loire	Mines	compagnons	
ss total				70

Tableau 27 (suite). Répartition des familles enquêtées par catégorie de profession (CNA, 1936-1938)

Département	Région	Catégorie prof.	Nb familles
Milieux agricoles			
Seine et Seine-et-Oise	Région parisienne	maraîchers	
Nord	Nord-Ouest	propriétaires	
Calvados	Nord-Ouest	herbagers	
Sarthe	Nord-Ouest	propriétaires	
Côte-d'Or	Nord-Est	vignerons	
Vosges	Nord-Est	propriétaires	
Haut-Rhin	Nord-Est	propriétaires	
Finistère	Ouest	petits fermiers	
Finistère	Ouest	fermiers	
Finistère	Ouest	propriétaires	
Corrèze	Centre	ouvriers agricoles	
Lot	Centre	métayers	
Lot	Centre	propriétaires	
Cantal	Sud-Ouest	fermiers	
Dordogne	Sud-Ouest	propriétaires	
Lot-et-Garonne	Sud-Ouest	propriétaires	
Gironde	Sud-Ouest	résiniers	
Gironde	Sud-Ouest	vignerons	
Haute-Savoie	Sud-Est	propriétaires	
Haute-Savoie	Sud-Est	divers	
Isère	Sud-Est	propriétaires	
Ain (Jura)	Sud-Est	propriétaires	
Ain (Bresse)	Sud-Est	propriétaires	
Hérault	Sud-Est	propriétaires	
ss total			97

La présentation des collectivités et des familles n'insiste pas sur les mêmes critères : nombre élevé d'individus « rationnaires » et homogénéité des caractéristiques physiologiques - sexe et âge - pour les collectivités (en faisant néanmoins abstraction des facteurs sociaux qui conduisent les personnes étudiées dans ces différentes institutions) ; variation entre grandes catégories sociales, régions et types d'industrie et de métier pour les familles. Toutefois, dans l'analyse des données collectées, collectivités et familles partagent un point commun : envisagée sous l'angle de leur consommation, l'unité de compte devient le « rationnaire » (chaque personne enquêtée) et finalement le « nombre-individu/jour » c'est-à-dire le nombre de repas total pour chaque personne enquêtée. En prenant le repas comme unité, sont ainsi évacuées leurs caractéristiques et les disparités sociales des personnes au profit d'un équivalent calorique (Tableau 28). Le changement dans l'unité d'enquête, où la dimension humaine se réduit à un nombre de repas, amorce les prémisses des préoccupations sanitaires plutôt que sociales, à

mesure que les modes de quantification plus traditionnellement appliqués aux consommations du ménage s'appliquent également à l'économie physiologique d'individus particuliers.

Tableau 28. Répartition des familles et des collectivités enquêtées selon le type de milieu et de collectivité (1936-1938)

Familles	230
63 enquêtes dans les milieux urbains	
70 enquêtes dans les milieux industriels	
97 enquêtes dans les milieux agricoles	
ss total rationnaires	4020
Collectivités	50
14 collectivités d'enfants	
16 collectivités d'adolescents et de jeunes gens	
16 collectivités de grands jeunes gens et d'adultes jeunes	
2 collectivités d'adultes	
1 collectivité de vieillards	
ss total rationnaires	10585
Total rationnaires	14605

Les résultats de l'enquête portent sur la valeur énergétique moyenne des rations et sur la décomposition de ces rations moyennes. Dans les deux cas, l'objectif semble moins de mettre en évidence des variations entre des personnes ou des groupes de personnes, à l'exception de l'âge et du sexe, comme le faisait par exemple Halbwachs à partir des données budgétaires et caloriques dans son article de 1914. C'est aussi ce qui démarque cette enquête des dietary surveys étatsuniennes menées à la fin du xix^e par Wilbur O. Atwater qui s'intéressait aussi à la détermination du coût de ces régimes, dans un objectif réformateur¹. Au fond, ce qui intéresse Randoïn, c'est en priorité d'approfondir, dans le prolongement de ses recherches, la connaissance scientifique de l'équilibre alimentaire, c'est-à-dire la répartition des minéraux dans les rations caloriques ; puis, la mise à jour des tables de composition des aliments, dont elle a publié la première édition en 1937². Enfin, les résultats doivent également permettre d'améliorer la formation en nutrition des enseignants qui interviennent dans l'Enseignement ménager ainsi que

¹. N. Aronson, « Nutrition as a Social Problem », art cit.

². L. Randoïn, *Vues actuelles sur le problème de l'alimentation. Tables de composition des aliments mentionnant les teneurs en substances énergétiques, en éléments minéraux et en vitamines, les valeurs et le sens de l'équilibre acidité-alcalinité, les valeurs du rapport calcium-phosphore*, op. cit. En fait il existait déjà des tables, mais c'étaient soit des tables issues de l'agronomie et comportant quelques aliments communs à l'homme et au bétail, ou bien des tables à l'usage des institutions totales comprenant surtout la composition des aliments couramment utilisés dans les rations d'institutions. Les tables publiées par Randoïn sont, elles, d'un usage bien plus général puisqu'elles concernent beaucoup plus d'éléments. D'autre part, le fait qu'elles soient « françaises », semble être un avantage puisque les analyses sont faites sur des types d'aliments français (avec l'idée que le blé analysé aux États-Unis par exemple n'est pas le blé français). Merci à Thomas Depecker pour l'ensemble de ces précisions.

des médecins et du personnel paramédical de l'administration, professionnelles du secteur social ; il s'agit là de répondre au volet «Éducation » de la politique nationale de l'alimentation telle que le Comité national de l'alimentation entend le mettre en œuvre.

Randoin ne dit rien de la manière dont les collectivités ont été contactées pour participer à l'enquête. Mais on reconnaît certaines proximités entre enquêteuses et lieu de collecte : tel est le cas de l'École normale supérieure d'Ulm alors que le service des ENA compte Jeanne Bouglé, la fille du directeur, parmi ses enquêteuses, et peut-être aussi de l'orphelinat et de la cantine scolaire de St Briec où la famille Bouglé possède une maison familiale où elle séjourne très souvent ; et également l'école normale d'institutrices de Cauderan (Gironde), petite ville de 20.000 habitants dans laquelle réside l'enquêtrice Odette de la Bernadie. Nous en savons un tout petit peu plus pour les familles. Lors de la discussion qui suit la présentation de l'enquête en 1952, Pierre Le Gallic indique, en réponse à la question de Lévy-Bruhl, administrateur à l'INSEE, que les familles ont été contactées par « des organismes sociaux, des syndicats, des associations familiales ou autres » qui se chargeaient de leur expliquer l'enquête. Cette démarche, qui consiste à procéder par interconnaissance, ne va pas sans rappeler celle de Halbwachs lorsqu'il s'adressait aux syndicats. Mais précisément, appliqué à des réseaux différents, plutôt familialistes d'un côté, syndicaux de l'autre, le mode de recrutement des familles peut aussi se refléter dans les résultats, ce qu'il est néanmoins difficile de vérifier. Le service des ENA n'entraîne en contact avec elles qu'une fois leur accord donné. À la différence des enquêtes précédentes, on ne décèle aucun lien de subordination entre les familles enquêtées, les intermédiaires qui se chargent de faire connaître l'enquête, et finalement les enquêteurs et les enquêteuses. L'enquête, menée sur fonds publics dans une optique de politique publique serait-elle présentée en ces termes ? De ce point de vue, elle se rapprocherait davantage d'une enquête administrative à l'image de l'INSEE après-guerre où les enquêteuses se présentaient au titre d'une administration. Dans ce cas, il ne s'agit plus d'une relation de proximité ou de subordination, mais de quasi-obligation. Bien que le service des ENA n'en ait pas le statut, le personnel doit néanmoins se sentir investi d'une mission de service public et de l'autorité qui l'accompagne. Les familles ne sont pas rémunérées pour l'enquête, mais les plus méritantes, c'est-à-dire celles qui sont allées jusqu'au bout des quatre semaines de recueil de l'information, sont récompensées en recevant une balance. Outre le coût de ces machines, cette suggestion confirme par-là l'objectif d'éducation et de prescription que souhaite laisser Randoin. La balance est en effet un objet coûteux et hautement symbolique des principaux gestes demandés en cuisine de la mesure, entendue dans ses acceptations multiples.

Peser et consigner : l'introduction de la balance comme nouvel outil de collecte

Les documents liés à l'enquête ne disent pas combien de familles ont abandonné en cours de route. Mais le turn over des enquêteuses laisse présager des difficultés liées à l'enquête, dans le recueil technique, et méticuleux, pour ne pas dire terriblement contraignant qui est demandé dans un effort mutuel aux enquêteuses et aux familles. La méthode de collecte suppose que les enquêteuses s'immiscent dans les familles aux repas quotidiens pendant quatre semaines. Cette périodicité est une norme sur laquelle les statisticiens et les nutritionnistes semblent finalement s'être accordés et sur laquelle se sont également alignés les promoteurs de l'Enquête sur le chômage de l'IRSES¹. Le méticuleux travail de collecte ne concerne que les enquêtes familiales. En ce qui concerne les collectivités, les enquêteuses procèdent au calcul des rations en s'appuyant sur les menus des institutions rapportés au nombre de rationnaires.

L'enquêteuse enregistre toutes les consommations alimentaires de chaque membre de la famille pendant une semaine, quatre semaines par an. Le terme de « consommation » se comprend ici dans son acception la plus littérale. À la différence des enquêtes empiriques antérieures où « consommation » renvoyait au calcul des quantités achetées d'aliments et à leur évaluation économique, ce terme prend ici son sens premier à savoir l'ingestion des aliments. Par la mesure précise des aliments composant les repas aux différentes étapes de sa transformation (depuis l'épluchage jusqu'à son ingestion en passant par la cuisson), il s'agit de pouvoir calculer avec une « approximation *aussi grande que possible* des quantités de protides, de lipides, de glucides, d'éléments minéraux et de vitamines réellement ingérées par la famille, et, en ce qui concerne les principes énergétiques, de la partie de ces facteurs alimentaires qui est *réellement métabolisée* et dont l'énergie thermodynamique de combustion est *physiologiquement utilisable*² ». Pour ce faire, les instigateurs de l'enquête utilisent une méthodologie spécifique basée sur la pesée systématique des aliments, en veillant à quantifier toute intervention qui entraînerait une déperdition de poids ou d'éléments nutritionnels (épluchage, cuisson etc.). Cette technique est nécessaire au regard de l'objectif que poursuit Randoïn. Pour pouvoir calculer la composition des rations à l'aide des tables de composition des aliments, il est nécessaire de « fournir *autant que possible* le poids de tous les aliments crus qui sont absorbés, soit aux repas,

¹. C'est aussi ce que rappelle Maurice Halbwachs lors de l'exposé sur le thème de « projet d'enquête sur le chômage et les budgets ouvriers » au conseil d'administration de l'IRSES le 6 février 1935 : « La troisième Conférence internationale des statisticiens du travail qui a été tenue à Genève en 1926, estimait que, pour déterminer les dépenses alimentaires seules, une enquête portant sur une durée de quatre semaines dont chacune correspondrait au début de chaque saison serait suffisante », f. 6. AN, AJ 61/100.

². L. Randoïn et P. Le Gallic, « Méthodes et résultats des enquêtes sur la consommation alimentaire française d'avant-guerre (1937-1938-1939). Mesures prises et réalisations effectuées à la suite de ces enquêtes. Avec la collaboration des enquêteurs-chefs: Georges Duchêne, Alfred Marc et Yvonne Perraud », art cit., p. 39.

soit *en dehors des repas*, soit en dehors de la famille¹ ». Cette technique est minutieuse et contraignante :

« Le travail le plus important de l'enquêteur consiste à peser avec le plus grand soin et avec le maximum de précision tous les aliments consommés. Ce travail consiste à déterminer successivement :

Le poids des mêmes aliments après l'épluchage, mais avant la cuisson, *brut* ;

Le poids des mêmes aliments après l'épluchage, mais avant la cuisson, c'est-à-dire *leur poids comestible à l'état cru* ;

Le poids à l'état cuit des mêmes aliments (seulement pour les enquêtes dans les familles) ;

Le poids des divers déchets laissés dans les plats et dans les assiettes². »

Face à cette exigence et cette complexité de la méthode de collecte, Randoïn publie dès mars 1937 un guide intitulé « Le questionnaire des enquêtes familiales ». Elle y détaille les informations à recueillir et la façon concrète de les consigner : « il faut, en outre, écrire lisiblement, *dans les interlignes* et non sur les lignes, et s'astreindre scrupuleusement à classer les aliments dans l'ordre indiqué, faute de quoi le travail du service scientifique est rendu impossible³ ». Les consignes dans le questionnaire sont encore plus précises. En marge de la « feuille de consommation » (Figure 10), Randoïn indique les consignes suivantes :

« Sur la pesée :

b) dans la colonne (4), on met le poids de l'aliment non épluché, de la viande avec ses os etc.

c) dans la colonne (5), on met tous les déchets d'épluchage, c'est-à-dire tout ce qui ne se mange pas, que l'épluchage ait lieu à la cuisine ou bien dans l'assiette, comme il arrive avec les os de côtelette ou du lapin, les coquilles d'œufs à la coque, les croûtes de fromage, les épluchures de fruits etc.

d) dans la colonne (6) se trouve la différence des poids marqués colonnes (4) et (5) ; cette différence est le poids de l'aliment :

- ou bien mis à cuire

- ou bien mangé cru

- ou bien acheté cuit (jambon) »

Le questionnaire se poursuit sur la cuisson :

« Sur la cuisson

Dans la colonne (7) on écrit toutes les indications voulues sur le mode de cuisson et la durée de cette cuisson, par exemple :

La viande est-elle rôtie, bouillie ou grillée

Les légumes, salades, fruits sont-ils trempés dans l'eau avant cuisson, combien de temps ?

¹. Lucie Randoïn, « Le questionnaire des Enquêtes familiales établi par Mme L. Randoïn, Secrétaire général des Enquêtes nationales sur l'Alimentation, en mars 1937 », *Bulletin de la société scientifique d'hygiène alimentaire et d'alimentation rationnelle*, 1937, supplément aux n°7, 8, 9 et 10, p. 246.

². L. Randoïn et P. Le Gallic, « Méthodes et résultats des enquêtes sur la consommation alimentaire française d'avant-guerre (1937-1938-1939). Mesures prises et réalisations effectuées à la suite de ces enquêtes. Avec la collaboration des enquêteurs-chefs: Georges Duchêne, Alfred Marc et Yvonne Perraud », art cit., p. 35.

³. L. Randoïn, *Vues actuelles sur le problème de l'alimentation. Tables de composition des aliments mentionnant les teneurs en substances énergétiques, en éléments minéraux et en vitamines, les valeurs et le sens de l'équilibre acidité-alcalinité, les valeurs du rapport calcium-phosphore*, op. cit., p. 246.

Que devient l'eau de cuisson ? Indiquer quand les eaux de cuisson sont jetées et quand elles sont mangées (dans la soupe par exemple) »

« Sur les restes

Les mêmes questions sont appliquées aux restes. »

Si Randoïn attribue l'important turn-over des enquêteuses au niveau de salaire, on peut se demander si ce n'est pas imputable à la minutie et à la difficulté de ce procédé de mesure. Les feuilles d'enquêtes une fois remplies, sont expédiées au service pour être saisies et faire l'objet de calculs. Randoïn en explique la démarche :

« Les enquêteurs ont fourni les poids exacts, - par pesée -, des parties des tissus végétaux et animaux épluchés, qui étaient destinés à subir les transformations culinaires, et finalement à être ingérées. En outre, ils ont donné toutes les précisions souhaitables sur les modes de cuisson. Les feuilles d'enquête arrivées au bureau, un personnel spécialisé et compétent devait juger le genre de pertes que les principes hydrosolubles ou thermolabiles des aliments avaient subies par suite de leur préparation culinaire, et ce personnel affectait les poids de tissus végétaux ou animaux crus qui étaient entrés dans la composition des plats, d'un indice de classement caractéristique.

Les poids des tissus de cette même espèce animale ou végétale et de même indice ont été additionnés pour tous les jours des quatre semaines durant lesquelles l'enquête a été poursuivie au cours de l'année. Les poids obtenus ont alors été multipliés par des coefficients qui représentaient les teneurs en chaque principe nutritif, modifiées de manière à tenir compte des pertes à la cuisson [...] Par conséquent, ces coefficients ne représentent pas la composition de l'aliment cuit, mais la quantité physiologique utilisable de chaque principe nutritif qu'un kilogramme de l'aliment, pesé cru, apporte aux individus qui ingèrent le produit résultant de la cuisson de ce kilogramme d'aliment cru¹ ».

Le travail de collecte demandé aux enquêteurs et enquêteuses est doublement rigoureux : les pesées doivent être précises et complètes, sous peine de fausser les calculs ; et elles doivent être reportées avec minutie, en respectant l'ordre de saisie indiqué sur les feuilles et avec une graphie suffisamment lisible afin de faciliter l'étape suivante du travail de copie et de calcul. Les enquêteuses sont donc en double interaction : avec les familles d'une part, le reste du service - sténos et calculateurs - de l'autre. Ces contraintes liées à la collecte ne vont pas sans rappeler celles de l'enquête menée par Halbwachs en 1907. Les collaborateurs étaient en double interaction avec les familles et le coordinateur de l'enquête, lui-même en double interaction avec les enquêteurs et le commanditaire Rowntree, ce qui générerait de nombreux allers-retours afin de compléter les carnets de dépenses avec le plus de précision possible. Si celle-ci portait l'évaluation de la quantité d'aliments achetés et sur la détermination des prix afférents, l'attention dans les ENA ne porte plus sur ce qui est acheté au profit de ce qui est cuisiné : poids initial des aliments, poids après épluchage, après cuisson et après le repas, pour mieux évaluer les quantités

¹. L. Randoïn, « Le questionnaire des Enquêtes familiales établi par Mme L. Randoïn, Secrétaire général des Enquêtes nationales sur l'Alimentation, en Mars 1937 », art cit., p. 38.

finalement ingérées. On voit là tout ce qui sépare ces deux enquêtes ; l'une soucieuse de l'évaluation monétaire de l'alimentation et de sa diversité, l'autre uniquement centrée sur l'évaluation calorique des régimes alimentaires.

Figure 10. Exemple d'une feuille de consommation (ENA, 1936)

DESIGNATION DE L'ALIMENT (1)	QUALITÉ (2)	PRIX A L'UNITÉ, KILO, LITRE, SAUF INDICATION CONTRAIRE (3)	POIDS BRUT A SON ARRIVÉE A LA CUISINE AVANT L'ÉPLUCHAGE (4)	PARTIE NON COMESTIBLE DE L'ALIMENT (NOTER OS, GRAS, NERFS, EN VIANDE) (5)	POIDS DE L'ALIMENT COMESTIBLE CUI (6)	LES ALIMENTS SONT-ILS LAVÉS ? THOMPÉS ? COMBIEN DE TEMPS ? MODE ET DURÉE DE CUISSON. INDICER SI LES EAUX OÙ ONT CUIT LES LÉGUMES SONT CONSOMMÉS ; PAR EX. LA SOUPE. INDICER LES POIDS CUITS QUAND IL Y A DES RESTES (7)	PARTIE COMESTIBLE DE L'ALIMENT JETÉE OU LAISSÉE COMME RESTE (8)	L'enquêteur laisse en blanc ces 3 colonnes		
								(8 bis)	(9)	(10)
Poisson	faux-filet	30,00	0,217		0,217	au four 20 minutes.	0,135			
Beurre	de table	24,00	0,013		0,013	avec thé.				
Huile	d'arachides	7,00	0,012		0,012	disparue dans friture.				
	—	7,00	0,015		0,015	artichaut				
Pain	frais	2,40	0,215		0,215					
Carottes	nouvelles	3,00	0,125	0,025	0,100	potage-cuisson 45'. puis passé.				
Pommes de terre	vieilles	0,85	0,310	0,080	0,230					
Pommes de terre	nouvelles	du jardin	0,115	0,012	0,103	frites 20' dans huile.				
Artichaut	cueilli le jour même.		0,194	0,132 (cuit)		Cuisson 20', eau jetée, poids cuit : 0,215.				
Crèpes blanches	cueillies la veille au verger.		0,127	0,026	0,101	passées à l'eau fraîche.				
Sucre	de canne	4,75		0,009	0,009	avec thé.				
vinaigre	de vin	4,25	0,013		0,013	artichauts.				
Sal	de table	2,15	0,006		0,006					
Te	marque X...					bu le matin (tartines)				

1° D'une manière générale on nommera avec exactitude l'aliment. Si s'agit d'un fromage ou d'un autre produit peu connu en dehors de certaines régions, le décrire avec tous les détails possibles (pâte molle, cuit ou non cuit, etc.); s'il s'agit d'un produit rare : donner la composition. S'il s'agit de conserves, donner la marque, le poids; si possible, il est bon de donner le poids de l'aliment (pois, ou viande, ou etc...) et du bouillon.

2° Dans la colonne (4), on met le poids de l'aliment non épluché, de la viande avec ses os, etc...

3° Dans la colonne (5), on met tous les déchets d'épluchage, c'est-à-dire tout ce qui ne se mange pas, que l'épluchage ait lieu à la cuisine ou dans l'assiette, comme il arrive avec les os de côtelette ou

de lapin, les coquilles d'œufs à la coque, les croûtes de fromage, les épluchures de fruits, etc...

4° Dans la colonne (6) se trouve la différence des poids marqués colonnes (4) et (5); cette différence est le poids de l'aliment :
 } ou bien mis à cuire;
 } ou bien mangé cru : fruit, salade, fromage;
 } ou bien acheté cuit : jambon.

5° Dans la colonne (7) on écrit toutes les indications voulues sur le mode de cuisson et la durée de cette cuisson, par exemple :
 a) La viande est-elle rôtie, ou bouillie, ou grillée, etc... ?
 b) Les légumes, salades, fruits, etc..., sont-ils trempés dans l'eau avant cuisson ? Combien de temps ?

c) Que devient l'eau de cuisson ? Ceci est égal parce que la majeure partie des sucres et des éléments minéraux sont dissous dans l'eau de cuisson des légumes. Indiquer quand les eaux de cuisson sont jetées et quand elles sont mangées : dans la soupe, par exemple.

6° Les calculateurs rencontrent les difficultés suivantes pour remplir les colonnes (8 bis), (9) et (10) :

L'aliment cuit a changé de poids, surtout s'il est accommodé en potage (addition d'eau).
 L'aliment cuit est servi sur la table en mélange avec d'autres aliments (beurre dans la soupe, etc...).

1er Cas. — Il n'y a qu'un aliment dans le potage : indiquer dans la colonne (7) le poids cuit et dans la colonne (8 bis) le poids du reste. Il se borne le travail de l'enquêteur.

Le « questionnaire » comprend une seconde partie portant sur des renseignements plus généraux sur la collectivité ou la famille enquêtée : état de santé, occupations professionnelles, temps de transport, revenus ; bref, tout un tas d'informations « permettant d'apprécier ou de préciser les données rassemblées sur l'alimentation¹ ». Pour les familles, la seconde partie du questionnaire vise à consigner les caractéristiques sociales, l'activité physique et intellectuelle, la consommation des enfants (en pâtisserie et confiseries, mais aussi cantine scolaire) et les sources d'approvisionnement auxquelles la famille recourt : autoconsommation, types de commerce, temps de transport etc. Notons que les sources de revenus sont à peine détaillées : sont seulement distingués le « revenu familial global » et les revenus en nature (jardin, basse-cour ; colis agricoles ; participation à une Association de consommation ou une société coopérative). Quant aux dépenses en dehors des dépenses alimentaires, sont consignées celles relevant du logement : loyer, lumière, charbon et gaz. Mais laissées à l'appréciation des enquêteurs, ces informations ne semblent pas être utilisées. On n'en trouve nulle trace dans les calculs, ni dans les commentaires des résultats. Tout au plus, les enquêteurs et enquêteuses auront veillé à interroger les membres des collectivités et des familles pour vérifier que « l'alimentation est normale pendant la durée de son séjour, en questionnant avec discrétion les rationnaires et le personnel sur l'alimentation habituelle de l'établissement s'il s'agit d'enquêtes dans les collectivités, en questionnant les membres de la famille s'il s'agit d'enquête dans les familles² ». Plus généralement, enquêteurs et enquêteuses doivent apprécier la « qualité » de l'alimentation, au regard notamment de la provenance des produits (frais, conserve...), des plats servis et de l'environnement des repas. Là encore, on ne peut que souligner, par contraste, la différence entre la démarche de Randoïn et celle de Halbwachs en 1907. Le second questionnaire, s'il renseigne sur la diversité des familles enquêtées et de leurs pratiques est principalement utilisé comme un outil veillant à en vérifier le caractère ordinaire (non exceptionnel) dans l'optique d'élaboration d'une moyenne, là où la « notice » de Halbwachs visait au contraire à appréhender des différences, dont la restitution formait le moteur de ses analyses.

Si l'objet de la mesure est clairement renseigné par la publication du guide, en revanche en l'absence des archives scientifiques de l'enquête, il est très difficile de dire concrètement comment ça se passait dans les familles : comment les enquêteuses ont-elles été reçues ? Deux années seront nécessaires à l'équipe d'enquêteuses pour recueillir les données sur les familles et sur les

¹. L. Randoïn et P. Le Gallic, « Méthodes et résultats des enquêtes sur la consommation alimentaire française d'avant-guerre (1937-1938-1939). Mesures prises et réalisations effectuées à la suite de ces enquêtes. Avec la collaboration des enquêteurs-chefs: Georges Duchêne, Alfred Marc et Yvonne Perraud », art cit., p. 35.

². *Ibid.*, p. 30.

collectivités¹. Entretemps, le déclenchement de la guerre n'interrompt pas l'enquête, bien au contraire.

DES RÉSULTATS OBSOLÈTES DÈS LEUR PUBLICATION

Les Enquêtes nationales sur l'Alimentation vont participer au Ravitaillement général en fournissant régulièrement des bilans sur les consommations de tel ou tel produit et sa traduction en termes énergétiques par l'intermédiaire du Comité spécialisé pour l'Étude des problèmes de l'alimentation et comité du rationnement. Lucie Randoïn assure ainsi la suite du financement de l'enquête pour poursuivre la masse de calculs. Elle va être sollicitée pendant l'Occupation, sur des questions pratiques liées au ravitaillement et aux difficultés d'alimentation que connaît la France pour proposer des aliments de substitution au plan nutritionnel, ou élaborer le « colis du soldat ». Publiés après-guerre, les résultats originaux de l'enquête, qui correspondent aux buts initiaux qui lui avait été fixés (ration calorique et décomposition de celle-ci en nutriments) perdent leur intérêt pour plusieurs raisons : la publication de données d'avant-guerre ne correspondent plus au contexte de leur publication encore marqué par le rationnement ; les résultats montrent un apport calorique suffisant ; et surtout l'avancée de la physiologie ne s'intéresse plus à l'alimentation rationnelle telle que la conçoit Lucie Randoïn. C'est le service nutrition de l'INH qui fait désormais référence en matière d'enquêtes sur la nutrition des populations. Ce qu'il en reste, néanmoins, c'est l'organisation en « service » logistique d'enquête sur lequel va s'appuyer, tout au moins en ses débuts, le service nutrition de l'Institut national d'hygiène.

La guerre : source de financement et premier bénéficiaire des résultats de l'enquête

Dès le début des hostilités, les « patrons » physiologistes et médecins sont chargés, par l'intermédiaire des principaux organismes d'hygiène et de recherche dont ils dépendent, de surveiller la consommation alimentaire de la population française et l'évolution de son état nutritionnel. L'entrée dans le conflit précipite l'orientation d'une partie de leurs activités autour de la résolution de problèmes pratiques, s'appuyant notamment sur le service de Lucie Randoïn. Ainsi, pendant la « Drôle de guerre », les travaux des principaux savants sur la nutrition s'inscrivent dans la continuité des recherches existantes qu'ils appliquent aux problèmes posés par le ravitaillement. Le souci d'informer l'État de la situation de nutrition des populations, ou de critiquer la politique de rationnement instaurée par le gouvernement, a comme pendant les efforts faits par ces mêmes savants pour conseiller les populations. Pour cela, ils s'appuient avant tout sur les rations définies

¹. Cette sous-partie reprend quasiment in extenso une partie de l'article suivant : T. Depecker et A. Lhuissier, « La reconfiguration des enquêtes et des normes alimentaires en France », art cit.

dans la période d'avant-guerre et se concentrent sur les questions liées aux graves difficultés alimentaires rencontrées par la France dès 1940.

Le Comité spécialisé pour l'Étude des problèmes de l'Alimentation est créé par décret du 9 mai 1939 parmi quarante comités spécialisés ayant pour objectif de participer à la Défense et l'Économie nationales sous la tutelle du Centre National de la Recherche Scientifique Appliquée (CNRSA)¹. André Mayer en est nommé Président et André Gasnier (directeur du laboratoire de bioénergétique installé au sein de la SSHA), secrétaire. Le comité est composé d'une quarantaine de membres nommés par le Haut Comité de coordination des recherches scientifiques. Il comprend les directeurs des principaux laboratoires de physiologie et d'hygiène, des professeurs de médecine des principales facultés de Paris et province, ainsi que des représentants des différentes instances ministérielles chargées des questions d'approvisionnement des armées et des civils. Entre autres questions (production de vitamines de synthèse et autres ersatz ou produits dits de remplacement...), le comité doit aussi veiller à informer les populations civiles. Il procède à de nombreuses recommandations concernant les aliments et produits de remplacement, qui permettraient de pallier certaines carences induites par le rationnement et les difficultés d'approvisionnement². Lucie Randoin bénéficie ainsi de la reconduction des crédits du CNRS pour les Enquêtes nationales sur l'Alimentation jusqu'à la fin de 1941, le comité spécialisé s'appuyant sur ses travaux.

C'est ainsi qu'à la deuxième réunion du comité spécialisé de l'alimentation, André Mayer, président du comité, rappelle l'utilité de l'enquête pour répondre aux demandes des services du Ravitaillement sur tel ou tel aliment :

« Depuis notre dernière réunion, comme nous le prévoyions que trop, il y a eu la déclaration de guerre et nous sommes en guerre, c'est-à-dire que jamais les études que nous devons faire n'ont été plus nécessaires [...] Un certain nombre de problèmes se posent à nous que nous avons déjà étudiés, vous vous rappelez que nous avons considéré comme capitale, la poursuite de l'enquête sur l'alimentation que nous avons commencée, cette enquête s'est montrée très utile puisqu'on peut dire que chaque semaine les services du Ravitaillement nous demandent des données numériques sur la Consommation de la France sur tel ou tel produit, nous n'avons donc qu'à

¹. CAC, 800-284 / 31.

². On devine à travers les comptes rendus détaillés des travaux du comité la contestation du Régime et son incapacité à faire face à cette situation, ce qui conduit les membres du comité à rappeler à maintes reprises que « le passage à l'exécution dépend des pouvoirs publics » et n'est pas du ressort du CNRS ». CAC, 800-284/33 Comité spécialisé pour l'étude des Problèmes d'alimentation, Annexe au compte-rendu de la séance du 14-15 septembre 1940 du Comité d'Alimentation, intitulé "Propositions du "Comité spécialisé pour l'Etude de l'Alimentation" créé auprès du Centre National de la Recherche Scientifique, au sujet d'ALIMENTS de REMPLACEMENT et de COMPLEMENTS et de PRODUITS NECESSAIRES à l'HYGIENE (Remises au Ravitaillement général le 17 Septembre 1940 avec accompagnement d'échantillons), 13ff.

continuer les travaux de cette enquête, mais d'autres problèmes que nous avons mis en avant se trouvent maintenant tout à fait importants¹. »

Soutenu par André Mayer (qui est aussi, depuis 1934, le secrétaire général du Conseil Supérieur à la Recherche Scientifique), le dispositif est financé par le CNRS jusqu'en 1941². Randoïn envoie tantôt au CNRS, tantôt au ministère de l'Agriculture, en charge du Ravitaillement général, différents rapports qui peuvent porter sur les quantités consommées de certaines denrées juste avant et pendant la guerre et leur traduction en rations ou, par exemple, sur la meilleure façon de confectionner un colis du soldat³. Lorsque le CNRS cesse de financer l'enquête fin 1941, le Secours National prend le relais pour l'année 1942, montrant, si besoin, la place de l'enquête dans le dispositif mis en place en octobre 1939 par le gouvernement Daladier. Si les attributions du Secours National sont multiples en matière de secours d'urgence, l'aide alimentaire représente l'essentiel de son activité après l'armistice, lorsque se nourrir devient la principale préoccupation des Français⁴. Comme l'indique Jean-Pierre Le Crom, « du 1^{er} janvier 1941 jusqu'à la Libération, il sert 470 millions de rations dans ses cuisines d'entraide, non compris celles servies aux sinistrés, et 405 millions de rations dans les cuisines scolaires⁵ ».

A partir de février 1943, le relais est pris, en matière de financement, par l'Institut national d'hygiène, récemment installé à Paris⁶. L'arrivée de l'institut dans le financement du service en modifie le fonctionnement puisque désormais les données sont communiquées mensuellement à la section de nutrition de l'INH, qui les analyse et en publie les résultats dans son bulletin. Elle modifie également la méthode d'enquête : « Cette année, la méthode d'enquêtes a été perfectionnée; il a été procédé à de nombreuses enquêtes individuelles, plus précises, plus significatives que les enquêtes familiales : 162 enquêtes individuelles à Paris et en Banlieue ont été effectuées ainsi que 22

¹. CAC, 800-284/33 Comité spécialisé pour l'étude des Problèmes d'alimentation, séance non datée, Procès-Verbal des délibérations. La première réunion du comité s'est tenue le 12 juillet 1939 dans les locaux du CNRSA. Il est vraisemblable que cette seconde réunion se soit tenue en septembre, peu après la déclaration de guerre de la France à l'Allemagne.

². Un courrier adressé à Lucie Randoïn le 10 juillet 1941 par Ch. Jacob, directeur du CNRS, lui signifie la fin de la subvention accordée pour « les enquêtes sur l'Alimentation ». CAC, 800-284 / 48.

³. Par exemple : *Quantité moyenne de viande consommée, en temps de paix, par des hommes de 20 à 45 ans* (rapport envoyé au CNRSA le 9 octobre 1939) ; *Évaluation de l'augmentation de la consommation en viande qui résulte de la mobilisation* (rapport envoyé au CNRSA le 21 octobre 1939) ; *Quantités moyennes de pain, de légumes et de fruits consommées par des familles de diverses catégories sociales* (Rapports envoyés au CNRSA les 21 février 1940 et 13 avril 1940) ; « Le colis du soldat aux Armées. À propos des conseils à donner aux personnes qui envoient des denrées de consommation aux mobilisés », *Bulletin de la SSHA*, 1940, vol. 28, p. 45-50. En note de bas de page il est mentionné « Rapport remis à M. le Ministre de l'Agriculture, chargé du Ravitaillement général, sur sa demande, le 27 octobre 1939.

⁴. Dominique Veillon, *Vivre et survivre en France, 1939-1947*, Paris, Payot & Rivages, 1995, 371 p.

⁵. Jean-Pierre Le Crom, *Au secours, Maréchal ! L'instrumentalisation de l'humanitaire, 1940-1944*, Paris, Presses universitaires de France, 2013, p. 91.

⁶. *Bulletin de la Société scientifique d'hygiène alimentaire*, vol. 32, n°1-2-3, 1944, p. 5.

enquêtes familiales en province¹ ». Tout laisse à penser qu'à présent, le service se présente comme une plateforme logistique, à laquelle l'INH - et parfois certaines institutions - sous-traitent la collecte des informations tout en conservant la responsabilité des analyses et de la publication des résultats.

Un matériau considérable, peu d'information disponible

Dans le cadre de l'enquête démarrée fin 1936, le service des Enquêtes nationales de l'Alimentation recueille et analyse la composition des repas de 230 familles d'ouvriers et d'employés et de 50 collectivités d'enfants et d'adultes, soit un total de 14605 « rationnaires ». À partir de ces données, Lucie Randoïn et ses collaborateurs procèdent tout d'abord au calcul, inédit en France, de la ration calorique moyenne par individu (et par groupes de population selon la région d'habitat et le métier). Ils réalisent également l'analyse nutritionnelle des aliments consommés, qui servira notamment à mettre à jour les tables de composition des aliments publiées pour la première fois en France par Lucie Randoïn en 1937². Les résultats de l'enquête leur permettent enfin d'établir de nouvelles rations alimentaires pour les différents groupes de population. Cela autorise une plus grande précision au regard des rations théoriques utilisées jusque-là et définies le plus souvent de manière expérimentale en prenant pour référence la moyenne des consommations d'une population considérée comme « normale ».

Le premier calcul porte sur la valeur énergétique des rations. Randoïn obtient une moyenne de 2800 calories par individu moyen et par jour (Tableau 29). Cette ration est supérieure à la norme de 2400 calories édictée par les experts de l'Organisation d'hygiène de la SDN³. Ces résultats corroborent ceux déjà observés dans l'enquête sur le chômage menée par l'ISRES à la même période qui fixaient les rations « en moyenne par jour et par personne unité, pour les chômeurs complets de Paris 2707 calories, pour ceux de Lyon 2894 et pour ceux de Mulhouse 3070 calories⁴ ». Les résultats sont présentés dans des tableaux distinguant les collectivités et les familles. Cette distinction en autorise une autre. Dans le premier cas, les résultats sont présentés selon le sexe et l'âge ; dans le second, ils sont présentés par milieux sociaux. Quel que soit le groupe de population, la valeur énergétique dépasse les recommandations, ce qui n'appelle guère d'autres commentaires de la part

¹. *Bulletin de la Société scientifique d'hygiène alimentaire*, art. cit.

². L. Randoïn, « Le questionnaire des Enquêtes familiales établi par Mme L. Randoïn, Secrétaire général des Enquêtes nationales sur l'Alimentation, en mars 1937 », art cit ; Lucie Randoïn, Pierre Le Gallic et Jean Causeret, *Tables de composition des aliments ; précédées des normes de l'alimentation humaine ; et suivies des Tables de composition des principaux groupes de produits alimentaires à la production*, Paris, France, Jacques Lanore, 1947, 123 p.

³. League of Nations, *The problem of Nutrition. Vol. 1. Interim report of the mixed committee on the problem of nutrition*, op. cit., p. 13.

⁴. G. Letellier, *Dépenses des chômeurs et valeur énergétique de leur alimentation d'après les budgets de 265 familles. Avant-propos de Charles Rist.*, op. cit., p. 190-191.

de Randoïn, bien que la valeur soit très différente d'un milieu social à l'autre : pour les hommes, elle varie du simple au double entre les milieux urbains et les milieux agricoles (Tableau 29):

Tableau 29. Valeurs énergétiques des rations consommées spontanément par hommes, femmes, enfants, d'après les résultats des enquêtes dans les familles françaises (1936-1938)

Catégories de rationnaires	Nb d'individus-jour	Nb de calories par individu-jour
Hommes de 15 à 65 ans		
Milieux urbains	1270,5	2600
Milieux industriels	2304	3560
Milieux agricoles	5306	4190
Total	8970,5	3450
Femmes de 15 à 65 ans		
Milieux urbains	1988	2600
Milieux industriels	2523,5	2980
Milieux agricoles	5036,5	3200
Total	9548	2926
Enfants de 0 à 15 ans		
Milieux urbains	1358	1940
Milieux industriels	4473	1620
Milieux agricoles	3738	2500
Total	9569	2020
Individus français moyen d'après enquêtes dans 230 familles, représentatives de la population française	28087	2800

Cette différence n'est toutefois pas commentée par les auteurs du texte, lesquels préfèrent mettre au contraire l'accent sur la moyenne (2600 calories par individu/jour), identique pour les hommes et les femmes des milieux urbains :

« D'après nos enquêtes, la valeur énergétique de la ration de l'employé-homme des grandes villes est la même que celle de la ration de l'employée-femme des mêmes villes et, cependant, il est admis que la femme consomme, en général, moins d'aliments que l'homme. Mais il ne faut pas oublier que la femme-employée effectue, non seulement le travail pour lequel elle est rétribuée, mais encore les différents travaux de son ménage, travaux parfois fort pénibles¹. »

L'information publiée selon les professions est inexistante – ce qui ne signifie pas qu'elle n'existe pas, mais n'est pas considérée comme la plus pertinente. En fait les auteurs cherchent moins à établir des variations individuelles qu'à estimer une moyenne. Cette démarche est totalement inverse de celle de Halbwachs, mais aussi, d'une certaine manière, de celle de Letellier. Cette caractéristique n'échappe pas à Chombart de Lauwe lors de la discussion qui suit la présentation du texte lors du colloque en 1952, où lui-même a présenté son enquête sur l'alimentation des familles

¹ *Ibid.*, p. 46.

parisiennes¹. « Comment est-il possible d'obtenir une classification vraiment rationnelle des professions et des catégories professionnelles ? En particulier pour les travailleurs manuels, les indications « manœuvres, ouvriers spécialisés, professionnels » ne sont pas utilisées partout et, ce qui est grave, ne sont pas employées dans le même sens. » Ce à quoi Duchêne fait valoir la difficulté d'établir des classifications professionnelles :

« Cette classification est, en effet, difficile à obtenir. Dans nos enquêtes, ce point ne nous a pas échappé. Nous avons fait de notre mieux en nous adressant aux organisations nationales ou ouvrières locales, et ensuite en posant des questions précises aux intéressés eux-mêmes. Cependant nous admettons volontiers que notre classification a pu comporter un certain nombre d'incertitudes. Nous ne croyons cependant pas que cela puisse avoir une influence très sensible sur les résultats². »

Si, comme on l'a vu un peu plus haut (Tableau 27), il est indéniable que les promoteurs de l'enquête ont cherché à varier les industries, les professions et les régions des personnes enquêtées, l'objectif final d'établir une ration calorique moyenne minimise toutefois l'importance - cruciale pour d'autres comme Chombart - d'acquérir une précision dans les catégorisations professionnelles considérées. Chombart de Lauwe conteste également la conclusion de Randoïn et Le Gallic selon laquelle la valeur énergétique correspond en moyenne à un excès de calories :

« Lorsqu'on dit que les Français sont, en moyenne, bien nourris, il faut tenir compte du fait que toute une couche de la population risque d'échapper aux enquêtes, en particulier dans le sous-prolétariat. Il y a actuellement, à Paris, des gens qui meurent de faim ; la situation alimentaire des vieillards isolés dans les grandes villes est souvent lamentable. Il est très difficile d'enquêter dans les familles les plus défavorisées, parce qu'elles se refusent aux questions, soit par fierté, soit par incompréhension. Il faudrait toujours signaler quelle est, dans un pays, la proportion des familles qui répond à cette catégorie³. »

Ce que pointe Chombart de Lauwe, ce sont précisément les défauts de la démarche adoptée, construite de telle sorte qu'elle écarte systématiquement les Français aux marges. L'objectif de moyenne et l'intention prescriptive vont de pair et échouent à représenter, notamment, les travailleurs les plus défavorisés, auxquels lui-même s'intéresse tout particulièrement.

Cette première série de résultats sur la valeur énergétique est complétée par les résultats concernant « le point de vue qualitatif », c'est-à-dire la décomposition de la ration calorique par ses différents composants : 1° Protides d'origine animale, 2° Matières grasses, vitamines A et D, 3°

¹ Paul-Henry Chombart de Lauwe, « Enquêtes sur les pratiques sociales alimentaires dans une population de travailleurs manuels français de l'agglomération parisienne (Recherches d'ethnographie sociale dans l'agglomération parisienne) » dans CNERNA (éd), *Les enquêtes de consommation en France*, Paris, CNRS Éditions, 1952, p. 113-126.

² L. Randoïn et P. Le Gallic, « Méthodes et résultats des enquêtes sur la consommation alimentaire française d'avant-guerre (1937-1938-1939). Mesures prises et réalisations effectuées à la suite de ces enquêtes. Avec la collaboration des enquêteurs-chefs: Georges Duchêne, Alfred Marc et Yvonne Perraud », art cit., p. 52.

³ *Ibid.*, p. 56.

Glucides et 4° Éléments minéraux, notamment calcium, phosphore, fer. Les auteurs observent une « insuffisance nette de plusieurs principes nutritifs indispensables à la vie » dont certains minéraux (calcium, fer, notamment), certaines vitamines, et la cellulose. Ils pointent dans le même temps une trop forte consommation de protides et de lipides. Ils concluent que ces « Résultats [qui] nous ont permis de recommander avec insistance, en toute occasion, une production et une consommation plus forte des laits, des fromages, des légumes frais et des fruits¹. » Cette énumération de produits est intéressante. À l'exception du lait, ils ne sont pas pris en compte, par exemple, dans la liste de référence pour le coût de la vie. Randoïn se réfère ici aux nombreuses brochures, tracts, conférences grands publics et cours auprès de professionnel.les que son service produit intensément depuis la guerre.

À l'issue de l'enquête, le service poursuit son activité dans trois directions. Au plan scientifique, les résultats obtenus permettent la révision des tables de composition de l'alimentation parues en 1937, dont Lucie Randoïn publie une version mise à jour en 1947². Ils servent également à des bases de calculs. Par exemple les calculs de la « proportion de la partie comestible dans les principaux aliments essentiels » sont comparés aux calculs publiés par divers auteurs, assortis du commentaire suivant : « Les valeurs dues à Atwater et Bryant, à Alquier, à Plimmer, à Chatfield et Adams, à Schall, à Platt, à Mc Cance et Widowson semblent résulter principalement de compilations bibliographiques. Au contraire, les valeurs dues au Service d'Enquêtes de la SSHA constituent les moyennes d'estimations extrêmement nombreuses qui ont été effectuées au cours de plusieurs milliers d'enquêtes familiales ou collectives : elles reposent sur la détermination, par pesée précise, des déchets de préparation et des déchets d'assiette³ ». L'activité du service poursuit d'autre part son activité d'enseignement initiée pendant la guerre avec l'ouverture de l'Institut supérieur de l'alimentation, qui trouvera un prolongement dans l'École de diététiciennes inaugurée au sein de la SSHA en 1952⁴. Enfin, avec l'arrêt en 1950 du financement de l'INH, le service élargit l'activité de sous-traitance qu'il avait commencée en 1943, vers une activité d'étude et de conseil auprès des collectivités auxquelles il fournit des menus types.

¹. *Ibid.*, p. 50.

². L. Randoïn, P. Le Gallic et J. Causeret, *Tables de composition des aliments ; précédées des normes de l'alimentation humaine ; et suivies des Tables de composition des principaux groupes de produits alimentaires à la production*, op. cit.

³. Lucie Randoïn et al., *Les Rations alimentaires équilibrées*, Paris, France, J. Lanore, 1951, p. 9.

⁴. Cet institut a pour vocation de former aux savoirs de base en matière de physiologie de la nutrition et des règles de l'équilibre alimentaire de futures monitrices d'enseignement ménager, assistantes sociales, économistes etc. Sur le détail des circonstances de sa création, cf T. Depecker, *La loi des Tables. Quantification du besoin alimentaire et réforme des conduites de vie XIX^e-XX^e siècles*, op. cit.

⁴. Sur la chronologie des financements, cf A. Lhuissier, « Étudier les coutumes alimentaires françaises, dépister les insuffisances » : le Service des enquêtes nationales sur l'alimentation (1936-1941) », art cit.

*

Les Enquêtes nationales sur l'Alimentation forment le réceptacle de plusieurs mouvements concomitants liés à l'organisation de la recherche, à la salarisation du travail féminin, et aux débats sur l'alimentation propres au milieu des années 1930. Ses résultats contribuent surtout, en s'intéressant à la ration calorique moyenne, à effacer les frontières ouvrières. À rebours de la question ouvrière, qui, en plein Front populaire fait valoir un certain nombre de revendications, ils « dépolitisent » d'autant plus la question de l'alimentation qu'ils absorbent toute différence sociale dans une même moyenne, et montrent, après-guerre, que la population française du milieu des années 1930 était suffisamment nourrie. De ce point de vue, les ENA se situent aux antipodes de l'enquête menée par Maurice Halbwachs trente ans plus tôt. Qu'il s'agisse des chaînes et des réseaux de collaboration, des opérations d'enquête, des unités de mesure ou des objectifs finaux, tout sépare ces deux dispositifs dont le premier vient comme une négation des efforts du premier dans la démonstration des différenciations sociales des consommations alimentaires. Ce vaste dispositif affaiblit ainsi la position et l'activité de Halbwachs en matière d'enquêtes par budgets de famille en ces années 1936-1937. La légitimité qu'il a pu tirer jusque-là des enquêtes par budgets de famille ne lui est d'aucun secours pour se faire entendre auprès des nutritionnistes. S'il est présent à la première réunion du Comité national de l'alimentation, dont il est membre du comité de coordination, rien ne permet d'attester qu'il participe aux réunions suivantes. Comment prendre part aux activités d'un dispositif sourd aux enquêtes sociales et dont l'approche moyennisante et prescriptive va à l'encontre de ce que le sociologue a cherché à montrer en matière de différenciation sociale. Faut-il voir aussi dans son rapprochement simultané avec la Statistique générale de la France la recombinaison d'un jeu d'alliance face à cette adversité nouvelle ? L'administration statistique semble avoir programmé une enquête par budgets de famille pour 1938-1939, mais l'aurait abandonné en raison des circonstances politiques¹. La guerre, qui emporte Maurice Halbwachs en 1945, l'empêchera de voir se réaliser des enquêtes par budgets de famille à vaste échelle en France, sur fond publics, menées d'abord conjointement puis séparément, par les principaux organismes de recherche et de statistique publics.

En dépit de son ampleur, le service des Enquêtes nationales de l'Alimentation ne jouira pas d'une grande postérité dans le champ de la nutrition. La conception de l'alimentation rationnelle prônée par Lucie Randoin est mise en concurrence avec une conception plus large des standards alimentaires visant à identifier les niveaux de consommation à partir desquels certaines maladies se

¹ C'est ce que déclare l'administrateur de l'INSEE R. Lévy-Bruhl en juin 1952 lors de la réunion coordonnée par le CNERNA sur les enquêtes de consommation. R. Lévy-Bruhl, « Méthodes d'enquête auprès des familles et quelques cas d'application étudiés par l'I.N.S.E.E. » dans CNERNA (ed.), *Les enquêtes de consommation en France*, Paris, CNRS Éditions, 1952, p. 106.

développent¹. Dès 1940 des médecins de la Rockefeller Foundation œuvrent à la reconfiguration des enquêtes nutritionnelles, en particulier par la création de l'Institut de Recherche d'Hygiène à Marseille et à l'orientation des recherches qui y sont menées. Ils introduisent dans les enquêtes une dimension clinique. Le basculement qui se réalise pendant la guerre de la notion précédemment dominante de « ration » - entendue comme le rapport exact entre aliments consommés, travail produit et énergie dépensée - à celle de « standard » qui permet d'évaluer les niveaux de consommation à partir desquels se développent certaines maladies, amorce une lutte de position entre Lucie Randoïn et la nouvelle garde de la recherche en nutrition, incarnée en France par le médecin Jean Trémolières. Opposé à l'idée trop restrictive de ration, le médecin qui prend la tête du service nutrition de l'Institut national d'hygiène dès 1943 va élargir les recherches en nutrition à l'épidémiologie et à la sociologie, en s'attachant la collaboration de certains chercheurs du Centre d'études sociologiques, en particulier des chercheurs proches d'une mouvance catholique progressiste et rompus aux enquêtes sociales de la Jeunesse Ouvrière Catholique. Mais là s'ouvre un nouveau chapitre d'une recherche collective en cours.

¹. T. Depecker et A. Lhuissier, « La reconfiguration des enquêtes et des normes alimentaires en France », art cit.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Au terme de ce travail, les opérations de quantification de l'alimentation ouvrière dans la première moitié du xx^e siècle et leurs enjeux apparaissent plus clairement. Les travaux et les activités de Maurice Halbwachs sur les budgets ont fourni le fil d'Ariane à partir duquel on a pu identifier un espace de discussion et d'enquêtes empiriques sur les dépenses ouvrières. En reconstituant avec précision ces enquêtes en train de se faire, leurs préalables, références, enjeux, désaccords et concurrences, j'ai pu restituer les standards de mesure et d'enquête à l'élaboration desquels elles participent. De ce point de vue, bien qu'invisibilisé par l'activité des grands instituts de recherche créés à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, le premier vingtième siècle se révèle crucial. Y sont posées les bases sur lesquelles vont prendre appui les nouveaux dispositifs de quantification d'après-guerre, y compris des instruments de gouvernement tel que l'indice du coût de la vie.

Il a fallu pour cela faire montre d'une certaine obstination à aller au plus près de la fabrication des enquêtes. La démarche d'ethnographie historique m'a conduite à croiser des sources très hétérogènes et pour certaines, inédites ou tout au moins très peu connues. Celles qui concernent Maurice Halbwachs m'ont permis de compléter les travaux portant sur les autres domaines de recherche du sociologue durkheimien, et d'approfondir sa trajectoire dans ses rapports au monde académique et à celui de l'expertise, en montrant comment ce jeu d'aller-et-retour participe de sa légitimation en même temps qu'il en nourrit les travaux. Cette recherche contribue plus généralement à une socio-histoire des enquêtes empiriques en les appréhendant en priorité par leurs opérations d'enquête, lesquelles leur donnent toute leur intelligibilité.

1907-1937 : TRENTE ANNÉES D'ENQUÊTES EMPIRIQUES SUR LES DÉPENSES ALIMENTAIRES

Cette séquence de trente années d'enquêtes empiriques sur la répartition des dépenses d'alimentation a joué un rôle décisif dans la construction des standards nécessaires à la quantification des consommations alimentaires. De l'enquête par budgets de famille coordonnée par Maurice Halbwachs en 1907 à l'enquête nutritionnelle dirigée par Lucie Randoïn en 1937, cette séquence temporelle témoigne des bouleversements économiques, sociaux et scientifiques qui ont

contribué à renouveler la conception dominante des « besoins » attribués à la classe ouvrière, d'un minimum vital sous-tendu par des considérations morales et économiques, à une ration calorique moyenne promue par la nouvelle science de la nutrition. Cela ne va pas sans tensions : nous avons vu de quelle façon, sur l'ensemble de la période, Maurice Halbwachs a plaidé contre une naturalisation des besoins au profit d'une approche de l'alimentation et des budgets ouvriers soucieuse d'élaborer des chiffres de dépenses qui se rapportent à des pratiques et à des goûts.

Le chemin parcouru entre ces deux dates témoigne du changement de statut de la consommation alimentaire dans la société française, dont ont été tributaires les instruments de mesure. L'amélioration progressive des conditions d'existence de la classe ouvrière depuis la Belle Époque conjuguée à celle de l'approvisionnement alimentaire ouvrent peu à peu la voie à l'avènement d'une culture de la consommation. Facilitée par l'ouverture de nouveaux magasins, la disponibilité et la diversification des produits, ainsi que de la baisse des prix, l'alimentation devient plus riche et plus diversifiée. Ce sont ces acquis récents, auxquels tiennent les ménages populaires, qui provoquent une série de protestations contre la vie chère de part et d'autre de la Première Guerre mondiale, et conduisent l'administration statistique à revoir ses modes d'observation des conditions d'existence, dont l'ajustement des instruments de mesure va demeurer une pierre d'achoppement. En retraçant les étapes et les discussions soulevées par les opérations de quantification auxquelles procèdent les enquêtes empiriques considérées dans ce mémoire, j'ai mis en lumière les conceptions divergentes et parfois concurrentes de l'alimentation ouvrière qu'elles opérationnalisent. Il a fallu pour cela être particulièrement attentive aux espaces de référence et de discussions dans lesquels les enquêtes sont conçues, ainsi qu'à leurs modes d'organisation, aux outillages conceptuels et méthodologiques auxquels recourent leurs concepteurs ainsi qu'aux objectifs qui leur sont assignés. J'ai pu notamment montrer comment des incertitudes cognitives et politiques se sont progressivement figées dans des outils et des standards de mesure dont la matérialité s'exprime dans des questionnaires, des nomenclatures, des variables ou encore des tableaux.

Ces tâtonnements, prises de position et désaccords se repèrent dans les différentes composantes des enquêtes empiriques. Les contrastes entre l'enquête par budgets de 1907 et celle, nutritionnelle, de 1937 - et les variations qu'apportent celles menées tout au long de la période - forment ainsi un cas d'école. Toutes se distinguent d'abord par l'origine et la nature de leur financement. Ici, la commande privée d'un industriel anglais soucieux de la pauvreté des ouvriers urbains au tournant du xx^e siècle s'oppose à une enquête financée sur fonds publics dans le cadre d'une action publique interministérielle relative à la qualité nutritionnelle de l'alimentation de la population française au milieu des années 1930. Ce cheminement montre, en creux, l'engagement progressif de l'État dans un domaine, l'amélioration et la mesure de l'alimentation, qui relevait

auparavant de l'initiative de philanthropes et de réformateurs sociaux. Dans le même temps, l'action publique engagée sur l'alimentation déplace sa cible des ménages ouvriers à l'ensemble de la population. En plein Front populaire, les savoirs nutritionnels dont les Enquêtes nationales sur l'Alimentation se font le porte-drapeau ont pour effet de traiter la question « ouvrière » à rebours de la centralité ouvrière. La question de l'alimentation s'en trouve dépolitisée en diluant la place pourtant prépondérante que les ouvriers occupent dans la société.

La lecture conjointe des enquêtes de 1907 et 1937 rend également plus évidentes des différences de nature dans leurs objectifs, que l'on peut saisir à partir des collectifs d'enquête. Entre un jeune normalien socialiste qui s'entoure de « collaborateurs » masculins et bénévoles et une physiologiste « pionnière » dans son domaine qui recourt à un collectif professionnel féminin choisi sur ses compétences techniques et exclusivement dédié à l'enquête, le chemin parcouru témoigne de la place croissante des femmes diplômées sur le marché du travail (ici, les enquêteuses infirmières/surintendantes/assistantes sociales et les sténo-dactylos). Mais leur analyse a surtout montré que, selon les enquêtes, c'est moins la proximité sociale entre enquêteur.e.s et enquêté.e.s qui rend possible la collecte que d'autres formes d'affinités telles que le militantisme. L'analyse de la composition des différents collectifs d'enquête, parfois à l'appui d'une approche prosopographique, a montré qu'il pouvait y avoir davantage d'affinités - sous l'angle exclusif du projet d'enquête - entre un normalien socialiste et un enquêté coopérateur en dépit de leur distance sociale, qu'entre une infirmière d'origine populaire qui enquête pour le compte d'une association charitable et un ouvrier. Dans ce dernier cas de figure, qui correspond plutôt à l'enquête menée par la SGF et dans une moindre mesure à celles de l'ISRES et du CNA, la relation de subordination dans laquelle se trouvent les familles enquêtées détermine leur participation. Ainsi ces modes d'engagement se trouvent au fondement même des projets : engagement militant et bénévole dans un objectif de défense de la classe ouvrière pour le premier, professionnel et salarié dans un objectif de réforme des conduites de vie pour la deuxième.

On pourrait objecter que l'ensemble des enquêtes étudiées ici produit de la connaissance en vue d'une réforme et que nul n'est exempt de ses propres représentations ethnocentristes de la vie ouvrière. Mais ce qui les distingue fondamentalement, c'est la place accordée aux expériences mêmes des personnes enquêtées, la référence à l'aune de laquelle les modifications sont envisagées : attentes et conceptions des familles ou prescriptions et représentations dominantes. De ce point de vue, la description des formes que prend le caractère collectif des enquêtes revêt une efficacité heuristique dès lors qu'on en détaille la division du travail. L'utilisation commune d'un outil d'apparence identique, le relevé des dépenses des familles, renvoie en réalité à des différences majeures quant à la nature de l'information collectée. En particulier, les instruments de collecte, d'inventaire et de description utilisés par Halbwachs sont conçus pour les rapporter à des registres

de signification, et se distinguent des questionnaires de la SGF ou des ENA sur lesquels les familles ont de moins en moins de prise.

Enfin, ces deux enquêtes empiriques diffèrent par les résultats qu'elles mettent en avant : connaissance de la classe ouvrière, considérée à partir de ses dépenses d'alimentation (principalement) et de ses menus, dans ses habitudes et ses goûts de classe et de fractions d'un côté, ration calorique moyenne censée résumer l'état nutritionnel d'une population nationale, de l'autre. D'une enquête à l'autre, on observe à quel point la quantification de l'alimentation reflète l'état des savoirs scientifiques et les tensions qui existent entre disciplines lorsque leurs interrogations sur l'alimentation se révèlent quasi-antinomiques. Ces différences témoignent de la place majeure accordée à une approche nutritionnelle de l'alimentation, laquelle est prédominante dans les institutions internationales. De ce point de vue, la France est en retard, au milieu des années 1930, face à des interlocuteurs vis-à-vis desquels elle ne peut se situer. À l'enquête par budgets réclamée dix ans plus tôt par le BIT pour les mêmes objectifs (mettre à jour les bases de l'indice du coût de la vie dans une perspective d'harmonisation), et qu'elle avait échoué à mettre en place dans une perspective socio-économique de l'alimentation, se substitue dix ans plus tard dans une enquête nutritionnelle.

Ces contrastes rendent d'autant plus flagrantes des caractéristiques communes et immuables propres à ces dispositifs. Tous s'inscrivent dans une circulation transnationale des instruments d'enregistrement (carnets, notices, nomenclatures, questionnaires...) et de mesure (unité de consommation, pondération ...). Faites d'emprunts et de renouvellements, ces instrumentations s'opèrent dans une logique cognitive et cumulative, qui se transforme en un impératif d'harmonisation dès lors que l'on quitte le domaine savant pour celui de l'administration lorsque les outils sont accaparés pour l'action publique. Très vite, entre les deux guerres, sous l'impulsion d'institutions européennes nées du premier conflit mondial, les productions statistiques sur les dépenses et les consommations alimentaires, quelle que soit leur source - administrative ou académique (les deux se retrouvant dans des instances comme les Conférences du travail ou celles de l'Institut international de statistique) - se trouvent contraintes de répondre à une demande d'harmonisation de leurs instrumentations.

Loin d'être un artefact, cette mise en regard d'enquêtes menées à trente ans d'intervalle trouve prise sur le terrain où leurs promoteurs ont eu l'occasion de confronter leurs positions divergentes, d'une part à Genève dans le Comité mixte de la SDN, puis à Paris, dans le Comité national de l'alimentation, émanation nationale du premier, auxquels participent à la fois Maurice Halbwachs et Lucie Randoin. Se joue dès lors une lutte de définition et de prérogative relative à la place accordée aux « travailleurs », à la mesure des niveaux de vie en lien avec l'alimentation et avec ce qui est réellement mesuré.

MONDE ACADÉMIQUE ET EXPERTISE : DEUX SOURCES DE LÉGITIMITÉ DES TRAVAUX DE MAURICE HALBWACHS SUR LES BUDGETS OUVRIERS

Maurice Halbwachs occupe une place centrale dans la construction de ce récit, fondé sur les activités du sociologue en matière d'enquêtes sur les dépenses ouvrières, à la croisée du monde académique et de l'expertise. De ce point de vue, le tableau est nécessairement incomplet. Il aurait fallu, par exemple, regarder du côté des publications du mouvement ouvrier - au sens large - telles que la presse socialiste, syndicale ou coopérative sur l'alimentation et sur les budgets domestiques. J'y aurais trouvé des commentaires sur les rapports, les travaux de commissions et les événements que je relate au fur et à mesure du mémoire, ainsi que, peut-être, des « contre-évaluations », des éléments budgétaires produits par et pour les ouvriers, et ce dans des intentions différentes que la seule dénonciation des outils mis en œuvre et de leurs objectifs, notamment quand il s'agit de l'indice du coût de la vie. Ce travail reste à faire et je compte bien m'y employer. L'une des premières questions pourrait porter sur la déconnexion apparente entre les travaux du sociologue et ceux du mouvement ouvrier alors-même que Halbwachs en mobilise les réseaux lorsqu'il met en œuvre ses deux enquêtes empiriques. Là-aussi, entre 1907 et 1937, quels sont les changements qui ont affecté ce mouvement, et les liens qui y unissent encore les normaliens socialistes ? Autre question. Si les organisations ouvrières ou militantes ont produit quelques contributions (Halbwachs évoque par exemple une enquête par budgets organisée par le mouvement coopératif au milieu des années 1930, à laquelle on pourrait adjoindre celles menées par la JOC sur la consommation), sont-elles trop éparses pour être constituées en corpus de données et analysées en tant que telles ? De tels documents, s'ils existaient, offriraient un véritable contrepoint aux évaluations mises en exergue dans les différentes enquêtes, ainsi qu'à leurs outils et leurs justifications. D'autres points me sont demeurés obscurs, notamment le positionnement ambigu du sociologue sur les questions du logement et de l'alimentation. Ses considérations sur l'un et l'autre domaine ne sont pas convergentes. Comme si les écrits académiques allaient dans le sens commun des hygiénistes lorsqu'il s'agit du logement, là où ses observations sur l'alimentation laisseraient moins d'emprise aux représentations sociales dominantes, en faveur d'une approche empathique et analytique. Entre le logement et l'alimentation, observe-t-on une différence d'approche par le mouvement réformateur, ou le mouvement ouvrier, qui expliquerait le traitement différencié que leur accorde le sociologue ? Dans ce cas, comment le comprendre dans son œuvre et son parcours ? Qu'est-ce que cela nous apprendrait sur l'objet même « alimentation » ?

En revanche, suivre Halbwachs dans ses différentes activités sur la mesure des dépenses ouvrières avant 1914 et pendant l'entre-deux-guerres m'a permis d'observer les marques du temps sur la dynamique dialectique entre sa pratique scientifique et son activité d'expertise qui balise son

parcours de savant. Nous l'avons vu, il se légitime d'abord comme savant sur un sujet et avec des méthodes qui appartiennent encore en 1907 au monde réformateur. Affûtant son approche méthodologique et les questionnements qu'il adresse notamment aux économistes allemands, il s'appuie sur cette légitimité académique nouvellement acquise avec sa thèse ès-lettres pour entamer un dialogue avec la statistique administrative. Ne partageant pas les mêmes approches de l'usage et de la conception des mathématiques, le débat achoppe sur la façon de conduire des enquêtes empiriques : les grands nombres s'accompagnent d'outils (le questionnaire) incompatibles avec le but que se fixe Halbwachs de restituer les dépenses au regard des modes de vie des familles. Or en entamant un débat avec la statistique administrative, il revêt progressivement les habits de l'expert, légitimé par ses travaux scientifiques, lesquels, en retour, le conduisent peu à peu sur la scène de l'expertise internationale. Hélas, le renouvellement dans l'entre-deux-guerres des connaissances scientifiques en nutrition et le rapport de force qui se joue à Genève entre le BIT et la puissante SDN n'est pas favorable au projet qui sous-tend les enquêtes par budgets, auxquelles va se substituer, en France, une enquête de physiologie. Face à cette adversité, et dans un contexte politique particulier, le rapport de force se recompose et voit se tisser un rapprochement entre Halbwachs et la statistique administrative qui va aboutir à une collaboration pour *l'Encyclopédie* au milieu des années 1930 et l'intégration de Halbwachs au conseil supérieur de l'institution statistique en 1937. Alors qu'au même moment il critique à Genève l'inaction de l'administration statistique française en matière d'enquêtes par budgets de familles, cette recomposition des alliances se comprend aussi (ce n'est pas la seule raison) face à l'emprise croissante des physiologistes sur la question de la quantification de l'alimentation qui attirent l'attention et les moyens publics.

Ces déplacements entre différentes sources de légitimité s'accompagnent d'un infléchissement de la position du sociologue à l'égard des sources mêmes de données. Alors qu'il prônait en 1907 des enquêtes de type monographique et en montrait tout l'intérêt en publiant des informations complémentaires aux seuls éléments budgétaires tels que des menus, des descriptions de l'habitat ou des propos rapportés de personnes enquêtées, il conçoit progressivement de travailler à partir de données issues de questionnaires produits selon la méthode extensive dont il dénonçait jadis la faiblesse. Tout se passe comme si, pour légitimer sa position de savant vis-à-vis de l'administration statistique, il en reprenait les codes qu'il combattait pourtant en ses débuts : en se fondant désormais sur les seuls tableaux de variables, il laisse de côté ce sur quoi il a bâti son expérience et sa légitimité savantes. La comparaison des bibliographies qu'il publie dans ses deux ouvrages sur les budgets est significative du double déplacement qu'il opère à la fois dans ces conversations depuis ses premiers travaux où il s'adressait aux économistes allemands, vers des travaux de langue anglaise ou que l'on a qualifiés « d'internationaux », initiés par des administrations

statistiques nationales et internationales : Bureau of Labour américain, Bureau of Labor britannique, Statistique générale de la France, BIT... (Tableau 30)

Tableau 30. Références bibliographiques sur les budgets ouvriers mentionnées par Maurice Halbwachs dans ses ouvrages de 1912 et 1933 (en nombre de références par pays)

Annexe bibliographique 1912		Annexe bibliographique 1933	
Allemagne	40	USA	21
GB	6	France	20
USA	6	Internationale	19
Belgique	3	Autres pays	19
France	3	Allemagne	14
Danemark	2	Belgique	2
		GB	1
Ss total	60	ss total	96

Quel héritage Halbwachs a-t-il laissé en matière d'enquêtes par budget ? Se loge-t-il du côté de l'instrumentation ou de leur analyse ? Cette question appelle une réponse en deux temps. Pour les sociologues qui nous sont contemporains, l'apport de Halbwachs ne fait aucun doute sur l'analyse des classes sociales et la statistique des consommations. Pour ses propres contemporains, ses discussions âpres avec la statistique administrative et son engagement plus général sur la question et la méthode des budgets ouvriers ont contribué à façonner pendant l'entre-deux-guerres les unités de mesure et les instruments de collecte à l'aune desquels les dépenses des ménages vont être évaluées. En revanche les institutions qui se créent à la sortie du deuxième conflit mondial rebattent totalement les cartes en matière de quantification de l'alimentation et offrent ainsi de nouvelles perspectives de recherche.

LA NATIONALISATION DES ENQUÊTES EMPIRIQUES SUR L'ALIMENTATION À LA LIBÉRATION

La sortie du deuxième conflit mondial s'accompagne d'une « nationalisation » des enquêtes sur l'alimentation portées par les établissements publics nouvellement créés : INSEE, INED et INH. Après une collaboration sur une série d'enquêtes par budgets menées entre 1946 et 1948, chaque institut se recentre sur son domaine de spécialisation. Les travaux de l'INSEE se situent dans une certaine continuité avec les dispositifs et les conceptions de la Statistique générale de la France qui privilégie les grands nombre dans ses outils de collecte. L'institut évalue désormais les dépenses d'alimentation par l'intermédiaire de deux enquêtes : celle dite de « consommation alimentaire » (menée sur un rythme annuel entre 1964 et 1983 puis bisannuel jusqu'à son arrêt en 1991), et celle dite « Budget des familles » (annuelle entre 1965 et 1972 puis menée tous les cinq ans jusqu'à aujourd'hui). À son lancement, la première répond à un objectif de planification vis-à-vis de la

Politique Agricole Commune. Elle doit fournir des « Bilans alimentaires nationaux » comparables dans le temps et dans l'espace, pour faciliter « l'établissement de perspectives en matière de consommation alimentaire et faciliter ainsi l'orientation à long terme de la production agricole des États membres¹ ». La seconde quant à elle doit « contribuer à l'évaluation de la croissance annuelle des postes "consommation des ménages" des tableaux de biens et services de la comptabilité nationale² ». L'impératif auquel elles répondent rend malaisée leur analyse en termes de groupes sociaux. Comme le souligne Desrosières, les administrateurs « tendent à privilégier la lecture des colonnes (en portant sur certaines catégories de produits) au détriment de la lecture en ligne (les familles de certaines villes, ou de certains groupes sociaux), dominante depuis Le Play, Engel ou Halbwachs³ ». Ce faisant, comme le montre Boltanski, cela conduit les économètres en charge de l'analyse de l'enquête Budget de familles à procéder à un découpage arbitraire et abstrait des postes de consommation et des produits pour répondre à la nature des techniques de calcul utilisées. Ces découpages tendent à « apparaître comme une description des besoins réels des consommateurs réels. [...] Produites selon une théorie naturaliste des besoins [...] les enquêtes de consommation imposent une lecture naturaliste de leurs résultats⁴ ». Dès lors, la consommation est uniquement évaluée à l'aune des dépenses monétaires engagées.

Les enquêtes entreprises à l'INH dès les années 1950 prennent en revanche une direction inattendue sous l'impulsion de Jean Trémolières, le directeur du service de nutrition. En matière d'enquêtes nutritionnelles, il propose une approche en totale rupture avec celle qui prédominait avant-guerre et que prônait Lucie Randoïn. À la notion précédemment dominante de « ration » - entendue comme le rapport exact entre aliments consommés, travail produit et énergie dépensée - Trémolières préfère celle de « standard » qui permet d'évaluer les niveaux de consommation à partir desquels se développent certaines maladies. Il démarre son activité par une série d'enquêtes sur l'état de nutrition des populations, destinées, en période de guerre et au sortir du conflit mondial, à évaluer les effets physiologiques du rationnement. Leur originalité réside dans la combinaison des mesures de la consommation alimentaire à des tests biologiques et cliniques sur les enquêtés. Ces enquêtes sont progressivement élargies à d'autres questionnements concernant l'alimentation, de l'appareillage ménager aux représentations des aliments. Leur coordination revient à Yvonne Serville, diététicienne et Professeur d'enseignement ménager dès son arrivée dans le service en 1951 et

¹. Jacques Desabie et J.M. Remp, *Enquêtes sur les budgets familiaux en France*, Luxembourg, OSCE, 1965, vol. Statistiques sociales, série spéciale, no 6, Budgets familiaux.

². Alain Desrosières, « Du travail à la consommation: l'évolution des usages des enquêtes sur le budget des familles », *Journal de la Société de statistique de Paris*, 2003, vol. 144, n° 1-2, p. 107.

³. A. Desrosières, « Du travail à la consommation: l'évolution des usages des enquêtes sur le budget des familles », art cit.

⁴. Luc Boltanski, « Taxinomies populaires, taxinomies savantes: Les objets de consommation et leur classement », *Revue française de sociologie*, janvier 1970, vol. 11, n° 1, p. 36.

qu'elle développera dans le service de Trémolières en collaboration avec des chercheurs en sciences sociales réunis dans une « sous-section sociologie ». Albert Bouche, Henri Desroche et Chombart de Lauwe vont ainsi contribuer à une série d'enquêtes sur Paris en même temps que le service délègue à Économie et Humanisme les enquêtes en région. Dans un projet collectif en cours, nous faisons l'hypothèse qu'un des maillons qui sous-tend les pratiques d'enquêtes alimentaires et de consommation au milieu du xx^e siècle est constitué par les milieux catholiques qui développent eux-mêmes des enquêtes de consommation. Étudier la circulation des idées, des pratiques et des personnes va nous permettre de mettre au jour un point obscur des travaux menés sur les enquêtes de consommation et sur la biographie de Trémolières : à savoir l'influence des milieux catholiques et des projets sous-jacents en matière de connaissance et de réforme des conduites de vie. Ce qu'il reste également obscur, c'est la façon dont s'articule éventuellement le travail mené par le service de Trémolières à la politique alimentaire dont les prémises ont été établis avant-guerre. Cette politique est-elle poursuivie après-guerre, malgré le renouvellement du personnel politique et les difficultés de rationnement qui reposent la question de la faim et des carences alimentaires ? Il s'agit de pister dans les archives des ministères l'éventuelle poursuite de l'engagement de l'État dans une politique publique de l'alimentation, d'en identifier les directions ainsi que la place et le forme qu'y occupe la quantification des consommations.

Au final, en prenant pour point de départ des pratiques d'enquêtes empiriques sur l'alimentation ouvrière, cette recherche observe comment avec l'élargissement des dépenses ouvrières, les enquêtes contribuent progressivement à l'effacement des frontières ouvrières en même temps que l'État prend en charge la nutrition des populations. Si ce travail remet partiellement en cause l'idée selon laquelle les enquêtes par budgets, comme forme d'enquête sociale, contribueraient à la construction d'un savoir scientifique sur une société ou sur des groupes sociaux, il confirme en revanche que la fabrique des opérations de quantification permet de comprendre les représentations et les enjeux qui traversent la société en matière d'alimentation, de nutrition et de rapports de classe.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

FONDS D'ARCHIVES

Académie de Médecine

Dossiers biographiques de André Mayer et de Lucie Randoïn

Archives de la Seine

Listes nominatives du dénombrement de population -1931 - 1936 - 1946

Archives de la Société des Nations

R.C.N./Alim. 1- R.C.N. / Alim. 5

Meeting of the Representatives of National Nutrition Committees. Papers (1937-1939)

Réunion des représentants des Comités nationaux. Documents de travail (1937-1939)

R.C.N. / Alim./1st session/P.V.1 – R.C.N./Alim./1st session/P.V.7.

Meeting of the Representatives of National Nutrition Committees. Minutes. (1937-1938)

Réunion des représentants des comités nationaux pour l'alimentation. Procès-verbaux (1937-1938)

Com.mixte /Alimentation 1 (1) - Com.mixte/alimentation 73.

Mixed Committee on the Problem of Nutrition. Papers

Comité mixte pour le problème de l'alimentation. Documents de travail. 1936-1937

Fonds du secrétariat Section 50 – général

R. 5742-46 Execution of decisions of the 16th Assembly, 1935 : General

R. 5746-49 Execution of decisions of the 16th Assembly, 1935: Mixed Committee of the Problem of Nutrition

R.5801-02 Meeting of National Committees, Geneva, 24/10/1938

R. 5804 3rd Meeting of National Nutrition Committee, Buenos Aires, 1939

R. 5806 4th Meeting, Coonor, November 1940

R. 5742-46 - nutrition

R. 5747 – nutrition

R. 6133 Health General

Archives départementales de Meurthe-et-Moselle

6M701-705 Commission régionale d'études sur le coût de la vie : procès-verbaux de réunion ; indices du coût de la vie 1920-1937

Archives du Bureau international du Travail

HY/1001/10/3 Correspondence Committee on Industrial Hygiene

1937 Questionnaire on Workers' nutrition in the factory (and replies)

T 127 – Statistics - Food consumption in different countries

T127/I – Study on nutrition & social policy resolution (M. Dougall) adopted at the 19th session, I.L.C 1935

- T127 /I/01 – collaboration between the International Institute of Agriculture & the I.L.O – nutrition
- T 127/I/01/1 Relations with the Comité mixte pour la question de l'alimentation S.D.N
- T 127/I/01/1/2 – Relations between the comité mixte pour le problème de l'alimentation & the Comité Int. Des relations intercoop.
- T 127/I/01/4 - Nutrition question – Relations with the Joint committee of Major International Organisations
- T 127/3 Study on nutrition and social policy – collection of information/ correspondence with workers' organizations
- T 127/4 Preparation of the report on nutrition to be submitted to the 20th Sess. I.L.C. 1936
- T 127/1000/1 Labour statistics: Nutrition -Advisory committee on study on nutrition and social policy- 1st session – Creation - Despatch of documents
- T 127/1000/1/1 Labour statistics: Nutrition -Advisory committee on study on nutrition and social policy- 1st session – stenographic report
- T 127/1000/2 Statistics: Labour statistics: Nutrition – Advisory Committee on study on nutrition & social policy / 2nd session - Preparation
- T 127/1000/2/1 Statistics: Labour statistics: Nutrition – Advisory Committee on study on nutrition & social policy / 2nd session Stenographic record
- T 217 /1001 /1 Sous comité restreint pour les statistiques agricoles intéressant directement le problème de l'alimentation
- T 127 /1001/1 Nutrition Société des nations / Réunions des représentants des comités nationaux chargés du problème de l'alimentation
- T 127 /1003 Inter-departemental group for study of dietary surveys and family living enquiries (between I.L.O and the secretariat of L. of N.) : family living studies and nutrition surveys.
- T 127/1004 Congrès scientifique international de l'alimentation octobre 1937, Paris

Documents imprimés non publiés (non classés) qui correspondent aux documents discutés avant d'établir le rapport à la fin des sessions.

- C. Exp. A.I.1.1935 - BIT/Comité d'experts sur la question de l'alimentation des ouvriers. 1ere session (Genève, 2-7 décembre 1935). *Note introductive*. 15p + annexes / ILO. COmmittee of experts on workers'nutrition. 1st session. *Introductory note*. 11f + annexes
- C. Exp. A.I.2. 1935 - ILO / Committee of Experts on workers'nutrition. 1st session. *Nutrition conditions in Australia*. 7f.
- C. Exp. A. 1.3.1935 - BIT. Comité d'experts sur la question de l'alimentation des ouvriers. 1^{re} session. *Suggestions pour le Rapport du Comité de l'Alimentation du Bureau international du Travail*, présentées par Miss Faith Williams du Département Fédéral du Travail des États-Unis. 3ff. / ILO / Committee of Experts on workers' nutrition. 1st session. *Suggestions for the Report of the Committee on Nutrition of the International Labour Office* from the United States Department of Labor, presented by Miss Faith Williams. 3f.
- C. Exp. A.I.4.1935 - BIT/ Comité d'experts sur la question de l'alimentation des ouvriers. 1^{re} session. *Compte rendu des séances*. 46f.
- C. Exp. A.II.1.1937 - BIT/ Comité d'experts sur la question de l'alimentation des travailleurs. 2^e session (Genève 9-10 avril 1937). *Le développement du problème de l'alimentation dans le domaine*

*international depuis décembre 1935 (date de la première session du comité).*23f. Committee of experts on Workers' nutrition. 2nd session. *International developments in the Problem of Nutrition since December (date of the first session of the Committee).*

C. Exp. A. II.2.1937 - BIT. Comité d'experts sur la question de l'alimentation des travailleurs. *Résolutions sur le problème alimentaire adoptées par la Conférence internationale du Travail.* 4f. / Committee of Experts on Workers' nutrition. Résolutions on the Nutrition Problem adopted by the International Labour Conference.

C. Exp. A. II.3.1937 - BIT / Comité d'experts sur la question de l'alimentation des travailleurs. 2^e session (Genève 9-10 varil 1937) *Études futures du Bureau International du Travail sur le problème de l'alimentation.* 37f.

International Labour Office. Committee of Experts on Workers' Nutrition. 2nd session. Future studies of the International Labour Office on Nutrition.

Archives du ministère des Affaires étrangères

MAE 242QO / Société des Nations (SDN) 1917-1940 / « Alimentation »

242QO/1589 Projet de création d'une commission scientifique internationale de l'alimentation : correspondance avec le Secrétariat de la SDN, les administrations et les associations intéressées. Création et travaux du comité mixte pour les problèmes de l'alimentation et du comité national de l'alimentation

242QO/1590 Travaux du comité mixte et du comité national : documents, rapports de mai 1936. Enquête sur les fraudes alimentaires.

242QO/2341 – SDN Commission [BIT] des salaires et du coût de la vie

Archives nationales

Académie de Paris

AJ/16/4763 – Faculté de Lettres - Registre des procès-verbaux de soutenances de thèse pour le doctorat [4 décembre 1907- 23 décembre 1913]

AJ/16/6017 - Personnel enseignant et administratif né avant 1905

AJ/61/100 - Fonds de l'École Normale Supérieure

Papiers Célestin Bouglé. Archives du Centre de Documentation sociale (Fondation Kahn) dirigé par Bouglé et rattaché à l'École. Institut de Recherches Économiques et Sociales : procès-verbaux du Conseil d'Administration (1934-1938), rapports d'activité (1934, 1936-1937), correspondance (1936)

Ministère de l'Instruction publique - Division des sciences et lettres

F 17 / 13614 à 13618. École pratique des Hautes Études. 1867-1934.

F/17/17431 à 17458. Caisse des recherches scientifiques. 1903-1938.

F/17/17462 à 17485. Caisse nationale de la recherche scientifique.

17471 Demandes de subventions par établissements (..) Dans le dossier « Laboratoires de la Caisse) figurent enquêtes et travaux propres de la Caisse (enquête sur l'alimentation)...

17474 Propositions d'engagements et bordereaux des mémoires à régler pour le matériel fourni aux établissements scientifiques pour des enquêtes et aides techniques divers (dont enquête sur l'alimentation...).

17477 Grands travaux : engagements de dépenses. Rémunération du personnel employé aux travaux suivants : Enquête sur l'alimentation. Exercice 1939

17481 Répartition des crédits personnel et matériel et procès verbaux du Comité des subventions.
Enquête sur l'alimentation

Travail et sécurité sociale

F/22/526 / Prophylaxie des maladies professionnelles / 1902-1924 / Préservation de la tuberculose -
Pochette « Commission d'études relatives à la physiologie du travail professionnel, aux conditions
de l'existence, aux aptitudes professionnelles & à leur formation, dans les familles ouvrières et
paysannes » « Commission Chéron »

Pièces isolées, collections et papiers d'érudits.

AB/xix/1964 Papiers de François Simiand. Direction du travail, de la législation ouvrière et des
assurances sociales à Strasbourg (directeur F. Simiand). / Commission d'études relative au coût de
la vie en Alsace-Lorraine

94 AP 209 Fonds Albert Thomas

684 AP Fonds Jacques Chevalier (1892-2005)

Banque de France

Papiers Charles Rist (1891-1955) - Versement 1037200603

Bibliothèque Mazarine

Fonds Albert Demangeon-Perpillou

Correspondance professionnelle 1904-1917. Boite B2. 1906-1907

H1-H10 Lettres de Maurice Halbwachs à Albert Demangeon

L17-L20 Lettres de Joseph Letaconnoux à Albert Demangeon

Bibliothèque nationale de France - Département des manuscrits

Correspondance de Célestin Bouglé. Lettres adressées à Célestin Bouglé par divers correspondants:
cartons n°5 [A-G] et n°6 [G-O].

Centre des archives contemporaines (CAC)

CAC 770621 Institut National d'Hygiène, « Section nutrition »

articles 22-24 : Enquêtes générales. Enquête sur la consommation à Paris (enquête Randoïn) [45-51]

CAC 800-284 Centre national de la recherche scientifique

Article 31. Arrêté de création, liste des Comités spécialisés et de leurs membres respectifs, liste
des rapports produits ou suscités par les Comités

Article 33. Dossiers particuliers des Comités Spécialisés (suite) C.S. / étude / Problèmes
alimentation

Article 43. Travaux des Comités Spécialisés maintenus en activité, comptes rendus et procès
verbaux de séances, documentation, études

Article 49. Coordination des recherches de Laboratoires extérieurs. EPHE : Laboratoire de
physiologie de la nutrition dirigé par Mme Randoïn : correspondance, rapports et tableaux
d'activité (1939-1941) ; projet de budget (1941) ; demandes de subventions ; justifications et
bordereaux justificatifs personnel (1941) [vu]

Article 215. Laboratoire de physiologie de la nutrition : rapports d'activité, budget, 1941 ; procès
verbaux des comités de direction 1951-1960

Collège de France

Fonds Marcel Mauss Henri Hubert

57 CDF 68-9/ Fonds Marcel Mauss Henri Hubert / 14/ correspondance avec Maurice Halbwachs, (1919-1941)

Fonds Robert Hertz Correspondance

16 CDF art 182 / Maurice Halbwachs – Psychologie collective 1844-1945

16 CdF art. 391 /François Simiand 1873-1935 - Histoire du travail 1932-1935

Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC)

Fonds Maurice Halbwachs

HBW2. P2. Journal de Maurice Halbwachs, 1923-1944

Cahier I [ca. Juil. 1923-14 juil. 1936] [157]p.

Cahier II [28 avril 1923-25 juin 1935, 10-19 sept. 1937 et automne 1939-avril 1940] [188]p.

Cahier III [juil. 1935- oct. 1939] [123]p.

Cahier IV [juil. 1940- juil. 1944] [256]p.

HBW2.A1 Correspondance-

HBW2. B1 Maurice Halbwachs. Carnets et journal manuscrits.

HBW2. B2. Maurice Halbwachs. Textes manuscrits. Carrière

Seebohm Rowntree Archives

15 Foreign countries

POV/1 York Poverty Investigation, 1950

Poverty and progress (see Rowntree papers 3)

PP/1 Poverty and Progress : Family budgets

PP/7 Poverty and progress, miscellaneous file

Joseph Rowntree Foundation Historical archive. Material on the Rowntree Family Company and trusts catalogued in 1993. Archivist: Elizabeth Jackson.

SOURCES IMPRIMÉES

ANTONELLI Étienne, « Une enquête régionale sur le coût de la vie », *Revue d'économie politique*, octobre 1921, p. 606-625.

BAMBERGER Marc, LETELLIER Gabrielle, MARJOLIN Robert et RIST Charles, *Les Chômeur, d'après les fiches des fonds de chômage de Paris, Lyon et Mulhouse. Avant-propos de Charles Rist*, Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1941, vol. II, 437 p.

BIGWOOD Edward-John, *Directives pour les enquêtes sur la nutrition des populations*, Genève, Société des nations. Organisation d'hygiène. Commission technique de l'alimentation, 1939, 293 p.

BOARD OF TRADE et FOX Arthur Wilson, *Cost of living in French towns : report of an enquiry by the Board of Trade into working class rents, housing and retail prices, together with the rates of wages in certain occupations in the principal industrial towns of France*, London, H.M.S.O., 1909, 430p.

BOLARD MORE Louise, *Wage earners's budgets. A study of standards and cost of living in New-York City*, New York, Henry Holt and Company (coll. « Greenwich house series of social studies-no. 1 »), 1907, 280 p.

BOSWORTH Louis Marion, BALDWIN Foy Spencer et WOMEN'S EDUCATIONAL AND INDUSTRIAL UNION (BOSTON Mass.), *The living wage of women workers: a study of incomes and expenditures of four hundred and fifty women workers in the city of Boston*, Philadelphia, The American academy of political and social science, 1911, vi-90 p.

BOUCHE Albert et DESROCHE Henri, « Les enquêtes alimentaires en France. Aperçus bibliographiques et méthodologiques », *Bulletin de l'Institut national d'hygiène*, 1953, vol. 8, n° 4, p. 705-757.

BOYD-ORR John, *Food health and income : report on a survey of adequacy of diet in relation to income*, London, Macmillan and co, limited, 1936, 71 p.

BRUNSCHVICG Cécile, *La question de l'alimentation au Ministère de l'Éducation nationale. Les Cantines scolaires*, Villeneuve-Saint-Georges, Union typographique, 1937, 84 p.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, *Conférence Internationale du Travail. Vingtième session Genève, 1936. Comptes rendus des travaux*, Genève, B.I.T., 1936, xxxiii-812 p.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, *La Comparaison internationale du coût de la vie. Étude de quelques problèmes relatifs à l'établissement de nombres-indices du coût de l'alimentation et des loyers*, Genève, Bureau international du travail (coll. « Études et documents »), 1934, vol. 20, vii-148 p.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, *Les méthodes d'enquête sur les budgets familiaux*, Genève, (coll. « Études et documents »), 1926, vol. 9, 107 p.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, *La deuxième Conférence internationale des statisticiens du travail*, Genève, 1925, 86 p.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, *Méthodes d'établissement des nombres-indices du coût de la vie. Rapport préparé pour la deuxième Conférence internationale des statisticiens du Travail (avril 1925)*, Genève, BIT (coll. « Études et documents, série N »), 1925, 68 p.

SOURCES

BUREAU OF LABOR, « Cost of living of the working classes in the principal industrial towns of France », *Bulletin of the Bureau of Labor*, 1909, vol. 19, n° 83, p. 66-87.

BUREAU OF LABOR, *Eighteenth annual report of the Commissioner of Labor. Cost of living and retail prices of food, 1903*, Washington, D. C., Government Printing Office, 1904, 865 p.

BUREAU OF LABOR STATISTICS, « Standard of living of Ford Motor Co, in Detroit », *Monthly Labor Review*, juin 1930, vol. 30, n° 6, p. 11-54.

BURNET Étienne et AYKROYD W. R., *L'Alimentation et l'hygiène publique*, Genève, Société des Nations, 1935, 155 p.

CHAPIN Robert Coit, *The standard of living among workingmen's families in New York city*, New York, Charities Publication Committee (coll. « Russell Sage Foundation [publication] »), 1909, xv-372 p.

CHEVALIER Jacques, *Monsieur le chanoine Cabanne, curé-doyen de Cérilly : nécrologie*, Moulins, Impr. bourbonnaise, 1919, 8 p.

CHOMBART DE LAUWE Paul-Henry, « Enquêtes sur les pratiques sociales alimentaires dans une population de travailleurs manuels français de l'agglomération parisienne (Recherches d'ethnographie sociale dans l'agglomération parisienne) » dans CNERNA (éd), *Les enquêtes de consommation en France*, Paris, CNRS Éditions, 1952, p. 113-126.

CNRS/CNERNA (éds), *Les enquêtes de consommation en France*, Paris, Éditions du CNRS, 1952, 157 p.

COMITÉ NATIONAL DE L'ENFANCE, *L'Alimentation de l'enfant adulte*, Paris, impr. A. Beurq, 1936, 84 p.

COMMISSION RÉGIONALE D'ÉTUDES RELATIVES AU COÛT DE LA VIE, « Procès-verbal de la 2^e séance tenue à Strasbourg le mardi 22 mars 1921 à 15 heures », *Office de Statistique d'Alsace et de Lorraine. Comptes rendus statistiques*, 1921, 3^e année, Fascicule 5, p. 26-40.

COMMISSION RÉGIONALE D'ÉTUDES RELATIVES AU COÛT DE LA VIE, « Procès-verbal de la 1^{ère} séance tenue à Strasbourg le 14 octobre 1920 à 18 heures », *Office de Statistique d'Alsace et de Lorraine. Comptes rendus statistiques*, 1921, 3^e année, Fascicule 5, p. 23-26.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES REPRÉSENTANTS DES SERVICES DE STATISTIQUE DU TRAVAIL, *La Conférence internationale des statisticiens du travail: rapport*, Genève, BIT (coll. « Études et documents, série N »), 1924, 77 p.

[DE V. C.] DE VILLE-CHABROLLE, « Coût de la vie - Comptes rendus », *Bulletin de la statistique générale de la France*, octobre 1911, vol. 1, fascicule 1, p. 53-60.

DELAHACHE Georges (éd), *Les débuts de l'administration française en Alsace et en Lorraine / documents recueillis et publiés, avec un avant-propos par Georges Delahache*, Paris, Hachette, 1921, xvi-331 p.

DREYFUS SÉE Germaine, « Les Cantines scolaires en France », *Revue médico-sociale et de protection de l'enfance*, 1938, vol. 6, n° 5, p. 406-414.

[DUGÉ] DE B[ERNONVILLE], « Enquête sur les salaires et le coût de la vie en 1916 », *Bulletin de la Statistique générale de la France*, juillet 1917, vol. 4, n° 4, p. 387-404.

DUGÉ DE BERNONVILLE Léopold, *Enquête sur les conditions de la vie ouvrière ou rurale en France en 1913-1914*, Paris, Alcan, 1919, 100 p.

DUGÉ DE BERNONVILLE Léopold, « Enquête sur les conditions de la vie ouvrière et rurale en France en 1913-1914 (2^e partie : Dépenses) », *Bulletin de la Statistique générale de la France*, 1917, vol. 6, n^o 2, p. 185-221.

DUGÉ DE BERNONVILLE Léopold, « Enquête sur les conditions de la vie ouvrière et rurale en France en 1913-1914 (1^{ère} partie : revenus) », *Bulletin de la Statistique générale de la France*, 1916, vol. 6, n^o 1, p. 85-108.

DUGÉ DE BERNONVILLE Léopold, « Budgets de familles en divers pays », *Bulletin de la Statistique générale de la France*, avril 1914, vol. 3, n^o 3, p. 297-336.

DUHAMEL Georges, *Scènes de la vie future*, Paris, Mercure de France, 1930, 218 p.

DUMONT Pierre, *Annuaire Dumont. Département de la Haute-Vienne.*, Limoges, impr. de P. Dumont, 1904.

FRANKLIN Alfred, *Guide des savants, des littérateurs et des artistes dans les bibliothèques de Paris*, Paris-Leipzig, Welter, 1908, 238 p.

FRÉCHET Maurice et HALBWACHS Maurice, *Le Calcul des probabilités à la portée de tous*, Paris, Dunod, 1924, xi-297 p.

FROLLO Jean, « Budgets d'ouvriers », *Le Petit Parisien*, 14 août 1908 p. 1.

GIRARD Alain, « Les conditions d'existence des familles. Les budgets familiaux en 1946 », *Population*, 1948, vol. 3, n^o 1, p. 11-46.

GIRARD Alain, « Les conditions d'existence des familles. La ration alimentaire dans les ménages sans enfant et dans les familles de trois enfants en mars-avril et en juin-juillet 1946 », *Population*, 1947, vol. 2, n^o 4, p. 705-720.

GRANDEAU Louis, « Coup d'oeil sur les enquêtes diététiques aux États-Unis d'Amérique », *Revue de la Société scientifique d'hygiène alimentaire et de l'alimentation rationnelle de l'homme*, 1904, vol. 1, n^o 1, p. 1-17.

HALBWACHS, « Une théorie expérimentale du salaire », *Revue philosophique*, 1932, cxiv, p. 321-363.

HALBWACHS Maurice, « Genre de vie », *Revue d'économie politique*, février 1939, p. 439-455.

HALBWACHS Maurice, « The New Survey of London life and labour (Vol V-IX) », *Annales sociologiques*, 1937, fascicule 2, p. 111-112.

HALBWACHS Maurice, « Note sur les enquêtes par budgets de famille », *Annales sociologiques*, 1937, fascicule 2, p. 137-142.

HALBWACHS Maurice, « L'alimentation des travailleurs », *Annales d'histoire économique et sociale*, 1937, vol. 44, n^o 9, p. 205-207.

HALBWACHS Maurice, *Projet d'enquête sur le chômage et les budgets ouvriers exposé par M. Halbwachs le 6 février 1935*, Institut Scientifique de recherches économiques et sociales, 1935.

SOURCES

HALBWACHS Maurice, « L'évolution des besoins dans les classes ouvrières (Paris, 1933) », *Annales sociologiques*, 1934, fascicule 1, p. 270-273.

HALBWACHS Maurice, « [Budgets de familles ouvrières, en Allemagne et aux États-Unis] », *Bulletin de l'Institut français de sociologie*, 1933, vol. 3, n° 2, p. 51-70 [+ discussion p. 70-83].

HALBWACHS Maurice, « Budgets de famille [note de lecture sur deux ouvrages allemands] », *Annales d'histoire économique et sociale*, 1933, vol. 5, n° 20, p. 184-186.

HALBWACHS Maurice, *L'Évolution des besoins dans les classes ouvrières*, Paris, Félix Alcan (coll. « Nouvelle Bibliothèque économique »), 1933, xii-164p.

HALBWACHS Maurice, « Les budgets de familles ouvrières aux États-Unis », *Bulletin de la Statistique générale de la France*, juin 1931, vol. 20, n° 3, p. 395-430.

HALBWACHS Maurice, « La statistique et les sciences sociales en France » dans Josef Cada (éd), *La France d'aujourd'hui. Livre de lectures à l'usage de l'École des Hautes Études Commerciales de Prague*, Praha, Spolek posluchacu komercního inženýrství, 1931, p. 272-286.

HALBWACHS Maurice, *Les Cadres sociaux de la mémoire*, Paris, Félix Alcan, 1925, xii-404 p.

HALBWACHS Maurice, « Revenus et dépenses de ménages de travailleurs. Une enquête officielle d'avant-guerre », *Revue d'économie politique*, février 1921, vol. 35, n° 1, p. 50-59.

HALBWACHS Maurice, « Enquête sur les conditions de vie de ménages ouvriers en France (Janvier 1921) », *Office de Statistique d'Alsace et de Lorraine. Comptes rendus statistiques*, 1921, 3^e année, Fascicule n°5, p. 40-56.

HALBWACHS Maurice, « Enquête sur les conditions de vie de ménages ouvriers en France (Mai 1921) », *Office de Statistique d'Alsace et de Lorraine. Comptes rendus statistiques*, 1921, 3^e année, Fascicule n°5, p. 57-65.

HALBWACHS Maurice, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », *Bulletin de la Statistique générale de la France*, octobre 1914, vol. 4, n° 1, p. 47-83.

HALBWACHS Maurice, *La classe ouvrière et les niveaux de vie : recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines*, Paris, Félix Alcan, 1912, xvii-495 p.

HALBWACHS Maurice, « Frédéric Engels. Philosophie, économie politique, Socialisme (contre Dürhring), traduit par Laskine (Giard et Brière) - P. Kropotkine. Champs, usines et ateliers, traduit par Leray (Stock). - Clark. Principes d'économie dans leur application aux problèmes modernes de l'industrie et de la politique moderne (Giard et Brière). - Ernest Mahaim. Des abonnements d'ouvriers sur les lignes de chemin de fer belges et leurs effets sur le régime alimentaire (Misch et Thron). - Slosse et Waxweiler. Enquête sur le régime alimentaire (Misch et Thron). - B. Seebohm Rowntree. Comment diminuer la misère? Etudes sur la Belgique, traduit par A.J.A. Hotermans, (Giard et Brière). - Nogaro et Moye. Les régimes douaniers (Colin). - Seligman. Théorie de la répercussion de l'impôt, traduit par Suret (Giard et Brière). - René Maunier. L'origine et la fonction économique des villes (Giard et Brière) », *La Revue du mois*, 1912, vol. 13, p. 114-116.

HALBWACHS Maurice, « Chapin (R. Coit), The Standard of living among workmen's families in New York City (New York, 1909) », *L'Année sociologique*, 1910, vol. 11, p. 665-671.

HALBWACHS Maurice, « Budgets de familles », *La Revue de Paris*, 1908, vol. 4, p. 534-562.

HALBWACHS Maurice, « Herzfeld (Miss Elsa). Family monographs. The history of twenty-four families living in the middle west-side of New York City », *L'Année sociologique*, 1907, vol. 10, p. 605-608.

HALBWACHS Maurice, « Les besoins et les tendances dans l'économie sociale », *Revue Philosophique*, 1905, vol. 59, p. 180-189.

HALBWACHS Maurice, « Remarques sur la position du problème sociologique des classes », *Revue de métaphysique et de morale*, 1905, p. 890-905.

HALBWACHS Maurice, « The new survey of London life and labour. Volume I. Forty years of change. Vol. II. London industries. Vol. III, Survey of social conditions. 1. The Eastern area. Vol. IV. Social survey. 1. Eastern area maps », *Annales sociologiques*, 1934, Série D. Sociologie économique, n° 1, p. 231-233.

HALBWACHS Maurice, *Les causes du suicide. Avant-propos de Marcel Mauss*, Paris, F. Alcan, 1930, viii+520 p.

HALBWACHS Maurice, SAUVY Alfred, ULMER Henri, BOURNIER Georges et FEBVRE Lucien, *Le point de vue du nombre (1936)*, Paris, France, Institut national d'études démographiques, 2005, vi-469 p.

HARLOCK Miss G., *Report to the Royal Commission of the Poor Laws and Relief of Distress on an Inquiry in Certain Unions into Cases of Refusal of Out-Relief*, London, Printed for His Majesty's Stationary Service, 1910, 88 p.

HOFFHERR René et MORIS Roger, *Revenus et Niveaux de vie indigènes au Maroc*, Paris, Libr. du Recueil Sirey, 1934, 245 p.

HUBER Michel, « Le service d'observation des prix », *Journal de la Société française de statistique*, 1926, vol. 67, p. 411-426.

H[UBER] M[ichel], « Commission d'études relatives à la physiologie du travail professionnel, aux conditions de l'existence, aux aptitudes professionnelles et à leur formation dans les familles ouvrières et paysannes », *Bulletin de la Statistique générale de la France*, juillet 1913, vol. 2, n° 4, p. 386-389.

INTERNATIONAL LABOUR OFFICE, *Edward Phelan and the ILO: Life and views of an international social actor*, Geneva, International Labour Office, 2009, 328 p.

INTERNATIONAL LABOUR OFFICE, *Workers' nutrition and social policy*, Geneva, ILO (coll. « Studies and reports »), 1936, vii-174 + appendices.

JAURÈS Jean, *Études socialistes*, Paris, P. Ollendorff, 1902, lxxiii-274 p.

JULIN Armand, « Résultats principaux d'une enquête sur les budgets d'ouvriers et d'employés en Belgique (1928-1929) », *Bulletin de l'Institut international de statistique*, 1935, vol. 28, n° 2, p. 516-559.

JULIN Armand, « Principaux résultats d'une enquête sur les budgets d'ouvriers et d'employés en Belgique (1928-1929) », *Revue du Travail*, 1934, p. 379-397.

KRACAUER Siegfried, *Les employés : aperçus de l'Allemagne nouvelle, 1929*, traduit par Claude Orsoni, Nouvelle éd. revue et Augmentée, Paris, les Belles lettres (coll. « Le goût des idées »), 2012, xx-145 p.

SOURCES

LANDOUZY Louis, LABBÉ Marcel et LABBÉ Henri, *Hygiène sociale. Enquête sur l'alimentation d'une centaine d'ouvriers et d'employés parisiens, ce qu'elle est : irraisonnée, insuffisante, insalubre, dispendieuse ; ce qu'elle pourrait être : rationnelle, suffisante, salubre, économique ; enquête présentée à la IV^e section du Congrès international de la tuberculose (2-7 octobre 1905)*, Paris, Masson, 1905, 71 p.

LE PLAY Frédéric, *Les Ouvriers européens. Études sur les travaux, la vie domestique et la condition morale des populations ouvrières de l'Europe, précédées d'un exposé de la méthode d'observation*, Paris, Imp. Impériale, 1855, 301 p.

LEAGUE OF NATIONS, *The problem of Nutrition. Vol. 1. Interim report of the mixed committee on the problem of nutrition*, Genève, League of Nations (coll. « II. Economic and Financial »), 1936, 96 p.

LEAGUE OF NATIONS, « The economic depression and Public Health, Memorandum prepared by the Health Section », *Quarterly Bulletin of the Health Organisation*, 1932, vol. 1, n° 3, p. 425-476.

LESIEUR André et ARLOING Ferdinand, « Le dispensaire antituberculeux de Lyon », *Bulletin de l'Alliance d'Hygiène Sociale*, 1907, p. 366-378.

LETELLIER Gabrielle, *Dépenses des chômeurs et valeur énergétique de leur alimentation d'après les budgets de 265 familles. Avant propos de Charles Rist*, Paris, Sirey, 1949, vol. III, xx-239 p.

LETELLIER Gabrielle, PERRET Jean, ZUBER Henri-Ernest et DAUPHIN-MEUNIER A., *Le Chômage en France de 1930 à 1936. Avant-propos de Charles Rist*, Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1938, vol. 1, 331 p.

LEVY Gaston, « Rapport présenté au nom du Comité de statistique le 10 avril 1920 » dans Ministère du Travail (éd), *Commission centrale d'études relatives au coût de la vie (instituée par décret du 19 février 1920). Compte rendu des travaux au cours de l'année 1920*, Paris, Imprimerie Nationale, 1921, p. 611-620.

LÉVY-BRUHL R., « Méthodes d'enquête auprès des familles et quelques cas d'application étudiés par l'INSEE » dans CNERNA (éd), *Les enquêtes de consommation en France*, Paris, CNRS Éditions, 1952, p. 101-112.

LOPES Paula R., « The economic depression and public health », *International Labour Review*, 1934, p. 784-811.

McCOLLUM Elmer Verner, *The Newer Knowledge of Nutrition : the Use of Food for the Preservation of Vitality and Health*, New York, Macmillan, 1918, viii-199 p.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, *Commission centrale d'études relatives au coût de la vie (instituée par décret du 19 février 1920). Compte rendu des travaux au cours de l'année 1920*, Paris, Imprimerie Nationale, 1921, 635 p.

MINISTÈRE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE. STATISTIQUE GÉNÉRALE DE LA FRANCE, *Salaires et coût de l'existence à diverses époques, jusqu'en 1910*, Paris, Impr. nationale, 1911, 527 p.

NEILL Charles Patrick, *Report on condition of woman and child wage-earners in the United States.*, Washington, Govt. print. off. (coll. « 61st Cong., 2d sess. Senate. Doc. 645 »), 1910, 19 volumes.

NIXON James Williams, « Committee on Family Budgets. Preliminary report. Rapport présenté à la XXIII^e Session de l'Institut International de Statistique, d'Athènes », *Bulletin de l'Institut international de statistique*, 1937, vol. 29, n° 3, p. 223-239.

NIXON J.W., « On Family Budgets with Special Reference to International Comparisons. Communication à la XXI^e Session de l'Institut international de statistique, Mexico 1933 », *Bulletin de l'Institut international de statistique*, 1934, vol. 27, n^o 2, p. 572-589.

OFFICE DU TRAVAIL, *Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la lingerie*, Paris, Impr. nationale, 1911, vol. IV, Rhône, Loire, Isère, Bouches-du-Rhône, Gard, Hérault, Aude, Haute-Garonne, 454 p.

QUALID William, « Le mouvement des prix en Alsace-Lorraine d'Avril 1922 à Décembre 1922 », *Comptes rendus de l'Office de statistiques d'Alsace-Lorraine*, 1923, n^o 6- 7, p. 81-87.

QUALID William, « Le mouvement des prix en Alsace-Lorraine Décembre 1922 à Septembre 1923 », *Comptes rendus de l'Office de statistiques d'Alsace-Lorraine*, 1923, n^o 8- 9, p. 44-50.

RANDOIN Lucie, « L'Institut scientifique d'hygiène alimentaire et l'école de diététique de Paris », *Les Cahiers de l'Enfance*, 1956, vol. 28, p. 29-38.

RANDOIN Lucie, *Vues actuelles sur le problème de l'alimentation. Tables de composition des aliments mentionnant les teneurs en substances énergétiques, en éléments minéraux et en vitamines, les valeurs et le sens de l'équilibre acidité-alcalinité, les valeurs du rapport calcium-phosphore*, Paris, Hermann (coll. « Actualités scientifiques et industrielles »), 1937, 125 p.

RANDOIN Lucie, « Le questionnaire des Enquêtes familiales établi par Mme L. Randoin, Secrétaire général des Enquêtes nationales sur l'Alimentation, en mars 1937 », *Bulletin de la société scientifique d'hygiène alimentaire et d'alimentation rationnelle*, 1937, supplément aux n^o7, 8, 9 et 10, p. 245-260.

RANDOIN Lucie et LE GALLIC Pierre, « Méthodes et résultats des enquêtes sur la consommation alimentaire française d'avant-guerre (1937-1938-1939). Mesures prises et réalisations effectuées à la suite de ces enquêtes. Avec la collaboration des enquêteurs-chefs: Georges Duchêne, Alfred Marc et Yvonne Perraud » dans CNRS/CNERNA (ed.), *Les enquêtes de consommation alimentaire en France*, Paris, CNRS, 1952, p. 19-57.

RANDOIN Lucie, LE GALLIC Pierre, CAUSERET Jean et DUCHÊNE Georges, *Les Rations alimentaires équilibrées*, Paris, France, J. Lanore, 1951, 55 p.

RANDOIN Lucie, LE GALLIC Pierre et CAUSERET Jean, *Tables de composition des aliments ; précédées des normes de l'alimentation humaine ; et suivies des Tables de composition des principaux groupes de produits alimentaires à la production*, Paris, France, Jacques Lanore, 1947, 123 p.

RIVET (ed.), *Les indices du coût de la vie en France*, Paris, Impr. nationale, 1941, 74 p.

ROWNTREE Benjamin Seebohm, *Comment diminuer la misère. Études sur la Belgique. Traduit de l'anglais par A.-J.-A. Hotermans*, traduit par A. J. A. Hotermans, Paris, V. Giard et E. Brière, 1910, xv-652 p.

ROWNTREE Benjamin Seebohm, *Land and labour, lessons from Belgium*, London, Macmillan, 1910, 633 p.

ROWNTREE Benjamin Seebohm, *Poverty, a study of town life, by B. Seebohm Rowntree*, London, Macmillan, 1901.

SAUVY Alfred, « Statistique générale et service national de statistique de 1919 à 1944 », *Journal de la Société de statistique de Paris*, 1975, vol. 116, p. 34-43.

SOURCES

SAUVY Alfred, « Historique de la comptabilité nationale », *Economie et Statistique*, 1970, vol. 14, n° 1, p. 19-32.

SAUVY Alfred, « Les prix. Réglementation, attitudes, observation » dans *Histoire économique de la France entre les deux guerres (1918-1931)*, Paris, Fayard, 1965, vol. 4/1, p. 314-330.

SAUVY Alfred, « Bilan général de la crise. Prix, salaires, revenus. » dans *Histoire économique de la France entre les deux guerres (1918-1931)*, Paris, Fayard, 1965, vol. 4/1, p. 126-137.

SERVILLE Yvonne, « Les enquêtes alimentaires de 1953 à 1964 (Aperçu bibliographique) », *Bulletin de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale*, 1965, vol. 20, n° 3, p. 257-288.

SIMIAND François, *Le salaire des ouvriers des mines de charbon en France : contribution à la théorie économique du salaire*, Paris, É. Cornély & Cie, 1907, 520 p.

SIMIAND François, « BOOTH (Charles). - Life and labour of the people in London. 1st Series : Poverty [2e edit., 4 vol.]. 2^d Series : Industry [2^d edit., 5 vol.]. 3^d Series: Religious influences [7 vol.]. Final volume : Notes on social influences and conclusion. (Vie et travail du peuple à Londres.) Londres, Macmillan, 1902-1903, 17 vol. in-8°. », *L'Année sociologique*, 1904, vol. 1902-1903, 7^e année, p. 606-611.

SIMIAND François, « ROWNTREE (B. Seebhom). - Poverty. A study of town life, (Pauvreté, Étude de vie urbaine). London, Macmillan, 1902, xix-426 p. in-18. », *L'Année sociologique*, 1904, vol. 1902-1903, 7^e année, p. 611-613.

SIMIAND François, « Grotjahn (Alfred). – Über Wandlungen in der Volksernährung (Sur les changements de l'alimentation populaire). Staats-und socialwissenschaftliche Forschungen, herausgegeben von G. Schmoller, XX, 2, Leipzig, Duncker et Humblot, 1902, 72 p. in° 8 », *L'Année sociologique*, 1903, 6^e année, p. 512-514.

SIMIAND François, « B. Classes sociales », *L'Année sociologique*, 1899, n° 1897-1898, 2^e année, p. 472-486.

SMOOT Reed, *Digest of report of British Board of Trade on cost of living in the principal industrial towns of the United States. Comparative summary of reports of the British Board of Trade on cost of living in the principal industrial towns of England and Wales, Germany, France, Belgium and the United States...*, Washington, government printing office, 1911, 74 p.

SOCIÉTÉ DES NATIONS, *Étude sur les politiques nationales de l'alimentation, 1937-38*, Genève, Société des Nations (coll. « Questions économiques et financières »), 1938, 126 p.

SOCIÉTÉ SCIENTIFIQUE D'HYGIÈNE ALIMENTAIRE ET D'ALIMENTATION RATIONNELLE DE L'HOMME, « Assemblée générale ordinaire du 26 novembre 1936 », *Bulletin de la Société scientifique d'hygiène alimentaire*, 1937, xxv, supplément aux n°7, 8, 9 et 10, p. 14-35.

STAEHLE H., « Une enquête internationale sur les coûts de la vie », *Revue internationale du Travail*, septembre 1932, vol. 26, n° 3, p. 321-373.

WILLIAMS Faith M. et ZIMMERMAN Carle C., *Studies of Family Living in the United States and Other Countries: An Analysis of Material and Method*, United States Department of Agriculture., Washington, D. C., (coll. « Miscellaneous Publications »), 1935, vol. 223, 617 p.

WOODBURY Robert Morse, *Methods of Family Living Studies. Income - Expenditure - Consumption*, London, ILO (coll. « Studies and Reports, Series N (Statistics) »), 1940, vi-144 p.

ZIMMERMAN Carle C., « Ernst Engel's Law of Expenditures for Food », *The Quarterly Journal of Economics*, 1932, vol. 47, n° 1, p. 78-101.

« Les conditions d'existence des familles. Les dépenses de 1.080 familles en mars et en juin 1946 », *Population*, 1947, vol. 2, n° 2, p. 243-266.

« Les conditions d'existence des familles. Les dépenses de 939 familles de militaires, en novembre 1946 », *Population*, 1947, vol. 2, n° 3, p. 421-449.

« Laboratoire de Physiologie (1937) », *Bulletin de la Société scientifique d'hygiène alimentaire*, 1938, xxvi, n° 3-4, p. 83-96.

« Comité national de l'Alimentation », *Bulletin de la Société scientifique d'hygiène alimentaire*, 1936, vol. 24, p. 326-337.

Die Lebenshaltung von 2.000 Arbeiter -, Angestellten - und Beamtenhaushaltungen. Erhebungen von Wirtschaftsrechnungen im Deutschen Reich vom Jahre 1927-28. Einzelschriften zur Statistik des deutschen Reichs, Berlin, 1932, vol. Teil I, Gesamtergebnisse. Teil II, Einzelhaushaltungen.

« Coût de la vie », *Bulletin de la Statistique générale de la France*, janvier 1912, vol. 1, n° 2, p. 159-160.

« Coût de la vie », *Bulletin de la Statistique générale de la France*, juillet 1913, vol. 2, n° 4, p. 362-370.

« Enquête sur les conditions de la vie des instituteurs » dans *Manuel général de l'Instruction Primaire. Journal hebdomadaire des instituteurs*, Paris, Hachette, 1902, p. 257-272.

BIBLIOGRAPHIE

ALBERT Anaïs, « Le crédit à la consommation des classes populaires à la Belle Époque. Invention, innovation ou reconfiguration ? », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2012, vol. 67, n° 4, p. 1049-1082.

AMAURY Francine, *Histoire du plus grand quotidien de la IIIe République, Le Petit Parisien*. Préface de Pierre Renouvin, Paris, Presses universitaires de France, 1972, vol. 2 «Le Petit Parisien, instrument de propagande au service du Régime", p. 656-1351.

ARBORIO Anne-Marie, COHEN Yves et FOURNIER Pierre (éds), *Observer le travail : histoire, ethnographie, approches combinées*, Paris, La Découverte (coll. « Recherches »), 2008, 351 p.

ARONSON Naomi, « Nutrition as a Social Problem: A Case Study of Entrepreneurial Strategy in Science », *Social Problems*, June 1982, vol. 29, n° 5, p. 474-487.

BACIOCCHI Stéphane, « Livres et lectures de Robert Hertz » dans Centre d'études franco-provençales (ed.), *Hertz. Un homme, un culte et la naissance de l'ethnologie alpine. Actes de la Conférence annuelle du CEFP, Cogne, 10 novembre 2012*, Aoste, Région Autonome Vallée d'Aoste, 2013, p. 19-44.

BACIOCCHI Stéphane et COTTEREAU Alain, « Le Play & Co. Le collectif d'enquête des Ouvriers européens, 1855-1867 », communication au séminaire EHESS "Enquête sur les enquêtes ouvrières", Paris, 3 avril 2015.

BACIOCCHI Stéphane et DAVID Jérôme, « Esquisse pour une autre anthropologie », *Les Études sociales*, 2006 2005, vol. 142-143-144.

BARONA Josep Lluís, *The problem of nutrition: experimental science, public health and economy in Europe, 1914-1945*, Brussels, P.I.E. Peter Lang, 2010, 163 p.

BARONA Josep Lluís, « International Organisations and the development of a physiology of nutrition during the 1930s », *Food and History*, 2008, vol. 6, n° 1, p. 133-166.

BARONA VILAR Josep Lluís, « Nutrition and Health. The International Context During the Inter-war crisis », *Social History of Medicine*, 2007, vol. 20, n° 1, p. 87-105.

BARRIÈRE Jean-Paul, « Les Commissions sur le coût de la vie dans le Nord au cours des années 1920: embryon d'arbitrage ou alibi patronal? » dans Serge Dauchy, Bruno Dubois, Farid Lekéal et Véronique Demars-Sion (éds), *Histoire, Justice et Travail. Actes du colloque international 4, 5 et 6 décembre 2003*, Lille, Centre d'histoire judiciaire, 2005, p. 361-379.

BARZMAN John, « Entre l'émeute, la manifestation et la concertation: la "crise de la vie chère" de l'été 1919 au Havre », *Le Mouvement social*, 1995, n° 170, p. 61-84.

BASTIEN Hervé, *Archives du Président Henri Queuille- Inventaire*, s.l., Archives de France, 1989, 56 p.

BATTAGLIOLA Françoise, « Femmes auteurs de monographies ouvrières », *Les Études sociales*, 2003, vol. 138, p. 55-72.

- BÉLIARD Yann, « Les enquêtes de la Société fabienne sur la vie ouvrière (Grande-Bretagne, 1884-1914) » dans Éric Geerkens, Nicolas Hatzfeld, Isabelle Lespinet et Xavier Vigna (éds), *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine. Entre pratiques scientifiques et passions politiques*, Paris, La Découverte (coll. « Recherches »), 2019, p. 80-97.
- BERLIVET Luc, « Between Expertise and Biomedicine: Public Health Research in France after the Second World War », *Medical History*, octobre 2008, vol. 52, n° 4, p. 471-492.
- BESNARD Philippe, « La formation de l'équipe de l'Année sociologique », *Revue française de sociologie*, 1979, vol. 20, n° 1, p. 7-31.
- BLAVIER Pierre, « Les réaménagements de la consommation en contexte de récession », *Revue française de sociologie*, 2018, vol. 59, n° 1, p. 7-36.
- BODÉ Gérard, « À la recherche de l'Arlésienne : l'enseignement commercial en France (1800-1940) », *Histoire de l'éducation*, décembre 2012, n° 136, p. 43-89.
- BOLTANSKI Luc, « Taxinomies populaires, taxinomies savantes: Les objets de consommation et leur classement », *Revue française de sociologie*, janvier 1970, vol. 11, n° 1, p. 34-44.
- BONNECASE Vincent, « Avoir faim en Afrique occidentale française : investigations et représentations coloniales (1920-1960) », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, avril 2010, n° 21, p. 151-174.
- BONZON Thierry, « Consumption and total warfare in Paris (1914-1918) » dans Frank Trentmann et Just Flemming (eds.), *Food and Conflict in Europe in the Age of the Two World Wars*, Basingstoke New York, Palgrave Macmillan, 2006, p. 49-64.
- BONZON Thierry, « Feeding the cities » dans Jean-Louis Robert et Jay Winter (eds.), *Capital Cities at War, London, Paris, Berlin 1914-1919*, traduit par Belinda Davis, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, vol. 1, p. 305-341.
- BONZON Thierry, « La société, l'État et le pouvoir local : l'approvisionnement à Paris, 1914-1918 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 1996, n° 183, p. 11-28.
- BOROWY Iris, « La Société des nations, la crise des années 1930 et la santé », *Les Tribunes de la santé*, octobre 2010, n° 36, p. 21-27.
- BOROWY Iris, *Coming to terms with world health : the League of Nations Health Organisation 1921-1946*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 2009, 510 p.
- BOROWY Iris, « Crisis as opportunity: international health work during the economic depression », *Dynamis*, 2008, vol. 28, p. 29-51.
- BOUCHET Thomas, GACON Stéphane, JARRIGE François, NÉRARD François-Xavier et VIGNA Xavier (éds), *La gamelle et l'outil: manger au travail en France et en Europe de la fin du xviii^e siècle à nos jours*, Nancy, Arbre bleu éditions, 2016, 367 p.
- BOUGLÉ Célestin, *Sociologie et action politique. Édition établie et présentée par Thomas Hirsch*, Paris, EHESS (coll. « Audiographie »), 2019, 186 p.
- BOULAT Régis, « "Nous sommes aux bords d'un univers statistique quasiment inconnu" : le CRÉDOC et la quantification de la consommation (France, années 1950) », *Les Études Sociales*, août 2019, n° 169, n° 1, p. 153-175.

BOUQUET Brigitte, « La professionnalisation du service social (1900-1939) : de la naissance dans le creuset philanthropique à l'intégration des politiques sociales » dans Colette Bec, Catherine Duprat et Jean-Noël Luc (éds), *Philanthropies et politiques sociales en Europe (xviii^e-xx^e siècles)*, Anthropos, Paris, 1994, p. 213-224.

BOUQUET Brigitte et GARCETTE Christine, « Les premières écoles de service social (1908-1938) : un atout majeur pour la professionnalisation des assistantes sociales », *Vie sociale*, 1995, vol. 1-2, n° spécial, p. 3-24.

BRIGGS Asa, *Social thought and social action : a study of the work of Seebohm Rowntree, 1871-1954*, London, Longmans, 1961, 371 p.

BRUEGEL Martin, « Un distant miroir. La campagne pour l'alimentation rationnelle et la fabrication du "consommateur" en France au tournant du xx^e siècle », *Actes de la recherche en sciences sociales*, septembre 2013, n° 199, p. 28-45.

BURNETT John, « Les enquêtes sur l'alimentation et la mesure de la pauvreté (1790-1945) » dans Jacques Carré et Jean-Paul Révauger (éds), *Ecrire la pauvreté. Les enquêtes sociales britanniques aux xix^e et xx^e siècles*, Paris, L'Harmattan (coll. « Logiques sociales »), 1995, p. 145-170.

CARPENTER Kenneth J., « The Work of Wallace Aykroyd: International Nutritionist and Author », *The Journal of Nutrition*, 2007, vol. 137, n° 4, p. 973-979.

CARRUPT Roland, « Fernand Maurette (1878-1937), de la géographie économique à l'expertise internationale » dans Pascal Clerc et Marie-Claire Robic (éds), *Des géographes hors-les-murs ? Itinéraires dans un Monde en mouvement (1900-1940)*, Paris, L'Harmattan, 2015, p. 69-107.

CAYET Thomas, « Le "Planning" comme organisation du travail ? Une interrogation sur les études économiques du BIT dans les années 1930 » dans *L'Organisation internationale du travail : Origine - développement - Avenir*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (coll. « Pour une Histoire du travail »), 2011, p. 79-88.

CHARLE Christophe, « Les normaliens et le socialisme » dans Madeleine Rebérioux et Gilles Candar (éds), *Jaurès et les intellectuels*, Éditions de l'Atelier/ Éditions ouvrières, Paris, 1994, p. 133-168.

CHATRIOT Alain et FONTAINE Marion, « Contre la vie chère », *Cahiers Jaurès*, décembre 2008, n° 187-188, p. 97-116.

CHATRIOT Alain, HILTON Matthew et CHESSEL Marie-Emmanuelle (éds), *Au nom du consommateur : consommation et politique en Europe et aux États-Unis au xx^e siècle*, Paris, la Découverte (coll. « L'espace de l'histoire »), 2004, 423 p.

CHESNAIS Jean-Claude, « La population des bacheliers en France. Estimation et projection jusqu'en 1995 », *Population*, 1975, vol. 30, n° 3, p. 527-550.

CHESSEL Marie-Emmanuelle, *Histoire de la consommation*, Paris, Éd. la Découverte (coll. « Repères »), 2012, 126 p.

CHEVANDIER Christian, *Infirmières parisiennes : 1900-1950, émergence d'une profession*, Paris, Publications de la Sorbonne (coll. « Histoire contemporaine »), 2011, 310 p.

CHRISTEN-LÉCUYER Carole, « Les premières étudiantes de l'Université de Paris », *Travail, genre et sociétés*, 2000, vol. 2, n° 4, p. 35-50.

CONCIALDI Pierre, « Les budgets de référence : un nouveau repère dans le débat public sur la pauvreté », *La Revue de l'IRE*, 2014, vol. 82, n° 3, p. 3-36.

COTTEREAU Alain, « La tuberculose : maladie urbaine ou maladie de l'usure au travail ? Critique d'une épidémiologie officielle : le cas de Paris », *Sociologie du travail*, 1978, vol. 20, n° 2, p. 192-224.

COTTEREAU Alain et BACIOCCHI Stéphane, « Observer l'inobservable dans un budget de famille ouvrière. L'expérimentation de F. Le Play auprès de Francesca à Vienne (Autriche), mai-juin 1853 » dans Éric Geerkens, Nicolas Hatzfeld, Isabelle Lespinet et Xavier Vigna (éds), *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine. Entre pratiques scientifiques et passions politiques*, Paris, La Découverte (coll. « Recherches »), 2019, p. 368-386.

COTTEREAU Alain et GRIBAUDI Maurizio, *Précarités, cheminements et formes de cohérence sociale au XIXe siècle*, Paris, MIRE, 1999, 176 p.

COTTEREAU Alain et MARZOK Mokhtar Mohatar, *Une famille andalouse : ethnocomptabilité d'une économie invisible*, Saint-Denis, Bouchène, 2012, 354 p.

CRAIG John, « Maurice Halbwachs à Strasbourg », *Revue française de Sociologie*, traduit par Martine Burgos, 1979, vol. 20, n° 1, p. 273-292.

CRAPUCHET Simone, « Qui étaient-elles et qui sont-elles? 1905-1976 (1) », *Vie sociale*, 1987, n° 8, p. 417-442.

CUTHBERTSON D. P., « LORD BOYD ORR (23 September 1880 to 25 June 1971) », *British Journal of Nutrition*, 1972, vol. 27, n° 1, p. 1-5.

DAB Sandra, « Bienfaisance et socialisme au tournant du siècle : la Société des visiteurs, 1898-1902 » dans Christian Topalov (éd), *Laboratoires du nouveau siècle : la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Éd. de l'EHESS (coll. « Civilisations et Sociétés »), 1999, p. 219-235.

DAUMAS Jean-Claude, *La Révolution matérielle. Une histoire de la consommation, France XIX^e-XXI^e siècle*, Paris, Flammarion (coll. « Au fil de l'histoire »), 2018, 593 p.

DEPECKER Thomas, « Réforme des conduites et formations de diététique après la Seconde Guerre mondiale » dans Géraldine Comorretto, Anne Lhuissier et Aurélie Maurice (éds), *Quand les cantines se mettent à table... Commensalité et identité sociale*, Paris, Éditions Quae/Educagri éditions (coll. « Sciences en partage »), 2020, p. 121-137.

DEPECKER Thomas, « L'alimentation rationnelle des corps au travail. Cheval de trait et budget ouvrier à Paris dans le second XIX^e siècle » dans Thomas Bouchet, Stéphane Gacon, François Jarrige, François-Xavier Nérard et Xavier Vigna (éds), *La gamelle et l'outil. Manger au travail en France et en Europe de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Nancy, Arbre bleu éditions, 2016, p. 143-160.

DEPECKER Thomas, *La loi des Tables. Quantification du besoin alimentaire et réforme des conduites de vie XIX^e-XX^e siècles*, Thèse de sociologie, EHESS, Paris, 2014, 800 p.

DEPECKER Thomas et LHUISSIER Anne, « La reconfiguration des enquêtes et des normes alimentaires en France : le service nutrition de l'Institut national d'hygiène », *Sciences sociales et santé*, juin 2016, vol. 34, n° 2, p. 5-36.

BIBLIOGRAPHIE

DESABIE Jacques, « Les enquêtes sur les conditions de vie des ménages » dans Joëlle Affichard (éd), *Pour une histoire de la statistique*, Paris, Economica / INSEE, 1987, vol. 2. Matériaux, p. 253-286.

DESABIE Jacques et REMP Jean-Michel, *Enquêtes sur les budgets familiaux en France*, Luxembourg, OSCE, 1965, vol. Statistiques sociales, série spéciale, no 6, Budgets familiaux.

DESROSIÈRES Alain, « L'opposition entre deux formes d'enquête : monographie et statistique » dans *Pour une sociologie historique de la quantification : L'Argument statistique I*, Paris, Presses des Mines (coll. « Sciences sociales »), 2013, p. 143-151.

DESROSIÈRES Alain, « The part in relation to the whole : how to generalise ? The prehistory of representative sampling » dans Martin Bulmer, Kevin Bales et Kathryn Kish Sklar (eds.), *The Social Survey in Historical Perspective 1880-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011, p. 217-244.

DESROSIÈRES Alain, « Du travail à la consommation : l'évolution des usages des enquêtes sur le budget des familles », *Journal de la Société de statistique de Paris*, 2003, vol. 144, n° 1-2, p. 75-111.

DESROSIÈRES Alain, « Éléments pour l'histoire des nomenclatures socio-professionnelles » dans Joëlle Affichard (éd), *Pour une histoire de la statistique*, Paris, Economica / INSEE, 1987, vol. 1. Contributions, p. 155-234.

DESROSIÈRES Alain, « Histoires de formes : statistiques et sciences sociales avant 1940 », *Revue française de Sociologie*, 1985, vol. 26, n° 2, p. 277-310.

DEWERPE Alain, *Le monde du travail en France, 1800-1950*, 2^e éd., Paris, A. Colin (coll. « Cursus »), 1998, 170 p.

DHERMY-MAIRAL Marine, « "Faire vibrer les cœurs à l'unisson". Célestin Bouglé et Albert Thomas, entre science et action (1920-1932) », *Les Études Sociales*, juin 2017, n° 165, n° 1, p. 31-49.

DHERMY-MAIRAL Marine, « Durkheimisme scientifique et durkheimisme d'action », *Revue française de sociologie*, décembre 2015, vol. 56, n° 4, p. 673-696.

DIDIER Emmanuel, « Counting on Relief : Industrializing the Statistical Interviewer during the New Deal », *Science in Context*, juin 2011, vol. 24, n° 2, p. 281-310.

DURAND Antonin, « Le voyage de Maurice Halbwachs à Berlin et Vienne en 1910-1911 », *Genèses*, mars 2018, n° 110, p. 115-132.

FABIANEK John et FOURNIER Paul, « Lucie Randoïn (1885-1960) - A biographical sketch », *The Journal of nutrition*, 1967, vol. 91, p. 1-8.

FABRE R., « Nécrologie, Lucie Randoïn », *Bulletin de l'académie nationale de médecine*, 1960, vol. 144, n° 27-28, p. 638-643.

FLONNEAU Jean-Marie, « Crise de vie chère et mouvement syndical 1910-1914 », *Le Mouvement Social*, 1970, vol. 72, Jul-Sep, p. 49-81.

GACON Stéphane (éd), « L'alimentation au travail depuis le milieu du XIX^e siècle », *Le Mouvement Social*, juin 2014, vol. 247, 189 p.

GARDEY Delphine, *La dactylographe et l'expéditionnaire : histoire des employés de bureau, 1890-1930*, Paris, Belin, 2001, 335 p.

- GARDEY Delphine, « Histoires de pionnières », *Travail, genre et sociétés*, 2000, vol. 2, n° 4, p. 29-34.
- GARDEY Delphine, « Sténo-dactylographe : de la naissance d'une profession à sa féminisation 1883-1930 », *Les Cahiers du Mage*, 1995, vol. 1, p. 53-61.
- GEERKENS Éric, HATZFELD Nicolas, LESPINET Isabelle et VIGNA Xavier (éds), *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine. Entre pratiques scientifiques et passions politiques*, Paris, La Découverte (coll. « Recherches »), 2019, 455 p.
- GILLARD Lucien et ROSIER Michel (éds), *François Simiand, 1873-1935 : sociologie, histoire, économie*, Amsterdam [Paris], Éd. des Archives contemporaines (coll. « Ordres sociaux »), 1996, 342 p.
- GILLES Léopold, COVOLO Chloé, CONCIALDI Pierre et MATH Antoine, *Budgets de référence ONPES. Étude réalisée à la demande de l'Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale (ONPES)*, Paris, CREDOC/IRES, 2014, 161 p.
- GRANDJEAN Martin, *Les cours universitaires de Davos 1928-1931. Au centre de l'Europe intellectuelle*, Lausanne, UNIL, (« Mémoire de Master 2 Université de Lausanne, Faculté des lettres, sous la direction de François Valloton et Bertrand Müller »), 2011, 139 p.
- GRIGNON Christiane, « Alimentation et régions », *Cahiers de nutrition et de diététique*, 1986, vol. 21, n° 5, p. 381-389.
- GRIGNON Claude, « Les enquêtes sur la consommation et la sociologie des goûts », *Revue économique*, 1988, vol. 39, n° 1, p. 15-32.
- HALBWACHS Maurice, *Écrits d'Amérique. Édition établie et présentée par Christian Topalov*, Paris, Éd. de l'École des Hautes études en sciences sociales (coll. « En temps & lieux »), 2012, 453 p.
- HALBWACHS Maurice, *Le destin de la classe ouvrière. Textes réunis et présentés par Christian Baudelot et Roger Establet*, Paris, Presses universitaires de France (coll. « Le lien social »), 2011, 577 p.
- HALBWACHS Maurice, *Classes sociales et morphologie. Présentation de Victor Karady*, Paris, Éditions de Minuit (coll. « Le sens commun »), 1972, 463 p.
- HANSON Paul R., « The 'vie chère' riots in 1911 : traditional protests in modern garb », *Journal of Social History*, 1988, vol. 21, n° 3, p. 463-482.
- HEILBRON Johan, « Note sur l'Institut français de Sociologie (1924-1962) », *Études durkheimiennes. Bulletin d'informations*, 1983, n° 9, p. 9-14.
- HEMARDINQUER Jean-Jacques, « Essai de cartes des graisses de cuisine en France », *Annales d'histoire sociale*, 1961, vol. 16, p. 747-771.
- HERTZ Robert, *Sociologie religieuse et anthropologie : deux enquêtes de terrain, 1912-1915. Édition critique, présentation et exercices par Stéphane Baciocchi et Nicolas Mariot*, Paris, PUF (coll. « Série Mauss »), 2015, 398 p.
- HÉRY Évelyne, « Quand le baccalauréat devient mixte », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, novembre 2003, n° 18, p. 77-90.
- HIRSCH Thomas, « Une vie posthume. Maurice Halbwachs et la sociologie française (1945-2015) », *Revue française de sociologie*, 2016, vol. 57, n° 1, p. 71-96.

JACQ François, « Le laboratoire au cœur de la reconstruction des sciences en France 1945-1965 », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques. Archives*, 2005, n° 36, p. 83-105.

JACQUEMOND Louis-Pascal, *L'espoir brisé : 1936, les femmes et le Front populaire*, Paris, Belin (coll. « Collection Histoire »), 2016, 439 p.

JAISSON Marie et BAUDELLOT Christian, « Un sociologue de la complexité » dans Marie Jaisson et Christian Baudelot (éds), *Maurice Halbwachs : sociologue retrouvé*, Paris, Éditions Rue d'Ulm (coll. « Études normaliennes »), 2007, p. 9-19.

JANY-CATRICE Florence, *L'indice des prix à la consommation*, Paris, La Découverte (coll. « repères »), 2019, 126 p.

JARRIGE François et LE ROUX Thomas, « Naissance de l'enquête: les hygiénistes, Villermé et les ouvriers autour de 1840 » dans Éric Geerkens, Nicolas Hatzfeld, Isabelle Lespinet et Xavier Vigna (eds.), *Enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine, entre pratiques scientifiques et passions politiques*, Paris, La Découverte (coll. « Recherches »), 2019, p. 41-52.

KALIFA Dominique, « Enquête et "culture de l'enquête" au XIX^e siècle », *Romantisme*, 2010, vol. 149, n° 3, p. 3-23.

KREMER-MARIETTI Angèle, « Boutroux Emile (1845-1921) » dans *Dictionnaire des philosophes*, 2^e éd. rev. et augm., Paris, Presses universitaires de France, 1993, p. 416-417.

LAÉ Jean-François et MURARD Numa, *Deux générations dans la débîne : enquête dans la pauvreté ouvrière*, Montrouge, Bayard, 2012, 419 p.

LANGLINAY Erik, « Consommation et ravitaillement en France durant la Première Guerre mondiale (1914-1920) » dans Alain Chatriot, Matthew Hilton et Marie-Emmanuelle Chessel (éds), *Au nom du consommateur: consommation et politique en Europe et aux États-Unis au XX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2004, p. 27-44.

LARCHET Nicolas, « Planifier les besoins ou identifier les risques? Formes et usages des enquêtes de consommation du ministère de l'Agriculture des États-Unis (1935-1985) » dans Thomas Depecker, Anne Lhuissier et Aurélie Maurice (éds), *La juste mesure Une sociologie historique des normes alimentaires*, Rennes, PUR-PUFR (coll. « Tables des hommes »), 2013, p. 149-189.

LE CROM Jean-Pierre, *Au secours, Maréchal ! L'instrumentalisation de l'humanitaire, 1940-1944*, Paris, Presses universitaires de France, 2013, 343 p.

LE MÉNER Erwan, « Au nom du fils. Ethnocomptabilité d'une famille de sans-papiers hébergée en hôtel social », *Revue des politiques sociales et familiales*, 2017, vol. 123, n° 1, p. 41-55.

LE MÉNER Erwan (éd), *Joindre les deux bouts. Enquêtes d'ethnocomptabilité*, n° spécial *Revue des politiques sociales et familiales* Paris, CNAF, 2016, vol. 123, 143 p.

LECLERC Gérard, *L'observation de l'homme : une histoire des enquêtes sociales*, Paris, Éditions du Seuil (coll. « Collection Sociologie »), 1979, 362 p.

LELEU Audrey, « Domestiquer le budget ouvrier », *Les Études Sociales*, décembre 2016, n° 164, n° 2, p. 39-62.

LESPINET Isabelle, *Projet global, politique internationale : L'Organisation internationale du Travail et la santé des travailleurs, 1919-1939*, Mémoire d'habilitation, Université d'Evry, 2015.

LESPINET-MORET Isabelle, *L'Office du travail, 1891-1914 : la République et la réforme sociale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes (coll. « Pour une histoire du travail »), 2007, 370 p.

L'ESTOILE Benoît de, « Une petite armée de travailleurs auxiliaires », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques. Archives*, juin 2005, n° 36, p. 31-59.

LEVENSTEIN Harvey A., *Revolution at the table : the transformation of the American diet*, Berkeley, University of California Press (coll. « California studies in food and culture »), 2003, 275 p.

LHUISSIER Anne, « Anything to declare? Questionnaires and what they tell us. A comparison of "eating out" in national food surveys in France and Britain (1940-2010) », *Anthropology of food*, novembre 2014, n° S10.

LHUISSIER Anne, « Compte rendu de Katherine L. Turner, How the Other Half Ate. A History of Working-Class Meals at the Turn of the Century », University of California Press, coll. California Studies in Food and Culture, 2014, 219p. », *Lectures [en ligne]*, 2014.

LHUISSIER Anne, « Soup Kitchen. L'encadrement philanthropique à l'épreuve des budgets ouvriers (Londres, 1875-1906) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, octobre 2013, n° 199, p. 78-87.

LHUISSIER Anne, « « Étudier les coutumes alimentaires françaises, dépister les insuffisances » : le service des Enquêtes nationales sur l'Alimentation (1936-1941) » dans Thomas Depecker, Anne Lhuissier et Aurélie Maurice (éds), *La juste mesure Une sociologie historique des normes alimentaires*, Rennes, PUR-PUFR (coll. « Tables des hommes »), 2013, p. 191-214.

LHUISSIER Anne, « Frugality as a Way of Life. French Rural Workers and Food During the Second Half of the Nineteenth Century », *Food and Foodways*, janvier 2012, vol. 20, n° 1, p. 31-52.

LHUISSIER Anne, « Compte rendu de James Vernon, Hunger : A Modern History, Cambridge (Mass.), the Belknap Press of Harvard University Press, 2007, 369p. », *British Food Journal*, septembre 2011, vol. 113, n° 10, p. 1318-1319.

LHUISSIER Anne, *Alimentation populaire et réforme sociale : les consommations ouvrières dans le second XIX^e siècle. Préface de Claude Grignon*, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme / Ed. Quae (coll. « Natures sociales »), 2007, ix-272 p.

LHUISSIER Anne, « Eating Out during the Workday : Consumption and Working Habits among Urban Labourers, France, second half of the 19th century » dans Peter Scholliers et Marc Jacobs (eds.), *Eating Out in Europe. Picnics, Gourmet Dining and Snacks since the Late Eighteenth Century*, Oxford, Berg, 2003, p. 337-349.

LHUISSIER Anne, « Cuts and Classification : The Use of Nomenclatures as A Tool for the Reform of the Meat Trade in France, 1850-1880 », *Food and foodways*, 2002, vol. 10, n° 4, p. 183-208.

LHUISSIER Anne, « Un dispositif pratique de gestion de la main d'œuvre, les cantines industrielles dans le second XIX^e siècle », *Consommations et Sociétés*, 2001, n° 2, p. 53-65.

LORD BRIGGS Asa, « Seebohm Rowntree's Poverty : A Study of Town Life in Historical Perspective » dans Jonathan Bradshaw et Roy Sainsbury (eds.), *Getting the Measure of Poverty. The early legacy of Seebohm Rowntree*, Aldershot, Ashgate (coll. « Studies in Cash and Care »), 2000, p. 5-22.

- MARCEL Jean-Christophe, « Introduction », *Les Études Sociales*, « Sociologues en politique. Autour de Célestin Bouglé », 2017, vol. 1, n° 165, p. 3-5.
- MARTIN Olivier, « Raison statistique et raison sociologique chez Maurice Halbwachs », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 1999, vol. 1, n° 1, p. 69-101.
- MAYHEW Madeleine, « The 1930s Nutrition Controversy », *Journal of Contemporary History*, 1988, vol. 23, n° 3, p. 445-464.
- MAZON Brigitte, « La Fondation Rockefeller et les sciences sociales en France, 1925-1940 », *Revue française de Sociologie*, avril 1985, vol. 26, n° 2, p. 311-342.
- MERLLIÉ Dominique, « L'enquête autour de 1900 », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 2008, n° 22, p. 133-154.
- MINONZIO Jérôme et VALLAT Jean-Philippe, « L'union nationale des associations familiales (UNAF) et les politiques familiales », *Revue française de science politique*, 2006, vol. 56, n° 2, p. 205-226.
- MINOT Annette, « Conséquences de la crise de 1929 dans l'alimentation des foyers modestes de Meurthe-et-Moselle. Compte rendu d'enquête » dans *Comité des Travaux Historiques et Scientifiques. Actes du quatre-vingt-treizième congrès national des sociétés savantes, 1968, Tours*, Paris, Bibliothèque nationale, 1971, p. 365-374.
- MULET PASCAL Margalida, *Resolver, un art cubain de la débrouille. La gestion du quotidien des Vasquez, une famille transnationale dans le Cuba des années 2000*, Thèse de sociologie, EHESS, Paris, 2016, 637 p.
- MÜLLER Bertrand et WEBER Florence, « Réseaux de correspondants et missions folkloriques. Le travail d'enquête en France, vers 1930 », *Gradhiva*, 2003, vol. 33, p. 43-55.
- MURARD Lion, « La santé publique et ses instruments de mesure. Des barèmes évaluatifs américains aux indices numériques de la Société des Nations, 1915-1955 » dans Gérard Jorland, Annick Opinel et George Weisz (eds.), *Body Counts: Medical Quantification in Historical and Sociological Perspectives / La Quantification Médicale, Perspectives Historiques et Sociologiques*, Montréal & Kingston, McGill-Queen's university press, 2005, p. 266-308.
- NEILL Deborah, « Of Carnivores and Conquerors. French Nutritional Debates in the Age of Empire, 1890-1914 » dans Elizabeth R. Neswald, David Smith et Ulrike Thoms (eds.), *Setting Nutritional Standards. Theory, Policies, Practices*, Rochester, N.Y., University of Rochester press (coll. « Rochester studies in Medical History »), 2017, p. 74-96.
- OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA PAUVRETÉ ET DE L'EXCLUSION SOCIALE, *Les budgets de référence : une méthode d'évaluation des besoins pour une participation effective à la vie sociale*, Paris, ONPES, 2015, 6 p.
- OMNÈS Catherine, « Les historiens et la tentation ethnographique » dans Anne-Marie Arborio, Yves Cohen, Pierre Fournier, Nicolas Hatzfeld, Cédric Lomba et Séverin Müller (éds), *Observer le travail. Histoire, ethnographie, approches combinées*, Paris, La Découverte (coll. « Recherches »), 2008, p. 281-297.
- ORY Pascal, *La belle illusion : culture et politique sous le signe du Front populaire, 1935-1938*, Paris, Plon (coll. « Civilisations et mentalités »), 1994, 1033 p.

PERNET Corine A., « Developing Nutritional Standards and Food Policy : Latin American Reformers between the ILO, the League of Nations Health Organization, and the Pan-American Sanitary Bureau » dans Sandrine Kott et Joëlle Droux (eds.), *Globalizing Social Rights: The International Labour Organization and Beyond*, London, Palgrave Macmillan, 2013, p. 249-261.

PERNET Corinne A. et FORCLAZ Amalia Ribí, « Revisiting the Food and Agriculture Organization (FAO) : International Histories of Agriculture, Nutrition, and Development », *The International History Review*, 2018, p. 1-6.

PERRIN-HEREDIA Ana, « L'accompagnement budgétaire. Un instrument ambivalent du gouvernement des conduites économiques domestiques » dans Sophie Dubuisson-Quellier (éd), *Gouverner les conduites*, Paris, Presses de Sciences Po (coll. « Académique »), 2016, p. 365-398.

PERRIN-HEREDIA Ana, « Les logiques sociales de l'endettement : gestion des comptes domestiques en milieux populaires », *Sociétés contemporaines*, 2009, vol. 76, n° 4, p. 95-119.

PERROT Michelle, *Enquêtes sur la condition ouvrière en France au XIX^e siècle*, Paris, Hachette, 1972, 104 p.

PICARD Jean-François, « Aux origines de l'Inserm : André Chevallier et l'Institut national d'hygiène », *Sciences Sociales et Santé*, 2003, vol. 21, n° 1, p. 5-26.

PICARD Jean-François et PRADOURA Elisabeth, « La longue marche vers le CNRS (1901-1945) », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, 1988, vol. 1, p. 7-40.

PINAULT Michel, « Les scientifiques et le Front populaire » dans Xavier Vigna, Jean Vigreux et Serge Wolokow (éds), *Le pain, la paix, la liberté. Expériences et territoires du Front populaire*, Paris, La Dispute, 2006, p. 173-194.

PROCHASSON Christophe, « Entre science et action sociale : le "réseau Albert Thomas" et le socialisme normalien, 1900-1914 » dans Christian Topalov (éd), *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Éditions de l'école des hautes études en sciences sociales (coll. « Civilisations et Sociétés »), 1999, p. 141-158.

PROCHASSON Christophe, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre : 1900-1938*, Paris, Éd. du Seuil (coll. « L'univers historique »), 1993, 354 p.

PROCHASSON Christophe, « Jean Jaurès et les intellectuels du "socialisme normalien" (1900-1914) », *Bulletin des études Jaurésiennes*, 1986, vol. 102-103, p. 15-18.

PROCHASSON Christophe, « Jaurès, l'École socialiste et le socialisme normalien », *Bulletin de la Société des études Jaurésiennes*, 1982, vol. 84, p. 3-7.

PROST Antoine, *Autour du Front populaire: aspects du mouvement social au XX^e siècle*, Paris, France, Éditions du Seuil (coll. « L'univers historique »), 2006, 350 p.

RASMUSSEN Anne, « "L'alimentation rationnelle du soldat" : les sciences de la nutrition à l'épreuve de la guerre » dans Caroline Poulain (éd), *Manger et boire entre 1914 et 1918*, Gand, Snoeck, 2015, p. 57-66.

ROSENTAL Paul-André, « La silicose comme maladie professionnelle transnationale », *Revue française des affaires sociales*, 2008, n° 2-3, p. 255-277.

ROSENTAL Paul-André, « Introduction : modèles, usages, effets du collectif dans les sciences sociales », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques. Archives*, juin 2005, n° 36.

ROSENTAL Paul-André, *L'intelligence démographique : sciences et politiques des populations en France (1930-1960)*, Paris, O. Jacob, 2003, 367 p.

SAGNES Jean, « La condition des ouvriers agricoles en Languedoc Méditerranéen-Roussillon dans la première moitié du xx^e siècle », *Recherches Contemporaines*, 1994, vol. 2, p. 45-53.

SAVOYE Antoine, *Les débuts de la sociologie empirique : études socio-historiques, 1830-1930*, Paris, Méridiens Klincksieck (coll. « Analyse institutionnelle »), 1994, 244 p.

SCHNEIDER William H., « War, Philanthropy, and the National Institute of Hygiene in France », *Minerva*, 2003, vol. 41, n° 1, p. 1-23.

SCHOLLIERS Peter, « Index-Linked Wages, Purchasing Power and Social Conflict between the Wars : the Belgian Approach (Internationally compared) », *Journal of European Economic History*, 1991, vol. 20, n° 2, p. 407-440.

SCHWEITZ Arlette, *Les parlementaires de la Seine sous la Troisième République, II : Dictionnaire biographique*, Paris, Publications de la Sorbonne (coll. « Histoire de la France aux xix^e et xx^e siècles »), 2001, 639 p.

SCHWEITZER Sylvie, *Les femmes ont toujours travaillé : une histoire de leurs métiers, xix^e et xx^e siècles*, Paris, O. Jacob, 2002, 329 p.

SIMMONS Dana, *Vital Minimum : Need, Science, and Politics in Modern France*, The University of Chicago Press, Chicago & London, 2015, 243 p.

SINGER-KÉREL Jeanne, *Le coût de la vie à Paris de 1840 à 1954*, Paris, A. Colin, 1961, 560 p.

SMITH David, « The Social Construction of Dietary Standards : The British Medical Association - Ministry of Health Advisory Committee on Nutrition Report of 1934 » dans Jeffery Sobal et Donna Maurer (eds.), *Eating Agendas. Food and Nutrition as Social Problems*, New York, Aldine de Gruyter (coll. « Social Problems and Social issues »), 1995, p. 279-303.

SMITH David et NICOLSON Malcolm, « Nutrition, Education, Ignorance and Income » dans Harmke Kamminga et Andrew Cunningham (eds.), *The Science and Culture of Nutrition, 1840-1940*, Editions Rodopi, Amsterdam- Atlanta, (coll. « Clio-Medica »), 1995, p. 288-318.

STEINER Philippe, « La tradition française de critique sociologique de l'économie politique », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 2008, vol. 18, n° 1, p. 63-84.

STEINER Philippe, *L'École durkheimienne et l'économie : sociologie, religion et connaissance*, Genève, Droz (coll. « Travaux de sciences sociales »), 2005, 369 p.

STOVALL Tyler, « Du vieux et du neuf: économie morale et militantisme ouvrier dans les luttes contre la vie chère à Paris en 1919 », *Le Mouvement social*, traduit par Colette Friedlander, 1995, n° 170, p. 85-113.

THÉVENIN Étienne, *Jacques Parisot : 1882-1967. Un créateur de l'action sanitaire et sociale*, Nancy, Presses universitaires de Nancy (coll. « Domaine sanitaire et social »), 2002, 268 p.

THUILLIER Guy, *Les femmes dans l'administration depuis 1900*, Paris, Presses universitaires de France (coll. « Politique d'aujourd'hui »), 1988, 173 p.

TOPALOV Christian, *Histoires d'enquêtes : Londres, Paris, Chicago (1880-1930)*, Paris, Classiques Garnier, 2015, 510 p.

TOPALOV Christian, « "Expériences sociologiques" : les faits et les preuves dans les thèses de Maurice Halbwachs (1909-1913) », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 1999, n° 1, p. 11-46.

TOPALOV Christian (éd), *Laboratoires du nouveau siècle : la nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France, 1880-1914*, Paris, Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales (coll. « Civilisations et sociétés »), 1999, 574 p.

TOPALOV Christian, « Maurice Halbwachs, photographe des taudis parisiens (1908) », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, 1997, vol. 28, n° 1, p. 128-145.

TOPALOV Christian, « Maurice Halbwachs et les villes (1908-1912). Une enquête d'histoire sociale des sciences sociales », *Annales*, 1997, vol. 52, n° 5, p. 1057-1083.

TOUCHELAY Béatrice, « Les ordres de la mesure des prix », *Politix*, août 2014, n° 105, p. 117-138.

TOUCHELAY Béatrice, « Un siècle d'indice des prix de détail français (1913-2013) ou la métamorphose d'un pionnier de la politique du chiffre », *Politiques et management public*, 2014, vol. 31, n° 3, p. 393-403.

TOURNÈS Ludovic, *Sciences de l'homme et politique : les fondations philanthropiques américaines en France au XX^e siècle*, Paris, Classiques Garnier (coll. « Études »), 2013, 412 p.

TOURNÈS Ludovic, « Le durkheimisme face à ses contradictions : l'enquête sur le chômage de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales (1935-1937) », *Revue française de sociologie*, 2006, vol. 47, n° 3, p. 537-559.

TURBIAUX Marcel, « La résistible création d'un laboratoire du travail », *Bulletin de psychologie*, 2008, vol. 4, n° 496, p. 341-356.

TURNER Katherine Leonard, *How the other half ate : a history of working class meals at the turn of the century*, Berkeley, États-Unis d'Amérique, University of California Press, 2014, xvi-201 p.

VAN DEN ECKHOUT Patricia, « Statistics and Social Policy in Inter-war Belgium. The 1928-1929 Inquiry into the Family Budgets of blue-collar and white-collar Workers », *Histoire & Mesure*, 2004, vol. 19, n° 1-2, p. 95-132.

VEILLON Dominique, *Vivre et survivre en France, 1939-1947*, Paris, Payot & Rivages (coll. « Histoire »), 1995, 371 p.

VERNON James, *Hunger : a modern history*, Cambridge (Mass.), the Belknap Press of Harvard University Press, 2007, 369 p.

VIET Vincent, *Les voltigeurs de la République : l'Inspection du travail en France jusqu'en 1914*, Paris, CNRS Éditions, 1994, 404 p.

VIGNA Xavier, *L'espoir et l'effroi : luttes d'écritures et luttes de classes en France au XX^e siècle*, Paris, France, La Découverte, 2017, 318 p.

BIBLIOGRAPHIE

VIGNA Xavier, *Histoire des ouvriers en France au XX^e siècle*, Paris, Perrin (coll. « Pour l'histoire »), 2012, 399 p.

WEBSTER Charles, « Healthy or Hungry Thirties? », *History Workshop*, 1982, n° 13, p. 110-129.

WEINDLING Paul, « The Role of International Organisations in Setting Nutritional Standards in the 1920s and 1930s' » dans Harmke Kamminga et Andrew Cunningham (eds.), *The science and culture of nutrition, 1840-1940*, Rodopi, Amsterdam, Atlanta, (coll. « Clio Medica »), 1995, p. 319-332.

WEINDLING Paul, « Social Medecine at the League of Nations Health Organisation and the International Labour Office compared » dans *International Health Organisations and Movements, 1918-1939*, Cambridge University Press., Cambridge, Weindling Paul (ed.), 1995, p. 134-153.

WOLFF Denis, « Albert Demangeon (1872-1940). Sources et bibliographie », *Cybergeo : European Journal of Geography*, juillet 2005 [En ligne], Epistémologie, Histoire de la Géographie, Didactique, document 315, mis en ligne le 05 juillet 2005, consulté le 30 mars 2020.

ZERNER Sylvie, « De la couture aux presses: l'emploi féminin entre les deux guerres », *Le Mouvement social*, 1987, n° 140, p. 9-25.

LISTE DES SIGLES ET DES ACRONYMES

BIT : Bureau international du Travail

CNA : Comité national de l'alimentation

CNAM : Conservatoire national des arts et métiers

CNERNA : Centre National de Coordination des Études et recherches sur la nutrition et l'alimentation

CREDOC : Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie

ENA : Enquêtes nationales sur l'Alimentation

ETSUP : École supérieur de travail social

FAO : Food and agriculture Organization

INED : Institut national des études démographiques

INH : Institut national d'hygiène

INSEE : Institut national de la statistique et des études économiques

IRES : Institut de recherches économiques et sociales

ISRES : Institut scientifique de recherches économiques et sociales

OHSN : Organisation d'hygiène de la Société des Nations

SDN : Société des Nations

SGF : Statistique générale de la France

SSHA : Société Scientifique d'Hygiène Alimentaire

TABLE DES TABLEUX

TABLEAU 1. CONTRIBUTIONS DE MAURICE HALBWACHS RELATIVES AUX BUDGETS ET AUX DÉPENSES DES FAMILLES OUVRIÈRES.....	26
TABLEAU 2. RÉCAPITULATIF DES ENQUÊTES ÉTUDIÉES.....	35
TABLEAU 3. LISTE DES ENQUÊTEURS CITÉS DANS L'ARTICLE DE MAURICE HALBWACHS (1914)	82
TABLEAU 4. LISTE DES FAMILLES ENQUÊTÉES POUR LE COMPTE DE SEEBHOM ROWNTREE (PRINTEMPS 1907)	87
TABLEAU 5. DISTRIBUTION DES FAMILLES ENQUÊTÉES PAR CATÉGORIE DE REVENU POUR 4 SEMAINES (HALBWACHS, 1907)	89
TABLEAU 6. LISTE DES FAMILLES ENQUÊTÉES DÉCLARANT LE PAIEMENT DE COTISATIONS (HALBWACHS, 1907).....	91
TABLEAU 7. LE BUDGET NOURRITURE MENSUEL DE TROIS FAMILLES OUVRIÈRES (HALBWACHS, 1907)	109
TABLEAU 8. UNE SEMAINE DE MENUS DE TROIS FAMILLES OUVRIÈRES (HALBWACHS, 1907)	110
TABLEAU 9. COMPARAISON FRANCE/BELGIQUE DU COÛT DE LA CALORIE	113
TABLEAU 10. ESTIMATIONS DE QUANTITÉS ANNUELLES DE DENRÉES ACHETÉES.....	126
TABLEAU 11. ENQUÊTE SUR LES CONDITIONS DE VIE (1913). DEUX ÉCHANTILLONS	137
TABLEAU 12. COMPARAISON PAR HALBWACHS DES POINTS DE MÉTHODE DE DEUX ENQUÊTES D'AVANT-GUERRE.....	144
TABLEAU 13. RÉPARTITION DES MÉNAGES ENQUÊTÉS PAR HALBWACHS EN MAI 1921 PAR DÉPARTEMENT	159
TABLEAU 14. RÉPARTITION DES DÉPENSES D'APRÈS DEUX ENQUÊTES PAR BUDGETS DE FAMILLE EN 1920 ET 1921	163
TABLEAU 15. LISTES DES DENRÉES ÉTABLIES DANS LES ENQUÊTES SUR LE COÛT DE LA VIE 1920-1921.....	164
TABLEAU 16. "PANIER INTERNATIONAL" REPRÉSENTANT LA CONSOMMATION HEBDOMADAIRE	175
TABLEAU 17. PRINCIPALES ENQUÊTES AMÉRICAINES UTILISÉES PAR M. HALBWACHS	185
TABLEAU 18. RÉPARTITION DES FAMILLES ENQUÊTÉES PAR CATÉGORIES ET SECTEURS PROFESSIONNELS (ISRES, 1935-1937)	200
TABLEAU 19. RÉPARTITION DES FAMILLES ENQUÊTÉES PAR L'ISRES EN 1935-1937	208
TABLEAU 20. RÉPARTITION DES DÉPENSES ANNUELLES DES CHÔMEURS « COMPLETS » (ISRES, 1937-1937)	210
TABLEAU 21. NOMBRE MOYEN DE CALORIES PAR JOUR PAR PERSONNE-UNITÉ (ISRES 1935-1937)	214
TABLEAU 22. COMPOSITION DU COMITÉ D'EXPERTS SUR L'ALIMENTATION DES TRAVAILLEURS	228
TABLEAU 23. PLAN PRÉLIMINAIRE DU RAPPORT SUR L'ALIMENTATION DES TRAVAILLEURS ET LA POLITIQUE SOCIALE DU COMITÉ D'EXPERTS DU BIT (DÉCEMBRE 1935) RECONSTITUÉ D'APRÈS LES DISCUSSIONS EN SESSION	229
TABLEAU 24. COMPOSITION DU COMITÉ MIXTE POUR LE PROBLÈME DE L'ALIMENTATION	250
TABLEAU 25. RÉPARTITION PAR SEXE DU PERSONNEL DU SERVICE DES ENQUÊTES NATIONALES SUR L'ALIMENTATION	285
TABLEAU 26. RÉPARTITION DES ENQUÊTES MENÉES DANS LES FAMILLES ET DANS LES COLLECTIVITÉS (ENA, 1936-1938)	304
TABLEAU 27. RÉPARTITION DES FAMILLES ENQUÊTÉES PAR CATÉGORIE DE PROFESSION (ENA, 1936-1938)	306
TABLEAU 28. RÉPARTITION DES FAMILLES ET DES COLLECTIVITÉS ENQUÊTÉES SELON LE TYPE DE MILIEU	308
TABLEAU 29. VALEURS ÉNERGÉTIQUES DES RATIONS CONSOMMÉES SPONTANÉMENT PAR HOMMES, FEMMES, ENFANTS,.....	320
TABLEAU 30. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES SUR LES BUDGETS OUVRIERS MENTIONNÉES PAR MAURICE HALBWACHS DANS SES OUVRAGES DE 1912 ET 1933 (EN NOMBRE DE RÉFÉRENCES PAR PAYS)	331

TABLE DES FIGURES ET DES PHOTOGRAPHIES

FIGURE 1 . LA FAMILLE D'UN « CULTIVATEUR-MÉTAYER » DU DOMAINE DES MAGNOUX	96
FIGURE 2. SPÉCIMEN DU CARNET DE CONSOMMATION UTILISÉ PAR S. ROWNTREE	102
FIGURE 3. « BUDGETS OUVRIERS » PAR JEAN FROLLO (14 AOÛT 1908).....	114
FIGURE 4. ÉVOLUTION DES DÉPENSES D'UNE FAMILLE OUVRIÈRE TYPE SELON LA SGF (1875-1910)	125
FIGURE 5. QUESTIONNAIRE ÉTABLI PAR MH POUR L'ENQUÊTE MENÉE POUR LE COMPTE DE LA COMMISSION RÉGIONALE EN ALSACE ET LORRAINE -1921	155
FIGURE 6. QUESTIONNAIRE DE LA COMMISSION CENTRALE DU COÛT DE LA VIE (1920)	157
FIGURE 7. NOMENCLATURE DE L'INDICE DU COÛT DE LA VIE (1931-1938).....	174
FIGURE 8. SPECIMEN DU QUESTIONNAIRE DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL SUR LES REPAS DANS LES CANTINES INDUSTRIELLES (1937)	246
FIGURE 9. LETTRE DE BON RÉTABLISSEMENT ENVOYÉE À MARIE-LOUISE SOSSON PAR SES COLLÈGUES DE BUREAU	297
FIGURE 10. EXEMPLE D'UNE FEUILLE DE CONSOMMATION (ENA, 1936).....	314
PHOTOGRAPHIE 1. QUAND LES STÉNOS PRENNENT LA POSE (CIRC. 1938).....	42
PHOTOGRAPHIE 2. QUESTIONNAIRE N° 1 DIT « DES FAMILLES » (SGF, 1913).....	138
PHOTOGRAPHIE 3. À PARIS - SANS DATE	293
PHOTOGRAPHIE 4. GRIGNON, HIVER 1939-1940.....	293
PHOTOGRAPHIE 5. ROSCOFF STATION BIOLOGIQUE, 14 JUILLET 1940.....	294
PHOTOGRAPHIE 6.- ROSCOFF, ÉTÉ 1940	294
PHOTOGRAPHIE 7. PARIS, 25 NOVEMBRE 1940.....	295

ANNEXES

ANNEXE 1 CORPUS DOCUMENTAIRE RELATIF AUX CONTRIBUTIONS DE MAURICE HALBWACHS SUR LES ENQUÊTES PAR BUDGETS DE FAMILLE

Cette liste bibliographique est centrée sur les documents de Maurice Halbwachs portant sur la question des budgets de famille. Elle recoupe inévitablement les écrits sur les classes sociales mais exclut ces derniers lorsque la question des budgets et des niveaux de vie n'y est pas centrale. Nous avons élaboré cette liste à partir du dépouillement des revues suivantes : *Revue philosophique de la France et de l'étranger* [1876-1920], *L'Année sociologique* [1896-1912 ; 1923-25]¹, *Notes critiques – Sciences sociales* [1900-1906], *la Revue du mois* [1905-1926], *Les Annales d'histoire économique et sociale* [1929-1948], *Les Annales sociologiques* [1934-1942], *La Revue de métaphysique et de morale* [1ère série 1893-1944], *Le Bulletin de l'Institut français de sociologie* [1930-1933]. Les références ainsi récoltées ont été confrontées (et le cas échéant complétées) à la bibliographie établie par Victor Karady (Halbwachs, 1972) et à celle de Yash Nandan (1977). Elle mérite sûrement que l'on y adjoigne d'autres revues, comme par exemple la *Revue internationale du Travail* [1921 -] ou *La Revue de synthèse* [1900-1930 ; puis 1931-1947] qui n'ont été que partiellement consultées.

HALBWACHS Maurice, « Les besoins et les tendances dans l'économie sociale », *Revue Philosophique*, 1905, vol. 59, p. 180-189.

HALBWACHS Maurice, « Dr. Heinrich Feurstein. Lohn und Haushalt der Uhrenfabrikarbeiter des badischen Schwarzwalds. (Volkswirtschaftliche Abhandlungen der badischen Hochschulen). Karlsruhe, G. Braunschen Hobuchdruckerei, 1905, in-8, 208p. », *Notes Critiques. Sciences sociales*, 1905, vol. 6, n° 46-47, p. 181-183.

HALBWACHS Maurice, « Remarques sur la position du problème sociologique des classes », *Revue de métaphysique et de morale*, 1905, p. 890-905.

H[ALBWACHS] M[aurice], « F. S. Schnapper-Arndt (Dr. Gottlieb). Vorträge und Aufsätze. Heraus gegeben von Dr Lois Zeitling. Tübingen, Laupp, 1906, viii-320p. », *L'Année sociologique*, 1907, vol. 10, p. 608-609.

HALBWACHS Maurice, « Herzfeld (Miss Elsa). Family monographs. The history of twenty-four families living in the middle west-side of New York city », *L'Année sociologique*, 1907, vol. 10, p. 605-608.

HALBWACHS Maurice, « Budgets de familles », *La Revue de Paris*, 1908, vol. 4, p. 534-562.

HALBWACHS Maurice, « Le salaire des ouvriers des mines de charbon en France. Contribution à la théorie économique du salaire par François Simiand », *La Revue du mois*, novembre 1908, vol. 6, n° 35, p. 608-611.

HALBWACHS Maurice, « Chapin (R. Coit), The Standard of living among workmen's families in New York City (New York, 1909) », *L'Année sociologique*, 1910, vol. 11, p. 665-671.

¹. Les dates entre crochets indiquent les bornes chronologiques de la publication de chaque revue.

HALBWACHS Maurice, « Fürth (Henriette). Ein mittelbürgerliches Budget über einen zehnjährigen Zeitraum Anh. Die Verteuerung der Lebenshaltung im Lichte des Massenkonsums. Jena: G. Fischer (1907) », *L'Année sociologique*, 1910, vol. 11, p. 671-673.

HALBWACHS Maurice, « Frédéric Engels. Philosophie, économie politique, Socialisme (contre Dürhring), traduit par Laskine (Giard et Brière) - P. Kropotkine. Champs, usines et ateliers, traduit par Leray (Stock). - Clark. Principes d'économie dans leur application aux problèmes modernes de l'industrie et de la politique moderne (Giard et Brière). - Ernest Mahaim. Des abonnements d'ouvriers sur les lignes de chemin de fer belges et leurs effets sur le régime alimentaire (Misch et Thron). - Slosse et Waxweiler. Enquête sur le régime alimentaire (Misch et Thron). - B. Seebohm Rowntree. Comment diminuer la misère? Etudes sur la Belgique, traduit par A.J.A. Hotermans, (Giard et Brière). - Nogaro et Moye. Les régimes douaniers (Colin). - Seligman. Théorie de la répercussion de l'impôt, traduit par Suret (Giard et Brière). - René Maunier. L'origine et la fonction économique des villes (Giard et Brière) », *La Revue du mois*, 1912, vol. 13, p. 114-116.

HALBWACHS Maurice, *La classe ouvrière et les niveaux de vie : recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines*, Paris, Félix Alcan, 1912, xvii-495 p.

H[ALBWACHS] M[aurice], « Brand (Georg). Die Wirtschaftsbücher zweier Pfarrhäuser des Leipziger Kreiss im vorigen Jahrhundert. Ein Versuch zur Frage nach den Lebenskosten. Leipzig, Duncker und Humblot, 1911, viii-125p », *L'Année sociologique*, 1913, vol. 12, p. 747-752.

HALBWACHS Maurice, « Wenckstern (Hermann von). Existenz-Bedingungen sesshafter Landarbeiter. I und II. (Berlin, 1909 et 1911) », *L'Année sociologique*, 1913, vol. 12, p. 752.

HALBWACHS Maurice, « Freudenberg (Friederich Carl). Die neuzeitliche Volkswirtschaft und die Existenzbedingungen der Familien in der bad », *L'Année sociologique*, 1913, vol. 12, p. 752-754.

HALBWACHS Maurice, « Streightoff (Frank Hatch). The Standard of living among the industrial people of America. Boston and New-York, Houghton Mifflin Co., 1911, xix-196p. in-16 », *L'Année sociologique*, 1913, vol. 12, p. 754-757.

HALBWACHS Maurice, « Imbert (Dr. A.). Observations économiques de vies ouvrières. Montpellier, Coulet, et Paris, Masson, 1911. 233 p. in-8 », *L'Année sociologique*, 1913, vol. 12, p. 757-758.

HALBWACHS Maurice, « Thèse de doctorat de M. M. Halbwachs, agrégé de philosophie », *Revue de métaphysique et de morale*, 1913, Supplément, p. 19-23.

HALBWACHS Maurice, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », *Bulletin de la Statistique générale de la France*, octobre 1914, vol. 4, n° 1, p. 47-83.

HALBWACHS Maurice, « Revenus et dépenses de ménages de travailleurs. Une enquête officielle d'avant-guerre », *Revue d'économie politique*, février 1921, vol. 35, n° 1, p. 50-59.

HALBWACHS Maurice, « Enquête sur les conditions de vie de ménages ouvriers en France (Mai 1921) », *Office de Statistique d'Alsace et de Lorraine. Comptes rendus statistiques*, 1921, 3e année, Fascicule n°5, p. 57-65.

HALBWACHS Maurice, « Enquête sur les conditions de vie de ménages ouvriers en France (Janvier 1921) », *Office de Statistique d'Alsace et de Lorraine. Comptes rendus statistiques*, 1921, 3e année, Fascicule n°5, p. 40-56.

HALBWACHS Maurice, « Shirras (G. Findlay), Director of the Labour Office Government of Bombay. Report on an inquiry into working-class budgets in Bombay. Bombay, Government Central Press, 1923, 229p. », *L'Année sociologique*, 1925, vol. 1, p. 887.

HALBWACHS Maurice, « Les budgets de familles ouvrières aux États-Unis », *Bulletin de la Statistique générale de la France*, juin 1931, vol. 20, n° 3, p. 395-430.

HALBWACHS Maurice, « [Budgets de familles ouvrières, en Allemagne et aux États-Unis] », *Bulletin de l'Institut français de sociologie*, 1933, vol. 3, n° 2, p. 51-70 [+ discussion p.70-83].

HALBWACHS Maurice, « Budgets de famille [note de lecture sur deux ouvrages allemands] », *Annales d'histoire économique et sociale*, 1933, vol. 5, n° 20, p. 184-186.

HALBWACHS Maurice, *L'Évolution des besoins dans les classes ouvrières*, Paris, Félix Alcan (coll. « Nouvelle Bibliothèque économique »), 1933, xii-164 p.

HALBWACHS Maurice, « L'évolution des besoins dans les classes ouvrières (Paris, 1933) », *Annales sociologiques*, 1934, fascicule 1, (coll. « Sociologie économique »), p. 270-273.

HALBWACHS Maurice, « The new survey of London life and labour. Volume I. Forty years of change. Vol. II. London industries. Vol. III, Survey of social conditions. 1. The Eastern area. Vol. IV. Social survey. 1. Eastern area maps », *Annales sociologiques*, 1934, Série D. Sociologie économique, n° 1, p. 231-233.

HALBWACHS Maurice, *Projet d'enquête sur le chômage et les budgets ouvriers exposé par M. Halbwachs le 6 février 1935*, Paris, Institut Scientifique de recherches économiques et sociales, 1935¹.

HALBWACHS Maurice, « L'évolution des besoins dans les classes ouvrières », *Revue de métaphysique et de morale*, 1936, Supplément au n° de janvier 1936, p. 7-8.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, *L'alimentation des travailleurs et la politique sociale*, Genève, Bureau International du Travail (coll. « Conditions économiques »), 1936.

Société Internationale de Statistique, 1936, Intervention au Congrès à Athènes le mardi 29 septembre au matin sur les budgets de famille²

HALBWACHS Maurice, « L'alimentation des travailleurs », *Annales d'histoire économique et sociale*, 1937, vol. 44, n° 9, p. 205-207.

HALBWACHS Maurice, « The New Survey of London life and labour (Vol V-IX) », *Les Annales sociologiques*, 1937, fascicule 2, (coll. « Sociologie économique »), p. 111-112.

HALBWACHS Maurice, « Note sur les enquêtes par budgets de famille », *Annales sociologiques*, 1937, fascicule 2, (coll. « Sociologie économique »), p. 137-142.

HALBWACHS Maurice, « Analyse des mobiles dominants qui orientent l'activité des individus dans la vie sociale » dans *Université Libre de Bruxelles. Enquêtes sociologiques*, Bruxelles, Institut de sociologie Solvay, 1938, p. 59-213.

¹. La retranscription de l'exposé et de la discussion qui s'ensuit est conservée dans les papiers de Célestin Bouglé. Archives Nationales, AJ 61/100 Fonds de l'École normale supérieure. Papiers Célestin Bouglé. Archives du Centre de documentation sociale.

². IMEC / HBW2.A1-03 Lettres de Maurice Halbwachs / HBW2.A1-03.4 / Lettre à Yvonne, 29 septembre 36, f. 183.

HALBWACHS Maurice, « Morphologie de la répartition. Note de méthode », *Annales sociologiques*, 1938, fascicule 3, (coll. « Sociologie économique »), p. 104.

H[ALBWACHS] M[aurice], « De Leener (Georges) et James (Emile). Le problème de la consommation. Université libre de Bruxelles. Enquêtes sociologiques. III. Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1938, 153p. », *Annales sociologiques*, 1938, fascicule 4, (coll. « Sociologie économique »), p. 104-105.

HALBWACHS Maurice, « Genre de vie », *Revue d'économie politique*, février 1939, vol. 53, p. 439-455.

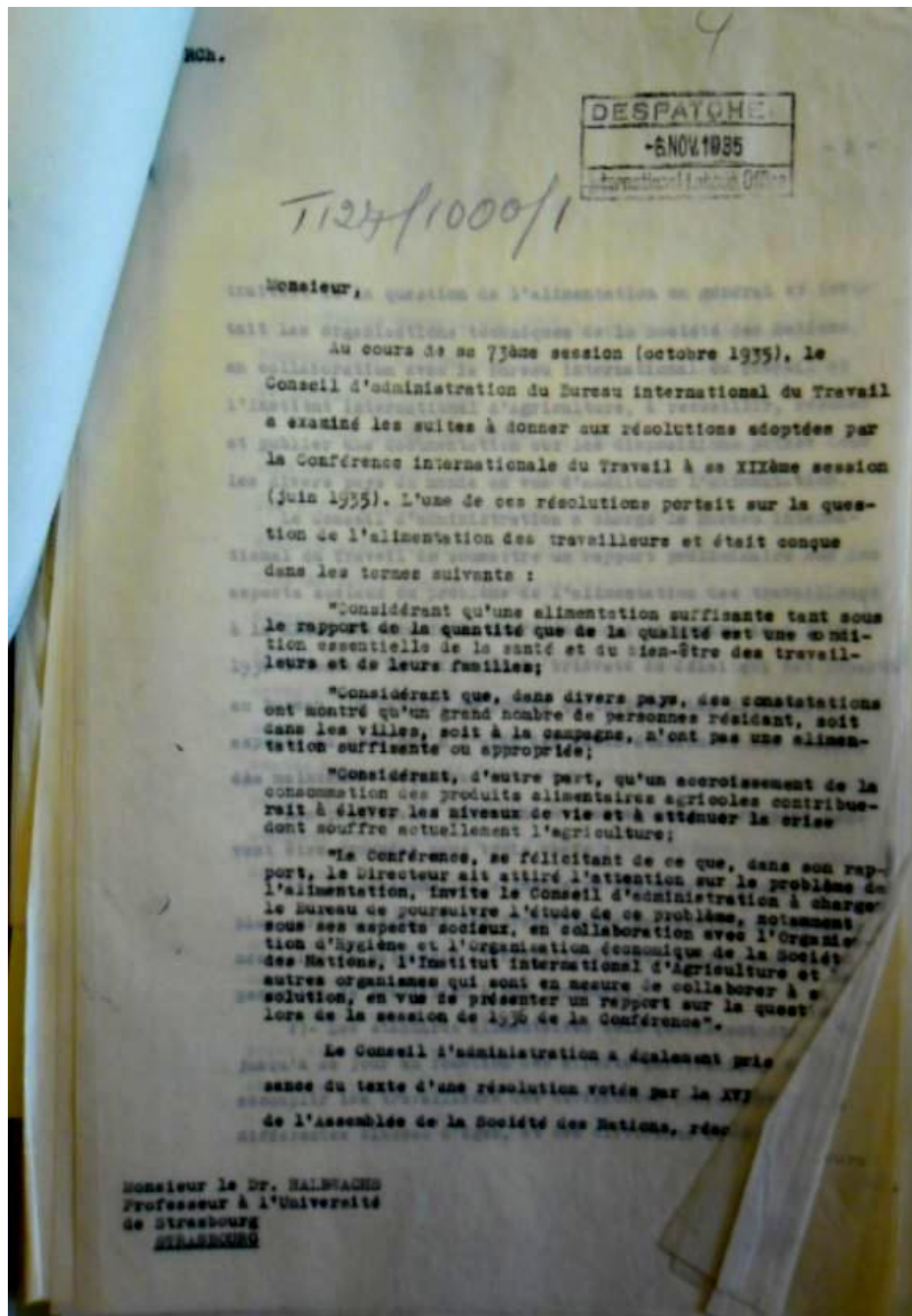
HALBWACHS Maurice, « Budgets de famille », *Annales d'histoire sociale*, 1940, vol. 2, n° 1, p. 52-54.

H[ALBWACHS] M[aurice], « Delpech (Henry). Recherches sur le niveau de vie et les habitudes de consommation (Toulouse 1936-1938). Préface de Louis Baudin. Institut scientifique de recherches économiques et sociales. Mémoires et enquêtes. Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1938, 330 p., in-8°. », *Annales sociologiques*, 1940, fascicule 4, (coll. « Sociologie économique »), p. 106-107.

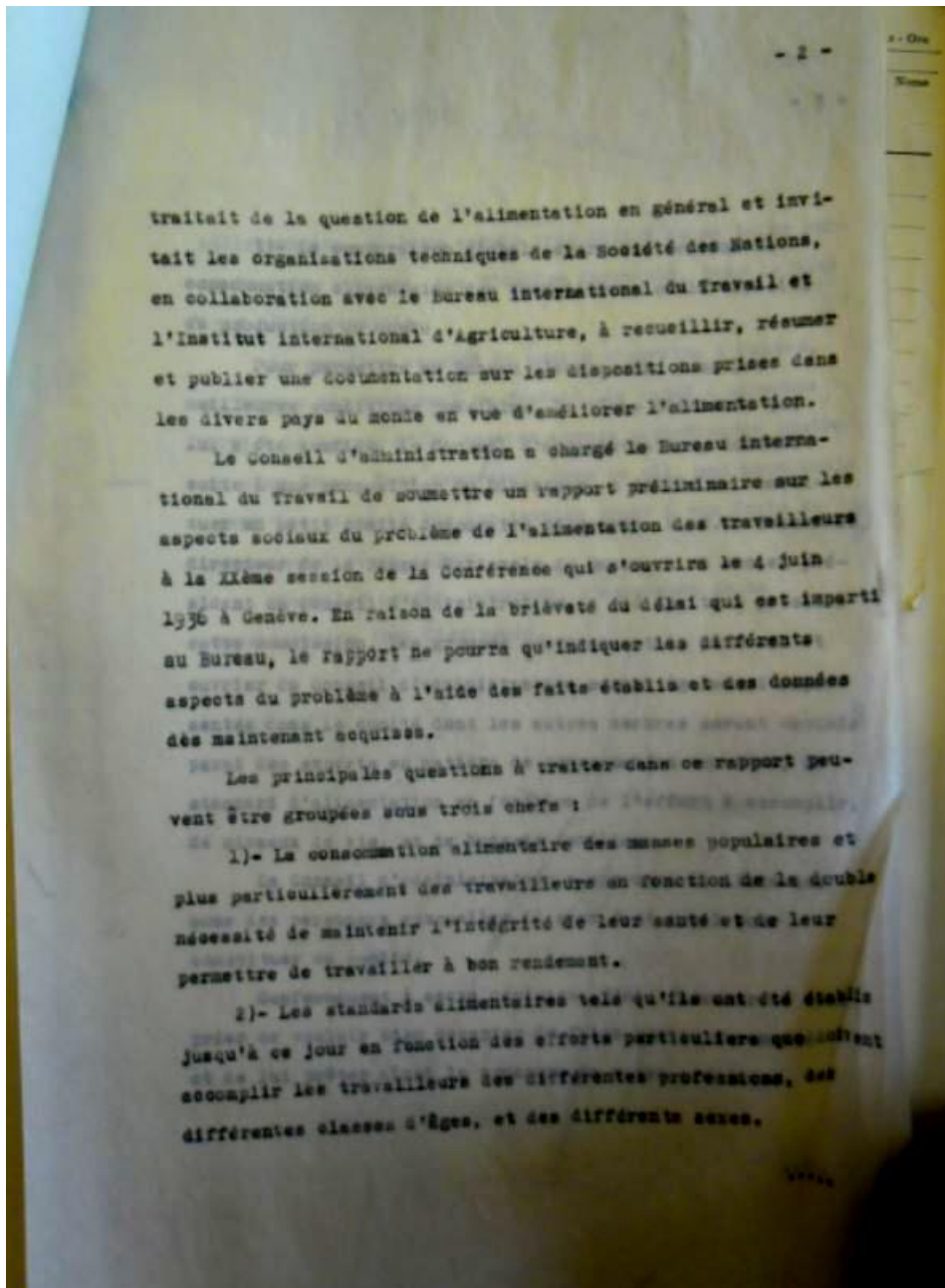
HALBWACHS Maurice, « Sans titre », *Annales d'histoire sociale*, avril 1940, vol. 2, n° 2, p. 137-138.

LETELLIER Gabrielle, *Dépenses des chômeurs et valeur énergétique de leur alimentation d'après les budgets de 265 familles. Avant propos de Charles Rist.*, Paris, Sirey, 1949, vol. Tome III, xx-239 p.

ANNEXE 2 LETTRE D'INVITATION ADRESSÉE PAR EDWARD PHELAN À MAURICE HALBWACHS POUR PARTICIPER AU COMITÉ D'EXPERTS SUR L'ALIMENTATION DES TRAVAILLEURS DU BIT (ET RÉPONSE DE HALBWACHS) – NOVEMBRE 1935



Source: Arch. BIT, T 127/1000/1 [01/1935 – 12/1935] / Series : Statistics. Subject : Labour statistics : Nutrition – Advisory committee on study on nutrition and social policy – 1st session – Creation – Despatch of documents/ Lettre du 6 novembre 1935



- 3 -

3) - La comparaison globale entre les besoins de consommation alimentaire des travailleurs et la capacité de production du monde.

Pour permettre au Bureau d'accomplir, dans les meilleures conditions possibles, la tâche difficile qui lui a été confiée, le Conseil d'administration, donnant suite à une proposition du Directeur, a décidé de constituer un petit comité temporaire d'experts. M. C.V. Brammstedt, directeur de la Banque Nationale du Danemark et ancien président du Conseil d'administration, a été invité à présider cette commission. Les groupes gouvernemental, patronal et ouvrier du Conseil d'administration seront également représentés dans le comité dont les autres membres seront choisis parmi des experts en matière de consommation ouvrière, de standard d'alimentation en fonction de l'effort à accomplir, de niveaux de vie, et de budgets familiaux.

Le Conseil d'administration a approuvé la liste des noms des personnes auxquelles il sera fait appel pour constituer ce comité.

Conformément à cette décision, j'ai l'honneur de vous prier de vouloir bien accepter de faire partie du comité et de lui prêter ainsi le concours de votre précieuse

- 4 -

collaboration. Je vous serais très obligé de me faire parvenir votre réponse, que j'espère favorable, dans le plus bref délai possible.

La première session du comité s'ouvrira à Genève, au Bureau international du Travail, le lundi 2 décembre 1935 à 10 heures et la session durera probablement quatre ou cinq jours. Vous trouverez, sous ce pli, une note indiquant les dispositions applicables quant à vos frais de déplacement et de séjour.

R. J. PHILLAN

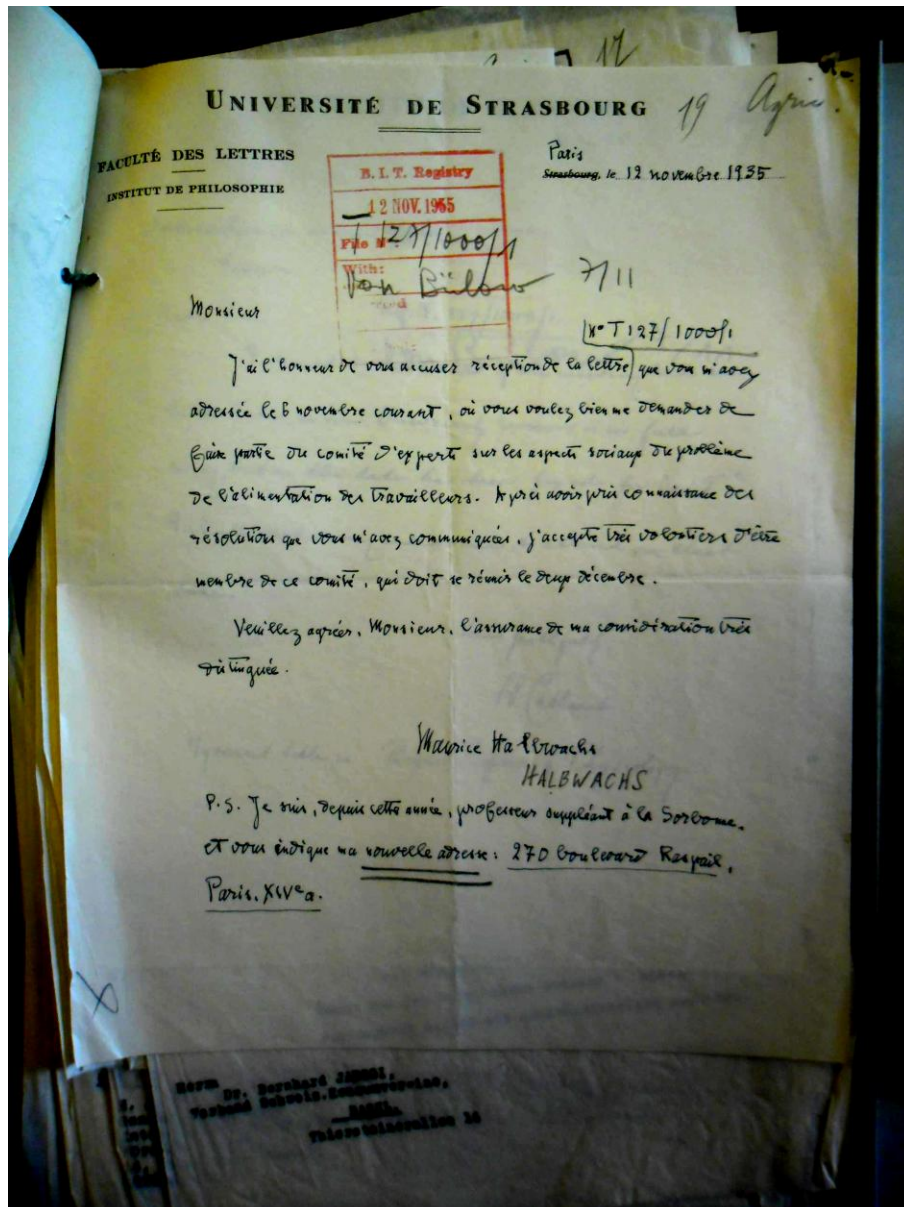


TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	4
SOMMAIRE	1
CHAPITRE INTRODUCTIF	3
LES BUDGETS DE FAMILLE : DE SOURCE À OBJET D'ÉTUDE	3
<i>Le budget domestique : objet d'intervention sociale et de connaissance</i>	3
<i>Maurice Halbwachs : un acteur incontournable de la mesure des consommations</i>	7
L'ENTRE-DEUX-GUERRES : UNE PÉRIODE CRUCIALE DANS LA STANDARDISATION DES ENQUÊTES SUR LES DÉPENSES	11
<i>Les années 1910 : de l'observation des salaires à celle des dépenses</i>	11
<i>La sortie du premier conflit mondial : mesurer l'indice du coût de la vie</i>	15
<i>Le milieu des années 1930 : l'emprise croissante des nutritionnistes sur la mesure des consommations alimentaires</i>	19
UN ENSEMBLE COHÉRENT D'ENQUÊTES SUR LES DÉPENSES OUVRIÈRES	23
<i>Les contributions de Maurice Halbwachs aux enquêtes par budgets de famille</i>	23
<i>Enquêtes sur les dépenses d'alimentation</i>	28
<i>Des temporalités imbriquées</i>	36
UNE ETHNOGRAPHIE HISTORIQUE DES PRATIQUES D'ENQUÊTES	38
<i>Les sources : faire feu de tout bois</i>	39
<i>La division du travail et des opérations d'enquête</i>	41
<i>Des familles ouvrières ?</i>	45
<i>Un univers sémantique de l'enquête commun, des approches distinctes</i>	48
<i>Des différences conceptuelles qui se répercutent sur les outils de collecte</i>	51
PLAN DU MÉMOIRE	54
CHAPITRE I L'ENQUÊTE DE MAURICE HALBWACHS « POUR LE COMPTE D'UN ÉCONOMISTE ANGLAIS »,	
PRINTEMPS 1907	57
UN ENQUÊTE PAR BUDGETS DE FAMILLE D'INITIATIVE PRIVÉE ET BRITANNIQUE	60
<i>Dans les pas de Seebohm Rowntree et de son enquête sur la pauvreté à York (1899)</i>	61
<i>Entre Rowntree et Halbwachs, la nébuleuse réformatrice et socialiste</i>	65
Les amis normaliens de Halbwachs intéressés par la Fabian Society, les Trade Unions et les social settlements anglais	65
François Simiand et l'Office du Travail dans une perspective scientifique et socialiste	68
DRESSER DES BUDGETS DE FAMILLE : UNE DÉMARCHE SOCIOLOGIQUE	71
<i>Se démarquer des enquêtes par budgets aux visées réformatrices et normatives</i>	72
<i>Se démarquer d'une statistique « au petit pied »</i>	76

ÉTABLIR DES BUDGETS « PAR OBSERVATION DIRECTE »	79
<i>Des « collaborateurs » engagés</i>	79
<i>Des familles fortement syndiquées</i>	85
<i>Notices et livrets : les deux composantes des « budgets »</i>	93
La description des familles via les notices, clé de compréhension de leurs dépenses	94
Des livrets surtout orientés vers le recueil des dépenses d'alimentation	100
INTERPRÉTER DES BUDGETS : DES DÉPENSES INDISSOCIABLES DE LEUR USAGE	104
<i>Quand le goût l'emporte sur la nécessité : l'évolution des achats avec le revenu</i>	106
<i>Les menus comme source d'analyse des différenciations internes au groupe ouvrier</i>	108
<i>L'évaluation monétaire des régimes alimentaires exprimée par le coût de la calorie</i>	112
CHAPITRE II LA MESURE DU COÛT DE LA VIE OUVRIÈRE (1911-1921)	117
DE L'OBSERVATION DES SALAIRES À CELLE DES PRIX : UN CHANGEMENT DE REGARD DE LA STATISTIQUE PUBLIQUE SUR LES CONSOMMATIONS OUVRIÈRES	121
<i>La mise en place d'un premier indice officiel du coût de la vie</i>	123
<i>Quantités, prix, qualités : définir les bases des calculs</i>	127
L'ENQUÊTE ADMINISTRATIVE SUR LES CONDITIONS DE VIE OUVRIÈRE DANS LE CADRE DE LA « COMMISSION CHÉRON » (1913- 1914).....	130
<i>Dégénérescence de la race ? L'enquête administrative sur le travail et la vie quotidienne</i>	131
<i>Une enquête par questionnaire sur les « conditions d'existence » ancree dans la politique des grands nombres</i>	132
<i>Des résultats fidèles aux représentations de l'intempérance ouvrière</i>	142
<i>Un questionnaire sous le feu de la critique de Maurice Halbwachs</i>	143
1920 : LE SUIVI OFFICIEL DU COÛT DE LA VIE OUVRIÈRE	146
<i>Des tensions selon la teneur ouvrière ou patronale des commissions régionales</i>	147
<i>Un questionnaire administratif pour l'élaboration d'un budget-type</i>	150
<i>Halbwachs renouvelle l'expérience d'une enquête par budgets de famille (Alsace-Lorraine, 1921)</i>	152
LES REPRÉSENTATIONS DOMINANTES DE L'ALIMENTATION OUVRIÈRE DANS LES ENQUÊTES OFFICIELLES DES ANNÉES 1920	161
<i>Les listes de denrées comme source d'information : reflet des concepteurs des enquêtes autant que des consommations</i>	162
<i>L'indice théorique remis en cause par les enquêtes empiriques</i>	166
UN QUESTIONNEMENT SUR LA MESURE DU COÛT DE LA VIE QUI SE POURSUIT AU SEIN DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL	169
CHAPITRE III BUDGETS ET ALIMENTATION OUVRIÈRE DANS LES ANNÉES 1930	179
CHICAGO AUTOMNE 1930 : HALBWACHS RENOUE AVEC LE THÈME DES DÉPENSES OUVRIÈRES	182
<i>Le voyage à Chicago ou l'expérience de l'abondance</i>	182
<i>Des données longitudinales ou « successives », nouvelles opportunités d'analyse</i>	184
<i>La comparaison des budgets ouvriers dans le temps et dans l'espace</i>	189
HALBWACHS SUPERVISE UNE ENQUÊTE SUR LES DÉPENSES DES CHÔMEURS (1935-1937).....	193

<i>Le contexte de l'enquête</i>	193
<i>Les modalités de l'enquête : une suite de compromis</i>	196
<i>« Le minimum alimentaire vital » : ou la priorité aux dépenses d'alimentation</i>	207
<i>Pain, vin et café : aliments emblématiques des modes de vie ouvriers</i>	211
CHAPITRE IV DEUX CONCEPTIONS INCOMMENSURABLES DE L'ALIMENTATION ? DÉPENSES MONÉTAIRES DES FAMILLES OUVRIÈRES VS DÉPENSES CALORIQUES DE LA POPULATION	219
LE COMITÉ D'EXPERTS DU BIT POUR L'ALIMENTATION DES TRAVAILLEURS (DÉCEMBRE 1935 ET AVRIL 1937)	222
<i>Un comité établi en réponse aux travaux menés par l'OHSN sur la nutrition</i>	223
<i>Des membres avertis des questions relatives à l'alimentation ouvrière</i>	224
<i>La place contestée des standards nutritionnels dans la mesure de l'alimentation ouvrière</i>	228
<i>Réaffirmer le primat du pouvoir d'achat sur l'éducation vis-à-vis des standards nutritionnels</i>	241
LE COMITÉ MIXTE DE L'OHSN POUR LE PROBLÈME DE L'ALIMENTATION (FÉVRIER ET JUIN 1936)	248
<i>Un comité à la composition disparate et sans objectif précis</i>	249
<i>La subordination des questions économiques et sociales aux standards nutritionnels</i>	253
<i>Les impensés des mesures nutritionnelles</i>	257
LES COMITÉS NATIONAUX DE L'ALIMENTATION : UNE INITIATIVE FRANÇAISE À GENÈVE.....	262
<i>Des relais nationaux du Comité mixte</i>	263
<i>Une mission européenne pour promouvoir les CNA</i>	264
<i>Quatre réunions de coordination des CNA (1937-1940)</i>	266
LE CNA : MIROIR DES RECOMMANDATIONS GENEVOISES	267
<i>Un projet qui pré-existe au Comité mixte</i>	268
<i>Un dispositif d'enquête nutritionnelle qui bénéficie de la politique de la recherche du Front populaire ...</i>	272
CHAPITRE V À REBOURS DE LA QUESTION OUVRIÈRE : LES ENQUÊTES NATIONALES SUR L'ALIMENTATION (1937-1941)	279
UN « SERVICE » D'ENQUÊTE FÉMININ, SALARIÉ, ET AUX COMPÉTENCES TECHNIQUES	284
<i>Un collectif organisé en « service » d'enquête qui amorce une organisation renouvelée de la recherche en laboratoire</i>	284
<i>Vers une salarisation de la fonction d'enquêteur-enquêtrice</i>	288
<i>Le « service » : un lieu d'entre-soi féminin</i>	292
DEUX TRAJECTOIRES PROFESSIONNELLES FÉMININES DIVERGENTES	298
<i>La trajectoire ascendante d'une jeune sténodactylographe</i>	298
<i>Le travail intermittent d'une infirmière enquêtrice</i>	300
DES INSTITUTIONS FERMÉES AUX FAMILLES « EN LIBERTÉ » : LA FABRIQUE DE L'ENQUÊTE	303
<i>A la recherche du rationnaire</i>	304
<i>Peser et consigner : l'introduction de la balance comme nouvel outil de collecte</i>	310
DES RÉSULTATS OBSOLÈTES DÈS LEUR PUBLICATION	316
<i>La guerre : source de financement et premier bénéficiaire des résultats de l'enquête</i>	316

<i>Un matériau considérable, peu d'information disponible</i>	319
CONCLUSION GÉNÉRALE	325
1907-1937 : TRENTE ANNÉES D'ENQUÊTES EMPIRIQUES SUR LES DÉPENSES ALIMENTAIRES	325
MONDE ACADÉMIQUE ET EXPERTISE : DEUX SOURCES DE LÉGITIMITÉ DES TRAVAUX DE MAURICE HALBWACHS SUR LES BUDGETS OUVRIERS	329
LA NATIONALISATION DES ENQUÊTES EMPIRIQUES SUR L'ALIMENTATION À LA LIBÉRATION	331
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	334
FONDS D'ARCHIVES	334
SOURCES IMPRIMÉES	339
BIBLIOGRAPHIE	348
LISTE DES SIGLES ET DES ACRONYMES	361
TABLE DES TABLEAUX	362
TABLE DES FIGURES ET DES PHOTOGRAPHIES	363
ANNEXES	364
ANNEXE 1 CORPUS DOCUMENTAIRE RELATIF AUX CONTRIBUTIONS DE MAURICE HALBWACHS SUR LES ENQUÊTES PAR BUDGETS DE FAMILLE	365
ANNEXE 2 LETTRE D'INVITATION ADRESSÉE PAR EDWARD PHELAN À MAURICE HALBWACHS POUR PARTICIPER AU COMITÉ D'EXPERTS SUR L'ALIMENTATION DES TRAVAILLEURS DU BIT (ET RÉPONSE DE HALBWACHS) – NOVEMBRE 1935	369
TABLE DES MATIÈRES	375